abd el-krim et la république du rif

françois maspero / textes à l'appui



C’est en janvier 1923 qu’Abd el-Krim proclame la République du Rif. Cette république, qui est déjà un défi aux puissances impérialistes, n’est-elle pas aussi une anticipation politique ? Elle répond non seulement à la pénétration espagnole, mais aussi à l’entreprise française de lier la présence coloniale à la monarchie chérifienne ; le mouvement national marocain a-t-il tiré la leçon d’Abd el-Krim ? Mais la signification de son action, qui s’exprime certes à travers les contradictions idéologiques et les modalités de lutte que lui vaut la société rifaine, ne se circonscrit pas au Maroc.

La République du Rif se situe au revers de la Première Guerre mondiale et de la révolution soviétique ; elle se relie aux secousses qui ébranlent les établissements coloniaux en suivant les lignes de fracture du monde arabe au sortir de l’Empire ottoman ; elle répète pour partie la République turque de Mustapha Kemal, et son écho se répercute à travers l’ensemble musulman suivant un autre partage annonciateur, dans les résistances de base rurale plus que par l’adhésion des bourgeoisies citadines, il retentit jusqu’en Inde, en Chine et même au Mexique, en cet Orient dominé qui constitue le nouveau lieu d’émergence du mouvement révolutionnaire. Ne reçoit-elle pas comme une seconde nature du soutien que lui apporte et de l’exemplarité que lui donne l’Internationale communiste ?

La guerre du Rif trouve ses dimensions dans les rapports de forces mondiaux, en ce tournant des années 1920 qui ouvre la crise de l’impérialisme. Jusqu’à l’approche des opérations qui s’en trouve renouvelée, parce qu’elles furent en leur stratégie de dévastation, et plus encore par l’exaltation d’un nationalisme militaire qui en appelait à la rénovation nationale des métropoles, le premier exercice de guerre contre-révolutionnaire, et par Franco et par Pétain, l’apprentissage même du fascisme. Avant les guerres d’Algérie et du Vietnam, il y eut le Rif.

Ce livre reprend les contributions du Colloque international du cinquantenaire de la République du Rif, qui s’est tenu en 1973 à Paris, sous le patronage de Jacques Berque, Régis Blachère, Jean Dresch, Vincent Monteil et sous la présidence de Charles-André Julien ; le secrétariat du colloque a été assuré par Mehdi Alaoui et Abderrahman Youssoufi, et la publication par

René Galissot.

abd el-krim et la république du rif

actes du colloque international
d'études historiques et sociologiques
18-20 janvier 1973

FRANÇOIS MASPERO
1 place paul-painlevé, V^e
PARIS
1976

Sommaire

1. *La rupture avec le chauvinisme*

a) *La « guerre à la guerre »*

b) *L'anti-impérialisme et l'internationalisme*

2. *La lutte politique pour la paix au Maroc*

a) *L'action polymorphe du P.C.F.*

b) « *Fraternisation » et « grève générale »*

II. La guerre du Rif et la novation du P.C.F.

1. *La tactique du « front unique »*

a) *La critique de la social-démocratie*

b) *L'action unitaire*

2. *Un parti de « type nouveau »*

a) *La lutte contre le sectarisme et l'opportunisme*

b) *La « bolchevisation » du parti*

Le parti communiste et la guerre du Rif

1. RAPPORT ÉCRIT

I. La campagne contre la guerre du Rif

A. *De l'automne 1924 à l'été 1925*

B. *Les moments culminants de la campagne : l'été 1925 et la grève du 12 octobre*

II. Antimilitarisme. Abdelkrimisme. Anti-impérialisme.

Sur la couverture : reportage exclusif du photographe Alfonso, au Q.G. d’Abd el-Krim. Portrait (souvent contretypé) d’Abd el-Krim (1922).

TEXTES À L'APPUI

série histoire contemporaine

COMITÉ DE PATRONAGE

Jacques BERQUE, professeur au Collège de France,
Régis BLACHÈRE, professeur honoraire à la Sorbonne, membre de l'Institut,
Jean DRESCH, professeur à l'Université de Paris VII,
Vincent MONTEIL, professeur à l'Université de Paris VIII,

sous la présidence de
Charles-André JULIEN, professeur honoraire à la Sorbonne, doyen honoraire de la Faculté des lettres de Rabat.

Secrétariat du colloque : Mehdi ALAOUI et ABDERRAHMAN YOUSSOUFI. *Rapport général et publication des Actes :* René GALLISSOT.

Rapports de Charles-Robert AGERON, Mohamed Ahmed ANIS, Jacques BERQUE, Régis BLACHÈRE, Kenneth BROWN, Robert CHARVIN, Mohamed CHÉRIF, Rosalba DAVICO, René GALLISSOT, Abdelhak HAROUCHI, David-Montgomery HART, Paul ISOART, Charles-André JULIEN, Abdallah LAROUI, Maria-Rosa de MADARIAGA, Gérard MAURER, Jean MEYER, Jean-Louis MIÈGE, Vincent MONTEIL, Magali MORSY, Daniel RIVET, Roberto SANCHEZ-DIAZ, Abderrahman YOUSSOUFI, Mohamed ZNIBER.

Interventions de André ADAM, AÏT-ALY, Mohamed BEN-HLAL, Brahim BOUTALEB, F. CLÉMENT, Jacques CRÉMADEILLES, Marc FERRO, Jean GAUTIER, Daniel GUÉRIN, Gilbert MEYNIER, Mohamed NAÏMY, André NOUSCHI, Georges OVED, Fernando ROBLÈS-PEREZ, Pierre RONDOT, YOUSSEF ROUISSI, Jean ROUS, Xavier YACONO, Abdelkader ZGHAL.

Présentation

Après la prise du fort du mont Arruit, qui achevait la déroute espagnole d'Anoual (9 août 1921), Mohamed Ben Abd el-Krim, fils d'un cadi rural de la belliqueuse tribu des Beni Ouriaghel, instaura une République confédérée du Rif (Jumhuriya Rifiya).

La guerre que l'émir d'Ajdir mena avec succès contre les armées espagnoles et françaises eut des conséquences, tant marocaines qu'internationales, dont il appartient à la science, avec la sécurité que présente le recul d'un demi-siècle, de déterminer la réelle portée. La géographie permet aujourd'hui de mieux dégager la personnalité d'une grande région peuplée de Berbères sédentaires attachés à leur terroir. L'histoire ne saurait ignorer, ni l'importance des moissons de la vallée de l'Ouerrha interdites par Lyautey aux Rifains, ni le mythe des fabuleuses richesses minières qui exalta les appétits des hommes d'affaires, et les esprits des montagnards. Elle est aujourd'hui mieux outillée pour relever certains synchronismes dans le mouvement global de l'Islam méditerranéen et les potentialités attachées à certaines formules politiques.

La personnalité d'Abd el-Krim et de son frère M'Hamed appelle une connaissance du milieu familial et tribal, de la place que tinrent dans leur formation d'une part, la prise de conscience de l'aliénation imposée par le régime protecteur, notamment l'abaissement de la monarchie alaouite, qui réduisait le souverain chérifien au rôle de « sultan des Français », d'autre part, les contacts avec les Espagnols de Melilla et de Madrid, qui permirent de mesurer leurs méthodes et leurs forces réelles avec des Rifains mieux ouverts aux idées nouvelles, comme le vieil ami d'Abd el-Krim, Driss ben Saïd. Il serait intéressant, à cet effet, de comparer les interviews données par l'émir durant la guerre du Rif et après son installation en Egypte, en 1947.

La guerre du Rif a donné lieu à une abondante littérature. Il reste cependant beaucoup à dire, sinon sur les événements, du moins sur leur interprétation, entre autres sur les conceptions techniques des Espagnols et des Français, et sur le conflit stratégique entre les militaires de Lyautey et

l'état-major de Pétain. Il faudrait reprendre l'étude des pourparlers officieux engagés avec l'émir, ou officiels, notamment à la Conférence d'Oujda (1926) et des conditions de la reddition d'Abd el-Krim.

L'usage que fit l'émir des ressources qu'il reçut de l'étranger et du concours des tribus s'inscrivit dans une nouvelle conception de gouvernement qui, par-delà l'organisation du front rifain (Jibha Rifiya), *tendait à l'instauration d'une nation moderne d'inspiration musulmane largement ouverte aux apports de la science et de la technique occidentales. En revendiquant l'ascendance Koreichite du second calife Omar el-Khettab, Abd el-Krim el-Khettabi désormais pouvait s'affirmer comme prince des musulmans, considéré par les Rifains comme un sultan légitime. Il serait important de connaître dans quelle mesure les tribus marocaines, y compris celles soumises aux grands caïds de l'Atlas, crurent qu'il triompherait de la tutelle étrangère en se substituant au sultan alaouite.*

Les victoires rifaines frappèrent les esprits, non seulement au Maroc mais à l'étranger, notamment en France où elles amenèrent le gouvernement à mettre fin au proconsulat de Lyautey, et provoquèrent entre les communistes et les socialistes des divergences qui contribuèrent à la dislocation du bloc des gauches. Les archives anglaises et allemandes révéleront, sans doute, des interventions officieuses dont le désintéressement était la moindre vertu si l'on en juge par le zèle déployé par les milieux d'affaires. Il semble, dans une mesure qu'on n'a pas encore déterminée, que politique et finances furent alors une fois de plus intimement liées.

Abd el-Krim, qui ne résista pas, lors de son retour d'exil, en 1947, à l'attraction de l'Orient soudainement découvert depuis Aden et à l'appel des Egyptiens lors de l'escale de Port-Saïd, reprit au Caire une activité politique. Il assuma la présidence du Comité pour la libération nationale du Maghreb. Mais, si son prestige de moujahid demeurait intact, la situation marocaine avait profondément évolué depuis la constitution de l'Istiqlal. L'affrontement des deux conceptions mériterait une étude approfondie.

Face à la diversité et l'ampleur des problèmes posés par la question rifaine, le colloque de janvier 1973 ne se proposera pas d'en épuiser la substance. Du moins appellera-t-il à l'examen des questions fondamentales en des discussions libres, inspirées par le seul esprit de recherche. Le Comité pense que la publication des rapports et des débats apportera une contribution utile à une période historique dont l'intérêt demeure grand.

Charles-André JULIEN

Charles-André Julien

Peu d'entre vous, étant donné leur âge, ont dû vivre la période d'Abd el-Krim. Je me souviens d'avoir appris des nouvelles, les premières nouvelles, à Moscou, en juillet 1921. A ce moment-là, personne ne donnait à la tentative d'Abd el-Krim l'importance qu'elle prend aujourd'hui avec le recul d'un demi-siècle. Il était à peu près unanimement dit dans la presse qu'il s'agissait, sans plus, d'une de ces révoltes de *rogui* qui durent quelques semaines, au besoin quelques mois, et qui disparaissent comme elles sont nées. Etant donné l'ampleur de ces événements, qui se développèrent pendant cinq années, nous sommes amenés maintenant à nous interroger sur leur signification profonde.

Il nous faudra certainement serrer de plus près la personnalité d'Abd el-Krim, sa formation, les divers éléments qui ont pu jouer sur le développement de sa mentalité, de son hostilité à la colonisation — hostilité qui se manifesta d'abord, autant que j'aie pu l'apprécier, contre la France, puis contre l'Espagne.

Dans quelle mesure son activité administrative en Espagne, dans quelle mesure sa culture arabe, ses séjours à la Qarawiyin au moment où ce vénérable établissement commençait à sentir qu'il devait se transformer et que les jeunes qui voyaient plus loin que leurs maîtres s'ouvraient davantage à la culture orientale, dans quelle mesure, dis-je, les mouvements réformistes ont pu lui être connus par relation, ne serait-ce que par son ami Ben-Said, et ont contribué à la formation de cette personnalité originale, et aussi de celle de son frère, qui eut un rôle particulièrement important.

A l'époque, on a surtout parlé de la guerre ; on était étonné qu'une armée improvisée ait pu venir à bout d'armées constituées comme l'espagnole et la française. L'étonnement fut mondial ; il y eut, en France déjà, des échos, plus profonds qu'on ne l'a cru. De ce qu'était la manifestation de la puissance rifaine, comment se mêlaient des rêves d'hommes d'affaires allemands, anglais, américains et français, de tout cela, je me souviens que nous en débattions beaucoup, nous qui faisions de la politique dite de gauche ; mais je

garde l’impression que peu de gens réalisaient, à ce moment-là, l’originalité de ce que fut l’entreprise. C’est une des questions, certainement, qu’il sera utile aujourd’hui d’envisager. Je ne voudrais pas mordre sur ce que seront les communications et vous préciser simplement comment nous nous sommes organisés.

Je dois vous le dire, parce que la tâche que je m’étais promise, c’est-à-dire de participer activement à vos débats, m’est interdite pour des raisons de santé, mon activité devant se borner, pendant un certain temps, à la lecture des journaux et des romans policiers : je me suis souvenu que le pape avait décidé qu’à partir de soixante-quinze ans on n’était plus à même de traiter des affaires avec pertinence ; que, après quatre-vingts ans, les cardinaux n’étaient même plus admis à voter. Aussi, je ne regrette pas de ne pouvoir exercer tout à fait, et comme je l’aurais voulu, mon activité épiscopale ; tout naturellement jai pris un coadjuteur plus jeune : René Gallissot, qui a bien voulu me suppléer dans tous les problèmes qui pourront se poser.

Je dois dire également que j’éprouve une grande émotion en entendant traiter les problèmes qui sont marocains. Bien que ce ne soit pas le sujet d’aujourd’hui, et bien que mon expérience personnelle ne présente pas un intérêt particulier, j’avoue que j’ai été très marqué, dès l’abord, par le Maghreb ; je suis très probablement le plus ancien d’entre vous et j’ai vécu au Maghreb à partir de l’année 1906, ce qui signifie une longue expérience, et je peux ajouter que je demeure particulièrement attaché au Maroc et à des amitiés marocaines qui durent encore. Je ne parlerai que de ceux qui sont morts et qui m’étaient très chers. Mon ami Ziéghari, qui a bien voulu me confier, ainsi qu’à ma femme, pour ainsi dire l’éducation de sa fille, quand elle était étudiante ; le vieil uléma Larbi Alaoui qui, quand il vint en France pour la première fois, vint chez moi pour m’entretenir de la pensée marocaine, et je me permettrai, rapidement, de vous dire comment cet homme de haute qualité, répondit à ma question sur ce qu’il pensait de l’administration française. Avec une délicatesse infinie, il ne porta pas de jugement, mais me raconta une petite histoire que je m’en vais vous dire : il s’agissait, me racontait-il, d’un berger marocain qui n’avait pas pu réussir à vendre son mouton. Au retour du marché, il s’endormit dans un fossé, se mit à rêver et, trouvant un acquéreur, il discuta vivement avec lui en rêve : 10 francs, 20 francs, 40 francs, 50 francs, 100 francs, et, brusquement, se réveillant, il dit : c’est dommage, j’aurais dû traiter à 40 francs ! C’était une des peintures des lenteurs et des retards de l’administration française les plus

spirituelles que j'aie entendues.

Enfin, j'ai gardé plus que tout le souvenir de la grande amitié qui m'unit à Mohamed V. Ceux qui, comme moi, ont eu le bonheur, l'occasion d'avoir de longues discussions avec lui, des échanges de vues qui duraient parfois une heure ou deux, ont pu apprécier ses qualités de pondération, de méditation, une vivacité d'esprit et une dialectique telles que je me souviens, un jour, d'être rentré épuisé d'une longue discussion avec lui. Et je citerai deux petits faits qui sont à peu près inconnus et qui montrent quelle estime le souverain attachait à la science et à ceux qui la représentaient. Lors de l'investiture du prince Moulay Hassan, il y avait à Rabat un afflux de généraux, de diplomates et de hautes personnalités du monde entier. Le roi donna trois décorations, trois grands-croix : à Massignon, dont je n'ai pas besoin de vous parler, au professeur La Pira, maire de Florence à l'époque, et à moi-même, c'est-à-dire à trois professeurs. Et le soir de la confrontation avec le ministre des Affaires étrangères français, à La Celle-Saint-Cloud, alors qu'il venait de réaliser pratiquement l'indépendance marocaine, il réunit autour de sa table les couples de ceux qu'il appelait les amis ; nous étions cinq, il y avait Mauriac, le général Catroux, l'aviateur et député Clostermann, l'éditeur Julliard et moi. Il avait voulu, sans qu'il y ait aucune personnalité officielle, marquer l'union, l'intimité, la fraternité qui s'étaient établies entre lui et un certain nombre de Français. Si j'ai évoqué ces souvenirs, c'est avec le désir profond que ce soit dans un esprit analogue de confraternité, d'espérance, ressenti en commun, que nous travaillions, et c'est dans cet esprit que j'ouvre, devant vous tous, le colloque consacré à Abd el-Krim.

AVERTISSEMENT. *Devant la multiplicité des questions évoquées et pour donner une plus grande cohérence et une plus grande facilité de consultation, deux contributions, celles de Régis Blachère et de Rosalba Davico ont été soustraites à l'ordre des présentations orales.*

Pour l'essentiel cependant, le partage entre les séances a été respecté pour restituer, après corrections nécessaires à la compréhension, l'état des interventions et la suite de la discussion. D'autre part, plusieurs rapporteurs ont remis une version écrite de leur contribution ; c'est ce texte qui est ici repris, avec indication.

L'orthographe des noms propres et des termes étrangers respecte la prononciation et l'écriture des différentes contributions.

I

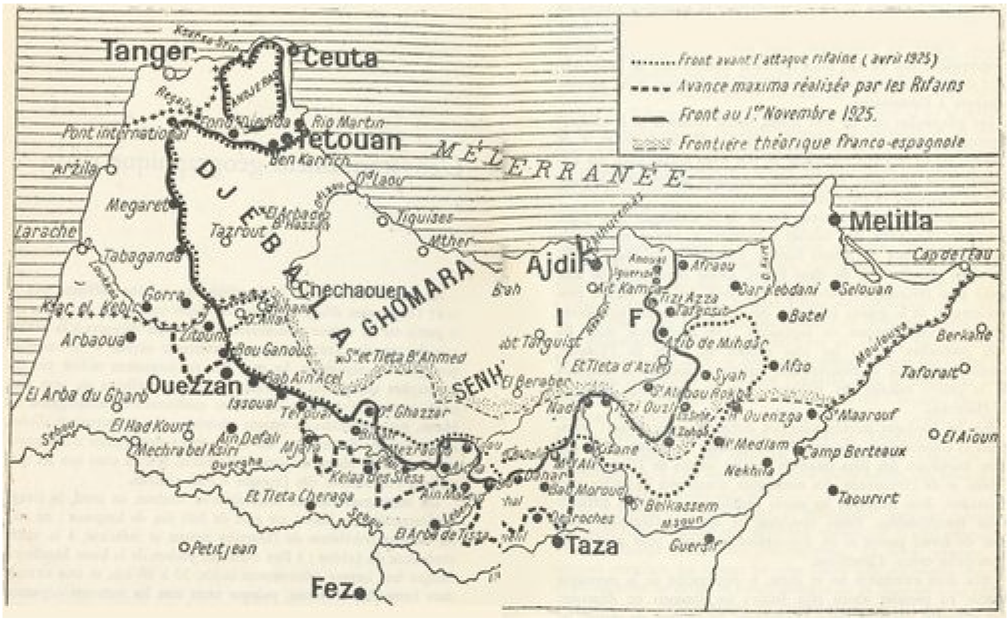
La République du Rif et Abd el-Krim

Gérard Maurer

L'environnement géographique rifain

Au cours de l'histoire, la Confédération rifaine s'affirme peu à peu ; l'expression désigne, dès le XV^e siècle un groupe de tribus de la partie est du versant méditerranéen, de l'oued Mestassa à la péninsule du cap des Trois-Fourches, directement exposé à la conquête portugaise et espagnole. Le mot Rif est largement utilisé par les géographes arabes, qui lui donnent souvent d'ailleurs un sens plus large, couvrant l'ensemble du versant méditerranéen montagnard du Maroc, par opposition au versant atlantique, qui constituait le *djebel*. L'extension de l'expression Rif à la totalité des régions montagneuses du nord du Maroc est donc très récente, et c'est ainsi que les spécialistes l'entendront dès l'époque d'Abd el-Krim.

Les montagnes rifaines ainsi définies bordent, au nord, le rivage méditerranéen du Maroc sur plus de 300 km de longueur ; au sud, les collines prérifaines de l'Ouerrha moyen et inférieur, à la vallée supérieure du Lebène ; à l'est enfin, les plaines de la basse Moulouya. Malgré leur largeur relativement faible, 50 à 80 km, et leur altitude dans l'ensemble moyenne, puisque rares sont les sommets dépassant 2 000 m — le Tidirhine culmine à 2 450 m — , ces montagnes n'en constituent pas moins un domaine d'accès difficile et un obstacle certain dans les communications entre le littoral méditerranéen et le reste du pays. Depuis des siècles, une population paysanne, sédentaire, y vit, repliée sur elle-même et ne reconnaissant que de manière très épisodique l'autorité des sultans ; elle appartenait comme les autres montagnes marocaines au *Bled-es-siba*. Mais ni par ses traits physiques, ni par le genre de vie de ses paysans la montagne rifaine ne ressemble aux grands et imposants massifs des Moyen et Haut Atlas. Certes, depuis un demi-siècle, bien des conditions de ce milieu géographique ont évolué, mais les traits traditionnels et fondamentaux du paysage physique et humain percent toujours et ne peuvent échapper à l'observation.



LE FRONT NORD DU MAROC au 1er Novembre 1925

Les géographes ont, de tout temps, décrit l'obstacle et le compartimentage extrême de la montagne rifaine, dédale de crêtes et de vallées ; les techniciens éprouvent de nos jours encore bien des difficultés pour implanter et entretenir quelques grands axes routiers afin de débloquer ce pays fermé.

Pour qui vient de l'extérieur, l'accès de la montagne n'est guère commode. Au nord, des falaises continues et hautes souvent de plusieurs centaines de mètres bordent directement le rivage méditerranéen ; les secteurs de côtes basses, moins développés, ne sont guère plus favorables à l'abordage, par suite des trop faibles profondeurs, et de la grande fréquence des cordons littoraux qui isolent des zones marécageuses ou lagunaires. Très rares sont donc les sites portuaires. Parmi les plus utilisés au cours de l'histoire, retenons ceux qui se trouvent aux limites occidentale et orientale de la chaîne calcaire des Bokkoya, avec en particulier Badis et Al- Hoceïmas.

Sur les bordures méridionales, les difficultés sont autres ; voyageurs et commerçants rencontraient en quittant les plaines et les collines marneuses des pays traversés par les vallées de l'Ouerrha, du Lebène et de l'Inaouenne, des montagnes, constituées de roches plus résistantes, dans lesquelles les oueds s'encaissent en gorges difficilement franchissables. Pistes cavalières et sentiers s'élevaient alors avec de fortes pentes et en d'interminables lacets pour gagner les principales crêtes d'interfluve.

Aux deux extrémités est et ouest, la pénétration de la montagne semble au

premier abord plus facile ; les sommets ne dépassent que rarement 1 000 m, isolés souvent par des couloirs de plaines ou de basses collines, où pistes et routes peuvent êtres construites plus commodément ; mais, dans ces bas pays encadrés par les bastions difficilement abordables des massifs montagneux, la progression n'est pas sans danger, et l'étranger basé à Tetouan à l'ouest, à Melilla à l'est, ne s'y aventurera qu'avec précaution.

A l'intérieur de cette masse montagneuse, le compartimentage est extrême ; crêtes et vallées se multiplient, dans un matériel rocheux qui n'est souvent pas très résistant. Les crêtes, étroites et sinueuses, sont ramifiées à l'extrême, séparées par des vallées très profondes. En effet, par suite de la proximité des niveaux de base marins atlantique et méditerranéen, les altitudes des fonds des vallées ne dépassent guère 300 à 500 m, même au cœur de la chaîne. L'aspect montagnard du Rif résulte ainsi bien plus de la longueur et de la raideur de ses versants que de l'altitude relativement modérée de ses sommets. L'homme a su, cependant, mettre à profit sur ces versants les moindres replats pour y installer ses maisons et ses champs. Les plaines sont très rares et ne prennent une certaine importance que dans la région orientale.

Regroupant des ensembles de crêtes et de vallées, quelques grands compartiments de relief s'individualisent aisément. Dans chacun de ces domaines, souvent bien délimités, naturellement protégés par des versants escarpés ou des gorges étroites, se sont réfugiés les principaux groupes humains, grandes tribus ou confédérations : ainsi les Rhomara dans les montagnes calcaires et dans les vallées presque inabordables de la partie nord-ouest du versant méditerranéen, les Sanhaja-de-Saïr dans le haut pays central autour des crètes du Tidirhine, les Sanhaja du sud de l'Ouerrha dans le massif de Taïneste, les Bni-Ouriaguel, les Bni-Ammert et les Gzennaia dans les hauteurs dominant les vallées supérieures du Rhiss à l'ouest, du Nekkor au nord, du Kert à l'est, du Msoun et de l'Ouerrha au sud. Au-delà du Nekkor, ce sont enfin les massifs des Bni-Touzine et des Temsamane et, à l'est du bassin d'Annoual-Boudinar, les montagnes des Bni-Oulichek et des Bni-Saïd.

Les précipitations, abondantes et prolongées, dans cette montagne directement exposée aux influences océaniques et méditerranéennes, contribuent aussi à son cloisonnement. En hiver, pendant de longues semaines, les douars les plus élevés sont recouverts par un épais manteau de neige, le franchissement de la ligne de crête séparant le versant méditerranéen

du versant atlantique au sud est difficile ; on ne peut joindre par la voie directe les secteurs occidentaux et orientaux de la chaîne. Plus généralement, à la suite des pluies hivernales, les pistes et les chemins ne sont que bourbiers, tandis que le franchissement de chacun des innombrables oueds pose des problèmes souvent insolubles lorsque ponts et passerelles sont emportés par les eaux. Pendant les longs mois d'hiver, la montagne est bien souvent isolée. Une humidité élevée, jointe à une température relativement douce, explique les forêts nombreuses et denses : chênes à feuillage caduc ou non dans les régions basses, cèdres, sapins et pins sur les sommets les plus élevés, thuyas enfin dans les secteurs moins arrosés de l'Est. Les formations végétales dégradées comme le maquis présentent une couverture encore dense, malgré les destructions répétées de l'homme. Les installations humaines apparaissent souvent ainsi de manière ponctuelle, isolées par des étendues de maquis ou de forêts. Si l'on en juge par le résultat des enquêtes orales, ces formations végétales étaient, il y a un demi-siècle, plus répandues et plus denses, et constituaient des domaines propices aux embuscades.

Comme beaucoup de chaînes méditerranéennes, la montagne rifaine est très peuplée ; actuellement, plus d'un million et demi de paysans sédentaires vivent accrochés à leurs champs, soit une densité moyenne de plus de 50 au km^2, cette dernière dépassant même 100 au km^2 dans les régions orientales. Ces paysans étaient, il y a un demi-siècle, moitié moins nombreux, si l'on en juge par différents recoupements, mais ces densités traduisaient malgré tout une forte occupation. Les groupes devaient être de plus petite taille, isolés les uns des autres par de plus vastes étendues de forêts ou de maquis.

Les tribus sont en place depuis fort longtemps. D'origine berbère, elles appartiennent aux trois grandes familles Rhomara, Sanhaja, Zénètes, plus ou moins mêlées au cours de l'histoire. Léon l'Africain, qui parcourt la région au XVI^e^ siècle, nous décrit les principales tribus situées à leur emplacement actuel. Cette montagne n'a cessé de se peupler et de servir de refuge tout au long de l'histoire. Arabophones et berbérophones s'opposent ; mais, le Chelha comprend en fait deux parlers distincts : le sanhaji, au centre, se rapproche du véritable tamazirt, tandis que le rifain de l'Est se rattache au zenatiya.

Dans ces pays, même ceux arabisés de l'Ouest, l'organisation sociale et politique reste, avant l'arrivée d'Abd el-Krim profondément marquée par la tradition berbère. L'autorité du pouvoir central n'est guère respectée, et chaque groupe s'administre et se gouverne lui-même. Les groupements se juxtaposent et se superposent en un édifice complexe, particulièrement bien adapté au morcellement topographique de la montagne ; trois d'entre eux jouent un rôle particulièrement important : les clans, les douars, les fractions.

Le clan familial, nommé *aedem, haouma, fariqa* en arabe, se traduit spatialement par un type d'habitat, quartier de village ou hameau isolé, ainsi que par un regroupement des terres de culture. Ce groupe familial est une cellule sociale remarquablement adaptée à la mise en valeur de la montagne. Les quartiers irrigués, avec leurs séguias et les tours d'eau, sont également organisés en fonction de ces groupes sociaux.

Le douar est le groupe fondamental, composé d'un ou plusieurs clans ; il est également une forme d'habitat sédentaire groupé en villages ou en hameaux isolés. Le douar est enfin une unité administrative, politique et économique, avec un Conseil des anciens, une *jmaa*. Le finage du douar est parfaitement connu et comprend plusieurs terroirs irrigués ou non, des champs permanents ou non, du maquis ou de la forêt. Certaines de ces terres sont considérées comme biens appropriés type *melk*, mais les autres forment le *bled jmaa*, c'est-à-dire géré par la collectivité.

La fraction ou le canton, regroupant plusieurs douars, correspond presque toujours à une unité géographique bien individualisée : une vallée ou une section de vallée, ailleurs un versant, un bassin ou une partie de versant limitée par de profondes vallées. Le groupement est dirigé par un conseil qui élit un cheikh et assure des fonctions politiques, judiciaires, mais également économiques.

D'autres groupes, les uns de plus petite taille, comme la famille, d'autres plus vastes, comme la tribu, sont encore des réalités bien vivantes de nos jours, même s'ils ne sont pas reconnus officiellement.

Des confréries religieuses dont celle d'Ouezzane, également des familles maraboutiques, ont joué un rôle économique et politique important. Les Khmalcha avaient ainsi fondé dans le haut pays central, juste avant l'arrivée d'Abd el-Krim, un véritable Etat maraboutique plus ou moins reconnu par le gouvernement central.

Les pays rifains sont pauvres. Les terres cultivées ne représentent qu'une faible partie de la montagne : 10 à 25 % selon les régions, 50 % dans les cas les meilleurs, fractionnées en une multitude d'îlots. L'espace se divise très nettement en terrains irrigués et terrains de culture sèche.

Les terres irriguées ne représentent qu'une très faible partie des terres cultivées, souvent moins de 10 %, mais elles se signalent tout de suite dans le paysage par leur tache de verdure, leur occupation continue, également par des cultures riches qui leur donnent dans l'économie rurale la première place. Les cultures irriguées sont paradoxalement plus importantes et plus assurées dans les fonds des grandes vallées de l'Est, de climat plus sec, Rhiss, Nekkor, Kert, Oued Amekrane ; même en été, les réserves d'eau contenues dans les épaisses nappes alluviales ou dans les couvertures détritiques des bassins restent suffisamment importantes pour assurer un débit régulier. Il n'en est pas de même dans le haut pays, imperméable, où, malgré les précipitations importantes de l'hiver, l'eau s'écoule rapidement et les réserves sont faibles. Légumes, maïs, plantes fourragères, arbres fruitiers assurent dans tous ces secteurs irrigués des récoltes d'hiver et d'été.

Les terres de culture permanente non irriguées, avec jachère ou non, sont de beaucoup plus vastes et varient en étendue selon les secteurs de la montagne. Orge et blé dur en hiver, sorgho en été rivalisent à l'ouest, tandis que, par suite de la sécheresse, l'orge règne de manière presque exclusive à l'est. Les arbres figurent en bonne place dans l'alimentation du montagnard, et les plantations couvrent une surface considérable, dépassant 50 % des terres cultivées à l'ouest ; ce pourcentage tombe à moins de 15 % à l'est. L'olivier et le figuier sont les arbres des marges méridionales et occidentales ; le figuier et l'amandier l'emportent à l'est, tandis que la vigne en culture traditionnelle apparaît un peu partout.

L'espace agricole rifain déborde au-delà de ces champs permanents sur le maquis et la forêt considérés comme propriété collective : *bled jmaa* ; tous deux sont en effet annexés par le paysan, qui y trouve des ressources d'appoint : cueillette, utilisation du bois, parcours pour les animaux qui restent relativement peu nombreux, sans oublier les champs temporaires obtenus par brûlis.

Une petite propriété, et même une très petite propriété, est le trait fondamental de cette société rurale ; bien des chefs de foyers n'ont même pas de terre. Partout, les exploitations sont de très petite taille, ne dépassant que rarement 4 à 5 hectares. Devant le maigre bilan des cultures, les paysans

rifains sont obligés de trouver des ressources annexes : l'artisanat et l'émigration sont très développés depuis longtemps. L'économie d'échange reste particulièrement réduite, et la faible activité de la plupart des souks de la montagne en est la marque la plus évidente ; les marchés de l'Est échappent pourtant à cette médiocrité générale. Les perspectives de mise en valeur minière ont attiré depuis longtemps les ambitions européennes, mais les faibles réserves des gisements et leurs dispersions découragent très vite les projets ; seul le fer du Rif oriental donnera lieu à une exploitation rentable.

On ne peut cependant dresser un tableau uniforme pour toute la montagne. Les nuances et même les contrastes sont importants ; ils résultent à la fois de conditions humaines et physiques, parmi lesquelles les oppositions climatiques entre les régions occidentales très arrosées et les régions orientales semi-arides sont déterminantes.

A l'ouest et au sud-ouest, les montagnes, moins élevées et plus isolées, dominent des formes largement en creux donnant au total un pays plus ouvert et plus pénétrable. Ce pays jbala, adossé aux hautes montagnes du Nord et du Centre, grâce à son humidité et à la douceur relative de son climat, a une économie très variée ; les ressources de la céréaliculture, de l'arboriculture, de l'élevage s'équilibrent. Les maisons rurales couvertes de chaumes se regroupent en hameaux et en villages nombreux, et les densités dépassent souvent 60 habitants au kilomètre carré. La ville de Chechaouène est en même temps un gros marché rural.

Au centre et au nord, dans le haut pays, la montagne reste massive, malgré le grand nombre de vallées et l'entaille profonde de la plupart d'entre elles. Cet isolement, allié à un climat arrosé et froid, à un morcellement topographique extrême, maintient une vie rurale très traditionnelle, caractérisée par une multitude de petites tribus, la taille minuscule des exploitations, le maintien d'une couverture forestière importante ou d'un maquis plus ou moins dégradé, l'utilisation du bois dans l'architecture de la maison rurale, le grand nombre de petits périmètres irrigués, le retard des récoltes enfin.

A l'est du haut pays, massifs et bassins alternent, morcelant la chaîne en grands compartiments bien individualisés et situés à des altitudes très diverses. Ces bassins, avec les versants qui les dominent et les piémonts qui les bordent, constituent autant de petites unités économiques : hauts pays de Targuist et des Bni-Ammert à plus de 1 000 mètres, basses vallées des oueds Rhiss et Nekkor bordées de larges plateaux, bassins orientaux reliés par

l'oued Kert, bassin d'Annoual-Boudinar largement ouvert sur la mer, qu'il domine d'une centaine de mètres. Les préciptations sont partout faibles, et la montagne porte déjà les marques de l'aridité. Les thuyas isolés parsèment les versants, l'alfa couvre une étroite bande côtière ; les fermes à cour fermée et à toits en terrasse s'isolent et s'entourent de buissons de figuiers de Barbarie. Malgré une mise en valeur des versants en pentes fortes, avec tous les dangers d'érosion que la destruction du couvert naturel comporte, les récoltes céréalières ne peuvent compléter les productions des secteurs irrigués. Les cultures ne nourrissent pas les hommes, très nombreux, qui depuis longtemps cherchent dans l'émigration des ressources complémentaires. Tribus ou confédérations sont ici de très grande taille, regroupent des dizaines de milliers d'hommes. Abd el-Krim était originaire de la plus importante d'entre elles : celle des Bni-Ouriaguel.

Jean-Louis Miège

Introduction historique

Les relations internationales

L'établissement de la France au Maroc a été le résultat d'un long et tenace dessein, qui s'est imposé à la diplomatie française dans le dernier tiers du XIX^{e} siècle et qui s'intégrait lui-même à une politique méditerranéenne systématique, dont l'ensemble constitue peut-être une des plus anciennes traditions de la diplomatie française, et qui avait été notamment réaffirmée par Napoléon III entre 1857 et 1863, et qui sera un des éléments essentiels de la pensée extérieure des gambettistes, des hommes qui travaillaient autour de Gambetta, ou qui se déclarèrent ses héritiers politiques. Ce dessein s'était heurté, à travers, pourrait-on dire, les siècles, à un objectif non moins affirmé, non moins tenacement poursuivi, de la Grande-Bretagne en Méditerranée. Cette opposition fondamentale s'était notamment marquée par un complot dont une grande partie des éléments étaient rifains, notamment par un essai d'utilisation de la population rifaine de Tanger, et par un essai d'utilisation d'intérêts économiques européens dans les montagnes rifaines, et également par l'utilisation des forces religieuses, lorsque le ministre de France à Tanger, Odéga, avait essayé d'imposer le protectorat français. Alors s'était véritablement affirmée, entre 1884 et 1887, une hostilité fondamentale, renforcée par d'autres éléments de contestation, de conflit, et notamment dans le « Scramble ».

Cette ligne fondamentale des rapports entre les deux Etats avait rencontré l'hostilité à la politique française de Bismarck à partir du renversement de cette politique à l'automne de 1884. Ces deux puissances, l'Angleterre et l'Allemagne, avaient pu grouper autour d'elles les oppositions nourries d'ambitions frustrées, pour l'Italie, nourries de vieilles hostilités également,

pour l’Espagne ; elles avaient donc pu rallier les deux pays à cette politique. Un entrelacs d’accords méditerranéens avait alors, en 1887, été dressé contre la France et ses entreprises marocaines : un réseau de surveillance qui se maintiendra entre février 1885 et janvier 1888 ; une dizaine d’accords de *statu quo* méditerranéen seront signés. Ces accords apparaissent comme extrêmement importants ; en eux-mêmes, ils vont véritablement geler toute activité méditerranéenne de la France, toute activité marocaine, jusqu’en 1897, et ils me semblent très importants en ce qu’ils vont servir de modèle, de référence à une ligne de pensée du Foreign Office ; toute une série de fonctionnaires vont avoir continuellement à l’esprit l’idée de la reconstitution de cette Ligue méditerranéenne contre les entreprises françaises.

Le gouvernement français n’avait pu triompher de ce barrage que grâce à un remarquable concours de circonstances habilement utilisé par Delcassé autour des années 1900. C’était d’abord le triple échec des puissances méditerranéennes dans leur politique coloniale, et il y a là un extraordinaire regroupement : à Adoua, l’échec italien en Ethiopie ; l’échec de la traditionnelle colonisation espagnole ; ensuite, à Fachoda, le recul français devant l’impérialisme anglais sur le Haut-Nil ; ces événements ont lieu à peu près au même moment, entre 1896 et 1898. Cette crise des impérialismes latins avait remis en question la politique que ces puissances suivaient jusqu’alors. Cela s’inscrivait dans la montée d’autres impérialismes : les impérialismes anglo-saxons, fondés sur une puissance économique plus grande, tel l’impérialisme américain ; l’impérialisme japonais ou l’impérialisme allemand. En cette montée des impérialismes, l’Allemagne faisait une entrée fracassante dans la politique méditerranéenne, dans ces mêmes années 1898-1899, avec le voyage de Guillaume II en Syrie et en Palestine, avec les projets de Bagdad-Bahn notamment. Pour l’Angleterre désormais, le danger était moins dans les ambitions de la France que dans celles de l’Allemagne, et un renversement s’était opéré, qui avait conduit à ces accords bien connus des années 1902, puis 1904 : notamment l’accord franco-anglais d’avril 1904 ; ensuite, l’accord de coopération franco-espagnol d’octobre 1906. Mais ces instruments étaient demeurés fragiles ; ils n’avaient pas, contrairement, je crois, à ce que l’on dit, aboli l’ancien état de choses : notamment, ils n’avaient pas fait disparaître cet état de suspicion accumulée dans la politique de la Méditerranée occidentale par les puissances.

Le nouveau statut diplomatique de la Méditerranée se heurtait à une double opposition, à l’intérieur et à l’extérieur de chacun des Etats concernés.

L’oppositon extérieure est bien connue : elle vient de l’Allemagne, notamment, qui veut ne pas rester absente du règlement de la question marocaine ; les coups de boutoir de l’Allemagne : débarquement de Guillaume II à Tanger, affaire des déserteurs de Casablanca ou ce qu’on a appelé le « coup d’Agadir », ces coups de boutoir vont, en réalité, resserrer chaque fois des alliances ou des accords qui, sur le terrain, avaient tendance à se défaire. Et c’est en face de ces menaces allemandes que vont notamment se conclure des accords importants et peu signalés par l’historiographie française : ce sont les accords de *statu quo* méditerranéen et d’assistance entre l’Angleterre et l’Espagne d’une part, la France et l’Espagne d’autre part, entre l’Angleterre et la France enfin, le 16 mai 1907. Ces accords du 16 mai 1907 représentent en quelque sorte l’inversion des accords méditerranéens de 1887 ; ils ne sont plus dirigés contre la France, ils établissent, au contraire, les bases politiques de son action.

Mais, localement, des tensions demeuraient, notamment quant à la situation à Tanger, à l’application de l’accord d’Algésiras et à ce qu’on pouvait appeler la « pénétration pacifique au Maroc ». Ces trois points, d’ailleurs, vont être continûment sous-jacents à la politique des puissances dans la guerre du Rif. Pour Tanger, chaque accord diplomatique avait renouvelé la garantie qu’une situation spéciale serait donnée à la ville et à sa banlieue : projet de traité franco-espagnol de 1902, article 9 de la convention secrète franco-espagnole du 3 octobre 1904, note de sir Grey du 14 novembre 1911, qui rappelait l’obligation de placer finalement la ville sous le contrôle international, traité de protectorat franco-marocain du 30 mars 1912, dans son article 1^er^, article 7 du traité franco-espagnol du 27 novembre 1912. Des conversations étaient entamées au lendemain de l’installation du protectorat, en 1913 et en 1914, pour le règlement de ce statut de Tanger. En fait, ces négociations n’avaient pas abouti en 1914, et les puissances, notamment l’Angleterre, restaient extrêmement vigilantes sur le destin de la ville — ce qui s’était marqué à plusieurs reprises, notamment lorsque des rumeurs avaient laissé entendre, pendant la Première Guerre mondiale, et plus spécialement en 1915, que l’Espagne préparait un débarquement à Tanger. En deuxième lieu, le gouvernement français n’avait cessé de profiter de toutes les circonstances pour renforcer son pouvoir au Maroc, par la plus large interprétation des textes internationaux, quand il ne s’agissait pas de leur volontaire ignorance. Le gouvernement et l’administration française s’étaient notamment efforcés de tourner les stipulations impliquant la liberté, l’égalité

de traitement des puissances en matière économique. Ce grignotage des textes internationaux avait suscité de constantes protestations anglaises, qui fourmillent dans les archives du Foreign Office, et celles des Etats-Unis, d'où la lenteur et les réticences du gouvernement des Etats-Unis à reconnaître le protectorat français au Maroc : malgré les démarches renouvelées d'année en année de l'ambassadeur Jusserand, malgré la guerre, malgré le rapprochement que cette guerre avait entraîné entre la France et les Etats-Unis, ce n'est que le 20 octobre 1917 que le gouvernement américain reconnaîtra le protectorat français, et en réservant tous les droits des capitulations.

Enfin, dans le Rif, se heurtaient les efforts de pénétration de la France et de l'Espagne ; le gouvernement français utilisait ses anciens rapports avec les confréries, l'émigration des travailleurs rifains vers les chantiers d'Oranie, qui entraînait chaque année de quarante à cinquante mille ouvriers rifains vers les champs de l'Algérie, et enfin — chose qui, je crois est moins connue — le recrutement de soldats rifains pour ses régiments de tirailleurs. L'Espagne s'était efforcée de riposter à cette pénétration française, notamment par le développement des ports de Ceuta et de Melilla, et il y a là tout un arrière-plan, très difficile à déceler, de rapports entre la politique et la finance.

En 1919, au lendemain de la victoire alliée, la situation diplomatique va retrouver certains des aspects de la situation de 1887. La Méditerranée est, plus que jamais, le centre du système impérial britannique. L'influence du Royaume Uni en Méditerranée orientale est devenue déterminante, mais cette influence se heurte aux prétentions de la France. Or, Londres entend conserver son *leadership* en Méditerranée, et entend conserver la liberté totale de ses relations maritimes. Sa politique va donc très exactement retrouver celle des années 1884-1887, avec, ce qui me paraît très important, référence explicite, dans les textes diplomatiques, à ces accords de 1887. Cela apparaît très nettement dans un mémorandum soumis le 10 avril 1926 par le sous-secrétaire d'Etat permanent au Foreign Office, sir Austin Chamberlain, mémorandum qui est légèrement postérieur aux événements qui nous intéressent, mais qui fait l'historique de la politique anglaise en Méditerranée. Ce document, récemment publié, réaffirme les principes de la *balance of power*, l'équilibre des puissances, du contrôle méditerranéen par la Grande-Bretagne, et de la sécurité du détroit. Il y a là trois éléments fondamentaux qui vont être sous-jacents à toute l'attitude britannique pendant la guerre du

Rif. Un passage éclaire particulièrement cette attitude. Le voici : « Nous ne sommes pas, dit la note, préparés à voir la côte méditerranéenne du Maroc, et spécialement la rive sud du détroit de Gibraltar, dans les mains d'une puissance de premier rang. [...] Si, par suite des succès rifains, les Espagnols avaient été chassés de la zone rifaine du Maroc, une très embarrassante situation serait apparue. Mais nous ne sommes pas préparés, non plus, à contrôler la côte du Rif par nous-mêmes, et enfin nous ne sommes pas préparés à voir les Français ou les Italiens installés entre Ceuta et Melilla. » Ainsi apparaît parfaitement cette attitude à la fois d'expectative négative, prudente, inquiète de la diplomatie anglaise.

Et puis, à l'ancien équilibre européen semble s'être substitué — ce n'est qu'une apparence — , semble s'être substitué, en 1919, une prépondérance française. Cette prépondérance s'affirme, au Maroc, par les articles 142 et 143 du Traité de Versailles, qui suppriment tous les accords entre l'Allemagne et le Maroc et accroissent les prérogatives françaises. Surtout, le gouvernement français espère tirer parti de ces négociations de paix pour augmenter son influence dans le nord du Maroc. Des conversations ont lieu en février 1919, et dans les réunions du bureau de la Conférence du Traité, les 18 et 25 février 1919, Clemenceau fait officiellement part du désir du gouvernement français d'abolir les stipulations de l'Acte d'Algésiras, cependant qu'un plaidoyer de Péretti de la Rocca dénonce l'attitude de l'Espagne pendant la guerre et réclame l'annexion de Tanger, le retrait partiel ou total de l'Espagne de sa zone. Cet élément de la politique française va évidemment susciter immédiatement l'hostilité de la Grande-Bretagne et de l'Espagne. Aussi bien, un bon observateur, dont les notations, à plusieurs reprises, sont extrêmement intéressantes, sur cet arrière-plan diplomatique de la guerre du Rif, le baron Guéfier, alors ambassadeur de Belgique à Paris, va constater, en janvier 1922, que la garantie de l'Angleterre sur le Rhin sera, je cite : « difficilement réalisable aussi longtemps qu'un accord franco-britannique ne sera pas intervenu au sujet de Tanger ». « D'après les Anglais, ajoute-t-il, la résistance de la France à tout accord à ce sujet vient de l'arrière-pensée de faire de Tanger un port de sous-marins et d'avions dirigé contre Gibraltar et contre la suprématie anglaise en Méditerranée. » En 1922 encore, l'Angleterre craint que Tanger ne devienne une base navale française. Cette inquiétude va se maintenir, et il y aura toute une série de textes de cette nature que je pourrais citer, notamment une conversation en juin 1922, une autre en mars 1924, du Premier ministre MacDonald. Jusqu'en décembre

1924, cette politique se maintiendra. Réserve donc, ou défiance britannique, à laquelle correspond, pendant toute cette période, l'hostilité de l'Espagne et de l'Italie, que l'Angleterre utilise pour la reconstruction de son front méditerranéen.

Ce rapprochement entre l'Espagne et l'Italie se fait en plusieurs étapes, dès 1922, à l'occasion des conversations sur la modification ou plutôt l'élaboration du statut de Tanger ; il s'affirme, en 1923, avec l'arrivée au pouvoir de Primo de Rivera, et va aboutir à une quasi-alliance italo-espagnole, en 1924 ; voyage du souverain espagnol à Rome, à l'automne de 1923 ; visite du souverain italien à Madrid au début de 1924. Cette alliance, on en parle non seulement comme d'un accord général de politique méditerranéenne, mais comme d'un accord précis qui doit reprendre les points des accords de 1887, et cela avec l'appui de l'Angleterre ; c'est le moment, en 1924, où Chamberlain va lui-même aller à Rome. Ce rapprochement explique, je crois, les projets de médiation de l'Italie entre l'Espagne et les Rifains, projets sur lesquels les documents diplomatiques italiens apportent de très nombreux renseignements. Les négociations sont menées par de vieilles familles installées à Tanger depuis le début du XIX[e] siècle : ainsi celle du docteur Fernando Malmousi ; Mussolini, qui écrivait rarement de sa propre main les dépêches diplomatiques, a lui-même rédigé pour cette offre de médiation de l'Italie un billet, mettant en marge « très important », et attirant l'attention de l'ambassadeur de Madrid sur l'intérêt qu'il attachait à cette possibilité d'action de l'Italie.

Ainsi se trouvent reconstitués, dans les années 1923-1924 — et avec une référence explicite — les accords de 1887, véritable Ligue méditerranéenne. Evidemment, cet exposé est beaucoup trop rapide pour entrer dans les nuances des différents intérêts et des différentes négociations ; ce qu'il faut retenir, c'est le renversement de la situation entre la fin de 1924 et 1925, c'est-à-dire au moment précis où va se préparer et avoir lieu l'offensive d'Abd el-Krim vers la zone sud.

Ce renversement, qui s'ouvre en 1925-1926, est dû à un faisceau de causes : la première, je crois, c'est la limite du rapprochement possible entre l'Espagne et l'Italie ; les documents italiens parlent du racolage diplomatique dans lequel se rue l'Espagne à partir de février-mars 1925. Il y a là, évidemment, une contradiction entre la politique italienne, qui espère tirer parti de la position qu'elle a eue en 1924 auprès des Espagnols, et un changement d'orientation de l'Espagne, pour lequel, je pense, des

investigations dans le domaine économique et financier apporteraient beaucoup ; il y a là tout un arrière-plan de négociations financières qui pourraient expliquer certains revirements espagnols. La Grande-Bretagne, de son côté, fait taire son hostilité, à la suite des assurances que le gouvernement français lui a données, sur l'évacuation possible de la Ruhr, qui entraîne la disparition d'un des principaux points de friction entre la France et l'Angleterre. Enfin, et peut-être surtout, le gouvernement français va lui-même s'efforcer de faire tomber l'hostilité italienne, avec la perspective de rallier les Italiens aux futurs accords que Briand est en train de négocier : ce seront les accords de Locarno, en octobre 1925.

Le représentant italien à Paris, Arzana, souligne cette évolution à partir de juillet 1925, et, à partir du mois d'août et surtout du mois de septembre, rompant avec l'attitude antérieure de la diplomatie française, qui avait été presque italophobe, Aristide Briand va faire, spontanément, dira l'ambassadeur d'Italie, des ouvertures de négociation coloniale à l'Italie — revirement extrêmement important en septembre, qui remet en cause la question de Tunisie, le statut de Tanger, le problème des compensations coloniales que l'Italie attendait depuis les accords de Londres. Accalmie diplomatique qui, je crois, ne sera pas sans conséquence sur la conclusion de la guerre du Rif ; accalmie qui d'ailleurs sera brève, puisque, dès 1926, la tension en Méditerranée reprendra. Et il se trouve que le moment le plus important de la guerre du Rif se situe justement, sans qu'à mon avis il y ait eu véritablement rapport de cause à effet, dans cette embellie des rapports méditerranéens.

En conclusion, je voudrais simplement attirer l'attention sur toute une série de points de discussion : la permanence des attitudes diplomatiques, puisque les traditions de 1887, notamment, sont fréquemment invoquées quelque trente-cinq ou quarante ans plus tard ; le retour, après la guerre, malgré les espoirs contraires, aux formes les plus traditionnelles de la diplomatie de l'impérialisme. Manifestement, il y a un décalage entre ce qu'on pourrait appeler l'heure des chanchelleries et l'heure des peuples, en 1925.

<u>*David Montgomery Hart*</u>

De « Ripublik » à « République »

Les institutions socio-politiques rifaines et les réformes d'Abd el-Krim[1]

Selon certains auteurs, c'est le 18 janvier 1923, selon d'autres, le 1er février de la même année (le 30 jumada I ou le 14-15 jumada II de l'année hégirienne 1341), en plein état de guerre, qu'Abd el-Krim proclama la *Dawla Jumhuriya Rifiya*, la « Nation républicaine rifaine », avec lui-même comme premier président, le président de la « République des tribus confédérées du Rif ».

Mais, avant d'aborder les problèmes relatifs à cette action, il faut souligner qu'en faisant cette proclamation il a mis fin à la très longue période de l'histoire rifaine connue localement sous le nom de *Ripublik.* Et cela est assez ironique.

Gi r-waqt n-ar-Ripublik, « au temps de la Ripublik », c'est toujours par cette phrase qu'un vieux Rifain, dans les années 1950, commençait à parler de ses souvenirs de l'époque antérieure à 1921. C'est cette même année que *mmi-s n-Si Abd r-Krim,* « le fils de Si Abd el-Krim » (aux yeux de ses semblables le fils était le fameux et le père l'obscur), devenu le maître de l'heure, prit le commandement de sa propre tribu, les Aith Waryaghar ou, en arabe, les Bni Waryaghal (transcription française courante : Beni Ouriaghel), juste avant que n'éclate la guerre entre Rifains et Espagnols.

Plusieurs notions, à ce propos, méritent d'être précisées. D'abord, le mot déformé *ripublik* est l'équivalent exact chez les Rifains, du mot *siba* chez les Berbères de l'Atlas — littéralement, anarchie, abandon. Il désigne historiquement l'époque précédant la « pacification », c'est-à-dire l'établissement des protectorats français et espagnol au Maroc, et désigne

sociologiquement un état socio-politique de dissidence tribale. C'était également une dissidence marginale, vis-à-vis du gouvernement central. Le dualisme *makhzen-siba* est trop bien connu pour insister à son sujet.

Il en va de même pour la question de l'autorité spirituelle du sultan — unanimement reconnue — et son pouvoir personnel à obliger tous ses sujets (particulièrement les tribus de langue berbère éloignées du pouvoir) à payer des impôts. On a même commencé, dans les dernières années, à émettre des doutes sur tous ces concepts, comme étant la pierre angulaire de la sociologie coloniale au Maroc. Soit, mais ce qui importe pour nous, c'est que la condition de *siba* ou de *ripublik*, confirmée par les acteurs du drame eux-mêmes, implique avant tout un élément de choix, une option pour ou contre le système. Ce jeu entre la tribu et la société élargie qu'est la société nationale était un problème courant dans le monde islamique et, probablement, même le tiers monde en général.

Il nous reste à régler l'équivalence *siba/ripublik* = « anarchie tribale ». Il faut souligner que cette anarchie n'existait qu'aux yeux du *makhzen* : elle était, à vrai dire, une acéphalie organisée, la structure de la majorité de ces tribus acéphales, pour la plupart berbérophones, était, plus ou moins, une société dite segmentaire par les ethnologues. Du niveau supérieur de la tribu en passant, du haut en bas, par tous les clans, sous-clans et multiples lignages agnatiques, groupés en communautés locales (celles-ci, dans le Rif central, sont composées d'habitats très dispersés), et en arrivant, enfin, au niveau de la famille élémentaire, la segmentarité montre toujours un processus continu : les segments aux niveaux les plus bas de l'échelle font leur nidification au sein des segments aux niveaux les plus hauts. Ainsi prévaut toujours dans les segments du même ordre lé principe d'opposition segmentaire, sinon d'équilibre segmentaire.

En principe — avec quelques exceptions dans le Rif — , les frères s'unissaient contre les cousins ; les frères et les cousins, contre le lignage voisin ; les lignages du sous-clan, contre ceux du sous-clan voisin ; les sous-clans du clan contre ceux du clan voisin encore, etc.

Un tel système segmentaire implique toujours une distribution régulière d'autorité politique à tous les niveaux : la segmentarité. Autrement dit, ce qui en résulte est un système de conseils représentatifs superposés : un ou deux membres de la communauté locale représentent celle-ci au niveau du conseil du sous-clan ou du clan, et quelques membres de ce dernier le représentent au niveau de la tribu.

Tout le monde, en théorie, peut participer au système, et presque tous (sauf les musiciens, les forgerons, etc.) ont le droit d'y participer. Mais, dans la pratique, ce sont toujours les *imgharen,* les plus forts en agnats, en propriétés et en armes, qui sont assurés d'une place au conseil, même si la place d'honneur est réservée à quelque chérif ou *amrabit,* possesseur de la *baraka,* d'un lignage saint qui réside dans la tribu. Le rôle de cet homme, ou de ses frères, est celui d'un médiateur entre les factions rivales au sein de la tribu. On le verra plus loin, les rivalités et les vengeances auxquelles elles conduisent sont le leitmotiv de la vie socio-politique des Rifains. Quant à l'administration de la justice, c'est la coexistence, à des niveaux bien différents, du *Chari'a,* la loi musulmane divine qui émane du Coran, et de la *Qua'ida,* le droit coutumier. La première règle tout ce qui concerne les propriétés, le mariage, le divorce ; la deuxième, les affaires de droit pénal ou criminel.

Ce qui précède nous donne déjà une idée de ces agriculteurs tribaux du Rif pendant la longue période de la *Ripublik.* Par ailleurs, si certains de nos informateurs ont insisté sur le fait que la *Ripublik* a commencé après l'expédition au Rif de la *mhalla* chérifienne de Bouchta al-Baghdadi sous les ordres de Moulay Abd al-Aziz, pour lutter contre les pirates des Ibouqqouyen (ou, en arabe, *Bouqqoya/Baqqiwa)* en 1898, nous pensons personnellement que la rubrique *Ripublik* résume la plus grande partie de l'histoire sociale du Rif. Et peu importe que le terme *Ripublik* soit employé rétrospectivement, puisque c'est seulement l'étiquette donnée à une condition de la vie sociale.

Avant de l'analyser sociologiquement, il faut bien dire quelques mots sur cette période de 1898-1921, au point de vue historique. Au cours de l'année 1890, des membres de la tribu rifaine côtière des Ibouqqouyen s'aperçurent que la piraterie pouvait se montrer passablement lucrative et, jusqu'en 1898, ils attaquèrent par quatre fois des navires européens (français, espagnols, italiens). A la suite d'une démarche des Espagnols, le sultan Abd al-Aziz envoya la *mhalla* de Bouchta al-Baghdadi, pour les châtier et, en 1898-1899, ils se trouvèrent presque totalement ruinés. (Pour les Ibouqqouyen, en 1954-1955, le nom de cet homme, devenu plus tard pacha de Fès, était toujours maudit et détesté.)

Les clans Aith Waryaghar de la plaine d'El Hoceima saisirent cette occasion pour aider au maximum la *mhalla* de Bouchta al-Baghdadi, au cours de cette campagne contre les Ibouqqouyen, non qu'ils fussent favorables au Makhzen, mais parce qu'ils voulaient contribuer à humilier une tribu voisine

beaucoup moins puissante qu'eux-mêmes. C'était certainement la première fois dans l'histoire moderne que le Rif central était arraché de son « coin perdu » culturel — cela au point de vue des courants principaux de l'histoire marocaine — pour jouer, à vrai dire, un rôle sur la scène de la société internationale. Bien que le Rif ait été la première région du Maroc à être islamisée (en 760, pour la dynastie des Salihides de Nakour, cette dynastie n'ayant pas été détruite jusqu'en 1084 par l'Almoravide Yousouf ben Tachfin), il resta pour des siècles en état de *ripublik.*

Selon nos connaissances, les trois tribus des Aith Waryaghar *(Bni Waryaghal),* des Thimsaman *(Timsaman)* et des Igzinnayen *(Gzinnaya)* sont les plus anciennes du Rif central, et les chroniques arabes nous indiquent qu'elles ont toutes plus ou moins occupé, depuis la fondation du royaume de Nakour (l'Oued Nkour actuel atteste l'ancienneté du nom), les mêmes territoires qu'actuellement. Cette rivière, qui naît dans le territoire des Igzinnayen, limite au nord celui des Aith Waryaghar ; à l'ouest, ceux des Ait Touzin (ou *Bni Tuzin) ;* des Thimsaman, à l'est. De ces trois tribus et, d'ailleurs, de toutes les tribus rifaines, celle des Aith Waryaghar a toujours été la plus nombreuse, la plus puissante et la plus belliqueuse.

Dans leur propre idiome, les Aith Waryaghar sont « le tambour autour duquel danse le reste du Rif ».

Le Rif central a toujours été une région surpeuplée et, à cause de ses maigres ressources agricoles, il n'y a toujours eu que deux solutions pour résoudre ce problème : 1. l'émigration ouvrière vers l'Algérie, commencée en Oranie peu de temps après l'installation des premiers colons français ; 2. la *lex talionis,* la vengeance, la vendetta, les dettes du sang, qui étaient probablement plus développées chez les Aith Waryaghar que dans toutes les autres tribus marocaines. La *feud* était, chez eux, l'institution politique dominante, mais, avant d'en parler, il nous faut dire quelques mots de leur structure sociale formelle.

La tribu des Aith Waryaghar n'est pas seulement la plus grande de tout le Rif (39 000 âmes en 1926, au moment de la reddition d'Abd el-Krim, et le double lors du recensement marocain de 1960), mais elle montre aussi certains raffinements structurels qui n'existent pas dans les tribus voisines. Le premier est que cette tribu est partagée ou segmentée au niveau le plus haut en *khams khmas* (« cinq cinquièmes »), cinq groupements considérés d'égale grandeur, mais qui, en réalité, ne le sont pas. Ce genre d'organisation n'est d'ailleurs pas spéciale aux Aith Waryaghar, puisque, dans le Rif même, les

Thimsaman, les Ait Touzin, les Aith Wourichk *(Bni Woulichk).* les Aith Sa'id (le groupement *Iquar'aya*) et, peut-être les Igzinnayen — selon quelques informateurs — sont ainsi structurés. Mais les Aith Waryaghar en forment le cas type, et nous l'avons traité dans une autre publication[2].

Loin d'avoir été imposée par le Makhezen, cette forme structurelle était d'origine purement autochtone et avait une fonction capitale au sein de la tribu des Aith Waryaghar. Il s'agissait de l'imposition infligée aux meurtriers ayant commis leur meurtre dans le souk même ou sur un sentier conduisant à celui-ci, et de la distribution des amendes en cinq parties égales aux *imgharen* de chaque « cinquième » (au singulier, *khums,* et en rifain, *dhakhammasth*). Le montant de cette amende, appelée *hagg* (car il s'agit du droit des *imgharen*) était généralement évalué à 1 000 douros hassani dans le dernier cas et au double dans le premier.

A l'époque, et en raison de la pauvreté des populations, cela représentait des sommes astronomiques. Mais le but principal de ce règlement était de faire du souk, et du jour du souk, le seul jour et le seul lieu de paix au cours d'une semaine ordinairement vouée à la vengeance.

Il était d'ailleurs établi que le meurtrier devait fuir vers un autre clan ou une autre tribu pour échapper aux représailles des agnats de sa victime. De plus, si le meurtrier n'était pas capable de payer le *hagg* aux *imgharen,* les membres du conseil, le corps politique de la tribu[3], brûlaient sa maison, celle de ses frères et détruisaient leurs propriétés.

De ces cinq cinquièmes, deux seulement (Aith Abdallah et Aith Bou Ayyach) formaient des blocs territoriaux homogènes. Les trois autres (Aith Yousif w-'Ari/Aith 'Ari, Aith Hadhifa et Imrabdhen) étaient tous morcelés dans leurs segments claniques constituants, montrant une discontinuité et un redoublement, assez réguliers, des noms des communautés locales, au sein de la tribu (tels « les X d'en haut », « les X du milieu » et « les X d'en bas »). Un cinquième de celui des Imrabdhen, dont seulement 10 % des lignages constituants étaient ceux des saints efficaces (les 90 % des lignages restants, plutôt ceux des saints latents), avait deux sous-groupements territoriaux principaux, deux sous-clans ; mais, en dehors de ceux-ci, il était éparpillé en lignages résidents dans presque tous les clans laïcs de la tribu.

L'enchevêtrement qui résultait de l'échantillonnage des cinq cinquièmes, et de leurs clans, sous-clans et lignages constituants, sur le terrain, était augmenté par le système factionnel des alliances, appelé *liff* (ou *leff),* ici comme ailleurs au Maroc. Ces alliances existaient toujours au sein de la tribu,

formant un système qui coupait à travers le système segmentaire à plusieurs reprises. Ainsi, dans le cinquième des Aith Yousif w-‘Ari/Aith ‘Ari, quand le *liff* au niveau tribal était invoqué, le premier clan était toujours opposé au deuxième dans la plaine d’El Hoceima ; dans le Jbel Hmam, le noyau et le point d’origine de la tribu dans le sud de leur territoire, leurs « frères » des Aith Tourirth étaient alliés avec les Aith Yousif w-‘Ari d’en bas, tandis que leurs ennemis des Timarzga étaient des alliés des Aith Ari d’en bas.

On dit qu’une guerre de sept ans éclata entre le *liff* des Aith ‘Ari et celui des Aith Yousif w-‘Ari, à cause de deux femmes de ce dernier groupement qui allaient sans permission à un souk de femmes (autre institution rifaine qui persiste encore aujourd’hui chez les Aith Waryaghar, montrant bien le respect des hommes pour le sexe faible, et aussi leur désir de mettre les membres de ce sexe à part), dans le territoire des Thimsaman. Les *imgharen* des deux clans commencèrent à se battre, et ce fut la guerre.

Pour les Aith Waryaghar, ce conflit structurel entre le modèle-segmentarité et le modèle-alliance ne leur donne aucune inquiétude, car ils ne le perçoivent pas — et ils invoquent toujours le premier[4] Mais ce conflit existe pourtant à tous les niveaux — du niveau de la tribu à celui de l’individu — et prouve qu’un homme doit toujours avoir le choix : s’allier à ses agnats ou à ses beaux-parents, ceux auxquels il est allié par le mariage, car, ici comme ailleurs, le mariage n’est qu’une alliance stratégique. Même si les Aith Waryaghar disent qu’ils ne connaissent pas le proverbe arabe : « Il n’y a pire haine que la haine entre frères », ils admettent néanmoins un autre proverbe : « L’ennemi de mon ennemi est mon ami. »

Quand les alliances « globales » étaient actives, cristallisant toute la tribu en deux blocs nettement inégaux (chaque bloc devait finalement rechercher des alliés dans les clans des tribus voisines, les Aith Ammarth pour les uns, les Thimsaman et les Ait Touzin pour les autres), les vengeances entre lignages d’un sous-clan ou même entre agnats d’un seul lignage restaient relativement tranquilles. Mais l’intensité du conflit pouvait augmenter ou diminuer avec une étonnante rapidité, surtout quand on considère que l’élément de choix était toujours présent.

Un serment collectif prêté par l’accusé et ses co-jureurs (dont le nombre variait avec la gravité du délit : six pour vols d’animaux, douze pour meurtre) dans la mosquée locale et sur le Coran pouvait unir tous les agnats du lignage. Mais, plus tard, ceux-ci pouvaient se diviser et se séparer dans une farouche bagarre à propos d’une femme ou d’un terrain d’irrigation.

Bien que les Aith Waryaghar invoquent toujours une parfaite image de solidarité agnatique, nous n'avons pas retrouvé chez eux moins de six cas de vengeance, de maison à maison, dans lesquels l'unité du lignage minimal était tellement brisée que les seuls alliés possibles étaient les familles par alliance et les voisins[5].

De telles situations étaient plus la règle que l'exception. Il ne faut cependant pas oublier que, grâce au principe segmentaire de l'action sociale collective *(corporate action),* les Aith Waryaghar, face à un ennemi venu de l'extérieur et, probablement pour la première fois de leur histoire, n'eurent aucune difficulté à s'unir et à se rassembler sur les rives de l'oued Nkour pour s'opposer au prétendant Bou Hmara, dont on pensa qu'il fut l'allié des chrétiens, et infliger à sa cavalerie une sévère défaite en septembre 1908. Pour Bou Hmara, c'était le commencement de la fin : il fut capturé, transporté dans une cage à Fès et exécuté par ordre de Moulay Abd al-Hafiz, l'année suivante. Mais, pour les Aith Waryaghar, ce ne fut qu'une répétition en costumes d'un drame beaucoup plus grand, qui devait commencer treize ans plus tard.

Pendant cette période de tranquillité extérieure, les Aith Waryaghar et leurs *imgharen* se livrèrent de nouveau à leurs vengeances habituelles, et la *Ripublik* se poursuivit sans interruption pendant toute la Première Guerre mondiale.

Nous avons déjà parlé de la coexsitence de la *Qua'ida,* la coutume ou le droit coutumier (dont des manifestations les plus marquantes sont le paiement du *hagg* aux *imgharen* par un meurtrier, et la nécessité pour un voleur ou un meurtrier présumé de recourir au serment collectif), avec la *Chari'a,* la loi divine. Comme partout, la *Chari'a* devait être appliquée par des *qadi-s* et, même au temps de la *Ripublik,* il y avait au moins un *qadi* par tribu. Chez les Aith Waryaghar de la plaine d'El Hoceima, un *qadi* d'une certaine notabilité et assez considéré par les siens, même s'il n'était pas un des principaux *imgharen* du conseil, était Si Abd el-Krim n-Si Mouhand n-Si Abd el-Krim. Celui-ci était du segment I abdr-krimen du lignage Aith Zara, de la communauté locale d'Ajdir, dans le territoire clanique des Aith Yousif w-Ari.

On dit que son grand-père, Si Abd el-Krim le premier, qui donna son nom au lignage, était un chérif idrisside venu du clan des Acht Arou Aisa de la tribu des Igzennayen.

Les membres du groupement Aith Khattab formé du cinquième des Aith Yousif w-Ani Aith Ari et celui des Aith Abdallah prétendent que leur ancêtre

n'est rien moins que le calife ‘Omar ibn al-Khattab. Mais cette prétention n'a jamais été affirmée de manière aussi forte que par le fils aîné du *qadi* Si Abd el-Krim.

Celui-ci, destiné à devenir le plus fameux Rifain de l'histoire du Maroc, homme vraiment « charismatique » (pour employer un mot dont on abuse, de nos jours, dans les sciences sociales) était appelé par les siens Si Mouhammed.

Après trois ans d'études dans la mosquée Qarawiyin de Fès, il était devenu, en 1915, le *na'ib* du *qadi qudat* du Presidio espagnol de Melilla (il était allé dans cette ville en 1908, avant que les hommes de sa propre tribu n'infligent une défaite à Bou Hmara, événement dont il s'était réjoui).

Pendant ce temps, son plus jeune frère, Si Mhammed, fut envoyé à Madrid par leur père pour y faire ses études d'ingénieur des mines. On voit que l'instruction de Si Mouhammed fut beaucoup plus traditionnelle que celle de son frère, Si Mhammed. Mais il faut souligner qu'à l'époque la grande majorité des Aith Waryaghar était monolingue, c'est-à-dire qu'à part quelques mots d'arabe dialectal et d'espagnol, elle ne parlait que la *dhamazighth* rifaine. Par contre, les frères Si Mouhammed et Si Mhammed n-Si Abd el-Krim parlaient et écrivaient, sinon à la perfection, du moins très bien, ces deux dernières langues. En un mot, ils avaient une fenêtre ouverte sur un monde plus large que le leur, du fait de leur naissance et même de leurs études — du moins en ce qui concerne Si Mhammed. Ils restaient, toutefois, tous les deux, des musulmans très croyants et orthodoxes, et Si Mouhammed devint *qadi,* tout comme son père, mais avec une formation supérieure.

A notre connaissance, on n'a pas encore établi qui furent ses professeurs à la Qarawiyin, mais une chose est sûre : à l'âge d'une vingtaine d'années, Si Mouhammed était parfaitement au fait du nouveau réformisme islamique connu sous le nom de *Salafiya,* qui ne recommandait pas seulement un retour aux sources du *fiqh,* puis, par la suite, l'abolition de toute sorte de *qua‘ida* qui était contre ou qui n'était pas dans la ligne de la *Chari'a* et de la *Sunna* du prophète. Elle représentait aussi, et de façon catégorique, une des plus vives réactions de l'Islam du XIX^e^ siècle contre la domination et la colonisation de l'Europe chrétienne.

Si Mouhammed ben Abd el-Krim, *qadi* de Melilla, fut d'abord en parfait accord avec les Espagnols, mais, lorsqu'ils entreprirent l'occupation de la partie nord du protectorat franco-espagnol au Maroc, à partir de 1912, il prit

ses distances vis-à-vis d’eux. On a souvent dit que c’était à la suite d’une bagarre entre Si Mouhammed et le général Fernandez Silvestre et de l’incarcération du *qadi* qui s’ensuivit, qu’il changea d’attitude vis-à-vis des Espagnols. Nous croyons, au contraire, que ce changement survint lorsqu’il se rendit compte des conséquences de la domination coloniale au Maroc — qu’elle soit espagnole ou française.

En fait, il désirait, à tout prix, l’indépendance du Rif et, quand il quitta Melilla, à la fin de la Première Guerre mondiale, pour n’y jamais retourner, et rentra chez lui, à Ajdir, où vint le rejoindre son frère Si Mhammed, il était déjà un protonationaliste marocain. Et ce seul fait revêt, à nos yeux, une importance bien supérieure aux récentes affirmations tendant à prouver qu’il travailla pour les services de renseignements des Turcs ottomans — qui, après tout, étaient des musulmans — et aussi pour ceux des Allemands pendant la guerre.

Le vieux Si Abd el-Krim mourut en 1920, dans des circonstances restées mystérieuses. L’armée espagnole savait très bien que les Aith Waryaghar étaient la clef du problème rifain et que cette région ne pourrait jamais être pacifiée tant que cette tribu ne serait pas vaincue et soumise. Aussi fit-elle mouvement de Melilla vers l’ouest et le cœur du Rif. S’ensuivirent les événements de juillet 1921, qui se produisirent aux limites des tribus des Thimsaman et des Aith Wourichk (en arabe, *Bni Woulichk*), endroit que les Rifains appellent Dahar Oubarran et que les Européens connaissent sous le nom d’Anoual.

Ce fut la première et la plus grande d’une longue série de victoires que les fils de Si Abd el-Krim surent habilement exploiter. D’un seul coup, Si Mouhammed, le *qadi* d’Ajdir, devint Abd el-Krim le *mujahid* et le *za’im* du Rif. Mais il n’oublia jamais, pour autant, qu’il avait été, autrefois, *qadi* et, en 1922, quand la force de l’armée espagnole parut brisée, tout en consolidant son pouvoir, il effectua ses réformes.

Celles-ci étaient une attaque contre la *Qua’ida*, les coutumes de sa tribu et du Rif en général. La première de ces réformes, destinée à arrêter les vengeances qui déchiraient la société, fut de tenter l’unification de chaque tribu rifaine. Il commença d’ailleurs par la sienne, qui forma, par la suite, l’ossature de l’armée régulière rifaine et fut la mieux représentée dans le commandement, à partir du moment où Abd el-Krim proclama la constitution de la *Jumhuriya Rifiya* et installa son *makhzen* en miniature inspiré du traditionnel *makhzen* marocain.

Dans le but d'arrêter les vengeances, Abd el-Krim interdit l'emploi des cartouches, sauf pour combattre l'envahisseur chrétien et fit démolir tous les *ichbrawen*, ces petites tours construites à côté de chaque maison et où les hommes se plaçaient pour tirer sur leurs ennemis. Le *hagg* fut aboli, et toutes les amendes furent consacrées aux dépenses de guerre. Il en fut de même pour les *liff*, sauf dans les cas où leur abolition se révélait impossible, pour des raisons politiques. Abd el-Krim divisait alors son commandement en nommant un chef du même rang pour chaque *liff*. Il interdit également les serments collectifs, portant ainsi grandement atteinte à la *Qua'ida*. Depuis lors, et jusqu'à nos jours, c'est l'accusé seul qui doit prêter serment, sans co-jureurs.

En raison de l'effort de guerre, il effectua d'autres réformes, par exemple ramener la durée de la cérémonie du mariage de sept à trois jours. Favorisant aussi une élévation des convenances, il interdit aux femmes mariées de danser : seules les jeunes filles purent le faire en période de noces. Une fois son pouvoir consolidé, il s'acharna sur les activités des *tariqa-s* (surtout celles des Darquawa), qui d'ailleurs ne furent jamais très nombreuses dans le Rif.

Nous ne voulons pas énumérer la totalité des réformes effectuées par Abd el-Krim : il y en eut beaucoup, modestes, telles l'interdiction faite aux hommes de porter la mèche et l'obligation pour eux d'avoir le crâne entièrement rasé. Mais je crois que nous en avons assez dit pour prouver que son réformisme allait directement au cœur de la vie socio-politique des membres des tribus rifaines qui, dans leur grande majorité et en raison de l'état de guerre, lui obéissaient sans discussion. Cela ne veut pas dire, pour autant, qu'il n'y eut pas de révolte contre son autorité : la tribu jbalienne des 1-Khmas, par exemple, localisée dans la région de Chaouen, à l'extrême-ouest du Rif central, se souleva en 1924. L'armée régulière rifaine, composée, en grande majorité, d'hommes des Aith Waryaghar, et d'autres tribus du Rif central, aidées par des *harkas* tribales d'irréguliers, placée sous le commandement de Si Mhammed, frère d'Abd el-Krim, écrasa la rébellion avec une extrême sévérité.

A la suite de cette révolte, le chérif Raisouni, le plus grand ennemi d'Abd el-Krim dans le Nord-Ouest, et principal obstacle au ralliement de tous les Jbala, fut saisi et mis en prison dans le territoire des Aith Waryaghar, à Tamasind, où il mourut.

Il faut noter que les prisons furent une autre innovation d'Abd el-Krim

dans le Rif. Sa garde du corps personnelle, exclusivement composée de réguliers Aith Waryaghar, exécutait sommairement tous ceux qui étaient soupçonnés d'être des espions franco-espagnols. Au zénith de son pouvoir, en 1925, à l'époque où il envahit la zone française, Abd el-Krim devint, en effet, un véritable dictateur. Cet homme dur était le leader d'un peuple très dur lui aussi.

On peut voir facilement comment, et de manière très satisfaisante, il a résolu ce qu'une nouvelle génération appelle des « problèmes d'échelle » dans la résistance rifaine au colonialisme, car la formation d'une grande coalition de toutes les tribus rifaines et de celles des groupements Sanhaja Srir, des Ghmara et des Jbala, allait bien au-delà des intérêts locaux et des influences particularistes.

Mais, même si les membres de son entourage, ses parents et amis d'Ajdir, l'appelaient *Sidna*, il n'eut jamais l'intention, selon nos informateurs, de se proclamer sultan du Rif. Contrairement aux faciles allégations de la littérature franco-espagnole de l'époque, Abd el-Krim n'était pas du tout un *rogui.* On ne fit jamais la prière en son nom, pour la simple raison qu'il y avait sur le trône un sultan alawite légitime : Moulay Yousouf. Par ailleurs, nos informateurs nous ont toujours signalé le caractère provisoire de son commandement — de 1921, époque de la bataille de Dahar Oubarran, à 1926, année de sa reddition aux Français. Les Aith Waryaghar désignent ce commandement, en termes spéciaux, sous le nom de *Jibha Rifiya,* « Front rifain », ou, en termes temporaux, sous le nom de *r-hkam n-Abd r-Krim,* « le commandement d'Abd el-Krim », et jamais sous le nom de *Jumhuriya Rifiya.* On affirme même que, s'il avait gagné la guerre, il avait l'intention de démissionner.

Quoi qu'il en soit, même si la « République rifaine » n'a vécu que trois ans et demi — de janvier-février 1923 à la fin mai 1926 — , la transition « *Ripublik-République* », on peut bien le dire, s'est faite de façon embryonnaire. En cinq courtes années, Abd el-Krim provoqua une étonnante transformation sociale du Rif. Les circonstances étaient, bien sûr, favorables à un tel changement, mais l'homme qui survint sut admirablement les exploiter. Et c'est très sagement que, par la suite, l'administration coloniale espagnole laissa les choses en l'état, même si quelques beaux esprits espagnols désirèrent un retour à la coutume comme dans la zone voisine. Le fameux dahir berbère de 1930 ne put être et ne fut pas appliqué dans le Rif.

Bien avant l'époque d'Abd el-Krim, les Rifains étaient de bons

musulmans, très pieux et très dévots. Il les laissa presque exemplaires, dans un état d'orthodoxie pratiquement sans pareil, au Maroc, en milieu rural (sauf peut-être dans le Sous).

Ce qui est advenu des Aith Waryaghar et des autres Rifains à partir du moment où Abd el-Krim eut quitté le Maroc définitivement en 1926 est une autre histoire. De même une autre histoire est son séjour en résidence forcée à l'île de la Réunion (1926-1947) et sa résidence volontaire en Egypte de juin 1947 jusqu'à sa mort, en février 1963. Quoi qu'il en soit, Abd el-Krim occupe une place bien à lui dans les annales du nationalisme marocain. Cette place n'est ni traditionaliste ni moderniste ; elle est à mi-chemin entre les deux tendances.

Jacques Berque

Poussée nationale et démocratie à la base dans la nation arabe. 1915-1925

Un héros historique ne vaut pas par ce qu’il a fait, mais par ce qu’il laisse à faire. Si prestigieuse que soit une personnalité, elle nous intéresse surtout en tant qu’elle a su mobiliser des potentiels sociologiques. Sans doute, à son époque, ont-ils été refoulés ou gauchis, provisoirement vaincus : ils n’en restent pas moins féconds. L’action d’un personnage ne se borne pas à fournir une figure de proue ou l’argument d’une hypothèse classificatoire. Cette action consiste dans le rapport entre ce que je viens de dire et des dynamismes collectifs. Ces dynamismes, dans la période qui nous intéresse, étaient livrés à une agression multiple : agression territoriale et militaire, agression économique, agression culturelle. Nous voyons en fait, au moment d’Abd el-Krim, la réponse de ces dynamismes épouser chacune des catégories d’agression. Par exemple, ce n’est pas un hasard qu’à l’agression territoriale ait répondu le dynamisme d’une communauté érigeant très haut le principe de la nationalité ; qu’à l’agression socio-économique aient répondu des solidarités très vastes engageant loin dans le monde des idéologies ; qu’à l’agression culturelle ait répondu une solidarité qui a porté l’expérience du Rif très loin vers l’Est, du côté de Damas, qui se soulevait à cette époque même, et plus loin encore : jusqu’à l’Insulinde.

Or, ces dynamismes de groupes, d’une part, sont influencés par les agressions qui les émeuvent, mais, d’autre part aussi, ont **une** certaine structure sociologique : structure, soit de communauté, soit de classe, soit encore de collectivité territoriale. C’est sous l’angle des collectivités territoriales que je souhaite que la lumière soit faite sur l’expérience d’Abd el-Krim. Et je voudrais, quant à moi, sans m’appesantir sur l’aspect marocain ou maghrébin des choses, faire allusion à d’autres phénomènes, des phénomènes peu connus, qui, à cette époque, se déroulaient dans le monde

arabe et semblent avoir mis en oeuvre, de façon très diverse, des dynamiques de groupe dont certaines étaient puisées justement à l'échelon des collectivités territoriales.

Il faudrait, à ce propos, examiner tout ce qui se passe dans le monde arabe depuis l'Ouest jusqu'à l'Est. Par exemple, l'action dite tribale, si l'on veut, des populations de Mésopotamie au moment où le pouvoir turc s'effondre et où le pouvoir anglais s'installe. C'est une période, ce sont des lieux très peu connus de l'érudition occidentale, notamment française, mais fort connus, en revanche, de l'aviation britannique, qui fait là ses premiers essais, sur la suggestion du fameux colonel Lawrence.

Je voudrais également citer ce qui s'est passé de fort intéressant en Egypte, en 1919. Au moment de la pétition du Wafd, au moment où il se produit une sorte d'entracte historique pendant lequel l'Egypte semble livrée à elle-même, les fellahs coupent les rails de chemin de fer, s'attaquent aux postes anglais ; il est arrivé que le poste anglais d'Assiout, en Haute-Egypte, soit isolé complètement et ne puisse être ravitaillé que par une canonnière remontant le Nil.

Au fond du delta, en un endroit où les fellahs ont coupé toutes les communications et sont, pour ainsi dire, livrés à leurs propres organisations — qui sont des organisations villageoises — , il arrive qu'une bourgade — celle de Sifta — s'organise en une sorte de petite république. Ce n'est pas moi qui invente cette expression, c'est le *Times* de Londres lui-même. En l'absence de tout pouvoir central, national ou britannique, ce sont les militants de la localité, les militants du Wafd qui, se réunissant dans le café d'un Grec, organisent une sorte de gouvernement communal qui, immédiatement, prend en charge les activités d'un petit Etat, y compris les activités économiques : irrigation, comblement des mares, etc., bref, ce qui intéresse tout gouvernement en Egypte.

Un leader d'assez grande importance, Youssouf el-Guindy, se pose là, parmi les animateurs. Une force australienne importante vient, à la fin, assiéger le village et elle le réclame. Mais Guindy s'est échappé. La colonne réclame des otages. On les lui donne : ce sont justement les espions et les agents britanniques qui sont livrés. Je crois que nous pourrions trouver en Egypte, à cette époque-là, des dizaines d'exemples d'organisation, que je

n'appellerai pas « spontanée », car elle représente un niveau d'intégration extrêmement profond dans ce pays, celui de la commune, qui fait ses preuves — des preuves dont, malheureusement, la leçon n'a pas été suffisamment tirée par la suite.

En Tripolitaine, où l'agression italienne a subi de sévères défaites et ne se maintient qu'assez difficilement, où les Turcs, coupés de leur base, résistent plus ou moins bien, en coopération avec des mouvements nationaux locaux — et ce sont ces mouvements qui nous intéressent — , il se trouve qu'une petite ville côtière, la ville de Missourata, vive pratiquement en république indépendante pendant une dizaine d'années. En liaison avec les tribus de l'intérieur, il y a là toute une épopée — une épopée sur laquelle l'historiographie libyenne aujourd'hui se penche, ainsi qu'on peut s'en douter. Il y a là des leaders de première importance. On connaît surtout internationalement le cheikh Omar el-Mokhtar. Il en est d'autres, moins connus jusqu'à présent : par exemple, les deux frères Saadoun et Ghamdâne Chtéwi, de la famille Swaihéli, Sliman El-Bârouni et plusieurs autres. Ils vivent un combat héroïque de retardement contre les Italiens, avec la participation intense de dynamismes tribaux. Les Abddla, Troul, Ramlah, Rabah, Maadan et beaucoup d'autres prennent part à la lutte. Une école militaire a fonctionné de 1915 à 1921 dans la petite République de Missourata. Elle a eu parfois jusqu'à 200 élèves, qu'elle formait à la guerre moderne.

Voilà, ce me semble, des choses qu'on pourrait dire — rétrospectivement — d'avenir. Les Turcs avaient disparu de la scène en 1918, et d'ailleurs leur liaison avec les leaders locaux n'était pas exempte de frictions et d'échecs. Bref, on peut dire qu'une tentative d'organisation a tenu, à cet endroit de la Libye, jusqu'au moment où l'occupation devint définitive par la prise de Missourata, le 26 février 1923.

Voici maintenant Ragga. C'est une petite ville très ancienne, sur la rive gauche de l'Euphrate, sur la route entre Alep et Deir-ez-Zor. Elle gouverne un petit territoire limité, à l'ouest, par Djérablos ; à l'ouest, par le Khabour ;

au sud, par le désert de Sokhné. Or, Ragga, entre le moment où s'effondre l'autorité turque, l'héphémère royaume de Fayçal, et le moment où s'installe effectivement l'autorité française — soit entre le 17 décembre 1920 et le 10 août 1921 — , Ragga a vécu en « ville libre ». Elle a vécu en ville libre avec sa propre milice ; avec un chef, qui était d'ailleurs un chef bédouin de la grande tribu des Amezi. Soit dit en passant, nous trouvons là des noms que nous retrouverons bientôt au Maroc ; le général de La Motte, le colonel Trinquet. Les tentatives françaises sont un certain temps contenues par ce pouvoir original qui finit évidemment par s'effondrer. Il s'effondre d'ailleurs du fait du caractère archaïque de son commandement. En effet, les citoyens de Ragga n'ont pas fait appel à une organisation démocratique, mais à un chef bédouin qui a les vertus et les faiblesses de tout chef bédouin.

Voilà quelques exemples entre autres. On en trouverait bien d'autres si on regardait de plus près et si l'on cherchait ce qui, sous les stylisations — figures de héros ou structures d'idées ou d'hypothèses — , s'amasse de dynamismes collectifs, de force potentielle. Si, par exemple, on cherchait, dans ce que les Français ont appelé la « rébellion damasquine », ce qu'il y a sous les états-majors nationalistes et bourgeois, sous les forces populaires qui montent, qui sont mobilisées certes par l'idée nationaliste, mais qui portent en elles peut-être beaucoup d'autres choses au-delà de l'idée nationaliste.

Je pense que notre colloque contribuera à cette recherche socio-historique et, par là même, à rendre à l'histoire une de ses fonctions. L'histoire, ce n'est pas tellement la recherche de l'accompli — encore moins l'affabulation (déterministe ou non) autour de ce qui s'est produit et dont on cherche les causes. C'est aussi la recherche de ce qui, sous cet accompli, se ramassait de potentiels — et de potentiels souvent injustement réprimés. Autrement dit, l'histoire, ce n'est pas seulement la recherche du passé, c'est aussi la recherche des avenirs possibles.

DISCUSSION

Gilbert MEYNIER. — Mon intervention porte sur les questions de terminologie politique, sur les termes : *république* et *jumhuriya* mis en avant par David Montgomery Hart.

Il a fait tout à l'heure une assimilation entre le terme : *siba* et le terme : *république.* D'après ce que j'ai compris, le terme : *jumhuriya* recouvrirait ensuite plus ou moins le modèle d'Etat qui existait au Maroc à cette époque, c'est-à-dire celui de *makhzen.* En ce qui me concerne, dans une autre région du Maghreb — j'étais dans l'Aurès — , j'ai également retrouvé ce terme de république (« poublique ») appliqué, en 1916, à la situation de l'Aurès, alors en rébellion contre l'armée française. Et ce terme de république (« poublique »), appliqué à l'Aurès en 1916-1917, d'après les documents que j'ai vus et d'après les interviews d'Auressiens que j'ai pu faire, ne semble pas signifier l'état d'anarchie dans lequel il se trouvait, mais déjà un effort d'organisation, en liaison avec les mouvements tripolitains sénoussis et avec les différentes révoltes qui ont eu lieu en Algérie pendant la guerre, en 1918 — et déjà celle du Dahra en 1917. Il y a donc déjà conscience d'une solidarité des luttes intermaghrébines — qui recoupe le terme *république* ; mais, d'autre part, le terme est un terme importé. Quand on demande : « Qu'est-ce que c'est que la république pour vous ? », en 1916-1917, c'est un concept français ; c'est la République française, symbole d'organisation centralisée ; elle est la maîtresse de l'Algérie, et nous voulons faire la même chose au niveau de l'Aurès, étant entendu que nous savons qu'il y a des solidarités entre l'Aurès et les différents pays. Donc, le terme *république* ne semble pas être applicable à la situation dans l'Aurès, et je me demande si l'on peut exactement faire l'analogie entre *siba* et *république* dans tous les cas. Je ne connais pas très exactement ce qui se passe dans le Rif : il est tout à fait possible que M. Hart ait raison ; je veux simplement souligner qu'il n'en était pas ainsi dans tous les cas.

Les forces d'organisation politiques et sociales sont sans doute différentes d'un pays à l'autre, mais la terminologie politique ne se recoupe peut-être pas exactement d'un pays à l'autre.

David Montgomery HART. — Quant au mot *république,* tel qu'il était appliqué au Rif, j'ai pendant longtemps pensé que c'était un concept rétrospectif, mais je viens de découvrir qu'à Melilla, de 1902 à 1912, ce mot est employé assez souvent dans la presse pour justement décrire les conditions de la vie du Rif à l'époque. Et j'ai fait l'équivalence *république-siba* pour faire une comparaison entre la vie sociale des tribus rifaines avant le temps d'Abd el-Krim, avant la pacification, et une situation assez similaire pour les tribus de l'Atlas.

Fernando ROBLÈS-PEREZ. — Je voudrais poser une question au professeur Maurer. On trouve des fondements, dans la géographie physique du Rif, pour justifier les découpages qu'on a pu établir dans ces vastes régions ; nous savons tous qu'on appelle les *Jbala* la partie occidentale du Rif. Mais, au point de vue de l'organisation sociale, dans la même tribu, on voit déjà une différence assez marquée entre le Rif central et le Rif oriental, où les confédérations tribales sont beaucoup plus clairement installées, tandis que, dans les parties occidentales du Rif, il me semble que l'organisation sociale et politique était beaucoup plus éparpillée, beaucoup moins ramassée dans des organisations tribales puissantes. Je voudrais savoir si, à son avis, cela s'explique par la configuration du terrain.

Gérard MAURER. — Il y a peut-être une influence physique à l'origine de cette différence d'organisation sociale et politique entre les régions *jbala* et les régions du Centre et de l'Est. Dans ces dernières, effectivement, l'isolement physique était plus marqué, et il a pu contribuer à la naissance et au renforcement de puissantes confédérations, ce qui n'était évidemment pas le cas sur le versant *jbala,* plus ouvert topographiquement — et, par là même, en contact plus facile avec l'extérieur, c'est-à-dire les *chorfas* d'Ouezzane, les bourgeois de Fès et l'administration chérifienne.

André NOUSCHI. — Je voudrais poser trois questions à trois des orateurs. La première question à Maurer ; la seconde à Miège ; la troisième à Berque.

D'abord, Maurer. Vous avez dit qu'il y avait dans le Rif une prédominance de la petite propriété. Je pose donc la question : est-ce une propriété de type *melk* ou de ce type que nous avons l'habitude d'appeler, pour l'Algérie, *bled-ârch* ? Dans la mesure où c'est une propriété de type *melk,* on peut se poser la

question de savoir si la mobilisation facile des guerriers sous la direction d'Abd el-Krim n'est pas justement liée à l'existence de ce *melk,* et si, en se groupant sous Abd el-Krim, les Rifains n'ont pas finalement défendu leurs terres, leurs champs, leurs eaux, leurs jardins, etc.

Question à Miège. J'ai été sensible à votre analyse de l'environnement diplomatique, mais je me demande si, pour expliquer l'insurrection d'Abd el-Krim, il ne faudrait pas la plonger également dans l'environnement arabo-musulman, arabo-méditerranéen. Je m'explique : en 1920, je crois, ou 1921, *L'Afrique française* publiait un éditorial intitulé : « La Méditerranée, tambour de résonance ». Et l'auteur — je crois que c'était anonyme — soulignait justement la relation assez extraordinaire entre les différents mouvements qui agitaient à la fois l'Empire ottoman, le monde arabe — non seulement le monde arabe du Proche-Orient, mais aussi celui du Maghreb. Ce qui me frappe, c'est que, dans cette insurrection d'Abd el-Krim — qui pratiquement débute dans les années 1920-1921 — , on a l'impression d'avoir une espèce de fusée qui part après les autres fusées qui agitent l'Empire ottoman à ce moment-là ; qui agitent la Syrie, le Liban, l'Irak, l'Egypte.

Et, à ce propos, il y a un point sur lequel je ne suis absolument pas d'accord avec Jacques Berque, c'est quand vous dites, monsieur, que le bombardement des Irakiens aurait été fait à la suggestion de Lawrence. Je pense à des lettres de Lawrence, qui ont été publiées par Etiemble : Lawrence justement proteste contre les bombardements dont sont victimes les Irakiens et qui ont été menés par la Royal Air Force. Je pense aussi aux lettres de Gertrude Bell, à la même époque, qui s'étonne de l'ampleur de la répression, du châtiment. A propos de Sliman el-Barouni et de l'école militaire de Missourata, il faut dire que, depuis 1915 jusqu'à pratiquement 1917-1918, la Tripolitaine a été entre les mains des Sénoussis, entre les mains des Turcs. J'ai trouvé à Rome, dans les archives de l'Arto Historico, des plans de débarquements clandestins — qui, en fait, se faisaient en plein jour — par les sous-marins autrichiens et ottomans qui venaient ravitailler les rebelles sénoussis, les rebelles tripolitains ou les rebelles libyens. Il faut dire également que Sliman el-Barouni était sénateur de l'Empire ottoman et qu'il a animé, durant la guerre, la révolte. Missourata était la base logistique de l'action des Sénoussis, et il a fallu l'intervention des Britanniques avec des autos blindées, dans le désert, pour pouvoir écraser la révolte de la Sénoussia. Mais, ce qui est plus important peut-être, c'est la diffusion des mots d'ordre des rebelles sénoussis depuis la Tripolitaine vers le Maroc. Or, nous avons,

dans les archives italiennes de l'Arto Historico, un certain nombre de textes en arabe : tracts, pamphlets, libelles, qui montrent cette diffusion, par l'intermédiaire de l'Espagne, de Tanger et du Maroc espagnol — ce qui provoque d'ailleurs d'extrêmes inquiétudes de la part de Lyautey : il est très angoissé, très anxieux, jusqu'à la fin de la guerre, devant le développement de la propagande sénoussie. Et je me demande — je devrais peut-être poser la question aux spécialistes : je regrette que Germain Ayache ne soit pas là, car il nous aurait peut-être éclairé — , je me demande dans quellle mesure la révolte d'Abd el-Krim n'a pas finalement éclaté à la suite de cette propagande intensive, et particulièrement bien faite, au sein des tribus du Rif et du nord du Maroc.

Gérard MAURER. — Plusieurs types de propriété coexistent dans la montagne rifaine. La propriété de type *melk* concerne les terres irriguées et celles de culture sèche permanente ; ce sont les plus nombreuses. Les propriétés collectives de type *jmaa* s'étendent dans les zones de maquis ou de forêts, où les paysans opèrent des brûlis et mènent leurs troupeaux ; elles sont de loin les moins importantes au point de vue économique.

Jean-Louis MIÈGE. — Je répondrai à M. Nouschi sur trois points. Ma communication portait sur l'arrière-plan diplomatique de la guerre du Rif, et j'ai été contraint d'abandonner une grande partie de l'arrière-plan historique qui, en fait, était peut-être plus intéressant à certains égards. Le rôle de l'Empire ottoman et des événements du Moyen-Orient est absolument certain, et bien antérieur aux événements mêmes du Rif ; depuis la fin du XIX^{e} siècle, notamment, juste avant la guerre de 1914 et pendant les premières années de cette guerre, on a dénoncé — les archives françaises en sont pleines — le parti tétouanais, qui regardait du côté de l'Empire ottoman et dont il semble que, parfois, le *makhzen* lui-même s'inquiétât. Il y a là, je crois, une vieille tendance dans une certaine intelligentsia rifaine. D'autre part, je voudrais dire que la politique française à l'égard du mouvement rifain a tenu compte, me semble-t-il, de tout cet environnement islamique et moyen-oriental en général ; l'attitude de Lyautey a été faite à la fois d'inquiétude et d'une certaine ambiguïté. Je ne peux l'affirmer, mais beaucoup d'indices montrent qu'il a pensé à une sorte de contre-feu, de contre-propagande contre la propagande sénoussie, et que, notamment, en 1923-1924, l'appui indirect de certains administrateurs proches de Lyautey

est certain. Vous avez dépouillé, comme moi, le *Bulletin du Comité de l'Afrique française* ; il est extrêmement difficile de déceler ce qui est vrai dans les accusations qui paraissent sous les titres de « Pirates de la côte » pour dénoncer les interventions des Allemands, des Italiens, etc. Mais les archives de Madrid ou de Rome, que je connais, certaines publications récentes aux Etats-Unis, le livre de Halstead en particulier, fournissent des accusations à l'égard du gouvernement français, suspecté d'envoyer des armes, d'envoyer des informations, d'envoyer des tracts anti-espagnols dans la zone rifaine, et cela jusqu'en 1924. Ensuite — mais je crois que ça déborderait un peu du cadre de cette intervention — je suis en grande partie d'accord avec vous sur tout ce que vous avez dit de l'action de Missourata et des archives romaines sur cette cellule essentielle de la résistance libyenne aux entreprises italiennes pendant la guerre de 1914-1918.

Jacques BERQUE. — Mon cher Nouschi, vous vous faites le défenseur de Lawrence. Je connais bien les lettres auxquelles vous avez fait allusion, où il rappelle que les Turcs se contentaient de tuer 200 personnes par an, tandis que les Anglais sont obligés d'en tuer 20 000. Je les connais très bien, mais vous savez comme moi que, qui dit Lawrence — à cette époque et dans ce lieu du monde — dit également Churchill.

Secundo : Lawrence a été l'organisateur, et même s'est flatté d'être l'inventeur de la répression des mouvements de tribus par l'aviation ; il est l'organisateur de la base de Habbaniya en Irak. Et c'est lui, en grande partie, qui est responsable de l'état de choses hachémite qui règne en Orient et qui n'a pas encore fini de s'opposer aux divers mouvements de libération. En effet, le personnage a des côtés humanitaires, esthétisants, etc., mais c'est un personnage ambigu sur lequel nous n'aurons pas fini de discuter, et j'observe que, sur cet article, nous avons des vues ou des préférences opposées.

En ce qui concerne Missourata, bien entendu, j'ai fait une allusion rapide. Je crois même avoir mentionné les Turcs. Je sais qu'un petit-fils du sultan ottoman lui-même y a été débarqué par sous-marin. J'ai même des photos de ce débarquement. Mais ce petit-fils est parti de façon très peu glorieuse, à un certain moment. Et les officiers turcs, qui d'ailleurs ne vivaient pas en très bonne intelligence avec les mouvements de résistance, ont été, par la force des choses, peu à peu liquidés. Ce sur quoi je voulais mettre l'accent, ce sont les dynamismes de groupes locaux. C'est là-dessus que portait mon intervention. A ce titre, j'ai naturellement passé sous silence les influences

multiples dont ils pouvaient être l’objet, et, là encore, il s’agit en grande partie d’options dans l’explication historique. Je ne crois pas que l’essentiel revienne à ces propagations confrériques ou autres dont vous faites état. Je ne dénie pas leur importance, mais je pense que les administrations coloniales ont beaucoup trop insisté là-dessus. Vous savez qu’à une période encore récente il était de mode d’attribuer le soulèvement de l’Algérie à l’action de Nasser, à l’action de Moscou. Je ne crois pas beaucoup, d’une façon générale, aux influences externes ni à la mobilisation-exploitation qui est faite de ces mouvements par ceux qui en prennent la tête — ce qui constitue déjà un premier niveau d’interprétation, de déformation et d’affabulation. Nous constituons, nous, le niveau terminal.

Mohamed CHÉRIF. — Je voudrais poser une question très innocente, mais je ne sais pas à qui la poser : au géographe, au sociologue — peut-être à l’historien.

On a beaucoup insisté sur l’isolement du Rif, et du point de vue physique, et du point de vue humain ; on a insisté sur la persistance des structures traditionnelles. J’ai été d’ailleurs très impressionné par l’analyse du professeur Hart en ce qui concerne la « société segmentaire ». Seulement, je me demande s’il n’y avait pas dans le Rif, comme dans le Nord-Est constantinois ou le Nord-Ouest tunisien, une certaine ouverture, bien antérieure à la période coloniale. En tout cas, ce que nous savons du pays tunisien ou du Nord-Est constantinois nous amène à poser la question : n’y avait-il pas eu des relations commerciales avec les *presides* espagnoles, une certaine traite de blé, par exemple ? D’un autre côté, quel était le rôle des souks locaux dans la région rifaine, leur rôle dans l’économie générale du Rif ?

Deuxième question : par l’intermédiaire de quelles catégories sociales les éventuelles relations avec l’extérieur étaient-elles assurées ? Une éventuelle classe d’argent ou les cheikhs et les notables traditionnels ? Si ces relations avaient existé, cela pourrait éclairer certains aspects de l’histoire rifaine entre 1920 et 1925 ; en tout cas, une certaine modernité, incompréhensible dans l’état actuel des choses.

David Montgomery HART. — Pour la question de l’économie rifaine et de l’isolement, moi aussi je crois qu’avant même Abd el-Krim, pendant la République, une économie ouverte existait. Le livre de Moulieras contient

beaucoup d’indications sur le commerce rifain, de plusieurs tribus rifaines, avec les *presides.* Et peut-être trouvera-t-on encore d’autres indications dans les archives de Madrid, au ministère des Relations extérieures.

Jean-Louis MIÈGE. — Je suis d’accord avec M. Chérif pour penser que cette société, contrairement à l’image qu’on s’en fait, était particulièrement ouverte sur l’extérieur. J’irais même plus loin : je crois que les structures traditionnelles se renforçaient, dans la mesure même où cette société, qui était une société d’économie déséquilibrée et précaire, avait besoin de secours, de ressources extérieures ; elle les a trouvées dans l’activité maritime, qui était quand même relativement importante ; puis par cette persistance folklorique et réelle de la piraterie jusqu’à la fin du XIX^{e} siècle, à l’époque des *Bocoyaj* ; dans l’émigration en Algérie, qui représentait quand même quarante à cinquante mille personnes par an ; lorsque le gouvernement français a cherché à recruter des soldats et des travailleurs pour les chemins de fer — et l’on oublie les travailleurs pour les chemins de fer de l’Afrique noire : c’est dans le Rif que des agents recruteurs ont été envoyés, et, dès 1895, des ouvriers rifains partaient travailler sur les chantiers d’Afrique noire, tandis que, dès 1896, plusieurs dizaines de Rifains étaient recrutés chaque année pour les régiments de tirailleurs en Algérie. Il y a là une marque de liens très étroits avec l’extérieur. C’est une interprétation — je ne suis pas sociologue — , mais j’ai remarqué à plusieurs reprises qu’une société — prenons, si vous voulez, la société qui me vient à l’esprit, celle du Mzab — , cette société, plus elle vit par l’émigration et l’exportation de ses hommes, etc., plus, d’une certaine façon, elle a tendance à durcir ses structures traditionnelles, défense de son originalité, face au risque de perdre cette originalité.

Deuxièmement, pour les échanges avec les *presides*, je pourrais donner des indications très précises, chiffrées : le commerce des *presides* est devenu très important à partir du moment où justement, dans cette rivalité de pénétration pacifique, les Espagnols ont prétendu faire de Ceuta et Melilla des bases de pénétration d’influence économique ; c’est tout le problème extrêmement complexe, mais passionnant, du marché franc, des douanes entre les *presides* et le Maroc à partir de 1870 et une montée de la population de ces villes, qui est extraordinaire. Pensez qu’une ville comme Ceuta a stagné autour de 3 000 ou 4 000 habitants jusqu’en 1895 — et brusquement passe à 15 000 ou 17 000 habitants en 1910, c’est-à-dire cinq ou six fois plus en l’espace de

quinze ans. Les chiffres du commerce sont très importants pour l'époque, et cela signifie — car c'est surtout un commerce d'exportation — qu'on va drainer loin dans l'intérieur, par toute une série de relais de négociants, qu'on va chercher très loin dans l'intérieur, le produit du sol notamment.

Jacques BERQUE. — Au dossier du prétendu isolement du Rif, je voudrais verser un document. Il s'agit bien d'un document : c'est un manuscrit marocain du XVII^{e} siècle. Ce sont des jurisprudences : un énorme paquet de jurisprudences, cinq cents pages manuscrites que je suis en train d'analyser, et qui prouvent qu'à cette époque et dans le nord du Maroc, presque tous les lettrés allaient faire leurs études à la ville centrale, à la Qarawiyn, et revenaient sur place exercer leur magistère, c'est-à-dire un arbitrage social qui était en conflit variable avec les institutions locales, mais qui, en tout cas, se réclamait d'un universalisme islamique. Il n'est pas possible de parler d'isolement ni même — je ne voudrais pas engager ici une polémique qui nous mènerait trop loin — de segmentarité, dans des conditions pareilles.

René GALLISSOT. — Je m'interroge sur deux points déjà évoqués : le premier, c'est la terminologie : *république* ou *joumhouriya.* Il y a un élément de réponse dans le rapport qui sera présenté ce soir par Daniel Rivet : c'est un témoignage d'Abd el-Krim, rapporté dans l'interview américaine : « Le terme de *République rifaine* est une grande erreur de nom : nous n'aurons jamais une république et nous n'avons jamais envisagé d'en avoir une. C'est le nom que nous employons pour désigner de petits groupes locaux, plus petits encore que les tribus, exactement comme pour les *juntas* espagnoles. »

Je crois qu'il y a confusion, parce que les choses ne se placent pas au même niveau. Il y a référence, d'une part, à l'organisation locale et à des formules locales d'administration, de gouvernement ; d'autre part, il y a la situation sur le plan politique, qui s'exprime dans la *République rifaine* quand elle a été affirmée, qui s'exprime dans la *joumhouriya.* Le problème, en réalité, n'est pas tellement celui de la qualification de *république*, mais celui des influences qui se traduisent dans la référence à une *joumhouriya rifiya.* C'est là qu'il y a problème. Alors, cette référence, on peut la faire à la République française ; on pourrait peut-être aussi la rapporter aux tentatives espagnoles qui ont pu également donner l'exemple d'un régime républicain, par les connaissances de l'Espagne qu'avaient les frères Abd el-Krim, mais je crois qu'une influence certainement très importante, dans le contexte de

l'époque, est celle d'Ataturk, et la répercussion, en quelque sorte, d'une autre réforme politique qui transforme d'anciennes structures. C'est pourquoi, je crois, il y a cette reprise passagère, par les Rifains, de *joumhouriya* et non pas le seul retour à *Ripublik,* décalque du français.

Ensuite, mes questions s'adressent plus particulièrement à D.M. Hart, parce qu'elles mettent en cause l'explication par la segmentarité. Et je reprends finalement ce que viennent de dire Jean-Louis Miège et Jacques Berque. Je crois que la segmentarité se trouve surfaite, pour deux raisons : la première, c'est qu'elle ne se conçoit pas sans le rapport avec l'organisation du sultanat ; la segmentarité, c'est un pôle politique dans une relation politique avec l'ensemble marocain. Et il y a des éléments des liaisons entre l'organisation politique dite segmentaire et l'organisation que nous disons centrale. Ces liaisons passent non seulement par des biais militaires et des biais administratifs, elles passent surtout, je crois, par le biais de la loi coranique et de ceux qui en sont les « chargés d'application » ou les « chargés d'un contrôle de cette application ». Et justement, la famille Abd el-Krim se situe en cette fonction de liaison entre les populations rifaines, entre leur structure que l'on dit autonome et le pouvoir central. C'est un rapport, en réalité, et c'est le rapport qui valorise la segmentarité. Elle ne subsiste en quelque sorte que parce qu'elle est un système politique dans le rapport général. Ce monde n'est pas clos, c'est justement contre cette clôture que je m'élève : la conclusion de D.M. Hart, qui interprète la tentative d'Abd el-Krim comme un effort de transition et rénovation ne me semble pas possible si, auparavant, on décrit le Rif comme une société circulaire réglée par la segmentarité, en quelque sorte emprisonnée dans ses rapports d'équilibre politique.

Pour qu'il y ait transition, il faut qu'il y ait précisément des éléments de rupture de ce monde dit clos, et l'explication par la segmentarité ne prend pas en compte les éléments de rupture. Elle ne prend en compte que les apparences de fonctionnement interne, alors que les éléments de rupture existent bien : ils se trouvent dans la densité de la population (on l'a déjà évoqué) ; ils se trouvent dans le flux migratoire ; ils se trouvent peut-être même dans la nature de la propriété à tendance privative tout au moins, qui rend en quelque sorte difficile la survie de cette économie du Rif. Ils se tiennent aussi dans les rapports maintenus aussi bien par les traités espagnols qu'avec l'intérieur du Maroc, comme dans la pénétration commerciale. Donc, il y a, je crois désagrégation, et cette désagrégation interne explique que

l'organisation traditionnelle soit, en quelque sorte, surfaite et puisse en même temps être modifiée très rapidement. Ce que fait Abd el-Krim, c'est essentiellement des modifications de l'organisation politique et de l'organisation religieuse, précisément possibles parce que les mutations internes sont à l'œuvre ; la transformation opère, en grande partie, sur un monde d'apparences, celui de la segmentarité ; je ne sais pas si D.M. Hart est en désaccord complet avec moi.

Abdallah LAROUI. — Je vais profiter de cette question pour ajouter ma propre question à D.M. Hart. Je suis tout à fait d'accord avec l'analyse que vient de faire mon ami Gallissot, mais j'ajoute un point : c'est que l'explication segmentaire, devenue maintenant, pratiquement, le pont aux ânes des historiens et sociologues lorsqu'il s'agit du Maroc, a besoin elle-même d'être expliquée. La segmentarité serait un état d'équilibre au niveau de l'organisation sociale ; mais on ne peut pas la prendre elle-même comme explication. Il faut expliquer pourquoi on arrive à un état d'équilibre, et que cet état d'équilibre se perpétue ; c'est l'équilibre qu'il faut donc expliquer — et non pas seulement le changement. Le changement, on peut l'expliquer beaucoup plus facilement que l'état d'équilibre, surtout d'un équilibre qui se perpétue, qui se justifie et qui devient une valeur.

David Montgomery HART. — Si j'ai tout compris, je suis dans une certaine mesure d'accord. J'ai proposé la segmentarité pour expliquer les actes de la vie socio-politique intérieure. Mais, en face d'un danger extérieur — c'est une propriété de la segmentarité — , tous peuvent s'unir contre un ennemi extérieur. J'ai aussi souligné qu'il y a toujours un choix ; on peut s'allier avec ses propres agnats ou avec ses beaux-parents et ainsi on peut avoir des alliés d'un côté ou de l'autre — ou des deux côtés à la fois.

Je suis franchement d'accord avec ce que dit J.-L. Miège : l'économie ouverte à l'extérieur donne peut-être plus de vitalité aux institutions locales, en leur permettant de fonctionner comme mécanismes de défense.

Xavier YACONO. — Je voudrais dire les observations qui m'ont été suggérées notamment par l'intéressante communication de G. Maurer. Et mes questions iront peut-être aussi à mon collègue Miège, parce qu'elles débordent le cadre géographique.

Au point de vue géographique, en relation avec l'histoire, je crois que trois

questions se posent et vont se poser au cours des débats futurs : la question des limites, la question des ressources minières du Rif et la question des cultures dans le Rif — j'entends : à la période d'Abd el-Krim.

Pour ce qui est des limites, Maurer ne les a pas définies avec précision, à cause du caractère général de son exposé. Je pense cependant que cela est très important au point de vue historique, notamment quand il s'agit des limites sud de la région de l'Ouerrha, pour expliquer, plus tard, l'intervention française et l'offensive d'Abd el-Krim. Si ce que j'ai lu est exact (j'ai dû le lire dans Woolman ou dans Harris), la frontière entre la zone française et la zone espagnole passait sur l'Ouerrha, et ce sont les Espagnols qui, en principe, contrôlaient les tribus au nord. Mais il y aurait eu un accord, entre Français et Espagnols, d'après lequel les Français contrôlaient les tribus dont les troupeaux venaient s'abreuver dans l'Ouerrha ou dans les affluents de l'Ouerrha. Je voudrais savoir tout d'abord si on a des renseignements sur cet accord.

En second lieu, le problème des mines. Vous savez qu'il y a eu un véritable mirage des mines marocaines, et mon collègue Miège en parle dans sa thèse sur le Maroc. Je retiendrai ce qu'il a dit, en le précisant peut-être avec des compléments que j'ai pu trouver ailleurs. Ce mirage remonte au moins à 1880. Nous savons qu'alors deux notables du Rif, dont un cadi, ont accordé des mines à des Français, qui d'ailleurs n'ont jamais pu pénétrer à l'intérieur pour voir ces mines de près, à cause de l'opposition des tribus. Nous savons aussi que vers 1883-1884 — mon collègue Miège me dira si je me trompe, puisque c'est dans sa thèse que je puise le renseignement — , sous l'impulsion du consul de choc que fut Ordéga, des concessions minières dans le Rif ont été accordées, grâce au chérif d'Ouezzane, à un certain comte de Chavagnac. Ma question, en somme, est double. La première serait géographique : est-ce qu'il existe vraiment dans le Rif des mines importantes, puisque, à l'époque, on parle même de mines d'or ? La seconde serait plus spécialement historique : à quand remonte cette idée que le Rif est une région extrêmement riche en mines, et que ces mines feraient la fortune de ceux qui parviendraient à les posséder ?

Troisième point, qui découle de l'exposé géographique : il est relatif aux cultures. Peut-on se renseigner exactement sur l'évolution des cultures dans le Rif ? Notre collègue le géographe Le Coz, qui est actuellement à Montpellier, a fait une thèse absolument remarquable sur la région du Gharb, et il utilise une documentation comportant, en particulier, les rapports des

contrôleurs civils du Maroc. Je ne pense pas qu'il y ait l'équivalent du côté espagnol, mais existe-t-il une documentation qui nous permettrait d'étudier la situation des récoltes à l'époque de l'insurrection rifaine ? Je crois, en effet, qu'à deux moments au moins cet état des récoltes a eu de l'importance, jouant une fois en faveur d'Abd el-Krim, l'autre fois, contre lui. En sa faveur, ce serait au début : 1921 marquerait une année de mauvaises récoltes, qui suivait d'autres années médiocres ou mauvaises ; par conséquent, les tribus étaient affaiblies et, devant leur atonie, l'administration espagnole, avec le général Silvestre, parle de pacification, de tranquillité — et elle en profite pour commettre un certain nombre d'abus et d'exactions qui ont, au contraire, déterminé le soulèvement des tribus ou, tout au moins, accru l'audience qu'elles ont accordées à Abd el-Krim lorsqu'il a pris la direction de l'insurrection. A la fin, en 1925, mauvaises récoltes également, accompagnées d'une épidémie de typhus qui affaiblit considérablement les tribus, mais qui joue cette fois contre Abd el-Krim : c'est à ce moment-là en effet que se manifeste la plus grande pression des armées espagnole et française, et dans l'état de misère où les Rifains se trouvaient, ils n'ont pu résister, comme ils l'auraient fait en bonne année. Alors la question que je pose est peut-être une question relative à la documentation (entre parenthèses : il aurait peut-être fallu prévoir un exposé sur les sources de la documentation pour l'insurrection du Rif et l'histoire de toute cette région) : peut-on se renseigner sur l'état agricole du Rif pendant les années de l'insurrection d'Abd el-Krim ? Voilà les trois points sur lesquels je voulais attirer l'attention.

Gérard MAURER. — Je suis dans l'impossibilité de vous donner des précisions sur cet accord entre autorités espagnoles et françaises établissant une frontière sur l'Ouerrha.

— Il y a certainement eu un mythe des mines rifaines. La variété des gisements est grande et a pu faire quelque temps illusion ; en fait, la structure géologique et la tectonique extrêmement bouleversées de la chaîne expliquent la pauvreté de la plupart de ces gisements ; leur exploitation a donné lieu à bien des déconvenues, sauf pour le fer dans la région orientale.

— Les autorités espagnoles de l'époque ont dû procéder à des estimations sur la situation des cultures de l'époque. De même les autorités françaises, ne serait-ce que pour l'élaboration des fiches de tribus.

Jean-Louis MIÈGE. — Je voudrais simplement répondre à X. Yacono sur deux points : celui des mines d’abord. On retrouve là le mythe des pays fermés. C’est ici que joue, pour les Européens, le caractère inaccessible du Rif ; l’histoire de la colonisation, vous le savez mieux que moi, a toujours été marquée par cet « el dorado » que l’on découvrait — le pays fabuleux — , et le Rif certainement a joué, notamment dans les années 1880, ce rôle au Maroc. Je compléterai ce qu’a dit M. Maurer en insistant sur la richesse des mines de fer. L’exploitation du fer a été une chose importante au Rif, et la création de sociétés pour l’exploitation des mines de fer s’est accélérée dans les années 1906-1912 ; il y a là un entrelacs de capitaux. L’affaire a été un peu étudiée du côté belge par Duchesne : les archives belges sont très riches, car Léopold s’intéressait beaucoup à toutes ces affaires. Il y avait en particulier deux grandes compagnies : la Compagnie espagnole des mines du Rif — qui avait des capitaux allemands, belges, et dans laquelle l’homme politique Romanionès jouait un rôle déterminant — était en conflit avec la Compagnie de l’Afrique du Nord, où les capitaux étaient entièrement français et qui était appuyée très fortement par le groupe colonial français, au sein duquel l’affairiste politicien Eugène Etienne, qui fut malgré tout le pontife de la colonisation française jusqu’en 1922, a joué un rôle déterminant. Il était l’un des administrateurs de la compagnie et avait des intérêts personnels directs dans l’entreprise. Il y a là, je crois, tout un arrière-plan.

Enfin, sur le problème de la récolte, je crois qu’il faut dire deux choses. D’une part, la difficulté de trouver dans ce domaine une interprétation. Tantôt, les textes des archives disent que les tribus étaient riches : elles avaient donc des réserves, elles sont donc parties en guerre... Tantôt, les archives disent que les tribus étaient pauvres : elles ont été tentées par le pillage, et c’est poussées par la misère qu’elles sont parties en guerre. Ces analyses différentes de la situation économique aboutissent donc souvent au même résultat.

Ce que je voudrais dire pour terminer, c’est qu’il est tout à fait possible — et certaines études sont d’ailleurs en cours sur ce problème — d’avoir un état des récoltes du Rif à la fois directement par toute une série de rapports d’informateurs, d’articles, etc. ; indirectement, par les mercuriales des places qui s’alimentaient sur les marchés rifains, notamment de Ceuta et de Tétouan, et l’étude de ces mercuriales est extrêmement intéressante. Elle montre des courbes tout à fait capricantes, avec des clochers et des effondrements, ce qui montre une économie évidemment à la fois très

limitée certainement, dans son aire de ravitaillement, et en même temps très soumise à tous les aléas du commerce.

Daniel GUÉRIN. — Ce n’est pas exactement une question, c’est plus ou moins un commentaire, une remarque rapide à propos des interventions de MM. Hart et Berque. Il s’agit du problème de l’apport des insurrections paysannes à la connaissance de l’organisation sociale du Maghreb précolonial. Je crois que ces insurrections paysannes montrent au moins deux constantes : la première, c’est l’effort pour défendre l’autonomie des collectivités locales — et nous le retrouvons jusque, par exemple, en Tunisie, lors de la Seconde Guerre mondiale ; en 1940, une petite oasis du Sud, Gueiche, d’où vient notre ami Rouissi, a déclaré son indépendance effective et a vécu en république, sans le nom, pendant un certain temps ; finalement, l’entreprise a bien sûr été écrasée.

Deuxième point — deuxième constante — , c’est le fait que le renforcement des insurrections, c’est-à-dire leur extension, conduit irrémédiablement à leur affaiblissement. La difficulté du système d’alliance fait qu’au fur et à mesure que l’insurrection se renforce, c’est-à-dire s’élargit, au fur et à mesure le système d’alliance s’affaiblit, et l’insurrection peut être facilement écrasée. Je crois que tout cela peut s’expliquer relativement bien par la notion de segmentarité. J’utilise cette notion, je la défends, et je pense que la notion de segmentarité, telle qu’elle a été expliquée par notre anthropologue anglo-saxon, est constamment, pour le Maghreb, liée à une autre notion, celle du marginalisme. La différence entre les tribus segmentaires du Maghreb et les tribus segmentaires de l’Afrique Noire se situe là : les tribus segmentaires de l’Afrique noire n’ont pas de relation établie, tandis que les tribus segmentaires du Maghreb sont dans une situation marginale par rapport au pouvoir central, par rapport à la société arabo-musulmane — et les tribus sont conscientes de leur situation marginale. Cela ne joue pas seulement sur le plan culturel, mais aussi sur le plan économique, les communications, les relations… La notion de segmentarité n’est pas contradictoire avec la notion du marginalisme de ces tribus. Je crois que cela est encore compliqué, dans le Maghreb, par l’existence des *çof* et des *leff*. Souvent certains chercheurs de formation marxiste ont une opposition de principe à ces notions : cette opposition, à mon avis, limite la compréhension de l’organisation du Maghreb précolonial. Sans dire que la notion de segmentarité explique la vie sociale du Maghreb précolonial, je pense que le

rejet, par principe, de cette notion, limite notre connaissance.

LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. — Le professeur Berque propose un congrès sur ce sujet. Et il a raison, M. Guérin.

Daniel GUÉRIN. — N'étant, hélas ! ni étudiant ni connaisseur, je voudrais apporter non pas une question, mais un commentaire au remarquable exposé du professeur Berque. Je crois qu'au seuil de ce colloque l'immense mérite de l'exposé du professeur Berque a été de nous rappeler que, si nous nous intéressons tant aujourd'hui à la révolte d'Abd el-Krim, ce n'est pas simplement parce qu'elle a été une résistance à deux impérialismes : l'impérialisme français et l'impérialisme espagnol, mais aussi, pour des raisons sociologiques internes, parce qu'elle a été une tentative d'un pouvoir autonome distinct du pouvoir central — bien que, comme on l'a rappelé, sur le plan religieux, Abd el-Krim n'ait jamais contesté l'autorité spirituelle du sultan et n'ait jamais voulu être lui-même sultan.

Mais ce que le professeur Berque a ensuite ajouté, je dois dire que je l'ai écouté avec une véritable passion, car il nous a donné des exemples, que je ne connaissais pas, concernant un certain nombre de villes libres, de petites républiques autonomes qui ont existé, à différentes époques, dans différents pays arabes, et il me semble que ces indications précieuses viennent renforcer de façon extrêmement utile le point de vue que nous soutenons, nous autres, je dirais marxistes libertaires — et je pense d'ailleurs que l'exposé du professeur Berque était un exposé marxiste libertaire — , à savoir qu'au-dessous du couvercle, du lourd couvercle, des pouvoirs ultra-centralisés et despotiques, il existe, à la base, des forces qui se déterminent librement, spontanément, et qui créent des organismes de pouvoir absolument distincts des pouvoirs centraux.

Je ne connais pas les problèmes arabes aussi bien que le professeur Berque, mais je connais un tout petit peu l'histoire de mon propre pays, et je sais comment le pouvoir communal, au Moyen Age, s'est opposé à l'absolutisme centralisateur du pouvoir royal ; je sais comment la Commune de 1793 s'est opposée, et de façon dramatique, puisque le conflit a été résolu par la guillotine, au pouvoir central du soi-disant Comité de salut public révolutionnaire ; et je sais encore comment la Commune de 1871 s'est opposée à un gouvernement bourgeois central qui siégeait à Versailles.

Par conséquent, je pense qu'il y a vraiment là un enseignement pour nous

et, puisque nous sommes penchés sur les questions marocaines, on me permettra d'aller un tout petit peu au-delà du présent, et même du débat, et de dire qu'à mon modeste avis le pouvoir populaire qui, avant longtemps, succédera, au Maroc, au despotisme qui y sévit actuellement, devrait être un pouvoir s'inspirant de conceptions du genre de celles que le professeur Berque a développées, c'est-à-dire ne pas substituer à Hassan II une espèce de super-monarchie républicaine, et surtout ne pas laisser subsister une armée de type classique qui serait encore un Etat dans l'Etat, comme elle l'était d'ailleurs dans l'Etat de Hassan II. Et, s'il faudra des forces armées pour défendre le socialisme marocain, que ces forces émanent directement du peuple, de la base locale, sous la forme de milices populaires.

Jacques BERQUE. — Je ne vois pas quel commentaire je ferais, après l'intervention chaleureuse de Daniel Guérin. Pourtant, quelques-uns des termes qu'il a employés méritent, de ma part, un commentaire. Un exposé marxiste libertaire ? Non. J'ai essayé de faire un exposé scientifique : par là même, il est certain que c'est le marxisme qui nous a enseigné que c'est au niveau des dynamismes sociaux qu'il faut chercher la réalité de l'histoire. C'est évident. Et que ces dynamismes sociaux tendent spontanément à la liberté. Je suis entièrement d'accord avec vous là-dessus. Je ne suis toutefois pas d'accord sur le terme de spontanéité. Je ne crois pas à la spontanéité, même en cristallographie. Je crois, au contraire, que même ces forces de base, ces collectivités locales, ces poussées communales représentaient elles-mêmes des niveaux d'intégration : il y a une intégration au niveau de la classe : c'est dans les conflits socio-économiques basés sur la production. Il y en a d'autres au niveau culturel, d'autres au niveau territorial, bref, où qu'on se tourne, et si profond que l'on descende, on trouve toujours des intégrations et des désintégrations. Et la violente poussée de liberté ascentionnelle que nous constatons doit, elle-même, faire face à des conjonctions mondiales, à des configurations extrêmement vastes, par exemple, aujourd'hui, à l'existence d'un mode de production industrielle très avancé. Comment concilier ces organisations nécessaires avec la nécessaire autonomie à rendre à ces forces sociales ascentionnelles, voilà un problème qui ne me paraît pas encore suffisamment étudié.

Jacques CREMADEILLS. — Est-il possible d'apporter une réponse ou des éléments de réponse à deux questions essentielles qui se posent pour une

meilleure connaissance de la guerre du Rif : quels furent les rapports d'Abd el-Krim avec les deux congrès musulmans du Caire et de la Mecque en 1926 et, dans une perspective plus large, quels furent les rapports d'Abd el-Krim avec l'ensemble de la communauté musulmane ?

Quelques documents inédits des Archives de Rabat permettent d'apporter quelques lueurs sur ces problèmes encore mal connus.

Abd el-Krim fut invité au Congrès du Caire dans les derniers jours de 1925 : la première conséquence fut le retrait de la délégation officielle représentant le sultan du Maroc (Moulay Youssef refusant d'envoyer des représentants à un congrès où étaient également invités des représentants de l'un de ses sujets « rebelles ») ; la France et la Résidence décident alors d'empêcher par la force l'arrivée des délégués rifains au Caire : les embarquements de Tanger vers Gibraltar sont surveillés, ainsi que tous les ports français de la Méditerranée et les ports d'Algérie et de Tunisie. Devant cette surveillance, Abd el-Krim décide de ne pas envoyer de délégués depuis le Rif, mais de mandater des Egyptiens pour le représenter. Les différents courriers d'Abd el-Krim vers le Caire sont connus des services de renseignements français, grâce à un agent de renseignement double (c'est d'ailleurs là l'origine des documents qui se trouvent aux Archives de Rabat). Abd el-Krim fut donc représenté au Congrès du Caire par le cheikh Sidi Hossein el Alaoui el Hossein el Kadimi, de la mosquée El Azhar et par Si Mohamed Kharadj el Meniaoui, président de la société des ulémas du Caire.

Au Congrès de La Mecque, Abd el-Krim fut invité par Ibn Séoud en tant que souverain du Maroc, alors que le sultan Moulay Youssef ne reçut jamais d'invitation. Les Archives de Rabat ne permettent pas, pour l'instant, de connaître les raisons de la position politique prise ici par Ibn Séoud. Mais le fait que nous devons retenir est que, pour certains musulmans au moins, le seul représentant légitime du Maroc est Abd el-Krim : Moulay Youssef est « le sultan des Français ».

Ainsi se pose un problème fort important : quelle place occupe Abd el-Krim dans ce qu'on peut appeler les problèmes de solidarité musulmane ? dans quelle mesure la guerre du Rif eut-elle un large écho dans le reste du monde musulman ?

Nous venons de voir qu'au niveau le plus officiel Abd el-Krim fut reconnu comme souverain d'un Etat indépendant, à la fois par les plus hautes autorités religieuses du monde musulman (Congrès du Caire) et les plus hautes autorités politiques de ce même monde musulman (Congrès de La Mecque).

Mais, ce qui est peut-être plus intéressant, ce sont les réflexes de solidarité des masses musulmanes, dont nous trouvons au moins trois témoignages (en dehors, bien entendu, des témoignages qui peuvent être relevés en Algérie, en Tunisie et au Maroc même).

Premier témoignage : en Egypte, des collectes pour les secours aux blessés rifains sont organisées par les promoteurs du Congrès, et les dons semblent avoir atteint une certaine importance, d'autre part, des secours financiers existent, tel ce chèque de 2 000 guinées envoyé à Abd el-Krim et dont les Archives nous révèlent l'existence.

Deuxième témoignage : celui-ci est intéressant dans la mesure où il émane d'un milieu musulman hostile au Congrès du Caire, le comité du khalifat de la vallée du Nil. Ce comité, hostile au Caire, n'en prend pas moins la même attitude vis-à-vis du Rif et demande des « dons spontanés », afin d' « aider les malheureux frères du Rif ».

Troisième témoignage : il émane de l'Inde. En 1920 avait été créé le Comité central du khalifat par les frères Mohamed Ali et Shankat Ali, avec la majeure partie des membres de la Ligue musulmane, qui soutinrent l'action de Gandhi. Ce comité aida constamment les Rifains. En 1925, il décida de leur apporter une aide pécuniaire. Il lança à cet effet un appel à la solidarité, et très vite les souscriptions se montèrent à 500 000 roupies. Mais la difficulté, qui ne fut d'ailleurs jamais résolue, fut de faire parvenir les fonds jusqu'au Rif. Les souscriptions continuèrent donc de s'amasser ; à la fin de la guerre, en 1926, leur montant était de 1 500 000 roupies, soit environ 18 000 francs de l'époque, somme qui apparaît d'autant plus considérable qu'elle provenait pour l'essentiel des masses populaires.

Ces quelques témoignages montrent à quel point la lutte d'Abd el-Krim connut un large et profond écho dans les masses musulmanes. Si l'on ajoute à cela la considération accordée à Abd el-Krim par les deux Congrès musulmans de 1926, on peut affirmer qu'il y a incontestablement un phénomène de large solidarité pour le Rif.

Quelle qualification accorder à cette solidarité ?

Est-ce une solidarité musulmane strictement religieuse ? Une solidarité de nations dominées ? Une solidarité arabe ? La question est posée à M. Berque.

Jacques BERQUE. — Le Rif appartient à un ensemble culturel : le monde islamique. Il en a conscience ; la solidarité est une solidarité culturelle extrêmement profonde, et c'est encore aujourd'hui ce qu'on appelle

« arabisme », ni plus ni moins, et surtout pas plus.

Abdelhak HAROUCHI. — J’aimerais poser une question au professeur Miège. Est-ce que la Grande-Bretagne n’avait pas intérêt à reconnaître la République rifaine ? Si oui, pourquoi ne l’a-t-elle pas fait ?

Jean-Louis MIÈGE. — La question, telle qu’elle est posée, est évidemment très complexe. D’abord, qu’appelez-vous la Grande-Bretagne ? Est-ce le Foreign Office, est-ce le ministère, les administrateurs, le lobby marocain ? Il y a un groupe de pression qui, depuis les accords de 1904, n’a cessé de faire obstruction à l’installation du protectorat français, et l’on peut suivre l’existence de ce groupe de pression, de ce lobby, depuis les années 1902 jusque bien au-delà de la guerre du Rif. Voilà donc, si vous voulez, d’une part, une certaine imprécision — ou du moins il faudrait nuancer.

Deuxièmement, ce qui est certain, c’est que la Grande-Bretagne a été extrêmement prudente dans l’affaire du Rif, puisqu’elle n’a jamais voulu, et c’est le gouvernement anglais d’alors qui n’a jamais voulu sortir d’une neutralité qu’il a toujours affirmée. Il s’est toujours opposé à ce que le contrôle, par exemple, des navires anglais se fasse au-delà de la limite des eaux territoriales. Cela est extrêmement important, et, enfin, il est bien évident que, pour l’Angleterre, l’affaire du Rif se plaçait dans un contexte de diplomatie générale ; qu’elle s’en est servi comme d’un moyen de pression sur le gouvernement français, dans l’affaire des réparations, dans l’affaire de l’occupation de la Ruhr ; chaque fois qu’il y a une tension franco-anglaise sur un autre secteur de l’échiquier diplomatique, au Moyen-Orient ou sur le Rhin, la position officielle et officieuse de la Grande-Bretagne sur le Rif s’infléchit dans le sens d’une résistance aux demandes espagnoles ou françaises. Il est également certain que l’Angleterre restait extrêmement attentive à l’affaire de Tanger, qui était pour elle essentielle, et que le statut de Tanger, de 1923, a été obtenu par la Grande-Bretagne au détriment des volontés françaises, qui auraient voulu, comme je le signalais, que Tanger soit pratiquement annexé à la zone française.

Rosalba DAVICO. — Je vais être très brève : les commentaires de M. Guérin, les réponses extrêmement intelligentes et le rapport extrêmement fin de M. Berque ne laissent guère de choses à ajouter. Je m’étais inscrite surtout sur le problème de la *jumhuriya* — *république*. Je ne suis pas tellement

compétente pour le Rif, et la première suggestion qui m'est venue est que *république* pourrait être un terme turc, pas tellement français. L'autre élément très curieux, c'est qu'en Tripolitaine, ce n'est pas Missourata qui a fait la République : la *jumhuriya*, c'est à Tripoli, et on ne dit pas *république*, on dit bien *jumhuriya*. Et cette *jumhuriya* est dirigée pratiquement par un représentant de Constantinople : Sliman el-Barouni. Cette *république* — cette *jumhuriya* — pose un problème d'analyse.

Un point très important mérite d'être souligné, c'est le rôle culturel des Jeunes Turcs. En outre, on a parlé ici de beaucoup de choses, mais il faudrait aussi rappeler un élément qui a son importance dans les rapports internationaux. En 1917, dans le monde, il s'est passé quelque chose : il y a eu la révolution bolchevique. Il est évident que le mouvement des Jeunes Turcs, entre les années 1917 et 1921, avait un caractère émotionnel ou culturel différent de ce que sera l'exercice du pouvoir par Ataturk. L'influence turque s'exerce à travers ce choc révolutionnaire. A partir de 1921, tout le mouvement en Afrique du Nord, soit au Rif, soit en Tunisie — car il y avait des Jeunes Tunisiens, des Jeunes Algériens — est secoué par l'exemple turc. La Libye était mobilisée, non seulement autour de leaders constitutionnels comme Sliman el-Barouni, mais dans une guerre de libération qui dure vingt années, qui commence au début de l'occupation italienne et finit en 1931 avec la déportation de 100 000 Bédouins. Dans le recouvrement de tous ces mouvements s'effectue une catalyse de caractère émotionnel, qu'il faut analyser, non seulement en se situant dans les rapports internationaux, mais surtout par des analyses sur place. J'ai fait un voyage au Rif et j'ai demandé à des partisans d'Abd el-Krim : « Est-ce que vous connaissiez Lénine ? » L'un d'entre eux me regarde et me dit : « Oui, on connaissait et on lisait les journaux turcs. » J'ai trouvé intéressant cet élément, que je n'aurais pas découvert d'après des rapports consulaires et des rapports diplomatiques.

Jacques BERQUE. — Je ne vais pas conclure, mais apporter quelques faits puisqu'on a évoqué le panturquisme, le panarabisme, etc. C'est peut-être en Libye, en Tripolitaine, qu'est né ce qu'on appelle aujourd'hui l'arabisme. Oui, dans la résistance aux Italiens, et en liaison avec les ambitions très déterminées du khédive de l'époque, Habbas Hilmy, khédive d'Egypte, un personnage nommé Aziz el-Misry, que nos amis égyptiens connaissent bien, car il a fait longue carrière, et un autre qui s'appelle Abdel-Rahman Azzam,

également bien connu, ont fait là leur apparition et leurs premières armes. C’est là qu’on dénote, historiquement, la première exaltation de l’idée pan-arabe. Dans ce mouvement autour de Missourata et dans les tribus, nous voyons Abdel-Rahman Azzam lui-même apparaître, en pleine guerre, etc. Je ne veux pas me lancer dans des citations d’archives qui pourraient être plus ou moins pédantes.

Quant à la confrontation des mots, puisqu’on a beaucoup parlé de *république* et de *jumhuriya,* etc., je voudrais simplement dire qu’il faudrait, sur le plan linguistique, faire des distinctions et ne comparer que ce qui est comparable. *République,* c’est un gallicisme — même s’il est venu répercuté par la Turquie, ce que je ne crois pas pour le Rif. *Jumhuriya,* c’est un mot savant. Ce qui serait très intéressant, c’est de savoir comment les intéressés eux-mêmes désignent leurs organismes. Or, tous les mots qu’on a entendus ce matin sont des mots, soit importés, soit centralistes comme *siba : siba,* c’est un mot de *makhzen,* un mot de pouvoir central. Je ne sache pas que les intéressés se considèrent eux-mêmes *siba* — et d’abord, quelle est l’origine historique de l’emploi de ce mot, à quel moment commence-t-on à l’utiliser ? Un certain nombre de ces colles historiques empoisonneraient la plupart d’entre nous.

II

La guerre du Rif

Roberto Sanchez Diaz

La pacification espagnole

La communication que j'ai préparée pour ce colloque représente un petit fascicule de douze pages que je ne peux pas lire maintenant : le temps manquerait et, de plus, le texte est en espagnol. Je vais donc en faire un petit résumé en français.

La vérité est qu'en 1925 la situation belliqueuse produite au Maroc par l'implantation du protectorat, était arrivée à susciter un certain dégoût. Je ne crois pas m'avancer beaucoup en disant que, tant en Espagne qu'en France, et au Maroc même, ce que l'on désirait n'était pas un prologue mais un épilogue.

Les treize puissances signataires de l'Acte d'Algésiras (1906), parmi lesquelles figurait le Maroc, avaient prévu beaucoup de choses, mais sans compter, comme il est logique, avec les problèmes amenés par la Première Guerre mondiale ; sans compter, bien sûr, avec l'intensité de la réaction armée d'une grande partie du peuple marocain, qui refusa l'autorité du *makhzen* à travers les nations protectrices.

A la fin d'avril 1925, Abd el-Krim provoqua dans les lignes françaises sur l'Ouerrha un nouveau *Anual.* « La muraille vive et mouvante de nos troupes, dit le comte de Saint-Aulaire, étendue le long du Rif, arsenal invisible de l'ennemi, sur un fond de 300 kilomètres, cède. Avec la menace qui plane sur la ville de Fès, avec la poussée exercée sur nos postes, notre Maroc entier est en danger. »

La note qu'envoie en janvier 1925 — trois mois avant l'attaque rifaine — le correspondant du *Times* à son journal est curieuse :

« Les troupes d'Abd el-Krim, dit-il, occupent une bande de 16 kilomètres de large en territoire du protectorat français. Les Français se verront obligés d'occuper cette bande de terrain après avoir été attaqués. L'attaque rifaine paraît inévitable. Abd el-Krim s'efforcera de reprendre cette riche région. »

Lorsque se produisit l'attaque prévue, la presse européenne réagit avec un

souci d’information naturel, et cela vaudrait la peine aujourd’hui de la relire, avec la tranquillité de jugement que nous donnent les cinquante années qui ont passé depuis — sans la rancœur qui aveugle et condamne, sans la flatterie qui amollit et abêtit.

Nous commençons par dire que la raison profonde de la résistence rifaine face aux nations protectrices — et nous insistons sur le mot : profonde — n’est autre que l’histoire de l’isolement séculaire dans lequel vécurent les tribus berbères depuis le VII^e^ siècle.

Abd el-Krim était le fils aîné de Si Mohamed Abd el-Krim, natif d’Ajdir, village côtier des Beni Ouriaghel. La famille Abd el-Krim constituait le noyau du groupe ouriagueli, partisan de l’Espagne. Son père figurait sur la liste des pensionnés de la Comandancia General de Melilla, ce qui représentait une somme de 300 pesetas par mois, ce qui ferait aujourd’hui 9 000 pesetas, soit 740 francs. Les reçus de cette pension, signés du cheikh, sont conservés dans le dossier « Abd el-Krim » du Service historique militaire de Madrid. Je donne ce renseignement à titre de simple curiosité.

A Alhucemas, Abd el-Krim reçut une instruction espagnole et arabe, aux frais du gouvernement du Madrid, jusqu’à ce qu’en 1908 on lui attribue un poste au Bureau des affaires indigènes de Melilla. Il se fit remarquer par son aptitude au travail et sa fidélité à l’Espagne. C’est ce qui explique qu’en peu d’années de service on l’avait nommé successivement secrétaire adjoint de Bureau et chef du tribunal judiciaire d’appel. Il faut dire cependant que cette dernière charge fut plus symbolique que réelle.

Il assurait simultanément la fonction de maître de l’Ecole indigène d’instruction primaire et celle de professeur de langue berbère à l’Académie d’arabe. De plus, il était rédacteur rétribué du journal mélillien, *Le Télégramme du Rif*, dans lequel, jusqu’en 1915, il fut chargé de la rubrique « Monde arabe ».

Il n’est pas difficile d’admettre que ce pluriemploi devait être appuyé par une personnalité apte au travail, habile et attrayante dans le domaine des relations sociales. Le gouvernement espagnol avait récompensé les services d’Abd el-Krim en le nommant Caballero de Isabel la Catolica, en lui attribuant la Croix-Rouge du Mérite militaire, la Croix-Blanche du même ordre et la Médaille de l’Afrique.

A la même époque circulait dans le monde entier la nouvelle selon laquelle les Beni Ouriaghel possédaient des mines de fer, de cuivre, d'argent, d'or… et jusqu'à des mines de sel gemme, sans compter celles de plomb et les gisements de pétrole de Bocoya. Le massif de Jebel Hamam était également un bloc d'or, que les indigènes n'exploitaient pas, ignorant le procédé de séparation du précieux métal.

Quelle part Abd el-Krim a-t-il prise dans cette ample, compliquée et chimérique affaire des mines ? Il existe une lettre authentique, photocopiée et publiée, qui épargne tout commentaire. Elle est datée du 9 mars 1921. Elle fut envoyée à Abd el-Krim, qui résidait déjà à Ajdir, par la société « Solotazar » et est signée par Don Francisco Caballero, représentant de cette société à Melilla. Pour être bref, je ne vous en donne qu'un passage :

« D'après les rapports que je crois les plus exacts, il résulte que nous avons pris ce qu'il y avait de meilleur sur une surface qui, à elle seule, suffirait à nous enrichir tous…

« … Tu ne dois pas être impatient de gagner de l'argent. L'or arrivera pour tout le monde.

« En ce qui concerne la politique, je crois que tu devrais réfléchir et voir ce que vous allez faire. Ici, tout le monde sait que ton frère commande une *harka* contre l'Espagne, et cela, tu peux le comprendre, mettra en difficulté vos futures relations avec notre gouvernement. Enfin, vous savez mieux que personne ce que vous êtes en train de faire, mais il y a une chose certaine : à Melilla, du premier jusqu'au dernier, on vous aime, et votre retour aurait le bon accueil et la sympathie de tout le monde. »

La totalité des mines dénombrées par les particuliers et par les puissantes entreprises espagnoles, françaises, anglaises et hollandaises atteignit le chiffre de 538.

Nous ne trouvons rien d'étonnant à ce que Si Mohamed Abd el-Krim, bien placé politiquement et socialement pour cela, ait pris part à ce courant. La seule société Solotazar envoya à Abd el-Krim 400 000 pesetas, ce qui équivaut aujourd'hui à 12 millions de pesetas, soit 1 million de francs. Nous manquons de données pour faire le vrai calcul de l'argent que Mohamed Abd el-Krim a pu réunir, mais l'on peut l'imaginer d'après l'argent dont il a eu besoin pour faire la guerre pendant cinq ans.

Toute sa fortune initiale fut acquise par des affaires licites, alors qu'il n'avait pas encore fait geste visible d'hostilité contre les nations protectrices. Quoi qu'il en soit, nous sommes aujourd'hui très loin de prétendre brosser un

portrait d'Abd el-Krim dépourvu des préjugés passionnés de son époque. Des erreurs et des succès qui jalonnèrent sa vie, un fait incontestable se détache : sa lutte, dans laquelle il eut des moments glorieux, Anual, Ouerrha, qui nous forcent à de sérieuses réflexions sur la puissance offensive et la capacité combative de ses *méhallas*.

En avril 1925, Abd el-Krim était pratiquement invaincu. Il demanda à la France d'entamer des négociations de paix : elle répondit que jamais elle ne signerait une paix séparée, sans l'accord de l'Espagne ; en même temps, elle communiquait au gouvernement de Madrid les prétentions du chef rifain. Les gouvernements français et espagnol firent les contre-propositions suivantes :

— soumission à S.M. le Sultan ;
— éloignement d'Abd el-Krim ;
— désarmement des tribus ;
— échange des prisonniers ;
— suspension des hostilités.

La délégation rifaine déclara qu'elle acceptait le pouvoir spirituel du sultan, rejetant le terme « soumission », qu'elle jugeait incompatible avec celui d'autonomie. La délégation abdelkrimienne déclara qu'elle acceptait le principe du désarmement des tribus, à condition de charger de l'affaire une commission franco-espagnole, mais avec création simultanée d'une force armée purement rifaine, à l'exclusion de toute intervention extérieure.

En dernier lieu, les représentants rifains firent savoir qu'ils entendaient par « autonomie administrative » un régime basé sur l'existence d'un gouvernement intérieur au sein de l'Empire chérifien, et que ce gouvernement ne permettrait aucune intervention de l'autorité chérifienne et des puissances protectrices dans les affaires intérieures du Rif.

Et la paix fut impossible…

Le 8 mai 1926, trois colonnes espagnoles attaquèrent la ligne défensive rifaine, bien fortifiée entre la Rocasa et l'oued Guiss. Là se trouvaient les *Regulares Rifenos,* troupes d'élite dont la devise était : « Mourir avant de reculer », dotées d'abondant matériel et avec une bonne organisation pour le combat défensif.

La ligne se rompt, il y a de grosses pertes de chaque côté — dont 600

Espagnols — , l'avance s'arrête jusqu'au lendemain, jour où l'on prit la Loma de Los Marabos, qui coûta aux forces espagnoles 300 morts.

Avec les opérations qui durèrent jusqu'au 20, le bloc rifain reçut un dur coup. Immédiatement après, Abd el-Krim se rendait.

Ce ne furent pas les dernières opérations — pas plus que la reddition d'Abd el-Krim ne signifia la fin absolue et immédiate de la guerre. Mais Abd el-Krim représentait la volonté de lutte, l'appui moral et matériel, la légende et la foi…

Après Abd el-Krim ce fut l'inévitable anarchie, quoique avec des groupes sporadiques de résistance et d'attaque, constituant des noyaux de guerre flottante, commandés par des hommes comme El Heriro, ancien second d'El Raisuni ; Si Ahmed el Bacor, chef de la résistance à Beni Mestra et à Beni Zerual ; Ould Guedara El Zeruali, ancien caïd de harka à Beni Zerual, et autres hommes d'indiscutable valeur et prestige guerriers, qui avaient joué leur vie mille fois aux côtés d'Abd el-Krim.

Les procédés de combat utilisés par les harkas rifaines obéissaient à d'anciennes pratiques de guerre, basées essentiellement sur la mobilité et la maîtrise de l'utilisation du terrain. Et, bien sûr, sur les caractéristiques guerrières de la race.

Dans la harka, il y eut des aventuriers européens, quelques-uns déserteurs de la Légion espagnole, d'autres de la française. Et il y eut aussi un certain nombre d'instructeurs turcs, mais cela n'influença pas la puissance offensive ni les résultats obtenus.

Ce qui eut une influence réelle, ce fut le trio formé par Si Abselam, oncle d'Abd el-Krim, Si Mhammed Abd el-Krim, son frère, et Abd el-Krim lui-même. Ce trio constitua l'unité inébranlable d'action et de pensée.

Les Rifains commençaient leurs attaques par des infiltrations nocturnes de groupes minuscules, ce qu'aujourd'hui nous appellerions commandos. Ce système donna toujours de bons résultats : on a pu le constater chez les Beni Zerual et à Cudia Tahar, réplique d'Abd el-Krim au débarquement d'Alhucemas.

Les harkas employaient la tactique souple de la guérilla.

L'attaque des postes éloignés se faisait par le système dit des *deus cercles* : un immédiat, qui harcelait par le feu, assiégeant la position ennemie et provoquant l'envoi d'une colonne de secours ; un autre cercle plus ample et

lointain, tapi sur le terrain, ayant mission d'attaquer la colonne de secours, laquelle devait se défendre dans de très mauvaises conditions contre un ennemi invisible.

« L'artillerie et les projectiles dont disposaient jusqu'à présent les Rifains, écrivait un combattant espagnol en 1925, ont toujours été peu efficaces, malgré leur adresse et leur exactitude à atteindre le but.

« Leurs uniques grenades « Schneider » à percussion et à retardement, lancées à une distance supérieure à la graduation de leurs fusées, rendaient le feu complètement inefficace, ou d'une efficacité très limitée.

« Les Rifains possédaient des mitrailleuses en quantité et de bonne qualité, mais leur emploi n'a pas été fréquent, car ce genre de matériel les obligeait à rester sur le terrain et à perdre la mobilité exigée par la guerre de mouvement qu'ils pratiquaient.

« Nous ne pouvons dire la même chose en ce qui concerne l'emploi des mortiers, qu'ils utilisaient avec une grande maîtrise contre des positions et campements. Ils se signalèrent aussi dans l'emploi de grenades à fusil et grenades à main, qu'ils lançaient avec une fronde depuis des endroits éloignés et couverts.

« Leurs pertes ont été inférieures à ce qu'on a cru. Abd el-Krim ne sacrifiait pas ses troupes dans l'action décisive : il évita les accrochages définitifs. La guerre se fait longue. Il ne faut pas penser à des victoires décisives capables de détruire les rébellions rifaines en un seul jour. »

Abderrahman Youssoufi

Les institutions de la République du Rif

L'innovation politique apportée par Abd el-Krim fut la tentative de résoudre la problématique marocaine de l'Etat. En effet, le Maroc s'épuisait depuis des siècles dans un affrontement implacable : *bled-el-makhzen* — *bled-es-siba,* manifestation dramatique de l'opposition foncière des masses marocaines au système makhzen, version pervertie de la conception musulmane de l'Etat. Tout en se référant à la jurisprudence orthodoxe élaborée par les fondateurs de l'Etat de Médine, jurisprudence parfaitement compatible avec les traditions démocratiques et communautaires du peuple marocain, Abd el-Krim a tenté d'acclimater la conception moderne de l'Etat. L'expérience de la République du Rif a été non seulement une *rupture* avec la tradition *makhzen,* mais aussi une *tentative de synthèse* de ce qu'il y avait de valable dans le patrimoine socio-culturel marocain et des acquis de la société politique moderne. Si « l'état de *siba* » — c'est-à-dire l'état de dissidence — a été la réponse populaire du « système *makhzen* », abusif et dominateur, Abd el-Krim, lui, a opté pour la résultante dialectique de ces deux phénomènes : l'instauration d'une structure étatique moderne qui rejetait à la fois les errements du *makhzen* et le négativisme de la *siba.*

A. Refus du système « makhzen »

La clé de voûte du système *makhzen* est le sultan, monocrate dynastique héréditaire de fait, dont l'intronisation s'accompagne d'un simulacre de cérémonie d'allégeance à laquelle participent les dignitaires, tout à fait domestiqués. Ce pouvoir absolu, aggravé par la pseudo-fonction de « représentant de Dieu sur la terre », forgée et transmise par des générations de despotes orientaux, mais qui ne repose, en fait, sur aucun fondement religieux ou légal, ce pouvoir s'appuie sur deux instruments d'intervention :

1. la *mehalla*, sorte d'armée mercenaire attachée au service du sultan soit par des privilèges, soit par l'esclavage[6] ;

2. le *makhzen* proprement dit, corps d'agents généralement recrutés parmi les notables ruraux et urbains, dont la caractéristique permanente est la corruption.

Cet appareil d'Etat, véritable force de frappe, a comme fonction principale de lever l'impôt sur les consentants, de châtier et de spolier les récalcitrants. La pénétration étrangère a disqualifié totalement le système, en le privant du dernier alibi qu'était la défense du *Dar-el-Islam.* Du reste, la conquête coloniale s'est insérée d'abord à travers le *bled-el-makhzen,* dont elle a pris la succession dans la lutte contre le *bled-es-siba.* Le protectorat, motivé pourtant par la réforme nécessaire du *makhzen*, déploya, durant la première décennie, une politique orientée objectivement contre les intérêts, sinon l'identité du peuple marocain[7].

Le traité de 1912 retira au sultan l'initiative des lois. Le premier texte, paru dans la première livraison du *Bulletin officiel* du Protectorat, amorça le processus de l'accaparement des terres par la colonisation, processus qui franchira une étape décisive avant la fin de 1919, année de la mainmise sur les terres collectives. Dès 1914, la politique dite « berbère » était en marche : toutes les régions berbérophones sont soustraites au *makhzen* et au *chrâa.*

En résumé, la perpétuation du système *makhzen* avait non seulement conduit à l'aliénation de la souveraineté, mais cautionnait l'entreprise de spoliation du patrimoine et de désintégration de l'identité nationale.

B. Rejet des facteurs d'impuissance de la « siba »

Si la *siba* était l'expression de la résistance des communautés paysannes à l'absolutisme *makhzen*, et de la manifestation de leur attachement à leurs traditions démocratiques et communautaires, il n'en demeurait pas moins que cette *siba* favorisait la segmentation, aggravait les particularismes, développait l'instabilité. La guerre civile ne s'installait pas seulement entre le *bled-el-makhzen* et le *bled-es-siba :* la guerre devenait le droit commun des populations, elle provoquait des alliances dont le résultat le plus clair était l'extension du champ du conflit et l'élévation du nombre des victimes. Les instances représentatives des collectivités étaient oblitérées par l'omnipotence

des chefs de guerre, qui faisaient de la multiplication des affrontements l'essentiel de leur industrie.

C'est dans le Rif que les phénomènes de segmentation et de généralisation des conflits ont atteint un degré inégalé dans le reste du Maroc. C'est ainsi que les maisons familiales étaient éloignées les unes des autres et dotées chacune d'un mirador pour surveiller les mouvements des adversaires éventuels. Les murs des habitations étaient renforcés de pierres et atteignaient des épaisseurs comparables à celles des blockhaus. L'insécurité était telle que les hommes restaient barricadés dans leur maison ; seules les femmes pouvaient sortir pour vaquer aux affaires familiales. Les marchés n'étaient fréquentés que par des femmes ; cette pratique a survécu dans certaines régions du Rif. Malgré toutes ces précautions, le nombre des victimes dues aux multiples vendettas et règlements de comptes pendant les années antérieures à la République du Rif a été supérieur à celui du nombre total des Rifains tués pendant la guerre de libération[8].

Certes, il existait un mode de règlement des conflits, mis en œuvre par les négociations et les délibérations des cheikhs représentant les deux clans adverses. La réparation d'un meurtre se faisait par le versement d'une rançon, dont le montant était décidé par cet aréopage.

De plus, c'étaient les cheikhs qui en collectaient le montant parmi les membres du clan incriminé ; mais la somme versée aux ayants droit de la victime était bien en deçà de la quantité souscrite ; les cheikhs gardaient par-devers eux une part substantielle de l'indemnité prélevée. D'autre part, le versement de cette rançon — quel qu'en fût le montant — n'éteignait pas toujours les feux de la vendetta, et les combats reprenaient de plus belle, avec leurs cortèges de malheurs, des pertes en vies humaines et en biens. Mais la *siba* n'avait pas que ces aspects négatifs : elle comportait des traditions participatives qui seront reprises par Abd el-Krim dans sa synthèse de la conception de l'Etat, et qui serviront de base au développement des institutions républicaines.

I. La nouvelle conception de l'Etat

A. *L'aspect positif de la tradition maghrébo-musulmane*

Le *bled-es-siba* est précisément constitué par une mosaïque de petites

« républiques », plus ou moins confédérées selon les aléas des conflits. L'assise de chaque république est le canton. Ce dernier est une fédération de « communes ». Un groupement de cantons forme une tribu. La structure politique fondamentale à tous les niveaux est la *djemaa* (le conseil), composée des représentants des unités constitutives. Cet organe cumule les attributions législatives exécutives et judiciaires (dans la mesure où le *chrâa* n'est pas appliqué). Il élit chaque année un président (amghar ou cheikh), qui n'est en principe qu'un *primum inter pares* chargé d'exécuter les décisions entre les sessions du conseil. Les circonstances exceptionnelles dues à l'état de guerre déséquilibrent les compétences respectives du conseil et de son président. Ce soubassement culturel et sociologique maghrébin se marie parfaitement avec la construction étatique mise en oeuvre par les premiers califes orthodoxes. Tous les observateurs constatent la fascination qu'exerce sur les musulmans de tous les pays et de tous les temps, la période dite des califes orthodoxes, particulièrement celle des dix années de gouvernement d'Omar Ibn al Khattab, considéré comme le leader musulman modèle. C'est à son expérience et à son exemple que se réfèrent tous les réformateurs assoiffés de pureté, de démocratie et de justice. Chez Abd el-Krim, cette admiration se retrouve même dans le patronyme d'al Khattabi. Dans un document rédigé par Abd el-Krim au Caire, le 30 novembre 1962, à l'occasion de la campagne référendaire organisée pour l'adoption de la première constitution présentée par Hassan II, on retrouve trace de l'attachement d'Abd el-Krim au système politique érigé par les successeurs du Prophète. Critiquant l'institution du prince héritier prévue par la Constitution royale de 1962, Abd el-Krim écrit que cette institution « est ignorée des souverains du Maroc depuis Idriss le Grand, bien que le trône revînt à un membre de la dynastie régnante après la mort ou la déposition du prédécesseur et ce, conformément à l'acte d'allégeance accompli par ceux qui peuvent engager valablement la nation. D'autre part, on sait que l'institution de l'héritier présomptif est absolument incompatible avec les normes de l'Islam. Lorsque le Prophète rendit l'âme à Dieu, il n'a point institué comme héritier quelque membre de sa famille. Son exemple fut suivi par le premier calife et par le second. Bien plus, Omar avait ordonné expressément que son fils et tous les membres de la famille Al Khattab soient écartés de la direction des affaires de la communauté. En Islam, l'iman est élu par les représentants qualifiés remplissant les conditions de probité et de piété. Ils élisaient le meilleur d'eux à condition qu'il réponde aux conditions prescrites par la loi

musulmane ».

L’autre principe capital de gouvernement est celui de la concertation et de la participation, solennellement proclamé par le Coran. Il est vrai que les califes orthodoxes n’étaient pas élus à temps, comme le sont présentement les « présidents de la République ». Les Arabes, dans leur simplicité bédouine, ne connaissaient pas cette variante institutionnelle[9].

Cependant, le calife n’était ni sacré, ni irresponsable, ni héréditaire, mais comptable de ses fautes, soucieux des observations de la Communauté et prêt à tout moment à être déchargé du fardeau de ses responsabilités. La loi musulmane ayant été révélée, il en découle nécessairement l’indépendance du pouvoir judiciaire chargé de l’appliquer.

En résumé, l’Etat musulman orthodoxe s’articule comme suit :

— souveraineté de la communauté (umma) ;
— élection du chef de l’exécutif (calife ou amir) ;
— indépendance du pouvoir judiciaire (cadi).

Malheureusement, depuis l’âge d’or de l’Etat médinois, le califat avait changé de nature et de fonction. Il dégénéra en monarchies despotiques orientales tempérées exceptionnellement par les personnalités de quelques rares souverains éclairés. Lorsque le problème du califat se posa, au lendemain de la révolution kémaliste, et que des puissances coloniales, notamment l’Angleterre, tentèrent d’en orienter l’élection, la République du Rif fut invitée à participer au Congrès musulman qui se tint au Caire en 1925. Abd el-Krim y dépêcha une délégation conduite par son chef des services d’information Al Hitmi[10]. Les instructions verbales données par l’ « amir du Rif et du Djebel » étaient de ne favoriser aucune candidature[11]. Abd el-Krim était plutôt hostile à la conception formelle du califat exploitée par de nombreux potentats ; il était partisan de la conception matérielle, applicable en tous pays et compatible avec la conception moderne de l’Etat.

B. *La modernisation du concept de l’Etat*

« Avec les ressources et le prestige ainsi acquis, Abd el-Krim créa une “ République du Rif ”, dont il était lui-même le président. En faisant de sa tribu la base de son gouvernement, il suivait la tradition, mais à d’autres égards, sa petite république fut dotée d’une organisation moderne. Le résident général français, le maréchal Lyautey, était sérieusement inquiet. Il écrivait :

“ Rien ne pourrait être pire pour notre régime que l’établissement, si près de Fez, d’un Etat musulman indépendant et modernisé […] faisant d’Abd el-Krim un point d’attraction non seulement pour nos propres dissidents, mais aussi pour tous ces éléments marocains, surtout les jeunes, dont les perspectives ont été élargies par les événements récents en Orient et dans les esprits desquels, les aspirations xénophobes ont été développées.[12]. »

A partir de ces témoignages, il n’est pas exagéré d’affirmer qu’Abd el-Krim a voulu doter la communauté rifaine d’une structure étatique qui corresponde à la définition occidentale de l’Etat, c’est-à-dire à cette réalité nationale et internationale composée de trois éléments : le peuple, le territoire, la souveraineté.

Etant donné que l’Etat rifain s’est constitué (à cause et) dans la perspective d’une guerre de libération, il était normal que le premier noyau de populations qui ait servi au fondement de l’Etat fût constitué par les tribus rifaines libérées des Beni Ouriaghel, Temsaman, Beni Touzin et Bocoya ; que, par la suite, l’Etat ait groupé l’ensemble des populations de la zone nord. Cependant, dans de nombreux écrits et déclarations, notamment dans les messages qu’il adressait aux chefs de la résistance populaire dans les autres régions du Maroc, Abd el-Krim parlait de « nation marocaine » et de « peuple marocain ». Qu’il limitât officiellement ses ambitions à l’édification d’un Etat réduit à la zone nord était certainement l’expression d’une stratégie sage et réaliste à moyen terme, dictée par les exigences de l’équilibre des forces. C’est précisément cette *real politik* qui l’amenait à faire ressortir constamment le problème de la délimitation du territoire de son Etat. En effet, les notions de « frontière » et de « ressources naturelles » n’ont pas échappé à Abd el-Krim. Elles ont même été la cause et le prétexte de la détérioration des relations entre la République du Rif et les autorités françaises. Abd el-Krim ne pouvait accepter le tracé qui coupait artificiellement en deux toutes les tribus méridionales privant ainsi la République de son grenier et de sa frontière naturelle qu’étaient les plaines et la vallée de l’Ouergha. Cette position avait été clairement proclamée par le deuxième point de la Charte nationale adoptée par l’Assemblée nationale : « Evacuation par l’Espagne de toute la zone du Rif qui ne relevait pas de son autorité avant la convention franco-espagnole de 1912[13]. » Pendant la phase des pourparlers, cette position a été réaffirmée par l’intermédiaire du capitaine Gordon Canning : « 3° La rive nord du fleuve de l’Ouerghe sera la frontière méridionale de l’Etat du Riff, de sorte que tout le pays des Djeballa soit intégré à l’Etat

rifain. Cela concerne Larache, Arzila et Tétouan. L'Espagne conserverait Ceuta, Melilla et la portion de territoire nécessaire à leur réforme contre toute agression par terre ou par mer[14]. »

Quant à la souveraineté, Abd el-Krim l'a affirmée, au plan interne comme au plan externe. En réponse à l'invitation de l'Association des étudiants de Buenos Aires pour participer au centenaire de la victoire remportée sur l'Espagne au Pérou, Abd el-Krim déclarait : « Il n'y a pas de droit plus sacré et plus imprescriptible que celui des peuples à disposer d'eux-mêmes ; que leur droit à choisir le régime qui répond le mieux à leur mentalité et à leur désir. Le peuple marocain combat pour le même idéal pour lequel les héros de votre peuple ont combattu toujours. […] L'Europe, que la guerre mondiale a corrompue et jetée dans l'anarchie, a perdu le droit d'imposer sa volonté aux peuples des autres continents. Nous voulons créer une culture reposant sur les lois de la paix et de la justice[15]. » Dans une réponse adressée au ministre espagnol des Affaires étrangères, Mohamed Azerkane, responsable de la diplomatie rifaine, écrivait : « Nous sommes surpris que vous ignoriez les intérêts mêmes de l'Espagne, en refusant de faire la paix avec le Rif, par la reconnaissance de son indépendance, en violant nos droits, en humiliant notre peuple, en ignorant les principes juridiques et humanitaires stipulés par le Traité de Versailles[16]. »

Du reste, toutes ces idées se trouvaient condensées dans les cinq autres points de la Charte nationale :

« 1° Non-reconnaissance de tout accord violant les droits du Maroc ou ayant un rapport avec celui de 1912.

3° Reconnaissance de l'indépendance complète de l'Etat du Rif.

4° Formation du gouvernement républicain constitutionnel.

3° Indemnisation pour dommages subis par les Rifains au cours des deux années écoulées, ainsi qu'échange des prisonniers.

6° Etablissement de rapports d'amitié avec tous les pays sans privilège pour aucun, et conclusion d'accords avec eux[17]. »

Ce programme prend fermement le contrepied de la ligne politique traditionnelle du *makhzen.* Au plan externe, il rejette les faits accomplis hégémoniques du « droit public européen », et se réclame d'un droit international basé sur l'égalité souveraine des Etats, la coopération internationale, la responsabilité internationale pour les dommages causés, l'illicéité des traités inégaux. Au plan interne, il consacre le droit d'auto-

organisation, par la décision de doter la République du Rif d'institutions constitutionnelles.

II. Développement des institutions républicaines

La République du Rif est née des impératifs de la guerre de libération et de la volonté des masses marocaines de prendre en main leur destin. Les tribus et cantons rifains, à l'instar des autres collectivités du *bled-es-siba* connaissaient le phénomène confédéral. Mais ce « confédéralisme de circonstance » disparaissait une fois réglé ou ajourné le problème qui l'avait suscité. De plus, lorsque ces collectivités partaient en guerre contre l'envahisseur étranger, elles le faisaient en rangs dispersés, chaque unité décidant de l'importance et de la stratégie de son contingent propre. Le mérite d'Abd el-Krim est d'avoir conçu et mis en œuvre le processus d'institutionnalisation du pouvoir qui permit l'intégration de tribus morcelées et antagonistes, et leur insertion dans un Etat souverain.

A. *Processus de formation du pouvoir d'Etat*

Ce sont les résultats d'une enquête entreprise auprès des membres de la famille d'Abd el-Krim et de ses collaborateurs directs encore en vie, qui nous permettent d'avancer l'explication suivante : le facteur d'intégration décisif a été non pas la réunion des délégués des tribus en assemblée générale — car des instances de ce genre se sont réunies à maintes reprises au cours de l'histoire du Maroc et dans différentes régions du pays — , mais *l'institution du règlement judiciaire des conflits par l'application du* chrâa. Pour mesurer l'importance de cette décision, il faut avoir à l'esprit l'état de guerre civile permanente et généralisée qui sévissait parmi la société rifaine, et l'incapacité de la jurisprudence coutumière de mettre réellement un terme aux « conflits de sang ». Le règlement judiciaire des conflits restaura le « droit de coordination » qu'est le *chrâa* aux lieu et place du « droit de coordination » qu'était la coutume élaborée par les différentes *djemaa*. Ce mécanisme rappelle à certains égards celui qui est mis en œuvre dans le développement de l'Etat fédéral ou d'une société internationale institutionnelle.

L'« organe juridictionnel » joue, dans ces cas, un rôle déterminant dans le développement du fédéralisme agrégatif, et dans la réalisation de

l’intégration. Ce n’est donc pas par hasard que le siège du gouvernement rifain à Ajdir (la capitale) se dénommait *Mahakma* (tribunal), et que la qualité de cadi d’Abd el-Krim avait, dans les premiers temps, prévalu sur celle de chef politique. Ainsi, l’institutionnalisation du pouvoir d’Etat s’est faite à partir d’une analyse de la situation politique, sociale et économique du Rif et par la mise en œuvre d’institutions propres à répondre aux besoins profonds du peuple, et à traduire, dans les faits, sa volonté de libération nationale. L’effort gigantesque et général qu’exigeait la conduite d’une guerre de libération face à une puissance coloniale européenne impliquait une réelle solidarité populaire, contrepartie de la paix civile, et une direction unitaire investie de la confiance populaire. Le phénomène de cristallisation du noyau de la structure étatique rifaine s’est réalisé lors de la réunion dite d’Al Qama, en pays Temsaman, avant même la bataille d’Anual. Avaient participé à cette réunion les représentants des Beni-Ouriaghel, Temsaman, Beni-Touzin et Bocoya.

Après un exposé fait par Abd el-Krim, l’assemblée adopta une décision révolutionnaire pour l’époque : l’abrogation du mode tribal de règlement des conflits (mode qui, à dire vrai, ne réglait jamais définitivement aucun litige majeur, mais favorisait plutôt l’instabilité et l’insécurité, tout en permettant l’enrichissement des cheikhs). Le deuxième volet de cette décision était la remise en application du *chrâa* dans toutes les tribus sous la responsabilité de cadis désignés à cet effet. La première conséquence fut la mise en œuvre de la norme pénale : « Celui qui a tué sera tué. » De ce fait, les rançons et les vendettas n’avaient plus d’objet : « Notre but, disait Abd el-Krim, est le même que celui de notre père : préparer les esprits à la lutte que nous sommes obligés de mener contre l’Espagne et, avant tout, mettre fin à l’anarchie et forger l’unité des Rifains[18]. »

« Selon le témoignage de Scot Mowrer, journaliste américain qui visita la République du Rif en 1925, ce but fut atteint. La loi et l’ordre régnaient dans le pays. Les querelles sanglantes entre familles et clans prirent fin. La sécurité des biens et des voies de communication fut assurée[19]. C’est cette soif séculaire de justice, de sécurité et d’égalité devant la loi qui a donné l’impulsion décisive à l’institutionnalisation du pouvoir républicain.

B. *La Constitution de la République*

Après la retentissante victoire d’Anual, l’Assemblée nationale, composée

des représentants des tribus libérées, proclama l’indépendance de la République du Rif, organisa provisoirement les pouvoirs et décida l’élaboration d’une constitution écrite. Selon le témoignage de M. Boghdadi[20], Abd el-Krim lui avait dicté un projet de constitution comportant une quarantaine d’articles, dont malheureusement il ne se rappelle guère le contenu, sinon que ledit texte prévoyait le principe de l’élection des organes dirigeants de l’Etat. Ce document, qui se trouvait parmi les archives et les documents entreposés dans l’école d’Ajdir[21] a été détruit avec le reste[22], lors de l’incendie criminel allumé par les troupes d’invasion. Cependant, si l’on se reporte au document du 30 novembre 1962 déjà cité, on y trouve les opinions d’Abd el-Krim en matière d’organisation des pouvoirs : « En vérité, la nation marocaine n’a pas eu la chance de vivre sous un régime constitutionnel honnête depuis très longtemps. C’est pourquoi elle a subi l’anarchie et l’instabilité, elle a connu les révoltes et les troubles. Avec l’écoulement du temps et l’évolution de la vie, le peuple marocain se mit à prendre conscience de la nécessité d’établir une constitution pour organiser la vie du pays. Cette prise de conscience s’est manifestée par l’expression de l’opinion du peuple à travers la presse, et au moyen de la lutte armée. Le dernier combat mené par le peuple marocain pour recouvrer son indépendance a été l’expression authentique de son besoin de liberté. Mais il n’y a pas de liberté sans constitution. Il n’y a de constitution (valable) que nstitution nationale établie par la nation elle-même, et pour elle-même. […] La constitution légitime d’un pays ne peut être élaborée que par une commission ou un organisme élus, représentant authentiquement et correctement les différentes classes populaires. »

Analysant le contenu de la Constitution royale de 1962, Abd el-Krim déclare : « Les dispositions de cette constitution ne concordent guère avec l’expérience vécue par le peuple marocain pendant des siècles. […] Certains de ses articles sont en contradiction avec la *chariâa* islamique, qui est le credo du peuple marocain. […] Cette constitution donne au chef de l’Etat le droit de conclure des traités, de déclarer la guerre, etc., ce qui constitue un très grave danger. Nous savons comment, dans un passé récent, nos gouvernants nous avaient aliénés globalement et à bon marché et ce, parce que la constitution coutumière, alors en vigueur, permettait au chef de l’Etat de disposer des affaires de la nation selon son bon plaisir. Qui nous garantira que nos gouvernants, présents et futurs, ne nous trahiront pas, comme ils l’ont déjà fait ? C’est pourquoi les questions importantes de politique extérieure

doivent être du ressort des représentants véritables du peuple, comme le prévoient les constitutions des peuples qui se respectent. »

Commentant les pouvoirs du chef de l'Etat, Abd el-Krim ajoute : « Il dispose du pouvoir de désigner le Premier ministre et les ministres, alors qu'il est considéré comme irresponsable. En bonne logique, la constitution devra définir davantage les pouvoirs du chef de l'Etat : par exemple, qu'il désigne le chef du gouvernement parmi le groupe qui jouit de la confiance populaire, qu'il choisisse ses collaborateurs du pouvoir exécutif, mais à condition que ce dernier soit responsable devant la Chambre élue par la nation. Ainsi sera barrée la route à toute possibilité d'aventure qui pourrait tenter un ou plusieurs individus pour satisfaire leurs ambitions personnelles au détriment du destin de la nation. »

Il est frappant de constater que le texte du Caire, rédigé près de quarante ans après celui d'Ajdir, recoupe non seulement les descriptions relatées par différents historiens[23], mais reflète tout au moins l'esprit des institutions mises en place par la République du Rif. La clé de voûte des institutions républicaines rifaines est l'Assemblée nationale, composée des représentants des fractions des tribus. Elle dispose des pouvoirs législatif et exécutif. Son président *(amir),* élu, est le chef de l'exécutif. Etant donné les circonstances exceptionnelles, il est responsable du maintien de l'ordre public et de la conduite de la guerre de libération.

Le gouvernement était composé comme suit :

— Le délégué général de l'amir (son frère, Mhamed Al Khatabi) ;
— Finances (Abdeslam Al Khatabi) ;
— Justice et Instruction (Fquih Zerhouni) ;
— Affaires étrangères (Azerkane) ;
— Intérieur (caïd Lyazid) ;
— Guerre (Ahmed Boudra).

« Si le pouvoir central de la République était organisé selon une formule jusqu'alors inconnue au Rif, les pouvoirs locaux en restaient les mêmes : la guerre menée d'abord contre l'Espagne, ensuite contre la France, ne permettait pas la réalisation de transformations profondes et le changement de la structure tribale.

« L'unité administrative n'était pas le district, mais la tribu. Le pays en comptait dix-huit. A la tête de chaque tribu se trouvait le caïd ; à la tête de chaque clan : le cheikh. Conformément aux coutumes séculaires, les caïds

réunissaient tous les pouvoirs, étant à la fois chefs de tribu, juges, chefs militaires et percepteurs d’impôts. Les cheikhs jouissaient de prérogatives analogues dans les clans. Notons que le pouvoir des caïds et des cheikhs n’était pas personnel : à côté du caïd et du cheikh, à la tête de chaque tribu ou clan, se trouvait la *Djemâa,* conseil de la communauté.

« Cependant, les caïds relevaient du pouvoir central de la République, notamment du ministère de l’Intérieur et du conseil administrant les affaires des tribus auprès de ce ministère. Il pouvait être fait appel des jugements des tribunaux des caïds auprès des pouvoirs centraux de la République[24]. »

Une des caractéristiques du style de gouvernement adopté par Abd el-Krim était de présider, dans sa capitale, des réunions mensuelles de caïds, de cadis, de responsables des maisons d’arrêt, pour faciliter la communication et la coordination entre les différents rouages de l’Etat. Le recours à l’instance supérieure était érigé en système, dans le domaine administratif comme dans le domaine judiciaire. Il n’était pas rare que des sanctions frappent des caïds, fussent-ils originaires des Beni-Ouriaghel. Comme dans tout système juridique ordonné, la République du Rif avait une hiérarchie de normes : la *chariâa* et le *dahir.*

a) La *chariâa* (droit musulman positif) constitue à la fois la *loi suprême d’orientation*, dans le cadre de laquelle doivent s’insérer toutes les autres règles nécessaires à l’édification d’un Etat moderne, le *recueil des codes* appliqués par les cadis pour la solution des litiges, et le *corpus définissant les droits et les devoirs des individus.* La restauration de la suprématie de la loi a accentué le sentiment d’égalité des Rifains, et leur a permis de prendre davantage conscience des bienfaits d’une bonne administration de la justice et de la sauvegarde de l’ordre public. Un fait rapporté par M. Boghdadi illustre étonnamment le degré de transformation sociale : « Dans les lieux de détention, il n’y avait que les prisonniers de guerre étrangers ou les prisonniers politiques adversaires du régime et compromis avec l’ennemi. Les délinquants de droit commun avaient pratiquement disparu. »

Les pratiques rétrogrades furent abolies, tel l’esclavage, pratiqué par les Senhaja. Cette tribu kidnappait des jeunes filles dans les grands centres urbains du Maroc pour en faire des esclaves d’agréable compagnie, et de bonne rentabilité. Ces jeunes femmes furent libérées et reconverties en épouses légitimes de soldats célibataires.

Les atteintes à l’intégrité corporelle pratiquées par ces mêmes Sanhadja sur les individus convaincus de vol furent interdites. Les paroles désobligeantes à

l’égard des Juifs, habituellement prononcées par certains crieurs publics, au cours de leurs annonces, furent prohibées. Aussi la communauté juive, qui était complètement intégrée dans la société rifaine, vouait-elle une grande déférence à Abd el-Krim.

C’est dans la *chariâa* que se trouve le fondement de la législation fiscale de la République. La *zakat*[25] était payable en argent ou en nature, mais d’autres impôts de faible taux (droits de douane, taxes de marché), et qui prenaient toujours en considération les capacités réelles des contribuables, étaient édictés par voie réglementaire.

b) Le *dahir* est la norme législative ou réglementaire édictée par l’Assemblée nationale et, par délégation, par le gouvernement. La compétence juridictionnelle des litiges relevant de ces règlements législatifs ou administratifs était du ressort des caïds et des cheikhs. Le libellé du *dahir* était dépouillé et concis. Voici, par exemple, le texte d’un *dahir* de nomination d’un caïd : « Que l’on sache par notre présent écrit que Dieu en rehausse la teneur, que nous avons désigné X comme caïd de la tribu Y, afin qu’il en gère les affaires civiles et militaires. Que tous ceux qui en prennent connaissance agissent en conséquence. Salut. Date. Signature manuscrite[26]. »

Les *dahirs*, lettres de créance et circulaires étaient signés soit par Abd el-Krim, soit par son frère.

Il y a lieu de souligner deux questions intéressantes concernant deux départements ministériels :

1. L’Etat rifain utilisait comme monnaie de trésorerie la peseta espagnole, et subsidiairement la monnaie hassani chérifienne. La prétendue monnaie nationale rifaine (le rifain) et la prétendue Banque d’Etat rifaine n’ont existé que dans l’imagination d’un groupe d’hommes d’affaires britanniques, dirigé par M. Gardiner. Ils avaient effectivement fait imprimer les billets de banque à Londres et les ont transportés jusqu’aux côtes rifaines à bord d’un yacht. Ils proposèrent aux autorités rifaines la mise en circulation dudit papier-monnaie à l’instar des pays modernes, avec l’arrière-pensée d’éponger les réserves et l’épargne rifaine. Après avoir écouté l’exposé mirifique de Gardiner, Abd el-Krim, qui avait devant lui un fusil bien astiqué, le souleva calmement et dit à son visiteur : « Si vous avez quelque chose de semblable à nous proposer, alors nous pourrons continuer la discussion[27]. » Oujda servait de marché de change pour les ouvriers rifains travaillant en Algérie, pour convertir leurs francs en pesetas.

2. Abd el-Krim avait créé un ministère de l'Instruction, en vue de développer l'enseignement primaire moderne. Il fit publier des annonces dans la presse algéroise[28], en vue de recruter des enseignants, annonces rédigées par lui même[29]. Une seule école fonctionna à Ajdir. Il est évident que l'essentiel des activités de l'Etat était orienté et absorbé par la guerre de libération, et que l'instrument principal était l'Armée populaire.

C. *L'Armée populaire*

La deuxième grande innovation d'Abd el-Krim a été de forger l'instrument adéquat pour mener la guerre de libération. Dans ce domaine aussi, il prit le contrepied de la tradition *makhzen* : il s'appuya essentiellement sur les masses. Mais le facteur primordial a été la conception et l'organisation de l'Armée populaire.

Toute la population mâle âgée de 16 à 50 ans était mobilisée par moitié, dans chaque tribu, pour une période de deux semaines en moyenne. Ainsi, la moitié du peuple travaillait pendant que l'autre combattait. Le contingent mobilisé se rendait au *ribat* (camp) pour être enrôlé et armé. Le commandement de l'Armée populaire était hiérarchisé comme suit : caïds des 1 000, des 500, des 100, des 50, des 25, des 12.

Chaque homme était équipé d'un fusil, d'une quantité de munitions et recevait sa ration en pains. L'unitié de relève, ou celle relevée, ne se déplaçait pas en groupe. Chaque homme connaissait son poste, et s'y rendait seul à la date indiquée.

La discipline était peu sévère, mais l'obéissance était effective. Dans les notes confidentielles des autorités espagnoles, on retrouve trace des ordres stricts donnés par Abd el-Krim aux combattants, concernant le comportement qu'ils devaient avoir vis-à-vis des éléments collaborateurs et des soldats espagnols. C'est ainsi qu'il est rapporté dans des documents de la 3e section, datant de 1921, qu' « Abd el-Krim a interdit formellement aux gens de la *harka* de commettre des pillages, ou de porter atteinte à ceux qui étaient soupçonnés d'être des amis de l'Espagne ou de quiconque, sans lui en référer préalablement ; […] que diverses annonces publiques ont été faites pour que l'on obéisse aux représentants du [dit] Abd el-Krim, et qu'on doit respecter, sous peine de mort, les soldats qui ont déposé les armes ».

L'esprit de solidarité animait aussi cette force armée. Le commandement plaçait souvent des parents dans la même unité de base, ce qui constituait une

garantie pour l'évacuation des morts et des blessés.

A côté des contingents levés, il y avait des troupes régulières qui constituaient la garde (150 gardes avec turban vert), les fantassins (2 000 avec turban bleu) ; les officiers, qui portaient des turbans rouges ; les artilleurs et mitrailleurs (300 avec turban noir). Les soldats percevaient deux pesetas par jour. Les officiers avaient un traitement mensuel allant de 25 à 45 douros[30].

Grâce à ses qualités guerrières, cette armée s'est procuré l'essentiel de ses armes sous forme de butin pris à l'adversaire et a permis à l'Etat d'acquérir l'essentiel de ses ressources financières (rançon des prisonniers espagnols, amendes payées par les traîtres, taxes versées par les éléments dispensés du service militaire). Les Rifains ont manifesté une grande ingéniosité, non seulement dans la réparation de certaines armes (auxquelles manquaient quelques pièces enlevées par les adversaires avant leur retraite), mais aussi dans la fabrication de bombes et grenades (en utilisant la charge explosive des bombes capturées et des boîtes de sardines). Pour riposter aux bombes à gaz, ils ont fabriqué des bombes lacrymogènes, à base de poudre et de piment. Il ne semble donc pas que le problème de l'armement ait été la préoccupation la plus grave des dirigeants rifains, bien que la S.D.N. eût déclaré illicite le commerce des armes avec le Maroc[31].

L'armement des troupes était fourni par l'arsenal central, où les armes étaient emmagasinées et entretenues. Les combattants pouvaient garder, par-devers eux, les armes et munitions prises comme butin de guerre ou les vendre à l'Etat, sur la base d'un tarif préétabli. Certaines armes, considérées comme stratégiques (canons, mitrailleuses, jumelles), devaient obligatoirement être remises à l'arsenal, sans contrepartie. Les Rifains juifs se chargeaient particulièrement de la bourrellerie et d'autres travaux qui relevaient de l'artisanat. Le salut au drapeau (drapeau rouge[32] avec une bande blanche portant l'étoile verte à six branches et le croissant vert) avait été instauré. Il s'effectuait matin et soir, au son du clairon, dont les échos retentissaient à travers les tribus et produisaient un effet psychologique certain.

Plus tard, l'armée régulière se dotera d'un hymne national qu'elle exécutera triomphalement lors de la libération de Chaouen[33].

L'efficacité de l'Armée populaire s'était accrue grâce à l'utilisation d'un réseau téléphonique qui couvrait toute la République. Le commandement utilisait aussi des moyens relevant de la guerre psychologique. La presse

internationale était étudiée attentivement, et les dirigeants rifains écrivaient eux-mêmes des articles, notamment dans *An Nahda*, de Tunis, et *Alousbouiya Assiyassiya*, du Caire. Ils menaient une intense campagne pour tenter d'obtenir la reconnaissance diplomatique de leur Etat, et pour attirer l'attention de l'opinion mondiale sur la situation dramatique causée par les bombardements intensifs effectués par les adversaires. Un réseau de courriers de propagandistes et d'informateurs sillonnait l'ensemble du Maroc, pour maintenir le contact avec les autres chefs de la résistance.

Un des grands handicaps dans la logistique de cette armée était le manque total de médecins et de médicaments. Seuls des guérisseurs expérimentés s'ingéniaient à extraire des balles ou à soigner des fractures. Ce n'est qu'après la prise de Chaouen, où les Espagnols avaient abandonné un hôpital doté d'un équipement moderne, qu'il a été fait appel à un ancien infirmier des hôpitaux de Tanger. Dans une lettre pathétique, Abd el-Krim demandait au président de la Croix-Rouge suédoise s'il pouvait « donner quelque assistance à nos blessés privés de soins, et n'ayant d'autre remède que la patience. Nous sommes reconnaissants envers la Croix-Rouge, elle nous a donné une grande aide, mais les ennemis de l'humanité l'ont grandement entravée ; ils l'ont empêchée de nous envoyer ce qui a été donné pour notre assistance. Qui est plus cruel que celui qui s'obstine à nuire aux faibles et aux malheureux ? Ils ont supprimé la possibilité pour nos blessés de recevoir des soins et de voir soulager leurs souffrances. Certes, un tel acte n'est pas humain, les animaux eux-mêmes s'en abstiennent[34] ».

En effet, les autorités espagnoles et françaises se sont opposées, pendant toute la durée de la guerre, à l'acheminement de toute aide internationale, parce qu'elles refusaient aux combattants de la République du Rif la qualité de belligérants. Malgré les multiples interventions des Croix-Rouges britannique, néerlandaise, turque et suédoise, elles ne levèrent leur veto qu'à la veille de la reddition d'Abd el-Krim, c'est-à-dire après l'écrasement et la destruction de la République du Rif. Le C.I.C.R. considéra alors son intervention comme superflue et renonça à sa mission[35].

Au terme de cet exposé sur le développement de la République rurale du Rif (sa seule agglomération urbaine était Chaouen), il convient de s'interroger sur les causes de son échec.

Certes, la cause décisive a été la formidable supériorité militaire et technologique des deux puissances coloniales européennes. Il n'en demeure pas moins qu'il y avait aussi des causes politiques. Il n'y a pas lieu de s'attarder sur l'aspect politique de toute guerre contre-révolutionnaire. Retenons simplement que M. Boghdadi s'est fait devant nous l'écho des regrets des dirigeants rifains, qui se demandaient sur le tard, s'ils n'avaient pas eu tort d'avoir favorisé maints contacts et facilité certaines études et observations dont l'adversaire a dû tirer profit.

La vraie cause politique qui mérite d'être soulignée est que l'appareil étatique de la République est resté assez sommaire, qu'il n'a pas bénéficié de l'apport de l'élite marocaine, qu'il n'a reçu aucune aide directe ou indirecte de l'*establishment* (notabilités intellectuelles maraboutiques et économiques). Si les chefs de résistance ruraux écrivaient à Abd el-Krim et lui dépêchaient des courriers, c'était surtout pour lui demander de l'aide.

Certes, une bonne partie de ces notabilités avait participé à la résistance opposée au protectorat de fait contenu dans le Plan Taillandier de 1904, et avait pris une part encore plus active à la révolution politique de 1908 qui détrôna la sultan Abdelaziz, à la suite de la ratification de l'Acte d'Algésiras[36]. Mais elle fit preuve plutôt de passivité lors de la résistance populaire au Protectorat. Le « décrochage » sera encore plus évident après la proclamation de la République du Rif et la relance de la guerre de libération. Ces événements ont eu un grand retentissement, non seulement parmi les masses rurales, mais aussi parmi la jeunesse urbaine. Quant aux notables, ils ne manifestèrent que craintes et réticences à l'égard du *Rifi*[37]. Moulay Youssef croyait expliquer ce phénomène en affirmant que les prétendants susceptibles d'inquiéter venaient traditionnellement du Sud — véritable pépinière de *zaouia* et de *ribat* — et qu'aucun *rogui* crédible ne pouvait venir du Nord. En vérité, l'explication réside ailleurs : Al Hiba, pourtant venu du Sud et auréolé du prestige inégalé des Maalaynine, n'avait pu, lui non plus, emporter d'adhésion de l'*establishment.* Sa défaite n'est pas due seulement à l'issue de la bataille de Sidi Othman (septembre 1912), mais aussi et surtout à la trahison de la féodalité du Sud et de la bourgeoisie marrakchie.

Cette leçon a été retenue par Abd el-Krim, qui ne souhaitait guère occuper Fès. Il était parfaitement conscient de ce que son appareil étatique embryonnaire était dans l'incapacité matérielle de faire face aux énormes problèmes de toutes sortes qu'aurait posés l'occupation d'une telle métropole et dont les « cercles dirigeants » ne lui étaient pas acquis. Dans la lettre qu'il

adressa au cadi Azzouaq de Tétouan, il sigmatisa durement le comportement de Moulay Youssef, de son *makhzen* et d'un certain nombre d'ulémas parmi les plus prestigieux, parce qu'ils collaboraient avec le Protectorat[38]. Aussi Abd el-Krim aspirait-il davantage à la jonction avec la « tache de Taza », ce qui aurait eu des conséquences incalculables, du fait de la coupure de la voie de communication avec l'Algérie.

En vérité, le mouvement de libération animé par Abd el-Krim — et, dans une certaine mesure, celui dirigé par El Hiba en 1912 — avait un contenu socio-politique nouveau et même révolutionnaire auquel ne pouvait souscrire un *establishment* dont le développement s'était fait aux dépens du monde rural et en association avec des intérêts étrangers.

Daniel Rivet

Le commandement français et ses réactions vis-à-vis du mouvement rifain. 1924-1926

Les rapports, les notes, les télégrammes et autres documents laissés par l'état-major et le haut commandement à ses divers échelons, à Paris et au Maroc, permettent d'analyser la manière dont il a pris conscience des événements devant l'insurrection rifaine. On est amené, dans un premier temps, à une étude de mentalités et à préciser les réactions psychologiques — et politiques — des chefs militaires. Elle conduit tout naturellement à un examen des décisions qu'ils ont prises, non sans des conflits de doctrines et de méthodes, très révélateurs d'un milieu déterminé et des hommes qui ont dirigé la répression du mouvement rifain.

I. Le mouvement rifain vu par les militaires

A. *Une identification tardive*

Jusqu'à la fin 1923, Abd el-Krim est vu de profil à travers le scénario de l'action espagnole au Maroc, faisceau complexe et touffu d'intrigues tortueuses, de séquences à éclipses et de retournements parfois incohérents, pour lequel le pouvoir colonial français ne dissimule guère son mépris. Après l'effondrement de l'armée espagnole consécutif à Anoual, Lyautey observe : « Dans l'ensemble, autant qu'on peut faire de prévisions, je crois qu'il va y avoir une période stationnaire sans répercussions sérieuses chez nous, tant du moins que les Rifains seront sérieusement occupés avec les Espagnols[39]. » Sans doute ne fait-il pas abstraction de l'hypothèse, au cas où les succès rifains se poursuivraient durablement, d' « un mouvement national de libération générale du chrétien[40] », mais de fait, toute une série d'écrans

dissimule encore au pouvoir colonial, sinon la nature même du mouvement rifain, du moins son importance.

L'idéologie joue ici un rôle rassurant, dans la mesure où elle impose déjà la vision cyclique d'une histoire marocaine traversée et renouvelée périodiquement par des pulsions toujours parties du Sud. Moulay Youssef ne déclare-t-il pas lui-même, en avril 1925, que tous les *roguis* viennent du Sud et que les mouvements issus du Nord n'attirent pas les masses[41] ?

L'antagonisme constant et croissant entre les colonisateurs français et espagnols intervient ensuite et contribue à masquer le phénomène rifain. Pour Lyautey surtout, la colonisation espagnole apparaît comme le modèle de ce qu'il ne faut pas faire. Elle n'a pas su dissocier, aux yeux des Marocains, son image de marque de celle de la *reconquista* qu'elle paraît rouvrir : « Pour eux, l'Espagne, c'est l'ennemi héréditaire. Ils en ont la haine et le mépris à un degré que vous ne pouvez concevoir. Les souvenirs des luttes anciennes et de l'exode d'Andalousie sont toujours vivants. C'est avant tout l'ennemi de leur Foi[42]. » Et puis surtout, elle a pris systématiquement le contrepied des formules du Protectorat éprouvées par lui. Aussi, en 1924 encore, la série de désastres militaires accumulés par l'Espagne lui paraît-il vérifier, *a contrario,* l'efficacité de son « modèle ». Ainsi les fautes de l'Espagne expliquent-elles la disproportion numérique des effectifs militaires respectivement déployés par les deux puissances et la virulence du mouvement rifain[43]. L'Espagne constitue par conséquent une sorte de « soupape de sécurité » critallisant l'instinct de conservation du *dar-el-Islam* qui sommeille en chaque Marocain. En janvier 1925, Lyautey insiste encore sur la distinction nettement établie par les Marocains entre les méthodes d'occupation des deux puissances, et, signalant l'émotion considérable ressentie par l'opinion marocaine à l'occasion du bombardement par gaz asphyxiants des Andjera, conclut : « L'opinion marocaine observe […] que la France n'a jamais usé de tels procédés avec les dissidents[44]. »

Enfin, l'attention portée par Lyautey aux mouvements nationaux en Orient et à leurs retombées sur place, et son parti pris d'accompagner, tout en la contrôlant, « l'évolution de l'esprit jeune-marocain[45] » l'amènent à circonscrire son inquiétude au milieu restreint des « élites naturelles » et à opérer une dichotomie arbitraire entre les mouvements des masses en armes, issus du passé, et la fermentation nationaliste, confinée à une élite. Dans cette optique, Lyautey, vieilli et usé par la maladie qui l'isole du terrain en 1923-

1924[46], semble commettre deux erreurs de perspective. D'une part, jusqu'à sa disparition, il surestime l'importance du retour d'Abd el-Malek sur la rive nord de l'Ouergha de 1921 à 1923, « dangereux à cause de son nom, de sa culture occidentale, de sa connaissance des affaires générales, de ses attaches allemandes[47] », et soupçonné d'élaborer là « un véritable Etat indépendant, c'est-à-dire une nouvelle zone entre l'espagnole et la française[48] ». Dans une certaine mesure, l'émir lui cache Abd el-Krim, qui lui paraîtra longtemps comme une sorte de doublure plus rustique, plus « guerrière » et moins « politique » que le premier. D'autre part, il a tendance à surdéterminer l'efficacité de sa politique de coopération avec le sultan et d'égards vis-à-vis du peuple marocain, auprès duquel son apparence de lieutenant de *Sidna* lui confère, croit-il, « un caractère quasi religieux[49] ». Sans doute croit-il désarmer l'écho du « kémalisme » au Maroc par le rapprochement qu'il négocie entre la Turquie et le sultan, mais ne se fait-il pas des illusions en observant, après avoir souligné l'attraction exercée par Moulay Youssef sur les Rifains de la zone espagnole, qu' « on commence à se rendre compte que l'intégrité territoriale et l'autonomie stipulées par l'Acte d'Algésiras et les accords postérieurs ne sont pas qu'une fiction[50] ? »

Ce n'est vraiment que fin 1923, début 1924, avec le ralliement à Abd el-Krim des tribus du haut Ouergha, consécutif à la défaite d'Amar d'Hamidou, que le problème rifain passe au premier plan : « … il se crée donc sur notre front nord une situation sérieuse, et *surtout très compliquée*[51] », admet Lyautey. Abd el-Krim « explose » alors dans le champ de conscience de l'autorité militaire, sinon tel qu'en lui-même, du moins dissocié des autres figures, traditionnelles celles-là, des personnages clés de l'intrigue espagnole — identifié, et par conséquent combattu. S'établit alors une vision du phénomène rifain chez les militaires. A partir d'une « vulgate » communément reçue, elle diverge en trois « lectures » divergentes qui n'ont pas été sans exercer des effets contradictoires sur le processus des prises de décision.

B. *Un fonds commun d'idées reçues et de stéréotypes*

Dans ce stock d'images préfabriquées, trois équations affleurent le plus souvent.

C'est d'abord la corrélation rigide établie à partir d'un déterminisme géographique simpliste entre l'environnement rifain hostile et répulsif et la

« nature » farouchement indépendante et pillarde de ses habitants. Ainsi, dans l'enquête entreprise en 1916 par le commandant Bernard sur *Les Tribus de la zone nord et nord-ouest du Maroc*[52], qui sera l'une des références de base pour l'établissement des fiches des tribus rifaines durant l'hiver 1925-1926, les Anjera : « … la nature de leur sol, l'habitude de passer de broussailles en broussailles, de ravins en ravins, toujours en danger, toujours à la merci d'un ennemi caché derrière un rocher, leur a donné une allure particulière[53]… » Le mimétisme des hommes par rapport à la nature atteint son paroxysme avec la relation de la tradition de lutte armée des Beni-Ouriaghel : « C'est alors une avalanche qui descend des pentes du djebel Hammam et des montagnes des Beni-Arous. C'est une foule avide de pillages et de combats, où les tout jeunes gens imberbes coudoient des vieillards à la barbe blanche que l'âge a voûtés sans détruire en eux ni la vigueur, ni l'instinct de destruction. C'est l'armée sans chefs, mais où chacun connaît sa place, qui s'avance de colline en colline, de ravin en ravin, avec une régularité incroyable, telle une grande vague qui submerge tout. […] Une atmosphère sinistre, comme le pays lui-même, entoure tout, […] les hommes et les choses semblent avoir été créés pour la lutte[54]. » Plus subtil s'affirme le montage de Lyautey opposant la détresse physiologique des tribus montagnardes surpeuplées à l'opulence pacifique des populations de la zone française « très à l'aise[55] », donc incapables de résister à un monde de « pillards professionnels[56]. C'est, en raccourci, la genèse de l' « agression rifaine » telle que la présente l'immense majorité de la presse française, envahie par une chaîne de stéréotypes qui transposent dans l'opposition Rif - « grenier à blé » de l'Ouergha toute la littérature consacrée au conflit entre nomades et sédentaires… Les rapports militaires à l'échelon subalterne n'échappent pas à cette contagion, où le phénomène rifain prend la proportion d'une calamité naturelle. Ainsi, dans le rapport sur les opérations rifaines du capitaine Schmidt, « le fléau s'étend », « le flot dissident est détourné[57] ». L'efficacité de cette propagande ne fut pas douteuse auprès du grand public et des unités envoyées en renfort. C'est pourquoi le ministère des Colonies recommandait au personnel encadrant les unités indochinoises de faire le parallèle entre les Rifains et les pirates chinois qui pillaient les populations annamites à la fin du XIX^e[58], car « l'emploi de troupes indochinoises […] contre un adversaire qui se réclame du droit à une existence nationale indépendante nécessite certaines précautions ».

L'équation entre Islam et fanatisme, une des données permanentes de la

représentation de l’ « Orient » par l’opinion, ressort avec virulence. Avec elle, tout un cortège de clichés auxquels Lyautey lui-même et son entourage n’échappent pas : « Le musulman, le Marocain, ne connaît et ne respecte que la force[59] » De même L. Baréty, à la Chambre des députés, le 29 mai 1925 : « En Islam, ne pas avancer, c’est reculer. » Toutefois, le réflexe de croisade semble avoir agi beaucoup plus sur les civils, en particulier Briand et Painlevé[60], que sur les militaires. Le point de vue qui se rapproche le plus de celui de Lyautey et le formule — implicitement peut-être — est celui qu’exprime L. Baréty, porte-parole officieux du « parti colonial » à la Chambre. Abd el-Krim, selon lui, incarne « un mouvement xénophobe et religieux. […] Il ne représente pas cet Islam qu’une nouvelle aristocratie de l’esprit veut rapprocher du monde occidental pour que le fossé qui, pendant des siècles, sépara deux fractions importantes de l’humanité soit enfin comblé[61] ». De fait, si tous les rapports d’origine militaire insistent sur la « xénophobie » du mouvement, ils ont tendance, instruits par les variations du langage d’Abd el-Krim selon l’interlocuteur auquel il s’adresse[62], à y voir une technique de propagande plutôt qu’une conviction personnelle. Ici, dans la vulgate qui s’édifie autour de la guerre du Rif et en fait une croisade de civilisation[63], les militaires sont nettement en retrait sur les civils.

La dernière équation est celle qui rattache l’appel à la modernité contenu par le mouvement rifain à l’action de l’étranger. Cet appel est tantôt attribué unilatéralement à l’étranger, tantôt présenté sous l’angle d’un subterfuge visant à abuser l’idéalisme complaisant des milieux favorables à la S.D.N. et tous ceux qui, comme le capitaine Canning, sont atteints de « la manie de vouloir émanciper les races de couleur de la domination de la race blanche[64] ». Dans les deux cas, les initiatives « kémalistes » d’Abd el-Krim ne constituent qu’un placage artificiel sur un fonds tribal, xénophobe et arriéré.

Dans le premier cas, l’insurrection rifaine apparaît comme le produit d’une conspiration à têtes multiples. Les influences de l’affairisme international[65] (en particulier les combinaisons gravitant autour du contrebandier Aznall, de l’armateur-banquier Gardiner, de la Marocco Mineral Syndicat Ltd de Londres), de l’Angleterre, de l’Allemagne, du panislamisme et du bolchévisme interfèrent, sans être jamais hiérarchisées, sinon chez Huot[66] et U. Blanc[67]. Ces derniers sont sensibles avant tout à la substitution de la Grande-Bretagne à l’Allemagne dans la zone espagnole depuis la Grande

Guerre et à la promesse faite par elle à Abd el-Krim de ne jamais tolérer l'occupation de la rive méditerranéenne par la France. « … Est-ce à dire, conclut U. Blanc, que nous ayons à craindre de voir l'Angleterre prendre pied un jour dans le Rif et tenter d'y substituer son protectorat à celui de l'Espagne défaillante ? Il est probable que cette idée a dû tenter déjà l'esprit de certains hommes d'Etat britanniques. » Par contre, chez Lyautey, les influences étrangères forment une nébuleuse où le bolchevisme, le kémalisme et le panislamisme sont amalgamés le plus souvent sans distinction, avec, à deux reprises, une dominante communiste[68]. Le 2e Bureau de l'état-major à Paris[69] intègre de son côté l'insurrection rifaine dans une combinaison à l'échelle mondiale, issue du rapprochement entre Berlin (Comité interislamique), Angora (Union de l'Islam), Konia (Avenir de l'Islam) et Odessa (Komintern, section II orientale). Et, de fait, du ministère de la Guerre à Paris, ravitaillé en informations douteuses, à la Résidence, envahie par l'information souvent trop rapide et peu critique des services de renseignements abusés par leurs *rekkas* ou des rumeurs colportées sur les soukhs, un début d'intoxication et une psychose du complot se produisent au printemps 1925[70]. De véritables scénarios de films de contre-espionnage sont alors montés de toutes pièces. Ils révèlent la pression sur le colonisateur de l'imaginaire brusquement enflammé du colonisé : des Tunisiens voient voler des escadrilles rifaines, etc. Cette psychose est comme un écho inversé de l'attente et du millénarisme justicier qui s'emparent des masses au printemps : « Vos revers du début ont été annoncés à l'arrière en employant cette phrase symbolique : “ L'événement se produit et par événement il faut entendre le succès toujours attendu et espéré des musulmans sur les nazaréens[71]. »

Dans le deuxième cas, le modernisme d'Abd el-Krim et de son *makhzen* n'est qu'une couverture masquant, sous l'inspiration de conseillers étrangers, un vieux fonds persistant de « despotisme oriental ». Nombre de rapports ou d'écrits insistent sur l'espèce de dédoublement qui se serait produit dans la figure d'Abd el-Krim, se fabriquant une ascendance chérifienne pour légitimer sur place l'authenticité de son sultanat, tout en revendiquant une stature d'homme d'Etat moderne à usage externe[72]. Ainsi le service de renseignements du général Naulin, après avoir fait l'inventaire du *makhzen* rifain et y avoir repéré les traces d'un Etat à l'européenne, observe : « En réalité, Si Mohamed gouverne en despote, ne provoquant de réunion qu'en de

rares circonstances », et estime qu'à part Si M'hamed son frère, « homme d'une grande intelligence, de culture européenne très poussée », tous ses compagnons sont des « paysans fort intelligents, mais peu capables de contribuer à l'œuvre nationale que l'on a gratuitement prêtée à Abd el-Krim. Pour ceux-ci, la conquête du Rif est une opération qui rapporte honneurs et bénéfices[73]. » Puis l'analyse oppose le chef de tribus, « champion heureux de la foi menant la guerre sainte contre les mécréants » et calquant sa méthode de ralliement des tribus sur celle des *roguis* précédents au leader d' « une République rifaine qu'il avait soin de représenter sous la forme d'un gouvernement solidement établi, émanant de la volonté populaire et conforme aux principes généraux des démocraties européennes en général et aux principes wilsoniens en particulier[74] ».

Les deux optiques se rejoignent pour disqualifier l'authenticité de la République rifaine, qui semble n'avoir jamais été prise au sérieux par le pouvoir colonial, et toujours réduite à une manœuvre politique. Lyautey, par exemple, fut vivement impressionné par les interviews d'Abd el-Krim par Scott Mowrer, du *Chicago Daily News*, en octobre 1924, et par Vincent Shean, du *Chicago Tribune*, en mars 1925, qui toutes deux infirment la réalité d'une République rifaine. Gabrielli, qui dans les deux cas avait servi d'intermédiaire, annote la première interview en constatant la disparition de la formule : *Doula Djemaouria Riffia*[75]. Dans la deuxième interview, Abd el-Krim affirme que son gouvernement actuel procède de la monarchie absolue, qu'il prévoit la transition d'une génération pour le transformer en monarchie constitutionnelle, et ajoute : « Le terme de République rifaine est une grande erreur de nom. Nous n'aurons jamais une république, et nous n'avons jamais envisagé d'en avoir une. C'est le nom que nous employons pour désigner de petits groupes locaux, plus petits encore que des tribus, exactement comme pour les *juntas* espagnoles[76]. » *Es Saada*, le très officieux organe de presse du Protectorat, pouvait alors rappeler, sans arrière-pensée ni trace d'ironie, l'importance du 14 juillet, « car cette fête commémore chaque année le triomphe de l'idée républicaine, qui, si elle était partout adoptée, ferait le bonheur de l'humanité[77] »…

Le stock d'idées préfabriquées et stéréotypées que nous venons de survoler annonce par avance l'arsenal de formules toutes faites et de clichés par lesquels seront déchiffrés les mouvements d'émancipation ultérieurs. A l'occasion de la guerre du Rif commence à apparaître une grille de lecture

défensive et inquiète de la réalité coloniale, décapée des grands mythes mobilisateurs d'avant 1914. La guerre du Rif ne semble pas renouveler les arguments des partisans du système colonial, si ce n'est la réaffirmation du droit à coloniser de « la vieille race française, […] grande missionnaire de la civilisation » (Painlevé), et la conviction de défendre sur le mode du propriétaire, « la plus belle œuvre que notre pays ait accomplie depuis le percement du canal de Suez » (lieutenant-colonel Reginald Kann[78]). Sclérose de la pensée coloniale sans doute, mais aussi, sans conteste, absence d'inquiétude chez la plupart des acteurs sur la légitimité et sur la durée de l'entreprise.

C. *Trois approches divergentes*

1. *La conception traditionaliste des « vieux Marocains »*

Au sein de l'armée, il y a les « vieux Marocains ». Ils mettent l'accent sur la continuité du mouvement rifain avec la tradition du *djihad* contre l'Espagne et sur la permanence de l'effervescence politico-religieuse qui affecte le Rif depuis 1860[79]. Aussi l'offensive rifaine sur Fès leur paraît-elle s'apparenter aux deux lames de fond qui ont submergé le Maroc en 1912 et durant l'hiver 1918-1919. C'est une nouvelle poussée de messianisme s'inscrivant dans la longue durée de l'histoire marocaine. Le général Lamothe, depuis l'Oranie qui participe à cette attente et vibre à l'unisson, discerne dans l'état d'esprit ambiant « une sympathie grandissante pour la cause rifaine et pour Abd el-Krim, devenu le “ Moulay-Saha ” attendu[80] ». Il constate la prolifération de marabouts « illuminés », derviches « obscurs, venus on ne sait trop d'où, mais vibrions d'autant plus dangereux qu'ils sont impossibles à démasquer », s'inquiète des « silences et réticences souvent plus éloquents que les confidences » des Algériens et évoque Fès en avril 1912. Et à propos du reflux et de la panique qui s'emparent de l'ensemble des tribus dans les régions de Fès et de Taza au début de juillet, Lyautey affirme : « Il s'est produit une de ces vagues de peur contagieuse qui dans ce pays se déchaînent soudainement, comme je l'ai vu en 1912 par deux fois et en 1919[81]. » Mais ce parti pris d'enraciner l'épisode rifain dans le passé proche, voire lointain, du Maroc n'est pas exempt d'incohérence. Ainsi le général Simon assimile le mouvement rifain à un *leff*, dont la dynamique centralisatrice reproduit l'exemple almohade, mais constate, dans une

interview accordée au *Temps*[82], à la veille des négociations d'Oujda, que l'unification réalisée par Abd el-Krim se fait en rupture avec les traditions locales : « … Il a prétendu imposer des chefs à sa dévotion, des caïds et des cadis, selon la formule arabe, à ces Berbères dont il a choqué ainsi les traditions ; il a tenté de déberbériser le Nord marocain. »

Plus nuancée et cohérente s'affirme la vision de Lyautey. Il est, bien sûr, sensible aux innovations militaires que comporte le mouvement, et c'est cet aspect qui le frappe le plus vivement chez Abd el-Krim : « Il est incontestable qu'il a l'âme d'un chef et qu'il a compris les avantages d'une armée organisée à la moderne. […] Il est certes très loin de disposer d'une armée comparable à ce qu'est l'armée turque, par exemple, mais il rêve d'y aboutir un jour[83]. » Par contre, il se montre beaucoup plus réservé sur le caractère « nationaliste » du mouvement rifain, qu'il suggère par des formules presque toujours restrictives et mitigées, et qu'il ne dissocie jamais de l'influence étrangère ou du facteur religieux. Ainsi, dans son rapport à Herriot — qui sera le détonateur de l'affaire rifaine du point de vue français — , le mouvement tel qu'il est présenté *tend* à constituer au nord du Maroc « un Etat musulman autonome se réclamant d'Angora et de tout le nationalisme musulman d'Afrique du Nord, Egypte comprise[84] ». Ce caractère virtuel d'une nation en formation est affirmé de nouveau lors de la phase la plus critique de la deuxième offensive sur Fès (début de juillet 1925) : Abd el-Krim « se sert avec une grande habileté de la communauté de religion pour atteindre son but, qui procède plutôt du nationalisme[85] ». De fait, le Rif est apparu constamment à Lyautey comme « un foyer d'indépendance, de nationalisme et de xénophobie[86] », une régression en somme, qui fait reparaître les forces de dissociation, d'anarchie et tout le désordre du « vieux Maroc ». C'est qu'Abd el-Krim lui semble prisonnier de forces sociales et culturelles archaïques : « Les tribus révoltées de la zone espagnole ont un moral et une organisation, si j'ose dire, “ à l'antique Ce sont des gens qui se battent pour l'intégrité et l'indépendance de leur territoire et qui sont tous animés à cet égard d'une même foi faite de xénophobie et de religion. […] C'est la même flamme d'indépendance qui allume les coeurs depuis Melilla jusqu'à Tanger, mais il faut bien comprendre que les contingents qu'elle anime sont très dispersés de l'est à l'ouest, et ont avant tout pour but immédiat de défendre leurs biens propres[87]. Abd el-Krim est du même coup « obligé de jouer le rôle de champion de l'indépendance de l'Islam […] pour

conserver son prestige[88] ». C’est pourquoi, dans sa chronique quotidienne du printemps 1925, Lyautey souligne, point par point, tout ce qu’il y a de traditionnel dans les procédés *politiques* d’Abd el-Krim, calqués sur la méthode classique des *roguis*, et il fait parvenir au président du Conseil tous les indices, tous les documents et témoignages allant dans ce sens, saisis par les services des renseignements, non sans les annoter parfois lui-même[89].

2. *Les intuitions de quelques conseillers isolés*

Un groupe restreint de militaires met au contraire l’accent sur la rupture accomplie par Abd el-Krim à l’égard de la tradition pluriséculaire de résistance du peuple marocain à la pénétration étrangère. Ces hommes, qui pressentent tant la configuration interne du mouvement que l’attraction qu’il exerce sur le monde marocain soumis, sont tous plus ou moins aux confins de l’armée, au sens classique du mot : les officiers du service de renseignements, tels que, parmi d’autres, le commandant Chastanet et le capitaine de Kerroual, et deux hommes inclassables : le contrôleur civil Gabrielli, qui fut l’oeil de Lyautey sur le Rif, et le lieutenant de vaisseau Montagne. Ils sont influents, mais trop isolés, trop contemporains du phénomène rifain pour être agissants. Leur opinion, qui s’exprime le plus souvent par petites touches, à travers un certain regard sur la réalité interrogée, est résumée de façon tranchante et avec une lucidité à ce moment exceptionnelle dans une note (malheureusement anonyme) du 2e Bureau : « Abd el-Krim n’est pas un rogui compétiteur du trône. Il n’est pas un mahdi pour rénover l’Islam. C’est un nationaliste qui entreprend la libération du territoire. C’est un patriote qui secoue le joug étranger[90]. » C’est R. Montagne qui synthétise avec le plus de pénétration l’information recueillie dans ce sens[91].

Selon Montagne, « des forces sociales nouvelles se sont dégagées, une *révolution* s’est accomplie[92] »…, que caractérise « l’effort très énergique de nivellement social, d’unification, de centralisation destiné avant tout à faciliter […] la transformation du pays que les chefs veulent résolument moderne, national et antieuropéen[93] ».

Cette « révolution » affecte d’abord la nature et la structure du pouvoir. L’auteur n’hésite pas à voir, dans le *leadership* d’Abd el-Krim[94], une forme de despotisme plus éclairé qu’oriental, puisque sa prédication vise à moderniser les mentalités. Saisissant est le tableau de la propagande des Foçaha sur les soukhs : « Serviteurs d’Allah, […] autrefois vous étiez

barbares comme des animaux, vous ne connaissiez que la vengeance ; à présent, chacun peut aller en paix dans le pays, à ses affaires, par la grâce de Si Mohand. Il vous reste à apprendre les sciences que connaissent les chrétiens pour les vaincre[95]. » Cet appel au dépassement de soi-même trouve parmi les jeunes un public particulièrement réceptif et déclenche une intense rotation des élites. Ministres et *hakem* sont des hommes de moins de quarante ans, peu encombrés par les préjugés de l'ancien *makhzen.* Parallèlement, aux caïds et *imgharen* se substituent des pachas et khalifas « choisis sur place parmi les jeunes gens entreprenants et hardis ».

Cette « révolution » implique, en contrepartie, la « destruction des traditions locales » par la « lutte constante contre les influences maraboutiques », d'une part, l'effacement, d'autre part, de tous les traits socio-culturels préexistants, qu'il s'agisse des fêtes ou de l'*agrao* et du *ribat,* moteurs de la vie politique à l'ancienne, du droit coutumier, auxquels se substitue le *chrâa.* Elle s'est donc heurtée aux *chorfas* et aux petits chefs locaux, dont beaucoup sont emprisonnés, bref à toute l'armature qui encadrait le monde rifain. « Il n'existe plus de classes privilégiées : chorfas et marabouts partent à la guerre sainte comme les autres, versent toutes les contributions, font les corvées de route et de bois[96]. »

Donc, une révolution nationale-religieuse allant dans le sens du modernisme musulman, avec, en sourdine, des aspects sociaux, une atmosphère de jacquerie sous-jacente dans la genèse du *djihad* initial, peu à peu étouffée par l'enracinement d'un *makhzen* rifain, « frère cadet de l'Etat moderne de la Turquie ». Ainsi s'affirme une connaissance en profondeur, n'excluant pas une certaine sympathie, du mouvement — et puis la démonstration dérape en conclusion et retombe sur le berbérisme : « On peut résumer par un seul termes les tendances du gouvernement rifain : il incarne le mépris de la tradition makhzen et des traditions berbères[97]. »

Les deux générations, personnifiées ici par le général Simon et Montagne, se rejoignent donc dans le même intégrisme sociologique, visant à aménager au cœur du Rif « un conservatoire à bons sauvages, un parc colonial » (J. Berque). Car, selon Montagne, il faut faire abstraction de l'expérience d'unification entreprise par Abd el-Krim, renouer avec la politique *makhzen* préexistante au soulèvement de Bou Hamara et contrôler de l'extérieur, par l'intermédiaire des *imgharen* et en respectant le droit coutumier local, les tribus rifaines[98]. Interprétant dans un sens restrictif la formule de l'autonomie

rifaine[99], on préconise un système de *self-government* miniaturisé, contrôlé à Targuist par une commission *makhzen* « chargée exclusivement du désarmement, de la répression de la contrebande des armes et de la sécurité intérieure », nommée par le sultan et assistée par des goums levés dans « certaines tribus fidèles des deux zones soumises[100] ». Cette formule, qui reconnaissait la carence du Protectorat espagnol et faisait l'économie d'une occupation en force du centre du pays[101] a exercé une attraction certaine, encore qu'occulte, sur Steeg et ce que Pétain appellera « le clan de Fès ». Les services de renseignements recommandent, à la veille d'Oujda, la création d'« une marche de sécurité » en avant de la frontière nord de la zone française, conforme au plan de Dumaine[102]. Le ministère de la Guerre y opposera un veto formel. Enfin, certaines suggestions formulées dans l'hiver par Montagne (reconnaissance de la souveraineté du sultan, éloignement d'Abd el-Krim, désarmement du Rif, autonomie administrative) serviront de base aux propositions faites aux Rifains par les gouvernements français et espagnol à la conférence d'Oujda.

3. *Le point de vue des « professionnels de la guerre »*

A l'encontre de l'école de Lyautey[103], les spécialistes du *Kriegsspiel* — l'état-major à Paris, Pétain et son entourage, les techniciens des armes modernes — délocalisent le conflit, le dépouillent de son enveloppe socio-politique locale, isolent son aspect militaire et l'analysent avec le regard froid des professeurs à l'Ecole de guerre. Dans leurs rapports, pas d'allusions à la « guerre coloniale constructive » et aux formules chères à Lyautey, mais plutôt de lointaines réminiscences de Bugeaud. La guerre du Rif apparaît comme l'occasion d'un exercice « à chaud » en même temps que comme un « magnifique terrain d'expérimentation »[104] pour les armes nouvelles.

Le diagnostic est formulé sans fard par Pétain : « Nous sommes en guerre. » La nature exacte de l'adversaire est dévoilée sans illusions : contre Lyautey affirmant défendre des tribus soumises de la zone française contre une agression rifaine, le général Serrigny observe que « nous ne nous battons pas […] contre des Rifains proprement dits, mais contre des tribus hier soumises, aujourd'hui dissidentes, que les Rifains lancent contre nous[105] ». Dans le même sens, Pétain admet que « nous nous trouvons donc placés en présence, non plus d'une armée rifaine régulière, mais en face du Maroc

septentrional révolté, et la nécessité s'impose de reconquérir, sans base de départ assurée, toute la région dissidente ou insurgée[106] ». Le caractère de guerre du peuple que les Rifains ont conféré au mouvement est constaté et analysé avec clairvoyance : « C'est tout un peuple qui est soulevé, dirigé contre nous, et dont les habitants armés participent à la lutte[107]. » La tactique rifaine de l'infiltration, enfin, minutieusement décrite, est ainsi définie : « Une large action politique appuyée par quelque bandes armées[108] »

Capables de cerner le profil de l'adversaire, ces spécialistes « parachutés » en hâte de Paris ignorent presque délibérément le contexte local dans lequel a mûri le problème rifain. La « Grande Guerre » reste le niveau de base de leur conscience historique, une référence quasi-obsédante. Un fait s'impose : la remise en question — humiliante — de la suprématie militaire chèrement acquise par la victoire et l'hypothèse que fait peser l'affaire rifaine sur les objectifs diplomatico-stratégiques et sur les moyens militaires du pays. « Dans le cas d'un conflit européen, on ne peut considérer d'un cœur léger la servitude énorme que serait pour la métropole l'obligation de soutenir sur le Rif une guerre larvée[109]. » Cette perspective européocentrique fait abstraction des treize années de conquête et de « pacification » et des *caïdats* de la guerre marocaine, bref elle exclut le caractère colonial et par conséquent spécifique du conflit. En contrepartie, elle détermine un objectif et des méthodes qui s'écartent de ceux de Lyautey. A ce sujet, le consensus est saisissant entre Pétain, l'état-major et les « spécialistes ». La recherche d'un « succès écrasant[110] » passe par l'emploi plus systématique et massif du matériel morderne et la mise en place d'une infrastructure routière et ferroviaire adéquate. Il faut, préconise Serrigny, « frapper chez Abd el-Krim, au cœur du Rif, dans ses tribus les plus fidèles, en jetant la terreur parmi les caïds et les douars qui sont ses plus fermes appuis. L'aviation de bombardement constitue un moyen d'atteindre certainement ce but en semant la panique dans les villages, dans les soukhs, jusqu'au centre du Rif et du pays Djelaba. Il faudrait que cette action soit *puissante* (grosses bombes), *large* (s'étendant sur toute l'étendue du Rif et des tribus alliées), *continue* (pendant tout l'été et tout l'hiver). La dotation du Maroc en une très forte aviation de bombardement disposant de très nombreuses munitions paraît de première nécessité[111] ».

Cette option pour l'« escalade », chez Pétain et son entourage, recoupe celle des jeunes officiers espagnols et des colons. Une étroite conjonction

d'état d'esprit se dessine ici, car au verdict cruel et sans appel de Lyautey sur le commandement espagnol[112] s'oppose l'attraction certaine et pleine de sympathie de Pétain et de son équipe pour Primo de Rivera et les jeunes officiers du *Tercio* et des *Regulares.* Le premier est disculpé d'avoir réussi son coup d'Etat « parce qu'il a senti que son pays s'enfonce dans le désordre social, l'incohérence politique, et aussi parce qu'aux yeux du monde entier le prestige de l'Espagne a reçu au Maroc un choc si violent qu'il est de toute nécessité, de toute urgence, qu'un patriote, homme de caractère, prenne la barre[113] ». Les seconds sont évoqués, en particulier le colonel Franco, comme d'ardents missionnaires d'un *Risorgimento* espagnol : « Il y a en ce moment chez ces jeunes officiers une émulation, un allant et une foi patriotique très intéressants à observer[114]. » Du côté des colons, terrorisés par l'incursion de Kheriro dans le nord du Gharb jusqu'à proximité d'Arbaoua, il y a un retournement saisissant. Ils mettent en sourdine leur aspiration de naguère à atténuer le caractère militaire du Protectorat et revendiquent sans retenue un Bugeaud. Cet appel au « sabre » et aux méthodes algériennes se manifeste, en particulier, au cours de la séance, le 1 ” août 1925, de la Chambre d'agriculture de Rabat, où est dénoncé « le danger qu'il y a pour l'influence française et notre prestige dans ce pays à montrer aussi peu d'énergie dans la répression des délits ». L'administration du Protectorat est invitée à « agir avec plus de vigueur, et avec l'énergie que comporte la situation actuelle[115] ».

II. Contradictions et conflits dans la conduite de la guerre

A. Les hésitations et les équivoques de la politique de Lyautey jusqu'au printemps 1925[116]

En 1921, Lyautey observe à propos du Rif : « … Il importe avant tout que nous restions dans une expectative, sauf à voir venir les événements[117]. » Au début de 1924, il affirme ne pas être sorti de cette expectative en exposant à Poincaré le caractère ambivalent du problème rifain : « Si nous prenions ouvertement et effectivement parti contre Abd el-Krim, ce qui ne serait probablement pas pour déplaire à l'Espagne, […] nous attirerions sur nous la masse des Rifains. […] Si, au contraire, nous ménageons Abd el-Krim, *ce*

qu'il est, en somme, de notre intérêt absolu de faire tant qu'il restera correct à notre égard, nous encourrons les récriminations des Espagnols, qui nous accuseront d'aider leur adversaire[118]. »

Et il résume sa politique tenue depuis 1921 en soutenant qu'elle a consisté à « neutraliser » le Rif[119]. Expectative, neutralisation, perplexité grandissante devant une alternative de plus en plus embarrassante…, tout cela suggère une démarche sinueuse et feutrée, une action occulte[120] dont nous ignorons tous les détours. Trois points de repère nous permettront de vérifier, de « tester » pour ainsi dire, de façon schématique, l'authenticité de ces formules.

A l'égard de l'Espagne, Lyautey oppose un veto catégorique et obstiné à toutes les tentatives de coopération militaire effective au Maroc entre les deux puissances. Ainsi, à la manoeuvre du Quai d'Orsay[121] qui évoquait — fin 1923 début 1924 — la perspective d'un contact périodique et régulier entre les deux états-majors, visant à l'élaboration d'opérations combinées et un accord au sujet de la répression de la contrebande, il objecte : « *Je ne puis en effet faire la réduction d'Abd el-Krim à leur place.* Je les crois incapables de la faire. Vais-je donc, en me solidarisant d'une façon trop apparente avec eux, *me mettre tout le Rif sur les bras* et perdre ainsi tout le bénéfice de la politique chérifienne suivie depuis douze ans[122] ? »

Aussi propose-t-il au Quai, afin de concrétiser la distance et le recul affectés vis-à-vis de l'Espagne, de réaliser l'occupation prévue au printemps des hauteurs de la rive nord de l'Ouergha sans l'en aviser : « Il ne faut, bien entendu, à aucun prix, que cette opération, qui s'impose à nous impérativement, puisse apparaître en quoi que ce soit comme une collaboration effective contre Abd el-Krim[123]. » Et cette hostilité à la collaboration espagnole résiste au début de l'offensive rifaine du printemps 1925. A la perspective d'une coopération militaire évoquée par *Le Temps* du 6 mai, il oppose un veto presque rageur[124]. Ce sont de pareilles rumeurs, absolument fausses, précise-t-il, qui ont engagé Abd el-Krim à ouvrir les hostilités et qui confèrent à son entreprise le caractère d'une action préventive. Il faut atteindre le paroxysme de la première offensive rifaine sur Fès pour qu'il évoque la possibilité d'une combinaison militaire franco-espagnole[125]. Toutefois, ce veto obstiné à un rapprochement avec l'Espagne concernait la « collaboration officielle et visible », il n'excluait ni la préoccupation de voir l'Espagne renoncer au Maroc[126] ni des « satisfactions

d’amour-propre concédées à l’Espagne », telles que l’expulsion de certains agents d’Abd el-Krim en zone française et la répression intermittente du trafic d’armes.

Au sujet de sa politique économique à l’égard du Rif, c’est beaucoup moins clair. Il admet la complémentarité entre la montagne rifaine et le pays Beni Zeroual, « riche, prospère, bien cultivé », dont Abd el-Krim « a, il faut le reconnaître, un réel besoin matériel pour la subsistance du Rif et du Djebel, si déshérités d’une manière générale à ce point de vue[127] ». Mais sa réponse à l’accusation proférée par Abd el-Krim contre l’arbitraire de sa politique de ravitaillement[128] est affaiblie par son analyse initiale des causes du déclenchement de l’« agression rifaine » : « … L’hostilité rifaine a comme origine la rigueur du blocus, qu’à la demande de l’Espagne, nous avons exercé sur la lisière sud[129]. » Son opposition à un blocus du Rif paraît fléchir à mesure que se concrétise l’ampleur du mouvement rifain.

En 1922, il se refuse formellement à interdire aux Rifains, « isolés ou par petits groupes, de se ravitailler dans la région en denrées de première nécessité », car aggraver par un blocus de la frontière nord « l’état de misère dans lequel se débat présentement le Rif[130] » serait une provocation. Fin 1924, il ne repousse plus cette hypothèse : « La vraie façon d’avoir raison d’Abd el-Krim et même de l’amener peut-être à passer de son attitude actuelle d’intransigeance à une attitude plus modeste et éventuellement à des ouvertures conciliables avec la souveraineté intégrale du sultan, c’est d’empêcher le ravitaillement, c’est-à-dire d’établir le blocus de sa zone[131]. » Mais il propose d’en différer l’application, parce qu’elle présuppose la collaboration de l’Espagne, qui ne le respectera jamais, et de la Grande-Bretagne, ce qui risquerait d’internationaliser la question rifaine.

De fait, il a pratiqué « une politique de ravitaillement habilement conduite », modulée selon la conjoncture : « … En temps normal, nous laissons venir les Rifains individuellement sur nos marchés, à condition qu’ils se conforment au droit commun[132]… » Cette politique de ravitaillement est conçue, non sans machiavélisme, comme un instrument de négociations et de marchandages, puisqu’elle vise, de l’aveu même de Lyautey, à « exploiter en zone rifaine, sinon des sympathies, du moins des neutralités commandées par une situation précaire de toutes les tribus » et à ménager la possibilité d’une entente avec Abd el-Krim en cas d’effondrement complet de l’Espagne. Elle est également un instrument d’intimidation et de domination, puisqu’il s’agit

de « rester maîtres du ravitaillement du Rif en vivres[133] ». Elaborée sur le mode d'une « *real-politik* », elle ne pouvait paraître qu'arbitraire et menaçante pour les Rifains, puisqu'elle était dosée, graduée selon des critères qui leur échappaient[134].

Enfin, à l'égard des multiples ouvertures faites par Abd el-Krim, sa réserve, pour ne pas dire ses dérobades, s'avère troublante. Sans pouvoir être en mesure d'éclaircir ce fait, observons deux points.

D'une part, le raidissement croissant de Moulay-Youssef à l'égard d'Abd el-Krim. Il est certain qu'Abd el-Krim a fait appel à lui initialement et que le sultan a été tenté d'intervenir à plusieurs reprises dans un sens défavorable à l'Espagne. Or, dans deux cas au moins, on peut relever les traces d'une pression de Lyautey sur le sultan, visant à courtcircuiter l'éventualité d'un rapprochement entre les deux parties. Après Anoual, il observe l'attention inquiète qu'il porte au mouvement rifain et il le dissuade formellement d'« aller au-devant des ouvertures d'adhésion qui lui viendraient de ce côté[135] ». Au début de 1925, il obtient du sultan qu'il renonce à son projet de condamner par lettre chérifienne lue dans les mosquées la brutalité des procédés de guerre espagnols[136]. Et, de fait, il y a eu un durcissement de l'état d'esprit de Moulay Youssef à l'égard du mouvement rifain, dont témoigne sa déclaration en juillet 1925 à Pétain : « Je ne veux pas traiter avec Abd el-Krim, j'espère que vous me débarrasserez le Maroc de ce rebelle[137]. » Les pressions de la Résidence, directes ou par l'intermédiaire d'El Mokri, Bouchaïd Doukkali[100] et Ben Ghabrit[138] ne semblent pas avoir été étrangères à ce changement d'état d'esprit qui a affecté le sultan. On comprend dès lors plus concrètement la thèse rifaine d'un sultan prisonnier des Français[139].

D'autre part, en affectant de ne voir en Abd el-Krim qu'un rebelle de la zone espagnole, il a toujours conféré aux tractations qui s'érigèrent en sous-main une dimension subalterne qui ne pouvait qu'humilier l'émir. Ainsi, lorsque le caïd Haddou vient à Fès début mai 1924 sonder les intentions françaises au sujet de l'avance sur l'Ouergha, on lui communique avec raideur la liste des tribus revendiquées par la France, mais rien quant à la date du mouvement, et le service des renseignements ne semble guère avoir compris l'étendue de la concession faite alors par Abd el-Krim à la France lorsqu'il fait dire à son émissaire : « Si nous occupons actuellement des territoires qui vous reviennent, nous pouvons envisager de les évacuer, à la condition toutefois que vous les occupiez vous-mêmes immédiatement. Une

avance de votre part dans la vallée de l’Ouergha nous portera de toute façon un tort considérable, étant donné ce qu’est pour nous cette région. Mais nous sommes disposés à ce sacrifice[140]… » Toute l’ambiguïté de cette formule des contacts dérobés et fuyants est, en fait, résumée dans la contradiction que l’on peut relever dans les déclarations rétrospectives de Lyautey, lorsqu’il affirme, en mai 1925, que, par « correction » envers l’Espagne, « nous nous sommes abstenus scrupuleusement jusqu’ici de traiter avec le chef rifain, le considérant comme un rebelle de la zone espagnole, nous dérobant à ses avances répétées pour toute conversation *directe* avec lui[141] » et, en juin, qu’il n’a jamais rien reçu de l’émir qui fût directement adressé à lui[142]…

Parmi toutes ces équivoques, un seul objectif ressort clairement : celui, plusieurs fois souligné, de ne pas « mettre les pieds dans le Rif, qui est un véritable guêpier où nous n’aurions qu’à perdre », bref le refus de « toute action militaire de grande envergure[143] ». Cet objectif découle de la conscience de la faiblesse de ses moyens militaires[144], de la conviction qu’une guerre rifaine compromettrait « tout le bénéfice de la politique d’attraction et de pacification morale suivie depuis le début, en raison de l’antipathie irréductible que tous les musulmans sans exception […] professent à l’égard de l’Espagne, avec laquelle désormais ils nous solidariseraient[145] », de la hantise de voir l’entreprise marocaine dégénérer en « un nouveau Mexique[146] », enfin de sa « répulsion pour l’action militaire[147] ». Or, sous la pression des faits, il est contraint, au printemps 1925, de réviser cet objectif, qui s’inspirait de toute sa vision du phénomène colonial, non sans déchirement. Jusqu’à la mi-mai, il s’y cramponne, télégramme après télégramme, mettant en relief, pour un gouvernement qui l’a suspecté d’entraînement en dehors de la sphère qui lui est assignée, le caractère défensif, selon lui, de la guerre qui se déclenche, affirmant encore le 11 mai : « S’il y a une chance de pouvoir, à un moment donné, constituer un *modus vivendi* avec Abd el-Krim, ce qui serait la solution la plus souhaitable, puisqu’il existe et que nous ne pouvons aller chez lui, il importe de garder le bénéfice de l’attitude purement défensive que nous avons toujours observée[148]. » Et puis se produit vers la mi-mai ce retournement décisif que nous avons déjà suggéré. Le 17 mai, il envisage, pour la première fois, la possibilité d’une action combinée entre la France, l’Espagne et l’Angleterre, comportant au nord un débarquement à Ajdir, appuyé, au sud, par une offensive au nord de Kifane[149]. Enfin, au début de juin, pour contenir la

deuxième offensive rifaine qui se dessine sur Fès[150], il réclame d'urgence au ministère de la Guerre l'envoi d'obus incendiaires[151] et, outre dix nouveaux bataillons, le renforcement de l'artillerie et de l'aviation sur place[152].Or, en février encore, il dénonçait au président du Conseil la violence des procédés espagnols, les bombardements de l'aviation qui n'atteignent jamais les « dissidents », mais d'« innocents villages paisibles, troupeaux inoffensifs, femmes, enfants, vieillards ; […] et cela, pénétré des principes dont je me suis toujours inspiré vis-à-vis des populations indigènes, je ne le ferai jamais[153] ». Il est équitable d'admettre que cette révision des principes et des valeurs qui commandaient sa politique marocaine a dû lui coûter beaucoup, et contribue à expliquer, à n'en pas douter, les demandes réitérées de rappel qu'il adresse à Paris en mai-juin. Et ce n'est pas simple coquetterie de sa part. Il était sincère.

B. *L'appel à Pétain et ses conséquences*

L'affrontement de Lyautey et de Pétain — août-septembre 1925 — condense, personnalise et en quelque sorte symbolise un conflit de conceptions, de méthode et presque de philosophie politique qui existait jusque-là de façon latente entre le résident et l'état-major à Paris, et qui survit au départ de Lyautey. Derrière son aspect anecdotique, il importe de dégager son effet sur les fluctuations de la politique française à l'égard du mouvement rifain.

Le ministère de la Guerre a été partie prenante dans ce conflit. C'est lui qui, par la censure rigoureuse qu'il exerce sur la stratégie de Lyautey et sa doctrine de « la guerre coloniale constructive », a préparé et déclenché l'entrée en scène de Pétain. Deux enquêtes émanant de cette instance de décision annoncent le point de vue de ce dernier. Celle entreprise par le général Serrigny, cheville ouvrière du Conseil supérieur de la Défense nationale[154] critique la recherche des succès locaux, parce qu'ils sont obtenus « non pas sur les Rifains, mais sur des tribus que ces derniers obligent à combattre pour leur cause » et qu'ils se diluent dans une montagne propice à d'« interminables guérillas ». En contrepartie, le général Serrigny préconise « une action offensive partant des zones française et espagnole en direction générale d'Ajdir, capitale d'Abd el-Krim[155] », ce qui postule l'emploi de l'outil militaire le plus moderne, que préconisera Pétain : « On devrait, semble-t-il, chercher à engager le moins possible d'infanterie, et surtout

monter l'opération avec tout le matériel moderne puissant dont nous disposons : aviation de bombardement, chars d'assaut, automitrailleuses, compagnies de mitrailleuses, etc.[156] »

Celle du capitaine Mast[157] fin juillet-début août — aboutit à une critique en règle du système des groupes mobiles cher à Lyautey. « Quand on cause avec des officiers de troupe, […] on est frappé de les entendre exprimer leur besoin de stabilité et d'organisation. On a jusqu'à présent systématiquement détruit au Maroc les liens tactiques et le système d'organisation réglementaire en France ; il en résulte dans les unités de l'avant un désordre qu'il est urgent de faire cesser au plus vite[158]. « Et le capitaine Mast préconise une restructuration du corps expéditionnaire sur le terrain en régiments, brigades, divisions, motivé là, semble-t-il, par le vieux préjugé de l'armée métropolitaine contre l'armée d'Afrique. Dans tout son rapport sourd un sentiment de rancœur contre celle-ci et éclate la jubilation de tenir, enfin, une occasion de lui administrer une leçon d'art militaire. Après l'établissement du diagnostic, le verdict est formel : c'est un appel non déguisé à Pétain. Jugeant le partage de compétences mal défini entre Lyautey et Naulin, Mast conclut que cette situation transitoire « gêne l'action du commandement et a, de plus, le grave inconvénient de laisser croire à beaucoup que le régime précédent subsiste et que rien n'est changé au Maroc. […] Le problème paraît donc insoluble, à moins cependant qu'une autorité militaire indiscutée ne prenne en main l'ensemble du Maroc et puisse ainsi obtenir, avant l'hiver, un succès décisif[159]. »

Entre-temps, une première note de synthèse de l'état-major[160] développe déjà les vues adoptées ultérieurement par Pétain. Elle critique, en termes à peine voilés, l'absence de fermeté de Lyautey dont « les intentions ne sont affirmées que sous une forme négative », parce qu'il envisage avec beaucoup de réticence l'hypothèse d'aller réduire Abd el-Krim dans le Rif et qu'il repousse l'idée d'un remaniement de la frontière nord tracée, en 1912, selon la section d'études, « d'une façon trop désavantageuse pour nous ». En contrepartie s'y afirme un « jusqu'auboutisme » réfractaire avec résolution à l'idée d'une négociation : « … Dans la situation actuelle, alors que nous sommes réduits à nous défendre, toute initiative de pourparlers, émanant de notre côté, ne pourrait être prise que comme un aveu d'impuissance, et accroîtrait sans mesure les exigences d'un adversaire qui espère bientôt tenir le Maroc tout entier à sa merci. Il n'y a donc pour le moment pas autre chose

à faire que de se battre[161]. »

L'intervention du maréchal Pétain, sous la forme d'une mission d'inspection, puis d'une prise en charge du commandement militaire, aboutit à la dissociation du pouvoir sur place en deux sphères de décision, civile et militaire, séparées et concurrentes. Cette déconcentration apparente du pouvoir résidentiel, exercé jusque-là de façon proconsulaire[162] par Lyautey, correspondait à l'attente de l'opinion « cartelliste »[163]. De fait, elle assurera une autonomie et une influence supplémentaire, un pouvoir de décision accru aux militaires. Et surtout elle introduisit des discordances et de la confusion dans le programme de réduction du mouvement rifain.

Pétain, à la suite des deux entretiens du 28 juillet et du 21 août avec Primo de Rivera, a formulé, avant même de prendre le commandement du corps d'occupation le 27 août, un plan d'action articulé autour de deux postulats[164] : 1. « La solution de la question rifaine est, de toute évidence, un problème franco-espagnol. » Donc, pas d'action locale, sans liaison avec le programme espagnol. 2. Pas d'action partielle, sans objectif global. Et Pétain propose un plan en deux temps : atteindre d'abord « les seuils du Rif » (hautes vallées du Msoun, du Kert et du N'Kour). De là, « nous prolonger vers le cœur du Rif », c'est-à-dire occuper le pays Beni-Ouriaghel.

Ces deux postulats heurtent de front la sensibilité des cadres militaires *sur place*, très marqués par l'école de Lyautey. Ceux-ci s'avéreront en permanence peu enclins à donner corps à la collaboration franco-espagnole pourtant institutionnalisée par l'accord de Madrid (11 juillet 1925) qui, dans un addendum au sujet de la coopération militaire, prévoyait la fixation d'un plan d'opérations conjointes par accord entre les hauts commandements, après approbation des deux gouvernements respectifs[165]. Et ils resteront toujours réticents devant la perspective d'aborder de front le « guêpier » rifain.

Or, Pétain, à sa prise de commandement effective à la fin août, trouve toutes les troupes de choc engagées depuis le 17 dans une opération montée par le général Naulin, « dans la communauté de vues la plus complète » avec Lyautey, qui visait, à partir du centre essentiellement, à réoccuper les territoires gagnés par Abd el-Krim depuis avril, et en particulier le pays Beni-Zeroual. Cette offensive locale et partielle déclenche un conflit d'une âpre intensité. Pétain juge en effet que « le dispositif préconisé […] n'a ni la capacité de résistance, ni la puissance de rayonnement, ni la possibilité d'aide

mutuelle qu'il faut chercher dans la situation actuelle[166] ». Mais surtout, le plan Naulin, toujours selon lui, « ne visait que des buts exclusivement politiques, ne constituait à aucun égard une menace directe pour la puissance d'Abd el-Krim et laissait escompter prématurément l'achèvement d'une oeuvre qui me paraissait devoir exiger des efforts autrement sérieux, coûteux et longs[167] ». Décidé à lancer l'offensive au nord de Kiffane pour amorcer la liaison avec les Espagnols, il ne réussit pas à convaincre d'emblée « l'état-major Naulin qui, sous l'influence à Fès du général de Chambrun, garde ses préférences pour le plan Beni-Zeroual. […] Il doit employer presque la manière forte pour imposer que, au centre, on fasse des économies en vue de porter vers l'est le centre de gravité des gros[168] ». L'offensive en septembre-octobre, une fois le mouvement de rocade établi, est commandée de Taza par Pétain lui-même « pour vaincre l'opposition sourde du clan de Fès[169] ». Elle semble donner rétrospectivement raison aux « héritiers » de Lyautey puisqu'elle se dilue, après l'occupation des seuils du Rif (Nador, Tizi-Ouzli) à la vaine recherche des Espagnols[170], que Pétain, malgré un entretien négatif entre Laure et Primo de Rivera, avait cru pouvoir mettre en branle par une progression rapide des Français sur le haut Kert. En conséquence, Pétain doit « décrocher » quinze kilomètres en arrière sur le Zerakna.

Le conflit, loin de diminuer en intensité après le départ de Lyautey, s'approfondit durant l'hiver 1925-1926. Il dresse Pétain tour à tour contre le général Naulin, dont il obtient du gouvernement le rappel, et le remplacement en décembre par le général Boichut, puis contre Steeg, très vite soupçonné par Pétain d'avoir été contaminé par le virus des idées du « clan de Fès ». En décembre 1925, Pétain réussit à convaincre le gouvernement de la valeur du plan qui sera adopté en définitive. La réalisation en est prévue pour le printemps.

Mais la querelle rebondit en janvier, du fait de la détermination de Pétain de conclure avec l'Espagne « un accord précis et écrit » prévoyant une action concentrique des deux puissances à partir de leurs bases de départ respectives[171]. Steeg, conseillé et soutenu par ce qui reste de l'équipe de Lyautey, « s'y oppose par tous les moyens », considérant que « nous ne pouvons, au-delà de cette frontière, aller faire la besogne des Espagnols[172] ». L'opposition de points de vue est alors soumise à l'arbitrage du président du Conseil. Steeg expose que « la situation actuelle rend inutile des opérations de grand style[173] ». Il justifie cette thèse par un tableau des résultats

« brillants, presque inespérés » de la pacification, soulignant en particulier que le nombre des soumissions — 12 000 familles — dépasse celui des dissidences produites au printemps 1925, et que la France déborde déjà, en certains points, « le tracé conventionnel de la zone qui lui est échue ». Il montre également l'ampleur déjà écrasante des tâches concrètes, quotidiennes, qu'implique la pacification, la difficulté de monter dans la zone reconquise « une organisation qui marche[174] ». Enfin, Steeg glisse subtilement que cette politique correspond aux aspirations de l'opinion française : « Le Maroc, mis en veilleuse, n'inquiète plus le pays. L'inquiétude renaîtrait si la France laissait croire que le retour de la belle saison va marquer la reprise des opérations. » Pétain, qui obtient gain de cause, puisque l'accord de Madrid, le 6 février, ratifie son plan, en attendant d'être confirmé le 17 mars à Ouezzan par les chefs militaires, conteste, point par point, le rapport de Steeg[175]. Il balaie en quelques formules incisives l'optimisme et l'attentisme de Steeg, sa confiance dans le travail politique qui pourrait, selon lui, « propager dans le Rif cette neutralité rigoureuse qui s'est si vite, dans notre zone, changée en relations amicales ». Il objecte, en particulier, que la tache des Beni-Zeroual reste irréductible et qu'Abd el-Krim, « refoulé sur son propre territoire, mais non vaincu », persisterait à personnifier « le symbole de la résistance » pour le Maroc tout entier. Il oppose à Steeg les obligations de la France envers le sultan et la coopération avec l'Espagne, « qui a été en quelque sorte la dominante des plans d'action du gouvernement français depuis le mois de juillet 1925 et qui, à mes yeux, doit rester à la base du programme de 1926 ». Et contre le résident, déterminé à ne pas aller faire la besogne des Espagnols dans leur zone, il affirme que l'Espagne abandonnée à ses propres moyens renoncera au Rif, qui, dans cette hypothèse, resterait un foyer d'effervescence toujours en suspens et menacerait en permanence la « grande rocade nord-africaine ». Et Pétain réitère l'hostilité absolue qu'il avait déjà manifestée contre tout compromis à la fin de septembre à Painlevé. « Il n'y a qu'un moyen : occuper la tribu dont il est le chef, afin de l'obliger, soit à se rendre, soit à disparaître. Il faut en un mot arriver à la paix, mais sans Abd el-Krim[176]. »

En février-mars, le conflit entre les deux conceptions ne se détend pas. « M. Steeg ne dissimule pas sa mauvaise humeur : on a pris le contrepied de sa politique[177]. » Il s'oppose toujours à une action en zone espagnole. C'est le moment où la « politique des petits chefs » dans le cadre d'une autonomie rifaine, contrôlée et dominée par la création d'une marche à la façon

carolingienne[178], affleure au grand jour. Mais Pétain est confirmé dans son plan par l’élargissement de la base de départ de l’opération qu’il projette après le ralliement des Senhadja de la zone française. Steeg alors tente de le prendre de vitesse en essayant de renouer le contact avec Abd el-Krim (mission de Gabrielli et du général Mougin). « Le maréchal crie casse-cou », envoie en vain le général Georges au Maroc pour persuader Steeg de renoncer à la solution d’un arrangement. La Conférence d’Oujda, « ouverte malgré le maréchal », remettait en question l’hypothèse d’une « solution écrasante » préconisée depuis juin 1925 par l’état-major, marquait, selon Pétain, l’effondrement des accords de Madrid-Ouezzan, bref « se développait de la façon la plus dangereuse ». Elle déclenche une formidable pression triangulaire Pétain-Georges-Boichut qui contribue à la faire tourner court[179]. Et pourtant jusqu’au dernier moment Pétain conserva un réflexe de méfiance et de peur devant un ultime retournement de Steeg[180] : il délégua auprès du général Boichut le colonel Hellé, un de ses hommes de confiance, pour contrôler l’application de son plan.

C. *La campagne du Rif : entre la guerre coloniale et la guerre contre-révolutionnaire*

Il serait tentant de systématiser l’opposition de conceptions entre les deux tendances qui s’affrontent au sein du haut commandement militaire et d’y soupçonner rétrospectivement les symptômes annonciateurs du conflit entre « ultras » et « libéraux », « Faucons » et « Colombes », qui marque la phase de décomposition des empires issus du XIX^e^. Et certes la scission à l’intérieur du commandement militaire entre spécialistes des affaires indigènes et techniciens de la guerre européenne a influé à plusieurs reprises sur le processus de prise des décisions et introduit dans les programmes d’action des flottements et des contradictions. Mais ce conflit de tendances ne semble pas s’être répercuté à la base. Sur le terrain, loin de se contrarier, les deux optiques s’associent et s’interpénètrent. Du fait des bouleversements révolutionnaires introduits par les Rifains dans la *caïda* de la guerre marocaine, une sorte d’auto-correction de toutes les pratiques en usage s’opère.

Il n’y a pas, d’un côté, les officiers de renseignements s’enfonçant dans l’archaïsme par la répétition des vieilles recettes de la « pacification », de l’autre, les techniciens des armes nouvelles, étrangers à la guerre coloniale et

important sur place les caractères de la guerre européenne. Une sorte de partage du travail s'opère de fait, une complémentarité que symbolise l'association de plus en plus étroite des « partisans » avec l'avion ou le camion et qui *tend* à faire basculer la guerre coloniale tout entière dans la guerre contre-révolutionnaire.

Le divorce entre l'ancien et le nouveau, l'archaïsme et la modernité *semble* s'inscrire plutôt dans l'espace, par la dissociation, l'éclatement presque du pays entre la « zone soumise » et la « zone d'opérations », l'arrière et le front, si ces expressions ont un sens ici.

Dans la « zone soumise », ce qui frappe, c'est l'utilisation au maximum des formuls traditionnelles. Le pouvoir colonial réagit là en s'arc-boutant sur toutes les structures traditionnelles de la société. La politique d'égards atteint son apogée. Le couple sultan-résident est l'objet du maximum de publicité[181]. Lyautey réussit ainsi à persuader Moulay Youssef d'« user de tous les moyens religieux et politiques dont il dispose[182]. » La lutte contre le Rifain revêt du coup l'aspect d'un conflit entre le sultan et un *rogui*. Une bataille de signes s'instaure alors, jalonnée par la participation du fils aîné du sultan ou *moussem* de Moulay Idriss[183], les apparitions réitérées du sultan en ville et en tribu, par lesquelles il affirme avec solennité sa présence à la fois physique et « charismatique[184] », sa condamnation enfin du « rebelle » par une lettre qui rappelle « son principat chérifien et l'intégrité de son autorité religieuse[185] ». Elle atteint son paroxysme avec la présence de Moulay Youssef, entouré des grands caïds du Sud et du haut-*makhzen*, à Fès, pour l'Aïd el-Kebir, en riposte au défi, au pari d'Abd el-Krim. Elle se traduit par la levée symbolique[186] de deux *mehallas chérifiennes* — soit 6 200 hommes — conmmandées respectivement par un frère du sultan et El Baghdâdi, le vieux pacha de Fès[187], enfin par l'appel aux forces du Sud encore épargnées par l'effervescence à caractère nationaliste[188].

En même temps, on s'appuie systématiquement sur la génération des anciens : El Baghdâdi, dont on rappelle à profusion l'efficacité de la *mehalla* qui commanda dans le Rif à la fin du XIX^e^, Ben Ghabrit[189], El Mokri, etc. On suspecte, on écarte parfois, lors de la « reprise en main » de la région Fès-Taza, les caïds soupçonnés d'avoir été influencés par le modernisme musulman. Saisissante, à cet égard, se révèle la comparaison par le capitaine Schmidt entre Khelladi, le caïd des Branès, « lettré et très averti des tendances avancées de l'élite musulmane », marqué de plus par l'influence

d’un neveu sorti d’un collège musulman de Rabat, dont on sait qu’il finit par épouser la cause rifaine, et Medboh, caïd des Gzennaïa, « illettré, aimant la campagne, vrai type du seigneur paysan », qui, lui, est érigé en modèle[190]. En contrepartie, on redoute les « jeunes Marocains », les « jeunes gens » *(chabiba)* comme ils commencent à se nommer. La défection des trois fils de Tazi, l’ancien *naïb* du sultan à Tanger, qui vont constituer, avec quelques fils de notables fassis, la « délégation du Maroc opprimé » auprès d’Abd el-Krim, soulève l’inquiétude[191].

Dans la zone d’opérations, il se produit une radicalisation des procédés de « pacification » que signalent trois faits en particulier.

L’introduction d’abord du matériel le plus moderne et son emploi systématique à une échelle inconnue jusque-là au Maroc. Ainsi le rôle de l’aviation s’étend de façon presque fulgurante. Le mois de septembre marque ici un seuil : l’offensive d’automne de Pétain, en effet, est préparée, accompagnée, prolongée par une série de bombardements aériens qui visent à terroriser ouvertement la population[192] et à anéantir ses ressources[193]. Du fait de la dispersion de l’habitat, l’aviation s’attaque, après Ajdir, Chechaouen et Targuist, aux souks et aux *moussems*[194]. En même temps, un énorme effort d’équipement de l’arrière-front en infrastructures ferroviaires et routières est entrepris dès l’été 1925, poursuivi fiévreusement jusque pendant les négociations d’Oujda. Il bouleverse complètement la configuration du pré-Rif et redonne l’initiative du mouvement au colonisateur[195].

Radicalisation également de la politique du service des renseignements. Sur le plan économique, le blocus hermétique de la zone contrôlée par Abd el-Krim est renforcé par toute la série de mesures qui avaient visé jusque-là l’asphyxie de « taches de dissidence[196] » et non de régions entières : séquestres, interdiction de tout échange avec la « zone dissidente », coups de main et razzias sur les troupeaux de l’ennemi, etc. Sur le plan politique, la mission de l’officier des Affaires indigènes subit une torsion, voire un changement de sens. Le *hakem* vivant une exaltante expérience de « Robinson galonné » s’efface devant l’officier de contre-guérilla, collant à la population qu’il endoctrine et qu’il encadre en groupes de partisans d’une façon s’éloignant de celle des « Bureaux arabes ». Il retourne contre l’adversaire ses méthodes[197] en les dénaturant : prises d’otage, déportations, pressions psychologiques de toutes sortes, exécutions sommaires parfois… A l’exploitation des recettes traditionnelles, dont la défaillance a été manifeste

au printemps 1925[198], se superposent des techniques et un état d'esprit qui préfigurent la « guerre contre-révolutionnaire ».

Marocanisation de la guerre enfin, recherchée délibérément[199], qui accentue durant cette période le caractère fratricide de la conquête coloniale[200]. On sait le rôle essentiel des goums et des partisans dans la réoccupation de la zone nord (automne et hiver 1925-1926) et de la 11° division marocaine dans la marche sur Targuist en mai 1926.

La guerre du Rif, en dévoilant la profondeur de la peur de l'insurrection tapie en permanence dans l'inconscient du colonisateur, agit comme un révélateur. Elle déclenche par réaction un retour saisissant à Bugeaud, non seulement à ses méthodes, mais à sa doctrine. En 1926, il est vraiment la référence de base qu'invoquent tant l'aviateur qui, par l'emploi massif du matériel le plus récent, anticipe au Maroc les méthodes de la Seconde Guerre mondiale[201], que le maréchal de la Première Guerre mondiale en semi-retraite confiné dans des missions plus ou moins honorifiques[202]. Ce retour à Bugeaud implique en contrepartie l'effacement dans les faits de la tentative de Lyautey de « concilier les inconciliables ».

Toutefois, l'endiguement, puis l'écrasement du mouvement rifain semblent provoquer chez les militaires des réactions divergentes. Il y a les pessimistes jusqu'à l'anxiété qui vivent dans la hantise d'un soulèvement colonial généralisé et se regroupent au sein du haut commandement à Paris autour d'un Pétain ou d'un Franchet d'Esperey. Ils s'interrogent sur le bien-fondé de la politique *makhzen* du Protectorat[203]. Ils rouvrent parfois le procès de l'Islam avec une virulence inouïe[204]. Leur langage même paraît déphasé par rapport au discours officiel du pouvoir sur la colonisation. Et puis il y a ceux qui ont participé à l'écrasement, sur le terrain, d'Abd el-Krim. Ils observent l'amorce d'exode rifain qui se déclenche alors vers la zone française[205]. Pour eux, l'Espagne, dont les erreurs et les échecs leur servent de bonne conscience, est responsable d'un mouvement que la pacification à la Lyautey aurait évité. L'insurrection rifaine, par ses origines et par son échec même, confirme en somme la valeur de la formule du Protectorat[206]. Or, il convient d'observer que cet ultime clivage, qui se dessine lors de l'effondrement d'Abd el-Krim, recoupe en gros et confirme la scission entre les officiers

coloniaux et les spécialistes de la guerre européenne, dont nous avons analysé les effets sur la politique de répression du mouvement rifain.

DISCUSSION

F. CLÉMENT. — M. Rivet a tout à fait raison d'opposer deux types de stratégie : stratégie des affaires indigènes et stratégie de l'état-major métropolitain, manifestées finalement par deux clans complètement différents : l'un prévoyait deux grandes offensives qui prendraient le Rif en tenaille ; l'autre qui visait essentiellement la conquête des postes de l'Ouergha qui avaient été perdus après l'offensive du 13 avril 1925 — et, à partir de là, on aurait envoyé de petites colonnes dans le Rif. Finalement, c'est en effet un mixte des deux qui a été réalisé. Cependant, un petit point : il me semble, d'après des articles de Demangeot des années 1925, que Lyautey a eu l'idée d'un débarquement conjoint franco-espagnol au début de l'année 1925, tout de suite après la première offensive rifaine sur l'Ouergha. Ce serait à vérifier.

Sur l'exposé de M. Youssoufi : ce qui frappe beaucoup après étude du phénomène rifain, c'est la rapidité du processus de modernisation. En l'espace de quelques années, toute une société change, change extrêmement vite. En effet, les Rifains ont envoyé à l'étranger des délégués comme le fera plus tard le F.L.N. ; ils ont posé, ou essayé de poser, la question rifaine à la Société des Nations, comme plus tard d'autres mouvements nationalistes poseront devant la S.D.N. ou l'O.N.U. le problème qui sera le leur. Au niveau des troupes également, des techniques très modernes ont été utilisées. Les soldats partaient avec de la nourriture pour huit jours, technique que reprendra Ho-Chi-Minh. C'est peut-être pour cela que Ho-Chi-Minh a déclaré qu'Abd el-Krim était l'un des précurseurs de la guerre populaire. Abd el-Krim a aussi acheté une centrale de T.S.F., et il avait un centre d'écoute à Ajdir. Il écoutait les différentes radios européennes. Il recevait son courrier, bien sûr, par Tanger — dans un café de Tanger — et les principaux journaux turcs, français, anglais, etc., et, ce qui était très important pour lui, des lettres de correspondants européens, par lesquels il avait des informations sur les mouvements de l'opinion publique en Europe. Il avait également créé un réseau de routes et un réseau téléphonique. Je ne sais pas quel ingénieur a mis au point ce réseau téléphonique — ce serait intéressant d'essayer de le savoir

aujourd'hui. Il avait également un réseau d'estafettes, c'est-à-dire des personnages qui partaient d'Ajdir pour communiquer les informations. Il avait pris ses estafettes parmi les notables, pour éviter qu'il y ait des disparitions, des fuites. Il y avait dans l'armée un processus de modernisation qui imitait beaucoup les armées européennes, et, comme l'a signalé M. Yacono, il est exact que les sonneries étaient empruntées à l'armée française. Voilà déjà pas mal de modernisations, au niveau proprement militaire.

Mais, ce qui est plus remarquable, c'est qu'il y eut également des modernisations au niveau de l'administration. Voici les principales. Il semble qu'Abd el-Krim ait fait effectuer un recensement de la population rifaine ; en tout cas, on est certain que, dans plusieurs endroits, des états civils ont été dressés, et on est également certain qu'il y avait des inspecteurs des impôts. On a même les noms d'inspecteurs qui ont été nommés. Il a également simplifié le système d'imposition.

Voici la question que je pose : il paraîtrait qu'à l'image de ce qu'avait fait Bugeaud un siècle auparavant, Abd el-Krim a entrepris dans le Rif une réforme agraire, qui n'a pas été appliquée, faute de temps, mais qui a été faite sur papier. Est-ce exact ? Est-ce qu'on peut retrouver le texte de cette réforme agraire ?

Abderrahman YOUSSOUFI. — Je crains, malheureusement, de ne pouvoir satisfaire toute la curiosité de notre ami : il y a effectivement toutes les modernisations de l'Etat qu'il a signalées. J'ai interrogé des témoins, par exemple au sujet du réseau téléphonique ; il est vrai qu'il s'étendait à travers toute la République, et chaque fois que des territoires étaient libérés, dans les jours qui suivaient, le réseau téléphonique s'y étendait. Cela ne posait aucun problème de matériel : on le prenait dans le Sud et dans le Nord. Les fils étaient tendus par terre, et j'ai même appris que l'un des téléphonistes d'Abd el-Krim fut un des officiers de l'Armée de libération du Rif de 1955. Pour l'appareil de T.S.F., il semble, selon les témoignages que j'ai recueillis, que cet appareil provenait d'un navire. Mais c'était surtout le téléphone qui marchait. Le système des estafettes était très au point. Deux bases de départ : Tanger et Oujda, qui servaient de relais pour l'extérieur, et il y avait tous les autres relais dans le Sud.

En matière d'état civil, il est vrai qu'Abd el-Krim avait inscrit la date de naissance de ses enfants sur un papier à en-tête. C'est lui qui a donné le coup d'envoi, paraît-il, pour l'institution de l'état civil. Il fut le premier greffier de

l'état civil de son Etat.

Concernant les impôts, il y a eu une modification. Au début, les droits de douane étaient une source importante de revenu. On en a parlé ce matin, à cause des relations économiques qui existaient entre les *presides* et les points occupés, d'une part, le reste des tribus, d'autre part. Après, je crois que l'essentiel des ressources — car les impôts ont été simplifiés, et les taxes de marché devinrent plutôt symboliques

— était fourni surtout par la rançon, par les amendes payées par les traîtres et aussi les dispenses à ceux qui ne voulaient pas faire de service militaire, qui étaient aisés ou malades et qui étaient suffisamment pourvus pour être dispensés. Malheureusement, je ne peux pas vous parler de la question de la réforme agraire : mes interlocuteurs n'ont pu me renseigner sur ce point.

Y a-t-il eu utilisation des gaz ? On m'a affirmé que c'était vrai. Je n'ai pas insisté tout à l'heure sur l'aspect des bombardements aériens et l'utilisation des gaz, procédés qui ont beaucoup pesé sur les conditions physiques et sur le moral des Rifains. Les Rifains ont essayé de réagir en fabriquant des bombes lacrymogènes avec de la poudre de piment qu'ils jetaient dans des ravins à partir de points stratégiques assez bien étudiés.

Oui, ils ont essayé de constituer une aviation, et même un noyau de marine — il y avait même un responsable de la marine. Il y eut trois avions achetés en Algérie. Abd el-Krim voulait impressionner aussi bien sa population que l'adversaire, en leur montrant que, lui aussi, était à la tête d'un Etat moderne, et le vol de ces avions était, sur le plan psychologique, très important. C'est pour cela que les adversaires — ici, les Espagnols — ont tout fait pour détruire ces avions. Les empêcher de voler était un objectif stratégique prioritaire : on craignait les conséquences psychologiques d'une pareille innovation.

Daniel RIVET. — L'hypothèse d'une manœuvre combinée franco-espagnole, débouchant sur un débarquement naval du côté d'Ajdir, à laquelle fait allusion M. Clément, surgit pour la première fois dans le *Bulletin périodique* du 17 mai 1925. Le 11 mai, Lyautey dément formellement cette hypothèse, évoquée par *Le Temps* du 6 mai, et déclare que c'est cette rumeur, fabriquée par les Espagnols, qui a déclenché le mouvement rifain sur l'Ouergha et qui l'autorise à conférer un caractère préventif à son action offensive. Chronologiquement, c'est donc vers la mi-mai que se produisit, sous la pression des circonstances, un retournement chez Lyautey, qui le conduit à

rompre avec tous les postulats politiques et militaires sur lesquels il avait fondé sa politique à l'égard de l'Espagne.

Jacques CREMADEILLS. — J'ai devant moi un texte qui porte sur les réactions avec l'Italie. Trois Italiens étaient venus dans le Rif : l'un se nommait Malmissi, et était venu demander des nouvelles d'un bateau qui s'était perdu sur la côte rifaine. Il est fort possible que la T.S.F. ait été prise sur ce bateau.

La question que je veux poser, qui me brûle les lèvres depuis un certain temps, touche aux rapports tribus-pouvoir central au Maroc. Abd el-Krim ou la République du Rif ne constituent pas un élément tout à fait différent de ce qui se passait dans l'ensemble du Maroc. Par exemple, des luttes de Hiba, des luttes de Moha U Hammou, des luttes de Ma 'Alaynne sont restées inconnues, et l'on a surtout insisté sur Abd el-Krim, sur la République, parce que c'est un élément qui a subsisté, pendant un certain temps.

Or, il existe aussi un document concernant les relations d'Abd el-Krim avec des notables de Fès, notamment des ulémas, qui n'ont pas répondu à l'appel d'Abd el-Krim, quand on disait qu'il appelait à l'insurrection. Pour ce qui est des relations avec le Sud, certains chefs du Sud lui ont répondu. Les correspondances s'effectuaient par étapes : un bonhomme allait à pied du Rif jusqu'au Sud, et retour. Et il demandait, par exemple, à Abd el-Krim de lui envoyer certains éléments rifains pour leur apprendre la pratique de la guérilla et le maniement des armes.

Ce rapport tribus-pouvoir central était en fait un rapport entre un ensemble de tribus qui luttaient contre un régime oppresseur et, d'autre part, complètement corrompu — incapable par conséquent de résister à la pénétration étrangère.

On a dit aussi qu'Abd el-Krim n'a jamais contesté la monarchie ou le sultan. Qu'il ait fait des déclarations à une certaine presse, par exemple, une déclaration publique justifiant l'Etat et le pays rifain en tant que pays autonome du point de vue linguistique, du point de vue de la structure géographique, du point de vue économique et du point de vue social, pour montrer justement qu'il pouvait être reconnu en tant qu'entité étatique délimitée, indépendante du Maroc, cela ne l'a pas empêché de faire des déclarations, à propos de la monarchie, qui ne sont que des déclarations tactiques. Il voulait, à tout prix, se ménager la France, parce qu'il avait d'abord à écraser et abattre les Espagnols. La preuve, encore une fois, qu'il

voulait atteindre cet objectif, puis se retourner contre la France, c'est qu'il préparait déjà, par les contacts avec le Sud, par exemple, un mouvement qui serait insurrectionnel dans tout le Maroc contre, évidemment, cette monarchie déclinante, le *makhzen* déclinant, qui prête le flanc à l'impérialisme français.

Mohamed NAÏMI. — Je pose trois questions. Le camarade Abderrahman el-Youssoufi nous a dit dans son exposé que, dans sa stratégie, Abd el-Krim avait pour ambition de limiter la libération au territoire du nord du Maroc. Il a ensuite fait part d'une déclaration aux étudiants d'Amérique latine, dans laquelle Abd el-Krim parle du droit du peuple marocain à disposer de lui-même, par conséquent non pas du droit *rifain* à disposer de lui-même. La question que je voudrais poser au camarade Youssoufi est la suivante : n'est-ce pas, plutôt, une tactique de la part d'Abd el-Krim de proclamer sa volonté de se limiter uniquement au Nord, pour lui permettre de consolider d'abord ses assises, plutôt qu'une stratégie ? Cette question, nous sommes d'autant plus en droit de nous la poser que lorsqu'on lit, par exemple, un livre écrit et publié en 1930 par un officier, qui s'intitule *Les Combats au Maroc*, l'explication du rejet par les autorités françaises des offres qu'Abd el-Krim leur faisait apparaît être la suivante : ces offres traduisent seulement l'ambition d'Abd el-Krim de consolider d'abord ses assises et de remporter de nouvelles victoires sur l'Espagne, en attendant de passer à l'attaque de la France. C'est ma première question.

M. Youssoufi a insisté sur la responsabilité du pouvoir central dans ce qu'on appelle traditionnellement, pour employer un langage colonialiste, le « Maroc de Siba ». Quelle est cette responsabilité ? J'aurais aimé en savoir davantage sur la responsabilité du pouvoir central dans la division des tribus et dans la division même des cheikhs à l'intérieur des tribus. Cela a été montré d'une manière magistrale à la fois par Harris, dans son ouvrage *Le Maroc perdu*, et par le Dr Weisgerber, dans *Au seuil du Maroc moderne*.

Je voudrais poser enfin une autre question au camarade Daniel Rivet sur la tactique militaire de Lyautey. Le camarade Rivet semble ne pas prêter des intentions très belliqueuses au maréchal Lyautey, se référant notamment à son refus de faire un débarquement dans le Rif. Je pose la question : la tactique de Lyautey dans le Rif n'est-elle pas la continuation de celle qu'il avait employée dans le Sud, tactique magistralement décrite par le colonel Justinard dans son ouvrage *Le Caïd Ben Zaki* — tactique qui consiste non pas à attaquer l'ennemi de front, mais à le contourner, puis à l'attaquer petit à

petit ? La question, fondamentalement, est de savoir ce que cache l'argumentation — que les colonialistes ont répandue à l'époque — selon laquelle la guerre du Rif n'est ni plus ni moins que la conséquence d'une influence étrangère. Ce matin, on disait la conséquence de l'influence et des agissements de la Turquie en Tripolitaine. Je demande : n'est-ce pas là une interprétation radicalement fausse de l'histoire, lorsqu'on tient compte précisément de la solidarité des peuples arabes — solidarité déjà mise en évidence par Jacques Berque, laquelle doit nécessairement tenir compte du fait que, durant les années 1914-1918, l'ensemble des pays arabes du Maghreb étaient en guerre contre la Turquie, par conséquent contre l'Allemagne ? La Tripolitaine elle-même était en guerre contre la puissance coloniale de l'Italie, alliée de l'Allemagne et de la Turquie.

Abderrahman YOUSSOUFI. — Je ne dirai pas que je vais répondre brièvement — je ne serais pas cru — , mais globalement je renvoie mes deux amis au texte écrit de mon intervention. En ce qui concerne le khalifat, j'ai eu sous les yeux la lettre d'accréditation de M. El-Hikmi et je vous ai dit que les instructions verbales données à cette délégation étaient de ne pas intervenir. Mais je crois qu'il y a eu un autre élément : les autorités espagnoles étaient intervenues pour que la délégation rifaine n'arrive pas à destination au Caire, et c'est signalé par Don Thomas.

Pour le deuxième point, celui de la responsabilité du pouvoir central, je ne traiterai que des institutions de la République rifaine. A titre d'introduction, j'ai fait part de la contradiction fondamentale qui sévit dans l'histoire du Maroc entre *bled makhzen* et *bled siba.* Mon propos n'était pas d'analyser les responsabilités du *makhzen,* c'était de montrer tout de suite le processus de la constitution du pouvoir d'Etat et du développement des institutions. C'est pourquoi je renvoie mes amis aux textes.

Daniel RIVET. — Au sujet de la question qui m'a été posée sur la tactique militaire de Lyautey à l'égard du Rif avant avril 1925, je maintiens qu'elle n'était pas « offensive », au sens territorial du terme, ce qui ne signifie pas pour autant qu'elle n'était pas « agressive ». Selon lui, il s'agissait de consolider le front sur l'Ouergha au printemps 1925, sans mordre sur la zone dévolue à l'Espagne par les traités. Mais vous avez raison de faire le parallèle entre la pénétration dans le Sud et celle dans le Nord. Dans les deux cas, Lyautey s'appuie sur les mêmes procédés de politique indigène intense,

comme il le dit explicitement dans ses Directives générales de 1922, formulées le 16 décembre 1921. Dans ces Directives, il ne précise pas l'aire territoriale où doit s'exercer cette pénétration, parce qu'il y a — affirme-t-il — , dans la région de l'Ouergha, un *no man's land* où personne ne s'y reconnaît : ni les Espagnols, ni les Français ; c'est sans doute la seule convergence qu'on puisse signaler entre lui et Abd el-Krim. Tous deux proclament le caractère factice du tracé de la frontière entre les deux zones, qui aurait dû être affiné, selon la convention franco-espagnole de 1912, par une commission d'enquête. Mais celle-ci ne s'est jamais réunie, pour la raison que cette région frontière échappait aux deux puissances « protectrices ».

Magali MORSY. — Je me permets d'intervenir, car si je tiens pour fort intéressantes les discussions qui ont eu lieu sur les modalités de la guerre du Rif, je m'étonne, par contre, de n'avoir entendu ni question, ni réflexion critique sur l'origine même du conflit. Tout en fait se passe comme si aucun doute ne pouvait venir entacher la version officielle française, qui présente la guerre comme une riposte à l'agression rifaine dans la vallée de l'Ouergha. Certes, les militaires, qui ont toujours besoin d'un *casus bellli,* se présentent volontiers comme des victimes. Mais, à cinquante ans de distance, un congrès d'historiens n'a pas à faire sienne cette version officielle ; il n'a pas en tout cas à l'accepter sans autre forme de critique.

Or, je tiens à faire remarquer que les faits mêmes — en l'absence des renseignements que pourraient livrer les documents secrets — mettent fortement en doute cette version officielle. Quels sont ces faits ? Premièrement, le cri des colons du Maroc, réclamant des terres et toujours plus de terres, cela à une époque où le Gharb est déjà entièrement entre leurs mains. Ensuite, le problème qui fut déjà celui de Rome : comment nourrir la métropole, en blé notamment ? La vallée de l'Ouergha, dont on nous dit qu'elle tentait les Rifains parce qu'elle était un grenier à blé, ne tentait-elle pas au même titre les colons ? Pourquoi alors n'aurait-on pas songé à satisfaire le parti colonial, en élargissant le domaine français sur la prise d'une bande céréalière qu'un partage hâtif et imprécis avait accordée aux Espagnols ? L'idée n'est peut-être pas de Lyautey lui-même, mais il est sensible, plus qu'il ne veut l'avouer, aux pressions coloniales. La tactique qu'elle implique, à savoir une avancée hardie en territoire juridiquement sous contrôle espagnol, action qui se justifierait subséquemment par le fait

accompli, est, par contre, familière au résident général. Ne l'avait-il pas souvent pratiquée lorsque, gouverneur de l'Ouest algérien, il s'était emparé *manu militari* de diverses localités marocaines, et cela envers et contre la politique du *statu quo* qui était officiellement celle de la France ?

Ici, en bordure du Rif, au moment où les forces espagnoles sont débordées par les partisans d'Abd el-Krim et par la confusion de la situation politique intérieure de la péninsule ibérique, les circonstances semblent se prêter à une petite rectification, en faveur de la France, du tracé frontalier. Une des phases de cette opération se déroule, en effet, sans opposition dans le territoire des Beni Zeroual divisés entre les deux nations protectrices, mais qui passèrent sous contrôle effectif des Français, sans qu'apparemment cela suscite de grandes oppositions du côté espagnol[207]. Mais lorsque les Français tenteront de franchir l'Ouergha (constitué en frontière par Abd el-Krim), la riposte sera aussi foudroyante qu'imprévue.

Nous n'entendons pas souvent parler du déclenchement des hostitilités — pas plus dans ce congrès que dans les documents français sur la guerre. Tout se passe comme si celle-ci débute avec la chute des postes militaires en zone française. En fait, le conflit commence quelques mois plus tôt, non au sud de l'Ouergha, mais sur la rive nord, en zone espagnole. C'est là que le caïd Medboh, qui avait jusqu'alors entretenu des relations amicales avec les représentants d'Abd el-Krim, attaque soudain un détachement de l'armée rifaine établi chez les Marnissa. Nous n'avons pas encore suffisamment de renseignements sur les pressions et les tractations qui aboutirent à ce revirement du caïd Medboh et à l'attaque lancée sur le Rif, mais ce que nous savons, par contre, c'est que la riposte d'Abd el-Krim, engagé à la défense des tribus frontalières, connaît un succès éclatant. L'armée rifaine, emportant tout sur son passage, passe en zone française, provoquant la chute des postes militaires qui y avaient été établis. Le coup de main français, qui devait passer inaperçu, devient ainsi la guerre du Rif. Son origine est sans doute dans cette erreur de calcul de Lyautey et dans la traîtrise du caïd Medboh.

Le dire et le démontrer serait peut-être rétablir une vérité historique ; mais, plus encore, ce serait rétablir l'action révolutionnaire d'Abd el-Krim dans sa perspective réelle — action qui restait entachée d'aventurisme. Jusque dans ce colloque, nous avons vu Abd el-Krim dépeint comme un être faible face à des forces écrasantes, homme d'une tentative désespérée que ne justifiait pas — pas encore — le rapport de forces qui détermine la situation

historique. On sous-entend volontiers qu'il préfigure les luttes anticoloniales ; on n'admet pas qu'il les incarne. Je crois que c'est là faire tort à l'analyse stratégique du chef révolutionnaire, et par là même commettre une erreur d'appréciation historique. Abd el-Krim affirme constamment son désir de ne pas engager les hostilités avec la France. Ces affirmations si souvent répétées étaient parfois prises en France dans un sens qui n'était pas celui que leur donnait Abd el-Krim. Ses propos, volontiers considérés comme pacifistes et qui alimentaient l'action menée en France contre la guerre du Rif, gênaient donc doublement les services officiels français, qui se voyaient contraints à une contre-propagande intensive pour susciter dans l'opinion publique l'image d'un Abd el-Krim tout en duplicité, démentant ses déclarations sur le terrain. En fait, la position du Rifain est claire : il s'agit pour lui de jouer sur les contradictions du système colonial, non seulement sur le plan politique, mais également sur le plan militaire, ce qui, en terme de stratégie, se traduit d'abord et avant tout par la paix conservée sur le front sud, c'est-à-dire la paix avec la France, en attendant la défaite définitive de l'Espagne. C'est ensuite, et *ensuite seulement* qu'il aurait abordé la question française. Nous ne pouvons préjuger des modalités de cette lutte, qui aurait été fonction d'une analyse nouvelle dont l'une des dominantes coloniales — la présence espagnole — aurait été écartée. Personne ne dira qu'un *modus vivendi* avec la France eût été réalisé ; qu'il était, par contre, dans ce nouveau contexte, *réalisable*, cela, personne ne le contestera. Mais, à partir du jour où les forces rifaines furent prises entre les mâchoires de cette pince formée par deux armées coloniales, l'une (l'espagnole) sur le front nord, l'autre (la française) au sud, le Rif devenait prisonnier d'une contrainte irrésistible qu'Abd el-Krim avait tout fait pour éviter[208].

Je pose donc la question de savoir si l'on ne doit pas dire que l'échec d'Abd el-Krim a pour cause, non l'analyse rifaine — qui joue sur la contradiction coloniale et dont l'action épouse le terrain — , mais l'erreur d'analyse de la Résidence qui, en 1924, pouvait encore croire à l'impunité des tactiques de rezzou qui avaient été celles de l'ancien gouverneur d'Aïn Sefra, ainsi que, auxiliaire de cette action coloniale, les hésitations, le revirement, en un mot la traîtrise du caïd Medboh.

Daniel RIVET. — Pour répondre valablement à la question de Mme Morsy, il faudrait passer au peigne fin les archives des bureaux de renseignement installés dans le pré-Rif et relatives à la période 1920-1924. Effectivement,

Mme Morsy a raison de souligner combien Lyautey craignait un effondrement de l'Espagne dans sa zone, et que le plan de repli de Primo de Rivera sur des *presidios* côtiers ne libère toutes les forces impulsées par Abd el-Krim et ne les retourne contre les Français. Mais, quant à dire qu'il y a eu une campagne militaire française offensive et préméditée avant mai 1925 contre le Rif, les documents que j'ai lus ne permettent absolument pas de le dire. Je crois que l'agression se situe en 1912, et non en 1925, dans le long et non dans le court terme. C'est le protectorat qui constituait une agression. Dans le court terme, il faut saisir le contexte mental des colonisateurs : ils pensent qu'ils ont le droit pour eux, puisque le traité de 1912 fonde leur prétention à occuper la zone de l'Ouergha, et ils justifient par là l'opération du printemps 1925, qui sera devancée par le déclenchement du mouvement rifain. Ce juridisme, fondé sur un traité imposé, est bien sûr discutable sur le fond ! Alors, je voudrais poser la question suivante à Mme Morsy : veut-elle parler d'une offensive française visant à se substituer à la carence espagnole et à maîtriser totalement le Rif, ou bien parle-t-elle seulement d'une politique d'intimidation, de provocation calculée visant à attirer Abd el-Krim dans la zone reconnue « française » par les traités, pour donner au mouvement rifain le caractère d'une agression ? La première hypothèse est formellement exclue par le Quai d'Orsay et l'armée, ne fût-ce qu'à cause de la Grande-Bretagne. La deuxième hypothèse, par contre, est fort possible. Je dirais qu'elle existe par omission dans la stratégie de Lyautey, telle que la révèle sa correspondance durant l'hiver 1925.

Daniel GUÉRIN. — Je voulais juste donner une petite indication, à la suite de l'exposé de M. Youssoufi. C'est un souvenir personnel : en 1925, j'ai interrogé un de mes camarades de lycée qui venait de faire campagne au Maroc contre Abd el-Krim. Il m'a dit — mais je ne sais dans quelle mesure on peut faire crédit à son témoignage — il m'a dit que l'une des sources importantes du ravitaillement en munitions d'Abd el-Krim serait venue du fait que, soit les officiers espagnols, soit leurs épouses, allaient faire leurs emplettes sur les marchés et ne payaient jamais en argent, mais en balles de fusil : Abd el-Krim récupérait ainsi tout un stock de munitions.

Vincent Monteil

La guerre révolutionnaire

I. Effectifs engagés (de 1921 à 1926)

L'indépendance du Rif est proclamée en février 1923. Dans quelle mesure Abd el-Krim est-il, selon Ho-chi-Minh, un « héros national, précurseur de la guerre populaire » ?

A. *Effectifs rifains*

Infanterie seulement, la cavalerie ne pouvant être utilisée dans la montagne. Les chiffres diffèrent selon les sources. Il semble certain (archives du Service historique de l'armée) qu'Abd el-Krim disposait de 75 000 partisans, mais qu'il n'engagea jamais plus de 20 à 30 000 fusils. Encore ceux-ci étaient-ils constitués surtout par les *harka* des tribus, encadrées par environ 2 000 à 2 500 hommes des troupes « régulières », très disciplinés et bien entraînés. Organisation classique en *mehalla*, divisées en « centuries » (100 hommes) ou groupes de 25 à 50 hommes. La mobilisation générale touchait, en principe, les hommes de 16 à 50 ans.

B. *Armement rifain*

Surtout fourni par les prises de guerre. Surtout pris aux Espagnols, après le désastre d'Anoual (17 juillet 1921) : 20 000 fusils, 400 mitrailleuses. — Fin juin 1925, les Rifains ont pris aux Français : 5 000 fusils, 60 000 grenades, 200 mitrailleuses et 35 mortiers. Ils ne manquaient donc pas d'armes !

De plus, Abd el-Krim disposait d'une *artillerie* : 200 canons (de trois calibres différents) pris aux Espagnols, après Anoual, plus 51 canons et 16 000 obus prix aux Français fin juin 1925. Il avait d'excellents canonniers[209]. Il avait même 5 avions, dont 2 pris à Anoual et 3 autres

achetés et livrés par des pilotes français venus d'Alger[210], mais qui ne furent jamais utilisés. — Il avait aussi un téléphone de campagne.

C. *Effectifs espagnols*

100 000 hommes, dont 40 000 « réguliers », durement éprouvés par la catastrophe d'Anoual (17 juillet 1921) : les Rifains firent de nombreux prisonniers, et les Espagnols laissèrent de 13 à 19 000 morts sur le terrain.

D. *Effectifs français*

Au début, 100 000, puis 160 000 hommes (Lyautey refuse le renfort de 3 bataillons d'Annamites, qu'il juge trop peu combattants…). On passa ensuite à 11 divisions — avec l'utilisation massive (et fratricide) des « supplétifs » marocains — et à 42 généraux. En 1925, les Français alignent 325 000 hommes des troupes régulières et 400 000 supplétifs, soit 32 divisions, avec 60 généraux et le maréchal Pétain. Nombreuse artillerie et 44 escadrilles d'aviation. (Tous ces chiffres ont été donnés, le 1er juin 1956, à la tribune de la Chambre, et n'ont pas été démentis.)

II. Tactique de la guerre révolutionnaire

On voit qu'à la fin Abd el-Krim et les siens furent submergés par les « gros bataillons » de Pétain (800 000 hommes au total, Français et Espagnols réunis), une puissance de feu supérieure, et surtout la maîtrise de l'air. Comment expliquer cependant les succès militaires remportés par les montagnards rifains ? Rappelons que la victoire rifaine d'Anoual sur les Espagnols opposa 60 000 Espagnols à 3 000 Rifains seulement. Rappelons aussi que, à la fin de juin 1925, les Rifains avaient pris 43 des 66 postes français de la région et fait plus de 2 000 prisonniers.

L'explication est évidente : Abd el-Krim ne livra jamais de bataille rangée. Sa tactique fut toujours celle de la guérilla — c'est-à-dire du harcèlement, des embuscades et des attaques de nuit. Il avait pour lui la supériorité du terrain et le milieu tribal complice (toujours « le poisson dans l'eau », justement cher à Mao Tsé-toung). Les causes de son échec final (il dut se rendre le 29 mai 1926) doivent être recherchées, d'abord, dans l'écrasante supériorité en

nombre et en matériel des effectifs adverses (à partir de 1925) ; dans l'isolement du Rif (représentant à peine 7 % de la population marocaine) ; dans l'erreur que commit Abd el-Krim en abandonnant la place forte de Melilla, pourtant conquise dès 1921 ; dans le fait surtout qu'Abd el-Krim eut le sort de la plupart des précurseurs, c'est-à-dire de ceux qui ont raison trop tôt.

L'histoire postérieure le montre bien :

a) en 1954-1955, ce sont les Gueznaya rifains qui forment le cœur de l'Armée de libération marocaine ;

b) en octobre 1958, la tribu rifaine des Beni Ouriaghel conduit la révolte contre le Palais de Rabat, qui doit, pour la mater, engager (sous les ordres du prince Moulay Hassan) 20 000 hommes, appuyés par des chars, des canons et 6 bombardiers. — En décembre de la même année (1958), le roi Mohammed V proclame Abd el-Krim (réfugié au Caire) « Héros national ». Abd el-Krim refuse cependant, par deux fois, en 1958 et 1960, de rentrer au Maroc.

c) En décembre 1967, au sein des Forces armées royales (F.A.R.), marocaines cette fois, ce sont des soldats rifains qui remportent le grand concours de tir.

d) On retrouve des Rifains à la tête des attentats contre le roi Hassan II : en 1971, à Skhirat, avec Madboh ; en août 1972, à Kenitra, avec Amoqran.

Abd el-Krim est venu trop tard — et trop tôt. Trop tard pour la dissidence de sa République rifaine. Trop tôt pour la révolution populaire du Maroc

DISCUSSION

M. MANVILLE. — Quel est, dans le fonctionnement de l'unité républicaine rifaine, de 1920 à 1926, le rôle des *zaouia,* celui des confréries religieuses, en particulier la *zaouia Darkawa* ?

Vincent MONTEIL. — Tout ce que je peux dire, c'est que j'ai un texte du Service historique de l'armée, un rapport fait par un officier de renseignement, d'ailleurs anonyme, très intéressant, dans lequel il explique la tactique que Abd el-Krim employait pour se rallier les gens, et notamment les gens des *zaouias* et des confréries. Eh bien, il leur envoyait des gens de leur parenté ou de leur tribu, en faisant jouer des liens de famille ; ne l'oubliez pas : ce Berbère rifain était aussi un cadi musulman fort lettré en arabe, et aussi un homme qui parlait admirablement bien l'espagnol ; il pouvait aussi se présenter avec un certain pouvoir charismatique, c'est-à-dire une certaine *baraka,* qui est justement à la base des confréries religieuses.

André NOUSCHI. — Je voudrais poser une question à M. Rivet. Vous avez tout à l'heure évoqué les deux tactiques, ou les deux manières, du commandement français : la manière Lyautey, la manière Pétain. Ce qui me frappe dans votre exposé, c'est de voir justement la date relativement tardive de la mise en train de la manière Pétain. Et je vous demande : quelles sont les forces qui, en dehors de l'état-major, ont poussé à l'action au Maroc ? Ne faudait-il pas faire entrer en ligne de compte, à cette époque-là, l'action du *lobby* algérien, en particulier des gens comme Gaston Thompson, Eugène Etienne, qui représentaient les intérêts coloniaux ? Or, l'insurrection, d'Abd el-Krim avait justement freiné, entre 1920 et 1924-1925, l'extension de la colonisation, dans le sens le plus complet du mot, au Maroc. Alors, ne faudrait-il pas voir là une reprise de cette action des forces coloniales de l'Oranais ou de l'Algérie, qui ont finalement vaincu, qui ont finalement triomphé des conceptions de Lyautey, qui cherchait depuis longtemps à mettre le Maroc, « son » Maroc, comme il disait, à l'abri de l'exemple algérien ?

Daniel RIVET. — Quels sont les civils qui ont appuyé l'escalade et Pétain ? Quelle a été l'influence du *lobby* algérien ? Je suis mal à l'aise pour répondre à cette question. Je connais surtout le contexte militaire ; mal, le contexte civil. Ce qui m'a frappé, c'est que, sur place, les colons, qui avaient, sinon réclamé ouvertement, le départ de Lyautey, du moins demandé un allégement de l'appareil militaire au Maroc, et une algérianisation de la colonisation, les colons font un retour à Bugeaud, invoquent avec un langage extrêmement dur un retour aux méthodes de la conquête algérienne ; ils réclament en particulier le séquestre des terres de tous les Marocains soupçonnés d'avoir des sympathies pour la cause rifaine.

André NOUSCHI. — Il y a un fait : lorsqu'on a fêté le jubilé parlementaire en 1925 de — je ne me rappelle pas si c'est Gaston Thompson ou Eugène Etienne — , à ce moment-là, j'ai noté, dans *L'Afrique française,* certains propos d'Albert Sarraut, alors ministre de l'Intérieur, qui s'était déplacé tout exprès : c'était un vigoureux appel à l'action contre la révolte d'Abd el-Krim, et aussi en faveur de l'expansion de la colonisation. C'est une pièce que je verse au dossier, et je me demande s'il ne faudrait pas mettre en rapport ces deux espèces de forces.

Charles-Robert AGERON. — En vérité, j'avais demandé la parole pour une question bien simple, et que je voulais poser après le très remarquable exposé de M. Daniel Rivet, mais j'essaierai de répondre aussi tout à l'heure à la question posée par M. Nouschi.

La question que je veux poser à M. Rivet est celle-ci : vous avez parlé dune inimitié croissante de la politique lyauteyenne vis-à-vis de l'Espagne. J'y souscris, bien sûr, pleinement. Cependant, il y a un moment, antérieur à la période que vous avez étudiée, où je me demande s'il n'y a pas eu une tentative de Lyautey pour se rapprocher des Espagnols. Est-on allé assez loin pour parler de rapprochement ? S'agit-il seulement d'un sondage ?

Ma source, c'est un propos de Léon Baréty. (Baréty, soit dit par parenthèse, a joué pendant toute l'affaire du Rif, un rôle de premier plan. On le tient à Paris pour le représentant au Parlement du Maroc français.) Au cours d'un banquet du parti colonial en 1925, Léon Baréty a révélé qu'en mai 1922, lors d'une entrevue — à laquelle il assista en personne — entre le général Berenguer et le maréchal Lyautey, le principe d'une coopération

franco-espagnole dans le Rif avait été retenu et, dit-il, décidé. De fait, la coopération n'a pas eu lieu. Le général Berenguer a été, il est vrai, disgrâcié, traduit en conseil de guerre, privé de son commandement. Mais Lyautey avait-il voulu amorcer un rapprochement ou faire un sondage sur les intentions espagnoles ?

Avez-vous eu connaissance de cette tentative ? Le propos de Baréty vous paraît-il fondé ? Ou bien, en disant cela, en 1925, Baréty entend-il seulement justifer le retournement de la politique française et faciliter la tâche de Pétain ? En effet, l'attitude de Baréty vis-à-vis de Lyautey a été à peu près celle-ci : il l'a très longtemps soutenu, et puis, lorsqu'il l'a vu en difficulté, il l'a abandonné et lui a donné le coup de grâce.

Je réponds ensuite partiellement à la question posée par M. Nouschi. Les milieux algériens se sont-ils préoccupés directement de l'affaire de Rif ? Ont-ils poussé à la guerre ? On trouve dans le livre de Semard : *La Guerre du Rif*, une accusation précise : un parlementaire français (Semard donne son nom : il s'agit de Baréty précisément) aurait, dans une conférence à la Société des études algériennes, souhaité et demandé une intervention militaire française contre le Rif. J'ai recherché le texte exact de ce propos et, l'ayant retrouvé, je dois bien dire que la citation de Semard est un faux.

Selon Semard, Léon Baréty aurait dit : « Au moment où l'Angleterre semble très préoccupée de ce qui se passe en Egypte, l'heure semble propice pour régler ces questions marocaines dans des conditions favorables. Avant de nous installer au Maroc espagnol, il faut une préparation diplomatique. » Et le sénateur d'Oran, Gasser, aurait répondu : « Nous sommes autorisés à aller où nous voulons. » Or, le texte du *Bulletin de la Réunion des études algériennes* ne dit rien de semblable. Baréty conclut au contraire son propos sur Abd el-Krim en disant : « Il ne faut pas le considérer comme un ennemi, mais comme un voisin à surveiller », et le Dr Gasser ne proposait nullement, lui non plus, une intervention, ce 11 décembre 1924.

Je ne prétends pas généraliser à partir de cette accusation polémique et mensongère, mais, à lire la presse, je n'ai pas l'impression que, dans les milieux algériens de Paris, il ait été sérieusement question de pousser à une intervention dans le Rif. Cela dit, il est bien certain que, la psychologie coloniale aidant, le groupe parlementaire algérien était éventuellement favorable à toute politique d'écrasement, de refoulement, et hostile à toute politique de souplesse, comme celle que Lyautey a essayé le plus longtemps possible de faire prévaloir. Mais la volonté offensive du *lobby* algérien et ses

responsabilités restent à démontrer.

Daniel RIVET. — En effet j'ai simplifié la réalité en parlant de l'inimitié croissante de Lyautey à l'égard de l'Espagne. De fait, il y a bien eu un rapprochement franco-espagnol à l'époque de Berenguer, mais celui-ci — qui trouve grâce au regard sans indulgence de Lyautey, parce qu'il est pénétré des mêmes principes au sujet de la conception du protectorat — est brutalement disgrâcié. Mais, excepté l'entracte Berenguer, l'absence de collaboration effective entre les deux pays s'avère une constante.

Paul ISOART. — Je voudrais répondre à la question que nous posait tout à l'heure M. Nouschi. J'ai la chance, puisque je suis niçois, d'avoir eu comme député — mes parents ont eu comme député — M. Léon Baréty, qui était l'élu des Alpes-Maritimes. Et je crois que je peux apporter des éléments, puisque, grâce à son neveu, j'ai pu consulter les archives de Léon Baréty. Je peux donc répondre aux deux questions qui ont été posées.

Je crois, M. Nouschi, que vous avez raison en partie : il y a une influence très nette, une pression très nette, des députés, notamment du député d'Oran, Roux-Freyssineng, qui, lors du débat du 9 juillet 1925, a demandé, lui, carrément, une intervention militaire dans le Rif. Et c'est le seul discours qui ait été voté à l'affichage par la Chambre des députés, à l'époque. C'est dire que l'Oranie a joué un grand rôle dans cette affaire. Quant à Léon Baréty, il était député des Alpes-Maritimes, mais il était aussi président du Comité du Maroc, qu'il avait constitué au lendemain de la Première Guerre mondiale, et il allait régulièrement au Maroc. Il se heurtait constamment à Freyssineng et, dans les archives personnelles de Baréty, on voit l'inimitié qui opposait les deux hommes au moment où Baréty voyait dans Abd el-Krim l'homme qui attaquait le protectorat lyautéen. Ce qu'il défendait, c'était la conception du Maroc de Lyautey, et non celle des colons d'Algérie ; on s'en aperçoit aussi dans une intervention dans les débats de février 1925, avant même les débuts des combats ; Morinaud interrompt un député socialiste qui évoque justement l'impossibilité où se trouve le député français de contrôler le budget du Maroc, qui est un budget à part. Et Morinaud intervient justement : nous, nous voulons une assemblée comme en Tunisie ; nous voulons en réalité la cosouveraineté franco-marocaine ; nous voulons que les colons du Maroc puissent intervenir dans la discussion du budget. Au fond, je crois qu'effectivement les représentants élus de la population française d'Algérie

ont joué un rôle beaucoup plus important qu'il ne semble. Et ils ont certainement rencontré, sur ce plan-là, l'hostilité, peut-être venue d'ailleurs, contre Lyautey.

Une étude, préparée il y a quatre ans par une de mes étudiantes, sur la gauche et le Maroc entre 1920 et 1925, montre nettement qu'Herriot a toujours soutenu la politique de Lyautey, l'a soutenue à fond, bien avant qu'il ne devienne président du Conseil après la victoire du Cartel.

Charles-André JULIEN. — En Oranie, il y avait deux tendances contradictoires dans les journaux : d'une part, le mépris du *rogui*, ainsi définissait-on Abd el-Krim, et en même temps la réclamation qu'on l'écrase. Les deux paraissaient contradictoires, et pourtant elles se mêlaient intimement dans la presse. J'étais en Oranie à cette époque.

Maria-Rosa de MADARIAGA. — Je voudrais poser une question à M. Monteil, à propos des chiffres donnés tout à l'heure sur Anoual : le nombre des soldats espagnols et des combattants rifains. Il me semble que ces chiffres sont un peu exagérés. Vous avez dit, je crois, 60 000 Espagnols et 3 000 Rifains. Bon. Il n'est pas possible que, dans un poste comme celui d'Anoual, il y ait eu…

Vincent MONTEIL. — La bataille d'Anoual a duré plusieurs jours…

Maria-Rosa de MADARIAGA. — Oui, de toute manière, il n'y avait déjà pas 60 000 Espagnols dans toute la région, à l'époque. Les chiffres qu'on peut trouver dans le livre du général Damazuringer *E Campagna sin El Rif. 1919 à 1921*, par exemple, en ce qui concerne le poste d'Anoual lui-même, fait apparaître qu'il y avait de 8 000 à 10 000 Espagnols, et que les combattants rifains étaient des centaines. On ne précise pas exactement le nombre des combattants rifains ; en tout cas je ne crois pas qu'ils arrivent au chiffre de 3 000.

Il me semble justement qu'une des caractéristiques du caractère révolutionnaire de cette guerre, c'est le fait que ce peuple était vraiment un peuple en armes, luttant pour son indépendance face à une puissance colonisatrice, tandis que la plupart des gens que cette puissance envoyait luttaient sans le moindre intérêt : la plupart de ces soldats étaient des gens du village, des paysans, qu'on envoyait mourir au Maroc, et qui n'avaient

aucune envie d’y aller. L’armée espagnole enregistre le taux le plus élevé de désertions à l’époque, parmi toutes les armées européennes. Il faut aussi tenir compte, pour ces gens-là, de l’injustice que présentait en Espagne le service militaire : c’étaient seulement les fils de pauvres qui faisaient la guerre ; les fils des familles aisées pouvaient se libérer moyennant finance. Alors, ces gens-là n’avaient aucun moral pour lutter : ils allaient vraiment là-bas comme à l’abattoir. Pour les forces rifaines, c’était vraiment une lutte pour la liberté, pour la libération du territoire ; il y avait donc là un stimulant qui faisait que, même un nombre réduit de combattants rifains pouvait détruire, non une armée comme l’armée française, mais une armée européenne mal préparée, qui opposait quand même des techniques modernes. Il me semble d’ailleurs que le caractère de cette guerre, comme l’a signalé Ho-Chi-Minh, que vous avez cité, était d’être une guerre populaire, dans la mesure où tout un peuple, un petit peuple en armes, est capable de vaincre une puissance européenne ; et je pense que cette opposition entre l’armée des envahisseurs et le peuple qui lutte pour sa libération, vous ne l’avez pas assez soulignée.

Régis Blachère

L’insurrection rifaine, préfiguration des émancipations maghrébines

Régis BLACHÈRE. — Pour commencer, je vais faire une entorse à ce qui vient d’être annoncé. Il n’y a pas de rapport, et la raison en est simple : je me doutais que, parlant le dernier, j’aurais à intervenir, en quelque sorte, comme concluant. Or, comment conclure quand on n’a pas tout entendu ? Surtout, comment conclure avant d’avoir tout entendu ?

Dans le temps très court qui m’est imparti, je ne voudrais choisir que les points véritablement essentiels. Si vous voulez, nous pourrions nous poser le problème de l’intérieur, car toutes les réactions que vous avez pu enregistrer touchant précisément l’insurrection rifaine, le soulèvement rifain, tout cela doit prendre une valeur singulière si nous essayons de nous mettre dans la peau même des acteurs.

Comment les Rifains ont-ils d’abord vu leur insurrection ? Quel est le mot dont ils se sont servi ? C’est tout de même quelque chose qui importe. A l’heure actuelle, je sais très bien quel est le terme dont on se servirait. Mais, pour 1925, j’en suis beaucoup moins sûr. A l’heure actuelle on emploierait le mot arabe *thawra* : révolution, soulèvement. Mais, à ce moment, quel est le terme dont les combattants rifains se sont servi ? Nous ne le savons pas exactement. Je pense que ça devait être un terme très général, et je me suis toujours demandé s’il n’y avait pas une sorte de déformation de la réalité par le mot même qu’on utilisait, c’est-à-dire le mot « républicain ». Quoi qu’il en soit — et il ne faut pas insister sur ce point — , nous avons lieu de nous demander si ce mot, quel qu’il soit, n’a pas déclenché dans la mentalité générale des combattants des conclusions et des actes qui sont précisément le propos de cette intervention.

Tout d’abord, je voudrais m’interroger avec vous sur un point essentiel : en termes de 1925, l’insurrection du Rif — et c’est à dessein que j’emploie le

mot insurrection — apparaît au départ comme une espèce de dissidence. Autrement dit, cela s'inscrivait dans une série de mouvements bien connus au Maroc : une tribu se rattachait à un moment donné au *makhzen* ; puis, pour des raisons quelquefois très particulières, très inavouables, elle s'en détachait, partait en dissidence. Quelle était, à ce moment-là, la pensée des Rifains ? Je ne crois pas qu'ils aient eu le sentiment de partir en dissidence, pour une raison extrêmement simple, c'est qu'en fait ils étaient toujours restés en dissidence : il n'y avait jamais eu de soumission totale de la zone rifaine. Donc, dès le départ, il faut revenir sur un point que notre ami Youssoufi a mis en évidence : il s'agit de cette opposition capitale entre ce que je nommerai la reconnaissance d'un pouvoir, celui du *makhzen,* et la reconnaissance d'autre chose.

Dans la pensée des combattants, qu'était le *makhzen* ? C'était le gouvernement central. Notez que l'expression marocaine est assez incertaine. Il me semble que *makhzen* soit la seule expression — à ma connaissance — que l'on utilise pour désigner le gouvernement central. Il y a certes quantité d'autres mots. Il y a *charifa,* etc. Mais le mot *makhzen* est le seul employé, bien que rarement. Donc, dans le langage, peu de précisions. En revanche, on comprend très bien, dans la mentalité générale, ce que recouvrait cette opposition. D'un côté, ce qui est *makhzen,* c'est-à-dire ce qui reconnaît l'autorité du pouvoir central, en l'occurence l'autorité du protectorat français ou du protectorat espagnol ; d'autre part, quelque chose d'autre.

C'est ce « quelque chose d'autre » justement que je voudrais essayer de serrer d'un petit peu plus près, d'une manière aussi brève et aussi peu schématique que possible. Notre ami Youssoufi a employé le mot *siba.* Je ne pense pas que ce terme puisse exprimer exactement la complexité des événements historiques, qui se sont déroulés dans les années 1924-25-26. Je pense qu'en réalité il s'agit de phénomènes plus compliqués. Ce « quelque chose » m'est apparu extrêmement différent selon que l'on pensait en Européen ou bien en Marocain. En Européen, Miège nous a fait un exposé si remarquable que je n'ose pas en dire assez de bien. Miège a montré combien, au fond, les gouvernements européens, en 1924, étaient en retard. Ils voyaient les choses, comme il nous l'a dit, en retard d'une diplomatie. Ils en étaient encore à définir des zones de partage, des zones d'influence, des zones de prépondérance, et on oubliait la réalité, la réalité rifaine. C'est là au fond l'origine même du drame. On n'avait pas posé le problème, on ne sentait pas

encore exactement ce que pouvait être précisément ce drame qui allait se développer en 1925-1926. Je crois que c'est M. Rivet qui a beaucoup insisté, en termes excellents, sur la conception même qu'on s'est faite, dans les milieux gouvernementaux français et espagnols, de ce soulèvement. On l'a vu comme un retour aux dissidences, alors qu'en fait il était beaucoup plus profond.

Il y a donc eu, d'un côté, une incompréhension diplomatique, qui provenait du fait que les événements n'étaient pas vus du Maroc même, du point de vue des Marocains eux-mêmes, mais de l'extérieur, en termes de diplomatie générale. Au contraire, et je crois que c'est là l'essentiel, Abd el-Krim et ses partisans ont tout de suite posé le problème sur le terrain qui était le leur, le seul valable, c'est-à-dire celui d'un soulèvement nationaliste. Nous sommes en 1924-1925. Il s'agit bien d'un soulèvement contre un impérialisme absolument étranger et fondé sur des autorités qui ne sont pas des autorités musulmanes.

Cela posé, et je vais être obligé de beaucoup abréger, je voudrais insister sur ce qui me paraît essentiel : c'est la spécificité de cette insurrection, de ce soulèvement, de cette révolution. Elle est rifaine, elle est — disons-le aussi — berbère ; mais elle est « rifaine », c'est-à-dire avant tout locale. M. Maurer nous l'a dit et démontré, ce particularisme si extraordinaire est né de la nature des choses ; il est né de la géographie, du milieu géophysique. Cependant, ce particularisme — quelqu'un nous l'a fait remarquer, c'était notre ami Berque — n'a pas été accompagné d'imperméabilité : il y a eu perpétuellement une sorte d'osmose qui s'est établie entre le monde extérieur et ce pays rifain si fermé théoriquement, et cependant si fatalement ouvert à cause de la réalité internationale.

Je crois que c'est Berque aussi qui a insisté sur un autre fait qui me paraît extrêmement important et lié au premier : les influences, dans le mouvement, d'éléments culturels extérieurs. En réalité, le petit maître d'école de village, qui a eu une fois de plus son rôle, ce petit maître d'école qui était allé se former à la Karaouine, qui avait reçu une formation extrêmement sommaire, disons-le, mais d'autant plus puissante, d'autant plus imprégnante qu'elle était sommaire, ce petit maître de village, revenu dans le Rif, devenait colporteur de quelque chose d'autre.

Ce « quelque chose d'autre », comment l'appeler ? Le panislamisme ? Le panarabisme ? Je ne sais pas. Peu importe le mot. Ce qui est certain, c'est que le contenu en était très vague, au fond très peu analysé, mais très senti. Et

c’est probablement ce qui lui a donné une si grande force. C’était quelque chose qui entrait dans les cœurs, qui entrait dans les cerveaux, et que les cerveaux et les cœurs ne cherchaient pas tellement à définir et à mettre en formule.

C’est là toute la subtile complexité de ce problème. Il y avait imperméabilité, je le veux bien, et Maurer a des raisons de nous le dire et de nous le rappeler, mais il y avait aussi pénétrabilité, parce que, tout de suite, on vit jouer des éléments venus de loin. Ici, je voudrais être très prudent. Quels étaient ces éléments lointains, ces influences lointaines ?

Bien sûr, il faut penser au Proche-Orient, mais il faut penser aussi à l’action immédiate, aux besoins locaux. Ceux qui comme moi ont vécu cette expérience l’ont très bien senti dans leur jeunesse. J’étais à ce moment-là jeune professeur au collège Moulay Youssef, et naturellement mes élèves et moi bavardions — et je puis vous assurer qu’on était fort bien renseigné, au collège Moulay Youssef, sur tout ce qui se passait dans le Rif. J’étais parfois fort étonné de trouver, chez ces jeunes gens de 14, 15, 16 ans, des réflexions qui étaient vraiment très en avance sur toutes les solutions qu’on pouvait proposer. Certaines étaient d’une extraordinaire violence, d’autres d’une extraordinaire simplicité. C’étaient elles qui portaient le plus. Il me semble donc, si l’on veut bien comprendre les événements de 1924-1926, et surtout les événements qui ont suivi, qu’il faut faire une place considérable à ce qui en a été la cause première, c’est-à-dire l’existence des occupants étrangers.

Je me demande si nous avons assez insisté sur l’idée qu’Abd el-Krim et son frère se sont fait de leur rôle. Quel était le nom qu’ils se donnaient d’abord ? Je ne pense pas qu’ils se soient appelés *zaim*. J’ai trouvé le mot dans la presse égyptienne, beaucoup plus tard, au moment où Abd el-Krim a resurgi sur la scène. Je pense qu’en réalité ça devait être quelque chose de beaucoup plus vague, de beaucoup plus incertain dans son esprit. Se présentait-il comme le chef d’une république, le chef d’un parti ? Je ne sais pas, et, si vous avez des renseignements sur ce point, j’aimerais les connaître, ça me paraît important. Nous pourrions peut-être nous entendre sur cette réalité c’était un chef, incontestablement, et sans doute un chef religieux, car, on nous l’a bien fait remarquer, ce chef autochtone était un homme profondément imprégné d’islamisme. Nous n’insisterons jamais assez sur ce point : c’était un chef religieux, qui n’agissait pas uniquement dans un sens laïc, selon nos conceptions. Si je me trompe, je vous demande de rectifier ce que j’ai dit. D’après les conversations que j’avais avec mes élèves, j’avais le

sentiment très net qu’il apparaissait comme une espèce de super-caïd, mais pas du tout à la manière de ces grands caïds du Sud que tout le monde avait en horreur à ce moment-là.

Cet homme était très pénétré de sa mission. C’était une mission de régénération. C’était une mission aussi de ralliement. C’est par cette réflexion que je voudrais terminer : il me semble que l’essentiel, dans le mouvement d’Abd el-Krim, est qu’il n’a pas été simplement un mouvement de tribu, mais un mouvement global de certaines entités rifaines, sous la conduite de ce chef, qui se sentait plus ou moins investi d’une autorité supérieure à sa propre personne.

Mais l’action entreprise était limitée par des données globales, par la situation du monde en 1925. Abd el-Krim a eu un grand malheur : il avait raison, mais vingt-cinq ans trop tôt. Je pense que, si les événements de 1925 s’étaient déroulés en 1952, la dimension et la signification du personnage auraient été fort différentes de ce qu’elles ont été. Mais, en 1925, étant donné la disproportion des forces, il était à peu près certain que cela se solderait par un échec, voire par une reddition pure et simple. Il y a eu capitulation — dans l’honneur, disons-le — , mais il y a eu capitulation, et il ne pouvait pas en être autrement. Seulement — et c’est ici que je vais me taire, parce que, précisément, vous allez avoir à nous parler, à dire des choses que je n’ai pas à dire — ce mouvement d’Abd el-Krim s’inscrit dans tout un ensemble, dans tout un processus. Il ne faut pas le considérer isolément. Il faut le situer dans un mouvement que nous nommerons — le mot n’était pas tout à fait exact en 1925, mais il le sera en 1945, il le sera en 1953 — le mouvement de décolonisation.

Abd el-Krim a-t-il senti la grandeur de son rôle ? C’est possible. Mais il est certain que, très vite, autour de lui, on s’est aperçu que ce rôle ne serait pas tenu jusqu’au bout. Précisément parce que ce rôle n’a pas été tenu jusqu’au bout, l’expérience rifaine devient pour nous extrêmement importante, prégnante, significative. Elle s’est déroulée avec une sorte de préscience de ce qui devait être, de ce qui n’a pas été, et de ce qui, plus tard, fut. Pourquoi ? Parce que je crois très simplement que l’heure n’était pas encore venue. Les conditions locales, la situation mondiale, l’évolution des esprits, les rapports de forces ne permettaient pas d’autre issue. Le fruit n’était pas mûr.

DISCUSSION

Brahim BOUTALEB. — Je voulais faire quelques observations, et demander de porter une plus grande attention aux termes et au vocabulaire utilisé pendant la guerre du Rif. Une de ces précisions dans les termes, qui contribuerait à rendre le visage d'Abd el-Krim moins flou, c'est d'éviter de dire précisément *Abd el-Krim,* parce que je crois, ou plutôt je sais, que c'est *Mohammed ibn Abd el-Krim,* et je me souviens, quand j'étais enfant, que, dans le peuple, on ne disait jamais *Abd el-Krim,* mais *Ben Abd el-Krim* et *El-Rifi.* Donc, il serait bon qu'on prenne l'habitude de lui donner son nom véritable qui est : *Mohammed ben Abd el-Krim.*

La deuxième remarque porte sur les deux moments de ce qu'on peut appeler, avec beaucoup de réserve, l'histoire moderne du Maroc.

Le phénomène principal, l'acte autour duquel tourne cette histoire à partir du XVI^{e} siècle, c'est la défense contre la pénétration européenne. C'est-à-dire que Mohammed Ibn Abd el-Krim n'est pas le premier aspect de la résistance marocaine à la pénétration, il vient à la fin de tout un long processus. Jusque vers 1830, nous avons eu essentiellement à lutter contre deux pays qui étaient, comme nous, passés à côté du XVI^{e} et du XVIII^{e} siècles, c'est-à-dire qui n'avaient pas fait de révolution industrielle : l'Espagne et le Portugal, qui ne se sont pas industrialisés. Jusqu'à cette date-là, nous avons fait jeu égal avec l'avant-garde colonialiste de l'Europe, et nous avons pu défendre notre indépendance. A partir de 1830, l'inégalité commence. Et Mohammed Ibn Abd el-Krim résume parfaitement cela dans son épopée : puisqu'il a eu à lutter aussi contre une puissance non industrielle, avec laquelle il fait jeu égal ; il lui inflige même une cuisante défaite, puisque la victoire d'Anual reste une merveille de savoir-faire militaire. Mais, quand il a eu affaire à une puissance industrielle, la France, évidemment, ce sont les structures héritées, dans lesquelles il était né, qui ont joué contre lui. Les dimensions de l'épisode et du personnage doivent donc être vues avec plus d'attention, pour éviter de déformer la personnalité de Mohammed Ibn Abd el-Krim.

David Montgomery HART. — Je voudrais seulement faire une petite

observation relative au rapport du professeur Blachère : quand il a donné l’étiquette de *zaim* à Abd el-Krim, sans doute cette étiquette est bien postérieure à la guerre du Rif. Mais tous mes informateurs rifains ont toujours parlé d’Abd el-Krim comme *amzahl*. Dans les chansons rifaines de l’époque, lui et tous les Rifains collectivement ont reçu l’étiquette *amzahl* également.

ANNEXE

<u>*Général Pierre Rondot*</u>

Notes sur la campagne du Rif. 1926

Les notes qui suivent ont été rédigées fin décembre 1927, c'est-à-dire quelques mois après les faits qu'elles relatent. L'auteur, qui avait participé à ces opérations en tant que sous-lieutenant au 3e régiment étranger d'infanterie, se trouvait alors en traitement à l'hôpital militaire de Meknès.

Elles sont ici reproduites textuellement.

Mon arrivée sur le front du Rif, à Sker, le 8 ou le 9 mai 26 — quelques heures après la dénonciation de l'armistice. Cet aspect de guerre presque européenne contredit par la pouillerie minable de l'installation et du pays. De l'artillerie, des chars de combat, une « saucisse » ; au fond d'un ravin plat, un Goliath de la Marine, atterrissage forcé. On me badinait pas sur la circulation des isolés, fût-ce en plein jour, et à proximité du bivouac. Ah ! certes, ce n'était pas une psychologie de guerre facile et de victoire à bon marché. On se serrait dans les bivouacs incommodes, sans trop rechigner devant les « nécessités tactiques ». Pas le brouillard, sur Targuist. Ce serait fini tout de suite… »

A la popote — à la fin d'un repas particulièrement confortable — , une voix s'élevait parfois et déclarait : « Ah ! si nous avions encore Mangin ! On ne s'éterniserait pas ainsi, on ne s'encroûterait pas dans les positions ! Une colonne très légère, par surprise, et on foncerait dans le brouillard, sur Targuist. Ce serait fini tout de suite… »

Et ce nom de Targuist était gros d'impossible et d'éloignement. On disait cela, pour parler, pour critiquer, sans penser que ce fût réellement possible

et raisonnable. Abd El-Krim jouissait encore auprès des exécutants français, à la mi-mai 26, d'un prestige intact.

La première opération à laquelle je pris part eut lieu le 20 mai. Je ne saurais préciser si, dans l'esprit du commandement, il ne s'agissait primitivement que d'un coup de main, d'une sorte de raid destiné à explorer la région au nord de Sker et Bou-Redoub. Tout au moins en étions-nous persuadés. Dès l'avant-veille, l'artillerie commence sa préparation. Avant l'aube, nous voici lancés dans la brume : il y avait, naturellement, des chars. Nous ne rencontrâmes pas la moindre résistance.

Il y eut cependant un bref arrêt dans la progression : une unité de première ligne avait rencontré des « organisations ». Pas un coup de feu n'avait été tiré ; mais telle était la superstition des « tranchées » ennemies que la marche ne fut reprise qu'avec d'infinies précautions. Les organisations en question, assez vagues, étaient militairement bien peu de chose. Mais il me semble que tous les officiers qui ont fait la guerre de 14-18 sont marqués de la hantise des organisations — comme d'ailleurs tout le public. Hantise contre laquelle réagissait, mais au prix de quel effort sur lui-même, on le devinait, l'enseignement qu'on nous donnait à Saint-Cyr. A vrai dire, personne encore aujourd'hui n'ose affirmer, à pleine voix et du fond du coeur : « Il n'y aura pas de tranchées dans la prochaine guerre. »

Ce jour-là, cependant, nous demeurâmes sur la position occupée, les crêtes de Taouerta. Les curieux purent visiter le P.C. avancé d'Abd el-Krim, sorte d'abri-caverne assez spacieux : un lieu presque historique.

Le général Dufieux, commandant du groupement de Fès, nous visita dès l'après-midi sur la position. Il avait la cote auprès de la troupe, qu'il visitait souvent, alerte, élégant, jeune d'allure et sachant parler. Devant le bataillon rassemblé, il déclara : « Je suis heureux que cette opération se soit faite sans pertes. Toutes les fois que nous pourrons, nous ferons les opérations sans pertes. » Entre soi, on disait : cela sent le prochain coup dur — car on considérait cette extraordinaire affaire de Taouerta comme une exception.

Le coup dur, cela devait être la Kelaa des Beni-Kacem. Un camarade de l'état-major de la division nous en raconta quelques jours après l'histoire, ou, si l'on préfère, la légende. Le général Dufieux comptait sur 300 hommes de pertes pour enlever la position. Or, la veille de l'attaque, et avant que les troupes ne fussent à pied d'œuvre, il reçut le renseignement que la Kelaa était inoccupée. Il la fit occuper sans coup férir, et par surprise, par un bataillon de Sénégalais. Celui-ci n'eut pas de pertes… sauf au soir, la corvée

d'eau s'étant fait surprendre et massacrer.

Tout cela en dehors du général Thévenet, commandant la division. Quand Dufieux le mit au courant, en insistant sur le faible chiffre de pertes, Thévenet manifesta sa mauvaise humeur et bougonna : « Si vous m'aviez laissé faire demain, il y aurait eu moins de pertes encore. » Un froissement s'ensuivit. Le général Thévenet s'en alla. Le général Dufieux lui survécut de quelques semaines — jusqu'après la « tache de Taza ».

Quoi qu'il en soit, du jour des Beni-Kacem data un renversement complet de la psychologie du bataillon. On nous avait fait venir pour participer à l'opération du lendemain : à peine arrivés à l'étape, on nous déclarait que l'opération n'aurait pas lieu, que c'était fait. De ce jour-là, nous fûmes persuadés que la guerre du Rif était devenue « une rigolade ». Deux jours plus tard, nous nous confirmions dans cette idée en enlevant, toujours sans coup férir, le djebel Taounat, à la frontière politique espagnole.

Nous étions cependant aux derniers jours de mai. Un matin que l'on travaillait sur une piste, au sud de Taounat-ech-Kour, un planton essoufflé vint apporter le laconique message : « On annonce officiellement la reddition d'Abd el-Krim aux troupes françaises. » Personne n'eût osé l'espérer quinze jours plus tôt. Mais alors, il nous apparut : tout d'abord, que l'événement était normal, naturel ; ensuite, qu'il n'aurait aucune répercussion pour nous personnellement, car il resterait bien des résistances locales, de tribus, tout comme avant, et bien des semaines d'ennuyeux travaux de piste. Nous nous réjouissions beaucoup cependant, en songeant au prestige que la France y gagnerait à l'étranger. Et nous disions, souriant à demi : tout le monde va croire notre guerre finie, nous écrire pour nous en féliciter, cependant que nous trimerons encore. Ce qui ne manqua point.

Puis on nous dirigea vers les Beni-Zeroual. Nous ne connûmes que bien plus tard l'audacieux mouvement de tenailles auquel nous devions participer. Ce fut encore une promenade militaire, qui se termina le 2 juin au sommet du djebel Outka. Nous étions parfaitement habitués à la nouvelle formule de guerre, et les précautions tendaient vers zéro. Les bivouacs s'éployaient commodément près de l'eau et des oliviers : on était chez soi. A la vérité, nous savions d'ailleurs que, surtout à l'aile droite, certaines unités avaient été accrochées assez dur, tout au moins avant la reddition d'Abd el-Krim.

A peine l'Outka occupé, nous fûmes désignés pour les opérations qui devaient s'ouvrir dans le Moyen-Atlas, et, en tout premier lieu, pour la réduction du Tichoukt. Ce mot avait le don d'impressionner vivement mes

camarades, qui avaient longtemps tenu des postes de ceinture autour de la montagne. Nous arrivâmes en vue du massif, à Taghzout, le 19 juin ; l’escarpement du versant nord-ouest, qui se présentait à nous, offrait réellement un spectacle imposant.

J’ai eu par la suite l’occasion de faire d’assez près connaissance avec le Tichoukt, ayant pris part aux brèves opérations de réduction et surtout ayant séjourné dans la région, d’août 1926 à mars 1927, et l’ayant parcourue en tous sens après sa pacification. Les opérations d’El Mers et de Skoura, en 1923, avaient isolé ce bloc de résistance de la Grande Tache de Taza, et depuis lors un noyau d’irréductibles y subsistait, menant la vie très dure à nos postes de ceinture. Le terrain, très accidenté et difficile, favorisait la résistance des dissidents.

J’ai eu l’occasion de parcourir, dans les archives des postes où j’ai séjourné, des documents bien curieux sur un projet de réduction du Tichoukt, éclos durant l’hiver 25-26 chez le commandement supérieur. Il ne s’agissait de rien moins que d’enlever le Tichoukt en plein hiver — malgré la neige et le mauvais temps — et cela, afin de libérer, pour la campagne du printemps 26 contre Abd el-Krim, les 4 ou 5 bataillons qui gardaient les postes de ceinture. Pour qu’un projet aussi funambulesque ait été sérieusement envisagé par des gens au courant de la guerre marocaine, il fallait vraiment que notre commandement envisageât une résistance sérieuse d’Abd el-Krim et tînt à enfler, par tous les moyens, sa propre supériorité numérique. Il n’y avait donc pas que chez les exécutants que le prestige d’Abd el-Krim, au début de 26, était encore intact.

III

Le mouvement ouvrier européen et l'Occident face à la guerre du Rif

Paul Isoart

La guerre du Rif et le Parlement français

Les élections législatives de 1924, « bifurcation essentielle de notre histoire politique depuis la guerre[211] », portaient au pouvoir en France des forces nouvelles. Le Cartel des gauches l'emportait sur le Bloc national divisé. Les radicaux obtenaient 140 sièges, les socialistes unifiés 105 et les républicains socialistes 42, soit, au total, 287. Le « Bloc ouvrier et paysan », c'est-à-dire le parti communiste, avait 28 députés, le centre et la droite respectivement 80 et 146. Toutefois, la gauche n'obtenait pas la majorité absolue des sièges à pourvoir, qui était de 291. Pour gouverner, il lui fallait l'appoint d'un groupe charnière, la gauche radicale, forte de ses 41 voix. La majorité était donc précaire, la droite allait s'efforcer de l'effriter en isolant les socialistes, hésitant entre la solidarité républicaine et laïque qui les unissait aux radicaux et la solidarité prolétarienne qui, malgré tout, les rapprochait des communistes. Le succès de la gauche s'expliquait d'abord par des raisons financières. En mars 1924, le ministère Poincaré avait obtenu le vote d'impôts plus lourds et le pouvoir de procéder par décrets-lois à la suppression d'emplois administratifs. L'intervention dans la Ruhr avait également inquiété l'électeur. Le Cartel avait fait campagne pour la paix, il lui devait pour une large part son succès. Edouard Herriot constituait, le 15 juin, son premier ministère, soutenu par les socialistes. Le 28 octobre, le nouveau gouvernement reconnaissait l'Union des républiques socialistes et soviétiques et décidait de procéder à l'échange des ambassadeurs. Le 28 novembre, les cendres de Jaurès étaient transférées au Panthéon. A cette occasion, et en dehors du cortège officiel, le défilé de plusieurs dizaines de milliers de militants communistes provoquait des incidents que la droite allait immédiatement exploiter. C'est que le Parti communiste français était, en 1924, en pleine évolution. Le V^e^ Congrès de l'Internationale communiste (17 juin-8 juillet 1924) estimait, en effet, que le P.C.F. devait se transformer « en

parti d’un type nouveau ». Pour mieux conquérir la classe ouvrière, il lui appartenait de l’appréhender sur son lieu de travail, dans l’usine, par l’organisation de cellules d’entreprise. Il était donc recommandé d’abandonner les « vieux principes d’organisation empruntés à la social-démocratie ». Le parti cessait d’être une « machine électorale auxiliaire » pour devenir un instrument de combat des masses prolétariennes. Le comité directeur décidait donc de procéder à la « bolchevisation », le 12 août 1924. « Politique homogène, structure homogène, direction homogène, nous constituerons notre parti en un bloc d’acier que rien ne puisse entamer[212] » La réorganisation constituait « un pas sérieux vers le chemin de la Révolution, mais il en reste un autre, infiniment plus important, le pas décisif celui-là, il s’agit de la bolchevisation idéologique du parti[213] ». A cet égard, la question coloniale était fondamentale. Le comité directeur le rappelait dans sa « Thèse sur les travaux et décisions du V^e^ Congrès mondial » :

Il ne suffit pas de proclamer le principe général du droit des peuples à disposer d’eux-mêmes. Il faut, dans les pays comportant des colonies, peser chaque cas concret, affirmer le droit des peuples à la séparation et militer pratiquement dans ce sens. Il faut utiliser les mouvements nationaux existant au sein de ces populations et les relier au mouvement prolétarien de la métropole…

Le V^e^ Congrès a justement critiqué l’inactivité du P.C.F. dans ce domaine essentiel. Il nous a ordonné de faire le nécessaire pour mettre désormais notre organisation à l’abri de critiques aussi graves. La direction du parti doit fixer immédiatement les moyens pratiques d’y parvenir et entraîner tout le parti et sa presse dans cette action[214].

Cette transformation profonde de la vie politique et du jeu des partis inquiétait la droite française. Au début du mois de décembre, elle prenait subitement conscience d’un péril communiste. Elle distinguait entre « l’activité “ normale ” du parti » et celle des cellules d’entreprise qu’elle prétendait assimiler à des « instruments de guerre civile[215] ». Mais c’était surtout l’agitation amorcée dans les territoires d’outre-mer qui alarmait les milieux coloniaux.

La contre-offensive était lancée par le Comité de l’Afrique française, qui publiait dans le numéro de septembre de sa revue le télégramme adressé à

Abd el-Krim par Doriot et Semard paru dans *L'Humanité* du 11 :

Groupe parlementaire, comité directeur du P.C., comité national des Jeunesses communistes saluent la brillante victoire du peuple marocain sur les impérialistes espagnols. Ils félicitent son vaillant chef Abd el-Krim. Espèrent qu'après la victoire définitive sur l'impérialisme espagnol il continuera, avec le prolétariat français et européen, la lutte contre tous les impérialistes, français y compris, jusqu'à la libération complète du sol marocain.

Vive l'indépendance du Maroc !
Vive la lutte internationale des peuples coloniaux et du prolétariat mondial !

L'Afrique française consacrait trois articles, en octobre, novembre et décembre, à la dénonciation du nouveau péril bolchevique[216]. Dans sa réunion du 6 novembre, le comité adoptait un vœu significatif :

Que, au cours des prochaines négociations diplomatiques avec l'Union des républiques soviétiques, les garanties de non-intervention dans les affaires intérieures demandées par le télégramme de M. le Président du Conseil, en date du 28 octobre 1924, soient spécialement prévues pour les colonies et protectorats de la France et pour les indigènes africains en séjour dans la métropole[217].

L'Humanité du 9 novembre répondait à ces préoccupations : « *L'Afrique française,* organe officiel des requins coloniaux, nous consacre une très large place dans ses colonnes, commettant d'ailleurs à dessein une confusion notoire entre l'Internationale communiste et le gouvernement de la Russie des Soviets, à qui l'on demande, non sans fermeté, de dissoudre un organisme dans la constitution duquel il n'est pour rien. » Sur ce point, le malentendu devait durer plusieurs décennies. La riposte à l'action communiste se manifestait à la Chambre des députés, le 9 décembre, à propos de la discussion de deux interpellations sur « l'affaire de Bobigny » (cf. Annexe I). Une descente de police dans une école de cadres du P.C. prouvait que le gouvernement Herriot n'était pas insensible à la pression de la droite orchestrée par *L'Echo de Paris, La Liberté* ou *L'Action française.* Le

président du Conseil révélait, au cours des débats, que de nombreux documents saisis à Bobigny concernaient les colonies et préconisaient l'aide aux nationalismes. Herriot s'écriait : « Ainsi, quand il s'agit des colonies, vous faites appel aux nationalistes ; vous, communistes internationaux, vous essayez de susciter le nationalisme. » Interrompu par Franklin-Bouillon, le président du Conseil lui laissait la parole. Le président de la commission des Affaires étrangères lisait le fameux[218] « télégramme Doriot-Semard ». La question du Rif était évoquée pour la première fois en séance publique à la Chambre. L'intervention était, en fait, due au député de la Cochinchine, Outrey, qui, dans l'après-midi, avait participé à une réunion du groupe colonial. Celui-ci avait adopté une vigoureuse mise en garde :

Le groupe colonial de la Chambre rappelle qu'en aucune circonstance la France ne s'est départie de son rôle civilisateur et bienfaisant à l'égard des populations coloniales, constatant l'activité de la propagande communiste dans nos colonies, notamment en Afrique du Nord et en Indochine, appelle sur cette question l'attention du gouvernement. Il {lui} demande de la façon la plus pressante de vouloir bien prendre toutes les mesures nécessaires pour combattre cette propagande et pour en préserver notre loyale population indigène.

La réponse du P.C.F. ne devait venir que deux mois plus tard, à propos de la discussion des crédits militaires prévus pour les opérations de pacification au Maroc. Le 4 février 1925, le groupe ouvrier et paysan déposait un amendement tendant à supprimer le chapitre relatif aux frais d'entretien de l'état-major, ce qui équivalait, selon le ministre de la Guerre à « la suppression totale du corps d'occupation ». L'amendement était repoussé par 420 voix contre 30, mais sa discussion permettait à Doriot de défendre la politique communiste. « Depuis plusieurs mois, affirmait-il, on attaque sans cesse notre parti au sujet de sa position dans la question coloniale. Jusqu'à ce jour, il ne s'en est pas occupé. Il n'a pas expliqué à la tribune du Parlement pourquoi il prenait cette position. Je pense que l'heure est venue de le faire. » La violence du discours était accentuée par la présence physique de l'orateur, qui terminait son intervention par une proclamation sans équivoque : « Oui, nous voulons l'évacuation du Maroc. Si vous ne voulez pas que les soldats français soient massacrés, ramenez-les tous en France, où leur vie ne sera pas menacée. »

Quelle était donc la situation au Maroc au début de l'année 1925 ? Quelle

était la politique du gouvernement français ? La réponse à cette question se trouve dans les débats parlementaires, mais les éléments en sont dispersés dans trois interventions[219], qu'il convient donc de rapprocher. Le Parlement était, en fait, mal informé des difficultés qui, progressivement, naissaient pour le Maroc français. La chronologie des événements ne lui sera communiquée qu'après le début des combats, par le président du Conseil Painlevé, le 28 mai 1925. Par crainte d'alerter l'opinion, les ministères successifs avaient préféré conserver leurs informations. En 1921, Lyautey avait développé, devant la commission des finances de la Chambre et devant le gouvernement, le plan dans lequel, pour la première fois, il divisait le pays en « Maroc inutile » (Rif et Grand Atlas), laissé à lui-même, et en « Maroc utile » qu'il était nécessaire d'occuper effectivement. La situation changeait sur le frond nord, en 1923, à la suite des défaites espagnoles et du demi-abandon de la zone. Le 27 février 1924, le résident général, dans un rapport au ministre des Affaires étrangères (qui était alors le président du Conseil Poincaré) exposait ses inquiétudes : « Il se crée, du côté d'Abd el-Krim, une situation qui peut devenir un jour des plus sérieuses pour nous, […] c'est un champion de l'indépendance musulmane qui se lève sur notre front nord. Il n'y a pas de péril immédiatement, mais il ne saurait se produire pour notre établissement au Maroc de facteur plus défavorable que l'instauration, à si faible distance de Fès d'un groupement autonome, organisé et modernisé appuyé par des populations des plus guerrières, nombreuses, très exaltées par leurs succès constants contre les Espagnols. » En mars 1924, Lyautey demandait à être autorisé à franchir l'Ouergha. « Ce n'est pas sans discussion, sans hésitation que le ministre d'alors, devait avouer Painlevé, accepta le plan de Lyautey. Si ce plan pouvait invoquer des arguments très puissants, il comportait aussi certains risques. […] Il fut approuvé par le ministère suivant, par le ministère Herriot ; je l'aurais également approuvé si j'avais été au pouvoir. » La continuité de la politique gouvernementale était ainsi affirmée. L'objet de la manœuvre était d'assurer la sécurité du front septentrional, de contrôler une région prospère, de donner à Fès et aux communications avec l'Algérie une protection sûre. L'application du plan était effectuée en mai sans grandes difficultés. En juillet, Lyautey poussait plus avant la ligne d'occupation en la maintenant en deçà de la frontière fixée par le traité franco-espagnol du 27 novembre 1912. En octobre, il avertissait le gouvernement de la nécessité de fortifier les positions tenues et, dans ce dessein, réclamait le renforcement des effectifs qui étaient alors « à bout de souffle », selon le mot de Painlevé. De

fait, de 1921 à 1924, ils avaient été ramenés de 95 000 à 64 500 hommes, dont 20 000 Français. Le 17 octobre, devant la commission des finances de la Chambre, Herriot affirmait encore le caractère pacifique de sa politique : « Les instructions du gouvernement sont très nettes : […] rester en surveillance partout, ne commettre aucune imprudence, aucune initiative d'agression. » Il rappelait devant la commission des affaires extérieures du Sénat, le 29 décembre : « Au Maroc, […] le gouvernement français est décidé à éviter toute action qui, de près ou de loin, pût ramener cette affaire sur le terrain des discussions internationales. La sécurité de la zone française sera pleinement assurée. » Dans cette perspective, Lyautey avait, les 11 et 21 décembre, réclamé deux séries de renforts. La première, rendue sur place en février, devait lui permettre de tenir jusqu'en avril, fin de la mauvaise saison ; la seconde, échelonnée du 15 avril au commencement de mai, de compléter son dispositif. Le résident général restait prudent : « Ne pas mettre les pieds dans le Rif ; c'est un guêpier, écrivait-il le 21 décembre. D'ailleurs, ce n'est pas chez nous, et nous avons un réel intérêt, je crois, à ne pas soulever de question d'ordre international. Pour la même raison de principe, ne pénétrer sur aucun point de la zone espagnole. S'abstenir de toute provocation à l'égard d'Abd el-Krim. » Le 29 décembre, le général Nollet, ministre de la Guerre, envoyait la première échelle de renforts, et décidait le 19 janvier 1925 que ceux prévus pour le 15 avril ne seraient mis en route qu'après demande renouvelée du maréchal. Le général Nollet était donc parfaitement au courant des impératifs militaires au Maroc, lorsque la Chambre discutait, les 4 et 5 février, l'amendement du groupe ouvrier et paysan tendant à supprimer l'existence même du corps d'occupation. Il ne fournissait pourtant aucune explication aux députés, déclarant simplement que le budget était en augmentation de cinq millions pour « équiper définitivement le front nord ». La saison étant aux économies, il précisait le caractère fictif de l'accroissement des dépenses. Le gouvernement syrien s'étant engagé à augmenter de la même somme sa contribution à l'entretien du corps d'occupation français au Levant, il suffisait de virer les cinq millions d'un chapitre à un autre ! De toute manière, le pacifisme restait à l'ordre du jour. Le ministre donnait lecture de ses instructions à Lyautey : « Il est bien entendu que ces renforts devront être utilisés dans les conditions générales de votre télégramme n° 371 du 11 décembre 1924, *pour appuyer votre action politique* et vous permettre, le cas échéant, de disposer des forces suffisantes à une action défensive énergique excluant toute opération qui pourrait avoir

pour résultat de franchir les limites de la zone espagnole. » Le 17 mars, Lyautey réitérait sa demande de renforts ; le 15 avril, il réclamait leur mise en route immédiate. La veille, Abd el-Krim avait lancé ses premières attaques sur le front nord. La France, pour sa part, changeait de gouvernement. Mis en minorité, le 10 avril, au Sénat, sur ses projets financiers, Herriot démissionnait. Le général Nollet « prenait sur lui » d'alerter les renforts demandés ; le 17 avril, le deuxième gouvernement Painlevé était constitué. Le 18 avril, l'ordre était donné de mettre en route les unités d'infanterie, « en y ajoutant des avions et de l'artillerie lourde » (Painlevé), pour *« appuyer votre action politique »*, était-il une nouvelle fois rappelé au résident général, et « vous permettre le cas échéant une action défensive énergique excluant toute opération pouvant entraîner le franchissement des limites de la zone espagnole ». Ces derniers scrupules révélaient le profond embarras d'un gouvernement de gauche, appuyé sur une majorité élue sur le thème de la paix, et qui, six ans après la Grande Guerre, se trouvait aux prises avec un conflit armé sur la terre africaine. Quelle serait la réaction du peuple français ?

Pourtant, tout un secteur de l'opinion publique n'était pas surpris par le déclenchement de l'affrontement franco-rifain. En effet, les milieux coloniaux, inquiets pour l'avenir de la présence française en Afrique du Nord, s'intéressaient de très près à l'évolution politique et militaire de la zone espagnole. Ils étaient animés par le Comité de l'Afrique française. Profitant des premiers accrochages survenus en juin 1924 sur les bords de l'Ouergha, *L'Afrique française* affirmait : « La question rifaine est posée au regard du Maroc français[220]. » Or, dans un éditorial paru en septembre, le Comité ne laissait aucune illusion sur son diagnostic : « Le chef du Rif est avant tout un indigène avide et retors qui sait la valeur des choses et surtout de l'argent et qui, depuis trois ans, veut s'assurer les bénéfices de ces fameuses richesses minières du Rif auxquelles tout le monde croit, sans qu'il en existe d'ailleurs des preuves scientifiques et qui sont l'enjeu profond de la guerre rifaine. […] Mais, aux yeux des agités de l'Islam, Abd el-Krim prend aussi figure de chef d'un mouvement antieuropéen de l'Ouest. […] Il fera croire, et on lui fera dire, que la vague de gaz empoisonnés nés en Orient sous la pression des principes wilsoniens a déferlé jusqu'au Maroc et qu'il y a là une poussée de ces nationalismes indigènes que la propagande bolchevique essaie d'accaparer et d'exciter contre les puissances européennes… La France ne cède pas à l'offensive anarchique et destructive qui vient de l'Orient. Elle y

fait front en assouplissant et en améliorant sans cesse sa politique et sa domination, dût-elle au besoin les appuyer sur la manifestation de sa fermeté et de sa force. Elle travaille ainsi dans l'intérêt commun de l'Europe et de la civilisation[221]. » Chaque mois, une chronique[222] analysait la situation de « l'Espagne au Maroc » — accusée d'avoir « une politique capricieuse et inconsistante[223] » — dans un but intéressé : constater que le gouvernement espagnol n'était plus en mesure de tenir ses engagements et que, dès lors, le problème international du Maroc était à nouveau posé[224]. La déclaration anglo-française du 8 avril 1904 laissait à l'Espagne une zone tampon pour permettre à Gibraltar de conserver sa valeur stratégique. Dans cette perspective, le traité franco-espagnol reconnaissait les droits de Madrid sur la zone du Rif. Pour autant, l'Espagne acceptait de « veiller à la tranquillité de ladite zone et de prêter son assistance au gouvernement marocain ». De plus, l'Acte d'Algésiras garantissait l'intégrité et l'unité de l'Empire chérifien. En fait, ces soucis stratégiques de grandes puissances n'enthousiasmaient guère le peuple espagnol, qui n'était pas prêt à accepter les sacrifices exigés par l'occupation du Maroc septentrional. Dès lors, la République du Rif, issue de la défaillance de 1921, consacrait la violation des accords et entraînait l'apparition de nouveaux devoirs pour la France. Celle-ci ne s'était-elle pas chargée, par le traité de protectorat du 30 mars 1912, de « prêter un constant appui à S.M. chérifienne contre tout danger qui menacerait sa personne ou son trône ou qui compromettrait la tranquillité de ses Etats » ?

Au moment où commençaient les opérations militaires, les buts de guerre du gouvernement français étaient mal définis. En revanche, il était facile d'imaginer le heurt entre les deux grandes tendances de l'opinion : « la phalange active des doctrinaires de la paix, internationalistes orthodoxes, apôtres du rapprochement des peuples et les partisans conscients et non moins doctrinaires, sinon de la guerre, du moins de la force comme instrument de politique internationale[225] ». Le heurt était compliqué par l'attitude du parti communiste, parfaitement exposée par un tract antimilitariste de l'époque (cf. Annexe II) : « Conscrit, tu vas partir à l'armée, fraternise avec les peuples opprimés contre notre ennemi commun, le militarisme bourgeois. Transforme les guerres impérialistes en guerre civile. » Il appartenait au gouvernement de tracer la politique française, en tenant compte, pour sa survie, des forces dominantes de l'opinion publique. Cette recherche de la voie la moins périlleuse devait contribuer à l'éclatement du Cartel et au changement de majorité.

I. La guerre du Rif et les tendances politiques françaises

L’analyse des débats à la Chambre des députés permet de distinguer trois conceptions différentes de la guerre du Rif. Elles préfigurent les oppositions qui, sous la IVe République, partageront l’échiquier politique français dès que viendront en discussion les problèmes d’outremer. Est-ce la naissance de formes nouvelles des nationalismes coloniaux, est-ce la liaison établie par le parti communiste entre la lutte anticapitaliste et la lutte anticolonialiste qui donnent aux discussions sur le Rif un curieux aspect contemporain ? Trois problèmes préoccupent les députés : la signification profonde du mouvement d’Abd el-Krim, la responsabilité de la guerre, les solutions au problème rifain.

1. *Doriot, Cachin, Berthon exposent à plusieurs reprises la politique communiste à l’égard du Maroc*[226].

Abd el-Krim, par sa victoire sur l’Espagne, bouleverse les données traditionnelles de la politique internationale. « Nous venons d’assister, assure Doriot le 4 février 1925, à la victoire d’un peuple, extraordinaire pour beaucoup, d’un peuple qui a été opprimé sous le joug du militarisme espagnol. Il vient de chasser les Espagnols de la zone qui leur était attribuée, et les rapports de forces au Maroc sont complètement changés en défaveur des impérialistes qui l’occupaient. » Cinq mille Marocains, soulevés par la foi de l’indépendance, en battant une armée européenne de cent mille hommes, ont tout d’un coup sensibilisé l’ensemble du monde islamique. « Nous n’avons plus affaire à une toute petite guerre de libération de trois millions d’habitants, nous avons affaire à une grande guerre musulmane, à un réveil de tous les peuples musulmans, qui se comptent par dizaines de millions. » L’Etat indépendant du Rif constitue un défi à la diplomatie impérialiste, il balaie les pactes, les accords, les traités établis au mépris des peuples intéressés. En outre, « l’existence d’un tel Etat, décidé à vendre ses richesses, et non à les laisser piller par les banques, est intolérable pour tous les profiteurs de la colonisation ». Le monde désormais change de face. La civilisation occidentale, c’est-à-dire l’exploitation et la guerre, est entrée dans une période de décadence, la lutte est ouverte entre cette civilisation et « le monde nouveau qui a jeté ses premières bases en Russie, qui a proclamé le droit des peuples à disposer d’eux-mêmes et qui les a aidés à le mettre en

application ». Dans cette lutte contre le système capitaliste, les communistes français sont « tout entiers avec les autres peuples, les seuls qui se dressent aujourd'hui contre ses agressions, nous sommes avec la révolution russe qui lutte contre cette civilisation d'exploiteurs, nous sommes avec tous les peuples coloniaux qui […], dans leurs territoires propres, luttent contre votre colonisation, c'est-à-dire contre une partie de votre système d'exploitation et de votre civilisation occidentale ». Le parti communiste sort ainsi le problème colonial de l'unanimité nationale, pour en faire un instrument de la lutte des classes à l'échelle mondiale. Le ton était nouveau à la Chambre. Certes, l'opposition socialiste s'était manifestée avant 1914, mais à une certaine forme de colonisation exploiteuse et mercantiliste. Le député de Constantine, Morinaud, constatait le changement d'attitude, à sa manière : « Les socialistes tentent de faire aimer la France par les indigènes, vous tentez de la faire exécrer par eux. » A quoi Doriot répondait : « Je fais observer qu'il ne m'appartient pas de défendre la France capitaliste, mais la France ouvrière et son prolétariat. […] Si quelqu'un fait exécrer la France, ce n'est pas nous, mais ceux qui colonisent le Maroc[227]. »

La France impérialiste est donc seule responsable d'une guerre qui dure depuis 1912, car « l'occupation du Maroc n'a pas été faite pour civiliser le peuple marocain ou dans l'intérêt des ouvriers français. Elle a été faite dans le seul intérêt des banques, pour leur permettre d'exporter leurs capitaux en excédent ». Les dépenses avouées s'élèvent à 3 milliards 419 millions de francs, le capital exporté atteint la somme de 1 023 984 300 francs. « Ainsi l'Etat français, qui prétend n'avoir aucune collusion avec les sociétés financières a consenti à lui [le peuple français] faire payer 3 milliards pour permettre d'exporter un milliard. » Les ouvriers n'ont rien retiré de cette aventure, ils y ont versé leur sang : 12 000 morts depuis 1907. Les indigènes ont été expropriés de 400 000 hectares de terres et soumis par une guerre cruelle et inhumaine. « Ainsi, lorsque vous lancez des bombes sur les douars, sur les tribus, s'écrie Doriot, que vous importe que les femmes, les enfants et les vieillards soient tués ! Vous vous en moquez, vous faites la guerre ! « L'opération rifaine s'inscrit dans cette entreprise de brigandage. Abd el-Krim ne demandait qu'à traiter avec le gouvernement français, comme il a cherché à traiter avec l'Espagne. La résidence générale a refusé tout contact. L'occupation de l'Ouergha constitue « la provocation imbécile » (Cachin) de chefs militaires irresponsables. « Or, nulle part moins que là, les troupes françaises auraient dû aller si la politique de la France avait été vraiment

pacifique. D'abord, parce que la zone était mal déterminée, puis parce que les tribus vivant au nord de l'Ouergha s'étaient toujours montrées pacifiques, ensuite parce que, dans la zone frontière, il y avait une circulation intense des éléments habitant la zone espagnole et que les opérations militaires risquaient de créer des frictions[228]. » Cette opération visait, en fait, plusieurs buts : diviser les tribus pour mieux les dominer, s'emparer de territoires fertiles pour en chasser « sans doute » les indigènes et distribuer la terre aux grandes compagnies, organiser le blocus et la famine en privant le Rif de « son territoire nourricier ». Ainsi, au lendemain du 11 mai 1924, la guerre reparaît, et « sous un gouvernement du Bloc des gauches, sous la direction effective des champions du pacifisme ». Cette guerre est dangereuse, car elle risque de ne pas rester localisée. « Dans la situation troublée d'après-guerre, où personne n'est content du sort qui lui a été réservé, {…} une aventure comme celle du Maroc est particulièrement dangereuse pour la paix du monde. Elle rapproche l'heure fatale où les impérialismes se rencontreront. Le Maroc, c'est la préface sanglante d'une nouvelle série de guerres coloniales, d'une guerre européenne, sinon mondiale[229]. »

Pour éviter un tel cauchemar, le parti propose la seule issue : la voie pacifique. Il exige la reconnaissance de l'Etat indépendant du Rif, l'ouverture immédiate de pourparlers de paix et l'évacuation du Maroc, « gouffre pour les contribuables et tombeau pour les soldats français et coloniaux ». Pour hâter la fin du conflit, les communistes en appellent à la fraternisation ! Marty est expert en la matière : « Le drapeau de la République rifaine, écrit-il, est rouge, avec au centre un croissant et une étoile bleue. Si, du haut des montagnes, les Rifains apercevaient, sur des postes français, un pavillon de même couleur, ils en comprendraient tout de suite la signification et si {…}, en voyant tout l'état-major ficelé comme l'ont été il y a six ans en mer Noire quelques officiers de marine, ils serraient avec effusion les mains ouvertes des soldats français, la guerre serait aussitôt arrêtée, malgré la volonté des ministres de la Banque de Paris et des Pays-Bas. »

2. *La thèse socialiste est développée le 27 mai 1925 par Pierre Renaudel, qui s'explique sur sa demande d'interpellation*

Les inquiétudes nées de la guerre du Rif ne le surprennent pas, dans la mesure où, « dès les premières heures où le Maroc a été occupé, où, à la suite des traités de 1904, nos troupes ont été appelées à y jouer un rôle, à cette

tribune même les représentants du parti socialiste sont venus dire leur opinion, marquer les dangers de l'action dans laquelle la France allait s'engager ». L'attaque subie par les troupes françaises pose de nouveau, vingt ans plus tard, le problème marocain. Quelles en sont toutefois les données nouvelles ?

Le succès d'Abd el-Krim ne s'explique pas seulement par sa personnalité. Renaudel voit bien, derrière l'homme, des « intérêts miniers », des « intérêts d'ordre politique international », ceux de l'Allemagne comme ceux du bolchevisme. Ces faits ne doivent pourtant pas cacher l'essentiel. Le chef rifain exprime deux réalités socio-politiques. Les Berbères qui peuplent le Rif constituent « une population ayant son caractère spécial et un particulier souci d'indépendance ». Abd el-Krim a su en profiter. En outre, les musulmans ont pris conscience de leur état et cherchent à secouer le joug de l'étranger. A cet égard, les erreurs de la politique coloniale ont accru le prestige du rebelle. « Dans un certain nombre de villes du Maroc on a senti comme une espèce d'attente contenue de l'événement redoutable qui pourrait se produire par la prise de Fès. » Au fond, les âmes n'étaient pas conquises, parce que la présence française n'est qu'une occupation militaire. « Les droits accordés à la population marocaine ne sont pas ceux vers lesquels dès maintenant elle veut accéder. {…} Plus vous avez parlé de leur donner la civilisation, plus vous vous êtes engagés à examiner dans quelles conditions vous pouvez les faire monter progressivement vers la liberté. » Cet examen a trop tardé : « Ceux-là mêmes qui paraissent vivre en tranquillité sous votre protectorat pensent obscurément que si, du dehors, on pouvait leur apporter la liberté, l'indépendance à laquelle ils aspirent leur serait assurée. C'est là ce qui explique les conditions dans lesquelles les troupes d'Abd el-Krim ont pu arriver près de Fès. »

Certes, la « République du Rif » a pris l'initiative des opérations militaires. Apparemment, son chef est poussé par l'idée islamique, mais aussi par le souci d'assurer « l'indépendance de la région dans laquelle il vit ». Ses victoires sur l'armée espagnole l'ont peut-être encouragé à affronter l'armée française, mais l'explication psychologique est insuffisante. Pour Renaudel, « l'attitude que nous avons adoptée au Maroc, la façon dont nous avons développé notre emprise sur les territoires ne sont pas étrangères aux décisions qui ont été prises par Abd el-Krim ». A cet égard, la décision d'occuper la vallée de l'Ouergha, bien que cette dernière fasse partie de notre zone d'influence, lui paraît être une erreur. Le chef rifain ne pouvait y rester

indifférent. Elle intervient, en effet, de mai à juillet, au moment où une partie de son armée est engagée contre les Espagnols. Il peut, à juste titre, y voir une diversion concertée. En outre, l'Ouergha constitue le « grenier » du Rif. C'est dans sa vallée fertile que les tribus de la montagne viennent se ravitailler, prélever des impôts et des contingents. Ne sont-elles pas, dans ces conditions, exposées à la famine ? Les responsabilités paraissent singulièrement partagées.

Comment dès lors mettre un terme à la guerre ? Trois solutions s'offrent au gouvernement français :

— aller chercher Abd el-Krim dans son repaire et le réduire par la force ;

— stabiliser la situation militaire, reprendre possession de la zone évacuée sous la pression des tribus dissidentes et rester l'arme au pied sans résoudre le problème politique ;

— engager des conversations de paix.

La troisième option est seule conforme à l'intérêt de la France. Le pays sort d'une guerre qui a fait 1 500 000 morts : « Les veuves et les épouses ne peuvent pas vouloir à nouveau une hécatombe, même réduite. » Les régions dévastées ne peuvent être reconstruites qu'avec l'aide d'une main-d'œuvre étrangère. Trois à quatre cent mille ouvriers émigrés sont déjà nécessaires, est-il logique d'envoyer de jeunes hommes combattre au Maroc ? La situation financière est redoutable, le statut du Maroc peut entraîner des complications internationales. Il appartient donc au gouvernement d'offrir une issue honorable.

Quand ? Dès que la sécurité de la zone française sera assurée, mais sur ce point Renaudel met en garde le pouvoir civil à l'encontre des « organismes militaires {…} toujours prêts à rechercher les moyens de reculer le moment où la paix deviendra définitive et à invoquer que les sûretés obtenues ne sont pas suffisantes ». La remarque est judicieuse.

Comment ? Par un appel solennel prouvant que « la France est assez grande personne morale et qu'elle est assez sûre et consciente de sa force pour ne pas craindre d'offrir la paix à un chef de tribus lointaines ». Les conventions à conclure doivent assurer à Abd el-Krim « l'indépendance politique dont il a besoin » et aménager une étroite coopération gouvernementale sur le plan économique. Au besoin, la S.D.N. sera associée à la négociation. Si le chef rifain refuse, il aura démontré que « c'est lui qui veut la guerre ».

Si le parti socialiste éprouve quelque méfiance à l'égard des opérations

militaires, c'est surtout en raison de son pacifisme et de son désir de moraliser la politique internationale. « Nous demandons, affirme Renaudel, que, devant le monde, la France puisse revendiquer noblement d'avoir dit ce qu'elle fait et de faire toujours ce qu'elle dit. C'est ainsi que la République servira vraiment la démocratie internationale et la paix. » En outre, Léon Blum le rappelle le 9 juillet, « le colonialisme de guerre qui s'installe par l'occupation et par la conquête est quelque chose que nous avons toujours repoussé et que nous continuerons à repousser ». L'attitude du parti n'est pourtant pas dépourvue d'ambiguïté, puisque ses leaders affirment ne pas être favorables à l'évacuation du Maroc. Sur ce point, Henry Fontanier s'était expliqué le 5 février 1925[230] : la colonisation n'est pas fondamentalement mauvaise ; des nécessités politiques l'expliquent parfois. La France a des droits au Maroc, en raison de son établissement en Algérie. De plus, le régime colonial est supérieur aux tyrannies indigènes. En 1903, Jaurès constatait : « Malgré ses infirmités et ses vices, le régime français en Tunisie et en Algérie donne aux musulmans des garanties de sécurité, des garanties de bien-être, des moyens de développement infiniment supérieurs à ceux de ce régime marocain, spoliateur, anarchique, violent, mauvais, qui aborde et dévore toutes les ressources du pays, qui est secoué par le soubresaut d'un fanatisme morbide et bestial. » L'action coloniale est justifiée si elle apporte aux « indigènes, ajoute Fontanier, une civilisation supérieure et si les nations qui possèdent des colonies se présentent comme les mandataires de l'humanité tout entière ». Quant à la propagande communiste, elle est condamnée sans ambiguïté par Renaudel, le 23 juin 1925, au nom du refus de toute forme de violence. Le bolchevisme veut installer la Révolution par la guerre civile internationale : « Si nous voulons réaliser le socialisme, ce n'est pas en supposant qu'il se réalisera nécessairement dans des flots de sang que nous ferons couler ou entre les citoyens d'un même pays, ou même à l'aide de ces nationalismes coloniaux qui constituent une des maîtresses pièces de l'échiquier du bolchevisme international. Nous pensons qu'il n'en est pas fini de la réalisation du socialisme par l'évolution et par les méthodes de la démocratie[231]. » L'appel à l'insurrection des peuples colonisés ne peut être approuvé par les socialistes, qui refusent le manichéisme communiste opposant la France prolétarienne à la France impérialiste : « Votre propagande [aux colonies] s'adresse à des hommes sur qui votre agitation tombe comme une goutte de feu : elle s'adresse à des hommes qui, malgré tout, sont en bataille, non pas seulement, comme vous le dites, contre le

capitalisme français ou international, mais contre des soldats qui sont aussi de la chair humaine, même quand elle est française. »

3. *La droite et les milieux coloniaux apportent aux débats la conviction d'une bonne conscience qu'exaspèrent les impatiences africaines.*

Les thèses essentielles sont contenues dans les interventions de trois députés particulièrement écoutés en raison de leur personnalité ou de leur compétence. Maginot est ministre de la Guerre en mars 1924 ; c'est lui qui, au nom du gouvernement, a autorisé Lyautey à occuper la vallée de l'Ouergha. Roux-Freissineng est député d'Oran. Un homme a joué également un rôle important dans la défense de la politique française au Maroc : Léon Baréty. Son action est méconnue des historiens de l'idée coloniale ; elle mérite un meilleur sort. Député des Alpes-Maritimes, membre des commissions des finances et du suffrage universel, il s'est trouvé mêlé à tous les événements qui ont affecté l'Afrique du Nord entre les deux guerres. Il crée, en janvier 1921, à la Chambre, le « groupe parlementaire du Maroc » dont il assure la présidence. Il entre en avril 1924 au Comité de l'Afrique française, qui l'élit en juillet 1925 à la vice-présidence. Il est, dès lors, intimement associé à toutes les initiatives qui visent au maintien de la présence française en Afrique du Nord : « Comité Algérie-Tunisie-Maroc », fondé en avril 1925 pour « lutter contre la contagion politique qui, issue de la guerre et surexcitée par la propagande de Moscou, tend à contaminer nos possessions d'outre-mer » ; « Comité de l'Afrique du Nord », institué en juin 1925. Grand bourgeois, séduit par Lyautey, il était acquis à une évolution progressive des populations colonisées. Il devait prendre conscience des limites de son action, en ce domaine, quand, rapporteur, au nom de la commission du suffrage universel, du projet Blum-Violette, il se heurtera à de puissantes oppositions.

Ces hommes, attachés à l'idée impériale, voient dans Abd el-Krim un redoutable adversaire qu'il convient au plus tôt d'éliminer.

Le texte le plus intéressant est celui de Roux-Freissineng, car il exprime l'opinion dominante de la Chambre[232]. Prononcé le 9 juillet 1925, il impressionne suffisamment les députés pour que ces derniers votent le lendemain son affichage à une large majorité. Bien construit, il est d'une logique implacable. Abd el-Krim est le produit de la société rifaine. Cette

dernière n'a jamais donné naissance à une nation. De petites tribus constituent chacune autant de républiques indépendantes sans contact organique. Le seul dénominateur commun est le lien de vassalité qui les unit au sultan ; lien double : religieux, car le sultan est commandeur des Croyants ; temporel, puisqu'un tribut lui est dû quand la force matérielle lui permet d'aller le percevoir.

Ces tribus, en 1921, se soulèvent contre les Espagnols. Selon la tradition, elles choisissent un *chef de guerre.* Abd el-Krim est « assez habile pour se faire nommer ». Après la victoire d'Anoual, il prend le titre d'émir. Désormais, les prières sont dites en son nom dans les mosquées. Cette promotion a deux conséquences : il se met en révolte ouverte contre son chef religieux, le sultan, et il proclame la guerre sainte. « La guerre sainte ce n'est plus la guerre aux Espagnols, c'est la guerre à tous les roumis, à tous les infidèles. » Frotté de civilisation européenne, il camoufle l'appel aux principes coraniques derrière une façade démocratique. Il devient *le chef de la république indépendante du Rif,* « singulière république, où l'on ne réunit les chefs des tribus que pour leur donner des ordres impérieux et où toute inexécution de ces ordres est payée par la mort immédiate de celui qui se refuse à l'obéissance ».

Pour Léon Baréty[233], la carrière d'Abd el-Krim est celle d' « un arriviste, un homme préoccupé avant tout de réaliser des gains. {…} Il est à la fois un habile homme et un homme d'affaires ». Avant de combattre contre les Espagnols, il a cherché à « s'assurer une part très bourgeoise des biens de ce monde en succédant à son père », cadi à Melilla. Pendant la guerre, il entre au service d'un agent allemand, puis il intrigue auprès des Espagnols qui finissent par l'emprisonner. Il s'évade et il gagne la montagne. « Peu de temps après surviennent les désastres d'Anoual et de Monte-Arruit. » Fort des appuis extérieurs qu'il obtient de « certains pays », il modernise le Rif, arme ses troupes et entre en pourparlers avec des prospecteurs internationaux, « la plupart de nationalités anglaise et allemande », partant à la recherche des richesses minières du pays : « Abd el-Krim, allié de la haute finance internationale, homme d'affaires lui-même, c'est là, précise Baréty, un des traits intéressants de cette personnalité qu'il me paraissait utile d'indiquer à la Chambre. » Ce n'est pas le seul. Si cet homme domine le Rif, c'est par la violence établie sur les tribus voisines des Beni-Ouriaghel : « Il vit de razzia, pille, vole et ne maintient sa domination que par la cruauté. {…} Le chef Abd el-Krim, terrible dans sa vengeance, règne surtout par la terreur. »

La responsabilité de la guerre ne saurait être partagée. L'agression est le fruit du système social rifain. Roux-Freissineng l'explique : le régime d'Abd el-Krim est menacé par la paix que les Espagnols s'apprêtent à lui accorder. Les hostilités prenant fin, il n'existera plus de raisons pour maintenir un chef de guerre. Or, Abd el-Krim a goûté au pouvoir ; il est obligé, pour maintenir sa tutelle, de faire la guerre : « Nous avons là l'explication unique de l'agression à laquelle il s'est livré contre nous. {…} La terre d'Islam doit appartenir à tous les fidèles, et non pas à d'autres. Quand des mécréants, par hasard, ont pu s'en emparer, dans l'esprit de tout bon musulman, cette possession ne peut être que précaire et provisoire. {…} Le jour doit venir, toujours proche, où un envoyé de Dieu exterminera les roumis. {…} Tel est l'état d'esprit de tous les musulmans. C'est cette tendance qu'Abd el-Krim a exploitée. » Maginot est moins subtil : « Si nous avons à faire face aux hordes d'Abd el-Krim, c'est parce que, à la suite de leurs échecs, les Espagnols ont dû abandonner une partie du Rif et que les Rifains ne peuvent plus les attaquer sur les positions où ils se sont fortement retranchés. Ne pouvant plus rien contre les Espagnols, ils se sont retournés contre nous. Abd el-Krim, qui est un chef de guerre, pour conserver son prestige et tenir en main ses guerriers, s'est vu dans l'obligation de se lancer dans une nouvelle aventure[234]. » Quant au tableau de l'Ouergha, grenier des Rifains, il paraît bien fantaisiste à l'ancien ministre : « Ils s'y ravitaillaient à coups de fusil, en pillant, en razziant les populations. {…} On ne peut tout de même soutenir qu'on porte atteinte aux droits des Rifains en les empêchant de piller des populations paisibles envers lesquelles nous avons des devoirs. » En fait, l'ambition du *rogui* va bien au-delà du contrôle d'un « grenier ». Il s'agit en réalité de conquérir Fès, de remplacer le sultan et de détruire le Protectorat.

Le but de guerre de la France est simple : assurer la protection de l'Empire nord-africain. D'un côté, selon Baréty, « Abd el-Krim, à la tête de sa féodalité, guerrier, ne vivant que du butin, de la guerre, cruel ; de l'autre côté, la France démocratique et républicaine apportant la paix dans les régions qu'elle administre, ne se préoccupant que d'assurer la liberté et la possiblité de travailler aux tribus qui sont venues se ranger sous son drapeau[235] ». La voie est donc tracée. Certes, la paix est le but suprême, mais pas n'importe quelle paix : « En Islam, rappelle Baréty, ne pas avancer, c'est reculer ; manifester de la faiblesse, c'est s'exposer aux plus graves dangers et aux plus grands mécomptes. {…} Il n'y a pas de nationalisme rifain. […] Un mouvement xénophobe et religieux, une réaction vers la barbarie, une guerre

d’atrocités, voilà en face de quoi nous nous trouvons. » Deux moyens s’offrent pour mettre un terme à cette aventure : ou bien, proclame Roux-Freissineng, Abd el-Krim demandera « l’aman, pour employer la formule usitée en pareil cas dans le monde musulman » ; ou bien il continuera la guerre. Dans ce cas, usant de notre droit de défense nous avons l’obligation d’aller frapper jusque dans sa dernière retraite la puissance d’Abd el-Krim et de l’anéantir. « Ce qu’au nom de mes commettants je viens demander au gouvernement, c’est de mettre fin à la puissance de sang, à la puissance de mort et de destruction qui se dresse en face de notre civilisation dans l’Afrique du Nord. » Roux-Freissineng voit dans la disparition de la « République du Rif » la manifestation de la force française, garante de la pérennité du régime colonial. Baréty n’a certainement pas une conception identique : le Rifain s’est opposé au protectorat lyautéen ; c’est ce dernier qu’il faut défendre. Or, le « protectorat signifie non pas l’assujettissement à la France, mais le maintien, dans le cadre des institutions nationales et des traditions séculaires, de la patrie marocaine, sous la protection de la France[236] ».

L’opinion des parlementaires français est donc loin d’être unanime. Il appartient, dans ces conditions, au gouvernement de dégager les lignes de force qui parcourent la représentation nationale, pour tenter de définir une politique acceptable par le plus grand nombre de députés. Cette recherche s’inscrit dans l’ambiance politique complexe qui découle des premiers échecs du Cartel.

II. La guerre du Rif et le jeu politique français

C’est avec plusieurs jours de retard que l’opinion publique française apprend le déclenchement des opérations militaires dans le Rif[237]. Les premières assemblées françaises à réagir sont les conseils généraux, qui se réunissent en session ordinaire l’avant-dernier lundi d’avril — et déjà apparaissent, face à face, les deux France. Le conseil général des Bouches-du-Rhône émet un vœu « qui surprendrait, écrit *L’Afrique française*, si l’on ne connaissait la distance qui sépare la région marseillaise laborieuse et coloniale de certains de ses représentants[238] ».

Le Conseil général des Bouches-du-Rhône, respectueux du droit des

peuples, à quelque race qu'ils appartiennent, de disposer d'eux-mêmes, considérant que l'opinion publique a été tenue dans l'ignorance la plus complète sur l'origine, la nature et l'importance des opérations militaires au Maroc, que des intitiatives ont été prises en dehors du contrôle du Parlement, émet le vœu que le gouvernement renseigne sans délai le pays et prenne d'urgence toutes les mesures pour arrêter l'effusion de sang et éviter que les événements du Maroc ne se transforment en une nouvelle conflagration générale.

Le conseil général de la Seine adopte, pour sa part, un ordre du jour d'un ton tout différent :

Le conseil général,

Exprime aux vaillantes troupes du Maroc et à leurs chefs la reconnaissance de la République, affirme à la fois les intentions pacifiques de la France et sa ferme volonté de défendre contre l'agression d'Abd el-Krim le territoire confié à notre protectorat.

Compte sur le gouvernement {…} pour donner à son action militaire et diplomatique une conclusion qui sauvegarde l'œuvre civilisatrice de la France.

Les préoccupations contradictoires, exprimées par ces deux textes, se retrouvent dans les débats qui, dès le mois de juin, s'ouvrent à la Chambre des députés sur l'affaire marocaine. La majorité, issue du Cartel, ne tardera pas à se dissocier sur la ligne politique adoptée par le gouvernement. Ce dernier pourra bénéficier d'une liberté de manœuvre, quelquefois contestée, mais toujours assez large, le Parlement prouvant ainsi sa difficile adaptation au contrôle de la direction d'une guerre coloniale qui, à l'époque, est encore victorieuse.

1. *La guerre du Rif et la majorité parlementaire*

Le jeu politique français est, sous la III^{e} République, commandé par une loi jamais prise en défaut. Tous les quatre ans, le corps électoral, après avoir au premier tour exprimé ses préférences pour chacun des partis politiques, se prononce au deuxième tour pour une tendance fondamentale : la droite ou la gauche. La division en deux blocs domine les débuts de la législature, puis, « lorsque les idéologies déterminantes perdent leur valeur, lorsqu'il s'agit de

gouverner et non point de faire triompher un programme théorique, un deuxième courant ne tarde pas à prendre force, et la Chambre obéit à une nouvelle formule de groupement[239] » ; la conjonction des centres, ou « concentration », l'emporte sur les « Blocs ».

La Chambre élue le 11 mai 1924 n'échappe pas à la règle : le Sénat renverse, le 10 avril 1925, le cabinet Herriot, radical-socialiste homogène avec soutien socialiste qui, au pouvoir, représente la coalition électorale triomphante du « Cartel des gauches ». Les quatre gouvernements qui se succèdent alors pendant la durée de la guerre du Rif[240] sont minés par la « grande lutte du Cartel et de la Concentration. […] Il est difficile de les classer sous l'un ou l'autre de ces chefs : tour à tour des majorités contradictoires les soutiennent, et leur composition subit fort peu de modifications ; néanmoins, il est admissible de les considérer comme des cabinets de Concentration, puisqu'ils tendent de plus en plus à le devenir et puisque, de plus en plus, le Cartel primitif se disloque[241] ». Deux scrutins sont à cet égard révélateurs : ceux des 26 juin et 12 juillet 1925. Pour la première fois, sur deux problèmes importants (avances demandées par l'Etat à la Banque de France ; proposition socialiste de prélèvement sur le capital), les socialistes sont dans la minorité. « Désormais, tous les cabinets seront soumis aux fluctuations de la coalition parlementaire, ils devront se contenter de majorités de rechange et ils seront renversés par la conjonction des extrêmes[242]. » Painlevé et Briand dominent cette période et sont donc responsables de la politique marocaine de la France. La guerre du Rif est à plusieurs reprises évoquée devant la Chambre des députés. L'analyse des débats conduit à une double constatation : la guerre n'a jamais provoqué la chute d'un ministère — la crise est toujours consécutive à l'examen de problèmes financiers ; la politique gouvernementale est appuyée par des majorités différentes — l'aventure rifaine soumet le Cartel à dure épreuve.

__Le soutien socialiste conditionnel__

Le 28 mai 1925, le président du Conseil Painlevé définit la politique gouvernementale au Maroc, à l'occasion de la discussion des interpellations de J. Doriot et de P. Renaudel, le député du Var. La France n'entreprend pas une guerre de conquête, « il ne s'agit pas d'expansion coloniale. *Nos soldats {…} se battent*, en ce moment, en deçà de ces frontières (des territoires qui, d'après " l'interprétation la plus stricte des traités, sont soumis à notre

protection ”) *contre les envahisseurs* qui ont encerclé nos postes et qui en assaillent et en fusillent les garnisons. {…} *Notre pensée,* notre aspiration, *c’est que des relations économiques, régulières et pacifiques, s’établissent entre tous les hommes qui sont appelés à vivre ensemble, côte à côte, au Maroc.* {…} Pour que la paix soit possible, il faut qu’auparavant une idée s’ancre bien dans tous les cerveaux, là-bas au Rif, {…} *c’est que,* si *entre l’Ouergha et Fès* il n’existe pas d’obstacles naturels, *il y a la France avec toutes ses forces* ». L’attaque rifaine place la représentation nationale devant ses responsabilités. Dans le cas où il se trouverait des Français pour reculer devant une telle politique, « je veux, affirme le président du Conseil, qu’ils mesurent avec moi toutes les conséquences de leur abdication. Ce n’est pas seulement Fès qu’il faudrait abandonner à cette ruée de fanatisme islamique, c’est tout le Maroc, c’est toute l’Algérie, c’est l’Afrique du Nord ».

Le même jour, Aristide Briand expose sa vision de la genèse du conflit : Abd el-Krim a été mal conseillé ; il n’avait à l’origine aucune hostilité à l’égard de la France. D’ailleurs 40 000 à 50 000 Rifains venaient chaque année travailler dans la province d’Oran : « Ils vivaient avec nous, au milieu de nous, dans les meilleures conditions, bien traités, en amis. Ils rentraient chez eux animés des meilleures dispositions. Alors sont venus “ les frères de la côte[243] personnalités suspectes qui sont attirées presque instinctivement vers les lieux ensanglantés par l’espoir d’un misérable lucre. […] *On* a profité de certains événements passagers favorables à Abd el-Krim pour exalter son esprit. *On* lui a tenu des propos qui ne prennent leur signification que pour des nations arrivées à un certain degré de civilisation. *On* lui a parlé du droit des peuples à disposer d’eux-mêmes. […] Abd el-Krim a interprété cette formule dans ce sens : le droit pour lui-même de disposer du Maroc. Il s’est alors jeté en avant. » Pour autant, le problème international reste entier : « *Abd el-Krim et les Rifains existent en fait, mais ils n’ont pas la faculté juridique d’une négociation.* » Toute solution négociée passe donc auparavant par une entente avec la régime de Madrid, dont le *rogui* est un « ressortissant ». La paix ne peut résulter que d’un « règlement sérieux », elle doit être « durable, solide, ayant une valeur juridique ».

Les conceptions gouvernementales s’écartent, au moins sur deux points, de la thèse socialiste.

- La France n’est en rien responsable de la guerre marocaine[244].
- La paix suppose réalisée la démonstration de la force française.

En outre, le maintien du régime militaire, c’est-à-dire de Lyautey à la

Résidence générale, est dénoncé, par Pierre Renaudel, comme contraire à la loi républicaine. En revanche, l'intervention de Painlevé et de Briand emporte l'adhésion de la droite. Dans un souci d'unité nationale, celle-ci est prête à voter l'ordre du jour de confiance rédigé par Cazals (radical-socialiste), P. Morel (gauche radicale), Jean Locquin (socialiste) et Candace (républicain socialiste), déposé le 28 mai ; mais le 29 le parti socialiste, pour maintenir la majorité de Cartel, pure et dure, propose certains ajustements (passages soulignés) qui doivent écarter tout appoint extérieur :

La Chambre, fidèle à la politique de paix que le pays a si fortement affirmée le 11 mai 1924 et qu'il vient, à nouveau, de confirmer les 3 et 10 mai 1925[245] ;

Décidée à assurer la sécurité de nos troupes, des territoires et des tribus placés sous notre protection par les traités internationaux ;

Résolument opposée, au nom de l'humanité et de l'intérêt national confondus, à tout impérialisme de conquête et d'aventures ;

Approuvant les déclarations du gouvernement, lui fait confiance pour réaliser dans ces conditions, et dès qu'elles seront remplies, la paix au Maroc…

L'ordre du jour, fortement teinté de pacifisme, est tout de même adopté par 537 voix contre 29, bien que le socialiste Compère-Morel y trouve la « condamnation de la politique d'hier, dénoncée par lui ». En fait, à deux reprises dans son intervention, le président du Conseil avait tenu à affirmer sa solidarité avec les gouvernements précédents.

L'âpreté des combats, l'envoi de renforts, l'ampleur de la campagne communiste provoquent une certaine « nervosité » de l'opinion manifestée par la presse parisienne et provinciale. Le 3 juin, *Le Petit Parisien* publie une déclaration d'« un collaborateur direct » du ministre de l'Intérieur, le sénateur Schrameck (gauche radicale), qui assure de la « plus grande vigilance » des services de la sécurité générale à l'égard des menées communistes. Le 4 juin, le président du Conseil se rend devant les commissions sénatoriales de l'armée et des affaires étrangères. Il s'efforce de minimiser l'engagement militaire : « De nouvelles troupes, mais *en petit nombre,* sont nécessaires, non pas pour des opérations que personne ne désire, ni ne prévoit, mais pour relever les effectifs engagés dans ce pays harassant où nos opérations sont très fatigantes. » Du 9 au 16 juin, Painlevé est au Maroc. La presse de droite

attend, selon ses propres termes, beaucoup de ce voyage. Elle espère « un renversement des alliances parlementaires, la rupture entre socialistes et radicaux[246] ». Painlevé n'a-t-il pas, avant son départ de Rabat, flétri « ceux qui parlent aujourd'hui de paix, tandis que le Protectorat français est en partie, en petite partie, il est vrai, aux mains de l'envahisseur. {…} Qu'il sache que tout recul, toute faiblesse, nous coûterait le Maroc tout entier et peut-être davantage ». Or, qui parle alors de paix, sinon la presse socialiste, qui voit dans le déplacement du président du Conseil une occasion de rechercher des contacts avec Abd el-Krim !

Dès son retour d'ailleurs, Painlevé précise : « *La question marocaine est, au premier chef, une question nationale* : c'est l'avenir de l'Afrique du Nord qui est en jeu. » (16 juin.) Le 23 juin, il ouvre le débat devant la Chambre des députés par une communication qui précise sur plusieurs points la politique gouvernementale.

• Abd el-Krim n'acceptera la paix que s'il est convaincu de la sincérité française, mais aussi qu'« en continuant à se battre et à poursuivre ses ambitions il risque fort d'avoir des conditions moins généreuses ».

• La France représente au Maroc la civilisation, elle lutte pour défendre l'Europe occidentale « contre une tentative pour l'écraser avec l'aide de tous les autres peuples du monde. Comment ceux qui aiment la liberté, ceux qui savent que c'est chez les peuples d'Occident que sont nés le respect de l'individu et le souci de la justice ne s'uniraient-ils pas tous pour défendre l'Europe qui est la lumière du monde ».

• L'action du parti communiste, ses encouragements et son aide ont « contribué à hâter et à fortifier la décision de guerre d'Abd el-Krim et à lui faire croire qu'il pouvait persister dans des hostilités qui finiraient par susciter en France une lassitude engendrée par la propagande communiste ».

Le président du Conseil termine sa déclaration par un appel aux socialistes, « qui représentent une partie de l'opinion particulièrement inquiète ».

Pour tranquilliser P. Renaudel, inquiet des perspectives de paix, il tient à préciser : « J'ai la conviction que le développement du Rif — car le Rif aura un développement certain — pourrait s'accompagner d'un état de fait, d'une situation économique de frontière qui permettra les échanges les plus naturels et les plus pacifiques entre les populations voisines. »

L'ordre du jour qui clôt le débat est présenté par Cazals, Blum, Paul Morel et Candace. Il prend « acte de la résolution du gouvernement de conduire les négociations avec l'Espagne vers une solution qui concilie *le respect des*

traités internationaux avec le libre développement des populations rifaines et assure aussi leur voisinage avec la zone française ». Il est adopté par 494 voix contre 31 (les voix communistes et deux voix socialistes[247]) et une quarantaine d'abstentions socialistes et radicales-socialistes.

L'abstention socialiste

Après avoir, par décret du 6 juillet, institué un commandement supérieur des troupes au Maroc, le gouvernement soumet aux Assemblées un projet de loi ouvrant un crédit de 183 millions de francs pour les dépenses militaires. Le 9 juillet, un nouveau débat marque un tournant dans l'attitude socialiste à l'égard du gouvernement : deux orateurs, P. Renaudel et L. Blum, interviennent pour marquer leur inquiétude. Le premier constate que « *les groupes de gauche,* dans les ordres du jour qu'ils ont défendus et fait triompher, *ont mis au premier plan les conditions de paix* ». Il s'étonne dès lors d'une demande d'ouverture de crédits militaires intervenant « avant que les pourparlers mêmes que le gouvernement a engagés avec l'Espagne soient terminés et sans que soit connu d'une façon précise à quelle condition il est arrivé avec la nation voisine pour essayer de trouver avec Abd el-Krim les conditions dans lesquelles la paix pourrait succéder aux événements militaires d'aujourd'hui ». Léon Blum est chargé d'expliquer la position du parti dans le vote des crédits. La démonstration est subtile[248].

— Le groupe socialiste ne peut pas et ne veut pas voter contre les crédits pour deux raisons :

• la signification d'un tel vote, « ce serait la cessation immédiate des hostilités, c'est-à-dire l'évacuation immédiate pure et simple. Nous ne sommes pas partisans de l'évacuation du Maroc » ;

• il pourrait également signifier que, dans « cette affaire précise {…}, nous n'avons pas confiance en lui [le gouvernement] pour employer utilement, au mieux des intérêts de la France, les crédits qu'il nous demande de voter. {…} Tel n'est pas non plus notre état d'esprit ». Certes, le parti socialiste a abandonné sa politique de soutien, c'est-à-dire « cette espèce d'appui systématique, et quelquefois protecteur à force de vigilance », il n'a pas pour autant l'intention de se placer vis-à-vis du gouvernement « dans un état d'opposition à ce point déterminé que nous lui refusions notre vote en toute circonstance, comme cela nous est arrivé dans l'ancienne législature ».

— Le groupe socialiste ne peut pas et ne veut pas voter les crédits :

• d'abord, en raison de la « déception » éprouvée par le maintien de

Lyautey, « même à la tête des services civils du Protectorat du Maroc », car son « rôle est épuisé » ;

• ensuite, par fidélité à la tradition et aux principes. Les socialistes s'affirment des « adversaires du colonialisme », forme la plus redoutable, la plus pernicieuse de ce que l'on appelle {…} *l'impérialisme, c'est-à-dire l'instinct ancien, probablement naturel, qui pousse toute nation à étendre le plus loin possible son imperium, sa domination, sa puissance*[249]. S'ils désirent le rayonnement de la civilisation française, ils ne peuvent admettre que « l'occupation militaire soit le véhicule sûr et fécond de la pensée française[250] » ;

• enfin, le groupe adopte un raisonnement curieux : « Nous connaissons, précise L. Blum, les difficultés de l'heure, nous ne le nions pas, {…} mais elles ne sont pas à nous, elles ne pèsent pas sur nous, nous n'en sommes ni solidaires, ni responsables ».

Une telle attitude s'apparente étrangement à celle d'un célèbre proconsul romain.

La conclusion de cette analyse est, dès lors, logique : le parti s'abstient. Les crédits sont votés par 411 voix contre 29. La majorité de Cartel cède la place, sur l'affaire marocaine, à une majorité de concentration.

Les vacances parlementaires laissent au gouvernement une plus grande liberté de mouvement ; pour autant, le parti socialiste, pressé par la base, continue à s'intéresser au problème marocain. Le 29 juillet, la S.F.I.O. réunit à Paris une commission composée de socialistes français, espagnols et anglais. Le communiqué publié à l'issue de la réunion réclame la publicité des conditions de paix déterminées par l'Espagne et la France, la suspension des opérations militaires pendant la durée des négociations avec Abd el-Krim, l'intervention de la S.D.N. Le Congrès national, réuni le 18 août à Paris, précise ses menaces. Il regrette que « le plan d'une coopération militaire avec l'Espagne apparaisse devant l'opinion » avant même que soient connues les propositions de paix. Il déclare que, « si le groupe socialiste au Parlement s'est abstenu quand s'est présenté devant les Chambres le vote des crédits d'opérations militaires au Maroc, il lui paraît maintenant impossible que ses élus législatifs et sénatoriaux s'associent, soit par un vote de crédits, soit par un vote approbatif, à *l'imprévoyante politique marocaine du gouvernement actuel* ». Le Congrès de la ne Internationale, tenu, à Marseille, à la fin du mois, entérine les décisions de la commission tripartite de juillet et réclame l'indépendance du Rif, accompagnée d'une rectification de frontières

en sa faveur. Le raidissement socialiste est dû à l'extension de l'action communiste. Le 26 août, le Congrès de la C.G.T.U. « dénonce la politique de guerre du gouvernement » et adresse « son témoignage de solidarité à tous les peuples coloniaux, agressés par l'impérialisme français ». La guerre du Maroc est un crime « contre tous les soldats envoyés à la mort pour le profit des banquiers et des financiers, un crime aussi contre la classe ouvrière, appelée à payer les frais ». Passant à l'action, il décide le « boycottage des fabrications d'armes et de munitions », une « grève de démonstration de 24 heures comme premier avertissement au gouvernement ».

Le 28 septembre, le maréchal Lyautey démissionne. Le 3 octobre, à Nîmes, le président du Conseil fait connaître les conditions de paix offertes à Abd el-Krim (remise des prisonniers, amnistie, définition du régime d'autonomie administrative du Rif et détermination des territoires placés sous ce régime, fixation des effectifs de police destinés à y assurer l'ordre et la sécurité, liberté commerciale, interdiction du trafic des armes, occupation par l'Espagne d'un secteur du littoral). L'ouverture des négociations est subordonnée à la reconnaissance de l'autorité nominale du sultan. Il ne peut s'agir d'octroyer l'indépendance, mais d'*assurer* « aux tribus rifaines et Djébala toute l'*autonomie compatible avec les traités internationaux qui régissent l'Empire chérifien* ». Le mémorandum franco-espagnol, signé le 18 juillet, est remis le 20 à deux diplomates envoyés à Melilla. Abd el-Krim, prévenu de leur présence, n'envoie que des émissaires officieux, « qui refusent d'accepter les propositions de paix, sans d'ailleurs les ignorer », seule la reconnaissance de l'indépendance du Rif pouvant permettre leur discussion. Le 15 août, les deux mandataires quittent Melilla : « Il ne restait plus qu'à imposer par l'action combinée de nos deux armées cette paix de sécurité qui nous est indispensable. » Les révélations ministérielles visent à rassurer l'opinion socialiste. La commission exécutive permanente avait adressé au pays, sous la signature de son secrétaire général, Paul Faure, une note qui dévoilait la difficile position du parti, reprochant au gouvernement son silence sur les conditions de paix, et aux communistes leur tentative de débauchage des militants.

Les propositions de paix aux Rifains n'ont visiblement pas été faites, si elles l'ont été, avec la ferme volonté d'aboutir. Elles n'ont pas été rendues publiques. Les tractations avec l'Espagne, leur objet, les engagements qui nous lient demeurent inconnus de l'opinion française, aussi bien que des élus

de la nation. {…} La commission croit devoir mettre en garde les adhérents du parti contre les manœuvres des communistes et les propositions de soi-disant Comités d'action où se retrouve la manoeuvre habituelle des agents de Moscou. Elle tient à souligner que son effort contre la guerre du Maroc et contre l'impérialisme n'a aucun lien {…} avec les agissements et les conceptions bolchevistes, en ce qui concerne les questions coloniales. Elle n'entend pas que l'action du parti puisse être exploitée par ceux qui, pliés aux ordres de Moscou, encouragent les nationalismes les plus primitifs, la xénophobie, les fanatismes religieux, et cherchent, en insensés, dans les violences généralisées et les conflits universalisés les solutions de l'avenir.

Le 21 octobre, Painlevé se rend devant la commission des finances de la Chambre et présente l'état de la situation marocaine : 158 000 hommes sont engagés dans le conflit, les dépenses s'élèvent à 950 millions, chiffre auquel viennent s'ajouter 400 millions de matériel emprunté aux unités métropolitaines. Les pertes, depuis le début des opérations jusqu'au 15 octobre 1925, s'élèvent à 2 176 tués, dont 59 officiers et 8 297 blessés[251]. Il estime que la victoire est acquise, la « résistance offensive » d'Abd el-Krim étant devenue impossible, en raison des opérations militaires menées au cours de l'automne. Aussi tire-t-il les conséquences politiques de cette nouvelle situation lors du débat du 30 décembre sur les crédits militaires devant la Chambre des députés. *Abd el-Krim n'est plus un interlocuteur valable* : « J'ai le sentiment très vif et très net que nous approchons du moment de la paix avec les tribus, conclut le président du Conseil. Nous avons avec elles des conversations incessantes. {…} Après tout, M. Cachin et ses amis doivent avoir comme nous le souci qu'un homme ne s'arroge pas le pouvoir de représenter des tribus sans les consulter. Il voudra bien admettre que nous entendions traiter, non avec un potentat en espérance, mais avec les populations elles-mêmes. » Ces dernières prennent déjà parti dans le conflit, la « marocanisation » est réussie : « Ce que vous pouvez demander au gouvernement, c'est de ne pas perdre de vue la paix, de faire tout ce qui est nécessaire pour l'obtenir très vite et, en attendant, de faire que le sang de nos soldats ne coule plus. Eh bien ! nous signerions, à l'heure actuelle, un armistice avec Abd el-Krim que la situation présente ne serait pas améliorée. Aujourd'hui, en effet, *nos troupes ne sont plus en contact avec les troupes rifaines. Toutes les organisations de police marocaine qui servent de tampon entre ces troupes et nous font qu'en réalité le sang de nos soldats est*

épargné. Par conséquent, nous avons la possibilité d'engager des conversations directes, avec le désir et l'espérance d'aboutir. » Déclaration surprenante, qui rappelle certains discours du président Nixon sur le Vietnam et ne satisfait pas P. Renaudel : « Il ne peut y avoir d'équivoque. C'est avec Abd el-Krim que vous êtes en guerre. C'est avec lui, par conséquent, que vous devez traiter, si vous voulez établir la paix. » En désaccord sur ce point avec le gouvernement, le groupe politique s'abstient une fois encore dans le vote. Il accentue son opposition le 26 février : il s'agit d'accepter, en plus du douzième mathématique, 7 883 680 francs pour le Maroc. Un amendement socialiste (Mistral) propose une réduction d'un million, dans le dessein de voir mettre un terme à l'expédition militaire. En dépit de l'intervention du ministre de la Guerre, Painlevé, l'amendement est voté par 264 voix contre 246. Le quatrième douzième provisoire suscite un nouveau débat assez confus le lundi 29 mars. Un député socialiste, Charles Baron, dépose un amendement tendant à diminuer le crédit commun, pour le Maroc et pour la Syrie, de 10 millions. Après les explications du président du Conseil, A. Briand, il accepte de ne demander qu'un abattement de un million sur les crédits prévus pour la Syrie. L'amendement est adopté ; Vaillant-Couturier reprend alors la même proposition pour le Maroc. Elle est repoussée par 382 voix contre 144 : « La Chambre s'est déjugée », constate le député communiste. Elle maintient sa position, le 22 avril, en votant le chapitre « Maroc » du budget de la Guerre pour 1926, en dépit de l'abstention socialiste. Le lendemain, P. Renaudel exprime une fois de plus les états d'âme du groupe socialiste, les inquiétudes sur le déroulement des conversations d'Oujda, qui lui paraissent en fait cacher la préparation d'une nouvelle offensive. La soumission d'Abd el-Krim, le 27 mai, est saluée le lendemain à la Chambre par le vote d'une motion. Les députés se félicitent de « la victoire qui assure la paix au Maroc », et proclament que « l'armée du Maroc a bien mérité de la patrie ». Fidèle à sa politique, le groupe socialiste s'abstient.

D'avril 1925 à mai 1926, la Chambre a consacré plusieurs séances à l'examen de l'affaire rifaine. A-t-elle pour autant joué un rôle effectif dans la détermination de la politique française ? C'est à cette dernière question qu'il faut, en conclusion, essayer de répondre.

2. *La guerre du Rif et l'institution parlementaire*

La République est une « maison de verre », où rien n’est mystérieux, où tout se débat devant l’opinion publique. Le gouvernement n’est pas libre d’agir à sa guise ; il est entravé par de multiples liens qui apparemment gênent sa conduite. « La France est un pays d’opinions, note Malvy, le 30 décembre 1925, et l’on ne peut y faire une politique allant à l’encontre du sentiment populaire. » Pourtant, en dépit de multiples interventions parlementaires, les différents cabinets ministériels ont pu mener assez librement la campagne rifaine.

La détermination et la conduite de la politique gouvernementale semblent, au premier abord, handicapées par la multiplication apparente des éléments négatifs.

• *Le système parlementaire est peu propice au secret.* Il révèle les oppositions, les inquiétudes, les faiblesses et les contradictions de l’adversaire. Briand le constate, le 23 avril 1925 : « Nous avons un Parlement, il a le droit de savoir. Nous avons une presse, elle a le droit de savoir. Ce sont des conditions difficiles. Abd el-Krim n’a pas tout cela. Il ne parle pas, lui, il ne dit rien. »

• *Les députés éprouvent ce qu’il est permis d’appeler « le complexe de Langson* », la peur du combat malheureux. Painlevé met la Chambre en garde le 9 juillet : « Si cela arrivait, je demande à cette Assemblée de ne pas avoir un instant les nerfs atteints par un événement de ce genre. Je lui demande de se rappeler un exemple qui m’a frappé aux premiers temps de ma jeunesse et qui n’est pas resté très glorieux dans les annales parlementaires, l’exemple d’un incident survenu au Tonkin, qui a provoqué la chute du ministère d’alors. »

• *La politique du parti communiste coupe une partie du monde ouvrier de l’unanimité nationale recherchée par le gouvernement.* La répression politique n’est jamais populaire en France, même lorsqu’elle se camoufle. A cet égard, les cours d’appel ont, après celle de Nancy, établi une jurisprudence constante. L’appel à la guerre civile « pour dresser les citoyens les uns contre les autres » et l’association des militaires à cette « entreprise destructive » qui les détourne « des devoirs de défense nationale et de sécurité extérieure qui forment la fonction de l’armée dans l’ordre social et dans la nation légalement organisée » constituent des infractions de droit commun. (Cf. Annexe II.)

• *La guerre du Rif inaugure un combat d’un genre nouveau*, diversifié, peu propice aux affrontements décisifs, mais toujours renouvelé. Lyautey « s’est

trouvé, selon le président du Conseil, en présence {…} d’une infanterie remarquable, égale à n’importe quelle infanterie du monde par son courage, sa sobriété, la sûreté de son tir. On a parlé de la facilité avec laquelle cette infanterie se transportait d’un point à un autre. C’est vrai : elle a cette mobilité, mais elle a aussi une mobilité d’un genre spécial. C’est tantôt ici dans telle tribu, tantôt à l’autre extrémité dans telle autre tribu, souvent en même temps qu’on lève des hommes. Ces troupes sont très mobiles : c’est sur place qu’elles sont mobilisées et qu’elles font la guerre ».

• *La proximité du grand conflit mondial oblige les responsables politiques à ménager les vies humaines françaises.* Le projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires pour le Maroc en porte témoignage, l’exposé des motifs justifie l’appel aux mercenaires : « La diminution du nombre des militaires de carrière indigènes algériens rend difficile la situation des corps indigènes. {…} Il est essentiel pour pouvoir entretenir les unités de tirailleurs nécessaires de procéder au relèvement du taux des primes et des hautes payes des indigènes nord-africains en service au Maroc. {…} La solde des goumiers marocains est devenue insuffisante pour leur permettre de subvenir à leur nourriture personnelle et aux besoins de leur famille. Cette insuffisance se fait particulièrement sentir dans les postes de l’avant, où les goumiers tiennent garnison et où les denrées ont subi une importante augmentation. »

L’ampleur des sacrifices consentis de 1914 à 1918 a cependant scellé l’union nationale. L’appel au patriotisme est encore fécond. Painlevé le sait, quand il s’écrie devant la Chambre : « Je cherche dans une question nationale, grave, qui n’est pas sans inquiéter une partie de l’opinion publique, parce qu’elle a le souci du sang français, je cherche à bien faire pénétrer dans toutes les âmes cette conviction qu’il s’agit d’une grande cause, qui vaut qu’on se batte et qu’on meure pour elle. » L’envoi du maréchal Pétain, chef respecté et sûr de sa légende, ne peut qu’accoître l’unité de la nation française. Bien que ses méthodes n’aient pas donné de résultats très probants, l’intermède marocain permettra, après 1940, de donner au portrait la touche coloniale.

En fait, nous l’avons vu, le gouvernement a toujours disposé à la Chambre des députés d’une confortable majorité. Son « opposition » de droite l’a suivi, sans que jamais n’émane de ses bancs des critiques, ni sur le fond du problème marocain, ni sur les moyens utilisés pour le résoudre.

Les différents ministères ont bénéficié dans la pratique d’une assez grande liberté de manœuvre. L’institution parlementaire n’a pas exercé un contrôle

très efficace.

Le Parlement est mal informé, car le gouvernement, s'il est conscient de l'obligation pour la représentation nationale de contrôler son action, est surtout tenu de préserver le secret des décisions importantes. Cette mauvaise information est constante. La Chambre des députés n'apprend qu'à partir du 28 mai 1925 la montée des périls marocains : « Il y a de longs mois, constate Berthon, que le gouvernement se préparait à une attaque d'Abd el-Krim, il y a de longs mois qu'il savait ce qui allait se passer. Une première constatation s'impose, {…} c'est que personne dans la Chambre ne l'a su. Le Parlement n'a été informé de rien, les commissions compétentes n'ont jamais reçu de communication. »

Les députés sont sans influence sur l'élaboration de la politique, ils ne parviendront jamais à connaître exactement l'état des négociations franco-espagnoles, révélé à l'occasion de l'inauguration d'un monument en octobre 1926, ni celui des conversations avec Abd el-Krim. Le motif est toujours identique : la nécessaire discrétion. Au fond, les débats agiront surtout comme des soupapes de sûreté. « Je sais qu'ici, avoue Briand le 29 mai, on peut être en quelque sorte excusable de se contenter de mots et de considérer ensuite que tout est fini, car, pour les membres de la représentation parlementaire, quand ils ont parlé et voté, leur tâche est achevée. »

Le contrôle de la politique gouvernementale est difficile, pour de multiples raisons. Le président du Conseil refuse de répondre en séance publique aux questions trop précises sur l'état des effectifs et sur leur emploi ; il accepte de venir devant les commissions compétentes de l'armée et des affaires étrangères, mais seulement pour fournir « les renseignements qui peuvent être divulgués sans inconvénient pour nos troupes qui se battent là-bas ». Le 17 juin 1925, par exemple, ces commissions se réunissent pour entendre une communication de Painlevé sur les résultats de son voyage au Maroc. Le président du Conseil demande aux députés un engagement sur l'honneur de ne rien révéler des renseignements d'ordre militaire. Les commissaires communistes refusent. La réunion se tient en dehors d'eux et provoque une interpellation de Jean Renaud. (Cf. Annexe I.) L'exécution locale des ordres gouvernementaux est tout aussi difficile à contrôler. Deux missions d'enquête sont envoyées, l'une par la commission de l'hygiène, l'autre par celle de l'armée. Cette dernière, que P. Renaudel aurait voulu voir investie de prérogatives importantes, se trouve cantonnée dans… le contrôle du matériel et des services administratifs de l'armée.

Le Sénat, quant à lui, n’a consacré qu’un seul débat, en juillet 1925, à la politique marocaine et le « tombeur » d’Herriot a voté une confiance massive au gouvernement Painlevé. Ce désintérêt prouve, peut-être, qu’au fond la guerre du Rif n’était pas si impopulaire, surtout dans les campagnes. Le dernier débat à la Chambre des députés a lieu le 11 juin 1926, sur interpellation de Doriot ; la suite est renvoyée au 18. Le 16, la crise gouvernementale interrompt la discussion. Le 22, le président de la Chambre rappelle que « les interpellations disparaissent avec le ministère auquel elles s’adressent ».

Le Rif a cessé d’intéresser les députés.

ANNEXE I

La guerre du Rif devant le Parlement français

ANNÉE 1924

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

— Séance du 9 décembre, *J.O.* du 10 décembre, débat Chambre des députés, p. 4296. Discussion de deux interpellations sur les événements de Bobigny.

ANNÉE 1925

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

— Séance du 4 février, *J.O.* du 5 février, débats, Chambre des députés, p. 557 et s. Discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1925.

— Séance du 5 février, *J.O.* du 6 février, p. 580 et s. Suite de la discussion.

— Séance du 25 mai, *J.O.* du 26 mai, p. 2381. Demandes d'interpellation :
• de M. *Pierre Renaudel* (Socialiste) « sur les conditions dans lesquelles le gouvernement espère mettre fin le plus tôt possible aux événements militaires et rétablir une atmosphère pacifique au Maroc » ;
• de M. *Jacques Doriot* (Communiste) « sur les événements militaires du Maroc, sur le but de l'opération et sur le nombre de soldats qui y sont

engagés ».

— Séance des 27 mai (*J.O.* du 28 mai, p. 2443 et s.), 28 mai (*J.O.* du 29 mai, p. 2472 et s.) et 29 mai (*J.O.* du 30 mai, p. 2511 et s.). Discussion des deux interpellations du 25 mai.

— Séance du 9 juin, *J.O.* du 10 juin, p. 2596.

Demande d'interpellation :

• de M. *Jacques Doriot* sur « l'attitude du gouvernement vis-à-vis de la Résidence générale, dont il s'est déclaré solidaire à plusieurs reprises, devant les menées de cette institution qui tendent à élargir la guerre du Rif en pénétrant sur le territoire rifain » ;

La Chambre, consultée, décide de ne pas procéder immédiatement à la fixation de la date de discussion.

— Séance du 11 juin 1925 (*J.O.* du 12 juin, p. 2635).

Adoption d'une motion de la commission de l'armée tendant à envoyer au Maroc, avec les pouvoirs d'enquête, des sous-commissions pour y procéder à l'examen des matériels et des services administratifs de l'armée.

— Séance du 16 juin (*J.O.* du 17 juin, p. 2695).

Rappel de la demande d'interpellation de M. Doriot.

Le président du Conseil demande que la discussion soit ajournée jusqu'à son audition par les commissions des affaires étrangères et de l'armée.

— Séance du 18 juin (*J.O.* du 19 juin, p. 2712).

Demande d'interpellation :

• de M. *Jean Renaud* (Communiste) sur « les déclarations que le président du Conseil a faites devant une assemblée non mandatée au sujet de la guerre du Maroc et sur l'impossibilité dans laquelle les représentants de l'opposition ont été placés de remplir leur devoir vis-à-vis du suffrage universel ». Renvoi.

— Séance du 19 juin (*J.O.* du 20 juin p. 2748 et 2749). Demande d'interpellation :

• de M. *Jacques Doriot* sur « les mesures que le gouvernement compte prendre pour entrer en pourparlers avec Abd el-Krim qui, d'après une

dépêche de Londres, vient de faire des ouvertures de paix à la France et à l'Espagne par l'intermédiaire de l'Angleterre et de l'Italie ».

Après une courte intervention de M. Aristide Briand niant le caractère sérieux de ces ouvertures, la Chambre vote « le renvoi de l'interpellation à la suite ».

— Séance du 23 juin (*J.O.* du 24 juin, p. 2756).

Communication du gouvernement.

Demande d'interpellation (*J.O.* du 24 juin, p. 2762).

• de M. *J. Doriot* sur « les déclarations du gouvernement au sujet de la guerre du Maroc ;

• de M. *Berthon* (Communiste) sur le refus du gouvernement français de reconnaître l'indépendance du Rif et sa responsabilité dans la durée de la guerre marocaine ;

La Chambre, consultée, décide la discussion immédiate (*J.O.* du 24 juin, p. 2762 et s.).

Adoption d'une motion de la commission de l'hygiène tendant à envoyer au Maroc, avec tous les pouvoirs d'enquête, une délégation de quatre de ses membres, p. 2782.

— Séance du 7 juillet (J.O. du 8 juillet, p. 3216).

Demande d'interpellation :

• de M. *Vaillant-Couturier* (Communiste), sur « les mesures que le gouvernement compte prendre pour arrêter l'effusion de sang au Maroc, signer immédiatement l'armistice et évacuer militairement cette colonie conformément aux vœux formulés par le congrès ouvrier du 5 juillet 1925 représentant un million de travailleurs de la région parisienne et sur les raisons qui ont déterminé le général Guillaumat à refuser le commandement suprême au Maroc ».

Le président du Conseil demande le renvoi de l'interpellation à la suite, étant entendu que les députés obtiendront du gouvernement toutes les explications nécessaires lors de la discussion d'un projet de crédits pour le Maroc.

— Séance du 9 juillet (*J.O.* du 10 juillet, p. 3289 et s.).

Discussion du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1925 au titre du budget général.

(Projet de loi publié in *Annexe,* Chambre des députés, 1925. n° 1878. p. 1185.)

— Séance du 3 novembre.

Déclaration de politique générale du nouveau président du Conseil, M. Painlevé : sur la politique marocaine, *J.O.* du 4 novembre, p. 3528.

Cinquante demandes d'interpellation sont déposées, cinq intéressent la situation marocaine (J.O. du 4 novembre, p. 3529)

• de M. *Jacques Doriot* sur « les événements du Maroc et de la Syrie » ;

• de M. *Ferdinand Faure* (Communiste) sur « les conditions dans lesquelles, après Locarno, sont poursuivies les aventures coloniales du Maroc et de Syrie » ;

• de M. *Jean Jade* sur « les raisons qui motivent l'envoi au Maroc par certains régiments de jeunes soldats appelés appartenant à des familles de six ou dix enfants alors qu'il reste encore dans les dépôts des mêmes unités des militaires de la même classe n'appartenant pas à des familles nombreuses ;

• de MM. *Victor Jean* et *Léon Baréty* sur les conditions politiques et militaires de notre action au Maroc ;

• de M. Balanant sur « la participation active de certains instituteurs révolutionnaires à des réunions communistes contre l'action de la France au Maroc et sur les mesures que le gouvernement compte prendre pour débarrasser l'école publique de ces dangereux éducateurs dont les actes publics sont en opposition fondamentale avec l'enseignement patriotique qu'ils ont le devoir de donner à leurs élèves » ;

Discussion limitée aux interpellations de politique générale et terminée par le vote d'un ordre du jour de confiance par 221 voix contre 189.

— Séance du 13 novembre (*J.O.* du 14 novembre, p. 3717).

Demande d'interpellation :

• de M. *Gaston Thomson*, sur la question du Maroc.

— Séance du 2 décembre, *J.O.* du 3 décembre, p. 3926.

Demandes d'interpellation après déclaration gouvernementale de M. Aristide Briand :

• de M. *Jacques Doriot* sur « les dispositions que le gouvernement compte prendre pour faire la paix au Maroc et rapatrier les soldats du front marocain » ;

• de M. *Ferdinand Faure* sur les conditions dans lesquelles se poursuit

l'aventure marocaine.

La Chambre renvoie la fixation de la date des interpellations.

— Séance du 14 décembre, *J.O.* du 15 décembre, p. 4302.

Demande d'interpellation :

• de M. *Marcel Cachin* sur les propositions de M. Gordon Cumming relativement à la paix au Maroc.

La date du débat sera fixée ultérieurement après saisine du président du Conseil absent en séance. Le 15 décembre, la discussion de l'interpellation est fixée au 18 décembre (*J.O.* du 16 décembre, p. 4346).

— Séance du 23 décembre, *J.O.* du 24 décembre, p. 4634-4636.

Discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1926, 4e section, Maroc.

Le sous-secrétaire d'Etat à la Guerre donne le chiffre des pertes depuis le début des combats.

— Séance du 30 décembre

Discussion de l'interpellation de M. Cachin à l'occasion du débat sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1925 au titre du budget général et des budgets annexes. *J.O.* du 31 décembre, p. 4841 et s., p. 4850 et s.

SÉNAT

— Séance du 30 mai, *J.O.* du 31 mai, p. 1108.

Vote d'un motion rendant hommage aux troupes du Maroc.

— Séance du 19 juin, *J.O.* du 20 juin, p. 1168.

Demande d'interpellation :

de *M. Bluysen* sur notre action diplomatique et militaire au Maroc.

— Séance du 2 juillet, *J.O.* du 3 juillet, p. 1258 et s.

Discussion de l'interpellation de M. *Bluysen*.

ANNÉE 1926

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

— Séance du 26 février, *J.O.* du 27 février, p. 997 et s.

Discussion d'un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de mars 1926.

— Sance du 29 mars, *J.O.* du 30 mars, p. 1567 et s.

Présentation et discussion d'un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois d'avril 1925.

— Séance du 23 avril, *J.O.* du 24 avril, p. 1961 et s.

Discussion des crédits de la 4e section du budget de la Guerre (Maroc).

— Séance du 3 avril, *J.O.* du 4 avril, p. 1792.

Demande d'interpellation.

• de M. *Jacques Doriot* sur les dispositions que le gouvernement compte prendre pour conclure la paix immédiate au Maroc et en Syrie.

— Séance du 27 mai, *J.O.* du 28 mai, p. 2236, 2237 et 2252.

Demande d'interpellation :

• de M. *Jacques Doriot* sur « la rupture des pourparlers de paix au Maroc » ;

• de M. *Ernest Lafont* sur « la rupture des pourparlers de paix d'Oujda » ;

• de M. *Renaudel* sur « la situation au Maroc et sur les négociations engagées avec l'Espagne en vue de la paix avec le Rif » ;

• de *Guy de Montjou* sur « la « manière dont le gouvernement poursuit le règlement de la question du Rif » ;

• de *Henry Fontanier* sur « les conditions dans lesquelles l'autorité militaire a procédé le 26 avril dernier à Casablanca à l'arrestation de plusieurs militants socialistes et syndicalistes ».

Dépôt d'une motion relative à l'expédition du Maroc.

— Séance du 28 mai, *J.O.* du 29 mai, p. 2299. Adoption d'une motion saluant la victoire des armées françaises au Maroc.

— Séance du 3 juin, *J.O.* du 4 juin, p. 2367.

Demande d'interpellation :

• de M. *Henriet* sur « la publicité que le gouvernement compte donner à la correspondance saisie lors de la reddition d'Abd el-Krim ».

— Séance du 4 juin, *J.O.* du 5 juin, pp. 2388 et 2389.

Renvoi de la demande d'interpellation de M. Henriet.

— Séance du 11 juin, *J.O.* du 12 juin, p. 2491.

Discussion des interpellations du 27 mai.

— Séance du 29 juin, *J.O.* du 30 juin, p. 2561.

Demande d'interpellation :

• de M. *Guy de Montjou* sur le règlement de la question du Rif.

— Séance du 11 août, *J.O.* du 12 août, p. 3272.

Demande d'interpellation :

• de M. *Doriot* sur les événements du Maroc.

Renvoi sans suite.

— Documents parlementaires

Annexe n° 3391 « Rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1927 (ministère des Affaires étrangères) ».

Historique complet des événements du Rif. Doc. parlementaires, Chambre, 1926, p. 1348 et s.

— Questions écrites

Maintien des propositions de paix faites à Abd el Krim. Question n° 7459 par M. *Moutet,* p. 1337 ; réponse, p. 1787.

Publication des documents touchant les origines du conflit entre la France et Abd el-Krim.

Question n° 7460 par M. *Epivent,* p. 1219 ; première réponse, p. 1437 ; deuxième réponse, p. 1787.

SÉNAT

— Séance du 27 mai, *J.O.* du 28 mai, p. 1076 et 1223.

Demande d'interpellation :

• de M. *Gaudin de Villaine* sur les responsabilités du gouvernement en Syrie et au Maroc et les sanctions qu'elles comportent. Sans suite.

Dépôt et vote d'une motion relative aux résultats de la coopération franco-espagnole dans l'Afrique du Nord, *(J.O.* du 28 mai, p. 1078).

ANNEXE II

Cour d’appel, Nancy, 21 décembre 1927 [252]

(K…). — Arrêt.

LA COUR. — *Attendu que K… a présenté requête au tribunal pour enfants et adolescents des Ardennes, aux fins de faire décider que le sursis, prononcé par le tribunal pour enfants et adolescents de Rocroi, suivant jugement du 9 mars 1926, pour une peine de trois mois d’emprisonnement qui lui avait été infligée pour coups et blessures volontaires n’était point révoqué par la condamnation à six mois de prison prononcée contre lui le 6 octobre 1927 par la cour d’appel de Nancy, pour provocation de militaires à la désobéissance dans un but de propagande anarchiste ; que cette seconde condamnation avait été prononcée pour un délit politique, et qu’aux termes de l’art. 1er, § 2, de la loi du 26 mars 1891, le sursis ne peut être révoqué que par une condamnation pour crime ou délit de droit commun ; — Attendu que la Cour de cassation, par une jurisprudence maintes fois affirmée, a nettement dégagé les éléments caractéristiques des faits de provocation de militaires à la désobéissance retenus contre K… par la Cour de Nancy ; qu’elle a précisé que ces faits de provocation ont un but de propagande anarchiste « en ce qu’ils ne tendent à rien moins qu’à armer les citoyens les uns contre les autres, à faire naître dans le pays des troubles profonds, et à tenter par la violence d’opposer à l’ordre social légalement établi, un état de rébellion ouverte à la loi et de véritable anarchie » ; — Attendu que de tels éléments n’ont point un caractère politique ; que l’infraction politique est essentiellement celle qui porte atteinte à la forme constitutionnelle d’une nation, ou aux institutions politiques qu’elle s’est données et dont les manifestations sont exclusivement dirigées contre le gouvernement d’un pays et ses modalités ; mais que tout acte qui tend à briser la forme sociale elle-même, à dissocier les organismes sociaux indépendants de toute forme*

constitutionnelle, et à tendre à cette dissociation en excitant les citoyens les uns contre les autres, en détournant les militaires de leurs devoirs de défense nationale, en poussant à la résistance aux lois, ne revêt pas un caractère politique et constitue l'atteinte au droit commun ; qu'il faut pour s'attacher au caractère politique de l'infraction, considérer la nature essentielle du délit lui-même et non le but indirect que l'agent peut se proposer pour raison ou pour prétexte de son acte ; que si, même pour parvenir à des fins politiques, indirectes ou éloignées, des actes sont commis qui constituent par eux-mêmes des troubles à l'ordre social, ces actes n'en conservent pas moins le caractère d'infraction de droit commun que détermine leur nature ; — Attendu que l'application de ces principes conduit à considérer que les actes de provocation à des militaires, retenus contre K… par l'arrêt de la Cour du 6 octobre 1927 et qui ont consisté en la distribution de tracts de la Fédération des Jeunesses communistes de France, contenant les passages suivants : « Conscrit, tu vas partir à l'armée, fraternise avec les peuples opprimés contre notre ennemi commun, le militarisme bourgeois. Transforme les guerres impérialistes en guerre civile », ne constituent point des infractions politiques, car ils ne sont point dirigés contre la forme constitutionnelle de la nation ; que ces actes constituent, au contraire, des infractions de droit commun, en ce qu'ils contiennent un appel à la guerre civile pour dresser les citoyens, non contre le gouvernement, mais les uns contre les autres, et en ce qu'ils tendent à associer les militaires à cette entreprise destructive en les détournant des devoirs de défense nationale et de sécurité extérieure qui forment la fonction de l'armée dans l'ordre social et dans la nation légalement organisée ; — Attendu, par ailleurs, que la loi du 28 juillet 1894, dont application a été faite à K… par l'arrêt de la cour de Nancy du 6 octobre 1927, a si bien attaché le caractère de délit de croit commun aux actes de propagande anarchiste qu'elle a pour objet de réprimer, qu'elle prévoit, pour ces délits, dans certains cas de récidive, la peine accessoire de la relégation, peine exclusivement réservée par l'art. 3 de la loi du 27 mai 1885 aux crimes et délits de droit commun ; que cette application de la relégation aux délits ayant pour but un acte de propagande anarchiste est déterminante du caractère d'infraction de droit commun de ces délits ; — Attendu, dans ces conditions, que la condamnation prononcée le 6 octobre 1927 par la cour de Nancy contre K… pour provocation de militaires à la désobéissance, dans un but de propagande anarchiste, est intervenue pour la répression d'un délit de droit commun, et qu'elle a pour

effet de révoquer le sursis appliqué à la peine de trois mois d'emprisonnement pour coups et blessures volontaires, prononcée par jugement du tribunal pour enfants et adolescents de Rocroi du 9 mars 1926 ; — Par ces motifs, et adoptant ceux des premiers juges ; — Confirme, etc.

Du 21 décembre 1927. — C. Nancy. — MM. Barrigne de Monvalon, prés. ; Roux. av. gén. ; Vienney (du barreau de Paris) av.

Robert Charvin [253]

Le Parti communiste français face à la guerre du Rif

Le traité de Versailles avait permis un nouveau partage du monde colonial. La France, notamment, pouvait étendre son autorité, sous des formes diverses, et aux dépens de la Turquie et de l'Allemagne, sur de nouveaux territoires : la Syrie, le Liban, le Togo et le Cameroun. Sources de matières premières à bas prix, marchés pour les capitaux et les produits de la métropole, l'Empire colonial français bénéficie d'investissements de plus en plus importants. Parallèlement, le mouvement d'indépendance nationale se développe. En 1924, le nationalisme se manifeste au Maroc et en Syrie. Le Parti communiste français va reprendre à son compte l'héritage anticolonialiste du mouvement ouvrier français, celui notamment de Jean Jaurès qui, à propos du Maroc, opposait, peu de temps avant la Première Guerre mondiale, à « l'écume des hautes classes capitalistes […] les millions d'hommes qui ne veulent pas que l'or et le sang de la France coulent pour ces aventures stériles et coupables ». Mais, refusant l'imprécision de la ligne politique coloniale de la II^e^ Internationale et son inefficacité, les communistes français vont aussi faire leur le principe du parti bolchevik du « droit des nations à disposer d'elles-mêmes », proclamé dès 1903, et celui de Marx selon lequel « un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre ».

Ainsi, le P.C.F., dès septembre 1924, va entamer une vaste campagne combinant la lutte anticolonialiste et le combat révolutionnaire anticapitaliste, qu'il considère comme indissociablement liés.

Ce double combat va influer non seulement sur la vie politique française tout entière, mais aussi sur le Parti communiste français lui-même, au point de participer, au moins pour une large part, à ce qui peut être considéré comme une véritable novation.

I. La guerre du Rif et la liaison de la lutte anticolonialiste et anticapitaliste

En 1924, le P.C.F. n'a que quatre années d'existence. Son audience est faible, y compris au sein de la classe ouvrière. Son expérience de la vie politique française est très limitée : elle est inexistante en matière coloniale. La connaissance, dans l'opinion française, de l'analyse marxiste-léniniste sur l'impérialisme est quasiment nulle.

Avant même les premiers affrontements violents entre militaires français et rifains, les communistes français vont cependant s'efforcer d'atteindre un objectif fondamental : démontrer les liens entre le colonialisme et le capitalisme. André Marty, député communiste, écrit en 1926 : « … Le succès est au bout si la classe ouvrière sait comprendre l'étroite liaison de ses intérêts avec ceux des peuples coloniaux luttant pour leur indépendance[254]. » Plus généralement, il s'agit de dénoncer la nature profonde du capitalisme au stade atteint par son développement, sa nature impérialiste.

Le P.C.F., à cette fin, va donc, au plan idéologique, rompre avec le chauvinisme qui n'était pas le seul fait des divers droites, mais de l'ensemble du mouvement ouvrier français, comme l'avait démontré l'échec de Jaurès et du pacifisme en 1914. Au plan politique, à la fois à des fins « pédagogiques », pour faire faire l'expérience au peuple français et surtout à la classe ouvrière, d'une lutte concrète contre l'impérialisme français, et à des fins plus immédiates, pour assister le combat mené par les nationalistes marocains, le P.C.F. va développer l'une de ses campagnes les plus intenses de l'entre-deux-guerres en faveur de la cessation des hostilités du Rif.

1. *La rupture avec le chauvinisme*

La guerre du Rif est le premier conflit armé survenant après la fin de la guerre mondiale de 1914-1918. La tradition socialiste en France, bien qu'interrompue par l' « Union sacrée » de 1914 à 1917, est pacifiste et antimilitariste. La tâche que s'assigne le P.C.F. est de reprendre à son compte cette tradition antimilitariste, de l'orienter contre les guerres coloniales, tout en l'enrichissant d'une conception plus élaborée de la lutte contre la guerre qui entend s'axer davantage sur ses causes profondes que sur ses effets.

a) *La « guerre à la guerre »*

Dans la conjoncture de l'après-guerre règne en France, dans toutes les classes sociales, un consensus profond autour de l'idée nationale et de tous ses dérivés, qu'il s'agisse des gloires militaires (Pétain, Lyautey) ou de certaines notions communément admises (les « droits de la France », la « Patrie menacée », etc.). Les hommes du gouvernement et de la majorité du Cartel des gauches, comme tous les hommes de la gauche non révolutionnaire, pris dans la contradiction permanente entre la volonté de changement et la volonté de se démarquer de la révolution pour ne pas se couper des forces traditionnelles, tendent à renforcer encore, notamment dans l'opinion des masses ouvrières, cet esprit chauvin. Pour remplacer la formule : « Le Boche paiera », de plus en plus défraîchie, et en dépit de quelques réserves sur les méthodes à employer, le Cartel des gauches motive l'idée dans l'opinion que l'empire colonial devait tirer la France des difficultés économiques.

Le P.C.F., au contraire, et dans un isolement politique presque total, entend faire renaître les sentiments antimilitaristes longtemps étouffés par l'échec de la II^e^ Internationale, l'assassinat de Jaurès, la guerre franco-allemande, et plus encore peut-être par la victoire. « La haine de la guerre […] s'est assoupie, explique A. Marty, l'ouvrier ne se sent pas touché, […] il croit que la guerre est faite par les indigènes ou par la coloniale. On ne s'aperçoit pas encore de la guerre au Maroc. Les régiments ne partent pas comme en 1914 à grand fracas. C'est par petits paquets que les morts en sursis sont rassemblés[255]. » L'argumentation, mais surtout le style, de la propagande des communistes français ne sont pas sans rappeler alors l'anarcho-syndicalisme ou le guesdisme : « C'est par milliers que les soldats français tombent par la folie de leurs généraux[256] ! » « La paix sera troublée tant que nous aurons là-bas des généraux trublions[257]…. » « Painlevé, l'homme du Chemin des dames, l'homme de l'abdication devant les vieilles culottes de peau du militarisme[258]. » La « guerre à la guerre », responsable du sang et de la misère, est ainsi menée par le P.C.F. dans la continuité de Jaurès et de la tradition ouvrière française. Cet antimilitarisme résulte, en effet, du poids de l'héritage des comportements passés du mouvement socialiste face à la guerre ou la menace de guerre intereuropéenne, alors même qu'il n'y a pas de précédent en matière coloniale. Les communistes français rééditent, lors de l'expédition marocaine, les mêmes actions qu'en 1921 et 1923. Il s'explique aussi, sans doute, par la conjonction de deux autres facteurs plus délibérés :

d’une part, la volonté du jeune P.C.F. de « récupérer » les thèmes révolutionnaires anciens qui peuvent avoir encore une vertu stimulante pour l’opinion, afin de l’amener qualitativement plus loin ; d’autre part, la volonté de l’Internationale communiste d’empêcher par tous les moyens un second conflit mondial risquant de provoquer la perte du premier et encore fragile Etat socialiste. L’appel du Bureau oriental du comité central de l’Internationale communiste, lancé dès le début de 1925, semble en apporter la preuve : « … La guerre du Maroc sera longue et meurtrière, elle provoquera de nouveaux conflits et de nouvelles complications internationales entre les impérialismes rivaux. […] La politique coloniale du Bloc des gauches ne diffère en rien, au fond, de celle du Bloc national. Comme le Bloc national, ils ont préparé la guerre, ils font aujourd’hui celle du Maroc, ils la continueront jusqu’au bout. Cette guerre peut provoquer une nouvelle guerre mondiale, plus terrible que celle de 1914-1918, avec des flots de sang, des milliers de cadavres et des dévastations inouïes. […] Les horreurs de la guerre précédente ne seront rien contre ce que l’impérialisme et le militarisme meurtriers pourront déchaîner maintenant sur le monde… » Et l’Appel de l’Internationale aux ouvriers et paysans français s’achevait par un mot d’ordre prioritaire : « Tous debout contre la guerre[259] ! »

D’autres mots d’ordres, cependant, suivaient — notamment : « Vive l’indépendance complète des peuples coloniaux ! » Le P.C.F. s’est efforcé, en effet, de prolonger l’antimilitarisme sommaire d’une analyse de l’impérialisme « stade suprême du capitalisme », et d’expliquer aux masses populaires la nature profonde de la guerre du Rif et la solidarité nécessaire entre la lutte des peuples colonisés et la lutte ouvrière révolutionnaire.

b) *L’anti-impérialisme et l’internationalisme*

Pour le P.C.F., l’intervention de l’armée française contre le Rif n’est pas « défensive », comme le prétendait le gouvernement dans un communiqué du 3 mai. « La protection du protectorat français » contre les « infiltrations riffaines », ce n’est que prétexte couvrant, aux yeux de l’opinion française et internationale, une politique expansionniste préparée de longue date (aussi bien par le Bloc national que par les gouvernements Herriot et Painlevé) et exprimant le caractère impérialiste du capitalisme français.

Dans le *Dossier de l’agitateur* n° 17, consacré à la guerre du Maroc, et émanant de l’« Agit. Prop. centrale » du P.C.F., il est indiqué notamment que « la France impérialiste, installée en Algérie, profita de son voisinage. Sous

prétexte d'assurer la tranquillité en Algérie et la sécurité du commerce au Maroc, elle commencera peu à peu l'occupation du Maroc » (accord de 1901 sur le droit de poursuite, accord de 1903 sur le droit de combattre les tribus indépendantes, occupation de Casablanca en février 1908 et 1911, enfin traité de protectorat en 1912). Faisant référence à des analyses de M. de Trade, secrétaire général adjoint du Protectorat au Maroc en 1912, la publication du parti explique aux militants que l'objectif de la France est en fait « la mainmise sur l'économie rocaine et la subordination de celle-ci aux besoins de la métropole[260] »…

« Ne pouvant pas tolérer l'existence de territoires indépendants au Maroc, craignant le développement de l'idée d'indépendance soulevée par les victoires d'Abd el-Krim, attiré par les mines du Rif, l'impérialisme français profitant de la défaite de son alliée en même temps que rivale [l'Espagne], entreprend la guerre contre le Rif[261]. »

Comme l'écrit dans les *Cahiers du bolchevisme*, Aly Hamamou[262], « … la campagne du Rif a été entreprise sous les hauts auspices de la Banque de Paris et des Pays-Bas » qui, par l'intermédiaire de la Compagnie générale du Maroc (avec laquelle elle était liée) et de nombreuses filiales, a pris ensuite la haute main sur l'ensemble de l'économie locale[263]. C'est ainsi, par exemple, comme le dénoncent les *Cahiers du bolchevisme* en 1925, que « la Compagnie algérienne et le Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie, […] contrôlés par la toute-puissante Banque de Paris et des Pays-Bas, ont le monopole des placements fonciers au Maroc[264] ». Ainsi est dénoncée la liaison des milieux d'affaires et du personnel politique de droite et de gauche : Léon Baréty, qualifié de « mandataire de la Banque de Paris et des Pays-Bas », Bouilloux-Lafont, Gasser, Petit, Morinaud, Maurice Ajam, Finaly, Griolet et Painlevé lui-même, « patriote-financier, savant-ministre, et pourfendeur de communistes ». « Quand un ministère comprend un aventurier arriviste comme Briand, ajoute A. Marty, un homme de banque comme Caillaux, un policier comme Schrameck, et un esclavagiste comme Steeg, la main du capital n'a pas besoin de tirer bien fort les ficelles de ses représentants pour les diriger à sa guise, un simple souffle suffit. »

La lutte contre l'impérialisme rejoint donc la lutte anticapitaliste : « Le P.C. dit aux travailleurs français : quel est ton ennemi ? C'est le patronat, l'Etat français, l'impérialisme français, dernière forme du capitalisme. Quel est l'ennemi du Rifain ? Le même. Donc les travailleurs français doivent

soutenir les Rifains et considérer les peuples coloniaux comme des frères de misère, puisque comme eux ils luttent contre le même ennemi et que tout coup qu'ils porteront aux banquiers, aux industriels, aux gros propriétaires et à leurs valets les ministres, affaiblira les maîtres des travailleurs de ce pays[265]. » Pour le P.C.F., la guerre du Rif n'est pas un phénomène politique ponctuel et isolé, c'est l'un des premiers mouvements d'émancipation au sein de l'empire colonial français, et les positions à prendre doivent donc reposer sur les principes fondamentaux et généraux de l'internationalisme.

La solidarité du prolétariat français révolutionnaire et du nationalisme rifain résulte de leurs intérêts *objectifs* communs, quels que soient les caractères de ce nationalisme, inspiré de l'Islam et dirigé par des bourgeois, quels que soient les arguments « patriotiques » de la droite et de la gauche française : « Répondons-en deux mots à M. Painlevé, écrit P. Semard[266], que le patriotisme bourgeois ne sert qu'à couvrir les méfaits et les crimes de l'impérialisme, tandis que le fanatisme musulman, c'est toute l'histoire d'un peuple, d'une race, qui lutte pour son idéal, pour son indépendance, pour son droit à disposer de son pays. »

2. *La lutte politique pour la paix au Maroc*

Comme tout parti communiste, le P.C.F. sait qu'il ne peut convaincre les masses populaires par la seule explication. Aussi *les* communistes français vont-ils « témoigner » concrètement de leur position par l'emploi de toutes les modalités d'action susceptibles de sensibiliser et de mobiliser en premier lieu la classe ouvrière. Simultanément, en dépit de sa faiblesse, le P.C.F. espère parvenir à arracher un règlement pacifique et progressiste du problème marocain.

Cet effort, « première tentative et expérience d'avant-garde anti-impérialiste du P.C. français », comme le souligne N. Le Guennec[267], va être très diversifié. Les communistes français vont s'adresser, bien sûr, en premier lieu, aux ouvriers et paysans français, mais aussi aux diverses catégories socio-professionnelles, notamment aux intellectuels. Ils vont aussi, et pour la première fois, essayer de sensibiliser les travailleurs immigrés, afin de développer l'unité d'action entre ouvriers français et ouvriers coloniaux, et d'empêcher le développement d'un « nationalisme raciste ouvrier », favorisé par le gouvernement. Simultanément, l'organisation politique et syndicale des travailleurs d'outre-mer favorise l'action révolutionnaire et revendicative

des travailleurs français[268].

Enfin, une aide politique directe est fournie aux Rifains eux-mêmes : divers textes du P.C.F. seront traduits en arabe, notamment l'Appel aux « Soldats de France et d'Espagne, fraternisez avec Abd el-Krim » du 30 septembre, signé des Jeunesses communistes de France et d'Espagne et diffusé au Maroc même.

Les formes d'action seront elles-mêmes très diverses, et iront iusqu'à la grève générale politique.

a) *L'action polymorphe du P.C.F.*

Le premier acte de la campagne du P.C.F. en faveur de la République du Rif date de septembre 1924 : seule l'Espagne est en conflit avec Abd el-Krim. Un télégramme, dont le retentissement a été très grand, surtout parmi les peuples coloniaux, adressé à Abd el-Krim, félicite ce dernier de sa victoire sur Primo de Rivera[269].

Dès le 14 mai 1925, au début des hostilités franco-rifaines, le P.C., les J.C. et la C.G.T.U. lancent le mot d'ordre de la « paix immédiate avec le Rif » et réclament la « reconnaissance de la République rifaine et l'évacuation du Maroc ».

Toutes les organisations révolutionnaires, politiques et syndicales[270] coordonnent ainsi leur action au sein d'un « Comité d'action », et les militants communistes entraînent aussi sur les mêmes positions l'A.R.A.C. et le groupe des intellectuels de *Clarté.* Des centaines de réunions publiques sont ainsi spécialement organisées dans toute la France, comme celle du 17 mai dans la salle de Luna-Park, à Paris, rassemblant plus de 15 000 personnes.

Aux organisations existantes s'ajoutent des « Comités d'unité prolétarienne », créés pour rassembler communistes et non-communistes sur le problème marocain.

Toutes les occasions qu'offrent les manifestations publiques ou les campagnes électorales sont exploitées au bénéfice de la politique hostile à la guerre du Rif. Ainsi, par exemple, la manifestation annuelle au Mur des fédérés, le 24 mai, se déroule sur les mots d'ordre lancés contre la guerre : 60 000 personnes s'y associent. Quant aux élections municipales de ce même mois de mai, elles permettent de transformer les réunions électorales en autant de meetings pour le Rif.

La Jeunesse communiste, dirigée par Doriot, développe une activité particulièrement intense en direction des militaires, aussi bien dans les casernes que dans les trains et les bateaux transportant des troupes pour le Maroc. De multiples délégations auprès des pouvoirs publics sont organisées : c'est ainsi que, le 7 juin, à la suite d'un meeting de femmes tenu la veille à Paris, une délégation de mères ou de veuves de soldats se rend auprès de la Présidence du Conseil, avec force publicité[271].

Les poursuites devant les tribunaux sont elles-mêmes l'occasion de pratiquer des défenses révolutionnaires, encore que la solidarité pour les condamnés ne soit pas encore systématiquement mise au point par le parti. En novembre 1925, 165 militants sont en prison, 263 sont poursuivis, et les condamnations représentent 320 années de prison, 26 833 francs d'amende et 45 ans de bannissement. La répression, assurée par Chiappe, alors directeur de la Sûreté générale, est fondée, au plan politique, sur la « trahison des communistes ».

« On veut faire croire que les communistes sont responsables de la guerre du Maroc. Vieux “ truc ” ! On a accusé Jaurès d'être l'agent de l'Allemagne. Aujourd'hui, on accuse les communistes d'avoir fait le plan d'Abd el-Krim… », répondent les communistes français, accusés par *L'Echo de Paris* d'être, « de tous les ennemis de la France, les pires », et par le *Journal des Débats,* des « gens aux imaginations déréglées, des aventuriers »… ayant constitué « une entreprise de désordre conduite de l'étranger, […] et qui prétendent chambarder la société[272] ». Les actions les plus spécifiques et les plus spectaculaires sont cependant la « fraternisation » et la « grève générale ».

b) « *Fraternisation » et « grève générale »*

Dès le 27 mai, puis, à nouveau le 20 juillet, le P.C.F. demande aux soldats français de tendre une main fraternelle à ceux que le gouvernement appelle les ennemis. Ls communistes français entendent reprendre la tradition pacifiste et révolutionnaire des soldats de 1917 sur le front franco-allemand, et surtout des « mutins de la mer Noire », dont A. Marty est l'un des héros[273]. « La fraternisation, déclare une brochure de propagande du P.C., hâtera la paix. Si l'armée française écrase les Rifains, c'est l'entretien d'une armée d'occupation pendant des années, c'est la perspective de nouvelles révoltes, de nouveaux combats. Si elle se retire devant les Rifains, si elle fraternise

avec eux, c'est la paix assurée, ce sont des milliers de vies humaines arabes et françaises de sauvées. C'est pourquoi nous disons aux soldats français : *Fraternisez avec les Rifains !*, et aux ouvriers et paysans : « *Dressez-vous pour soutenir la fraternisation des soldats !*[274]. » Dans la marine, un certain nombre de mutineries se sont effectivement produites, notamment à bord du « Courbet », du « Strasbourg, du « Paris » : près de 200 marins seront traduits devant le conseil de guerre.

C'est au Comité d'action (P.C.-C.G.T.U.) qu'est due l'initiative de la plus importante action contre la guerre du Rif, sur proposition des délégués de Citroën : la grève générale, de 24 heures, du 12 octobre 1925. C'est l'apogée du « mouvement de masse », progressivement suscité par diverses actions de juillet à octobre, mêlant revendications sociales et professionnelles (par exemple, le droit de grève dans la fonction publique[275]), la justice fiscale et la politique des prix (prestations familiales, etc.) et mots d'ordre anti-impérialistes. Cette convergence des luttes politiques et syndicales a pour objectif de réaliser un rassemblement majoritaire dans la classe ouvrière. Le journal de la C.G.T.U. titre le 9 octobre : « Ouvriers, vous imposerez la paix par la grève générale ! » 900 000 ouvriers débrayent dans toute la France, plus particulièrement dans certains secteurs : le bassin minier du Nord et le bâtiment. Des défilés et des meetings rassemblent des dizaines de milliers de grévistes : les affrontements avec la police sont violents. André Sabatier, un jeune communiste, est tué[276]. Des centaines de condamnations sont prononcées[277].

Si le P.C.F. avait, avec la fraction du mouvement ouvrier qu'il influençait, réussi à « rompre avec l'idéologie colonialiste et chauvine », tout « en prolongeant ses campagnes de propagande par l'organisation de l'action », la majorité du mouvement ouvrier français n'avait pas été entraînée dans la lutte à la fois anti-impérialiste et révolutionnaire.

Le parti, face à la guerre du Rif, était cependant en train de subir une mutation profonde. Comme a pu le noter, A. Marty : « La guerre du Rif avait *trempé* le parti. »

II. La guerre du Rif et la novation du P.C.F.

L'appréciation de l'Internationale communiste sur l'action du P.C.F. est

positive : « La belle et courageuse campagne du parti et de la C.G.T.U. contre les guerres du Maroc et de Syrie ont ressuscité les meilleures traditions révolutionnaires de la classe ouvrière française[278]. »

Les Rifains ont, en effet, objectivement aidé les communistes français à élaborer une ligne politique plus adaptée aux conditions françaises, tout en favorisant le dégagement complet du P.C.F. des séquelles social-démocrates et sa constitution en un authentique « parti du type nouveau ».

1. *La tactique du « front unique »*

Le P.C.F. a pu, à l'occasion de la guerre du Rif, « juger sur pièce » le comportement des partis politiques, au-delà des programmes et des déclarations. Il a pu ainsi faire apprécier son caractère authentiquement révolutionnaire, mais mesurer aussi son isolement relatif, ce qui l'a conduit à assimiler effectivement les recommandations de l'Internationale communiste en faveur de l'unité d'action et du front unique.

a) *La critique de la social-démocratie*

Pour le P.C.F., la guerre du Maroc n'a rien révélé sur les « partis se trouvant à droite des radicaux-socialistes. Leur caractère impéréaliste, qu'ils ne cachent d'ailleurs pas, est généralement connu ». Le parti note toutefois qu'« il y a une chose qui unit tous ces partis avec les radicaux-socialistes et les socialistes (S.F.I.O.), c'est que tous défendent le protectorat des impérialistes français sur le Maroc au nom de la “ civilisation ” »… En ce qui concerne le parti radical-socialiste, c'est « leur gouvernement Herriot qui a mené la guerre du Rif, […] c'est un de leurs leaders : Lucien Saint, sénateur radical-socialiste, qui, résident général au Maroc, est le responsable de la politique impérialiste au Maroc jusqu'à maintenant, et c'est également un autre gauche, Ponsot, qui continue cette même politique… ». En ce qui concerne le parti socialiste, « le fait reste qu'ils ont toujours voté pour les dépenses d'occupation et de la guerre au Maroc, qu'ils ont soutenu et soutiennent les gouvernements qui font la guerre au Maroc[279]… », tout en s'opposant à toute action contre la guerre.

Le parti communiste rappelle aussi, dans une publication contre la guerre du Rif à destination des femmes, une résolution de la Fédération socialiste de la Seine de 1908, précisant à nos troupes de « quitter Fès dans le plus bref délai, […] afin de maintenir l'intégrité du Maroc » — et de citer un ordre du

jour déposé par Jaurès le 16 juin 1911 à la Chambre : « Nous demandons au gouvernement de respecter pleinement l'indépendance, l'intégrité du Maroc et de mettre un terme à l'occupation du territoire marocain. »

Les communistes reprochent aussi à la S.F.I.O. les distorsions accentuées entre les paroles et les actes des socialistes. Ceux-ci ont en effet souvent manifesté leur réserve, parfois même leur hostilité, aux opérations militaires du Rif : la Conférence internationale socialiste de Paris du 28 juillet 1925, par exemple, réclame la sauvegarde de l'indépendance du Rif, l'ouverture de négociations et la suspension des opérations militaires, l'arbitrage de la Société des Nations. Mais, simultanément, les socialistes n'hésitent pas à voter les dépenses de guerre réclamées par le gouvernement, qu'ils soutiennent. Si Jouhaux qualifie la guerre du Rif « indésirable aventure marocaine », « la C.G.T. précise que la seule mission qui peut honorer une nation, c'est d'éveiller un autre peuple aux idées de progrès […] et de l'aider à travailler à sa propre libération… ». Le P.C.F. reproche au secrétaire général de la Confédération générale du travail d'accepter une vice-présidence au Conseil national économique aux côtés du patronat, et « cela, en pleine guerre impérialiste au Maroc ».

Reproche aussi est fait aux socialistes de justifier leur attitude parfois incertaine par une information insuffisante, alors qu'une lettre de Vatin-Pérignon, chef du cabinet civil de Lyautey (reproduite par *L'Humanité* du 10 juin 1925) révèle : « … Quant aux personnalités, Herriot, Boncour, la liaison est assurée. Blum est au courant par Berthelot [haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères, lié à la Banque industrielle de Chine], et cette liaison ne peut que se resserrer. » Le P.C.F. dénonce ainsi les liens noués avec les organisateurs de la guerre coloniale.

Mieux encore, accusent les communistes, les socialistes s'efforcent parfois de justifier la guerre du Rif, au nom des principes humanitaires. Guernut, de la Ligue des droits de l'homme, ou la commission administrative de la C.G.T., dans un manifeste du 27 mai 1925, refusent à Abd el-Krim la qualité de représentant des Marocains opprimés : « En se refusant [la C.G.T.] de considérer que le fait d'être un chef guerrier confère le titre de représentant de tout un peuple historiquement et constamment livré au pillage et au droit du plus fort[280]… »

Pour le P.C., le comble est atteint lorsqu'on constate les distorsions entre les S.F.I.O. de France « qui font semblant, parfois, d'être opposés à la guerre du Maroc » et « les S.F.I.O. du Maroc qui collaborent avec le résident

général ». Dans la lutte quotidienne des travailleurs marocains, « le parti S.F.I.O. se montre clairement comme ennemi des ouvriers et des paysans marocains, et c'est ce fait qu'il veut masquer par une phraséologie » ; la S.F.I.O. marocaine « représente une partie des colons, des fonctionnaires et de quelques ouvriers qui désirent conserver leurs privilèges aux frais des ouvriers marocains. Cette filiale socialiste défend la colonisation, elle loue la civilisation ». En réalité, conclut le P.C.F., la S.F.I.O. ne lutte pas contre l'impérialisme français, « mais contre ce qu'elle appelle des *abus* ».

Ce réquisitoire rejoint celui adressé au plan historique par les communistes à l'égard des socialistes qui, en 1914, « s'étaient montrés des nationalistes jusqu'au-boutistes, au côté des impérialistes » et avaient « fait l'union sacrée avec la bourgeoisie ». Cette complicité ne signifie pas, pour le P.C.F., que tous les socialistes sont « irrécupérables » pour l'action commune. Les communistes prennent souvent le soin, dans leur propagande, de disjoindre les « chefs socialistes » de la masse des socialistes, et la guerre du Maroc va être l'occasion pour le P.C.F. d'essayer d'appliquer le mot d'ordre du front unique, lancé par l'Internationale.

b) *L'action unitaire*

Le P.C.F. a une double préoccupation vis-à-vis de la S.F.I.O. : après s'en être très nettement démarqué par une action indépendante sur des positions révolutionnaires, l'objectif est d'entraîner les socialistes à rompre avec leur politique de « collaboration de classe », tout en assurant par un rassemblement socialo-communiste une plus grande efficacité de lutte contre la guerre du Rif. Les exigences de la lutte révolutionnaire et de combat anticolonial se confondaient. Le 20 mai 1925, le P.C.F. adresse à la S.F.I.O. une lettre « proposant » d'organiser en commun une action dans tout le pays en vue de mobiliser « contre les guerres » les masses ouvrières et paysannes : « Si vous êtes décidés à lutter avec nous pour imposer au gouvernement la paix immédiate sans conditions avec le Rif, la reconnaissance du Rif et l'évacuation du Maroc, jadis réclamée par le parti socialiste, nous sommes à votre disposition pour causer avec tous délégués. »

Le 23 mai, c'est au tour de la C.G.T.U. de s'adresser à la C.G.T., pour lui proposer une vaste tournée de propagande avec les mots d'ordre : « Paix immédiate avec les Riffains ! Evacuation militaire du Maroc ! »

« Fidèle aux principes révolutionnaires qui l'animent, la C.G.T.U. fait appel à toutes les organisations unitaires : syndicats, unions, fédérations…,

pour qu'un mouvement général de protestation s'élève sans délai contre la guerre franco-rifaine et contre notre gouvernement responsable. Garder le silence, c'est se rendre complice des visées impérialistes […], du gâchis financier qui va en résulter […], des complications diplomatiques c'est se rendre également complice de la mort de milliers de combattants enrôlés par le gouvernement français… »

Le « Comité d'action » prend le relais le 6 juin, en faisant de nouvelles propositions à la Fédération de la Seine et à l'Union confédérée des syndicats de la Seine, les invitant à une réunion en vue d'agir en commun contre la guerre.

Dans *L'Humanité* du 8 juin 1925, Daniel Renoult s'adresse « Aux ouvriers socialistes », au-delà de leurs dirigeants, en citant certains exemples unitaires et, dans le numéro du 14 juin, c'est un « Bloc révolutionnaire » que propose Gaston Monmousseau, rassemblant « organisations unitaires et organisations confédérées ».

L'action unitaire ne se concrétise cependant qu'à l'occasion du « Congrès des ouvriers » de Paris, les 4-5 juillet 1925, rassemblant 2 470 délégués, dont 130 socialistes et 160 adhérents à la C.G.T.

C'est un événement : depuis la scission du Congrès de Tours, c'est la première rencontre entre les communistes et un certain nombre de socialistes. Elle permet une relance de l'action pour le Rif et un développement de la politique du « front unique ». Le « Comité d'action » limité aux communistes se transforme en un « Comité central d'action » unitaire ; il est chargé d'assister les comités locaux « d'unité prolétarienne », afin de réaliser le front unique à la base même. Le 23 juillet, cette nouvelle organisation offre à la S.F.I.O. « ce commencement de front unique dans l'agitation et l'action contre la guerre, écrit P. Semard en 1926[281], ouvrant la voie à des perspectives de réalisation d'un front prolétaire sur une échelle beaucoup plus vaste »…

La guerre du Rif avait donc permis une « radicalisation » au moins partielle du parti socialiste, permettant aux communistes français de constater concrètement les possibilités d'unité avec les socialistes.

En même temps, les conditions de la campagne pour le Rif permettait au P.C.F. de se constituer définitivement, conformément aux souhaits de l'Internationale, en un véritable parti de « type nouveau ».

2. *Un parti de « type nouveau »*

La campagne contre la guerre du Rif a favorisé l'élimination de certaines déviations idéologiques au sein du P.C., tout en le conduisant à se « bolcheviser », au plan organique.

a) *La lutte contre le sectarisme et l'opportunisme*

L'intensité de la bataille politique pour le Rif a révélé, dans toute leur ampleur, diverses déviations que le parti a entrepris de combattre et d'effacer.

Contre les séquelles du « social-démocratisme » et de l'opportunisme au sein du P.C.F., l'expérience de la guerre du Maroc semble avoir été décisive.

La tendance animée par Rosmer ou Monatte, sur une plate-forme très proche de la social-démocratie et hostile à l'U.R.S.S., avait été très réduite dès 1924. Au Congrès de Lille des 20-26 juin 1926, un seul orateur défend à la tribune les arguments de la « droite ». La liquidation de ce courant s'était accentuée par la confirmation, en janvier 1925, de P. Semard dans les fonctions qu'il occupait depuis août 1924 à la direction du parti. Il est le premier secrétaire d'origine prolétarienne. L'élection de M. Thorez, en 1926, au bureau politique et au secrétariat du comité central va dans le même sens : c'est le résultat de son efficace présidence du « Comité d'action » contre la guerre du Rif.

Le sectarisme et le gauchisme sont apparus avec netteté durant cette première « épreuve du feu » anticoloniale.

Quelques exemples suffisent pour témoigner d'un sectarisme certain. Le premier appel à l'unité adressé à la S.F.I.O., reproduit dans *L'Humanité* du 21 mai 1925, est sous-titré dans des termes significatifs : « Oseront-ils se défiler ? »

Plus généralement, une certaine agressivité transparaît dans toutes les offres d'action commune, et le rappel du passé est constamment mis en avant par les communistes, qui insistent sur les comportements contradictoires des socialistes : le mot d'ordre proposé par la C.G.T.U. pour l'action commune est ainsi : « Evacuation militaire du Maroc demandée jadis par la C.G.T. ! » P. Semard souligne que les communistes ont développé « un certain esprit de revanche contre la C.G.T. ».

Quant au fond, le P.C.F. reconnaît lui-même, en décembre 1925, qu' « il a réclamé des directions socialistes qu'elles acceptent l'intégralité du programme communiste ». L'unité n'est possible que dans un esprit de concessions mutuelles ou sur des objectifs limités : il fallait « profiter, dit le parti, du front unique réalisé sur la base de l'armistice et de la paix, pour faire

adopter par les larges masses le mot d'ordre de fraternisation ». Or, l'appel à la fraternisation est lancé dès le 24 septembre 1924, avant même tout appel à l'unité.

« Nous avons commis des fautes gauchistes », ajoute P. Semard devant l'Internationale, au début de 1926[282]. La propagande développée contre la guerre du Maroc est jugée trop souvent abstraite, désincarnée, trop éloignée des préoccupations réelles de la masse des travailleurs. La lutte anticoloniale, malgré certaines tentatives n'a pas été suffisamment liée aux revendications quotidiennes. Mais la phraséologie révolutionnaire de la campagne du Rif, parfois plus provocatrice que convaincante et attractive, est elle-même liée à certaines illusions politiques. « Nos camarades […] ont voulu marcher un peu vite… », souligne P. Semard. Doriot considère qu'il était utopique de prétendre désorganiser l'armée française avec les seules forces du parti. André et Michel Marty ajoutent que le parti était même « dans l'incapacité d'assumer jusqu'au bout la responsabilité d'une action dont il s'est fait l'avocat » : la défense des militants inculpés, par exemple, n'était pas organisée systématiquement. Certaines tendances à penser qu'il était possible de « transformer la guerre marocaine en guerre civile » sont reprochées à Treint, l'un des responsables du P.C.F. auprès de l'Internationale.

C'est ainsi au niveau essentiellement de la mise en œuvre d'une ligne politique, plus qu'à la ligne elle-même, que des critiques sont adressées. Zinoviev, en session du comité exécutif de l'Internationale, confirme en effet : « Le P.C.F. a mené contre la guerre du Maroc une lutte exemplaire sous bien des rapports. »

Cette lutte « exemplaire » s'est développée essentiellement au niveau des entreprises, grâce au processus de bolchevisation accéléré par la campagne du Rif.

b) *La « bolchevisation » du parti*

Le V^e Congrès de l'Internationale avait expliqué que le front unique était une tâche inséparable de la « bolchevisation ». L'application mécanique en 1924 des décisions concernant la réorganisation du parti sur la base des « cellules d'entreprise », groupant les militants sur les lieux de travail se révèle inefficace. Loin d' « aller aux masses », les organisations du parti se ferment sur elles-mêmes. Ce sont, notamment, les exigences de la campagne pour le Rif, et de la mobilisation du plus grand nombre possible de travailleurs, qui transforment une structure inerte, incomprise de ceux-là

mêmes qui s’y trouvent, en une organisation vivante, dont on saisit concrètement la raison d’être. L’œuvre de M. Thorez, secrétaire à l’organisation, a pu se développer à partir de la vie pratique, non de principes abstraits. C’est ainsi une véritable novation qui se produit : armé par sa lutte contre la première guerre coloniale de son existence, le P.C.F. est mieux préparé à affronter les nouvelles étapes de la lutte anti-impérialiste qui, dès 1926, se prépare au Maroc comme dans l’ensemble de l’empire colonial français.

Malgré la défaite prévisible de la République du Rif, le P.C.F., par la voix de Paul Vaillant-Couturier, prophétise dès juin 1925 : « Il faut que les gouvernements bourgeois en prennent leur parti : quelles que soient les apparences et les fluctuations des succès militaires, nous entrons maintenant dans une phase de l’histoire où le vaincu des nouvelles guerres coloniales, le vaincu désigné, c’est le capitalisme européen[283]… »

« Malheur aux prolétaires d’Occident, ajoute Gabriel Péri, s’ils ne comprenaient pas la nécessité de lier solidement leurs luttes partielles aux luttes des opprimés coloniaux pour l’indépendance nationale. Quelque chose de nouveau est né dans le monde : l’Orient vient au secours de l’Occident, les esclaves coloniaux viennent à l’aide des travailleurs métropolitains[284]. »

Les Républicains du Rif ont apporté ainsi aux travailleurs français et au P.C.F. les premiers en date des « secours » révolutionnaires.

René Gallissot

Le parti communiste et la guerre du Rif

1. RAPPORT ÉCRIT

Sur la campagne du P.C. contre la guerre du Rif, je ne prétends pas apporter du nouveau depuis l'article de Nicole Le Guennec, dans *Le Mouvement social* de janvier-mars 1972, faute de recherches d'archives qui nous offriraient, par le biais des rapports de police par exemple, la vision officielle ou officieuse de l'action communiste ; faute de travaux sur la grève du 12 octobre 1925, qui demande encore à être reconnue dans son volume, ses localisations et ses manifestations. Simplement après un rappel chronologique qui veut cependant retrouver des lignes d'explication, je tenterai d'évoquer comment les communistes voyaient la guerre du Rif et Abd el-Krim, à travers les articles publiés et aussi à travers les débats internes, pour esquisser ensuite une mise en proportion et en perspectives de cette campagne anticolonialiste. Elle a frappé, parce qu'elle a situé le communisme français, à l'encontre du courant nationaliste qui conduit à la célébration de l'Empire et culmine en 1930-1931 ; elle marque pour le P.C. la première action d'éclat en tant que parti, elle constitue un titre d'internationalisme, et devient une référence constante, ou du moins la référence qui tend à prouver la constance de son anti-impérialisme. Nous aurons donc une double échelle de mesure : celle de l'opinion française et de l'idéologie nationaliste dominante ; celle des visées du mouvement ouvrier révolutionnaire.

I. La campagne contre la guerre du Rif

Au V^e^ Congrès de l'Internationale communiste, en juin 1924, en même temps qu'il vouait à nouveau à la honte, la résolution des communistes de Sidi Bel-Abbès, Manouilsky demandait : « Où sont les documents où le P.C.

français affirme le mot d'ordre de la séparation des colonies ? » Il prolongeait par là le cri d'alarme de Nguyen-Ai-Quoc (Ho-Chi-Minh) : « Quant à moi, dont la patrie est colonisée par la France, et qui suis membre du P.C.F., j'ai le très grand regret de devoir dire que notre parti a fait très peu de choses pour les colonies. » Au reste, il fixait en même temps au P.C.F. son orientation anticolonialiste, en préconisant :

1. l'ouverture d'une rubrique coloniale régulière dans *L-Humanité* ;
2. le renforcement du recrutement et de la propagande dans les colonies ;
3. l'envoi de coloniaux à l'Université d'Orient à Moscou ;
4. une entente avec la C.G.T.U. pour l'organisation des travailleurs coloniaux en France ;
5. l'obligation pour tous les membres du parti de se familiariser avec la question coloniale.

Si l'impulsion vient de l'Internationale communiste, la campagne contre la guerre du Rif n'en révèle pas moins quelles forces portent alors le communisme français, campagne dans le style des Jeunesses de l'automne 1924 à l'été 1925 — ce sera notre première période ; campagne de juillet à octobre 1925 — qui pousse le mouvement ouvrier à cette forme exceptionnelle de lutte qu'est la grève politique de masses.

A. *De l'automne 1924 à l'été 1925*

Faisant écho aux appels de l'Internationale, les Jeunesses communistes — car le parti était bien défaillant jusqu'alors — avaient animé la protestation contre les rappels des soldats de la classe 1921, puis la lutte contre l'occupation de la Ruhr en 1923 ; l'action propre du parti, et encore était-ce quelques députés qui affrontaient la Chambre, se limitait à l'utilisation du Parlement comme tribune d'accusation et d'agitation ; la principale pratique était celle de l'antimilitarisme. Dès le 19 août 1924, ce sont encore les Jeunesses qui apparaissent comme le répondant du V^e^ Congrès de l'I.C. : Chasseigne, dirigeant des Jeunesses, déclare à un meeting de la Fédération de la Seine que « la tâche la plus immédiate du P.C. est le travail au Maroc[285] » ; il invite à intensifier la propagande parmi les troupes. Mais c'est le 30 septembre 1924 qui marque le véritable point de départ de la campagne en sa double forme : l'agitation par les Jeunesses et l'agitation par la tribune parlementaire. A la Chambre, lecture est faite du télégramme adressé à Abd el-Krim, par Doriot et Semard ; les députés se déchaînent en

une scène, qui sera à répétition, de frénésie anticommuniste ; des perquisitions sont effectuées, notamment à l'école Lénine à Bobigny (première école des cadres). Ce même jour, les Jeunesses communistes de France et d'Espagne lancent un appel : « Soldats de France et d'Espagne, fraternisez avec Abd el-Krim ![286] ». La fraternisation, qui évoque les gestes de 1917, était le thème de toutes les campagnes des Jeunesses, l'objectif ou simplement l'idéal sentimental de l'action antimilitariste ; mais la nouveauté est cette fois de s'ouvrir à un peuple colonisé : « le peuple marocain », auquel « les prolétaires en uniforme de France et d'Espagne doivent s'allier […] contre leur ennemi commun, la bourgeoisie impérialiste de leur propre pays ».

Jusqu'en mai 1925, soit jusqu'à la généralisation des opérations militaires par la France, le Maroc n'est présent que par épisodes, dans les sujets d'agitation des Jeunesses, les articles de *L'Humanité*, les interventions au Parlement. L'attention n'est pas première, comme en témoigne le congrès du P.C. qui se tient à Clichy en 1925, et se contente d'une « Adresse au peuple rifain » ; le Maroc n'est guère cité dans les interventions. Mais il est remarquable qu'à ce même congrès, alors qu'un an auparavant, après le congrès de Lyon, « les tâches sur la question coloniale » avaient été écartées de la diffusion, cette fois une attention plus forte se porte vers l'anticolonialisme. Le congrès réorganise la commission coloniale, cette commission que Charles-André Julien avait appelée de ses vœux dès 1921, et que Paul Vaillant-Couturier tentait de faire sortir de l'inexistence ou de l'instabilité ; elle devient « commission coloniale centrale », parce que sont prévues des sous-commissions régionales, et même que chaque fédération doit avoir sa commission, « composée d'indigènes et de Français » ; le parti doit s'ouvrir aux immigrés coloniaux, convoquer des assemblées, et même envisager un congrès des « ouvriers coloniaux ».

Certes, ce n'est là que l'application des directives de l'I.C., et il y a loin des textes à la réalisation ; mais c'est aussi l'indice d'un changement d'attitude. « L'immigration coloniale », comme on dit alors, devient un lieu de militantisme communiste ; la prise en charge se fait principalement par la C.G.T.U. ; jusque-là, les immigrés, militants politiques, qu'ils soient indochinois ou maghrébins, étaient liés aux Jeunesses : anarchistes, syndicalistes et communistes en 1920-1922, Teunesses communistes et jeunes syndicalistes ensuite, comme le manifestent l'itinéraire d'Ho-Chi-Minh, et le journal *Le Paria*, qui donne la parole à Abd el-Krim. En 1924-

1925, le parti conjoint l'antimilitarisme des Jeunesses et l'ouvriérisme anticapitaliste, antimilitariste et, sur cette base, anticolonialiste, du syndicalisme révolutionnaire. C'est ce mouvement d'osmose entre les Jeunesses, le syndicalisme et les militants qui restent ou entrent au parti qui donne son contenu à ce que l'on nomme la « bolchevisation », qui autrement resterait formelle, ou ne répondrait qu'aux implications des conflits et raidissements du parti soviétique et de l'exécutif de l'I.C. Le parti français est presque au terme de la décantation qui lui a fait perdre plus de 100 000 adhérents depuis le Congrès de Tours ; le second semestre 1924 lui apporte un léger renfort de militants, qui le maintient à quelque 50 000 membres. La campagne contre la guerre du Rif, à la fois conséquence et entraînement, de surcroît, dérivatif aux divisions de Moscou et à la perception confuse qu'en ont la plupart des communistes français, fait partie de ce moment de fixation du communisme.

Les interventions sur la question marocaine s'effectuent pour l'essentiel encore au Parlement, et la presse les répercute. Doriot — et Doriot, c'est à la fois les Jeunesses et le style communiste de ces années fait de la violence du tract, de la descente dans la rue et du discours parlementaire porté jusqu'à la provocation — relaie Berthon (discours du 29 janvier 1925), en intervenant longuement à la Chambre le 4 février 1925 ; il dénonce l'emprise et les agissements de la Banque de Paris et des Pays-Bas, le capitalisme colonial des affairistes, et célèbre la victoire d'Abd el-Krim sur les Espagnols, s'écriant : « Le Maroc aux marocains ! » Dans les trois mois suivants, d'autres discours viennent rappeler l'opposition communiste ; les communistes sont ainsi préparés à l'action, à l'ouverture de la guerre proprement française.

Dès le 10 mai 1925, c'est encore Doriot qui lance le mouvement et donne l'argumentation : l'agresseur est l'impérialisme français ; les soldats français doivent fraterniser avec les Marocains ; lutter contre la guerre du Rif, c'est lutter contre une guerre faite de la rivalité interimpérialiste entre la France, l'Italie et l'Angleterre, c'est lutter contre le fascisme, c'est à nouveau la grande opposition à la guerre : « L'action du prolétariat français, plus solidaire que jamais des Rifains lâchement provoqués à la guerre, doit être nette et rapide devant le danger angoissant. Il doit imposer à l'impérialisme français la paix immédiate avec le Rif, demandée et voulue par les Rifains. Il doit exiger que la République du Rif soit reconnue et respectée. Il doit soutenir ce jeune mouvement libérateur. Il doit exiger et imposer l'évacuation

immédiate du Maroc, tombeau des enfants du prolétariat et de ses milliards. »

Les discours au Parlement de Doriot, Cachin et Berthon sont édités en brochure : *Contre la guerre du Maroc !* A la séance du 9 juin 1925, Doriot lit une lettre du chef de cabinet de Lyautey qui montre la préméditation et la préparation de l'offensive française. Dans les articles de *L'Humanité*, le thème prédominant est alors celui de la conjuration de la guerre, comme en 1914, ou plutôt « mieux qu'en 1914, en réussissant là où le socialisme de la IIe Internationale a échoué » ; celui du « jamais plus » aussi des anciens combattants de la Grande Guerre. Michel Marty écrit : « Nous en avons marre de la guerre, nous en avons trop des abattoirs capitalistes ! “ Jamais plus ”, a dit le poilu pendant la Grande Guerre[287]. » L'Internationale communiste soutient la campagne, soulignant le danger d'une guerre mondiale qui sortirait à nouveau du « guêpier marocain » ; le comité exécutif de l'I.C. lance un appel que reproduit *L'Humanité* du 19 juin 1925, et les *Cahiers du bolchevisme* de juin 1925 sont remplis de l'analyse soviétique, dont le propre est l'insistance sur le caractère interimpérialiste de la guerre. En réalité, nous sommes au point où devient indiscernable l'action propre du communisme en sa liaison internationale, du parti donc, et celle des Jeunesses et des syndicalistes unitaires qui donnent les militants ; la campagne s'élargit en meetings, à partir de celui de Luna-Park à Paris, le 16 mai 1925 (15 000 participants, selon *L'Humanité)*, grossit la manifestation au Mur des fédérés (60 000, selon *L'Humanité)*, le 24 mai, et, à l'échelle nationale, la journée du 2 août, commémorative du déclenchement de la guerre en 1914 en même temps geste d'exorcisme contre la trahison de l'Union sacrée ; sont célébrées toutes les actions antimilitaristes qui semblent aller à l'encontre de la guerre du Rif : mutineries à bord du « Courbet », du « Strasbourg », du « Paris » ; le 27 mai 1925, *L'Humanité* fait le récit d'une manifestation de 600 conscrits qui quittent la caserne aux cris de « A bas la guerre du Maroc ! Vivent les Rifains ! », et les abandons dans les troupes coloniales françaises passent au compte de la fraternisation. L'impression reste cependant que, derrière la netteté des déclarations sur le Rif, les initiatives communistes ont du mal à entraîner les manifestants ; c'est bien plutôt par la convocation des congrès ouvriers de la région parisienne que le mouvement s'engrénera, et nous entrons alors dans notre haute période de l'été.

Parallèlement, et au long de ces deux temps de la campagne, ce qui est spécifiquement le mode d'intervention du parti communiste se situe d'autre part au niveau des mots d'ordre de front unique et des adresses aux

socialistes ; c’est aussi le côté le plus faible de l’action. Rappelons que, depuis les élections de mai 1924, a succédé à la majorité de Bloc national, celle d’une Chambre et d’un gouvernement de Cartel des gauches ; la campagne contre la guerre du Rif se développe donc dans ce contexte de participation politique socialiste. Les déclarations du parti communiste sont une dénonciation constante des socialistes ; les discours de Doriot les accusent de complicité dans la préparation de la guerre. A la direction du parti socialiste, les communistes demandent d’accepter leur plate-forme de reconnaissance de la République du Rif ; le rejet socialiste se fonde sur le caractère « féodal » de la révolte d’Abd el-Krim. En réalité, l’adresse au sommet est de pure forme, pour couvrir les appels à la base. Ainsi l’appel du comité central du P.C. du 14 mai « Aux ouvriers et paysans de France et des colonies », formulation qui vient de l’Internationale communiste, dit : « Ouvriers socialistes ! N’oubliez pas que vos chefs, reniant la glorieuse tradition de Jaurès, qui dénonça toujours le “ guêpier marocain ” n’ont pas osé voter contre les crédits de la guerre du Maroc. Ils se sont lâchement abstenus. Ils ont voté l’ensemble du budget de la Guerre, qui contient ces mêmes crédits ! Dénoncez et abandonnez vos chefs ! Venez avec nous pour opposer aux impérialistes un front unique puissant. » Doriot s’exclame le 23 mai : « Les socialistes portent la responsabilité de la mort des soldats français », et *L’Humanité* titre : « Les social-traîtres refusent l’action commune ». Les attaques contre les socialistes redoublent quand le socialiste Varenne est nommé, dans l’été, gouverneur d’Indochine. A la C.G.T.U., si la dénonciation est systématique, elle se fait en des termes qui portent encore des sentiments ouvriers unitaires : Monmousseau répond à Jouhaux en citant l’Union confédérée de la Haute-Garonne (C.G.T., donc) qui déclarait : « Le rôle des organisations syndicales consiste à déterminer dans les masses populaires un courant d’opposition à la guerre du Maroc. » C’est au reste dans les unions locales, et dans quelques fédérations que se produisent quelques manifestations communes, et cette présence de cégétistes est exaltée en front unique avec les ouvriers socialistes ; les exemples cités dans le Sud-Est et le Sud-Ouest sont toujours les mêmes, et l’on retrouvera 118 délégués cégétistes sur 1 800 au Congrès d’août de la C.G.T. pour défendre la plate-forme de lutte contre la guerre du Rif.

La répétition tout à la fois des mots d’ordre de front unique et des attaques globales antisocialistes a certainement concouru à maintenir les communistes dans leur isolement ; les socialistes étaient divisés, et certains prêts à faire

campagne contre la guerre. Trente-sept députés socialistes s'abstiennent dans le vote des crédits sur la guerre le 17 juillet 1925 ; deux votent contre comme les communistes ; la gauche socialiste s'oppose à la guerre, le journal de Zyromski : *L'Etincelle,* est fortement contre, et reflète largement l'orientation de la Fédération de la Seine. Peut-être peut-on discerner une ouverture dans des articles de Cachin à la fin juin, qui par ailleurs dénoncent « les socialistes aux colonies » ; et le Comité d'action adressera en juillet une lettre à *L'Etincelle.* Mais, dans la grande campagne de juillet, les attaques reprennent aussi bien contre la droite que contre la gauche socialiste « aux formules démagogiques et pacifiques ». Si la campagne ne gagne pas les socialistes, tout au contraire, elle change de puissance en juillet : animée par le Comité d'action contre la guerre du Rif, elle déborde l'agitation des Jeunesses et le scandale parlementaire pour passer à la manifestation de masse.

B. *Les moments culminants de la campagne : l'été 1925 et la grève du 12 octobre*

Au départ, le Comité d'action n'a rien d'original : les campagnes antimilitaristes de 1921 et de 1923 sont conduites par de tels comités, où entrent les Jeunesses communistes, syndicalistes, anarchistes encore ; ils sont soutenus par le parti, par la C.G.T.U., par l'organisation d'anciens combattants communisante qu'est l'A.R.A.C., et bientôt par le journal *Clarté,* soit les intellectuels d'extrême-gauche. Les origines du Comité contre la guerre du Rif sont même plus banales encore : il provient d'un Comité d'action contre la vie chère et pour le front unique, réunissant P.C.F., C.G.T.U., A.R.A.C., J.C., qui n'est même pas une organisation, mais un simple organisme, et de vie fort végétative, chargé de porter la politique communiste Ce comité, dès le déclenchement de la guerre française, est censé être l'organisateur du meeting de Luna-Park le 16 mai, et c'est dans ce rassemblement qu'il est transformé en Comité d'action contre la guerre du Rif ; il appelle à l'organisation de meetings provinciaux. La véritable mutation tient surtout à la convocation d'assemblées locales et régionales, dites « congrès ouvriers ». On retrouve là notre effet de bolchevisation, puisque bien évidemment ces congrès ne peuvent être tenus que par la mobilisation des syndicalistes unitaires. Le Comité d'action est donc l'enveloppe communiste ; le contenu est donné par la C.G.T.U. ; le fait nouveau réside dans la responsabilité centrale prise par le parti, bien qu'à la présidence la personnalité de Maurice Thorez ne soit pas encore

représentative.

Le 5 juillet, se tient le Congrès ouvrier de la région parisienne ; c’est ce congrès qui élargit à 125 membres (dont 25 seulement pour la province) la direction du Comité d’action, qui se transforme en Comité central d’action contre la guerre du Rif et les impôts Caillaux ; dans le courant de juillet, quand s’intensifient l’insurrection de Syrie et la répression française, la formule grandira en « action contre la guerre du Rif et de Syrie ». Le congrès réunissait 1 443 délégués, dont 30 socialistes et 165 confédérés. C’est de lui enfin que part l’appel à une grève générale de 24 heures.

De juillet à octobre, des congrès régionaux se tiennent, sur lesquels on sait peu de choses, quelques échos sur celui du Nord ; le Congrès ouvrier et paysan de la région méditerranéenne, tenu à Marseille le 23 août 1925, rassemble 1 125 participants (cheminots et postiers, entre autres) ; c’est par la C.G.T.U. que s’opère la ramification de la campagne, comme en témoignent les distributions de tracts au dépôt d’Alès, dans les mines du Gard, dans la région de Nîmes. *L’Humanité* prétend que deux à trois millions d’ouvriers auraient participé aux assemblées et congrès ; ce qui n’a aucun sens. Les plus grands rassemblements semblent ceux de la banlieue parisienne, comme à Clichy, et touchent quelques dizaines de milliers de participants.

C’est encore au niveau de la C.G.T.U. qu’est reprise la préparation de la grève générale. Après une tentative de pression sur le Congrès de la C.G.T. qui se réunit salle Japy le 23 août 1925, c’est finalement le Congrès confédéral de la C.G.T.U. qui prend, le 27 août, la décision de grève générale pour le 12 octobre. La C.G.T.U., il est vrai, fixait simplement une date, puisque le comité central du parti communiste avait déjà pris, le 23 août, une résolution de grève générale, grève politique, donc par mobilisation syndicale. « Nous ne sommes plus à l’époque de l’anarcho-syndicalisme ; nous ne voulons pas d’une grève minoritaire », déclare Henri Raynaud, au nom de la C.G.T.U. ; il s’agit donc bien d’un recours à la grève politique de masses ; jamais le mouvement ouvrier français n’a été si proche de Rosa Luxembourg, mais l’on ne cite guère que Karl Liebknecht. Il suffit de lire l’appel du comité central du 23 août 1925 : « Le parti ne pense pas que, de cette grève, plus ou moins vaste, puisse sortir miraculeusement la paix définitive ou la révolution. Il ne doit y avoir à cet égard aucune illusion. Il ne doit y avoir non plus, parmi nos membres, aucun reste de la vieille idéologie des syndicalistes purs. La grève générale de 24 heures doit être une démonstration de la volonté de paix du prolétariat. C’est un premier coup,

rien de plus, mais rien de moins, que l'on porte à l'impérialisme français.

« Après la grève générale, il faudra que la protestation du prolétariat continue par le boycott de la fabrication et du transport du matériel de guerre. Il faudra surtout que le prolétariat renforce son organisation dans les comités d'unité prolétariens et le Comité central d'action, pour continuer l'action contre la guerre du Maroc, dont les congrès ouvriers et la grève générale de 24 heures auront été le début. »

Le 13 octobre, *L'Humanité* annonce un million de grévistes en cette « puissante grève de masses contre les tueries du Maroc » ; des bagarres se sont produites avec la police, si celle-ci n'est entrée en action d'elle-même ; dans la banlieue rouge, à Saint-Denis, la police a tiré ; à Suresnes, elle a tué : un cortège de 100 000 personnes, selon *L'Humanité* suivra, à Puteaux, le cercueil de l'ouvrier Sabatier. Par la suite, et ce sera le chiffre généralement répété, le nombre des grévistes sera ramené à 900 000. Quel ordre de grandeur adopter ? Faut-il opérer un abattement d'un tiers ou de moitié ? Dans ce dernier cas, en deçà du demi-million, nous sommes renvoyés au niveau des adhérents de la C.G.T.U. Rappelons que le P.C., mais ce ne sont pas toujours ou pas tous les mêmes qui votent et qui font grève, avait obtenu 876 000 voix aux élections législatives de 1924 et montera à plus d'un million en 1928.

Succès ou échec ? Les limites du mouvement sont rapidement ressenties. La preuve en est que le bureau politique convoque, d'une façon quelque peu improvisée, une Conférence du parti qui se réunira les 1er et 2 décembre 1925. La grève apparaît comme un terme, et non comme une étape, puisque la campagne s'arrête, comme en suspens. Il faut attendre février 1926 pour que le comité central parle de la nécessité d' « accentuer la lutte contre la guerre du Maroc ». André Marty, en mars et en avril, déplorera l'insuffisance de l'action ; au 1er mai 1926, les appels pour le Rif se perdent parmi d'autres. C'est aussi qu'en mai s'arrête l'effort d'Abd el-Krim. « A bas la guerre du Maroc ! », relance Michel Marty en juin 1927 ; et en 1928 de nouvelles attaques seront portées contre les actions militaires françaises au Maroc ; cette dénonciation par accès durera jusqu'en 1934, soit jusqu'à l'achèvement de la conquête.

En tout état de cause, la campagne de masse s'interrompt bien avec la grève d'octobre ; l'explication n'est pas simple. La grève manifeste d'abord l'isolement des communistes et de ceux qui les suivent, ou plutôt traduit la capacité d'entraînement de la C.G.T.U. ; seuls ceux qui sont assimilés ou

s’assimilent eux-mêmes au communisme sont engagés ainsi dans la lutte anticolonialiste ; aussi retombent-ils sur eux-mêmes après cet été et la grande journée de militantisme intense, d’autant que la répression est sévère : 165 emprisonnés, 267 poursuivis, sans parler des licenciements et déplacements. D’autre part, le parti est pris dans un débat interne, à la fois français et international, et les conflits de tendances, ou du moins la confusion, retentissent sur l’interprétation de la lutte contre la guerre du Rif ; en tout cas, la question marocaine et la question coloniale sont quelque peu noyées par ce débat général, même si l’on discute à travers elles. Enfin, l’action des Jeunesses, puis du jeune syndicalisme et de ce communisme jeune est rythmée par le cours même de la guerre : première agitation avec le succès d’Abd el-Krim contre l’Espagne ; montée de la campagne en janvier 1925 ; apogée au moment du déchaînement de la guerre française. Avec le prolongement et le reflux de la guerre, il devenait difficile, sinon impossible, de relancer une action militante qui ressentait l’usure et l’isolement, et était en elle-même peut-être mal assurée. Mais les questions posées au mouvement ouvrier par cette guerre coloniale demeuraient pendantes. D’autre part, les communistes n’avaient-ils pas donné à la guerre du Rif une autre dimension ?

II. Antimilitarisme. Abdelkrimisme. Anti-impérialisme. Signification de la campagne communiste

Une caricature, dans *L’Humanité* du 28 mai 1925, entend donner l’image-choc qui fasse adhérer à la campagne communiste : un cadavre tient un drapeau avec une tête de mort au milieu d’un champ parsemé de petites croix, le Rif. « Au nom du Bloc des gauches », dit la légende. L’attaque contre les socialistes gauchit peut-être un peu la représentation, en la ramenant au souvenir de la grande tuerie et des Croix de bois ; c’est qu’en effet la campagne communiste est soumise à la hantise de la guerre de 14-18 ; fondamentalement, elle est antimilitariste. Mais l’ambivalence n’en existe pas moins, car ce pays méconnu, c’est quand même le Rif, car la guerre est coloniale. De plus, ce communisme encore neuf n’est pas innocent pour l’opinion ; son action, par son enracinement ouvrier, est anticapitaliste déjà ; elle est ensuite immédiatement perçue comme une menace de destruction de l’ordre national, et le règne de cet ordre est alors sacralisé. Cette violence enfin apparaît liée à la révolution bolchevique qui chercherait à gagner les colonies. La campagne contre la guerre du Rif prend ainsi son sens de la

brêche ouverte dans l’opinion et de son contexte anti-impérialiste, sinon révolutionnaire, soit donc du scandale, pour une part, et de l’alarme de ses adversaires : « Le communisme, voilà l’ennemi. » De cette conjoncture, la guerre du Rif elle-même reçoit comme une seconde nature.

Dans l’antimilitarisme communiste au cours de la campagne du Rif, ce n’est pas l’argumentation qui est nouvelle ; on retrouve tout à la fois des slogans du syndicalisme révolutionnaire ou de la IIe Internationale, d’autres, plus lointains, et ceux de 1917 redoublés par le défaitisme révolutionnaire et la révolution soviétique, puis les mots d’ordre des Jeunesses : « Pas un homme, pas un sou en France pour la guerre du Maroc ! Paix au Rif ! », conclut un article des *Cahiers du bolchevisme* de mai 1925 ; la guerre, c’est l’horreur que troue la mutinerie : « Marins, souvenez-vous des marins de la mer Noire, écrit André Marty, hissez le drapeau rouge, n’embarquez pas de cadavres en sursis pour la terre africaine. […] 0 mères, ô femmes, le sang de vos fils n’est-il pas un trésor infiniment plus précieux que les millions des banquiers ? Les femmes permettront-elles que leurs gosses engraissent les hyènes et les chacals[288] ? » Sang et or, l’article du 24 mai dans *L’Humanité* était intitulé : « Caillaux de sang, l’homme des banques. »

N’est originale en somme que l’insistance sur le rôle des banques et des affaires, la dénonciation du grand capital. L’anticapitalisme, par-delà le scandale des affaires, la perversité des riches, devient le fondement de l’anticolonialisme, et peut-être en partie son substitut autant que son moyen. On se souvient que le Comité d’action est « Comité central d’action contre la guerre du Rif et les impôts Caillaux » ; la campagne atteint les ouvriers, en reprenant leurs revendications, celles que porte la C.G.T.U. contre la vie chère et l’inflation. L’argumentation du coût de la guerre est particulièrement celle des syndicalistes comme Henri Raynaud, qui conclut un article sur « La Guerre du Maroc et les syndicats » : « Il faut faire comprendre aux travailleurs les dangers de l’inflation. » Aux mots d’ordre contre la guerre sont liés ceux d’élévation des salaires, d’échelle mobile, de transfert de l’impôt sur les capitalistes. La question coloniale est repliée, par ouvriérisme, sur l’anticapitalisme ; les impératifs de la lutte revendicative ou la faiblesse de la prise de conscience du fait colonial arrêtent les explications sur l’argument directement ou exclusivement économique. Cette démonstration est quelquefois d’assez large vue, quand elle veut montrer que le capitalisme, affaibli par la guerre, s’engage par compensation dans « la recherche frénétique de nouveaux débouchés », soit donc dans l’aventure marocaine[289],

mais le plus souvent, elle s'en tient à la guerre au profit des banquiers, et répète les participations des trusts miniers et les prises d'intérêts de la Banque de Paris et des Pays-Bas. La colonisation n'est plus qu'une autre face de la concentration du capitalisme industriel et financier, comme déjà pour Paul Louis, dans sa brochure sur *Le Colonialisme* (1905), il y a un économisme de la pensée socialiste et communiste française, et pas seulement française ; l'analyse de la colonisation n'est pas alors différente de celle du capitalisme intérieur ; elle se ramène à la concentration des monopoles et déjà aux deux cents familles. La question coloniale est vidée de sa substance sociale et des colonisés ; elle ne peut plus être posée comme question nationale pour les pays dépendants ; nous sommes à l'encontre des préoccupations de Lénine aux II^e^ et III^e^ Congrès de l'Internationale et de l'effort d'analyse sociale, comme celui qu'esquissait l'intervention de Charles-André Julien sur la question de l'Orient arabe à ce même III^e^ Congrès de l'I.C., en 1921. Il reste que les colonisés sont soumis aux mêmes exploiteurs que les ouvriers français ; par là, ils sont des frères, en étant eux aussi « des ouvriers et des paysans » ; à la fraternisation des soldats s'ajoute la fraternisation des ouvriers et des paysans marocains.

La signification du mot d'ordre de fraternisation est triple, mais dans l'équivoque, par chevauchement ; anticapitaliste donc, mais, au départ, antimilitariste simplement, il est ensuite révolutionnaire. L'anticapitalisme et l'antimilitarisme sont généralement mêlés ; ainsi l'appel du comité central du 14 mai 1925 s'adresse « aux marins et soldats », leur disant : « Vous n'avez rien à faire en Afrique ; vous n'avez aucun bénéfice à retirer de cette guerre ; les ouvriers marocains sont vos frères. On vous envoie les combattre, vous n'accepterez pas d'écraser dans le sang la lutte pour la libération marocaine, mais au contraire, à leurs côtés, vous lutterez pour celle de tout le prolétariat ; vous fraterniserez avec les Marocains en lutte contre leurs exploiteurs. »

Dans un appel du 20 juillet 1925 — et peut-être faut-il voir là un effet des directives de l'exécutif de l'I.C. en juin[290] — , le Comité central d'action contre la guerre (et non directement le parti, ce qui montre que c'est tout un) va même plus loin en reprenant les exemples de 1917 : « La Comité a confiance en vous ; il sait que vous ferez votre devoir envers les Rifains qui luttent pour leur libération. Vous ne serez pas les valets de la Banque. Vous vous souviendrez que les bolcheviks russes, les glorieux marins de la mer Noire, les soldats d'Odessa, les soldats espagnols du Rif ont pu arrêter la guerre par la fraternisation. » Certes, il n'est question que de l'arrêt de la

guerre, mais ces rappels, surtout en ces années, sont lourds de la charge du défaitisme révolutionnaire ; explicitement, au nom du parti, non seulement de la part de Treint, cet impétueux secrétaire de formation militaire, à qui l'on en fera grief, mais plus d'un discours — effet verbal, dira-t-on — , et plus d'un article en appellent à la fraternisation révolutionnaire. C'est Michel Marty qui écrit dans *L'Humanité* du 27 mai 1925 : « Substituons à la guerre impérialiste, la guerre de classe ! », et Gabriel Péri, formé à l'école des Jeunesses, commente plus longuement l'anniversaire de la guerre, le 2 août, citant Lénine : « La classe révolutionnaire, en cas de guerre réactionnaire, ne peut que souhaiter la défaite de son gouvernement et considérer les échecs militaires comme favorisant le renversement de son oppression. Seuls les bourgeois, convaincus que la guerre commencée par les gouvernements doit forcément finir comme telle, peuvent trouver ridicule ou absurde l'idée que les socialistes de tous les pays ont à désirer la défaite de “ leurs ” gouvernements. Au contraire, c'est justement ce désir qui doit correspondre aux pensées de tout ouvrier conscient et être à la base de notre ligne de conduite, qui tend à transformer la guerre impérialiste en guerre civile. »

Cette thématique antimilitariste et anticapitaliste est prise dans les directives stratégiques de l'I.C. sur le schéma « bloc » ou « front ouvrier-paysan ». C'est à travers cette grille, qui fait prendre, comme *a priori*, fait et cause pour le combat d'Abd el-Krim, que le Rif est vu. De connaissance directe ou par relation, les communistes ne semblent pouvoir disposer que de l'interview d'Abd el-Krim rapportée en 1923 par l'avocat Berthon ; aussi *L'Humanité* la reproduit-elle en 1925, et sert-elle de référence pour justifier le soutien. La mission envoyée au Maroc par le Comité d'action en août 1925 ne pourra pas y parvenir. Par le recours aux déclarations d'Abd el-Krim, les communistes insistent non seulement sur le caractère moderne de la guerre menée par les Rifains, mais, sans oublier son frère, sur le modernisme d'Abd el-Krim lui-même et de la République du Rif : le leader du mouvement de libération nationale n'est pas un chef féodal, comme le veulent les socialistes et l'ensemble de la presse. L'autre argument socialiste est celui du pacifisme face au nationalisme réactionnaire ; il se retrouve en particulier dans la formule de Jouhaux : « La classe ouvrière ne s'associe pas aux excitations des démagogues ; le prétendu internationalisme de la III^{e} internationale n'est qu'un appel au nationalisme le plus étroit. » *L'Humanité* du 16 mai 1925 met en relief « le caractère démocratique de l'organisation politique du Rif », et le portrait d'Abd el-Krim que trace Semard dans *La Guerre du Rif* insiste sur

son progressisme. La résistance du Rif devient guerre révolutionnaire, et le Rif même, bastion rouge ; le mot d'ordre de *L'Humanité* du 1^er^ juin 1925 n'est-il pas : « Vive le drapeau rouge de la République riffaine ! » ?

C'est précisément cet « abdelkrimisme » qui sera critiqué par l'opposition dite droitière, ou plutôt les divers opposants dans le parti, comme les illusions de la fraternisation. « Soutenir le mouvement nationaliste révolutionnaire n'est pas se mettre à la remorque d'Abd el-Krim », lit-on comme critique dans *L'Humanité* du 17 octobre 1925. Mais c'est un article publié dans les *Cahiers du bolchevisme* du 30 juin 1926, donc contemporain du congrès du parti qui se tient à Lille, qui explicite le mieux l'ensemble des objections. Il est écrit par Saint-Jacques, un colonial des Isles, qui milite dans le parti français et dont les articles sont repris par *La Lutte sociale*, le périodique communiste d'Algérie. L'erreur du parti, selon Saint-Jacques, vient d'« une méconnaissance des questions nationales aux colonies » ; il distingue, quant à lui, les mouvements nationaux à base féodale, à base bourgeoise, à base ouvrière et paysanne. Or, dans le cas du Rif, l'attitude du parti a été « proféodale » ; le parti devait s'affirmer pour l'indépendance, sans se placer derrière Abd el-Krim. Le parti a célébré la personne d'Abd el-Krim comme celle d'un apôtre, et il se trouve aujourd'hui en fâcheuse posture vis-à-vis des indigènes — et Saint-Jacques accuse nommément Doriot d'être responsable de cette organisation, qui est préjudiciable aux luttes menées en Tunisie et en Algérie où se développerait « un mouvement national à caractère ouvrier et paysan ». Doriot s'est défendu en invoquant l'application du défaitisme ; Saint-Jacques rétorque que c'est « singer les bolcheviks russes ».

Le débat dans le parti apparaît au début assez libre : *L'Humanité* reproduit les critiques ; d'autre part, une conférence exceptionnelle du parti est convoquée pour les 1^er^ et 2 décembre 1925. En dépit de son impréparation (tous les membres du comité central ne furent pas avisés), elle est présentée par André Ferrat, cinq ans plus tard, dans son *Histoire du parti,* comme « la conférence du grand soulagement », et donne l'occasion d'une *Lettre ouverte à tous les membres du Parti,* qui reconnaît le sectarisme dans la recherche du front unique avec les socialistes. Le débat continue, et *L'Humanité* cite encore les opposants, telles les critiques de Loriot dans une conférence du parti de la région parisienne en janvier 1926 : « Le mot d'ordre de fraternisation, dit Loriot, était démagogique. » Comment faire se rejoindre soldats français et paysans rifains ? C'est peut-être que l'I.C. ne s'est pas encore prononcée, ce qu'elle fera en février 1926 au VI^e^ exécutif, qui traite

de la « question française ». Les interventions ne sont publiées que de mars à mai, et les résolutions ne sont connues que pour le Congrès de Lille de juin 1926. Celui-ci se déroule dans la confusion des nouvelles de Moscou, des luttes de tendances, voire de personnes. Toutes les critiques réapparaissent sur la conduite de la campagne. Doriot se range derrière les observations de l'I.C., reconnaissant toutefois les faiblesses de la campagne, dont il demeure le héros, d'autant plus qu'il fut arrêté lors de la journée de grève du 12 octobre. Lozeray, autre animateur des Jeunesses et de la campagne, reste, lui, condamné à deux ans de prison. Une analyse plus équilibrée de la campagne est présentée par Semard. Maurice Thorez, pour sa part, s'est affirmé à la tête du Comité central d'action. On comprend, dans ces conditions, qu'Humbert-Droz, le représentant de l'I.C., soutienne la formation d'une nouvelle direction du parti français qui soit répondante de l'Internationale et retienne ceux qui — Doriot mis à part, car il est alors inévitable — ont conduit la campagne contre la guerre du Rif sans outrance ; le bureau politique est composé de Doriot, Semard, Cachin, Thorez, Monmousseau, notamment.

Mais, à travers ce débat sur le Rif qui s'enfonce dans l'obscurité du Congrès de Lille, passent les divergences communistes internationales — et soviétiques ; l'exécutif de l'I.C. entraîne à combattre le trotskysme. Les opposants, qu'ils se réclament ou non de Trostky, mêlent en réalité, dans leurs attaques, leurs critiques de la conduite de la campagne pour le Rif et les motifs généraux d'opposition. Dans les arguments de Saint-Jacques, la distinction d'une base féodale, bourgeoise ou ouvrière et paysanne, tout autant que les modalités successives de la fraternisation de Doriot et les objectifs de front unique en juin-juillet 1925, faisaient référence à des formulations de l'exécutif de l'I.C. ou de commentateurs.

La campagne contre la guerre du Rif a subi les à-coups de l'Internationale, car la direction de l'exécutif de l'I.C. et celle du parti soviétique sont secouées par le conflit Staline-Trostky. Au départ — en 1924 — , et à nouveau en mai-juin 1925, la direction de l'I.C. pousse à la lutte anti-impérialiste, car l'attention est portée, comme on dit encore, sur la « question d'Orient ». Zinoviev et Boukharine, et, pour le domaine colonial français, Manouilsky, insistent en effet sur le rôle des révoltes coloniales dans la révolution mondiale ; ils s'opposent ainsi aux conceptions de Trostky, qui ne se détachent jamais de l'affirmation de la place prioritaire, en tout lieu, du prolétariat. L'ouvrage de Zinoviev : *Le Léninisme*, entend répondre aux *Leçons d'Octobre* de Trostky, condamnées par le Parti communiste

soviétique en janvier 1925. Les mots d'ordre de l'I.C. assimilent alors libération nationale des pays colonisés et lutte prolétarienne, résolvant l'analyse sociale en appelant *prolétariat,* les colonisés en lutte : le Bureau oriental de l'I.C. demande, en juin 1925, aux ouvriers et paysans français de « se solidariser avec le prolétariat africain » ; nous retrouvons nos paysans et ouvriers du Rif. Staline, quant à lui, applique ou renouvelle ses distinctions en quatre classes, dans sa *Conférence aux étudiants de l'Université des peuples d'Orient* du printemps 1925. Il faut, au Maroc, unir les classes sociales qui subissent la colonisation française en un « Front uni national ». L'imprécision des schémas de classes, sous leur rigidité d'affirmation prolétarienne et paysanne, couvre les variations sur la fraternisation, le défaitisme révolutionnaire et le front unique. Chaque tendance trouve des répondants dans ce schématisme. Ainsi 250 opposants communistes français signent une lettre adressée à l'exécutif de l'I.C.

Celui-ci ne répond que lors de la session de février 1926, qualifiant de social-démocrates les positions de Loriot ; de droitière, toute l'opposition ; Zinoviev reconnaît qu'il y a cependant, parmi les opposants, de « bons ouvriers » — et l'exécutif glorifie la campagne contre la guerre, les faiblesses principales se situant dans la pratique du front unique, et dans les limites de la grève générale, sur des données numériques, comme souvent, aberrantes. La résolution déclare : « La belle et courageuse campagne du parti et de la C.G.T.U. contre les guerres du Maroc et de Syrie, la grève historique de vingt-quatre heures ont ressuscité les meilleures traditions révolutionnaires de la classe ouvrière française. Mais cela n'exclut nullement une critique saine de l'organisation et de la préparation de cette grève. Le parti aurait dû non seulement rejeter et dénoncer de la façon la plus décisive le défaitisme contre-révolutionnaire de la droite vis-à-vis de cette grève, mais aussi faire de la leçon de cette grève l'objet d'une étude des plus sérieuses de la part de la masse du parti et des organisations syndicales. Dans la situation actuelle de la France, le parti ne saurait se contenter d'un million de grévistes dans une grève de démonstration, alors que le prolétariat français compte dix millions de travailleurs. »

Semard reconnaît : « Nous avons commis des fautes gauchistes », et Thorez défend la grève générale du 12 octobre : « Pouvions-nous faire mieux ? […] C'est la première fois qu'en France, nous avons réussi à dresser une partie de la population contre la guerre. » A noter que la campagne se trouve ici réduite à la lutte contre la guerre, plus qu'elle ne porte sur la

question coloniale. A propos du défaitisme révolutionnaire, l'exécutif de l'I.C. se décharge sur les erreurs de Treint et Suzanne Girault à la direction du parti. Le mot d'ordre de « transformation de la guerre marocaine en guerre civile » n'était qu'une mauvaise interprétation de Lénine, car, selon Zinoviev, il ne pouvait être appliqué à une guerre coloniale.

Or, depuis le XIVe Congrès du parti soviétique, en décembre 1925, Zinoviev est dans une situation incertaine, sinon perdue : il va être remplacé à la direction de l'I.C. Les décisions du VIe exécutif en février 1926, sur la question française, ajoutent encore à l'obscurité du débat français et du Congrès de Lille. Dans l'incertitude de ces directives internationales et par les aspects sombres de ces affrontements, voici que la campagne contre la guerre du Rif perd quelque peu de sa pureté combative et anticolonialiste. Mais, si une part de son explication se trouve là, sa signification générale ne se situe pas dans cette histoire interne du communisme, mais dans le retentissement qu'elle eut en France : elle fut une campagne antinationaliste et, à l'échelle mondiale elle fut, en son moment et comme exemple, une campagne anti-impérialiste.

Dans l'article cité, Nicole Le Guennec dit bien que la campagne communiste fut « l'expression inversée du patriotisme officiel ». Une démonstration facile en serait faite en se reportant aux mots d'ordre, aux textes mêmes de *L'Humanité* et aux manifestations à hauteur du 14 juillet 1925. Les communistes vont à l'encontre du nationalisme dominant qui, en ces années, est à la fois exacerbé dans l'irrationalisme de l'esprit ancien-combattant, qui rend intouchable la patrie française, et en mutation, par le rapprochement, sinon la confusion, du nationalisme jacobin et du nationalisme traditionaliste ; l'achèvement de cette évolution se consommera dans la communauté de sentiments qui entoure la « France coloniale » ou impériale, à l'approche de 1930 — et très symboliquement dans le centenaire de la conquête de l'Algérie. En ce contexte d'après la Grande Guerre et de repli sur l'Empire, c'est l'armée, autant que la France — car c'est tout un — qui est intouchable, puisqu'elle est également ancienne-combattante et coloniale, sans compter qu'elle est aussi garante de l'ordre social, que l'on dit national. L'antimilitarisme, en attaquant l'armée et plus encore les généraux — *L'Humanité*, tout comme la C.G.T.U., et *La Vie ouvrière* ne s'en privent pas — , est ressenti comme le sacrilège antinational. Seul le jeune surréalisme fait aussi bien et quelque fois mieux : aussi la plupart des surréalistes seront-ils signataires de l'appel de *Clarté* pour le Rif (250

signatures), et plusieurs d'entre eux entrent en politique par le Comité d'action. L'horreur saisit *Le Temps* devant cette honte de l'antipatriotisme, ou plutôt *Le Temps* entend plonger le communisme dans la réprobation générale, en jouant des réactions antiallemandes : « En 1925 comme en 1914, il faut voir si, derrière le burnous d'un chef de bande passager, ne se profile pas le casque de l'Allemagne éternelle », peut-on lire dans *Le Temps* du 27 mai 1925 ; les communistes « viennent au secours des fanatiques qui luttent encore à main armée contre la paix française », et leur campagne est faite des « plus abominables sophismes et des appels les plus violents à la désertion et à l'insurrection militaire ».

L'ébranlement est assez profond pour que, en 1927, l'effet de la campagne pour le Rif se retrouve dans la dénonciation du communisme et sa répression systématique. Le terme de la campagne communiste apparaît dans le discours que prononce le ministre de l'Intérieur, homme colonial s'il en fut, Albert Sarraut, le 22 avril 1927, à Constantine. A travers la campagne pour le Rif, l'Algérie française, ce cœur de la colonisation, se sentait-elle menacée ? Le gouvernement fait la chasse aux communistes, en réponse certes à de nouvelles manifestations anti-impérialistes pour la Chine et l'Indochine au printemps 1927, mais il vise ceux qui ont osé conduire la campagne pour le Rif ; Sarraut déclare : « C'est une ignominie que d'inciter les soldats français à trahir leur devoir et leur patrie en baissant les armes au moment où les intérêts de la France sont mis en danger dans ses colonies. […] Il était réservé à la propagande communiste de faire assumer par certains Français la honte indélébile de trahir ouvertement leur patrie. » Le communisme « n'est pas une doctrine, [il] est un attentat ».

Cette dimension anti-impérialiste se retrouve dans l'ouverture communiste ou, plus proprement, de la C.G.T.U. et de l'Internationale syndicale rouge, aux travailleurs coloniaux. L'unité de la classe ouvrière française et des immigrés, thème du syndicalisme unitaire, entend riposter non seulement à la politique raciste, mais aux « sentiments racistes » qui se manifestent dans le mouvement ouvrier lui-même ; « ce danger menace la classe ouvrière tout entière », écrit même Celor dans un article des *Cahiers du bolchevisme* de janvier 1926. La grève générale du 12 octobre 1925 doit réaliser « la fraternité des races ». Malgré ses contradictions, le Congrès de Lille, en juin 1926, s'affirme résolu sur la question coloniale et sur les immigrés. Nous sommes au moment où naît, au sein de la C.G.T.U. plus que du parti, L'Etoile nord-africaine : sa première réunion se serait tenue le 15 mai 1926,

49, rue de Bretagne, à Paris, et elle s'abritera bien souvent dans les locaux syndicaux de la Grange-aux-Belles, comme déjà pour sa première Assemblée générale, le 2 juillet 1926. Cette orientation de libération coloniale, en s'appuyant sur les émigrés du monde arabe en particulier, sera reprise par l'I.S.R., qui soutient la formation de la « Ligue mondiale contre l'impérialisme », dont le projet de fondation remonte à août 1926, au lendemain du Rif donc. Sa première manifestation sera le Congrès des peuples coloniaux, qui se tient à Bruxelles en février 1927, et où se retrouveront, entre autres, Messali Hadj et Chekib Arslan.

Ce que le communisme apporte à la fois à la campagne contre la guerre du Rif et à la guerre du Rif elle-même, c'est sa situation dans la montée des luttes de libération : il lui fixe sa place après l'ébranlement de la Première Guerre mondiale et de la révolution soviétique, dans l'enchaînement des mouvements de résistance et, pour certains, de rejet de l'impérialisme. Fût-ce en considérant les luttes dans les pays dominés comme le « bouclier de l'U.R.S.S. », l'Internationale communiste embrasse le mouvement qui est encore naissant ou qui se développe de la Chine au Mexique, traversant l'Orient arabe et le Maghreb. Ceux des communistes français qui ont une vision internationale donnent cette conscience à la campagne contre la guerre du Rif. Marcel Cachin, dans son discours à la Chambre du 29 mai 1925, évoque la révolte mondiale de l'Islam et cite les exemples de la Turquie et de l'Egypte. Dans un article de *L'Humanité* du 12 juin 1925, en une perspective certes accélérée, sinon catastrophique, Paul Vaillant-Couturier parle de « l'agonie du colonialisme européen ». L'agression contre le Maroc est aussi une forme de la décadence de l'impérialisme ; la guerre du Rif se relie aux secousses qui troublent les colonies anglaises d'Egypte et d'Inde. La guerre mondiale a fissuré l'impérialisme. Mais laissons la conclusion à *L'Humanité* du 16 juin 1925 et à Gabriel Péri : « Malheur aux prolétaires d'Occident, s'ils ne comprenaient pas la nécessité de lier solidement leurs luttes partielles aux luttes des opprimés coloniaux pour l'indépendance nationale. » *

N.B. — Outre les ouvrages et articles de référence sur l'Internationale communiste et les questions coloniales, et les brochures et documents publiés par le P.C. à l'époque, notamment *La Guerre du Rif*, de Pierre Semard (Librairie de « L'Humanité », 1926), ce rapport a une dette particulière envers le mémoire de maîtrise de Claude Markovits : *Le P.C.F. et la question coloniale, de la guerre du Rif au Front populaire*

(123 pages dactylographiées, Centre d'histoire du syndicalisme), et l'article de Nicole Le Guennec : *Le P.C.F. et la guerre du Rif* (p. 39-64 du numéro 78, janvier-mars 1972 de la revue *Le Mouvement social,* Paris, Editions ouvrières).

Le rapport est essentiellement fondé sur un dépouillement de presse : *La Correspondance internationale, L'Humanité, La Vie ouvrière,* les *Cahiers du bolchevisme.*

2. EXTRAITS DE L'INTERVENTION ORALE

Vous excuserez le redoublement de rapports sur le Parti communiste français et la guerre du Rif ; primitivement, il avait été envisagé que je présente un parallèle entre Abd el-Kader et Abd el-Krim, ce qui viendra peut-être en conclusion. Donc, simplement, je voudrais apporter quelques observations complémentaires, et surtout donner d'autres dimensions à ce que fut la campagne contre la guerre du Rif — ce qui même définit une autre nature de la guerre du Rif.

Une simple remarque au départ, pour compléter ce qu'a dit P. Isoart dans son explication sur la conjonction des centres ; c'est une formule d'Alfred Sauvy que je rappelle, qui a une autre explication de la vie politique française, et qui dit qu'à une majorité de gauche fait suite, dans les deux ans, un gouvernement de droite. Je ne souhaite pas que cela se répète, mais ce phénomène, en réalité, renvoie à une espèce d'adaptation, de soumission du Parlement à ce qui est l'opinion dominante française, à ce qu'on appelle, en termes de sciences politiques, le « consensus national » — ce qui veut dire : le nationalisme dominant. Et je crois que c'est par rapport à ce nationalisme français qu'il faut situer la campagne contre la guerre du Rif.

Outre cette dimension intérieure, par rapport au nationalisme, je voudrais restituer à cette campagne sa dimension internationale.

Celle-ci se trouve dans la chaîne de troubles révolutionnaires qui suivent, et la révolution soviétique, et la Première Guerre mondiale. Cette suite d'événements révolutionnaires s'amortit, en dépit de soubresauts, par exemple en Allemagne, s'amortit dans les pays d'Occident, mais elle continue dans cet immense Orient, pour parler comme l'Internationale communiste, qui va de l'Extrême-Orient au Mexique, qui a un de ses points d'appui dans la jeune République turque, dans le kémalisme, et qui, d'autre

part, suit des lignes de rupture qui parcourent le monde arabe.

L'Internationale communiste a défini, en 1920-21, la question coloniale comme une question nationale. Et Charles-André Julien est lui-même intervenu au III^{e} Congrès de l'Internationale pour tenter une analyse sociale des pays arabes et pour, précisément, expliciter cette émergence non seulement d'une question coloniale, mais d'une question nationale. Or, dans l'évolution de cette Internationale communiste, les années 1923, déjà, et 1924, et 1925 marquent un durcissement des mots d'ordre, des formulations de lutte anti-impérialiste et anticoloniale, qui s'alignent sur la conception du bloc ouvrier-paysan ou de la stratégie d'un front uni ouvriers-paysans. Et là se produit une sorte de glissement qui conserve, certes, la lutte anti-impérialiste, mais qui applique les mêmes formules d'analyse à l'Occident et à l'Orient : celles de l'analyse de classe « ouvriers-paysans ». Ce glissement minimise ou perd ce que représente une formation nationale. Et l'aboutissement de cette évolution se trouvera en quelque sorte dans la formule de l'année 1928, qui sera, brutalement, la formule : « classe contre classe ». Précisément, la campagne contre la guerre du Rif se situe au moment où le durcissement se manifeste, où il y a ce gel, sur une analyse de classe qui esquive la question nationale, ou qui replie l'analyse de l'Orient sur une analyse du mouvement ouvrier et du capitalisme des pays occidentaux.

Mais revenons à la dimension intérieure de cette campagne contre la guerre du Rif, car je ne crois pas que ce soit Moscou qui commande magiquement le mouvement communiste. Si j'évoque l'Internationale communiste, c'est que l'impulsion vient de l'Internationale, mais l'action communiste contre la guerre du Rif est portée par les forces constitutives du parti communiste en France. Il y a déjà eu des scènes hystériques au Parlement contre les députés communistes qui usent de la tribune comme d'une tribune d'agitation. Déjà lors des débats sur l'occupation de la Ruhr, et même dès la fin de l'année 1920, au lendemain du Congrès de Tours, sur une intervention de Morinaud, la Chambre s'est déchaînée. La campagne contre la guerre du Rif n'apparaît pas nouvelle sous cette forme. Mais c'est principalement l'activisme des Jeunesses communistes qui se prolonge.

La particularité des campagnes des Jeunesses, au moins au départ, c'est de lier les Jeunesses communistes à ceux qui s'appelaient encore les Jeunesses anarchistes, et ceux qui s'appelaient également les Jeunesses syndicalistes. Et je signale à ceux qui ont cité Ho-Chi-Minh qu'ils ont oublié de dire que Ho-

Chi-Minh, ou plutôt Nguyen Ai Quoc, écrivait, en 1922 même, dans *Le Libertaire,* qu'il ouvre la tribune de son journal, *Le Paria,* à des textes d'Abd el-Krim ; Ho-Chi-Minh apparaît à la jointure de ces Jeunesses anarchistes, des Jeunesses syndicalistes et des Jeunesses communistes. C'est là que se fait la jonction avec Abd el-Krim ; *Le Paria,* organe de l'Union intercoloniale, exprime ce début d'agitation anticolonialiste avec l'appui de groupes immigrés coloniaux en France.

Cette action des Jeunesses communistes permet à mon avis de comprendre ce qu'on appelle, en ces années, la « bolchevisation ». Qu'est-ce, en effet, de l'intérieur, que cette bolchevisation ? C'est la conjonction, l'osmose des Jeunesses communistes, des syndicalistes, de la C.G.T.U., et des communistes plus vieux, restés au parti. La bolchevisation des cellules d'entreprise ne viendra que bien plus tard, et en 1928, on déplorait encore qu'elle ne soit pas accomplie. La bolchevisation du parti subira en outre les traverses des années 1927 à 1931, pendant lesquelles le support du parti est encore largement le réseau des Jeunesses communistes, ce qui explique le double jeu de direction dans l'affaire du « groupe Barbé-Célor ». Vers 1923-1924, on assiste à une transformation à l'intérieur des Jeunesses communistes qui deviennent de moins en moins étudiantes, ce qu'elles étaient en 1920, et de plus en plus ouvrières, par les groupes de jeunes syndicalistes. Et c'est là qu'il y a cette osmose, ce qui donne cette espèce de conjonction entre C.G.T.U., parti communiste et Jeunesses qui supporte en particulier la grève de masses du 12 octobre 1925.

La signification de la campagne communiste se trouve précisément dans la conjonction de l'antimilitarisme et de l'anticapitalisme. Et cette conjonction a un pouvoir détonant qui fait éclater, en quelque sorte, les deux motivations ; elle constitue un antinationalisme. En effet, ce que représente le parti communiste à cette époque, c'est le grand scandale, c'est la rupture avec l'opinion nationale, avec le nationalisme, avec l'esprit « ancien-combattant » : l'armée, c'est la nation, et ce sont deux choses intouchables. L'armée « ancienne-combattante » et l'armée coloniale, la France coloniale et la France ancienne-combattante sont en train de se superposer, d'où l'explication très heureuse que donne Rivet de l'occupation du Rif par Pétain ; c'est le triomphe, et du nationalisme français, et du colonialisme dans l'occupation. C'est contre l'opinion dominante en France que le parti communiste fait campagne ; c'est comme cela que la campagne communiste est perçue. La preuve — ce qu'évoquait hier André Nouschi : le discours de

Sarraut, qui est le discours de Constantine en 1927, pour le jubilé de Thomson — car Eugène Etienne est mort depuis cinq ans — , ce discours de Sarraut situe bien la campagne communiste contre le Rif : « Le communisme, voilà l’ennemi », parce que c’est la menace d’ébranlement dans cette colonie chère qu’est l’Algérie — et c’est la menace, en quelque sorte, de subversion de ce qu’on idolâtre à cette époque, et qu’on appelle « nation française », « nation ancienne-combattante » et « nation coloniale »…

DISCUSSION

André NOUSCHI. — J'ai beaucoup apprécié les trois rapports. Je voudrais apporter un certain nombre de précisions, et peut-être aussi poser des questions aux trois orateurs.

A propos du Parlement : je ne suis pas sûr, Isoart, que les radicaux-socialistes, qui ont la responsabilité du gouvernement en 1924, aient une politique coloniale. En tout cas, s'ils présentent des critiques, les critiques ne sont jamais que de détail, au niveau de la politique française au Maroc. Il n'y a jamais eu — ni avant 1924, ni au moment où Herriot prend la présidence du Conseil — de définition d'ensemble d'une politique coloniale par les radicaux.

Deuxième point : je ne crois pas non plus qu'au niveau de la S.F.I.O. il y ait eu une définition quelconque, ni en matière coloniale, ni en matière marocaine. Là encore, la S.F.I.O. semble rejoindre la position des radicaux.

Troisième point : à propos, justement, du P.C. Les attaques que lance le P.C.F. — et là peut-être Charles-André Julien pourra préciser un certain nombre de choses — se traduisent dans *L'Humanité,* à partir de septembre 1924, si mes souvenirs sont bons, sur trois points : Tanger, les scandales auxquels donne lieu la guerre coloniale (mais ça, c'est un thème classique), et puis la conduite de la guerre elle-même, qui aboutit au massacre de jeunes hommes, de jeunes Français, etc., et qui discrédite évidemment la France à l'étranger. Je pense que c'est avant 1924 — peut-être Charles-André Julien pourra-t-il apporter une précision — que le P.C. crée un « Comité d'études coloniales », dans lequel, je crois, Monsieur, vous avez joué un rôle important. Ce comité avait pour objectif d'étudier scientifiquement les problèmes coloniaux.

Quatrième point : en 1924, entre le 17 juin et le 8 juillet, le V^e^ Congrès de la III^e^ Internationale communiste s'est réuni, et c'est au cours de ce congrès qu'on a lancé les deux mots d'ordre suivants : « Indépendance en faveur des colonies » et : « Préparer pour 1925 le Congrès des peuples opprimés par le capitalisme français. » Il y a évidemment dans tout cela un certain nombre de faits, et je me demande si la politique du P.C. a été spontanée, ou bien si elle

n’est pas tout simplement la mise en œuvre d’une politique élaborée ailleurs. A propos de l’action du P.C., je veux apporter un témoignage. Dans le Var, la jeune fédération du P.C.F. a lancé sa première action spectaculaire *à propos de la guerre du Rif*. Et je tiens d’un des premiers militants du P.C.F. dans le Var : Victor Etienne, aujourd’hui un monsieur de 75 ou 76 ans, le rappel des campagnes qu’il a menées dans les milieux ruraux et à Toulon auprès des ouvriers de l’arsenal. Cela a permis — je crois, Charvin, que c’est toi qui as parlé de baptême du feu — cela a permis au P.C.F. de recruter, à partir de ces actions spectaculaires et de ces heurts avec la police ou avec les troupes, de recruter du monde dans les milieux ruraux et dans les milieux ouvriers.

Un point n’a pas été abordé : *quid* de l’action et du rôle des surréalistes à propos de cette guerre du Rif ?

Enfin, pour confirmer ce qu’a dit Gallissot : les premières manifestations, au Parlement, d’opposition à l’égard de ce qui était considéré comme une une politique nationale apparaissent dès les mois de juin-juillet 1920 à propos du Moyen-Orient. Et, dès ce moment-là, les communistes français, qui ne sont pas encore communistes, et les socialistes et les radicaux (Victor Bérard, au Sénat) interviennent avec vigueur contre la politique moyen-orientale menée par le gouvernement français.

Un mot encore : à propos de la grève du 12 octobre 1925. Quelles ont été les raisons invoquées par les syndicats à propos de la grève ? Quels ont été les mots d’ordre ? Je me demande si on n’est pas en train de plaquer sur le passé un certain nombre d’interprétations du présent.

Paul ISOART. — Le parti radical avait-il une politique coloniale définie ? A travers les débats, ça n’apparaît pas. Pratiquement, les radicaux ne prennent pas la parole, sinon accessoirement. Notamment, le président de la commission des affaires étrangères est un radical, et il se contente de prendre la parole pour approuver tout ce que dit la droite. Donc, je pense que sur ce point le parti radical-socialiste — en tout cas en ce qui concerne les débats parlementaires — n’a pas de politique définie.

En revanche, la S.F.I.O., à travers les débats, médite longuement sur la politique coloniale. Toujours : à travers les débats. Mais elle ne pose pas la question de la même manière que les communistes : elle la pose dans le cadre national, non dans le cadre international. A la suite d’une intervention de Doriot, Morinaud lui dit : « Il y a une différence fondamentale entre les socialistes et vous, c’est que les socialistes essaient de mieux faire aimer la

France, alors que vous, vous la faites exécrer. » On se rend compte qu'il y a quelque chose de nouveau dans la position du parti communiste.

En ce qui concerne le parti colonial : entre les deux guerres, il a été peu étudié, beaucoup moins étudié qu'auparavant, pendant la colonisation ; et je m'aperçois qu'un homme a joué un rôle essentiel, c'est Léon Baréty, dont on a évoqué le nom hier : on le retrouve partout. Je suis en train de jeter un coup d'œil dans les archives de Baréty et, à l'heure actuelle, j'avoue que je ne peux pas préciser quelle est la composition exacte de ce parti colonial, mais enfin, on y trouvait des députés, des sénateurs, finalement en petit nombre. On trouvait surtout des gens qui avaient servi dans l'administration ou dans l'armée, et quelques personnages liés aux affaires financières. Quant aux moyens de pression, il y avait surtout le Comité de l'Afrique française, qui a continué à jouer son rôle entre les deux guerres, mais j'avoue que, sur ce point, je n'en suis qu'au début de mes recherches.

René GALLISSOT. — Concernant les conséquences sur le recrutement du P.C. qu'aurait eues la campagne contre la guerre du Rif, je ne crois pas qu'on puisse juger globalement. Le parti communiste commence régionalement, parce que c'est l'époque de sa constitution. Il commence parfois localement, avec un simple dépôt de chemins de fer, par exemple. Donc, cette formation du parti communiste ne peut pas être interprétée à l'échelle nationale. Il reste que les effectifs globaux diminuent après 1925. Donc, on ne peut pas mettre au compte de la campagne contre la guerre du Rif de nouvelles adhésions massives : la chute des effectifs se poursuit.

A propos des surréalistes, il n'y a aucun doute : la plupart ont signé le manifeste proposé par le Comité d'action et publié par *Clarté.* 250 intellectuels ont signé ce manifeste — la liste se trouve dans *Clarté,* et un certain nombre de surréalistes font, en quelque sorte, leurs premières armes politiques dans cette campagne contre la guerre du Rif, qui a certainement joué un rôle dans la mutation de ce surrréalisme, qui entre en compagnonnage avec le communisme.

Robert CHARVIN. — A propos de la grève du 12 octobre, je pensais qu'il s'agissait d'une grève sans aucune motivation revendicative, sans aucune liaison avec les mouvements sociaux. Or, cela n'a pas été du tout le cas : j'y ai même vu des revendications entièrement professionnelles. J'ai retrouvé, par exemple, dans *La Vie ouvrière* du 18 septembre 1925, un article qui,

d'une part, appelle à lutter contre la guerre du Rif — cette guerre est injuste, ce sont les financiers qui l'ont voulue pour devenir plus riches ; qui, d'autre part, réclame le droit de grève pour les instituteurs.

Jacques CRÉMADEILLS. — Je m'adresse surtout à M. Charvin et à M. Gallissot. J'aurais beaucoup de choses à dire, mais je me contenterai de quelques questions.

Je reproche à M. Charvin de ne pas avoir dit certaines choses. La première question rejoint un peu une préoccupation de M. Nouschi : c'est le début de la campagne — je n'ai jamais trouvé une explication du début de cette campagne. Pourquoi le P.C.F. engage-t-il une action contre le Rif en septembre 1924 — et pourquoi seulement à propos du Rif, alors qu'Abd el-Krim est vainqueur, que la France n'a encore rien à voir avec le Rif, et que, par exemple, la pacification marocaine n'est pas terminée ?

Deuxième question : je m'adresse à M. Gallissot. N'estimez-vous pas que la campagne pour le Rif se termine après la conférence des 1er et 2 décembre 1925, et non pas à la date du 12 octobre ?

René GALLISSOT. — Je me permets de répondre à la place de M. Charvin.

Je crois que l'explication par l'Internationale a déjà été éclairée, que c'est dans l'impulsion de l'Internationale, et dans la rencontre de l'action communiste, en France, que se trouve l'explication.

Quant à la fin de la campagne, je ne suis pas d'accord avec vous, car je ne fais pas uniquement de l'histoire interne du communisme : cette histoire est d'abord celle de l'action des communistes. Or, c'est bien l'action communiste, le militantisme communiste contre le Rif, la campagne, donc, qui s'arrête, avec la grève du 12 octobre. Ce qui commence, ou ce qui se poursuit, avec le 12 octobre, c'est le débat communiste sur les motivations de cette campagne et sur les liaisons avec l'Internationale communiste. Du reste, ce débat communiste ne s'arrête pas à la Conférence du parti des 1er et 2 décembre ; étant nécessaire, cette conférence prouve justement qu'il y a discussion dans le parti. Le débat ensuite continue, et il sera marqué par l'intervention de l'exécutif de l'Internationale communiste en février. C'est seulement après que, si l'on peut dire, progressivement, la question sera plus ou moins classée par le Congrès de Lille. Mais le Congrès de Lille s'est déroulé dans de telles conditions de confusion que je ne crois pas qu'on puisse en tirer grand-chose, sinon épiloguer sur les alentours et sur l'intérieur

de ce congrès. Là, je me rapporte simplement à Humbert-Droz, qui a montré toute l'indécision qui a marqué ce Congrès, et comment il fut obligé de reconstituer une nouvelle direction du parti communiste.

Xavier YACONO. — Je voulais simplement poser une question et faire une observation ; j'en ferai une seconde, à la suite de l'intervention de Nouschi et de la réponse de M. Isoart.

La question est relative à la documentation. Je voudrais demander à M. Isoart s'il a consulté les procès-verbaux des délibérations des commissions, qui se trouvent aux archives de l'Assemblée nationale, et qu'on peut consulter s'ils sont antérieurs au 10 juillet 1940 ? Je crois que là on trouverait peut-être des informations qui n'ont pas été données devant les députés communistes, considérés comme suspects.

En second lieu, je pense que votre exposé aurait gagné à être complété de manière quantitative, si j'ose dire. Vous avez bien dit que, au fond, on n'a parlé que pendant quelques mois de la question rifaine à la Chambre, mais votre documentation permet d'apporter des précisions plus intéressantes. Vous n'avez pas toujours donné le nombre de pages dans les références que vous donnez en annexe à votre exposé [291]. Cependant, on peut parvenir à se faire une idée du volume imprimé. En tout et pour tout, si j'ai bien compté, il y a six discussions à la Chambre, une au Sénat. La plus notable, sans doute, à la Chambre, est celle de juin 1925, et je crois qu'elle comporte — je l'ai lue — 14 pages : elle est particulièrement importante. Donc, si nous mettons une moyenne de 15 pages pour chaque intervention, ça nous fait une centaine de pages au *Journal officiel*. Le *Journal officiel* — Débats, pour la Chambre — doit comporter très approximativement 5 000 pages par an ; celui du Sénat, peut-être 2 000. C'est-à-dire que, si nous faisons le rapport entre le nombre de pages consacrées à la guerre du Rif et le nombre de pages total, nous arrivons à une proportion infime. Cela nous amène à conclure que la Chambre et le Sénat ne se sont pas précipités pour discuter de la question du Maroc, et que celle-ci compte relativement peu dans les débats parlementaires. Si on comparait l'importance des pages consacrées à la guerre du Rif à celle relative aux débats agricoles, par exemple, on verrait quel était relativement le poids des événements du Maroc, dans l'esprit de nos députés — et je ne dis pas de nos sénateurs, qui ne sont intervenus qu'une seule fois.

Une autre observation m'est suggérée par une affirmation de mon collègue

Nouschi, affirmation que vous avez confirmée en ce qui concerne les débats parlementaires. Nouschi a dit que les radicaux n'avaient pas eu de doctrine coloniale… *De sa place, Nouschi rectifie : « ne semblent pas…* » J'en conviens, en disant : « ne semblent pas… » Or, en 1923, Albert Sarraut faisait paraître un livre de 675 pages qui s'intitulait *La Mise en valeur des colonies.* Il y présentait très exactement une doctrine, sur laquelle il est d'ailleurs partiellement revenu par la suite, reposant, selon lui, sur le « droit du fort à aider le plus faible ». Il affirmait qu'il fallait décentraliser, qu'il fallait permettre aux colonies de commencer librement avec tous les autres pays, d'avoir des industries, et il recommandait surtout de développer l'instruction, ce qui est bien dans le style radical. Il définissait par conséquent une politique coloniale très nette et allait même très au-delà de ce qu'on pouvait attendre d'un radical, puisqu'il admettait que, peu à peu, les liens entre la France et les colonies pourraient se distendre, jusqu'à la sécession. Et, disait-il (ce n'est plus alors une doctrine coloniale, mais plutôt une doctrine postcoloniale, ou même néo-colonialiste, dirions-nous aujourd'hui), dans ce cas-là, nous n'aurions plus les charges, tout en conservant une position privilégiée.

Je pense donc que la politique du parti radical en 1923, donc à l'époque de la guerre du Rif, avait un défenseur qui s'était exprimé avec beaucoup de précision.

Daniel GUÉRIN. — Mes observations s'adresseront au professeur Gallissot.

D'abord je rends hommage à l'objectivité avec laquelle il a tenu à rappeler que Ho-Chi-Minh écrivait, jusqu'en 1922, dans le journal *Le Libertaire,* et que l'anarcho-syndicalisme a joué un rôle important dans l'orientation antimilitariste et anticolonialiste du parti communiste de la grande époque. Cela dit, je voudrais manifester l'inquiétude que j'ai éprouvée en entendant une très courte phrase qui a échappé au professeur Gallissot — qui ne lui a pas exactement échappé, puisque je l'ai retrouvée en partie dans son rapport écrit. Il a dit à peu près ceci : cette campagne anticolonialiste tend à prouver la constance de l'anti-impérialisme du P.C. Et, M. Gallissot n'est-ce pas, vous avez ajouté : « Jusqu'à aujourd'hui » — ce qui n'est pas dans le rapport écrit, mais cela a été dit de vive voix par vous.

J'avais craint, en venant participer à ce colloque, depuis le début d'ailleurs, qu'à propos de l'évocation indispensable de la guerre du Rif et de l'épopée d'Abd el-Krim, on puisse s'en servir pour essayer de redorer le blason anticolonialiste du parti communiste ; j'avais appréhendé que l'on invoque la

grande époque du parti communiste et les admirables attitudes qu'il a eues au moment de la guerre du Rif, pour tenter de prouver que le parti communiste est demeuré anti-impérialiste et anticolonialiste « jusqu'à aujourd'hui ». Je ne voudrais certes pas transformer ce colloque en une espèce de foire d'empoigne, où des militants ayant des positions politiques différentes viennent s'attaquer les uns les autres. Je pense tout de même qu'il est indispensable de rappeler très brièvement quelques points particulièrement douloureux, et peut-être plus douloureux encore pour les camarades maghrébins ici présents que pour nous, Français.

Eh bien, d'abord le fléchissement de l'attitude anticolonialiste du parti communiste en 1937-1938, dont j'ai été le témoin, hélas direct, et dont j'ai raconté différents épisodes dans un de mes livres ; également, la répression à laquelle s'est associé le parti communiste dans le Constantinois en 1945, le vote des pleins pouvoirs pour la guerre d'Algérie en 1956, et l'extrême réticence du parti communiste à prononcer le mot indépendance pour l'Algérie jusqu'à une date extrêmement tardive. Pour conclure, je dirai, sans avoir du tout le désir de vouloir tirer la couverture vers autrui, je dirai que ce que nous avons appris, nous, de la grande époque du parti communiste, c'est son attitude dans la guerre du Rif, celle qu'il a ensuite abandonnée ; celle que nous lui avons reprise — et que nous avons maintenue, contre vents et marées, jusqu'aujourd'hui.

René GALLISSOT. — Les divergences de vues sont suffisamment connues et enracinées pour que la discussion ne s'ouvre pas, car elle serait indéfinie. Simplement, je fais remarquer à Daniel Guérin qu'il m'a mal entendu, car je crois avoir dit : « l'anticapitalisme, qui fait la continuité de l'explication communiste jusqu'à aujourd'hui. »

Quand je dis : « jusqu'à aujourd'hui », c'est donc l'argumentation communiste que je vise, qui se fonde sur l'anticapitalisme.

Jean ROUS. — Les objections faites par mon vieil ami Daniel Guérin sont tout à fait tentantes, mais je ne vais pas m'y laisser entraîner. Moi comme lui (surtout quand j'étais secrétaire du Congrès des peuples contre l'impérialisme avec nos amis maghrébins, africains et vietnamiens) n'avons pas eu que de la solidarité de la part des partis socialiste et même communiste quand ils étaient au pouvoir. Cependant, c'est un autre problème que celui qui nous occupe.

La même question, à mon avis, pourrait être abordée d'une manière plus objective : pourquoi, quand le parti socialiste (et même, pour la guerre d'Indochine, le parti communiste) était au pouvoir, pourquoi, à ce moment-là, ces partis hostiles aux interventions coloniales et aux guerres coloniales ont-ils été si peu capables de maîtriser l'impérialisme français en Indochine, en Algérie, et pourquoi ont-ils reproduit, d'une manière peut-être différente, les erreurs des gouvernements de gauche en 1924, 1925, qui ont laissé faire la guerre du Maroc ? Je crois que cela pose un problème extrêmement important : celui de « l'occupation du pouvoir », celui de la capacité d'un pouvoir de gauche, dans le cadre d'un système impérialiste, d'œuvrer à la décolonisation. Il est évident que maintenant nous sommes au terme de la décolonisation politique ; nous constatons que, si elle a eu lieu, elle a été avant tout le fait de la pression des peuples, le fait de la guerre des peuples ; et, à l'origine, l'épopée glorieuse d'Abd el-Krim a une valeur annonciatrice.

Finalement, les gouvernements métropolitains, soit ceux de De Gaulle après 1958, soit ceux des socialistes et des communistes avant, n'ont pas été capables de maîtriser le phénomène de la décolonisation. Ils se sont finalement inclinés, sous les formes et avec un comportement divers, devant le rapport des forces et la pression des peuples ou de l'opinion mondiale. Ils ont été en quelque sorte le jouet des forces financières, militaires, policières, de l'impérialisme. Il y a eu constamment un phénomène de rébellion des forces impérialistes, un phénomène d'impuissance des gouvernements métropolitains. Ça, c'est un sujet intéressant que nous pourrions étudier objectivement, y compris avec la variante De Gaulle, parce qu'il n'a pas encore été résolu.

Robert CHARVIN. — Un mot seulement à propos du mot d'ordre de paix. Il faudrait bien sûr se replacer dans le contexte. Je crois qu'au niveau quantitatif, ce mot d'ordre de « paix » ne venait pas en tête ; il intervenait aussi peut-être comme élément de rassemblement avec les socialistes ; eux insistaient sur ce thème-là, mais ce n'était pas un thème prédominant par rapport à la solidarité, à la fraternisation, etc. Par ailleurs, il me semble que le problème militant — celui du choix d'un mot d'ordre plutôt que d'un autre — est de savoir avec qui il est possible de faire avancer la solution, et comment on peut faire avancer ces éventuels alliés. Il y a là un aspect pédagogique, si vous voulez, visant soit au rassemblement sur une échelle large et donc moins ferme, ou bien en rassemblement minoritaire, donc plus

facilement combatif. C'est cette alternative qui se pose à tout moment dans une action militante : savoir si on rassemble largement, et, en conséquence, sur un programme souple, ou bien si on se rassemble en petit comité, sur un programme dur.

René GALLISSOT. — Sur l'histoire du communisme, je pense qu'une première réponse est certaine : c'est la liaison, que l'on dit organique, entre l'Internationale communiste et ce qui s'appelle les sections de l'Internationale communiste : les partis nationaux. Je pense que, là, il n'y a pas de mystère : les textes de l'Internationale communiste pour cette époque sont très abondants, et les rapports entre l'Internationale communiste et les partis sont relativement bien connus ; c'est un domaine où aucun doute n'existe sur la liaison entre l'Internationale et le parti communiste en France, pas plus qu'avec les autres partis.

Le deuxième champ de l'histoire communiste — celui des partis du Maghreb, et celui des liaisons entre le Parti communiste français et les communistes du Maroc, ou les communistes d'Algérie et de Tunisie — est, par contre, lui, un champ de recherche, parce que la documentation ici est fort rare, et nous sommes quelques-uns, à l'heure actuelle, à nous employer à la découvrir et à la rassembler, mais je crois que l'on en est encore au stade des hypothèses sur une documentation très fragmentaire. Cela pour dire qu'il ne faut pas répéter ce que l'on trouve habituellement dans la littérature concernant, ou l'Algérie, ou le Maroc, ou ces partis communistes. Ce qui est certain, c'est qu'à cette époque les orientations des communistes français et des communistes du Maghreb sont devenues absolument identiques aux orientations de l'Internationale communiste, une fois critique faite et, du reste, départ accompli des communistes qui s'étaient rassemblés — mais qui, somme toute, n'étaient que d'anciens socialistes — , qui donc s'étaient rassemblés derrière la motion de Sidi-Bel-Abbès (je renvoie ici à l'article de Ch.-R. Ageron) ; ce qu'on peut constater, c'est l'extraordinaire perte d'effectifs du communisme en Algérie, et probablement les débuts fort étroits, fort minces, du communisme au Maroc — communisme, du reste, qui ne pourra pas se développer comme tel, et qui s'abritera longtemps au Maroc sous la couverture socialiste.

F. CLÉMENT. — J'interviens pour présenter très rapidement quelques souvenirs de lecture et pour répondre à une question qui a été posée tout à

l’heure : pourquoi le parti communiste français ne s’est-il intéressé au personnage d’Abd el-Krim qu’à partir de l’année 1925 ? S’agit-il de médisance, de calomnie ? Ou s’agit-il de faits objectifs ?

Rosalba DAVICO (présidente de séance). — Je vais répondre.

Il y a un énorme réservoir de documents secrets à l’Intelligence Service, à Londres. Dans les dossiers, que j’ai pu y consulter sur les rapports entre les Jeunes Turcs et les nationalistes arabes, il y a toute une partie concernant les rapports entre les bolcheviks et les groupes nationalistes arabes. Or, la charnière était à Berlin. Il faut évidemment aller très précautionneusement avec cette source : ce sont des documents d’espionnage, où évidemment les données quantitatives, les noms et les signalements sont extrêmement apprêtés. Les documents ont été secrets jusqu’à 1970 et ne sont accessibles que depuis lors. Je les ai vus, mais pas tous. Mon impression est qu’autour des années 1920, il s’est passé quelque chose au niveau de la diplomatie internationale : une « psychose rouge », s’est diffusée, une véritable psychose du rôle qu’aurait pu jouer le bolchevisme dans la poudrière des nationalismes locaux.

René GALLISSOT. — Il faut situer l’histoire communiste en dehors de cette littérature d’agences. On se trouve en présence de services d’espionnage, comme il a été très bien dit, et d’une psychose d’intoxication qui peut très bien aboutir à l’auto-intoxication. C’est incroyable comme les services qui s’occupent du communisme, comme ceux qui s’occupent des questions coloniales, finissent par croire à leurs propres explications.

Charles-Robert Ageron

Les socialistes français et la guerre du Rif

Je bornerai mon propos à l'étude des réactions du parti socialiste français devant la guerre du Rif. Le sujet peut paraître mince. En fait, il n'est pas sans intérêt d'apprécier l'opinion d'une partie importante de la gauche française, et cela à l'époque du Cartel des gauches. Le parti socialiste, qui a obtenu aux élections de mai 1924 environ 1 500 000 voix — (1 700 000, selon *Le Populaire)* — compte quelque 55 000 adhérents à cette date, mais 94 000 en juin 1925 (20 000 de plus qu'en 1914). Or, ce parti en progrès constant dispose d'une très forte représentation parlementaire : à lui seul, comme en 1914, il a obtenu 101 sièges de députés, alors que le parti communiste n'en a que 26. Par fidélité au passé, il a refusé de participer au premier gouvernement cartelliste, mais il lui apporte son soutien le 20 juin 1924. C'est donc d'abord au sein de la majorité que le parti socialiste va pouvoir exercer son influence, mais chacun sait bien que l'affaire rifaine va agiter profondément la classe politique et le Parlement français, et que c'est précisément sur cette question que la S.F.I.O. va briser le Cartel des gauches. Bref, pour la politique intérieure française, c'est donc un fait majeur.

De plus, la S.F.I.O. — la section française de l'Internationale ouvrière — a aussi une dimension internationale, et ses prises de position sur la guerre du Rif furent bientôt concertées avec d'autres partis socialistes, puis avec la II^{e} Internationale reconstituée depuis mai 1923. Elles reflètent donc, non pas seulement l'opinion des militants socialistes français, mais encore ceux des leaders de l'Internationale.

Pour l'historien qui tâche à reconstituer ce que fut la démarche des socialistes en matière de politique coloniale durant l'entre-deux-guerres, l'attitude des socialistes français face à la guerre du Rif mérite enfin d'être analysée de près, sans présupposés théoriques.

Nous allons donc nous efforcer de mener cette analyse en situation, non point à travers les écrits d'un seul leader ou les études historiques de nos

prédécesseurs, mais empiriquement, chronologiquement, en suivant pas à pas les discours ou les articles des leaders socialistes. Les sociologues ne nous en voudront pas de songer à établir les faits avant de les laisser réfléchir sur ce que furent réellement la pensée et l'action des socialistes français durant cette crise[292].

Aux historiens, je dirai encore combien il est difficile de connaître la pensée des diverses tendances socialistes durant cette période[293]. Bien que dirigé par Paul Faure, secrétaire général du parti, *Le Populaire de Paris,* alors bimensuel, est plutôt un bulletin intérieur qu'un organe d'opinion. *La Vie socialiste* ne représente qu'une tendance : celle de Renaudel et de Paul-Boncour, dont il est délicat de mesurer l'influence de 1924 à 1926, du moins hors du groupe parlementaire où elle apparaît comme très forte. *La Correspondance socialiste,* organe du centre, n'apparaît que le 25 mars 1926, et les guesdistes ne disposent pas alors de *La Bataille socialiste,* qui ne commence à paraître que le 10 juin 1926. Enfin, si la fraction d'extrême-gauche, dirigée par Maurice Maurin, membre de la C.A.P. de 1920 à 1925, possède un petit périodique : *L'Etincelle,* devenue *L'Etincelle socialiste,* son audience apparaît trop restreinte pour être vraiment reprétative[294].

Dans ces conditions, nous nous référons de préférence aux articles donnés au *Populaire de Paris* ou à l'organe quotidien de la C.G.T., *Le Peuple.* Cependant, nous n'avons pas oublié que le principal organe du Cartel des gauches, *Le Quotidien,* ouvrait ses colonnes à certains socialistes, de la tendance Renaudel essentiellement puisque celui-ci siégeait au conseil politique de ce journal jusqu'à sa démission, le 9 octobre 1926.

Mais, bien entendu, c'est surtout à la tribune de la Chambre des députés que s'exprime la S.F.I.O. et, de ce fait, il faudra prendre garde à une certaine déformation de la pensée des socialistes. Face à la violence calculée et provocatrice du groupe communiste, face aux accusations ou aux insinuations des députés du Bloc national, les orateurs socialistes sont constamment amenés à affirmer des positions de faux équilibre, de rejet simultané, qui ne correspondent pas nécessairement à leur pensée profonde. Par ailleurs, la S.F.I.O. était un parti nécessairement divisé, puisque démocratique, soumis aux moindres indications de ses fédérations, et répercutait, presque en les exagérant, les oscillations de l'opinion de ses militants.

De là, la rapidité de ses variations. En moins d'un an, le parti socialiste va passer, en 1925, du soutien au gouvernement, maintenu malgré le déclenchement de la guerre du Rif, à l'abstention, puis à l'opposition. Depuis

le début des opérations militaires, le soutien socialiste a duré trois mois, puis le parti s'est cantonné dans une abstention de plus en plus hostile pendant cinq mois, avant de passer décidément à l'opposition aux côtés des frères ennemis du parti communiste.

A l'époque, les communistes ont beaucoup dénoncé « l'attitude incohérente du parti socialiste » (A. Marty), et ces griefs ont été à nouveau formulés depuis. L'historien remarquera seulement que l'évolution des attitudes du parti socialiste en 1925 annonce très exactement celle du parti communiste pendant la guerre d'Algérie en 1956. Les communistes eux aussi votèrent, en mars 1956, les pouvoirs spéciaux demandés par le gouvernement Guy Mollet-Lacoste. Ils choisirent l'abstention en juin et y demeurèrent cinq mois, avant de se décider enfin à voter contre le gouvernement en octobre.

Ce parallélisme absolu devrait donc interdire à certains toute condamnation tranchante. Quant à l'historien que je suis, sa tâche est claire : il s'agit seulement de rendre compte de cette évolution des socialistes en 1925-1926 et, si possible, de l'expliquer. Faire comprendre, ce n'est ni approuver, ni condamner.

I. De la politique de soutien à la politique d'abstention

Lorsque le parti socialiste apporte son soutien au gouvernement Herriot, il n'est évidemment point question du Rif. La tâche profonde du gouvernement, ce doit être, selon Paul Faure, « de remettre les baïonnettes de la Ruhr au fourreau » et, selon Renaudel, d'aboutir, grâce à la S.D.N., à un pacte général de désarmement.

L'opinion française, en juin 1924, ne s'intéresse pas à la République du Rif. Et rares sont les spécialistes qui savent que, depuis mai 1922, le général commandant la région de Fès a reçu les premiers émissaires d'Abd el-Krim, venus s'informer des conditions de la reconnaissance par la France du gouvernement rifain. Si le commandement français suit la tournée d'Abd el-Krim dans les tribus du Haut-Ouergha, qui connaît alors les conclusions qu'il en a tirées dès le 8 juillet 1922 ? « Nous avance dans ces tribus serait considérée sans aucun doute comme un acte d'hostilité par Abd el-Krim, qui enverrait vraisemblablement des contingents pour les soutenir et, au lieu de n'avoir à combattre que des tribus inorganisées, nous aurions devant nous de nombreux contingents aguerris et bien armés. » Mieux vaut donc, pense le

commandement, laisser passif le front nord. Mais les nouvelles défaites espagnoles amènent Lyautey, on le sait, à reconsidérer sa position ; l'occupation d'une ligne de crêtes située au nord de l'Ouergha, prescrite fin mars 1924, retardée par l'entrée d'Abd el-Krim chez les Beni-Zeroual le 13 avril et les conversations avec son envoyé le 9 mai, a lieu à partir du 27 mai. Les socialistes français ignorent que des accrochages ont eu lieu avec les troupes rifaines et que les postes français sont harcelés à partir du 6 juin 1924. Ils l'ignoreront pendant un an encore[295].

Et c'est en septembre 1924 que les socialistes furent brusquement jetés dans la bataille politique marocaine par le fameux télégramme de Semard et Doriot à Abd el-Krim, l'encourageant à continuer sa lutte contre l'impérialisme français jusqu'à la libération complète du sol marocain[296]. Les communistes, en effet, déclenchèrent simultanément une violente attaque « contre la position colonialiste négrière de la social-démocratie », contre « les socialistes policiers de la bourgeoisie » et « la poignée de social-traîtres de la Chambre » : « Je dis à tous les peuples coloniaux, poursuivait J. Doriot le 9 décembre 1924, que nous sommes leurs défenseurs contre vous. » Au nom de ses amis, P. Renaudel répondit à Doriot en invoquant le précédent de Gustave Hervé, qui lui aussi avait déjà encouragé « le patriotisme marocain contre notre pays » et il lui souhaitait — prophétiquement — de ne pas connaître la même évolution[297], de « ne pas tomber où il était tombé ».

Ainsi agressé, le groupe parlementaire socialiste ne songe d'abord qu'à la riposte, par la voix de Marius Moutet et surtout de Pierre Renaudel. Ce dernier dénonça, comme Edouard Herriot, l'action des communistes, ces prétendus internationalistes au service du « jeu national russe », et stigmatisa l'impérialisme russe. Les socialistes, qui avaient rendu visite en 1920 au gouvernement menchevik de la République socialiste de Géorgie, ne cessèrent en effet de dénoncer l'invasion de la Géorgie par l'Armée rouge, à chaque fois que les députés communistes se déclaraient favorables à l'indépendance de tous les peuples.

Mais, dans le même temps, au cours de diverses interventions, en décembre 1924, P. Renaudel précisa les inquiétudes de ses amis, malgré les apaisements prodigués par le président du Conseil. Si la France, disait-il, ne devait se maintenir au Maroc qu'en renforçant constamment ses effectifs militaires, « j'aimerais beaucoup mieux que la France prît la responsabilité de se retirer de ce guêpier ».

Face à la campagne de *L'Humanité* : « Le Maroc aux Marocains » et

« Lyautey veut faire la guerre au Rif », le groupe socialiste vint définir à la Chambre, le 5 février 1925, sa politique. Fontanier expliqua que, fidèles à la pensée de Jaurès, les socialistes ne voulaient pas être entraînés dans une nouvelle aventure marocaine. Ils s'opposeraient à la conquête du Rif prônée par certains militaires, « qu'on voulait espérer peu influents ». La négociation avec Abd el-Krim, qu'il ne fallait pas considérer comme un aventurier, s'imposait d'autant plus que celui-ci ne s'y refusait pas. Enfin, il revenait à la S.D.N. d'arbitrer le problème international posé par l'évacution du Rif par l'Espagne.

Les socialistes devaient maintenir cette position pendant les premiers mois du gouvernement Painlevé. Alors que les opérations militaires avaient commencé à la mi-avril 1925 et que le Parlement s'était ajourné jusqu'au 25 mai, la commission administrative permanente du parti fit connaître son inquiétude de « l'ignorance où il était tenu sur l'origine, la nature et l'importance des opérations militaires[298] ». Le 25, elle annonça son intention d'interpeller le gouvernement pour obtenir une cessation rapide des hostilités. La C.G.T. demandait à son tour, le 27 mai, l'ouverture de négociations de paix, et la Ligue des droits de l'homme faisait paraître un communiqué tout semblable.

Dans son interpellation, Renaudel s'en prit vivement au « général » Lyautey, accusé d'avoir provoqué une guerre de prestige et de s'être laissé surprendre, et il demanda son remplacement par un résident civil. Mais les socialistes ne voulaient, disait-il, ni l'évacuation du Maroc, ni la conquête du Rif ; à leur avis, la France pouvait et devait offrir la paix à Abd el-Krim, de concert avec l'Espagne[299]. Le ministre des Affaires étrangères, Briand, répondit le lendemain que, s'il négociait avec l'Espagne les mesures propres à aboutir promptement à la paix, il ne pouvait négocier avec le Rif, qui n'avait pas d'existence juridique. Ces propos, venant après la censure appliquée à Doriot au sein du groupe socialiste, violemment mis en cause par *L'Etincelle.*

La droite ayant accepté l'ordre du jour présenté par les groupes du Cartel, Paul Faure préconisa l'abstention du groupe le 28 mai, et cette attitude fut adoptée de justesse par les députés présents à cette réunion par 21 voix contre 20. Le gouvernement, inquiet, fit renvoyer le débat au 29 mai, et Briand s'engagea à saisir la première occasion pour faire cesser les hostilités et ouvrir des négociations. Le groupe parlementaire socialiste obtint surtout la modification de l'ordre du jour, pour y faire figurer « la fidélité à la politique

de paix », « la condamnation de tout impérialisme de conquête et d’aventure » et décida dès lors de le voter, à 6 abstentions près. Bien que la presse ait parlé de « journée des dupes », la majorité des socialistes s’estimèrent satisfaits. Tous ne l’étaient point cependant, et l’on parla beaucoup en juin de la formation d’une gauche socialiste autour du groupe de *L’Etincelle*[300].

A droite, on se félicitait déjà de ce que « le corps socialiste ne s’accorde plus avec la tête (F. Poncet), tandis que le P.C.F. invitait les ouvriers socialistes à « passer par-dessus la tête des chefs socialistes parjures à leur programme ». Il est exact que, face à la campagne d’agitation déclenchée dans le pays par les communistes et la C.G.T.U., l’opposition à la guerre du Rif grandissait au sein du parti socialiste. Certes, la publication quotidienne par la presse communiste d’ordres du jour de sections socialistes — ou de fractions de sections — et de lettres de socialistes se disant écœurés, relève de la campagne d’intoxication contre « les conceptions négrières » prêtées aux chefs socialistes. Mais *Le Populaire* enregistrait, le 17 juin, que plusieurs fédérations adressaient à la C.A.P. des ordres du jour réclamant avec insistance la fin du conflit. D’importantes fédérations, comme celles du Nord et de la Haute-Vienne, se prononçaient contre le soutien au gouvernement Painlevé ; celle de la Haute-Garonne déplorait qu’aucune tentative sérieuse de négociation n’ait encore été menée ; celle de l’Isère exigeait des élus socialistes d’obtenir sans délai une offre publique d’armistice. Paul Faure notait : « Ne cherchons pas à le nier : ça grince, ça grogne un peu partout. On nous demande de réagir avec vigueur et de poursuivre sans faiblesse une politique droite et franche, sans nous préoccuper outre mesure de l’existence de tel ou tel cabinet. »

De son côté, la C.G.T. voyait affluer les motions pacifistes, et sa commission administrative demandait au gouvernement de « rechercher et de prendre rapidement l’initiative des solutions d’apaisement […], des négociations devaient être engagées sans retard, s’inspirant à la fois de la pensée et des besoins vitaux du peuple marocain, ainsi que du devoir impérieux d’éviter de nouveaux charniers et toutes complications internationales que la question marocaine provoque depuis déjà trop longtemps[301] ». Ces revendications, Jouhaux les reprenait bientôt à son compte, jugeant que, « pour l’homme de la rue, l’affaire marocaine, déjà plus que fâcheuse, se développait en aventure au compte de la Réaction[302] ».

Le président du Conseil, ministre de la Guerre, étant allé au Maroc

s'entretenir avec le Résident, les communistes voulurent y voir une volonté d'élargir la guerre, tandis que Léon Blum félicitait au contraire Painlevé « d'avoir voulu voir de ses propres yeux avant de décider ». A son retour, Painlevé s'opposa à la demande d'interpellation communiste ; ce refus inquiéta les socialistes qui, le 16 juin, furent 84 à s'abstenir de soutenir le gouvernement, 17 seulement votant pour lui. Le 18 juin, 95 députés socialistes s'abstenaient. Dans une réunion commune du groupe parlementaire et de la C.A.P., la décision de mettre fin au soutien accordé au gouvernement avait été adoptée par 62 voix contre 19 à une motion Renaudel de soutien conditionnel après contact avec les autres groupes du Cartel et 12 à une motion Auriol de confiance au gouvernement. Vu le nombre des absents, on décida cependant de procéder par référendum écrit auprès des 134 militants concernés. Les résultats, connus le 23 juin, infirmèrent le vote du 18 : 60 voix préconisèrent la cessation du soutien, tandis que 47 voix se portaient sur le soutien conditionnel et 12 sur la motion Auriol. Avec 5 votes parvenus en retard, la majorité était en somme hostile à la rupture. C'est dans ces conditions que le groupe décida de demander de nouvelles explications au gouvernement.

Au cours de la tumultueuse séance du 23 juin, où Painlevé accusa l'Internationale communiste d'avoir poussé Abd el-Krim à la guerre, Renaudel exigea du président du Conseil des éclaircissements sur la politique à l'égard de l'Espagne et sa volonté de paix. Il fit aussi reproche aux communistes de rendre plus difficiles les négociations en laissant les Marocains croire au soutien unanime de l'opinion française. Painlevé répondit avec habileté que le but des négociations franco-espagnoles, c'était « la paix réelle » et il laissa entendre que le Rif pourrait se développer librement et commencer pacifiquement avec la zone française. L'ordre du jour gouvernemental[303], à la rédaction duquel s'associa Léon Blum, fut voté par la majorité des députés socialistes, satisfaits, comme l'expliqua Léon Blum, de voir envisagée « l'autonomie du Rif et des tribus groupées autour d'Abd el-Krim[304]. Mais 36 députés socialistes s'abstinrent. Pour la première fois, le groupe s'était ostensiblement divisé, et les communistes affirmèrent que les socialistes s'étaient disputés avec violence, « s'arrachant des mains mutuellement leurs bulletins de votes sous l'œil narquois de Caillaux-de-sang » !

Dans les jours et les semaines qui suivirent, le parti communiste se vanta de débaucher en toujours plus grand nombre des militants socialistes et

cégétistes et de les faire participer à ses meetings. Cependant, Paul Faure entendait bien mettre fin à la politique de soutien, écrivant le 29 juin que, « si sous prétexte de ne pas renverser le Cabinet, les élus du parti persistaient dans la solidarité parlementaire et gouvernementale, ils tourneraient le dos à toute l'histoire du socialisme[305] ».

Dès lors, la politique d'abstention s'imposa au groupe parlementaire, divisé ou désavoué[306] Le 9 juillet, les députés socialistes vinrent expliquer les raisons pour lesquelles ils renonçaient à soutenir le gouvernement et s'abstenaient de voter les crédits supplémentaires. Léon Blum insista beaucoup sur les raisons doctrinales : « Par principe, par tradition, nous sommes adversaires du colonialisme, qui est la forme la plus redoutable de l'impérialisme, c'est-à-dire du vieil instinct qui pousse toute nation à conduire le plus loin possible son *imperium,* sa domination. » Renaudel, puis Compère-Morel formulèrent des réserves expresses sur la politique d'un gouvernement qui n'avait pas su précipiter les négociations et avait maintenu en place le maréchal Lyautey. *Le Populaire* publia peu après un bref « Appel au pays socialiste et républicain » pour expliquer la nouvelle position de la S.F.I.O. et réclamer que la paix fût ramenée au Maroc[307]

II. De la politique d'abstention à l'opposition

L'abstention ne peut être une politique durable, et le parti socialiste ne tardera pas à le mesurer. Ayant voté contre le budget le 13 juillet, les socialistes se trouvèrent libérés, et nécessairement entraînés à des positions plus tranchées sur le problème rifain[308].

Le Quotidien du 23 juillet ayant publié une esquisse des conditions de paix tracées par Abd el-Krim au capitaine Gordon Canning, président du *Riff Committee*, les socialistes se trouvèrent confortés dans leurs positions pacifistes. Ils le furent plus encore après la réunion à Paris, le 28 juillet, d'une conférence socialiste internationale où des délégués travaillistes et socialistes espagnols se joignirent aux représentants de la S.F.I.O. pour réclamer la suspension immédiate des hostilités, la publication des conditions de paix franco-espagnoles, *le principe de l'indépendance du Rif* et l'entrée de ce nouvel Etat à la Société des Nations[309]. Ce fut dès lors à l'unanimité que le Congrès national extraordinaire, réuni du 15 au 18 août 1925, vota une ferme

résolution sur le Maroc. Il paraissait maintenant impossible au parti que « ses élus s'associent, soit par un vote de crédits, soit par un vote approbatif, à l'imprévoyante politique marocaine du gouvernement actuel » ; mais il condamnait toujours les excitations démagogiques, la fraternisation ou la désertion recommandée par les communistes et se déclarait adversaire de l'évacuation du Maroc, qui « créerait des complications internationales plus dangereuses que le statu quo[310] ».

Le II^e^ Congrès de l'Internationale ouvrière et socialiste, tenu à Marseille, du 22 au 27 août, s'appropria les déclarations des trois partis socialistes anglais, français et espagnol, mais fit expressément référence à la S.D.N., alors que Paul Faure avait dit : « Ni Moscou, ni Genève ! »

Tandis que la presse annonçait le déclenchement d'une contre-offensive combinée des troupes franco-espagnoles sous la direction du maréchal Pétain, Paul Faure souhaitait une convocation anticipée des Chambres, mais, ne disposant pas d'assez nombreux appuis radicaux, il dut refuser l'appoint des voix communistes. Dans le même temps, la C.G.T., qui avait rejeté à son congrès d'août toute idée d'évacuation, récusait le Front unique prolétarien proposé avec obstination par l'Internationale communiste.

Le 7 octobre, la commission administrative permanente du parti publiait un manifeste invitant les militants à agir contre la politique gouvernementale, et d'abord « pour la paix au Maroc et en Syrie ». C'est alors que le P.C.F. crut pouvoir forcer la main des dirigeants socialistes et cégétistes en les faisant déborder par un mouvement de masse, grâce à une grève générale de 24 heures brusquement fixée au 12 octobre. Mais Jouhaux avait condamné par avance ce qu'il appelait une manœuvre du parti communiste et refusé de se laisser entraîner à faire un geste sans lendemain[311].

Or, le P.C. ne réussit pas dans sa tentative : la grève générale du 12 octobre fut un échec total en province (sauf dans la Loire), et même dans la région parisienne : 20 à 25 % seulement des ouvriers métallurgistes débrayèrent[312]. Le manifeste des 250 communistes envoyé à l'Internationale devait même parler de « fiasco lamentable, véritable défaite pour le parti[313] ».

Les socialistes, satisfaits d'avoir obtenu la démission de Lyautey — « le responsable de la guerre », selon Paul Faure — , point mécontents de l'échec communiste, n'appréciaient guère en revanche la manière dont, le 4 octobre, Painlevé faisait connaître publiquement les conditions de paix de la France. Subordonnant l'ouverture des négociations à la reconnaissance de l'autorité

nominale du sultan, il promettait seulement d'« assurer aux tribus rifaines et djebalas toute l'autonomie compatible avec les traités internationaux qui régissent l'Empire chérifien ». Une délégation socialiste alla le menacer d'en appeler à la Société des Nations.

Le nouveau ministère, formé par Painlevé, ne recueillit donc aucun suffrage socialiste le 3 novembre. Paul Faure déclara que « le gouvernement devrait faire de nouveaux et décisifs efforts en rendant publiques des offres acceptables et généreuses et, en cas de refus, en saisissant le tribunal des Nations ». Painlevé lui opposa la réponse des socialistes à Doriot : « Vous ne servez pas la cause de la paix par ces déclarations. » Le comité exécutif de l'Internationale ouvrière et socialiste essaya du moins d'humaniser la guerre : au mois de novembre, il multiplia les démarches auprès des gouvernements français et espagnols pour que soient reconnus « aux défenseurs de l'indépendance rifaine » les droits de belligérants et que les ambulances de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge puissent rejoindre les rangs des Rifains.

Après la chute du troisième ministère Painlevé, le 22 novembre 1925, et la formation d'un gouvernement Briand, les socialistes français saisirent l'occasion du vote d'un douzième provisoire, le 30 décembre 1925, pour presser l'homme de Locarno de négocier avec Abd el-Krim.

Bien soutenu par le radical Malvy[314], qui déclarait que, vu la situation financière du pays, « nous ne pouvions pas nous permettre le luxe d'une longue expédition coloniale », Renaudel insista pour qu'on prît en considération les propositions de paix transmises par Gordon Canning[315]. Mais Briand le fit taire en révélant qu'une lettre interceptée du négociateur britannique affirmait que ces conditions n'engageraient pas l'émir, mais aideraient le *Riff Committee* à forcer la main du gouvernement français en agissant sur son opinion publique. En revanche, Briand affirmait qu'on était sur le point d'obtenir la paix avec les tribus et qu'il ne pensait pas qu'« Abd el-Krim soit actuellement qualifié pour parler au nom des Djebalas et de la totalité des Rifains ». Cette fois, Renaudel eut le mot de la fin en répliquant : « C'est avec Abd el-Krim que vous êtes en guerre. C'est avec lui par conséquent que vous devez traiter, si vous voulez établir la paix. » Cependant, Painlevé prétendit qu'Abd el-Krim refusait de négocier, estimant que c'était à lui à imposer ses conditions. Ce dialogue de sourds indiquait que les socialistes n'obtiendraient rien du gouvernement.

Dès lors, désespérant de Briand, les socialistes se décidèrent pour la première fois, le 29 janvier 1926, à voter avec les communistes contre le

gouvernement.

Ce jour-là, une proposition de loi tendant à la réduction des crédits militaires pour le Maroc obtenait 137 voix. Le 26 février 1926, une nouvelle proposition communiste réunissait 143 opposants, et, le même jour, un amendement, déposé par le député socialiste Mistral et réclamant une réduction de 1 million de francs, était adopté, à l'étonnement général, par 264 voix contre 246 et 34 abstentions. Ce vote, acquis dans la confusion, n'en était pas moins révélateur, car Mistral avait fait grief au gouvernement de ne pas s'en tenir aux conditions de paix arrêtées, de les avoir modifiées : « Notre amendement, avait-il précisé, a pour but de signifier notre volonté de voir ces deux expéditions [celle du Maroc et celle de Syrie] prendre fin. »

Le 18 mars 1926, le nouveau ministère Briand ne rencontrait plus toutefois que 165 opposants et 157 le 22 avril, dont 96 socialistes sur 101. Les socialistes avaient donc retrouvé une certaine unanimité dans l'opposition. Quant à la tendance favorable au front unique avec les communistes, animée par le Comité d'action socialiste et révolutionnaire, elle ne devait obtenir au Congrès national de mai que 166 mandats sur 3 120, 5,3 % des voix[316]. Le mot d'ordre communiste de paix immédiate au Maroc et en Syrie et les nouveaux appels à l'unité d'action avaient échoué.

Pourtant les socialistes continuaient à rechercher passionnément la paix. Interpellant le 23 avril, Renaudel, tout en se félicitant de l'ouverture des pourparlers à Oujda, interrogeait Briand sur leur sincérité : il souhaitait qu'ils ne fussent pas un alibi avant le déclenchement d'une nouvelle offensive. Après la rupture des pourparlers, les socialistes adjurèrent le gouvernement de ne pas se montrer intransigeant et de mettre fin pacifiquement à l'aventure marocaine. « La France, disait une motion déposée le 23 mai au Congrès national, n'aurait jamais dû soutenir le gouvernement espagnol, ni encourager les aspirations capitalistes et bourgeoises. Elle n'aurait pas dû consentir à un simulacre de paix. » Ce 26 mai, à la fin du congrès, se répandit la nouvelle de la capitulation d'Abd el-Krim. Alors Zyromski, qui venait de définir au nom de la commission d'études coloniales ce que devait être l'attitude des socialistes, fondée d'abord sur le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, déclara qu'on ne « pouvait pas se féliciter de la défaite d'un petit peuple qui avait voulu se rendre indépendant ». Le parti fut de son avis, et le groupe parlementaire s'abstint, le 28 mai, de voter la motion de la Chambre, « envoyant à nos vaillantes troupes l'expression de sa reconnaissance ».

III. De quelques conclusions

Tels sont les faits, pour autant qu'on puisse les établir avec sûreté sans témoignages directs qui les éclairent. Il me paraît qu'on a surtout mis l'accent jusqu'ici, soit sur le modérantisme de la S.F.I.O., le « social-patriotisme », soit, du côté de la droite, sur le caractère purement négatif et critique des positions socialistes. On a même dénoncé, à tort, P. Renaudel, comme s'étant fait le défenseur acharné du colonialisme français — ce qui interdit de comprendre pourquoi Renaudel a pu patronner plus tard, avec Robert Jean-Longuet, le plan de réformes marocain et la revue *Maghreb.* Au mieux, on a voulu expliquer l'attitude du parti socialiste comme étant celle d'un parti tenté par les responsabilités gouvernementales[317].

Mon exposé des faits a peut-être fait justice de ces diverses explications ou de ces procès d'intention. Le parti socialiste n'a pas défendu le colonialisme, ni condamné la République rifaine ; il en a au contraire demandé la reconnaissance comme Etat, avec entrée à la S.D.N. Il a été si peu tenté par la participation, à cette date, qu'il a préféré rompre l'alliance cartelliste et qu'il a mêlé ses voix à celles des communistes. Il ne s'est pas contenté de critiquer l'action des gouvernements radicaux : il a proposé une autre politique, fondée sur la négociation et le recours à l'arbitrage international[318].

Au-delà de l'évidence des faits, ce qui frappe l'historien, c'est la constance des diversités du parti socialiste. Même après le grand schisme de Tours, la S.F.I.O. continue à reproduire la diversité de ses tendances antérieures. Le parti socialiste, le groupe parlementaire socialiste se sont divisés en 1925 sur la guerre du Rif, comme ils s'étaient divisés, par exemple, sur le traité « marocain » du 4 novembre 1911. Je ne veux pas insister ici sur cet aspect, mais il ne serait pas difficile de retrouver dans les écrits et propos mesurés — et subtilement contradictoires — de Léon Blum sur la question marocaine et coloniale, l'écho direct des variations de Jean Jaurès, traité alors de « pacifiste humanitaire » par les *Cahiers du bolchevisme.* Point difficile non plus de repérer la filiation guesdiste dans les discours de Compère-Morel ou les articles de Bracke.

En revanche, je ne pense pas que l'antimilitarisme ait été en 1925, comme il l'était avant guerre, l'élément central de l'anticolonialisme socialiste. Les agissements de certains militaires sont dénoncés, mais sans violence ; seuls les communistes traitent Lyautey de « vieux soudard » et Painlevé d' « homme de l'abdication devant les vieilles culottes de peau du militarisme ».

De même, le vieil argument socialiste de la guerre des banquiers n'est guère repris ; les références au capitalisme international dans la compétition autour des intérêts miniers du Rif demeurent peu nombreuses dans la presse socialiste.

Le pacifisme jauressien l'emporte désormais comme référence doctrinale sur l'antimilitarisme et l'anticapitalisme. La sauvegarde de la paix, bien suprême, l'arbitrage international, recours suprême, tels sont les arguments essentiels de la S.F.I.O. à l'occasion de la guerre du Rif.

Et la réaffirmation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est sans doute moins vive, malgré la prédication wilsonienne et les consignes de l'Internationale socialiste, du fait que « cette revendication sur laquelle le socialisme n'est pas disposé à revenir[319] » est devenue l'arme absolue du bolchevisme. Précisément la stratégie du Komintern appelant à la guerre révolutionnaire pour « tuer la France bourgeoise et impérialiste » horrifiait les socialistes, qui ne cessaient de répéter que déchaîner une guerre de races n'était point travailler à la libération prolétarienne, mais seulement façonner de nouveaux nationalismes. Pour *La Vie socialiste*, « le mouvement communiste [avait] même beaucoup moins l'intention de libérer les colonies que d'affaiblir leurs métropoles en aboutissant comme seul résultat à des massacres de populations indigènes[320] ».

C'est ce contexte, tout autant que les agressions répétées du parti communiste contre « les social-traîtres », qui explique le refus obstiné des socialistes à tout front unique, à tout mot d'ordre commun. Aussi bien les allées et venues des communistes en direction des socialistes leur étaient-elles parfaitement claires, depuis que Treint avait écrit : « Nous nous rapprochons et nous nous éloignons d'eux alternativement comme la main se rapproche et s'éloigne de la volaille à plumer[321]. »

Le « splendide isolement de la lutte des classes », célébré par *L'Humanité* du 28 mai 1925, et la méfiance accrue des socialistes pour « ces manoeuvres, ce machiavélisme, cette stratégie, ces pièges, cette démagogie » dénoncés par Salomon Grumbach, rendaient d'avance vains tous les efforts des socialistes et des communistes pour s'opposer efficacement à la guerre.

Bien que les dirigeants socialistes aient pu craindre que la guerre du Rif n'éloigne d'eux leurs militants et ne les rapproche des communistes, il n'en demeure pas moins que le combat de la S.F.I.O. a été mieux compris, semble-t-il, des masses françaises que les mots d'ordre fracassants du P.C.F., plus soucieux de « tremper le parti » que d'aboutir à la paix[322]. Ainsi pourrait

s’expliquer la décroissance des effectifs du parti communiste, tombé de 48 000 à 15 000 adhérents de 1924 à 1926, face au doublement des effectifs de la S.F.I.O. (55 000 en 1924 et 111 000 en 1926).

Pour en revenir au Rif lui-même et aux Marocains, qu’il nous soit permis de marquer l’étonnement d’un historien attaché au Maghreb devant l’attitude très « abstraite » de la politique socialiste en 1925-1926. Pas plus que chez les communistes d’ailleurs, les montagnards du Rif ou des Jabala n’ont été nulle part évoqués dans leur vérité sociologique ou historique. Les plus humbles réalités ethniques ou sociales de ce monde berbère si original sont restées ignorées, ses aspirations mal reliées à celles d’autres Marocains. Même le grand ébranlement nationaliste de l’Islam d’après guerre est à peine évoqué dans la presse socialiste, du moins avant le soulèvement druze et l’insurrection de Damas. Que le combat d’Abd el-Krim et de la République rifaine fût évidemment à replacer dans le sillage de la lutte de Mustapha Kemal et de la République turque n’apparaît point non plus dans la presse ou les discours des socialistes. Ignorances ? Omissions ? L’activité politique d’Abd el-Krim, ses appels aux chefs des régions insoumises, aux caïds zaïan, voire aux grands caïds du Sud[323], ses proclamations aux futurs *mûjahidin* d’Algérie et de Tunisie, tout cela n’apparaît nulle part. Les socialistes ont-ils tous ignoré l’action menée par des Rifains dans la presse arabe de Tunisie et du Moyen-Orient ou l’écho que les victoires rifaines suscitaient dans nos plus lointaines colonies[324] ?

Incontestablement, les socialistes ont manqué d’informateurs ou de spécialistes au fait de la situation marocaine. Ils n’ont pas perçu que la sourde opposition, bientôt l’hostilité déclarée, des colons français au général Lyautey et à ses méthodes de protectorat signifiait tout autre chose que la volonté de se débarrasser du régime militaire : le désir d’ « algérianiser » le Protectorat, d’y instaurer l’administration directe et la colonisation de peuplement.

Le réflexe antimilitariste a dès lors joué un mauvais tour aux parlementaires socialistes. Leur seule réussite sur le plan politique aura été d’obtenir la démission de Lyautey. Mais, en poussant le ministre de la Guerre, Painlevé, à confier une mission d’inspection, puis un commandement militaire au maréchal Pétain, ils ont involontairement fait le jeu de la droite et de l’état-major[325], celui aussi des civils et des colons venus d’Algérie, tous partisans de l’écrasement nécessaire d’Abd el-Krim et adversaires de toute paix négociée.

Leur volonté d’internationaliser le règlement de l’affaire rifaine a conduit

les socialistes à une autre contradiction. Au nom de la tradition jauressienne d' « arbitrage intégral de tous les conflits », ils ont pensé à la suggestion précise de Bracke : la Société des Nations pouvait offrir un moyen de réaliser ce que Jaurès appelait « l'internationalisation du Maroc ». Mais ils se sont attachés simultanément à obtenir du gouvernement cartelliste une action concertée avec l'Espagne et l'Angleterre. Dans leur majorité, ils ont donc approuvé la mission de Malvy à Madrid. Or, l'Internationale ouvrière et socialiste s'est montrée impuissante à préparer une internationalisation pacifique de la question rifaine. Elle n'a pas réussi à en saisir la Société des Nations ; elle n'a pas su profiter de l'offre faite le 25 octobre 1925 par le sénateur Borah, président de la commission des affaires étrangères du Sénat, de pousser « le gouvernement américain à offrir ses bons offices ». Un peu d'internationalisme a seulement conduit les socialistes à accepter, bon gré, mal gré, l'entente avec le gouvernement espagnol, d'où n'est sortie qu'une classique alliance militaire offensive ; beaucoup d'internationalisme aurait pu les en écarter.

Une dernière question mériterait peut-être d'être éclaircie, mais je la pose aux spécialistes du mouvement rifain. L'attitude des socialistes ou celles des communistes a-t-elle pu avoir une influence sur le comportement d'Abd el-Krim, et quelle fut cette influence ? On a parlé en France de traductions en arabe de certains discours de parlementaires d'opposition, de Doriot en particulier ; qu'en est-il au juste ? Bien sûr, je n'ignore point que, selon les déclarations plus ou moins exactement rapportées d'Abd el-Krim, celui-ci aurait tenu le plus grand compte de l'opinion publique française et espagnole ; qu'il aurait cru notamment à un large mouvement d'opposition organisé en France. Mais l'appui que lui apportèrent communistes et socialistes ne fut qu'un soutien moral dépourvu de toute efficacité. Faudrait-il en déduire qu'Abd el-Krim a été induit en erreur par la propagande communiste[326], par l'agitation parlementaire socialiste, voire par les propos des journalistes anglais ou américains sympathiques à la cause rifaine, sur l'état réel de l'opinion publique française ? Pour qui connaît, par d'autres enquêtes, le degré d'indifférence et d'ignorance de l'opinion française vis-à-vis de toutes les affaires coloniales, il n'est pas improbable que la vive mais superficielle agitation anticolonialiste de 1925 ait pu donner le change à des colonisés et les leurrer sur son importance toute relative. Abd el-Krim, qui escomptait une décisive pression révolutionnaire, aurait-il été victime *aussi* de l'anticolonislisme français ?

LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. — Avant les questions, nous avons un film à vous présenter.

MARC FERRO. — Ce sont de petites images en 8 mm que vous verrez — donc fort mal. Ce court métrage sur la guerre du Rif est extrêmement réduit, et il est muet ; de plus, il est sans commentaire. Cette expérience n'est pas très heureuse, je crois, mais vous verrez, au moins, quelques images réelles de la guerre, d'après les archives espagnoles et les archives françaises.

Comme je sais que vous serez quelque peu déçus par ces 3 minutes 30 de documents, je voudrais vous donner quelques informations complémentaires sur le matériel de cinéma qui existe concernant le Maroc en général, guerre du Rif comprise. Il existe en tout une dizaine de minutes utilisables pour, si je puis dire, l'histoire générale du Maroc, depuis les origines du cinéma jusqu'aujourd'hui. Cela peut d'ailleurs peut-être vous intéresser tout autant que les images qui vont vous être montrées.

Les images sur le Maroc émanent généralement de trois sources : sources civiles françaises : Pathé, Gaumont ; sources militaires françaises et espagnoles, à l'occasion de la guerre du Rif ; quelques sources générales, tantôt anglaises, tantôt américaines, tantôt allemandes : allemandes lorsque, par exemple, Guillaume II a fait un voyage au Maroc et que les cameramen allemands étaient là pour filmer quelques scènes de la vie quotidienne marocaine et de la vie à Tanger et ailleurs.

D'une façon générale, les documents sont tantôt des documents d'actualité, c'est-à-dire des documents factuels qui répercutent les principaux événements de l'histoire politique du Maroc — vous imaginez ce qu'ils peuvent représenter. La masse principale concerne en gros les années cinquante (de 1948 à 1954-1956), et ces documents ne présentent qu'un intérêt illustratif. Vous avez pu les voir au cinéma.

Les documents les plus intéressants ne sont pas là. Ils sont de deux sortes : d'une part, ce sont des reportages privés qui ont pu être effectués par des firmes, par de grands propriétaires, ou simplement par des amateurs, et qui, en quelque sorte, montrent très bien comment fonctionnait le système colonial : le travail dans les mines du Sud, par exemple, dans les grandes propriétés, dans les villes également, sans parler naturellement des reportages

de caractère folklorique dans les villes musulmanes, dans les secteurs musulmans des villes. Ce sont surtout les scènes sur le travail (des Européens et des Marocains) qui sont d'une grande richesse, ils montrent bien comment les relations entre les deux communautés ont pu être vécues. Toutes sortes de gestes, d'ordres, de comportements, montrent le système de relations qui s'est établi et permettent de vivre le mouvement de révolte qui a grossi.

Dans ces documents que j'ai pu voir sur l'ensemble de l'histoire du Maroc, dans ces documents imagés, dans ces films, je n'ai pas senti la coupure que l'histoire traditionnelle établit généralement entre les périodes dites de guerre — la première pacification, jusqu'en 1918, si vous voulez, et la guerre du Rif — et les autres périodes. Ce que je veux dire par là, c'est que les images donnent l'impression, pour toute une partie du Maroc, d'un état d'insubordination permanent : lorsque, par exemple, une voiture va filmer telle propriété pour montrer le développement de la récolte des céréales, ou la construction d'un barrage, ou quelque chose de ce genre — document à orientation évidente — , il est remarquable de voir les nombreux postes militaires en activité, qui fonctionnent jusqu'en 1939. Moi qui ai vécu douze ans en Afrique du Nord, en Algérie et à Oran, et qui connais assez bien le Maroc, qui avais donc une vue du Maroc, de son histoire, qui était celle de la moyenne des gens, je croyais que, sauf pour la région d'Oujda, sauf pour les confins du Rif et quelques abords du moyen et du haut Atlas, je croyais que ce qu'on appelait la « pacification » était effectuée dans la plus grande partie du pays.

Les images révèlent que cette vision que j'avais des choses semble en partie illusoire, et que bien des régions n'ont pu être travaillées pendant très longtemps que grâce à une protection militaire constante.

Il y a notamment un document très intéressant datant de 1936-1938 — donc tardif — qui s'appelle *La Marche pacifique* ; il dure deux heures. C'est une marche qui raconte comment un gouverneur a parcouru les régions pacifiées du Maroc, et comment les régions d'insubordination ont été, si je puis dire, pacifiées. Ce document sur la « marche pacifique » atteste tout au contraire que le pays n'était pas du tout pacifié dans le Sud, et que constamment des troupes arrivaient, en ordre de bataille, et que, par conséquent, à l'encontre de l'histoire qui faisait croire — l'histoire écrite — , qui laissait plus ou moins croire que beaucoup de zones étaient irréversiblement pacifiées, celles-ci ne l'étaient pas du tout.

Cela a été une grande surprise pour moi de voir cet état d'insubordination,

physiquement visible, de toute la région du Sud, des plaines et de la montagne, jusque vers 1938. Voilà une conclusion que je voulais d'abord vous communiquer. Cela, vous ne pourrez pas le voir par les images qui vont être projetées : elles portent uniquement sur 1923-1925. D'autres vous seront montrées ultérieurement, et vous pourrez alors mieux juger, avec un film, sonore, cette fois, et qui est beaucoup plus long, puisqu'il dure une heure.

Voici donc cette petite expérience, muette, de 3 minutes 30, encore une fois peu satisfaisante à mon sens, mais qui du moins donne à voir des images.

DISCUSSION

Jacques CRÉMADEILLS. — Dans son exposé, M. Ageron n'a pas parlé du socialisme au Maroc. N'y a-t-il pas eu discordance entre la position des socialistes français et la position du parti socialiste au Maroc même ?

Charles-Robert AGERON. — La réponse est affirmative : il y a une discordance, et une discordance considérable. Cela dit, j'ai trouvé en particulier — je l'ai déjà indiqué d'un mot, mais je le répète — j'ai trouvé, à partir de 1926, une série de correspondance adressée à *L'Etincelle socialiste* par Yves Farge, qui donne un point de vue plus métropolitain, plus conforme à la doctrine socialiste. Mais il est bien vrai que le journal qui s'appelle, je crois, *Le Cri marocain* donne un point de vue qui est le point de vue colonial, ou semi-colonial, avec des revendications de type syndicaliste : tout à fait ce que j'ai étudié en Algérie pour la période précédente. Alors il va de soi que, la déformation coloniale jouant, le parti socialiste, la section socialiste de Casablanca en particulier, a été ce mauvais informateur dont je parlais tout à l'heure ; le parti socialiste a souffert de n'avoir pas sur place Yves Farge, par exemple, qui aurait pu prendre des positions différentes, informer différemment la direction.

Mohamed BEN-HLAL. — Je veux moins poser une question que donner peut-être un élément de réponse à M. Ageron, à propos de sa question : « Abd el-Krim a-t-il subi ou non l'influence du mouvement communiste et socialiste en France ? » Je crois qu'une chose très vraie a déjà été dite ici : Abd el-Krim est venu beaucoup trop tôt pour ce qu'il désirait faire au Maroc.

Je pense donc que c'est trop prêter à Abd el-Krim que de penser qu'il était peut-être réceptif aux positions du parti communiste et du parti socialiste. Certes, il accordait beaucoup d'attention à toutes les prises de position en sa faveur à l'extérieur, et il s'est beaucoup évertué à susciter de tels soutiens ; les positions prises en France et ce que disait la presse française, anglaise ou autre l'intéressaient beaucoup.

Mais il reste qu'Abd el-Krim doit être replacé dans le cadre socio-culturel

de l’époque. Il appartenait à une famille de notables, des cadis. Son grand-père était déjà cadi ; c’est une grande tradition de sa famille. Et leur position, bien qu’elle soit une position très progressiste par rapport à la situation et par rapport à la monarchie, ne lui permettait pas de prêter la moindre attention à une influence du parti communiste et du parti socialiste.

Charles-Robert AGERON. — Tout ce que vous dites est parfaitement exact. La question que j’ai voulu poser en terminant était au fond celle-ci : ne pourrait-on expliquer, au moins en partie, le comportement d’Abd el-Krim au moment des premières propositions de paix par l’attention soutenue qu’il portait à l’étude de l’opinion publique française, espagnole et internationale ? N’a-t-il pas été leurré sur la force de l’opposition anticoloniale en France notamment ? Le 28 juin 1925, il déclare par exemple : « Je sais que tous les Français n’approuvent pas les visées de conquête du Rif, les désirs du parti colonial. (Vous remarquerez au passage cette expression de “ parti colonial ”, qui ne fait pas partie du vocabulaire communiste. Je ne veux pas la revendiquer pour le parti socialiste, mais je fais remarquer cette nuance au passage.] Je sais que les partisans des idées avancées en France demandent la paix, parce que le peuple français ne comprend pas qu’un père donne son fils pour le faire tuer dans une aventure coloniale ; le gouvernement français déclare bien qu’il n’a aucune idée impérialiste et militariste, mais il laisse agir le parti colonial selon son programme. » Et, dans sa proclamation du 15 août 1925, aux futurs moudjahidines d’Algérie et de Tunisie, Abd el-Krim aurait écrit : « L’opinion publique dans ces pays [la France et l’Espagne] est opposée au gouvernement pour la guerre qu’ils ont entreprise. Parmi les troupes amenées pour nous combattre et composées de fils d’ouvriers et de paysans, nombreux sont ceux qui désertent. Ils menacent de renverser leur gouvernement et de faire la révolution s’il ne se décide pas à cesser les hostilités et à conclure la paix. »

Eh bien, ce que nous savons, nous, de l’opinion publique française montre qu’Abd el-Krim a été trompé. L’opinion publique française n’était pas prête à faire la révolution pour faire cesser la guerre du Rif. Vous avez vu, tout à l’heure, sur l’écran, des citations du journal *La Liberté*. Eh bien, *La Liberté* montrait par une série d’interviews que les Français parlaient de tout, sauf de la guerre du Rif. Et *L’Etincelle* du 4 septembre 1925, répondant à tel article de *La Liberté* dû à Pierre Taittinger, écrivait : « Hélas, oui, nous constatons autour de nous une indifférence écœurante pour ce qui se passe au Maroc, et

cependant, on s’y bat, on s’y tue, tout comme pendant la guerre du Droit et de la Civilisation. Mais voilà, cela ne nous touche plus directement. La guerre au Maroc, la guerre en Syrie, c’est loin tout ça. »

Jean GAUTIER. — J’ai été devancé : la question que je voulais poser concernait justement l’action éventuelle des socialistes français au Maroc. Mais je poserai une question annexe : y avait-il au Maroc, à cette époque, des communistes organisés, et quelle a été leur action ?

Jacques CRÉMADEILLS. — Pour le Maroc à cette époque-là, je n’ai trouvé qu’une seule cellule communiste, à Casablanca, démantelée en 1925. C’est à peu près tout. Il est remarquable qu’au Maroc, dans les rapports de la division des Affaires politiques ou des Affaires indigènes, le parti communiste apparaît comme dangereux en France, mais pas au Maroc. L’action dans l’armée est d’ailleurs très limitée : j’ai trouvé quelques exemplaires de *La Caserne*, éditée en arabe, dans trois régiments seulement, et ça ne s’est produit que deux fois. Les expulsions pour propagande communiste sont peu nombreuses : deux à Rabat, deux à Port-Lyautey, et une quinzaine à Casablanca, ce qui est d’ailleurs lié au démantèlement de la cellule communiste de Casablanca, qui, je le précise, était davantage de tendance anarchiste espagnole que communiste française.

Je voudrais poser maintenant une question à Monsieur Ageron : dans quelle mesure la tradition sentimentale, je dis bien tradition sentimentale, plutôt que doctrine cohérente ou organisée, pacifiste et internationaliste de la S.F.I.O., ne la préparait-elle pas assez mal à comprendre un mouvement d’indépendance nationale, et encore moins sa portée révolutionnaire ?

Charles-Robert AGERON. — Je crois que vous avez répondu à la question que vous posez. Il est évident que la tradition pacifiste et internationaliste s’affirme surtout à cette époque. Elle n’était pas aussi nette auparavant. C’est précisément une fidélité trop étroite à l’enseignement de Jaurès, à l’enseignement du Jaurès des dernières années, qui a conduit la S.F.I.O. dans ce qui n’est pas une impasse, mais enfin dans une voie qui la préparait mal à comprendre les revendications nationales, et particulièrement les actions revendicatives armées. Une revendication nationale pacifique, on l’accepte ; une revendication faite par les armes, qui aboutit à des morts, eh bien, celle-là, on la refuse au nom du pacifisme presque inconditionnel qui prédomine dans la S.F.I.O. au cours de ces années-là, antérieures à la montée du

fascisme. Ce pacifisme amène effectivement la S.F.I.O. aux positions que j'ai dites et que vous connaissez.

Georges OVED. [327] — Je voudrais évoquer en quelques mots la position de la ligue des droits de l'homme vis-à-vis de la guerre du Rif. On sait que son comité central s'est prononcé catégoriquement pour le Cartel, malgré les sentiments mitigés de certaines fédérations et de certaines sections… Beaucoup moins connue est l'enquête effectuée par la ligue du Maroc. Un questionnaire a été adressé à la fédération et aux sections du Maroc portant sur cinq points :

— Origines de la guerre et responsabilités du conflit.
— Pourquoi Abd el-Krim nous a-t-il attaqués ?
— Les communiqués officiels sont-ils exacts ? Sont-ils explicites ?
— Quelle paix peut-on conclure avec Abd el-Krim ?
— Quel jugement peut-on porter sur le commandement ?

La Fédération des droits de l'homme du Maroc, présidée par Antoine de Peretti répond en prenant position très violemment contre Abd el-Krim et en critiquant Lyautey, qui n'a pas su combattre les Rifains.

On doit signaler les positions très différentes prises par certaines sections :

— Celle de Tanger, dès décembre 1924, avant même que soit lancée l'enquête du comité central, prend l'initiative d'établir un rapport qu'elle fait tenir directement à Edouard Herriot et à un certain nombre de parlementaires, et dans lequel on lit : « Les Rifains sont de purs Berbères, et de tout temps l'idée d'indépendance a dominé chez eux. […] Et si les Rifains ne veulent pas être gouvernés par un sultan qui est un jouet entre les mains d'une nation européenne, il ne nous appartient pas, à nous, de leur en faire grief. […] Le Rif, pays indépendant, ne doit pas être conquis par les armes ; il doit être organisé avec le libre consentement de ses habitants… »

— Celle de Taourirt, en juillet 1925, demande qu'on propose à Abd el-Krim « une paix honorable, même si elle ne satisfait pas nos chauvins de France qui crieront une fois de plus à la trahison ».

AÏT-ALI. — Si un homme surgit dans un temps où, pour le Maroc, c'est pratiquement le vide et qu'il prend la relève pour engager une guerre populaire, que ni la France ni l'Espagne n'avaient connue auparavant, je crois qu'il faut glorifier cet acte-là, d'autant plus qu'on sait que c'est un acte

marocain. On doit le glorifier coûte que coûte.

D'autre part, il a été dit qu'Abd el-Krim est un fils de notable, donc d'une famille bourgeoise qui ne s'intéressait pas obligatoirement à la condition populaire. Il est vrai qu'Abd el-Krim et sa famille descendaient de cadis. Mais, être notable, être d'une certaine culture, parce que descendre d'une certaine famille, cela ne veut pas dire qu'on ne peut pas avoir des positions à l'égard de son propre peuple. Et il faut ajouter que, bien qu'Abd el-Krim fût cadi, ainsi que son père, il a été formé en Espagne, il y a été formé non seulement sur le plan militaire, mais sur beaucoup d'autres plans, ne serait-ce que sur le plan culturel. Enfin s'il a mené, lui, pendant six ans, la guerre contre l'Espagne, et contre la France, c'est grâce également à des contacts qu'il avait en particulier avec des Allemands. Vous avez passé sous silence cette participation allemande : je voudrais qu'on la mette en exergue, car, pour nous, elle est importante, c'est l'Allemagne ainsi que ses techniciens, ses militaires et quelques ingénieurs qui sont venus donner un coup de main à la condition populaire et à la guerre rifaine ; il faut quand même dire cette vérité, qui est première.

René GALLISSOT. — Je me permets de vous interrompre : on s'engage là dans un autre colloque. Je ferai simplement remarquer que les interventions allemandes ont été le grand thème de la propagande coloniale pour déconsidérer Abd el-Krim et soutenir l'offensive française. Certes, des déserteurs allemands ont participé, comme d'autres déserteurs du reste, à l'entreprise d'Abd el-Krim, des agents de l'Allemagne en outre ; on l'a évoqué hier. Qu'il y ait eu des soutiens allemands, c'est effectivement un sujet d'étude. Toutefois, je ne pense pas que là soit le fond du problème.

Un autre aspect a certes été négligé dans ce colloque : celui de la formation personnelle d'Abd el-Krim, et à nouveau, sur ce point, j'exprime le regret que nous n'ayons pas eu la contribution de Germain Ayache.

Un simple mot enfin sur la célébration d'Abd el-Krim : ce colloque, me semble-t-il, a par lui-même suffisamment de sens — et même de sens politique — à l'égard du Maroc tout entier, à l'égard du régime marocain, pour qu'il ne soit pas nécessaire d'ajouter, en quelque sorte, des glorifications par des interventions extérieures à son objet.

Jean Meyer

Les conséquences politiques de la guerre du Rif en Espagne

Je serai bref, comme on me l'a demandé, d'une part parce que je ne suis spécialiste, ni du Maroc, ni de l'Espagne — je suis historien de l'Amérique latine — et aussi parce que j'ai été appelé à remplacer le conférencier prévu. J'en suis venu à connaître le Rif par intérêt personnel, et par des recherches sur le rôle des armées en Amérique latine : il est toujours très utile pour qui travaille sur l'Amérique hispanique d'établir des comparaisons avec l'Espagne. C'est ainsi que j'ai été conduit à connaître un peu l'histoire de l'armée espagnole. Je dis : un peu, car je n'ai pas travaillé sur archives.

On aurait pu se demander, à propos d'Abd el-Krim, qui est le personnage au cœur de ce colloque et le médium de son peuple, s'il était intéressant, étant donné l'abondance de ce qu'il y a à dire, de sortir du Maroc. J'ai trouvé une jusfification dans l'exposé que nous entendrons demain, de Magali Morsy, qui écrit, à propos d'Abd el-Krim et de la guerre qu'il a su mener que, bien souvent, Abd el-Krim a exploité les faiblesses de l'adversaire, et que sa force principale est venue de cette connaissance de l'adversaire, de cette manière qu'il avait d'exploiter sa faiblesse. Magali Morsy en arrive à dire que souvent l'histoire du Rif nous entraîne très vite et très loin du Maroc, jusqu'au cœur de la politique européenne.

Un livre tel que celui de David Woolman, *Les Rebelles du Rif,* qui a pour sous-titre : *Abd el-Krim et la rébellion du Rif,* aurait pu, plus justement encore, s'intituler « Abd el-Krim et la politique espagnole ».

Cela conduit à poser un problème plus important : celui de l'interaction, qui est la règle en histoire, tout pariculièrement dans les relations entre les puissances impérialistes et les pays qui, à un moment ou à un autre de leur histoire, sont colonisés.

Ce n'est pas ici l'occasion d'évoquer la naissance de ce personnage socio-

professionnel et politique qui s'appelle « le colonel » dans la vie politique française, ni, non plus, de parler du rôle qu'a joué la guerre d'Algérie dans la vie politique française, avant et après le 13 mai 1958. C'est pour vous donner la mesure de l'importance que peut avoir une guerre coloniale pour la nation impérialiste. Cette importance est, en France, très contemporaine. Pour l'Espagne, trente ans auparavant, cela était vital. Vital — et le livre de Stanley Payne sur l'histoire de l'armée espagnole et son rôle dans la vie politique de l'Espagne, ce livre qui est, jusqu'à nouvel ordre, un ouvrage fondamental, consacre un chapitre sur deux au Maroc espagnol.

Pour commencer cet exposé, une très belle citation d'un journal monarchiste, la *Correspondencia de España* : en 1909, elle dénonce l'engrenage qui se met en place et qui va entraîner l'extension du domaine colonial espagnol au Maroc. Dans cet article, il est dit que le pays est contre la guerre, qu'il y va sans savoir pourquoi :

« Il est mille fois plus dangereux d'aller au Maroc que de ne pas y aller. Je dis qu'aller au Maroc, c'est la révolution, et en disant cela, je suis fidèle serviteur de la patrie et du roi, bien davantage que si j'essayais de faire croire qu'il faut aller au Maroc parce que cela convient à la nation et à la monarchie. » (12 juillet 1909.)

Il faut voir que l'Espagne est, à cette date, un vieux pays européen, qui souffre de son sous-développement économique et qui vit dans la dépendance de l'Europe du Nord-Ouest, déjà industrialisée. Ce pays, qui vient de perdre désastreusement à la fin du XIX^e siècle, les derniers lambeaux de son Empire : Cuba et les îles espagnoles des Antilles, d'une part ; les Philippines, d'autre part, en Extrême-Orient

— ce pays est considéré à l'époque comme l'homme malade de l'Occident. Le jugement est formulé par l'Angleterre : après ce désastre militaire, l'armée espagnole est dans l'impossibilité de défendre ce qui reste de l'Empire. Or, vingt-cinq ans après, à propos du Maroc, l'Espagne se retrouve dans la même situation. A partir de l'entreprise coloniale marocaine et des désastres militaires de la guerre du Rif, on va assister à l'apparition d'une nouvelle armée espagnole, tout à fait différente de l'ancienne, et au bouleversement des données de la politique espagnole.

Il est intéressant de signaler, pour commencer, que, aussi bien pour la guerre de la fin du XIX^e siècle, à propos de Cuba et des Philippines, qu'à propos du Maroc, il s'agit de guerres impopulaires, auxquelles la majorité du peuple est, sinon hostile, du moins indifférente, et que, dans les deux cas,

l'armée se caractérise par son inefficacité et son irresponsabilité. Si bien qu'une poignée d'officiers en vient à conclure qu'il est inutile d'espérer la régénération nationale, à moins de faire une révolution, à moins de s'emparer du pouvoir.

J'ai évoqué tout à l'heure le militarisme espagnol, et je dois faire une rectification à ce propos. Si l'armée espagnole est intervenue constamment au cours du XIX^{e} siècle, il ne faut pas, par un anachronisme, projeter dans le passé ce que nous connaissons ou ce que nous croyons connaître du XX^{e} siècle.

Au XIX^{e} siècle, très souvent, dans la majorité des cas, les interventions militaires se sont faites dans un sens progressiste, libéral. Dans une Espagne chaotique, qui vit une histoire très pénible, très difficile, dans une Espagne brisée par l'armée napoléonienne, la plus formidable machine de guerre mise sur pied jusque-là, l'armée espagnole, le corps des officiers, représente une des rares forces organisées ; elle intervient souvent, en tant qu'arbitre, dans un sens nationaliste et progressiste.

L'Espagne est entraînée, au début du XX^{e} siècle, au Maroc — à partir de 1908-1909. Depuis très longtemps, des enclaves espagnoles existaient, vieil héritage historique ; l'armée a été détournée de la politique nationale pendant quelques années par les combats au Maroc en 1908-1909. Je ne rappellerai pas cette histoire : une date, simplement : en 1912, un accord entre la France et l'Espagne, qui laisse à celle-ci 5 % du territoire marocain. Il semble bien que, si l'Espagne a mis le doigt à ce moment-là, dans l'engrenage marocain, c'est surtout à cause de l'impérialisme français ; par imitation et pour ne pas se laisser totalement évincer par les Français, certains groupes de pression ont obtenu cette installation de l'Espagne au Maroc.

Lors de l'embarquement des troupes en 1909, il y a eu une explosion de violence, à Barcelone en particulier : c'est la fameuse semaine tragique, qui dépasse de beaucoup le cadre du Maroc. Mais le prétexte, l'étincelle qui a mis le feu aux poudres, c'est l'embarquement de troupes. Jusqu'à la guerre du Rif, il y a en Espagne une lutte complexe entre des groupes de pression militaires, les révolutionnaires ouvriers, des groupes d'industriels et, enfin, des groupes politiques.

Tous ces groupes sont divisés intérieurement, si bien que l'Espagne semble s'installer dans l'anarchie, jusqu'au jour où le dilemme posé par le problème du Maroc, *le problème MILITAIRE de la guerre du Rif,* précipite la ruine du système constitutionnel.

Cette guerre du Rif, il n’est pas question ici de la raconter. A cause d’une série de désastres en 1921, le gouvernement tombe, il y a un bref sursaut patriotique, qui rapidement disparaît et, par contre, une exacerbation des divisions entre les militaires. Le clan des Africains, qui se trouve être lié avec le roi, s’oppose à d’autres clans militaires. Les Africains sont, en majorité, de vieux officiers corrompus de l’ancienne armée, de l’ancien système politique espagnol, mais des noms déjà apparaissent qui vont peser lourd dans l’histoire de l’Espagne : les généraux Millán Astray Sanjurjo, et un jeune officier arrivé au Maroc en 1910, à 19 ans, pour y faire toute sa carrière — une des carrières les plus fulgurantes de l’armée espagnole de l’époque : il s’agit de Francisco Franco ; il devient chef des troupes de choc d’une légion en partie étrangère, le *tercio.*

Au cours de ces années de guerre rifaine, années désastreuses pour l’armée espagnole, le *tercio* devient un corps d’élite, prend de l’importance, et son chef, Franco, commence à devenir un personnage politique. En effet, face aux partisans de l’abandon, qui sont de plus en plus nombreux avec l’accumulation des désastres, quelques officiers songent pour la première fois à intervenir et à s’emparer du pouvoir.

Il faut signaler que la guerre du Rif, pour l’Espagne, n’a pas été une plaisanterie : entre 1920 et 1923, 12 000 Espagnols sont morts au Maroc, sur les champs de bataille, mais aussi à cause des désastres conjugués de l’intendance et du service de santé, si bien que cette guerre a été de plus en plus impopulaire.

Finalement, à cause du mécontentement de l’armée, on a abouti, à la fin de 1923, à une grave crise constitutionnelle, à un coup d’Etat militaire, à la dictature de Primo de Rivera, qui permettait une solution rapide, digne et raisonnable au Maroc. Primo avait cru pouvoir obtenir une solution négociée et offrir à Abd el-Krim un retrait sur la côte des troupes espagnoles, en échange de l’existence de certaines enclaves espagnoles. Or, Abd el-Krim, à cette date, voulait l’indépendance, si bien que Primo n’a pu résoudre le problème. La fameuse retraite stratégique, qu’il a présentée comme une victoire espagnole, s’est soldée en réalité par des pertes très lourdes : la seule retraite de Jaouen, par exemple, a coûté 2 000 morts, et à ce moment-là on assistait, comme après le désastre d’Anoual en 1921, à une mobilisation de toutes les tribus rifaines qui ont couru à l’assaut des Espagnols en retraite.

Tout cela conduit ensuite à la collaboration franco-espagnole et à la fin de la République rifaine. Au-delà de cette date, c’est à long terme que les

affaires du Maroc ont eu le plus d'influence en Espagne, et l'on peut dire de ce point de vue-là que le Rif a pesé plus lourd sur l'histoire de l'Espagne que sur l'histoire marocaine. En effet, si Anoual a entraîné, deux années plus tard, la chute du système constitutionnel, la résurrection de l'armée espagnole, l'apparition des troupes de choc nées au Maroc expliquent, conditionnent, en grande partie, la révolte nationaliste de 1936 et la victoire finale des franquistes sur les républicains.

Sans le Maroc, on comprend mal cette histoire : en effet, c'est à cause du Maroc et de la guerre rifaine que l'armée espagnole commence à exister en tant qu'armée, pour la première fois depuis 1860, et que monte un groupe de jeunes officiers, des colonels, nettement supérieurs à tous leurs prédécesseurs, et à tous les généraux qui sont leurs supérieurs.

Ceux qui vont dominer l'armée dans les décennies à venir — et l'Espagne jusqu'à aujourd'hui, ce sont les « Marocains » : Sanjurjo, Franco (général à 33 ans), Goded, Mola, Muñoz Grandes, Yagüe. On trouve là tous les grand noms de l'Espagne nationaliste et franquiste, un groupe d'hommes ayant fait l'expérience amère de l'humiliation nationale, dotés d'un tempérament belliqueux forgé au combat, et qui ont, en politique, la mystique de combat qu'ils ont à la guerre.

Quelques chiffres : en 1936, le soulèvement nationaliste commence au Maroc. Les rebelles ont pour eux 11 000 hommes de troupe, les 4 000 hommes du *tercio* (la Légion de Franco) et les 17 000 « réguliers » du Maroc, ceux que le peuple appelle plus simplement les *moros.* Vous voyez donc que, dans ces effectifs, les troupes marocaines pèsent lourd, et d'une certaine manière — ce que je rapporte, je le tiens d'amis marocains — ces *moros* de Franco se sont vengés en Espagne, en appuyant cette conquête de l'Espagne par les armées nationalistes, ils se sont vengés de la défaite du Rif et de ce qu'ils avaient subi à ce moment-là.

En conclusion donc, la guerre du Maroc a engendré une armée (une véritable armée, au sens moderne du terme), dans un pays qui n'en avait pas, à cause de la faiblesse de son nationalisme, la faiblesse de sa modernité, la faiblesse de son impérialisme : l'Espagne vivait marginalement par rapport à l'Europe et n'avait pas encore ce qu'on appelle un Etat moderne, réussissant à faire l'amalgame Etat-Nation.

Dans ce vide institutionnel, dans ce vide socio-politique, l'armée, cimentée par la guerre du Rif, a été tentée de jouer un grand rôle politique. C'est une des conséquences qui touche relativement peu les Marocains, mais qui font

que le Maroc, une fois de plus, a joué un grand rôle dans l’histoire d’Espagne.

Maria-Rosa de Madariaga

Le Parti socialiste espagnol et le Parti communiste d’Espagne face à la révolte rifaine

Avant d’examiner quelle a été la politique du P.S.O.E. (Parti socialiste ouvrier espagnol) en rapport avec le problème colonial, il nous faut examiner brièvement les positions de la IIe Internationale sur la question coloniale. Il est évident qu’après le Congrès de Berlin en 1885 et le partage de l’Afrique, cette nouvelle réalité posait aux socialistes des puissances colonisatrices des problèmes devant lesquels il fallait prendre position. Au sein du socialisme, l’opinion selon laquelle le prolétariat des pays colonisateurs pouvait aussi bénéficier et profiter de l’exploitation coloniale, commençait à s’imposer. D’autre part, on pensait que le colonialisme pouvait même apporter aux populations des pays colonisés certains bénéfices de la civilisation. Evidemment, on essayait toujours de sauver le principe moral selon lequel il fallait éviter la cruauté qui accompagne toujours toute conquête coloniale. Les réserves opposées au colonialisme étaient donc d’ordre moral.

En 1896, Bernstein écrivait dans la *Neue Zeit* : « Toute lutte des populations dominées contre leurs maîtres ne constitue pas pourtant toujours une lutte d’émancipation. Des peuples hostiles et incapables de civilisation n’ont aucun droit à notre sympathie. […] Nous condamnons certaines méthodes d’assujettissement des sauvages, mais non le fait qu’on soumette ces sauvages et que l’on fasse valoir face à eux le droit de la civilisation supérieure[328]. » Le socialisme essayait donc d’avoir une politique coloniale, de justifier le colonialisme dans le but d’expliquer toutes les richesses du globe pour le bien de l’humanité.

Au Congrès d’Amsterdam de 1904, le Hollandais Van Kol s’exprimait dans ce sens :

Pourrions-nous abandonner la moitié du globe à l’arbitraire de peuples

encore dans la période de l'enfance, qui laissent en friche les richesses énormes du sous-sol de leur pays, laissent incultivées les parties les plus fertiles de notre planète ? Ou bien, devrons-nous intervenir, dans l'intérêt de l'humanité entière pour que la terre, qui est la propriété du genre humain, fournisse à tous ses habitants les moyens de vivre[329] *?*

Les positions de Van Kol étaient appuyées par Bernstein. On essayait de justifier le colonialisme comme un phénomène nécessaire, comme un stade historique dans le processus évolutif de l'humanité. Nier la réalité du colonialisme, c'était tomber dans l'utopie. Or, il fallait tenir compte des réalités concrètes.

Au sein de la IIe Internationale coexistent différentes tendances. Face aux thèses de Van Kol ou de Bernstein, nous trouvons encore la position de Kaustky, position moralisante et imprégnée d'un humanitarisme socialiste. Kautsky ne met pas en cause le rôle éducateur et bienfaisant des peuples dits d'une civilisation supérieure vis-à-vis des peuples primitifs, mais il s'oppose à la politique de conquête du colonialisme. Pour lui, il faudrait aller aux colonies pour apporter la culture et la civilisation, non pour exercer une domination. Sa position tombe dans un paternalisme bienveillant : « … Là où l'on se montre bienveillant à l'égard des sauvages, ceux-ci acceptent volontiers les instruments et les secours d'une civilisation supérieure[330]. »

La terminologie utilisée est déjà expressive en elle-même : des sauvages face à la civilisation, représentée, bien sûr, par l'Europe. D'ici naît le devoir moral d'élever le niveau moral et matériel de ces populations. La position des socialistes n'est pas tellement éloignée de la politique impérialiste de certains gouvernements, même si les socialistes préconisent d'autres méthodes plus humanitaires. Ils appuieraient en fait ce qu'on connaît sous le nom de « pénétration pacifique », utilisé très fréquemment dans le langage des colonialistes eux-mêmes. N'oublions pas, en effet, que cette expression sera utilisée par le maréchal Lyautey au moment de la conquête du Maroc par la France. Seulement, le maréchal Lyautey, plus conséquent, savait qu'il était nécessaire, avant, de dominer par les armes.

C'est au VIIe Congrès de l'Internationale socialiste, tenu à Stuttgart en 1907, que la question coloniale fut discutée d'une manière plus approfondie et que les positions réformistes et opportunistes se sont montrées d'une manière plus ouverte.

Dans toutes les questions discutées au Congrès de Stuttgart, on a pu voir

clairement deux tendances : la tendance opportuniste, représentée, surtout, par le délégué hollandais Van Kol et les délégués allemands Bernstein et David ; la position révolutionnaire, représentée par les bolcheviks russes et par les membres de la social-démocratie de gauche, particulièrement par Rosa Luxemburg. Le premier point de l'ordre du jour fut : « Le militarisme et les conflits actuels ». Ce point fut l'objet de beaucoup de discussions. La question du militarisme était en effet fondamentale. Les délégations qui adoptaient une attitude de faiblesse en rapport avec le militarisme étaient les mêmes qui défendaient la politique coloniale de leurs gouvernements respectifs. Les liens étroits qui existaient entre la politique agressive et militariste des gouvernements bourgeois et la politique colonialiste étaient de plus en plus évidents. La guerre impérialiste était une guerre pour la conquête de nouvelles terres, de nouveaux marchés. Si le partage colonial était déjà réalisé à cette époque, il y avait encore des régions théoriquement indépendantes, tels le Maroc, la Perse, la Mandchourie, etc., où existait ce qu'on appelait des « zones d'influence », stade préalable à une vraie occupation. A la fin du XIX^e^ siècle, toute une série de puissances : l'Italie, l'Allemagne, le Japon, la Belgique, entrent aussi dans la concurrence coloniale, à côté des anciennes puissances colonisatrices : l'Angleterre, la Hollande, la France et le Portugal… Il s'agissait alors de partager ce qui restait encore ou de lutter pour un nouveau partage des colonies et d'autres pays indépendants du point de vue politique, mais moins développés économiquement, et où l'exportation du capital financier contribuait à augmenter les profits des monopoles des pays plus développés. La question de la guerre impérialiste était donc étroitement liée à la question coloniale.

Au point 6 de l'ordre du jour figurait la question coloniale. Le Congrès adopta une résolution sur ce point, approbation qui fut très dure à obtenir. Lénine nous raconte que « les éléments opportunistes, dirigés par le Hollandais Van Kol, l'ont emporté à la commission du congrès. Le projet de résolution comprenait une phrase disant que le congrès ne condamnait pas, en principe, toute politique coloniale, qui, sous le régime socialiste, peut jouer un rôle civilisateur. […] Au nom de la majorité de la délégation allemande, Bernstein et David ont parlé en faveur de la “ politique coloniale socialiste ”[331]. »

Lénine s'indigne à juste raison contre la possibilité d'une reconnaissance de principe de la politique coloniale de la part des socialistes, ce qui serait « l'alignement pur et simple sur les positions bourgeoises[332] ». Lénine voit,

en effet, toute l’importance de ce vote relatif à la question coloniale. Il voit tout le danger que représente pour le prolétariat européen l’adoption des thèses alignées sur celles de Van Kol, car, étant donné que ce n’est plus le travail des ouvriers européens qui entretient toute la société, mais celui des indigènes des colonies, il se forme dans certains pays la base matérielle et économique pour l’inoculation d’un chauvinisme colonial au prolétariat de certains pays européens[333].

Au VIII^e^ Congrès socialiste, tenu à Copenhague en 1910, il n’y a pas, dans l’ordre du jour, de point en rapport avec la question coloniale, quoique ce sujet fût abordé indirectement au point 5, qui traitait de « la peine de mort »[334]. Le problème colonial ne sera plus abordé dans les congrès qui suivront[335].

A mesure qu’on défendait de plus en plus la politique impérialiste de chaque gouvernement, on laissait de plus en plus de côté la question coloniale, car elle était en fait la pierre de touche de la politique impérialiste.

Après la guerre de 1914-1918, une Conférence socialiste, tenue à Berne en février 1919, essaya de ressusciter la II^e^ Internationale. Mais, dans cette conférence où on lança beaucoup de grands mots humanitaires, les socialistes allemands et ceux de l’Entente se sont prononcés pour le maintien des colonies et se sont donc alignés aux côtés de leurs gouvernements respectifs.

Le parti socialiste espagnol face à la question coloniale au Maroc

Les défaites coloniales de 1898 étaient encore présentes dans les esprits. Il était difficile d’oublier la saignée en hommes et en argent que cette guerre avait coûtée. Les classes populaires ne pouvaient non plus oublier facilement que c’était elles qui avaient dû supporter tout le poids de cette guerre coloniale. Face au mot d’ordre de Sagasta : « Hasta el último hombre y haste la última peseta » (Jusqu’au dernier homme et jusqu’à la dernière peseta)[336], les socialistes espagnols avaient leur propre mot d’ordre : « O todos o ninguno » (Ou tous ou personne). Ce mot d’ordre des socialistes pendant la guerre de Cuba fut maintenu tout au long des campagnes militaires au Maroc. L’opposition face à une nouvelle guerre gagnait de plus en plus les couches les plus larges de la population. C’était surtout les secteurs progressistes, républicains, syndicalistes, socialistes, qui s’opposaient à toute aventure

militaire, à toute guerre de conquête pouvant entraîner des pertes en vies humaines et des gaspillages en argent.

A partir de 1907, l'opposition à la guerre commence à se manifester d'une manière plus évidente. Dans l'été 1907, trois ouvriers espagnols, six Français et deux Italiens, furent assassinés à Casablanca. La France, qui avait envoyé des forces militaires, poussa l'Espagne à envoyer elle aussi des soldats dans l'esprit de la Conférence d'Algésiras qui avait eu lieu l'année précédente. *El Socialista*, organe du parti socialiste, s'est empressé de mettre en garde ; de pousser à lutter contre la guerre, et, dans le cas où il serait impossible d'empêcher celle-ci, le journal exigeait que les riches fissent aussi la guerre, et pas seulement les pauvres : « Empêchons le renouvellement insensé du mot d'ordre néfaste : “ Jusqu'au dernier homme et jusqu'à la dernière peseta ” des absurdes guerres coloniales, et imposons le mot d'ordre : “ Ou tous ou personne ”, qui n'est que l'accomplissement strict de la loi[337]. »

En août 1907, au VII^e^ Congrès de l'Internationale socialiste, Pablo Iglesias, secrétaire général du parti socialiste espagnol, arrive à une entente avec la délégation française pour présenter une résolution commune où l'on condamnait les pratiques de la bourgeoisie qui font couler le sang ouvrier à son profit. D'autre part, on chargeait le prolétariat espagnol et français d'empêcher ou d'entraver toute guerre de conquête. Les délégués anglais reçurent aussi la mission d'influencer l'opinion publique anglaise contre la guerre[338].

Les délégations espagnole et française arrivèrent à un accord pour mener, dans les deux pays en même temps, une campagne d'agitation contre la guerre au Maroc. Les deux délégations se mirent d'accord pour signer un manifeste, et pour commencer les réunions politiques par une réunion qui aurait lieu à Paris, où un socialiste espagnol prendrait la parole, et par une autre à Madrid, avec la présence d'un socialiste français[339]

Le 6 octobre 1907, la campagne commence. Iglesias qui doit prendre la parole au meeting de Paris, est expulsé par le gouvernement de Clemenceau, et le député socialiste Willm, qui doit parler à Madrid au nom des socialistes français, est renvoyé à la frontière par le gouvernement de Maura[340].

La campagne eut lieu, et elle dura environ trois mois. On organisa 80 réunions publiques, avec intervention de plus de 300 organisateurs. Des conclusions furent présentées au gouvernement, réclamant que les troupes ne soient pas envoyées au Maroc et que l'on retire celles qui avaient été

envoyées à Casablanca. On réclamait également le respect de l'indépendance du Maroc.

En janvier 1908, l'occupation de Mar Chica fut l'objet de protestations de la part de socialistes espagnols. Les socialistes attribuèrent cette intervention de l'Espagne aux pressions de la France. Les grandes manifestations du 1er mai 1908 et du 1er mai 1909 mirent, parmi des réclamations fondamentales, la protestation populaire contre la possibilité d'une guerre[341].

Au moment de l'appel pour le service militaire, beaucoup de réunions publiques eurent lieu pour demander le service militaire obligatoire ; plus exactement, pour demander la suppression du service militaire, mais, en attendant d'y parvenir, on demandait l'abolition de la « redención a metálico », c'est-à-dire de l'exemption du service militaire moyennant argent, par laquelle les fils de familles riches pouvaient se libérer du service militaire moyennant une somme de 1 500 pesetas, tandis que les fils de familles pauvres devaient supporter tout le poids des guerres. Ce système de recrutement fut organisé sous le règne de Carlos III (1759-1788), et il resta pratiquement inchangé jusqu'à 1936. On dressait des listes de jeunes dans chaque région et, par un système de tirage au sort, on en choisissait un cinquième chaque année pour faire le service militaire. Le nom des unités des recrues reçoivent le nom de *quintas* (traduit littéralement « cinquièmes »). Ce système de recrutement fut très impopulaire dès le début[342]. Pendant tout le XIXe siècle, les seuls qui pouvaient se libérer du service militaire étaient ceux qui pouvaient verser de l'argent à l'Etat[343]. La loi de recrutement de 1877 modifiait seulement un peu les lois précédentes. Le montant de la somme à verser pour ceux qui voulaient se libérer du service militaire était de 1 500 pesetas, ce qui signifiait un gros sacrifice économique pour beaucoup de familles[344]. Beaucoup de jeunes n'avaient pas d'autre issue que l'émigration pour fuir le service militaire.

Dans la politique du parti socialiste vis-à-vis de la guerre au Maroc, il faut souligner que la question du service militaire était la pièce clé. L'opposition à la guerre avait, surtout, pour origine l'énorme injustice que représentait le fait que les fils des familles aisées pouvaient se libérer du service militaire moyennant argent. Cette politique du parti socialiste touchait un des points les plus sensibles pour les classes populaires. La question du service militaire était un élément mobilisateur d'une puissance extraordinaire. On voit donc comment, devant l'impossibilité d'empêcher la guerre, le mot d'ordre des

socialistes devient : « Ou tous ou personne. »

L'opposition à la conquête coloniale est donc fonction des souffrances que doivent supporter les classes populaires espagnoles, tandis que les allusions au droit des Rifains d'être libres sont plus vagues. On parle du « respect de l'indépendance du Maroc », ce qui concorde avec la formule de la IIe Internationale (Congrès de Stuttgart) sur « l'indépendance des peuples » et « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Mais l'opposition à la guerre, à l'aventure marocaine, tient compte fondamentalement des classes populaires des pays colonisateurs.

Et nous arrivons aux événements de 1909. Rappelons brièvement que Bou Hamara, connu sous le nom de *El Roghi,* qui dominait la région du Nord-Ouest, autour de Taza, arriva à établir des liens avec certains hommes d'affaires espagnols et français. Le gouvernement espagnol ne reconnaissait pas officiellement El Roghi, mais celui-ci, qui s'opposait à l'autorité du sultan, signa en juillet 1907 un contrat avec la Compañia Española de las Minas del Rif, pour l'exploitation des ressources minières qui se trouvaient près de Melilla. La compagnie espagnole avait aussi le droit de construire des chemins de fer. Bien entendu, ces contrats n'étaient pas reconnus par le sultan. D'autre part, El Roghi entra en conflit avec la tribu des Beni Ouriaghel qui réussit à soulever toutes les tribus de la région contre le pouvoir tyrannique du prétendant. Celui-ci fut finalement vaincu par les forces du sultan, avec l'aide notamment des Beni Ouriaghel.

La politique du gouvernement espagnol était un peu ambiguë, car tout en appuyant le sultan, comme autorité légitime, le général Marina, commandant général de Melilla, gardait de bons rapports avec cet opposant au sultan. Les tribus des alentours de Melilla, autrefois sous la domination du Roghi, s'opposaient aux travaux d'exploitation dans les mines près de Melilla. Le 9 juillet 1909, six mineurs furent massacrés par les Rifains, et cela poussa le gouvernement espagnol à envoyer des troupes de la Péninsule.

Le gouvernement de Maura avait toujours été plutôt partisan du *statu quo* au Maroc. Pour Maura, il y avait déjà assez de problèmes à l'intérieur pour ne pas se lancer dans une aventure extérieure. Mais les pressions de l'armée et de certains groupes de financiers le poussèrent à intervenir au Rif. La France menaçait toujours d'intervenir au cas où l'Espagne se montrerait incapable d'assurer l'ordre dans la zone d'influence attribuée à l'Espagne par la Conférence d'Algésiras.

Les officiers qui étaient pour l'intervention militaire et les financiers ayant

des intérêts dans les mines du Rif, comme le chef du parti libéral, le comte de Romannones, poussèrent le gouvernement à intervenir militairement. Les communiqués officiels du gouvernement essayaient de rassurer l'opinion publique en présentant l'intervention au Maroc comme une simple « affaire de police ».

Pour les socialistes il était difficile de s'exprimer par les voies légales. On n'avait d'autre issue que de s'exprimer dans la rue. Le 28 juin, le comité national du P.S.O.E. publia un manifeste où l'on appelait les ouvriers à s'opposer par tous les moyens légaux à l'envoi des troupes. On réclamait d'autre part l'abolition de la « redención a metálico ». A mesure que les combats du Rif devenaient plus graves, la propagande bourgeoise essaya de rallier l'opinion publique à la cause de l'intervention au Maroc, présentant l'affaire comme une question d'« honneur national » ; celui-ci avait été « outragé » par les « Maures », et il fallait le venger. La réaction se servait des mêmes mythes que dans le passé pendant les guerres de 1859-68 et de 1898 contre le Maroc, où il s'agissait aussi de venger « l'honneur offensé ».

Un décret royal publié au *Journal officiel* le 11 juillet appelait les réservistes au service actif. Le gouvernement décida d'envoyer le 3e régiment de chasseurs, dont la plupart des bataillons n'étaient pas en service actif. Mais, même ces bataillons manquaient de beaucoup d'hommes et, pour les compléter, il fallut appeler au service actif des unités de réserve, formées pour la plupart par des hommes de zones urbaines. Les unités de réserve manquaient d'hommes et, pour former un bataillon de chasseurs, il fallut appeler les classes de la deuxième réserve qui correspondait à 1903. Leurs hommes n'avaient pas touché un fusil au cours des quatre dernières années. Dans ces conditions, ces soldats, si mal instruits, et si mal équipés d'ailleurs, étaient envoyés à une mort certaine[345].

Les pressions économiques que devaient supporter les classes populaires, et la propagande socialiste et anarchiste, contribuèrent à soulever les esprits. On n'était pas prêt à mourir pour défendre les intérêts d'une oligarchie corrompue, ni pour satisfaire les ambitions et les désirs de gloire d'une armée voulant récupérer à tout prix son prestige perdu.

La 3e brigade, cantonnée à Barcelone, comprenait aussi des hommes d'Aragon et de Valence. La protestation contre la guerre se répand bientôt dans ces régions. Vers la mi-juillet, l'opposition à la guerre atteint le centre du pays, quand le ministre de la Guerre, Linares, ordonne la mobilisation de la 1re brigade mixte, cantonnée à Madrid[346].

Les réservistes qui devaient servir dans le 3e régiment de chasseurs furent enrôlés à Barcelone, le 11 juillet. Cinq jours plus tard, ils commencèrent à arriver à Melilla. Mais des milliers d'autres réservistes étaient aussi appelés sous les drapeaux. Pour la plupart, c'étaient des hommes mariés, avec des enfants, et les familles ne recevaient aucune pension de la part du gouvernement ; femmes et enfants restaient dans la misère.

La campagne des socialistes commença à Madrid. Le 11 juillet, ils organisèrent un grand meeting contre la guerre, et Iglesias fut impliqué dans un procès. Pendant les jours suivants, diverses actions antimilitaristes auront lieu dans le port d'embarquement, à Barcelone.

Un groupe de réservistes devait quitter Madrid le 20 juillet, mais leur départ fut retardé par de nombreux manifestants, pour la plupart des femmes qui occupèrent la gare en s'asseyant sur les voies ferrées.

Le mercredi 21 juillet eut lieu, à Tarrasa, un meeting d'ouvriers, où l'on adopta la résolution suivante présentée par Fabra Ribás :

Considérant que la guerre est une conséquence fatale du système de production capitaliste,

Considérant également que, sous le système espagnol actuel, seuls les travailleurs vont faire la guerre déclarée par la bourgeoisie, l'assemblée proteste énergiquement.

1° *contre l'action du gouvernement espagnol au Maroc ;*

2° *contre les procédés de certaines dames de l'aristocratie qui outragent les sentiments des réservistes, de leurs femmes et de leurs enfants, en leur offrant des médailles et des scapulaires au lieu de leur procurer les moyens de subsistance dont ils sont privés à cause de l'éloignement du chef de famille ;*

3° *contre l'envoi à la guerre de citoyens utiles à la production et qui sont en général indifférents au triomphe de la Croix sur le Croissant, quand on pourrait former des régiments de curés et de moines qui non seulement sont plus directement intéressés au triomphe de la religion catholique, mais n'ont ni famille ni foyer, et ne rendent aucun service à la nation ;*

4° contre l'attitude des députés républicains qui n'ont pas profité de l'immunité parlementaire pour se mettre à la tête des masses dans leur protestation contre la guerre.

Elle demande que la classe ouvrière concentre toutes ses forces au cas où il serait nécessaire de déclarer une grève générale pour obliger le

gouvernement à respecter le droit des Marocains à garder intacte l'indépendance de leur pays[347].

La position du parti socialiste était cependant assez prudente devant la possibilité d'abandon d'une politique traditionnellement modérée. Mais, à partir de la concentration du 18 juillet, Pablo Iglesias changea d'attitude en faisant comprendre que la cible des *rifles*, des soldats espagnols, ne devrait pas être le Rif, mais le gouvernement : « S'il était nécessaire, dit-il, les travailleurs iront à une grève générale avec toutes ses conséquences[348]. »

Cette menace eut des échos dans des concentrations socialistes à Bilbao et à Barcelone.

Mais c'est à Barcelone que le parti socialiste se montra le plus efficace, Barcelone étant un des ports où l'on embarquait les soldats pour le Maroc. La campagne socialiste était axée sur l'antimilitarisme. Antonio Fabra Ribas, leader socialiste catalan, put organiser toute une série de meetings à Barcelone et dans toute la région en mobilisant la fédération socialiste catalane.

La fédération avait fixé son II^e Congrès au samedi 18 juillet. Le deuxième jour du congrès, le sujet central fut la guerre du Maroc. Les délégués approuvèrent une résolution où l'on présentait la guerre du Maroc comme un produit de la lutte des classes, provoquée par le gouvernement de Maura, qui n'était que « l'ennemi du prolétariat et le représentant des intérêts bourgeois, maintenant plus que jamais[349] ».

Comme à Madrid, les socialistes catalans brandirent cette fois encore la menace d'une grève générale. D'autre part, les socialistes catalans s'efforçaient de calmer les élans des anarchistes qui voulaient se lancer dans l'action immédiate. La situation à Barcelone était plus explosive qu'à Madrid, et, les socialistes ne voulant pas se trouver déborder à leur gauche, Fabra Ribas essayait d'influencer les positions plus modérées de Pablo Iglesias, chef du parti socialiste. La classe ouvrière catalane, beaucoup plus nombreuse que celle de Madrid, avait aussi plus d'expérience et une plus longue tradition de lutte. La population de Barcelone était d'ailleurs plus sensible aux scènes d'embarquement des troupes : les souvenirs de la guerre de Cuba étaient encore présents dans la mémoire des gens. Les bateaux dans lesquels les troupes s'embarquaient étaient, cette fois encore, la propriété du marquis de Comillas[350].

Ce qui mit le feu aux poudres, c’est la distribution des médailles et des cigarettes aux soldats par les dames de la bonne société. Ces dames étaient les mêmes dont les fils pouvaient se libérer du service militaire moyennant 1 500 pesetas. Quelques soldats écœurés jetaient leurs médailles dans l’eau, tandis que la foule commençait à crier : « Jetez vos fusils ! », « Laissez les riches y aller ! », « Tous ou personne ! », « Laissez les curés y aller ! », « A bas Comillas ! »[351].

Le déroulement des événements dans les jours suivants prouva qu’il était possible de canaliser les sentiments des masses pour produire des changements dans la politique du pays. La situation telle qu’elle se présentait pouvait mener les dirigeants ouvriers à envisager même la possibilité d’une révolution.

Nous ne parlerons pas ici de la *Semana Trágica* de Barcelone, car le déroulement de ces événements est hors de notre sujet ; il suffit de dire que ce mouvement révolutionnaire fut, on le sait, détourné de ses buts véritables pour devenir un mouvement anticlérical où les masses déchargèrent leur colère et leur indignation en brûlant des couvents. Cela ne mettait pas en danger les structures sociales et politiques, et la démagogie des radicaux rendit de nouveau un grand service à la classe dirigeante.

L’organisation de la grève générale que les socialistes avaient décidée de déclencher le 2 août, fut dépassée par les événements. La plupart des responsables de l’organisation de la grève générale furent jetés en prison avant de pouvoir agir. De longues années d’une politique modérée de la part du parti socialiste laissaient les masses dépourvues d’une stratégie révolutionnaire. Le désordre et le manque d’organisation régnaient partout. Dans ces conditions, il était facile aux éléments radicaux d’entraîner les classes populaires dans des actions où elles pouvaient défouler leur colère sans pour autant mettre en cause l’ordre social établi.

Nous pouvons noter dans la déclaration présentée par Fabra Ribas le 21 juillet 1909 des aspects révolutionnaires de classe. En premier lieu, on estime que la guerre est une conséquence fatale du système de production capitaliste, constatant en même temps que ce sont seulement les ouvriers qui font la guerre déclarée par la bourgeoisie. D’autre part, on demande à la classe ouvrière d’aller à la grève générale pour obliger le gouvernement « à respecter les droits des Marocains à garder intacte l’indépendance de leur pays ». Ce dernier point nous semble très important : nous trouvons ici exprimé pour la première fois un geste de solidarité du prolétariat du pays

colonisateur face aux populations du pays colonisé. Mais des expressions de ce genre ne furent pas suivies par des actions conséquentes. En fait, il s’agissait de déclarations isolées, non maintenues de manière constante et persistante, leur effet sur les masses populaires fut presque nul. En effet, nous l’avons déjà souligné, la mobilisation socialiste contre la guerre se faisait en fonction de l’injustice du système du service militaire, c’est-à-dire en fonction des souffrances du soldat espagnol.

Il nous semble que les positions du parti socialiste espagnol en relation avec le problème colonial étaient proches de celles de Kautsky au sein de la IIe Internationale et de celles des socialistes français, en particulier de Jaurès. Celui-ci préconisait le rayonnement de l’influence française parmi les tribus marocaines pour que celles-ci, persuadées des bienfaits et du bien-être procurés par la domination française arrivent à se soumettre volontairement. Il s’agit donc d’une conquête par la persuasion ou de ce qu’on appelle « pénétration pacifique »[352].

Les positions du parti socialiste évoluent au cours des années. L’opposition contre la guerre du Maroc fut beaucoup plus violente alors qu’elle ne le fut par la suite. En 1909, Iglesias lui-même, pourtant modéré, appelait les masses ouvrières à une grève générale contre la guerre au Maroc. En 1909, les socialistes espagnols comme les socialistes français étaient contre la guerre, considérée comme une conséquence du capitalisme. La Première Guerre mondiale marqua la rupture entre la IIe Internationale et le groupe dont le chef de file était Lénine, qui formera plus tard la IIIe Internationale. L’Espagne étant neutre dans le conflit européen, le parti socialiste espagnol n’eut pas à prendre position, mais on sait bien que Pablo Iglesias, suivi d’autres membres influents du parti, étaient de cœur avec les Alliés, considérés comme les représentants de la « démocratie » face à l’Allemagne considérée comme représentante de la « réaction »[353]. En cela, les socialistes espagnols partageaient les points de vue des républicains[354], et même s’ils n’ont pas combattu dans la guerre mondiale, leurs sympathies allaient du côté franco-anglais. Le groupe d’Iglesias, en se placant moralement du côté d’un des deux camps, abandonnait ses positions antimilitaristes traditionnelles et admettait le bon droit de certaines puissances bourgeoises. Ce jugement d’ordre moral allait à l’encontre de l’analyse marxiste sur la guerre comme conséquence du système de production capitaliste.

Etant donné que le problème du militarisme, le problème de la guerre, est

étroitement lié au problème colonial, il est évident que les positions du parti socialiste espagnol devinrent aussi moins violentes en relation avec la question coloniale. Les socialistes espagnols n'ont pas arrêté leurs attaques contre le militarisme espagnol : ils ont toujours protesté vivement contre l'intervention des militaires dans les affaires civiles, mais l'opposition au colonialisme était de leur part une opposition à la guerre, à l'envoi des troupes de la Péninsule. A partir de 1909, cette opposition à la guerre a donné lieu à des meetings, à des interpellations au Parlement[355].

Les socialistes espagnols s'opposaient donc à la conquête militaire, à l'envoi des troupes, à la guerre, mais, dans les périodes d'accalmie. la mobilisation des masses s'affaiblissait considérablement.

Après l'expérience de 1909, le gouvernement essaya aussi d'éviter, dans la mesure du possible, l'envoi des troupes de la Péninsule. En juin 1911, on organisa le premier groupe de *Regulares,* corps d'armée formé par des soldats rifains au service de l'Espagne. Le corps de *Regulares,* dont les officiers et sous-officiers étaient des Espagnols, constituait une véritable chair à canon ; grâce à eux, on pouvait épargner les vies des soldats espagnols et faire taire les protestations de ceux qui s'opposaient à l'aventure marocaine.

Les événements de 1909 eurent aussi comme conséquence une réforme dans le système de recrutement. Cette réforme, très limitée, fut l'œuvre du général Luque, ministre de la Guerre dans les années 1911-1912. La nouvelle loi de 1912 n'abolissait pas le système de *redención a metálico,* mais dorénavant toutes les recrues furent soumises à cinq mois de service militaire au minimum. Après ces cinq mois de service, ils pouvaient se libérer moyennant la somme de 2 000 pesetas. D'autre part, ceux qui avaient servi dix mois pouvaient se libérer en payant 1 500 pesetas. Celle loi essayait de pallier l'injustice traditionnelle du système de recrutement en rendant le service militaire obligatoire pour tous, puisque même ceux qui payaient pour s'en libérer devaient rester sous les drapeaux au moins pendant cinq mois. Mais ceux qui pouvaient payer étaient ceux aussi qui avaient des amitiés bien placées pour leur permettre de rester dans la Péninsule pendant leur bref passage dans les casernes.

En outre, le gouvernement essaya d'appliquer ce qu'on appelait la « politique des tribus », c'est-à-dire gouverner avec les notables, les attirant avec de l'argent et des honneurs.

Pendant les années de la guerre mondiale, la France avait été obligée de négliger la pénétration militaire dans sa zone de protectorat, mais après la fin

des hostilités, on assiste à une réanimation militaire dans la zone française. Cela poussa l'Espagne à intervenir elle aussi d'une manière plus active dans le Rif. A partir de 1919, avec la nomination du général Berenguer comme haut-commissaire au Maroc, et la nomination du général Fernandez Silvestre, comme commandant militaire de la place de Melilla, les choses commencent à changer, et on assiste à une réactivation de l'action militaire. C'est à ce moment-là qu'eut lieu la révolte d'Abd el-Krim el-Khattabi contre le colonialisme espagnol. Pour Silvestre, il fallait avancer à tout prix. Mais ces avancées qu'on voulait présenter à l'opinion publique comme de vrais exploits militaires, n'étaient en fait, la plupart du temps, que des progressions qui se réalisaient avec l'aide des chefs de la région, achetés par l'Espagne, et grâce à la passivité des populations qui sombraient dans la misère la plus atroce du fait des mauvaises récoltes et à qui on distribuait des sacs d'orge[356]. Au moment où Abd el-Krim alluma la révolte contre l'Espagne, le seul moyen de poursuivre l'occupation du territoire était l'occupation par les armes. Silvestre savait que le foyer de la révolte était à Alhoceimas, à Ajdir, dans la tribu des Beni Ouriaghel, et il se proposa d'aller au cœur de la révolte pour la mater. La défaite d'Anoual, en juillet 1921, et l'écroulement, qui suivit, de tous les postes occupés par les Espagnols, coûtèrent à l'Espagne des milliers de victimes et d'immenses pertes de matériel.

Quelles furent les positions du parti socialiste face à cette guerre coloniale et face à la révolte rifaine ?

A partir du moment où la pression de l'armée mena à une réactivation de l'action militaire, le parti socialiste entreprit lui aussi une action contre la guerre au Maroc. Déjà avant les événements de juillet-août 1921, les socialistes se livraient à une propagande contre la guerre du Rif. Ainsi, dans la manifestation du 1er mai 1921, qui eut lieu à Madrid, une des revendications fondamentales des socialistes fut l'arrêt de la guerre au Maroc[357]. D'autre part, la commission exécutive du parti socialiste lança un appel à toutes les organisations ouvrières et au prolétariat en général, protestant à cause des millions gaspillés dans « l'Aventure du Maroc, […] qu'on devrait employer pour nos chemins de fer, nos ports, nos routes, notre enseignement, pour une politique d assistance sociale comme celle que les nations européennes développent aujourd'hui[358]… ».

Toujours pour la manifestation du 1er mai 1921, on lança un appel aux travailleurs madrilènes, demandant la fin de la guerre du Maroc. Les

socialistes se dressaient contre les arguments brandis par le gouvernement, selon lesquels l'Espagne remplissait une « mission civilisatrice » au Maroc. Pour les socialistes, étant donné la misère de l'Espagne, l'abandon dans lequel se trouvent les terres, le manque de culture du peuple espagnol, « l'affirmation selon laquelle l'Espagne accomplit une mission civilisatrice », apparaît comme « un sarcasme[359] ». Les socialistes s'attaquent aux chefs qui commandent l'armée en Afrique qui « sont en train d'écrire des pages de gloire dans l'histoire des conquêtes espagnoles… », car c'est « … en pillant des douars, en détruisant des hameaux, en versant des tonnes de dynamite des avions sur les habitations des gens des tribus » que l'Espagne « est en train d'imposer en Afrique la civilisation qui rapporte tellement de profits aux capitalistes de tous bords[360]… ».

De nouveaux, on rappelle au prolétariat le système injuste du service militaire, car, malgré la réforme de 1912, ce sont toujours les fils des ouvriers qui sont envoyés au Maroc, tandis que les *soldados de cuota* (ceux qui payaient une somme d'argent pour se libérer du service militaire après avoir servi seulement pendant quelques mois) n'étaient jamais soumis au tirage au sort[361].

Lors des événements d'Anoual, la presse fut soumise à la censure concernant tout ce qui touchait la guerre. La presse socialiste s'élève contre l'attitude du gouvernement, qui cache à l'opinion publique les graves événements qui se sont produits depuis quelques jours[362]. En effet, le gouvernement avait peur des réactions possibles dans le pays devant l'ampleur de la catastrophe, « la page la plus honteuse jamais écrite jusqu'à présent dans l'histoire coloniale des peuples modernes[363] ». Mais, justement, le peuple n'a pas réagi avec la violence à laquelle on pouvait s'attendre. Les socialistes se plaignaient de cette attitude d'indifférence et de résignation de la part des classes populaires. On se rappelle avec nostalgie les violentes campagnes de 1909 : « … A cette époque-là, les nouvelles d'Afrique servirent de stimulant pour des campagnes publiques dont on se servait pour faire une propagande d'idées. Maintenant, c'est comme si rien ne s'était passé. Bref, l'affaire est close. Quelques récompenses aux familles des victimes […] étoufferont leurs plaintes, en attendant une nouvelle surprise qui ne tardera pas à venir[364]… »

C'est seulement à partir de 1922 que la presse socialiste commence à se féliciter d'un changement d'attitude dans l'opinion publique : « Depuis

quelque temps, il semble que la conscience nationale **se** réveille de sa léthargie. […] Il est évident que nous avons beaucoup progressé depuis l'été funeste de 1921, date à laquelle les Maures mirent en déroute une monarchie que nous autres Espagnols n'avons pas encore été capables de battre. […] Aujourd'hui, après la propagande efficace menée par tous les hommes véritablement libéraux, […] le peuple espagnol est arrivé à sentir dans ses entrailles l'éternel coup de fouet de l'agitation spirituelle, stade précurseur de grands cataclysmes révolutionnaires. […] On entend partout un sourd murmure de haine, les cris fracassants des gens qui demandent justice[365]. »

Pendant l'année 1923, on reparle encore une fois de l'occupation de Alhoceimas. Le gouvernement, pressé par les militaires, spécialement par Martinez Anido, examine la possibilité d'occuper cette région du Rif, et la presse socialiste s'élève vigoureusement contre ces plans militaires, car « l'occupation de nouveaux territoires entraînera l'existence d'une troupe plus nombreuse, de nouvelles dépenses, un plus grand nombre de victimes ; la haine des Maures vis-à-vis des nôtres contribuera seulement à augmenter *el paqueo*[366], et l'astuce de leurs chefs et de leurs petits chefs nous mènera à contribuer à verser là-bas des sacs et des sacs d'argent… »[367].

En lisant la presse socialiste de cette époque, on constate que les arguments des socialistes contre cette guerre se répètent plus ou moins dans les différents articles consacrés à ce problème. Ainsi nous avons vu que les critiques portent sur le caractère immoral et injuste de cette guerre : gaspillages en argent, des milliers de victimes, ce qui conduit les socialistes à dire que le Maroc est « le tombeau de l'Espagne[368] », mais on ne trouve pas d'indication sur la position des socialistes vis-à-vis d'Abd el-Krim. Pour les socialistes, cette guerre doit finir, « par humanité, par dignité et par honnêteté[369] ». La manière de s'exprimer des socialistes en parlant des Rifains illustre un peu la manière qu'ils avaient de considérer le Rifain. Nous trouvons très souvent les expressions : « nature belliqueuse », « caractère astucieux », se rapportant aux Rifains : les expressions mêmes qu'on peut trouver dans la presse bourgeoise. Les socialistes soutiennent toujours le principe du « droit à l'indépendance du Maroc », mais on sent que ce principe n'était qu'une affirmation purement routinière : de fait, on ne trouve à aucun moment de déclaration nette sur le caractère juste de la lutte menée au Rif par Abd el-Krim el-Khattabi. Les socialistes ne voulaient pas être accusés d'antipatriotisme. Leurs attaques contre la guerre au Rif étaient faites au nom

du patriotisme, du bonheur du peuple espagnol. Se placer du côté d'Abd el-Krim, montrer des sympathies pour la cause rifaine aurait mené les classes dirigeantes à accuser les socialistes de « trahison » de l'Espagne. Mais cette attitude modérée correspondait davantage à une certaine vision du problème qu'à la peur d'être accusés de trahison par le pouvoir. En effet, pour eux, les Rifains ont aussi le droit à l'indépendance, « même s'ils ne raisonnent pas », comme avait dit une fois Pablo Iglesias dans un discours à Valence, lors de la campagne contre la guerre au Maroc en 1909[370]. Mais la propagande socialiste ne tient pas à dépasser certaines limites : on tient à mener une action positive, mais sans « extravagances[371] ». En ce sens, il est intéressant d'examiner la position des socialistes lors des événements de Malaga, au mois d'août 1923, où des soldats se soulevèrent, à l'occasion de l'embarquement des troupes en direction de Melilla. Les socialistes essaient de montrer le soulèvement comme quelque chose de spontané et l'on demande au gouvernement d'être indulgent envers « ces jeunes inconscients qui, dans un moment d'indignation et sans savoir la responsabilité de leur action, se sont laissé prendre dans le filet du Code de justice militaire[372]… ». On avait dit que, derrière la sédition de Malaga, il y avait la propagande communiste, mais les socialistes tiennent à affirmer que ce soulèvement ne fut que le produit d'un état d'esprit de l'opinion contraire à la guerre du Maroc[373]. En présentant la sédition de Malaga comme l'action désorganisée d'un groupe de « jeunes inconscients », les socialistes cherchaient à obtenir une certaine indulgence à l'égard des soldats soulevés, mais ils cherchaient aussi à assurer les gens que le mouvement n'était pas le résultat de la propagande socialiste, qui ne voulait pas lancer les soldats dans des actions « extravagantes[374] ».

Il me semble qu'alors au sein du parti socialiste, il y a surtout deux tendances concernant le problème marocain. Le groupe Iglesias et les vieux dirigeants ouvriers du parti maintiennent une ligne assez cohérente en rapport avec leur propre vision du problème : ils sont contre la guerre, contre la conquête militaire, et pour l'abandon du protectorat. Si l'action des socialistes est devenue plus modérée au cours des années, ils maintiennent toujours les mêmes principes, exprimés dans la presse, dans des discours, des conférences, des meetings. Mais nous pouvons constater qu'au sein du parti coexiste encore une autre tendance : celle représentée notamment par Prieto. Les positions de celui-ci sont proches de celles soutenues par les

républicains. Dans des déclarations faites par Prieto à un journaliste *d'El Pueblo Vasco*, il soutient : « Il est évident que les difficultés de notre action au Maroc deviendront chaque jour plus grandes. Il y a une erreur depuis le début : on n'a pas compris la mission que nous avait assignée les traités, seule compatible avec les possibilités et la bienséance nationales, c'est-à-dire l'établissement d'un protectorat. Nous autres, ou plutôt les éléments qui nous gouvernent, nous avons changé le protectorat par la conquête. On a voulu dominer uniquement par la force des armes[375]… » Il accuse l'armée d'être à l'origine de cette erreur, car l'armée « faute de souplesse, du fait de caractéristiques d'une fierté peut-être raciale, n'a pas su s'adapter à cette action si subtile et si complexe telle que celle-ci, toute récente, à laquelle on attribue le qualificatif de protectorat. Il est trop tard pour rectifier[376]… ».

Nous allons parler encore de la position de Prieto par rapport au problème marocain, en faisant allusion au fameux discours qu'il prononça au Parlement les 21 et 22 novembre 1922, au moment où l'on examina l'enquête faite par le général Picasso sur les événements des mois de juillet et août 1921. Prieto, qui faisait partie de la commission désignée par le Parlement pour s'occuper de l'enquête, parla au nom de la minorité socialiste du congrès.

Le discours de Prieto au Parlement est plutôt une diatribe contre l'armée, contre l'incapacité, la lâcheté, la corruption des officiers responsables d'une telle catastrophe. Il s'attaque particulièrement aux hauts chefs au Maroc, comme le haut-commissaire Berenguer et le général Silvestre, responsables directs de la défaite. Il accuse aussi le gouvernement de négligence, de faiblesse — d'être en fait sous la coupe des militaires. Les accusations vont jusqu'au roi lui-même[377].

Prieto critique la fameuse *ley de jurisdicciones*[378], qui accorde à l'armée des pouvoirs énormes, et les défaillances du Parlement, incapable de demander des comptes sur l'investissement de l'or versé pour l'aventure militaire au Maroc, ce qui est « incompatible avec notre esprit national, incompatible avec notre modeste énonomie, et contraire à la mission qui nous a été assignée dans ces territoires par les traités[379] ». Cela revient, non seulement à l'acceptation ouverte de ces traités, mais encore à s'aligner décidément sur leur esprit.

Dans le discours de Prieto, on attaque le gaspillage d'argent, la mauvaise politique coloniale qui fait des victimes parmi la population ; Prieto ne critique pas l'armée en tant qu'instrument d'une classe pour opprimer le

peuple, mais en tant que corps incapable de « remplir sa seule mission : faire la guerre[380] ».

Il n'y a pas un seul mot dans tout le discours où l'on mette en cause la présence de l'Espagne au Maroc ; on condamne seulement la manière dont on y est allé. Prieto cherche surtout des « responsabilités », il demande que ceux qui furent les responsables de la défaite soient sévèrement punis. Puisqu'il s'attaque surtout aux militaires, il demande la fermeture immédiate de toutes les académies militaires, la dissolution du corps d'intendance, considéré comme l'arme où il y avait le plus de corruption, le plus d'abus, le plus de vols, de détournements de fonds. Il demande également l'abolition de la *ley de jurisdicciones.* Pour lui, « l'instruction des officiers, telle qu'elle se fait en Espagne, a montré son échec à Anoual, Dar-Drious, Mont-Arrouit, Zelouan, Nador, Melilla ; c'est l'évidence même de l'échec d'une instruction incapable de préparer les corps d'officiers aux vertus et aux devoirs du commandement[381] ».

Il ne met pas en cause l'institution même de l'armée, mais la situation où elle se trouve en Espagne. Il préconise donc la réforme de l'armée. Il faut la rendre plus démocratique : « L'officier doit être formé parmi la troupe, sortir de ses rangs, l'action de l'école se limitant à compléter et à perfectionner sa technique », plus morale, plus efficace, plus moderne, comme les autres armées européennes. Prieto ne fait pas une critique de l'armée comme instrument d'une classe. Ses considérations sont plutôt d'ordre moral : cette armée, incapable et corrompue, est un déshonneur pour la nation, pour la patrie. Il rend même hommage aux officiers qui occupèrent leur place dans le combat, à ceux qui n'ont pas fui devant l'ennemi et qui se sont battus courageusement, remplissant leur devoir patriotique[382]. Les positions de Prieto devaient en quelque sorte gêner ou embarrasser certains responsables de la vieille garde socialiste. En effet, commentant le discours de Prieto prononcé le 4 juillet 1923 au Parlement, *El Socialista* déclarait : « … Ce fut un discours plein de sens politique, d'un ton d'une profonde sérénité. […] L'Espagne vit des moments d'une profonde transformation et, parce que notre parti en est parfaitement conscient, il veut canaliser cet état d'opinion qui est fort délicat, en traitant les problèmes politiques actuels avec beaucoup de tact, en essayant d'éviter le vacarme et la vulgarité, dans le désir de faire quelque chose de sérieux et de grande portée, afin de satisfaire des aspirations de justice ressenties par le peuple espagnol[383]. »

Cette présentation du discours de Prieto était une sorte de justification. En

fait, le Parlement n'était pas la rue, et au Parlement il fallait utiliser un ton mesuré, serein, évitant « le vacarme et la vulgarité » propres aux manifestations de rue. On présente donc le discours de Prieto comme une intervention pouvant servir de manière plus efficace les buts recherchés par les socialistes.

Un des socialistes qui s'est le plus préoccupé des affaires marocaines est Julian Besteiro. Déjà dans les années 1911-1912, Besteiro, qui habitait Tolède, où il était agrégé dans un lycée, envoya au journal *El Radical* une série d'articles contre la guerre du Maroc et la politique du régime se rapportant à l'armée[384].

Dans la séance du 24 novembre 1918 du Congrès du Parti socialiste ouvrier espagnol, sur proposition du comité national, Besteiro rédigea une déclaration contre la guerre du Maroc et contre la politique personnelle du roi. Dans cette déclaration, on exprimait le désir qu'à l'occasion du Congrès de la paix, où les pays alliés mettraient en pratique les fameux 14 points de Wilson, président des Etats-Unis, l'Espagne et les pays qui occupaient le Maroc renoncent à la guerre, et établissent un régime de respect et de liberté pour les habitants de ce territoire[385]. Si, jusque-là, les déclarations faites par le parti socialiste sur le droit à l'indépendance du Maroc avaient toujours été vagues et confuses, à partir de ce jour, les déclarations sur le droit à l'indépendance furent faites dans le même esprit que la déclaration en 14 points du président Wilson. Besteiro, au sein du parti socialiste, représentait la tendance accordée à la social-démocratie française et aux travaillistes britanniques. En ce sens, le document rédigé par Besteiro et approuvé à l'unanimité lors de la réunion au Palais-Bourbon de Paris, le 28 juillet 1925, me semble très important. Dans cette réunion étaient représentés les délégués des partis socialistes anglais, français et espagnol. Voici le texte de cette déclaration qui semble particulièrement intéressante :

Les délégués du Parti socialiste ouvrier espagnol, du Parti travailliste britannique et du Parti socialiste unifié, réunis afin d'examiner la situation créée par les événements du Maroc, réclament des gouvernements intéressés une action immédiate pour le rétablissement de la paix.

Ils demandent la publicité des conditions fixées par l'Espagne et par la France ; ils demandent que ces conditions soient l'objet d'une communication la plus directe et la plus rapide possible au chef rifain Abd el-Krim ; ils demandent aussi à celui-ci de donner une réponse claire sur les

possibilités immédiates de discussion et d'accord.

Ils estiment que la meilleure manière de conclure la paix est d'entamer le plus loyalement possible ces négociations, sous le contrôle de l'opinion publique internationale. Quant au fond, ces négociations doivent avoir comme but principal :

1. L'indépendance du Rif reconnue par l'Espagne.

2. Une rectification des frontières, consentie par l'Espagne et par la France, afin de faciliter les accords indispensables, tant du point de vue de l'approvisionnement que de l'organisation économique du Rif. Les délégués socialistes de la France, de l'Espagne et de la Grande-Bretagne demandent l'arrêt immédiat des opérations militaires dès que les négociations de paix seront entamées.

Ils déclarent qu'en cas de différend sur des points particuliers, l'Espagne, la France et le représentant du Rif, Abd el-Krim, doivent accepter de soumettre ce différend à l'arbitrage de la Société des Nations.

Une fois la paix signée, celle-ci sera enregistrée par la Société des Nations, où l'Etat rifain pourra entrer s'il le désire.

Les délégués socialistes déclarent en outre qu'ils considèrent le problème marocain comme faisant partie de ceux où la Société des Nations a le droit d'intervenir.

A partir de maintenant et en attendant que la paix soit signée, la Société des Nations doit veiller à ce que les traités internationaux soient respectés. Ceux-ci garantissent la libre circulation des missions sanitaires dans les territoires en guerre, l'application des règles adoptées contre la contrebande d'armes et contre certaines formes de la guerre qui sont odieuses, tels l'utilisation des gaz toxiques et le traitement inhumain des prisonniers de guerre et des blessés.

Dans l'avenir, la Société des Nations a le devoir de prévoir l'application d'un régime analogue à celui des mandats qu'elle a déjà mis en place.

Aux problèmes mentionnés, il faut ajouter la question de l'internationalisation des détroits, seule susceptible d'harmoniser les intérêts généraux des peuples et de libérer les nations des concurrences de prestige et d'égoïsme économique, qui sont particulièrement dangereuses. L'économie collective mondiale exige, aussi bien en vue d'un régime de production organisé que pour le partage mondial des matières premières, afin de freiner les appétits capitalistes et d'en éliminer les conséquences meurtrières, que la Société des Nations puisse intervenir dans ces problèmes économiques, dont

le manque de solution empêche qu'il y ait dans le monde une paix assurée et stable[386].

Cette déclaration est faite à un moment où les forces d'Abd el-Krim ont un avantage considérable sur la France et l'Espagne. On sait que la lutte rifaine était un puissant élément mobilisateur pour les masses arabes colonisées. Il y avait donc un danger réel de contamination à d'autres régions de l'Afrique du Nord dominées par les Français, ainsi qu'au Moyen-Orient arabe sous la coupe britannique ou française. Dans ces conditions, mieux valait signer une paix avec Abd el-Krim, l'avoir comme ami et comme membre à part entière de la Société des Nations : cela visait à neutraliser le mouvement d'Abd el-Krim, à le faire entrer dans l'ordre des puissances qui contrôlaient la Société des Nations.

Cette dernière n'était en fait qu'une alliance de grandes puissances capitalistes pour la défense de leurs intérêts. Les petits pays comme l'Espagne ne pouvaient qu'être soumis aux décisions des grandes puissances. La présence d'un délégué britannique à la séance du Palais-Bourbon, quand l'Angleterre n'était pas directement impliquée dans l'affaire, prouve à quel point les socialistes espagnols servaient les intérêts colonialistes d'autres puissances : les délégués socialistes britanniques, on le sait, défendaient dans ce cas les intérêts de certains groupes financiers anglais. L'Angleterre craignait le renforcement de la France en Afrique du Nord. C'était grâce à l'Angleterre que l'Espagne possédait sa zone d'influence côtière, l'Angleterre ne voulant pas que de l'autre côté du détroit s'établisse une puissance comme la France. Si l'Espagne n'était pas capable d'écraser la révolte rifaine et de s'imposer dans sa zone de protectorat, la France pourrait bien occuper sa place, ce que l'Angleterre voulait empêcher par tous les moyens. D'où l'intérêt pour elle de porter l'affaire rifaine devant la Société des Nations, d'où cet intérêt d'internationaliser l'affaire.

Il nous semble qu'un des points les plus importants de cette déclaration est celui où l'on dit : « Dans l'avenir, la Société des Nations a le devoir de prévoir l'application d'un régime analogue à celui des mandats qu'elle a déjà mis en place. » On n'ignore pas ce que représente le régime des mandats : un partage colonial des colonies des vaincus entre les puissances victorieuses[387]. Les délégués socialistes, en déclarant que le problème marocain fait partie de ceux où la Société des Nations a le droit d'intervenir et en ajoutant que la Société des Nations a le devoir de prévoir l'application d'un régime analogue à celui des *mandats*, sont déjà en train de décider de l'avenir du Rif, qui sera

désormais sous l'arbitrage des grandes puissances. A souligner que, dans cette déclaration, il n'y a pas un seul mot des socialistes français concernant le protectorat français au Maroc.

Il est vrai qu'Abd el-Krim essayait par tous les moyens de trouver des appuis dans l'opinion internationale et qu'il prévoyait de faire porter la question du Rif devant la Société des Nations. En cela, il suivait les conseils et indications du *Riff Committee*, animé notamment par le capitaine de l'armée britannique Gordon Canning et par Alfred Gardinier, capitaine en retraite de l'armée britannique.

Derrière le *Riff Committee*, il y avait les intérêts de certains financiers britanniques désireux d'obtenir des concessions minières dans le Rif central. Le *Riff Committee*, qui se présentait comme un organisme humanitaire d'aide aux Rifains, essayait de résoudre la question dans le cadre de la Société des Nations et tentait d'influencer Abd el-Krim dans ce sens[388].

Ce qui nous semble étonnant, c'est que les socialistes espagnols aient pu placer la solution du problème au même niveau que le *Riff Committee* quand Abd el-Krim, s'il était prêt à accepter les propositions de porter l'affaire du Rif devant la Société des Nations, n'entendait en fait qu'exploiter les contradictions entre les puissances colonialistes.

Nous avons parlé de Besteiro comme étant un des dirigeants socialistes qui s'est le plus préoccupé des affaires du Maroc. Les 3, 4 et 10 novembre, il intervient au Parlement par des discours sur le problème du Maroc. Si les discours de Prieto montraient d'une manière claire et nette sa propre vision du problème, ceux de Besteiro se caractériseront par une grande ambiguïté. Dans ces interventions, il critique à la fois l'armée et les projets du gouvernement concernant la promotion de chefs militaires, notamment le général Berenguer, responsables de la défaite dans le Rif. Besteiro demande l'abandon du Maroc, car « l'Espagne est inapte à être un peuple colonisateur », elle l'a montré au cours de son histoire[389]. Pour lui, « le Maroc est la ruine et le déshonneur de l'Espagne », et l'action au Maroc est contraire aux intérêts de l'Espagne : « Ce n'est pas l'Espagne qui est allée au Maroc ; c'est la monarchie espagnole, c'est le roi. Pas nous[390]. »

Sans aller jusqu'à faire l'éloge du colonialisme français, contre lequel il se prononce, il affirme que l'action du Protectorat français progresse, tandis que celle de l'Espagne échoue, car l'armée française possède une technique plus avancée, une meilleure stratégie, une meilleure tactique ; l'armée française correspond à celle d'un pays plus développé. De plus, les Français ont

envoyé devant les militaires des savants, des gens connaissant l'arabe dialectal et les dialectes. L'Espagne ne peut pas faire rayonner sa culture comme la France le fait, car elle se trouve en crise du point de vue économique et culturel. Pour Besteiro donc, l'Espagne ne peut pas prétendre coloniser d'autres peuples : elle n'est pas à la hauteur d'autres pays colonisateurs. « Pourquoi allons-nous chercher, dit-il, […] des richesses de fer dans le Rif, si nous avons du fer en Espagne, sous toutes les formes ? N'est-il pas évident qu'ici la plupart de nos richesses sont aux mains des étrangers et que la plupart de notre territoire est inculte[391] ? »

Tout en étant pour l'abandon du Maroc, il n'y a pour lui que deux solutions : l'abandon, ou faire comme la France : « … Ce que la France appelle protectorat est un essai d'action coloniale exercé sous la surveillance de toutes les nations et avec les limitations stipulées par les traités. Et nous n'allons vers rien d'autre ; si nous allons vers quelque chose d'autre, c'est vers un fantôme ; le problème est le suivant : ou l'on exerce une action coloniale, avec toutes les conséquences d'une action militaire, ou l'on abandonne le Maroc. Le dilemme est clair ; il n'y a pas de troisième issue[392]… »

De nouveau, dans ce discours, le mot *responsabilidades* est largement utilisé ; les interventions de Besteiro sont imprégnées de considérations d'ordre moral.

Nous avons vu que la plupart des positions socialistes vont dans ce sens : incapacité de l'armée, actions contraires à la notion de civilisation, gaspillage d'argent, pertes en vies humaines, et *déshonneur*, mot très cher aux socialistes et très révélateur des positions moralisantes prises par le parti dans cette question. D'ailleurs, le parti socialiste espagnol s'est toujours caractérisé par la faiblesse théorique et idéologique de ses dirigeants. En ce qui concerne la guerre du Maroc, nous n'avons pu trouver dans leurs discours ou articles de journal, une seule analyse de classe. Toute la phraséologie utilisée est plutôt dans la ligne de l'idéologie de la démocratie petite-bourgeoise du XIX^e^ siècle. L'utilisation de mots tels que « colonialisme », « capitalisme », « impérialisme » pour s'adresser à ceux qui étaient partisans de l'action au Maroc, a, pour les socialistes, un sens « péjoratif » ; il s'agit d'une qualification d'ordre moral plutôt que de classe.

Au fond, les socialistes regrettaient que l'Espagne ne puisse pas accomplir un rôle « civilisateur » au Maroc. Besteiro lui-même, nous avons pu le voir précédemment, n'était pas en fait opposé à l'« action civilisatrice » d'un pays

sur un autre : seulement il pensait que l'Espagne, dont les richesses étaient exploitées par les capitaux étrangers, n'était pas en condition de « civiliser » d'autres peuples à cause de son retard, de son sous-développement. Cela revenait à accepter comme valable la « mission civilisatrice » d'autres nations européennes plus développées que l'Espagne. Les socialistes auraient bien désiré que l'Espagne remplisse une « mission civilisatrice », non par les armes, mais par le rayonnement culturel : « Le peuple espagnol ne veut pas de guerre au Maroc. Le peuple espagnol ne fait pas dépendre son avenir en Afrique du triomphe problématique des armes, mais du triomphe certain de sa culture, du développement de sa civilisation et de sa richesse[393]. »

L'année 1921, avec la défaite d'Anoual, où des milliers de soldats espagnols trouvèrent la mort, ne réussit pas à déclencher un mouvement de grève générale : les socialistes avaient abandonné l'action des masses pour l'action parlementaire. L'échec de la grève générale de 1917 y était pour quelque chose. Les grandes manifestations, les grands meetings qui eurent lieu à travers le pays après Anoual étaient centrés autour du mot *responsabilidades.* Mais les socialistes menèrent surtout une action légale contre le gouvernement au sein du Parlement, exigeant, par la voix notamment de Prieto et de Besteiro, dont nous avons cité les discours, que les responsables de la défaite soient sévèrement punis. Il y a eu quelques actions plus combatives, mais qui restèrent isolées, telle la grève générale organisée à Santander par l'U.G.T. le 10 septembre 1923, pour protester contre l'envoi des soldats au Maroc.

Mais Anoual fut une occasion manquée pour déclencher en Espagne un vrai mouvement révolutionnaire. Le parti socialiste se montra incapable de canaliser l'agitation des masses dans un vaste mouvement populaire ayant comme but principal l'écroulement du système, de la monarchie, de tout l'ordre politique et social. Il s'est montré incapable de diriger les masses contre le pouvoir, en profitant de l'indignation populaire, de la soif de justice. Les conditions étaient réunies pour le déclenchement d'un véritable mouvement révolutionnaire, mais il ne suffisait pas d'accuser le gouvernement et les militaires d'être les responsables de la défaite : il fallait encore tout un travail d'explication et d'information auprès des masses sur le caractère libérateur de la lutte menée par le peuple rifain. Car ce manque d'information contribua à créer, parmi certains éléments populaires ignorants, souvent analphabètes, un sentiment de haine contre le Rifain : celui-ci était l'ennemi qu'on avait en face, contre lequel on se battait physiquement ;

c’était lui dont les balles tuaient les soldats espagnols, et c’était lui d’ailleurs que la propagande bourgeoise présentait comme l’ennemi héréditaire, *El Moro*, contre lequel on s’était battu pendant huit siècles. *El Moro* éveillait dans les masses populaires des sentiments de méfiance, d’hostilité et de peur.

Jamais le parti socialiste n’a essayé d’éclairer les masses sur cette question, car il n’a jamais pu comprendre la vraie nature de la lutte anticoloniale. Nous pouvons donc dire que les positions des socialistes vis-à-vis de cette question étaient dictées par le pacifisme et l’antimilitarisme, non par une véritable conviction anticolonialiste.

Cependant, comme l’indignation et la colère populaires grondaient de plus en plus, ce furent les militaires, ayant à leur tête le général Primo de Rivera, qui firent le coup d’Etat du 13 septembre 1923. Ce coup d’Etat et l’établissement d’une dictature militaire se proposaient de faire taire la clameur populaire et les voix au Parlement qui exigeaient de désigner les responsables de la défaite d’Anoual. Les responsabilités, on le sait, touchaient non seulement le gouvernement et les plus hautes hiérarchies militaires, mais encore la personne du roi Alphonse XIII, qu’on accusait d’avoir encouragé les élans militaristes du général Silvestre[394].

Les socialistes réagirent devant le coup d’Etat avec la plus grande faiblesse. Ils se limitèrent à quelques déclarations le condamnant, ce qui n’empêcha pas par la suite quelques chefs de file du parti socialiste, tel Largo Caballero, de collaborer avec la dictature de Primo de Rivera.

La République établie en 1931, les socialistes au pouvoir, en alliance avec les républicains, n’ont pas exercé des pressions pour qu’on mette en œuvre ce qu’ils avaient tellement prêché autrefois : l’abandon du Maroc. Malgré les espoirs des nationalistes marocains, le gouvernement de la République espagnole se limite à « prendre note des desiderata formulés » par la mission marocaine qui se rendit à Madrid avec un programme de revendications pourtant bien modéré[395].

Après le déclenchement de la guerre civile espagnole, les représentants de la bourgeoisie nationale marocaine envoyèrent, à l’automne 1936, une délégation à Madrid pour discuter avec le gouvernement républicain du possible octroi de la même autonomie politique et administrative dont jouissait la Catalogne par son statut d’autonomie. Les seules prêtes à accepter les revendications marocaines, furent les forces politiques catalanes[396], qui décidèrent d’envoyer une délégation à Madrid pour faire des démarches visant à satisfaire les demandes des Marocains. Cette délégation rendit visite

à Prieto, ministre de la Marine et des Forces de l'air, qui déclara qu'il voterait contre l'octroi de l'autonomie au Maroc, puisque la République devait, avant tout, remplir « les obligations internationales » de l'Espagne en Afrique du Nord et conserver des relations amicales avec la France et l'Angleterre. La position du chef du gouvernement, Largo Caballero, fut exactement la même[397].

On sait que le refus de la République espagnole de satisfaire les revendications des nationalistes marocains fut lourde de conséquences pour la cause républicaine. Franco sut comment gagner à sa cause les nationalistes marocains de la zone du protectorat espagnol ; grâce à une politique très habile, il arriva à faire croire aux nationalistes marocains qu'en cas de victoire des forces franquistes, le nouveau gouvernemennt accorderait l'indépendance au Maroc. Cela lui permit de recruter pour son armée des milliers de combattants rifains, qui contribuèrent dans une grande mesure au triomphe de l'armée franquiste.

De nouveau, les socialistes espagnols montraient leur manque total de compréhension du problème colonial. Ils ne comprirent jamais que la lutte de libération nationale du peuple marocain était étroitement liée à la lutte révolutionnaire du prolétariat espagnol.

Le Parti communiste d'Espagne face à la guerre du Rif

Avant d'en venir à parler de la position du Parti communiste d'Espagne quant à la guerre coloniale au Maroc, nous dirons quelques mots sur la III^e^ Internationale et la question coloniale. Lorsque nous avons traité de la II^e^ Internationale par rapport à la question coloniale, nous avons déjà souligné le rôle joué par Lénine et aussi par Rosa Luxemburg, représentants de l'aile gauche, dans la lutte menée contre les positions de Van Kol, Bernstein, etc. Il faut dire, cependant, que, même si les positions de Rosa Luxemburg étaient plus proches de celles de Lénine que de n'importe quel autre socialiste européen, Lénine allait plus loin dans ses analyses et ne se limitait pas à une simple dénonciation du colonialisme. Rosa Luxemburg dénonce avec énergie l'impérialisme et son besoin d'exporter des capitaux aux colonies ; d'autre part, elle condamne toutes les brutalités de celui-ci, mais elle sous-estime les capacités révolutionnaires des populations coloniales : pour elle, la révolution libératrice de l'humanité ne peut venir que du prolétariat des pays

européens[398].

Lénine sera le premier à comprendre le rôle révolutionnaire que les peuples d'Orient sont appelés à jouer au sein de la révolution mondiale. S'il était en mesure de comprendre ce problème, c'est qu'il se trouvait dans un pays comme la Russie, où existait un développement très inégal : à côté des régions plus « européanisées » du point de vue du développement industriel, il y en avait d'autres plus retardées, dont le niveau de développement était proche de celui des pays asiatiques. La Russie était, en effet, une mosaïque de cultures et d'ethnies différentes ; c'était un Etat plurinational. Le vaste empire tsariste était à moitié européen, à moitié asiatique. Dans la pensée de Lénine, la question nationale marche toujours étroitement liée à la question coloniale. Grâce à sa compréhension du problème national, il put arriver à saisir le problème colonial sous un angle nouveau. En effet, beaucoup de nationalités opprimées par l'Etat tsariste pouvaient jouer un rôle positif dans la lutte contre l'oppression, liant ainsi les revendications nationales aux renvendications sociales. Dans beaucoup de ces nationalités, en retard en ce qui concerne leur degré de développement capitaliste, la bourgeoisie nationale pouvait constituer un élément de progrès en luttant contre les vieilles castes féodales. Et l'on pouvait assister à une alliance du prolétariat, là où il existait, ou de la paysannerie, avec la bourgeoisie contre la féodalité dans le cadre d'un Etat national ; d'autre part, la bourgeoisie d'une nationalité opprimée pouvait s'allier avec le prolétariat de l'Etat oppresseur.

Lénine, tout en considérant que l'avant-garde de la révolution mondiale est le prolétariat des pays développés, ne sous-estime pas pour autant le rôle révolutionnaire des populations opprimées des colonies, considérant que la révolution mondiale doit être l'œuvre de l'union, dans le cadre d'une stratégie révolutionnaire, des prolétaires des pays colonisateurs et de la lutte de libération des colo[399] nies.

Au II^e^ Congrès de l'Internationale communiste, en juillet 1920, on adopte les *Thèses sur les questions nationale et coloniale*. Pour les hommes de la III^e^ Internationale, celle-ci « ne peut pas se borner à la reconnaissance formelle […] de l'égalité des nations, dont se contentent les démocrates bourgeois qui se disent socialistes. […] Sans cette condition particulièrement importante de la lutte contre l'oppression des pays asservis ou colonisés, la reconnaissance officielle de leur droit à l'autonomie n'est qu'une enseigne mensongère, comme l'a montré la II^e^ Internationale[400]. »

La III^e Internationale se proposait de relier la révolution prolétarienne de l'Europe et la révolution des colonies, afin d'abattre la puissance coloniale de l'Europe, seul moyen d'abattre le capitalisme européen. La III^e Internationale voit donc la nécessité d'organiser la classe ouvrière du monde entier, qui, dans beaucoup de pays, était pénétrée de l'idéologie réformiste de la II^e Internationale, sur des bases nouvelles. Pour les représentants de la II^e Internationale, le monde se limitait à l'Europe. Leurs positions ne furent jamais nettement anticolonialistes, mais plutôt pacifistes. La III^e Internationale voit par contre la nécessité de rallier la lutte du prolétariat des puissances colonisatrices avec la lutte de libération des peuples colonisés.

Examinons maintenant la position de la III^e Internationale à l'égard d'Abd el-Krim et de sa révolution.

On a beaucoup parlé des menées bolcheviques à l'occasion de cette guerre. Très souvent, auteurs colonialistes français et espagnols nous font eux-mêmes voir à quel point le mouvement d'Abd el-Krim était considéré comme « dangereux pour l'Occident[401] ». S'il est bien vrai qu'on exagère les contacts directs d'Abd el-Krim avec la III^e Internationale, et qu'une sorte d'obsession conduit certains auteurs à voir partout la main des communistes[402], il n'est pas moins vrai que la III^e Internationale considéra, à un moment donné, que le mouvement rifain constituait une lutte anticoloniale qu'il fallait appuyer.

L'internationale communiste donne des normes d'action pour les pays les plus arriérés où prédominent les institutions féodales ou patriarco-rurales. Tout d'abord, on considère « la nécessité du concours de tous les partis communistes aux mouvements révolutionnaires d'émancipation dans ces pays, concours qui doit être véritablement actif, et dont la forme doit être déterminée par le parti communiste du pays, s'il en existe un. L'obligation de soutenir ce mouvement incombe naturellement en premier lieu aux travailleurs de la métropole du pays dans la dépendance duquel se trouve le peuple en question[403] ».

Dans le cas du Maroc, où il n'y avait pas de parti communiste[404] Maroc, dont le siège était à Casablanca. Mais c'est seulement en juillet 1943 il incombait donc aux travailleurs de la métropole de soutenir le mouvement. Cet appui devait venir plus particulièrement des partis révolutionnaires de la France et de l'Espagne. En France, le parti communiste, fort bien organisé, a adopté une position de plein appui à la lutte du peuple rifain, surtout à partir

du moment où les forces d'Abd el-Krim entrèrent en contact avec l'armée française. Cet appui se faisait surtout par l'organisation de manifestations, des meetings, des articles dans *L'Humanité*, la diffusion de tracts, l'action parlementaire des députés communistes, particulièrement Doriot et Semard. Il s'agissait d'une mobilisation de l'opinion publique contre cette guerre dont on dénonçait le caractère impérialiste.

En Espagne, le parti communiste, encore faible, n'arrivait que très difficilement à faire entendre sa voix[405].

Nous n'avons pu trouver de journaux communistes espagnols de cette époque, et la plupart des informations que nous avons pu recueillir sur leurs positions vis-à-vis de cette guerre sont dues à des articles parus dans *La Correspondance internationale,* organe du Komintern édité en français, ou à des articles écrits par des communistes espagnols et publiés dans la presse communiste française.

Les communistes espagnols se trouvaient, à l'époque, devant d'énormes difficultés, dues principalement à la faiblesse de leur organisation, qui n'était forte, tout au début, qu'à Bilbao. Les membres du parti socialiste espagnol qui avaient décidé de créer le parti communiste et de briser les liens avec ce qui restait de la IIe Internationale pour entrer dans la IIIe, avaient la tâche immense de constituer le nouveau parti. Il fallait mener une lutte idéologique intense, car beaucoup de nouveaux venus n'avaient pas les idées très claires sur les principaux problèmes qui se posaient aux partis communistes. D'autre part, la répression qui frappait le mouvement ouvrier empêchait celui-ci de concentrer ses efforts ailleurs que dans la lutte contre cette répression même.

Entre 1919 et 1923, une grave crise économique et sociale secoue le pays. La détérioration des conditions de vie des classes laborieuses et le chômage étaient si forts qu'une série de grèves révolutionnaires éclate à travers le pays, et le gouvernement, pour lutter contre l'agitation ouvrière, surtout à Barcelone, instaure un vrai régime de répression. Ces facteurs ont contribué dans une certaine mesure à laisser le problème de la lutte contre la guerre du Rif comme une revendication moins importante.

Peu après Anoual, le Parti communiste d'Espagne lança le mot d'ordre de grève générale. Cette grève ne fut pas totale, mais elle eut quand même un certain succès. Les communistes réussirent à déclencher le mouvement seulement dans la région de Bilbao[406]. Le jour choisi pour la grève était celui ou deux ou trois bateaux quittaient Bilbao à destination du Maroc, avec des troupes de la garnison de Bilbao et d'autres endroits. Dorénavant, les

autorités éviteront d’utiliser le port de Bilbao comme lieu d’embarquement des troupes à destination du Maroc[407].

Dans un article paru le vendredi 26 août 1921 dans *La Vie ouvrière*, intitulé « L’Abandon du Maroc ou la révolution », Juan Pinazo écrivait : « Depuis 1909, l’Espagne vit dans une situation franchement révolutionnaire. D’une part, la criminelle aventure marocaine, d’autre part, l’inquisitoriale oppression des pouvoirs civil et militaire ont créé parmi la classe ouvrière et paysanne et parmi les intellectuels […] un ardent esprit de révolte.

« … L’Espagne qui, au point de vue politico-social, a tant de ressemblance avec la Russie tsariste, passe en ce moment par une des heures les plus critiques de son histoire.

« Le rêve africain de la monarchie espagnole et l’arsenal de gains qu’est le Maroc pour la clique militaire sont en train de s’écrouler.

« La classe possédante est dans une impasse ; la continuation de la guerre africaine, c’est la révolution ; le renoncement, c’est le discrédit comme puissance capitaliste et l’écroulement du rêve impérialiste. Il faut choisir.

« Toute la masse laborieuse est hostile à la campagne africaine, elle comprend très bien que c’est seulement pour satisfaire le rêve d’une caste régnante et pour combler les appétits criminels de l’oligarchie ploutocratique et militaire qu’on envoie le peuple à l’abattoir africain. Elle n’attend qu’une voix qui lui dise : Lève toi ! ”Et elle marchera.

« … En Espagne, l’esprit révolutionnaire existe parmi la masse. Il ne lui manque que le verbe[408]. »

La révolution qu’on annonce comme proche dans cet article sera seulement l’œuvre du prolétariat espagnol, qui s’oppose à la campagne militaire africaine. On ne fait pas allusion à la révolte rifaine comme facteur susceptible de contribuer à la cause de la révolution en Espagne. Au début, l’action des communistes se rapprochait de celle menée par les socialistes, quoique les premiers donnassent à leur action un caractère plus combatif, plus violent, plus agressif. A Saragosse, à Barcelone, à Bilbao et dans d’autres villes, beaucoup de communistes furent arrêtés et condamnés pour avoir distribué des feuilles clandestines contre la guerre au Maroc. D’autre part, la presse communiste était soumise à une rigoureuse censure, et quelquefois saisie pour avoir publié des articles contre la guerre[409]. Les communistes espagnols demandaient aux communistes français de saboter les commandes de munitions passées par le gouvernement espagnol à la France pour la guerre au Maroc[410]. La propagande communiste contre la guerre au

Maroc mettait beaucoup l'accent sur l'agitation antimilitariste parmi les soldats qui refusaient d'aller au Maroc, et des grèves éclatèrent un peu partout contre l'envoi de troupes[411].

Il me semble, en lisant les articles de *La Correspondance internationale,* que la façon de voir le problème rifain subit une évolution : le premier article que j'ai pu trouver ayant trait à la question rifaine, daté du 19 novembre 1921, présente les combattants rifains comme « quelques tribus montagnardes » qui comptent dans leurs rangs « deux capitaines de talent : le vieux pirate Raissuni et le chef insurgé Abd el-Krim[412] ». Le fait de placer au même niveau Raissuni et Abd el-Krim révèle qu'on ignorait profondément le vrai caractère de la lutte d'Abd el-Krim. Il est vrai qu'à l'époque le mouvement de ce dernier n'avait pas encore atteint l'importance internationale qu'il aura par la suite. On ne savait pas très bien à quoi s'en tenir quant à ses aspirations et ses buts. Mais l'opinion générale tendait, au début, à présenter Abd el-Krim comme n'importe quel autre chef local qui s'insurge contre le pouvoir de l'Espagne, tout en recevant l'aide d'une autre puissance coloniale. Ainsi on accuse Abd el-Krim de recevoir de l'armement des Français[413].

Encore en septembre 1923, un article de J. Maurin présente Abd el-Krim comme un serviteur des intérêts français : « … Le chef de l'insurrection marocaine, Abd el-Krim, est un agent de la politique française. Il vise à chasser les Espagnols de la côte d'Afrique et à se placer ensuite sous la suzeraineté française[414]… » Pour Maurin, cette guerre du Rif est en réalité « un conflit entre les impérialismes français et anglais, le soldat espagnol se battant pour les intérêts de l'Empire britannique. […] Gibraltar, ajoutait Maurin, est la clé de la Méditerrannée. Des convoitises françaises inavouées, mais puissantes, se tendent vers Tanger, dont la possession par une grande puissance annulerait peut-être Gibraltar. Mais tant que l'Espagne, puissance insignifiante, reste maîtresse du détroit, l'Angleterre peut se considérer comme bien installée aux portes de la Méditerrannée[415]. » Pour Maurin, l'Espagne est entraînée dans cette guerre par l'Angleterre, par la caste militaire et par la Compagnie minière du Rif[416].

On présente donc Abd el-Krim comme un agent des intérêts impérialistes en Afrique du Nord : « … La presse allemande parlait de la contrebande d'armes entre le Maroc français et les insurgés du Rif espagnol, assurait (*Deutsche Allgemeine Zeitung*) que leur chef Abd el-Krim dispose de fonds

d'origine française[417]… » D'autre part, dans le même article, on fait allusion à certaines déclarations prêtées au général Primo de Rivera, selon lesquelles il souhaiterait échanger avec l'Angleterre le Maroc espagnol contre Gibraltar, et de nouveau on s'élève vivement contre le fait que « le sang des ouvriers et des paysans d'Espagne ne coule au Maroc que pour assurer les bénéfices de la Compagnie minière du Rif et garder à l'impérialisme anglais la porte occidentale de la Méditerrannée[418] ».

Je n'ai pu trouver dans aucun de ces articles le moindre geste de compréhension ni de sympathie vis-à-vis du mouvement rifain. Au contraire, nous l'avons vu, Abd el-Krim n'était dans les premiers temps qu'un agent des Français.

Il est évident que le mouvement d'Abd el-Krim était en proie à des impérialismes rivaux. Tous les pays intéressés à la question soit à cause de la position stratégique du Rif, soit à cause de la richesse des gisements miniers, veulent intervenir dans l'affaire à leur profit. Abd el-Krim en était conscient ; lui même dira : « … Ils sont plus nombreux que les sauterelles, ceux qui sont venus dans le Rif. Il y en eut beaucoup qui me parlaient de ma gloire et de l'indépendance du Rif, et […] j'entendais presque toujours “ concessions ” et “ mines ”. […] Parce que tous venaient pour le cuivre et peut-être l'or du djebel Haman, le fer des Beni Touzine, le plomb des Beni Arous, pour toutes les richesses du sous-sol du Rif[419] … »

Abd el-Krim, qui luttait pour l'indépendance d'un petit pays, devait essayer de tirer tout le profit possible des contradictions et des antagonismes entre les puissances impérialistes.

A partir du moment où Abd el-Krim entre en conflit avec les Français, il n'est plus possible de le qualifier d' « agent de la politique française ». Même si l'attaque d'Abd el-Krim contre les positions françaises le long du Ouergha n'a lieu qu'à partir d'avril 1925, déjà depuis le printemps 1924 nous assistons à des affrontements dans le territoire des Beni Zeroual, qui appartient à la zone de protectorat espagnol, mais administré de fait par les Français. A partir de ce moment-là, le ton commence à changer, car un affrontement avec les Français devenait de plus en plus inévitable. Le maréchal Lyautey avait, dès le 27 janvier 1924, adressé un rapport au ministère des Affaires étrangères français pour avertir du danger que représentait Abd el-Krim pour les autres colonies françaises d'Afrique du Nord[420].

C'est à partir de 1924 que nous assistons à un changement d'attitude vis-à-vis du mouvement d'Abd el-Krim de la part des communistes. Ainsi, dans un

article paru dans *La Correspondance internationale* du 17 septembre 1924, on peut lire : « … La défaite coloniale affaiblit grandement les ennemis et les tortionnaires du prolétariat espagnol. Elle est pour le peuple travailleur de la Péninsule un facteur de libération …

… Et c'est la deuxième fois depuis la fin de la guerre impérialiste qu'un peuple colonial revendique vicorieusement, contre les conquérants colonisateurs, son droit à la vie. La Turquie d'Angora a déchiré le traité de Sèvres, chapitre lui-même du traité de Versailles. Les insurgés rifains mettent en pièces une page des traités impérialistes de 1912 qui, après l'incident franco-allemand d'Agadir, ont partagé le Maroc.

« Au moment où l'Egypte profite d'un semblant d'indépendance pour contester aux financiers londoniens (M. Asquith junior, cotons) la possession du Soudan ; où les intrigues anglaises en Afghanistan avortaient piteusement après avoir abouti à une explosion de guerre civile ; où la Syrie cause au Quai d'Orsay autant de souci que l'Arabie et la Mésopotamie en procurent à M. Thomas, ministre socialiste des Colonies de S.M. britannique ; où l'extension du mouvement national révolutionnaire en Chine et le langage " bolchevik " de Sun Yat Sen inquiètent les bourses et les chancelleries de l'univers bourgeois, l'épisode marocain a beaucoup plus qu'une importance locale. Les peuples coloniaux, alliés naturels des prolétaires d'Europe, sont en marche[421]. »

Ici, nous trouvons pour la première fois une analyse et une évaluation plus juste, semble-t-il, de l'importance réelle du mouvement d'Abd el-Krim. La révolte rifaine apparaît sous un nouvel angle. Nous trouvons ici exprimé un des principes fondamentaux des thèses de la III^e^ Internationale sur la question coloniale : la lutte de libération des peuples colonisés contribue à renforcer la lutte du prolétariat du pays colonisateur.

Dans un autre article de *La Correspondance internationale,* daté cette fois d'avril 1925, nous trouvons encore une analyse du mouvement d'Abd el-Krim, où l'on essaie d'établir les différences entre son mouvement et ceux qui l'ont précédé ou coexistent avec lui : « … Depuis 1921, le problème marocain a aussi pour l'Espagne un autre caractère. Jusqu'alors, l'impérialisme espagnol ne rencontrait que l'hostilité de quelques tribus qui s'insurgeaient sporadiquement, sans cohésion ni objectifs politiques. L'Espagne combinait l'action militaire avec l'action dite *civile,* consistant à corrompre des chefs influents qui trahissaient leur peuple et leur cause. Cette politique était exploitée par le *Roghi,* par Moulay Hafid et par Raisuni. L'un

et l’autre entretenaient un commerce lucratif — pour eux — avec les colonisateurs et de temps à autre soulevaient des tribus à seule fin d’extorquer à l’Espagne de nouveaux subsides.

« L’apparition d’Abd el-Krim à la tête des Africains modifia toutes les données du problème. Abd el-Krim est le chef d’un mouvement d’indépendance rifaine. La politique de corruption a piteusement échoué auprès de lui et de ses partisans. Abd el-Krim s’est aperçu que le plus avantageux est encore de battre les Espagnols. Il leur arrache ainsi les armes et l’argent dont il a besoin pour continuer la lutte et fonder la République du Rif. Il ne consent pas à hypothéquer la liberté du pays. Les capitalistes anglais le savent bien, qui ont voulu coloniser le Rif au moyen de prêts. Abd el-Krim a montré tout récemment son hostilité à Raissuni, agent de l’impérialisme espagnol[422], et à Moulay Youssef[423], le sultan par la grâce des colonisateurs français… « On a voulu présenter le mouvement d’Abd el-Krim comme une révolte de sauvages. C’est une vieille coutume des impérialistes que de discréditer les mouvements libérateurs des peuples colonisés. Les Rifains aiment la civilisation, parce qu’ils ont commencé à en connaître les bénéfices. Après la débâcle d’Anoual (1921), lorsque l’armée espagnole reconquit le terrain perdu, on constata que les Rifains avaient respecté tous les édifices publics construits par leurs ennemis. Les Espagnols trouvèrent fréquemment, au cours de leurs barbares “ razzias ” chez les indigènes, des meubles européens, des machines à coudre, des rasoirs de sûreté, des kodaks, des gramophones. Les quelques missions scientifiques qui ont pénétré en territoire indépendant ont reçu un excellent accueil.

« Tous ceux qui ont visité Ajdir ont été émerveillés par l’extraordinaire transformation opérée par Abd el-Krim dans sa “ capitale ”. Il s’efforce de la “ moderniser ”, il est secondé dans cette œuvre par son frère, homme d’une vaste culture qui a fait des études à Madrid à la Résidence des étudiants, où s’instruisent les fils des intellectuels espagnols[424]… »

Cette longue citation me semble très importante : la révolte rifaine commençait à être comprise sous un nouvel angle. Abd el-Krim n’est plus considéré comme une sorte de chef féodal, du genre de Raissuni, mais comme un chef qui lutte pour l’indépendance de son peuple et qui désire la modernisation du pays. Un détail semble intéressant à souligner néanmoins : c’est le fait que même les hommes de la III^e^ Internationale, en l’occurrence un communiste espagnol, identifient « civilisation » et Europe.

Mais il est évident que les mesures prises par Abd el-Krim en vue de créer

un Etat moderne dont il commençait déjà à jeter les bases, même en pleine guerre, ne pouvaient qu'impressionner favorablement les éléments progressistes européens. Le mouvement d'Abd el-Krim n'était pas un mouvement pour revenir en arrière, mais un mouvement qui se proposait de faire progresser le peuple à tous les points de vue.

On souligne aussi l'importance qu'a ce mouvement pour la lutte de libération d'autres peuples arabes ou islamiques, et les craintes des Français d'une contamination d'autres régions soumises au colonialisme français[425].

On prête beaucoup d'attention aux agissements des puissances européennes en relation avec cette question : « … La guerre du Rif, les communistes l'ont dit bien souvent, ne fut en définitive que l'expression d'un combat séculaire pour l'hégémonie du bassin méditerrannéen[426]. »

Ainsi la France, qui encourageait précédemment la révolte rifaine, change d'attitude une fois que les Rifains ont obtenu une victoire écrasante sur les Espagnols[100]. Par la suite, il s'agissait d'une alliance de la France et de l'Espagne contre Abd el-Krim, mais il fallait pour cela compter avec le consentement de l'Angleterre qui, tout en encourageant la pénétration espagnole, étant donné que l'Espagne se montrait incapable de garder le Rif, commençait à envisager la possibilité d'organiser un Etat rifain indépendant « dont l'Angleterre se réserverait le protectorat économique et politique[427] ». L'entrevue Chamberlain-Herriot, en 1925, visait à obtenir de l'Angleterre une neutralité face à l'intervention française dans le Rif[428].

Dans quelle ligne, ou dans quelle tendance, place-t-on le mouvement d'Abd el-Krim ?

Pour quelques-uns, la personne d'Abd el-Krim est placée dans la même ligne que celle de Kemal Pacha[429]. Le mouvement d'Abd el-Krim était donc un mouvement national, progressiste, anticolonial et anti-impérialiste. Cependant, les conditions du Rif étaient tout autres que celles de la Turquie.

Certains aspects pouvaient dérouter les communistes en ce qui concerne ce mouvement. Les communistes européens ignoraient totalement la situation dans les colonies, situation qui d'ailleurs n'était pas partout la même. On voulait à tout prix transposer les conditions économiques et sociales de l'Europe dans les pays colonisés. Les Européens, même ceux qui se disaient marxistes, ont toujours eu une vision « européo-centriste » de l'histoire. En fait, les catégories européennes étaient inapplicables à la plupart de ces pays.

Les deux aspects qui déroutaient dans une certaine mesure les

communistes, c’étaient, d’un côté, les appels à la guerre sainte lancés par Abd el-Krim ; d’un autre côté, la personne même d’Abd el-Krim, qu’on identifiait, au début, à un chef féodal prêt à servir les intérêts de la puissance impérialiste dont il pourrait tirer plus de profit[430]. En ce qui concerne la « guerre sainte », Abd el-Krim lança en effet cet appel comme moyen de se rallier les masses populaires. On sait qu’il envoyait des lettres pour être lues dans les mosquées et dans les souks, invitant la population à se joindre à la lutte. Dans les conditions du Rif, cela constituait la méthode la plus efficace pour rallier les masses autour de son mouvement. Mais il faut dire que, dans la pensée d’Abd el-Krim, la « guerre sainte » n’était pas une guerre contre l’infidèle, contre le chrétien, mais une guerre de défense contre l’envahisseur, contre ceux qui venaient piller les richesses du pays, qui étaient des étrangers des Européens, donc des *roumis*[431]. De même que sa lutte contre l’Espagne ne fut pas une lutte contre le peuple espagnol, mais une lutte contre l’impérialisme espagnol[432]. Abd el-Krim, qui était un bon musulman, n’était pas un fanatique. Il attaqua l’influence religieuse des marabouts sur le peuple marocain[433]. En ce qui concerne le « panislamisme » dont les *Thèses sur les questions nationale et coloniale* du II^e^ Congrès de l’Internationale communiste voient le danger, nous savons qu’Abd el-Krim se méfiait énormément du « panislamisme », qu’il tenait pour un instrument de l’impérialisme[434].

En ce qui concerne l’opposition paysans-propriétaires fonciers dans les pays arriérés, Abd el-Krim n’était en aucun cas un chef féodal face aux paysans. Il faut tenir compte des structures économiques et sociales du Rif, pays où il n’y a pas de gros propriétaires fonciers, mais où la propriété moyenne est de 3 à 4 hectares par famille[435]. Dans cette partie du Rif, il n’était donc pas question d’un mouvement féodal, mais plutôt d’un mouvement paysan dirigé par les membres les plus respectés de la communauté tribale, pour des raisons autres que leur richesse économique. Les tribus du Rif central ont connu un système de propriété collective de la terre, où les affaires de la communauté étaient gérées par une *djemaa,* ou conseil, chargé du partage annuel de la terre parmi les membres de la communauté, compte tenu des nécessités de chaque famille. Ces terres, autrefois collectives et partagées parmi les membres de la communauté, sont devenues propriété privée de chaque famille[436]. A l’époque d’Abd el-Krim, il y avait encore quelques survivances d’une économie communautaire, mais en

général la propriété de la terre était devenue propriété de chaque famille. Le partage des terres entre les fils a conduit à un grand morcellement de la propriété, qui se trouve éparpillée en petits lopins près des maisons, ou plus ou moins éloignés des maisons. La société rifaine était donc une société où prédominait l'élément paysan[437].

Il y avait au Rif une grande tradition « démocratique »[438] d'autogestion rurale, où la *djemaa* gérait les intérêts de la communauté. La *djemaa* supervisait la gestion, sa deuxième attribution était la défense militaire. D'où les confédérations de tribus, ou « républiques communales confédérées », toujours au niveau local ou régional. Les décisions, en ce qui concerne les questions économiques (partage des terres) et les questions militaires, étaient toujours prises collectivement. Cette société rurale-patriarcale n'avait pas encore atteint le degré de développement donnant naissance à une société féodale et encore moins capitaliste ; de ce fait, il n'y avait ni exploiteurs ni exploités. Il y avait, bien sûr, des gens plus pauvres que d'autres, et chaque année il y avait une émigration saisonnière en direction de l'Algérie.

Au niveau de la *djemaa*, les gens qui comptaient le plus étaient les *imgharen* (pluriel du mot *imghor*), notables, hommes plus instruits, dont l'autorité n'était pas contestée, et qui étaient acceptés comme représentants de la communauté pour leurs qualités morales, leur sagesse, etc., mais le prestige social de certains *imgharen* se transforma par la suite en pouvoir économique, au moment où la propriété collective est devenue propriété privée, ce qui donna lieu, dans certaines sociétés, au féodalisme. La situation dans le Rif, au moment où se place notre étude, n'était plus au stade de la propriété collective, mais n'avait pas encore atteint le stade féodal. On pouvait cependant déceler certains traits annonciateurs d'un processus de « féodalisation »[439].

Nous avons cru nécessaire de donner quelques indications générales sur la société rifaine, afin de mieux comprendre le cadre où se plaçait la révolte anticoloniale d'Abd el-Krim el Khattabi.

La plupart des communistes occidentaux ignoraient certainement quelles étaient réellement les structures économiques et sociales du Rif à l'époque de la révolte, mais ils ont quand même réussi à comprendre que le mouvement d'Abd el-Krim n'était pas dans la même ligne que ceux qui l'avaient précédé ; ils se sont rendu compte que c'était quelque chose de différent, de nouveau. Abd el-Krim sut, pour la première fois, rallier autour de lui d'une manière cohérente et organisée toutes les tribus, qui très souvent dans le

passé s'étaient battues les unes contre les autres. En se basant sur les structures propres à l'organisation tribale rifaine, les dirigeants de la révolte transformèrent ces structures, les adaptant aux conditions nouvelles exigées par la création de la République du Rif[440].

Jusqu'à la venue d'Abd el-Krim, la résistance à l'envahisseur avait été plutôt défensive ; elle allait alors prendre un caractère offensif. Pour la première fois, Abd el-Krim organisa la guérilla, avec mobilisation de toute la population civile. Ainsi, cette guerre du Rif est devenue une véritable guerre populaire. Ho-Chi-Minh a dit : « La leçon de la guerre du Rif consiste à montrer clairement la possibilité de contenir une armée organisée, puissante, et de la vraincre, cela de la part d'un petit peuple qui prend les armes et défend fermement sa patrie. Les Rifains ont le mérite de donner cette leçon aux peuples du monde entier[441]. »

Abd el-Krim fut le premier à sentir le besoin de s'organiser civilement en Etat : *al Jumhuriya Rifiya.* Dans la pratique quotidienne il jetait les bases économiques, sociales et politiques pour une transformation du Rif. La première étape de cette transformation, celle de l'unité rifaine, Abd el-Krim est parvenu à la réaliser. Cette unité était nécessaire pour parvenir à la deuxième étape : celle de l'expulsion des envahisseurs colonialistes, afin de réaliser l'indépendance du Rif. Ces deux buts étaient indispensables pour mettre en œuvre tout le vaste programme conçu par Abd el-Krim pour la transformation du nouvel Etat : réforme agraire, alphabétisation et enseignement généralisé, modernisation de l'économie, etc.[442].

En ce qui concerne la politique extérieure de la République du Rif, Abd el-Krim fut aussi le premier à se rendre compte de l'importance de s'adresser à l'opinion publique internationale et d'obtenir la reconnaissance du Rif en tant qu'Etat souverain. On sait qu'il envoya des délégations à Londres, à Paris, à Madrid, qu'il essaya d'avoir l'appui moral de certains gouvernements, comme le gouvernement britannique ; mais surtout il eut des contacts avec les mouvements progressistes de l'Europe occidentale. Abd el-Krim fut obligé, par les réalités internationales du moment, de créer une diplomatie adaptée à ces circonstances. Ces rapports avec les pays colonialistes et impérialistes peuvent nous sembler contradictoires, mais en fait il ne faisait qu'exploiter les contradictions entre l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France et l'Espagne.

Tous ces aspects de sa politique, qui donnaient à la révolte rifaine un caractère et un contenu nouveaux, ne pouvaient pas échapper aux

organisations communistes occidentales dans leur analyse de la révolte rifaine. D’où le mouvement de solidarité qui se créa autour d’elle.

J’ai fait plusieurs fois allusion à des articles parus dans *La Correspondance internationale* et j’ai essayé, dans la mesure du possible, de me rapporter à des articles écrits par des communistes espagnols. Le manque presque total de documents communistes de l’époque constitue un très grand obstacle : j’ai déjà souligné les difficultés auxquelles eut à faire face le jeune parti communiste au moment de sa création. A partir de septembre 1923, la dictature du général Primo de Rivera mit hors la loi ce parti, qui fut obligé de passer à l’action clandestine.

J’essaierai tout de même de donner quelques indications générales sur l’activité des communistes espagnols en rapport avec la guerre du Rif. Au début, Bilbao fut le centre où le parti communiste eut le plus de force. Les communistes comptaient à Biscaye avec la personnalité de Facundo Perezagua, ancien dirigeant socialiste et l’un des fondateurs, à côté de Pablo Iglesias, du parti socialiste en 1879. Facundo Perezagua avait quitté le parti socialiste pour entrer dans le nouveau parti. Le parti communiste comptait aussi, dans ses rangs, à Biscaye, un ancien capitaine d’artillerie en retraite, Oscar Perez Solis, qui était un actif militant. Après les événements du Rif et l’écroulement du commandement général de Melilla, le parti communiste essaya de mobiliser les masses contre la guerre au Maroc : ce fut cette grève organisée par les communistes en 1921, peu après la défaite d’Anoual, grève qui n’eut un certain succès qu’à Bilbao.

Le parti communiste accordait une grande importance à l’agitation parmi les soldats. C’est ainsi qu’au pays basque il déploya une intense activité au sein même des garnisons de Bilbao et de San Sebastian.

Le 22 août 1923, il lança un mot d’ordre de grève générale à Biscaye pour le 23 août. La U.G.T. (le syndicat d’obédience socialiste) et d’autres syndicats (autonomes et catholiques) refusèrent de se joindre au mouvement.

Les communistes trouvèrent des alliés dans leur protestation contre la guerre au Maroc chez les jeunes nationalistes basques[443].

On disait que cette grève était en rapport avec l’insurrection qui eut lieu à Malaga, dirigée par un bataillon du régiment de Garellano, dont la caserne se trouvait à Bilbao, et qui devait s’embarquer le 23 août à Malaga en direction de Melilla. On disait également que d’autres soldats, venant de San Sebastian, qui se trouvaient à Melilla devaient se joindre aux insurgés de Garellano[444]. L’insurrection de Malaga eut lieu le 23 août. Le chef de la

révolte le caporal José Sanchez Barroso fut condamné à mort, et amnistié par la suite[445].

Si le manque de documents communistes de l’époque constitue une sérieuse lacune, j’ai pu obtenir le témoignage d’un communiste qui fit son service militaire au Maroc après la défaite d’Anoual, et qui fut par la suite un dirigeant du parti et ministre de l’Agriculture pendant la guerre civile d’Espagne. Il s’agit de Vicente Uribe, dont les *Mémoires* sont encore inédits, mais dont j’ai pu me procurer le chapitre ayant trait à la guerre du Maroc et aux positions du parti communiste d’Espagne en rapport avec cette question[446]. Vicente Uribe dit à ce propos : « Toute action politique d’une certaine importance menée dans le pays contre la guerre du Maroc aurait trouvé un grand écho parmi les soldats et elle aurait éveillé certainement de la sympathie vis-à-vis de ses promoteurs. Sur le plan général de l’Espagne, cette question est devenue brûlante juste après Anoual, et on a fait quelque chose en 1921, mais après les événements de Chaouen, il n’y a pas eu dans le pays, à ma connaissance, d’action importante contre cette sanglante aventure. Nous étions déjà aux temps de la dictature, et le parti se trouvait dans la clandestinité, il était sévèrement persécuté. Il faisait son apprentissage en tant que parti d’un type nouveau, en subissant des crises au sein de la direction. Après 1922, dans la période d’une baisse de l’activité révolutionnaire des masses, une attitude juste en rapport avec la guerre du Maroc, interprétant les aspirations du peuple, c’est-à-dire l’abandon de l’aventure militaire au Maroc, aurait contribué à renforcer le parti. […] Mais, dans l’ensemble de l’ancienne formation social-démocrate concernant la direction et les cadres plus importants du parti, les positions social-démocrates exerçaient leur influence en ce qui concerne la juste mise en valeur de l’action des masses. […] Celle-ci était comprise lorsqu’il s’agissait des revendications économiques, […] sur cette question la classe ouvrière espagnole possédait déjà une riche expérience des luttes. Mais, en ce qui concerne l’action politique permanente du parti, les choses avaient beaucoup de retard. On proclamait l’hostilité à la guerre du Maroc, on exigeait l’abandon de l’occupation militaire, mais les activités ne s’orientaient pas dans le sens d’une action des masses et pour que celles-ci, largement unies dans cette action, puissent résoudre le problème, en obligeant la monarchie à abandonner le Maroc. A part la peur des persécutions, l’état précaire du parti et les conditions de clandestinité pendant une période, le facteur fondamental qui était à la base des erreurs du parti sur le problème important de la guerre

au Maroc avait trait, à mon avis, aux directions qui se sont succédé à la tête du Parti communiste d'Espagne, qui venait d'être fondé. Ces directions n'ont jamais compris de manière correcte le rôle dirigeant, d'orientation et d'organisation, joué par le parti communiste[447]. »

Ici se trouvent exprimées quelques-unes des insuffisances et des limitations qui ont caractérisé l'action des communistes contre la guerre du Maroc.

Uribe signale encore d'autres facteurs qui empêchaient une vraie action de masse : par exemple, le manque d'unité entre les formations ouvrières[448], et le manque de conscience politique des gens. Il dit à ce sujet : « A Biscaye, la haine contre la guerre était à son paroxysme. Tout le monde n'était pas conscient, du point de vue politique, du caractère injuste de cette guerre menée par la monarchie contre le peuple marocain qui luttait pour son indépendance. Mais les gens ne voulaient pas de cette guerre, du fait d'un antimilitarisme, qui était très fort, à cause des privations, des souffrances, et parce que la guerre arrachait les jeunes gens de leurs foyers pour les conduire à l'aventure, à la mort, au cours des affrontements armés et à cause des maladies[449]. »

Vicente Uribe, qui justement fit son service militaire dans le régiment de Garellano, celui qui s'était soulevé à Malaga en août 1923, ne dit rien en relation de cette insurrection qui puisse nous éclairer sur la possibilité d'une influence de la propagande communiste sur les insurgés. Mais il rapporte que « ce bataillon était mis en quarantaine par le commandement, et il ne fut presque pas utilisé dans des actions militaires. Au cours de plus de cinq années de présence au Maroc, il eut seulement deux morts et quelques blessés en action de guerre, les morts par maladie étant beaucoup plus nombreux[450] ». Cela prouve que le commandement n'écartait pas la possibilité des désertions, car, comme Uribe le dit : « … Un des phénomènes caractéristiques parmi la jeunesse de cette époque-là était le désir de ne pas faire le service militaire ; la guerre et la triste perspective de trois ans de service sous les drapeaux poussaient beaucoup de gens à quitter l'Espagne afin de fuir le service militaire. Les cas de désertion étaient plus nombreux après le tirage au sort parmi ceux qui avaient été désignés pour aller en Afrique. Parmi eux, il y avait aussi beaucoup de jeunes communistes et de sympathisants[451]… »

La protestation contre la guerre atteignait aussi des couches de la bourgeoisie dont les fils, tout en ayant payé une somme pour se libérer du

service militaire, devaient quand même aller sous les drapeaux, quoique leur présence dans l'armée fût toujours plus courte. Dans le régiment de Garellano, il y avait beaucoup de soldats qui se trouvaient dans cette situation : on les appelait *soldados de cuota.* Même si leur présence au Maroc était plus courte que celle d'autres soldats, ils avaient quand même payé une somme pour être dispensés d'aller en Afrique, ce qui contribuait à augmenter leur indignation. Ces soldats provenaient en général de familles de la moyenne ou de la petite bourgeoisie. Leur envoi au Maroc fit automatiquement de leurs familles des adversaires de la guerre menée par le gouvernement. Les fils des familles de l'aristocratie ou de la haute bourgeoisie, eux, tout en ayant payé une somme pour se libérer du service militaire, restaient quelques mois sous les drapeaux, mais leurs familles s'arrangeaient pour les garder dans la Péninsule[452].

Dans ce texte d'Uribe, aucune allusion à la révolte rifaine ni au caractère de la lutte menée par Abd el-Krim, sauf la remarque concernant « le caractère injuste de la guerre menée par la monarchie contre le peuple marocain qui lutte pour son indépendance[453] ». Lui-même signale le manque de compréhension du problème de la part des dirigeants communistes et les difficultés pour mener une action vigoureuse sur le plan politique. Il ne faut pas oublier que ceux qui ont fondé le parti communiste venaient des rangs socialistes, et très souvent ils n'avaient pas une idée très claire des positions de la III^e^ Internationale sur la question coloniale. Malgré la répression qu'il subissait, le parti communiste organisa, au début de 1924, une semaine internationale contre l'impérialisme et la guerre. Nombre de militants du comité central de la fédération des Jeunesses communistes furent emprisonnés à cause de cette campagne. Les communistes distribuèrent des tracts et des manifestes et organisèrent des meetings à Madrid, aux Asturies, en Galice, à Biscaye et dans d'autres endroits, « pour expliquer aux grandes masses de travailleurs les mots d'ordre de l'I.C., du parti et des Jeunesses communistes d'Espagne[454] ». On nous dit que « la guerre du Maroc, entreprise impérialiste de la bourgeoisie espagnole, que nous ne pourrons combattre efficacement qu'avec la collaboration la plus étroite des communistes français, a été présentée sous son vrai jour[455]… ».

Même si l'on manque de précisions sur cette campagne menée par les communistes, il semble que la présentation qu'on faisait de la révolte rifaine concordait avec le changement de ton que nous avons pu observer à partir de

1924 par rapport à Abd el-Krim. En effet, il semble que la révolte rifaine commence à revêtir de l'importance aux yeux de la III^{e} Internationale à partir du moment où Abd el-Krim affronte la France. L'importance du soulèvement rifain était considérée en tenant compte de l'ennemi qui se trouvait en face. La France avait, en tant que puissance coloniale, une envergure que l'Espagne n'avait pas. La France exerçait sa domination sur d'autres régions du monde arabe, au Maghreb et au Moyen-Orient. L'ampleur de la lutte menée par le peuple rifain dépassait de loin les limites d'un mouvement purement local. La révolte d'Abd el-Krim prenait une dimension vraiment internationale, car la lutte de libération nationale du peuple rifain risquait d'influencer d'autres mouvements de libération dans les colonies, particulièrement dans le monde arabe. Les communistes occidentaux prirent ainsi conscience de l'importance de ce mouvement, de ses possibles répercussions sur les peuples colonisés et parmi les travailleurs des métropoles.

Etant donné la faiblesse du Parti communiste d'Espagne et les difficultés qui entravaient son activité dans la clandestinité, le Komintern, tout en estimant que, dans les circonstances de la guerre du Maroc, qui est une « guerre typiquement coloniale, un exemple classique de l'exploitation et de l'asservissement impérialistes[456] », « les partis communistes d'Occident ont une énorme responsabilité », car « leur attitude vis-à-vis de l'aventure marocaine nous permet de juger du léninisme, du degré de bolchevisation et d'internationalisme communiste de ces partis » ; il souligne en même temps que « c'est surtout au Parti communiste français qu'incombe la plus grande responsabilité[457] ». En effet, le Parti communiste français, bien organisé, dans la légalité et avec des députés au Parlement, était en mesure de mener une action beaucoup plus efficace. De plus, la France était une grande puissance coloniale, avec une classe ouvrière bien organisée dans de puissants syndicats. Il était évident que l'action du Parti communiste français était beaucoup plus décisive que celle que le Parti communiste d'Espagne était en mesure de mener, étant donné que la plupart de ses militants, durement persécutés, avaient été jetés en prison ou avaient été contraints d'émigrer.

Les communistes espagnols étaient conscients que, du fait de leur faiblesse, de leur clandestinité, du fait aussi que l'Espagne n'était pas une grande puissance coloniale, leur action contre la guerre du Maroc ne pourrait avoir du poids qu'en collaborant avec les communistes français. Nous avons

pu trouver un appel lancé le 30 septembre 1924 par le Comité d'action des Jeunesses communistes de France et d'Espagne, adressé aux soldats des deux pays : il leur est demandé de fraterniser avec Abd el-Krim. Cet appel expose les convoitises des pays impérialistes qui ont rivalisé pour s'emparer du Maroc, en soulignant en même temps le caractère juste de la lutte menée par le peuple marocain contre ceux qui veulent lui voler ses richesses, et l'on y trouve une expression de la solidarité entre les peuples colonisés et le prolétariat des pays colonisateurs : « … Quand il se défend [le peuple arabe], il défend une cause juste. Quand il lutte pour son indépendance, il ne sert pas seulement la cause particulière du peuple marocain. Quand il lutte contre le capitalisme exploiteur des ouvriers de France et d'Espagne, il rend aussi un service éminent à la classe ouvrière de ces deux pays. Les ennemis des Marocains sont les mêmes que les ennemis des ouvriers français et espagnols. […] La lutte pour l'indépendance nationale du Maroc est une lutte contre le capitalisme international, contre Primo de Rivera, contre les impérialistes français[458]… »

Le Parti communiste français organisa quelques actions en collaboration avec les communistes espagnols exilés en France, essayant de mobiliser les ouvriers espagnols qui travaillaient en France à l'époque. Nous avons connaissance de la tenue d'un meeting avec des ouvriers espagnols et marocains qui se sont levés aux cris de : « Vive l'indépendance totale du Maroc ! Vive l'émancipation immédiate du Maroc français et espagnol ![459]. »

Dans la grève organisée le 12 octobre 1925 par le Parti communiste français contre la guerre du Maroc, on lança des tracts rédigés en espagnol et adressés aux ouvriers espagnols, leur demandant de se joindre à la grève aux côtés de la classe ouvrière française, étant donné que la classe ouvrière espagnole était aussi très directement concernée par cette guerre coloniale[460].

D'autre part, le Parti communiste d'Espagne se servait des organes du Komintern pour lancer des appels contre la guerre. Le 13 juin 1925, le Bureau oriental du comité exécutif de l'Internationale communiste lança un appel contre la guerre du Rif particulièrement adressé aux ouvriers et paysans des pays concernés par l'affaire marocaine. Aux ouvriers et paysans d'Espagne, on demande de fraterniser avec les Rifains et de lier leurs efforts « à ceux des ouvriers et des paysans français dans la lutte commune contre la guerre, pour la paix, pour l'évacuation du Maroc[461] ». Cet appel est signé par Semard du côté français ; par Nin, du côté espagnol.

Encore en juin 1925, le Parti communiste d'Espagne lança un appel contre

l'oppression impérialiste au Maroc[462].

Lors de la reddition d'Abd el-Krim, on s'exprimait dans les termes suivants : « Après cinq années de lutte héroïque pour l'indépendance des tribus du Rif, Abd el-Krim s'est rendu aux autorités françaises[463]… » Mais on fait état de la poursuite de la lutte sous la direction de Heriro, qui sera tué en décembre 1926, et des deux frères Temsamani, prévoyant un nouveau soulèvement, car « les tribus du Rif sont toujours prêtes à lutter pour l'indépendance de leur pays[464] », et « … si les tribus du Rif trouvent très prochainement un nouveau chef qui soit capable, comme Abd el-Krim, d'organiser les membres des tribus, ce sera pour l'Espagne la fin de l'action de son militarisme au Maroc[465] ».

Les communistes espagnols avaient toujours eu l'espoir que la guerre du Rif pourrait contribuer à une chute de la dictature et de la monarchie. Déjà en septembre 1924, on pouvait lire dans *La Correspondance internationale* : « … La dictature militaire survivra-t-elle à la victoire d'Abd el-Krim ? La monarchie survivra-t-elle à la dictature militaire ? Ces questions sont posées. Quoi qu'il advienne, la défaite coloniale affaiblit grandement les ennemis et les tortionnaires du prolétariat espagnol[466]… »

A partir de 1927, *La Correspondance internationale* commence à se désintéresser de la question rifaine, une fois qu'Abd el-Krim déjà battu, ses successeurs dans la lutte ne sont pas capables de ranimer la révolte.

Il semble que l'agitation anticoloniale se faisait surtout en périodes de guerre, mais une fois le « calme » revenu (dans ce cas, la « pacification » du Rif à partir de 1927), on négligeait la poursuite de l'action anticoloniale de manière continue et persistante. Il est bien vrai que, pour arriver à mobiliser le soldat espagnol ou français contre la guerre coloniale, il fallait le faire dans les périodes de guerre, où les souffrances des soldats devenaient plus dures qu'en périodes d'accalmie. La misérable situation du colonisé laissait assez indifférente la grande masse du peuple : celui-ci se révoltait seulement contre le colonialisme quand la guerre coloniale le touchait de près.

Il nous semble qu'à cette époque-là, la classe ouvrière européenne comprenait difficilement les mouvements d'émancipation des colonies. Les conceptions des sociaux-démocrates sur la supériorité du prolétariat européen par rapport aux couches populaires d'autres pays étaient encore très ancrées dans la classe ouvrière. Cette union dans la lutte des prolétaires des pays occidentaux et des populations colonisées n'est pas arrivée à se concrétiser.

L’opposition à la guerre coloniale n’était pas le fait de la solidarité avec les pays colonisés, mais le refus des classes populaires européennes d’aller mourir pour défendre les intérêts de ceux qui les exploitaient. En ce qui concerne le soldat espagnol, il a toujours vu dans le Rifain : *El Moro,* cet ennemi héréditaire, dangereux. Ceux qui se révoltaient contre la guerre, ceux qui désertaient n’avaient d’autre but que de sauver leur peau. Mais combien étaient ceux qui voyaient en Abd el-Krim un libérateur du peuple rifain, et par là même un libérateur de la classe ouvrière espagnole ? L’action politique du Parti communiste d’Espagne était trop limitée, et sa répercussion fut minime au sein des masses populaires.

De toute manière, cette guerre coloniale, qui avait coûté tant de vies et tant de millions à l’Espagne, eut des répercussions très importantes sur le pays : si la dictature de Primo de Rivera, conséquence de la défaite d’Anoual, put survivre à la victoire d’Abd el-Krim et, par la suite, à sa défaite, la monarchie d’Alphonse XIII ne put survivre à la chute de la dictature.

Nous pouvons donc conclure que l’ouverture en Espagne d’une ère nouvelle, d’une démocratie représentée par la République de 1931, fut la conséquence ultime de la révolte rifaine et de la défaite infligée à l’armée espagnole par le peuple rifain.

Abdelhak Harouchi

Les États-Unis face à la République du Rif

Je vous salue, ô peuple distingué, au nom du jeune peuple rifain, qui, pour le salut de la Liberté, souffre toujours des affres de la guerre. Le peuple rifain espère un jour obtenir une situation semblable à la vôtre, une situation que vous avez gagnée par vos efforts et les sacrifices nécessaires à vos aspirations à une époque pendant laquelle, tout comme les Rifains, vous étiez en pleine croissance. Mon peuple, inspiré par votre sain principe, se bat depuis quatre ans pour obtenir son indépendance et est prêt à faire tout ce qui est possible comme sacrifices, car tout homme qui persiste à suivre le chemin qu'il s'est tracé est sûr d'arriver à son but. Ö peuple américain, je profite de l'occasion qui m'est offerte par la réception d'un de vos journalistes — qui pour moi a été le symbole de votre grandeur d'âme, ainsi que l'emblème de votre générosité — pour vous envoyer mes sincères salutations[467].

C'est ainsi qu'Abd el-Krim s'est adressé au peuple américain par l'intermédiaire de Paul Scott Mowrer, jeune journaliste venu l'interviewer et qui devint un fervent admirateur de la cause rifaine.

Si le grand combattant avait de splendides qualités comme homme de guerre et comme homme d'Etat, il avait une autre qualité, rare dans cette partie du monde et qui fait de lui un homme d'avant-garde : il était fasciné par le progrès technique et par la civilisation de la machine. Comme cette civilisation avait trouvé sa plus belle et sa plus noble expression en Amérique, il était normal qu'il eût une admiration sincère pour la patrie de Washington et de Jefferson.

Quand le journaliste américain fit part de ce message à l'opinion publique de son pays, par l'intermédiaire de journaux à grand tirage, le leader rifain avait déjà acquis une certaine célébrité aux U.S.A.

Si, en s'opposant aux conquérants espagnols, la jeune équipe qui a créé la

République du Rif, a vu son action combattue en Europe puisqu'elle portait atteinte au système colonial européen, aux Etats-Unis, par contre, on fit preuve de compréhension, voire de sympathie, à son égard. Comment expliquer cette attitude ?

Pour comprendre ce sentiment, qui n'a pas été, hélas, exploité à sa juste valeur, faute de moyens matériels, il faut remonter aux années 1890, au temps où le jeune impérialisme américain qu'alimentaient les théories de l'amiral Mahan et qui avait trouvé en la personne de Théodore Roosevelt un adepte fougueux et prestigieux, se trouva en conflit avec le colonialisme espagnol.

L'Espagne gouvernait d'une poigne de fer, jusqu'aux portes de l'Amérique, l'île de Cuba et faisait régner la terreur aux Philippines, pays qui était l'objet de convoitises américaines. En cette fin du XIX^{e} siècle, le nom de ces deux pays enflammait les esprits et les cœurs des Américains qui étaient au courant de ces méfaits, grâce à des organes de presse qui montaient parfois en épingle des faits minimes et en faisaient des drames sanglants. Le fait que l'Espagne soit catholique n'arrangeait évidemment rien pour les protestants…

Mais il est indéniable qu'à l'époque le sentiment américain était empreint de fureur et de ressentiment à l'égard de l'Espagne.

Celle-ci, même défaite et chassée de ses deux colonies, continuait de représenter, pour une large partie de l'opinion publique américaine, la colonisation sous ses formes les plus abjectes. Quand les Rifains commencèrent leur lutte, ils profitèrent tout naturellement de cette situation.

Ainsi, pour la bonne société de la Nouvelle-Angleterre et pour les intellectuels que rejoignait souvent le simple citoyen américain, le combat des Rifains ne pouvait être qu'un combat pour la justice et contre l'oppression. Les extraordinaires victoires qu'ils remportèrent sur les Espagnols allaient évidemment ajouter à leur prestige et élargir leur audience auprès du public américain. Anoual a été présentée par la presse d'outre-Atlantique comme la plus grande défaite subie par l'Espagne dans les temps modernes, et les Rifains comme le petit David, faible et désarmé, en face d'un Goliath sanguinaire et suréquipé. Cette image devait rester ancrée dans l'esprit de beaucoup d'Américains et a favorisé le courant d'opinion qui militait en faveur de la cause rifaine.

L'action des combattants du Rif devait être cependant mieux comprise et mieux connue au sein de l'opinion publique américaine, quand deux journalistes particulièrement audacieux purent obtenir et publier, chacun de

son côté, une interview du chef de la République rifaine.

Les deux hommes en question, Vincent Shean et Paul Scott Mowrer, ont pu atteindre le Rif dans des circonstances rocambolesques, vivre parmi la population et discuter avec tous les dirigeants, rapportant de leur aventure un récit très détaillé et fort objectif sur la lutte que menait le peuple rifain. Leurs reportages, largement diffusés à travers les Etats-Unis, eurent le mérite de démolir le mythe que les deux puissances européennes qui affrontaient Abd el-Krim ont fait répandre par l'entremise de leurs représentations officielles et par divers autres canaux.

Ce mythe consistait à présenter le combat rifain comme une guerre radicale, visant à la destruction de la civilisation occidentale, et les patriotes du nord du Maroc comme des agents des Soviets, dont la simple évocation provoquait à l'époque la panique chez certains.

Et l'Administration américaine, comment a-t-elle réagi au conflit qui ravageait le Rif et à l'action d'Abd el-Krim et de ses compagnons ?

A la veille de la bataille d'Anoual, l'Espagne était en négociation avec le gouvernement américain pour la reconnaissance de son protectorat sur le Maroc.

Si la France, grâce à beaucoup d'adresse et d'habileté, a pu obtenir l'accord des Etats-Unis dès 1917 pour légaliser sa présence au Maroc, l'Espagne n'eut pas le même succès. Contrairement à la France, elle s'obstinait à réclamer l'abrogation des droits américains découlant du traité de 1836, signé entre les Etats-Unis et l'Empire chérifien. Les responsables de la diplomatie espagnole firent semblant d'ignorer que seul le Sénat des Etats-Unis pouvait déclarer un traité caduc et multiplièrent des notes maladroites à l'adresse du Département d'Etat. On était donc en pleine crise de confiance quand les Rifains passèrent à l'action.

Dès le départ, l'attitude du gouvernement américain fut de garder une stricte neutralité. L'argument invoqué était de ménager la tendance isolasionniste du Congrès, qui faisait quelques difficultés au président pour le traité de Versailles, en particulier pour ses clauses concernant la Société des Nations.

Il faut cependant noter que quelques hauts fonctionnaires du Département d'Etat jugèrent le soulèvement des Rifains conforme à l'esprit des « 14 points » de Wilson. Mais, même non-belligérant, le gouvernement de Washington allait être confronté à trois problèmes qui l'obligèrent à entreprendre des actions que certaines interprétèrent comme un soutien

dissimulé aux révolutionnaires du nord du Maroc.
Ces trois problèmes étaient les suivants :

1. la défense des droits des ressortissants américains qui s’intéressaient aux possibilités économiques de la zone espagnole ;
2. l’atteinte portée à la liberté des mers grâce à l’institution d’un blocus naval le long des côtes rifaines ;
3. enfin, la création d’une escadrille formée principalement d’aviateurs d’origine américaine qui assiste, par ses avions et ses bombes, les armées française et espagnole.

Le premier point ne prendra de l’importance qu’après la fin des hostilités et constituera par la suite une pomme de discorde entre le royaume d’Espagne et la République américaine. Il n’a que peu d’intérêt pour nous ici.

Le second est plus important, car les Etats-Unis d’Amérique, qui s’étaient engagés en partie pour défendre ce principe fondamental pendant la Première Guerre mondiale, pouvaient difficilement accepter d’être mis devant le fait accompli.

Aussi, quand le haut commandement espagnol avisa l’ambassade des Etats-Unis à Madrid, par une note verbale, le 26 juin 1925, de l’institution d’un blocus naval rigoureux, ce fut un tollé général à l’intérieur du Département d’Etat et de l’ensemble de la classe dirigeante américaine. Les vaisseaux américains, comme chacun sait, étaient nombreux à croiser en Méditerranée et ils étaient obligés, par la nature des choses, de traverser le détroit pour regagner leur pays.

Quelques vaisseaux se sont-ils livrés au trafic d’armes dont la République du Rif avait un urgent besoin ? Les autorités espagnoles et françaises n’ont pas manqué de l’assurer et, malgré la vigilance dont elles faisaient preuve, il semble que le trafic d’armes n’ait guère cessé. Pour mieux combattre le fléau, un accord entre Madrid et Paris, signé le 25 juin 1925, instituait un blocus total, dont l’objectif était de couper les révolutionnaires rifains de toutes sources de ravitaillement.

Le gouvernement américain éleva immédiatement une vigoureuse protestation et dénia aux deux amirautés tout droit de procéder à l’arraisonnement et à la fouille de vaisseaux battant pavillon américain en dehors des eaux territoriales, comme le stipulait l’Acte d’Algérisas. Le Département d’Etat, comme il est d’usage, fit part de cette protestation à

toutes les compagnies maritimes dont les bateaux fréquentaient la Méditerranée.

Nous n’avons pas connaissance du nombre d’incidents qui eurent lieu entre les navires sous pavillon américain et les destroyers chargés de la surveillance des côtes rifaines. Ce qui est certain, c’est que des incidents, parfois sérieux, provoquèrent des protestations de la part des diplomates américains en poste à Madrid et à Paris.

Le troisième problème qu’eut à affronter l’Administration américaine, était plus complexe et l’a mise dans un grand embarras. Qu’en était-il ?

Des vétérans de la Première Guerre mondiale, à la recherche d’un travail à leur mesure, furent engagés par le haut commandement français, qui manquait de pilotes expérimentés. Ces pilotes se sont constitués en escadrille, commandée par un certain colonel Sweeney, ancien de la légion étrangère et connu pour être un baroudeur.

Ce groupe de mercenaires apporta une grande contribution à la lutte contre les Rifains par les différentes opérations qu’il eut à entreprendre.

L’effort de guerre des deux alliés se trouva renforcé, comme le démontre l’hommage que leur rendit le maréchal Pétain, quand les pilotes furent démobilisés, et dont nous citons un extrait, publié par *Le Temps* du 14 novembre 1925.

« Cette unité [celle du colonel Sweeney], remarquable par l’esprit d’abnégation et la haute valeur de ses membres, a accompli quotidiennement des missions difficiles de liaison, de reconnaissance et de bombardement, ayant ainsi à son actif, en six semaines, plus de 350 opérations de guerre et lançant plus de 40 tonnes de projectiles[468]. »

De nombreuses protestations furent publiées dans les journaux favorables à la cause rifaine dès que la nouvelle fut connue, et une pétition, signée par de nombreux militants et des membres de l’intelligentsia du Moyen-Orient, fut remise à la légation américaine au Caire[469].

Aux Etats-Unis, la partie de l’opinion publique qui approuvait le combat des Rifains s’est émue de cette situation, et l’influent sénateur du Massachusett, A. Piat Andrew, s’est ouvert de la question aux responsables du Département d’Etat dans une longue lettre où il accusait le gouvernement américain de favoriser de tels agissements[470].

Le but recherché par le gouvernement de Washington, était de convaincre les pilotes de regagner de leur plein gré les Etats-Nnis, pour éviter d’éventuelles poursuites : la loi américaine, il ne faut pas l’oublier, déchoit de

sa nationalité tout citoyen qui sert dans une armée étrangère. L'Administration avait cependant le droit de surseoir à ces poursuites.

Devant l'ampleur des protestations et des réactions que la nouvelle avait provoquées au sein de l'opinion américaine, une intervention fut faite auprès du gouvernement français qui ordonna la dissolution de l'unité en novembre 1925.

En conclusion, on peut dire ce qui suit :

1. L'opinion publique américaine, même en partie favorable à la cause de la République rifaine et au combat que menaient les patriotes du Nord pour leur liberté et leur dignité, n'a joué qu'un rôle limité, voire nul, dans le conflit, tout comme, à notre avis, l'ensemble de l'opinion internationale.

Une particularité cependant : aucun comité de soutien n'a été créé aux Etats-Unis pour soutenir l'action d'Abd el-Krim et de ses compagnons.

2. Il n'existe aucune preuve que l'Administration américaine ait pris parti pour un camp ou pour l'autre. En s'élevant contre le blocus naval et en exigeant le rappel immédiat des mercenaires américains, le gouvernement de Washington a prouvé qu'il désirait faire respecter la neutralité des Etats-Unis dans le conflit.

La grande question qui passionna, et passionne encore certains, est celle de la reconnaissance diplomatique de la jeune République, reconnaissance qui aurait peut-être changé, voire bouleversé, le cours des événements.

Personne n'ignore que, parallèlement au combat qu'ils menaient avec l'énergie du désespoir pour affirmer leur personnalité, les jeunes dirigeants rifains menaient un autre combat, non moins désespéré, dont ils réalisaient toute l'importance : il s'agissait pour eux de faire reconnaître leur pays par une grande puissance, et l'Etat dont ils convoitaient ardemment ce geste était l'Angleterre, qui observait le conflit avec un intérêt non dissimulé.

Avec le recul du temps, il est permis d'avancer que cette équipe, exceptionnelle par ses qualités et son courage et qui a forcé l'admiration du monde entier, n'avait pas en son sein un esprit capable de mieux discerner le jeu complexe de la politique mondiale et de profiter des rivalités entre les puissances européennes. Si un tel esprit avait existé, il aurait peut-être convaincu Londres — et peut-être Washington aurait-il suivi.

DISCUSSION

Fernando ROBLÈS-PEREZ. — Je m'adresse à M. Meyer. C'est à propos d'une date, ce qui n'a pas beaucoup de conséquence, mais il a été beaucoup question finalement, de la frontière de l'Ouergha, qui a quand même une grosse incidence sur la conduite de la guerre. C'est pourquoi je pose cette question.

Dans son rapport, M. Meyer a parlé de l'accord hispano-français de 1912, qui fixait la frontière sur le fleuve de l'Ouergha : c'était la conséquence d'un accord secret de 1904, l'accord hispano-français de 1904. Il est vrai qu'en 1912 il était question de matérialiser cet accord en fixant par où devait passer la frontière, avec beaucoup de précision. En 1904, on avait tracé la frontière, en laissant une bande pour la zone espagnole, au sud de l'Ouergha. Etant donné qu'effectivement les tribus de Mezroua ou des Beni-Zeroual (encore maintenant) dépassent l'Ouergha et vont de l'autre côté ; en 1912, il y eut une transaction : l'Espagne était d'accord pour céder à la France jusqu'au fleuve Ouergha, à condition qu'on lui donne en échange tout le bassin de l'oued Msoun, du côté d'Esnaya. Voilà, c'est tout.

Daniel GUÉRIN. — Je voulais très brièvement revenir sur deux exposés : celui de Mlle de Madariaga et celui de M. Meyer.

En ce qui concerne Mlle de Madariaga, je ne veux pas épiloguer sur certains détails qu'elle a donnés : par exemple, sur les journées sanglantes de Barcelone, sur la mort de Ferrer. Je trouve qu'elle a été bien sévère, et je pense que l'expérience de la révolution espagnole de 1936 montre que précisément la lutte contre le clergé espagnol était nécessaire, car elle était partie intégrante de la lutte contre tout le système économique, social et politique de l'Espagne.

Je veux surtout remercier Mlle de Madariaga d'avoir très bien analysé l'égocentrisme, l'égoïsme foncier, des socialistes espagnols pendant la guerre du Rif. Et je l'en remercie parce que, ce faisant, elle a complété ce qui, à mon avis — je m'en excuse auprès de M. Ageron — , était une lacune dans l'exposé de celui-ci. Car, en fait, s'agissant des socialistes français de

l'époque du Rif, la question principale n'était pas de savoir s'ils ont été pour, s'ils se sont abstenus, s'ils ont été contre. La question essentielle est que les socialistes français, comme les socialistes espagnols, ne pensaient qu'à leurs intérêts étroits et égoïstes, ne pensaient qu'à la question de l'argent gaspillé dans la guerre coloniale, ne pensaient qu'aux pertes en vies humaines de la guerre coloniale — et j'ajouterai un détail que peut-être vous n'avez pas suffisamment précisé : en même temps, ils se répandaient en propos odieux sur la signification sociale de la révolte qu'ils avaient en face d'eux. Et cela, nous l'avons encore vécu dans la période du Front populaire, mon ami Charles-André Julien et moi-même. Nous étions obligés de nous battre, dans les sections du parti socialiste, auquel nous appartenions, contre les militants qui disaient toujours : en défendant les peuples du Maghreb, en défendant les peuples colonisés, vous défendez des bourgeois, vous défendez des féodaux, vous défendez des exploiteurs — oubliant qu'à l'époque l'exploiteur principal, c'était le colonialisme.

Et je m'adresse maintenant à M. Meyer concernant la transition curieuse qu'il a cru devoir faire entre la guerre du Rif et le prétendu besoin de revanche, qui aurait donné aux franquistes la possibilité d'utiliser les troupes marocaines contre la République espagnole.

Il y a, dans ce saut hardi dans l'espace, une lacune au moins que je crois connaître un tout petit peu, et que Charles-André Julien connaît bien lui aussi : une des raisons pour lesquelles il a été possible d'utiliser en 1936, et à partir de 1936, les troupes marocaines en Espagne, contre la République et contre la Révolution, c'est que deux démarches pressantes avaient été faites en vain auprès des républicains espagnols.

La première, en 1931, au moment de la chute de la monarchie espagnole ; je le sais d'autant mieux que j'ai participé à cette démarche, que je me suis adressé directement à Angel Pestaña, secrétaire général de la C.N.T. à l'époque, pour le persuader et pour persuader les syndicalistes anarchistes espagnols d'exiger l'indépendance — tout au moins l'autonomie, en attendant l'indépendance — pour le Maroc espagnol. Et notre démarche avait naturellement une raison très précise : nous espérions ainsi, une fois l'autonomie accordée, déclencher un mouvement qui amènerait de très grosses difficultés à l'impérialisme français au Maroc français.

Une seconde fois, des démarches du même genre ont été faites, avec plus d'autorité — elles ont été faites, je crois, par des jeunes Marocains eux-mêmes — auprès du gouvernement républicain, à partir du 19 juillet 1936, et

ces démarches ont échoué de la même façon : deux fois, les soi-disant socialistes, et soi-disant démocrates, et soi-disant républicains espagnols n'ont pas voulu accorder au Maroc espagnol l'autonomie — acheminement vers l'indépendance — , qui aurait été l'unique moyen d'empêcher l'utilisation des troupes marocaines par Franco.

Maria-Rosa DE MADARIAGA. — J'ai parlé de la position des socialistes, du refus de la République d'octroyer l'indépendance au Maroc : ce fut fatal pour elle, parce que justement, par la suite, les forces nationales ont pu recruter cette armée qui renversera la République.

LE PRÉSIDENT DE SÉANCE. — Je remercie M. Guérin de ce qu'il a dit. Je voulais simplement signaler, pour sauver l'honneur des faibles forces anticolonialistes, non, pas anticolonialistes, mais disons une certaine solidarité peut-être due au fait que les Catalans avaient des problèmes avec l'Etat central. En 1923, à Barcelone, les Catalans ont acclamé le drapeau rifain et sifflé le drapeau castillan. C'est un incident qui a en partie provoqué le coup d'Etat militaire de 1923, l'armée ayant été personnellement offensée par ce geste, un des rares gestes de solidarité avec le Rif.

André NOUSCHI. — A propos du rapport de M. Harouchi, en particulier à propos des vaisseaux américains et des incidents parfois sérieux, j'aimerais poser une question. M. Harouchi, vous écrivez dans votre rapport, et vous l'avez dit : « Les vaisseaux américains, comme chacun sait, étaient nombreux à croiser en Méditerranée. » Je vous avoue que je suis très surpris : qu'ils soient de guerre ou commerciaux, les navires américains, dans les années 1920-1925, étaient peu nombreux, à mon sens — et selon des statistiques que nous connaissons, publiées par les services statistiques américains. Ils étaient peu nombreux en Méditerranée. Les intérêts américains datent d'après les années 1930-1935. Je sais bien qu'entre 1910 et 1912 une certaine attention a été portée par les Américains à l'Empire ottoman et aux concessions de chemin de fer, attention renouvelée à partir de 1923-1924 ; mais l'histoire de la revendication américaine dans l'Empire ottoman est liée très précisément aux concessions pétrolières. A ce sujet, je renvoie à ce qui a été dit par Shwadram et par d'autres historiens américains. Quant aux incidents parfois sérieux, je demande à voir de très près à quoi vous faites allusion. Je ne suis pas du tout sûr qu'il y ait eu des incidents « très sérieux » : il y a eu une

protestation, oui, à propos de la revendication concernant l'arraisonnement et la fouille, mais je voudrais avoir une précision concernant ces incidents.

Pour le reste, je ne suis pas du tout sûr que, même s'il y avait eu une tête politique dans l'entourage d'Abd el-Krim, je ne crois pas qu'il aurait pu mener ce jeu. La vérité était, je crois, que les puissances anglo-saxonnes, aussi bien Londres que Washington, pratiquaient la politique du *wait and see* et attendaient le résultat de la révolte : si elle réussissait alors la reconnaissance *de facto* suivrait, sinon, eh bien, elles resteraient sur la réserve.

Troisième question, adressée celle-là à M. Meyer : finalement, dans la défaite des troupes espagnoles en 1921, ne saisit-on pas le début du mécanisme qui va aboutir, par étapes, à la guerre civile de 1936 ? Je m'explique : la première étape, c'est la dictature de Primo de Rivera, et l'ébranlement de la monarchie espagnole, aggravé par la crise de 1929, par la prise du pouvoir, et puis après, évidemment, le choc en retour, avec la réaction violente de l'armée, particulièrement de l'armée coloniale, Franco, le Maroc espagnol, etc.

Mohamed CHÉRIF. — Je voudrais poser d'abord une question à M. Meyer. Dans les troupes espagnoles qui combattirent Abd el-Krim, n'y aurait-il pas eu déjà des *Moros ?* N'aurait-on pas utilisé certaines tribus contre d'autres ?

Jean MEYER. — Il aurait été très étonnant de ne pas rencontrer des Marocains, des *Moros,* dans les troupes espagnoles utilisées contre Abd el-Krim : c'est la caractéristique de toutes les guerres coloniales de trouver les colonisés des deux côtés de la ligne de feu. C'était la même chose dans l'armée française, et les images du film qu'on a vues tout à l'heure ont bien montré les *regulares* marocains.

Maria-Rosa DE MADARIAGA. — Je voudrais ajouter deux mots : pendant la révolte d'Abd el-Krim, les *regulares* ont déserté les troupes espagnoles et se sont joints à la révolte d'Abd el-Krim, d'une manière massive, et ont beaucoup contribué, justement, à aider, du point de vue technique, l'armée d'Abd el-Krim, parce qu'ils avaient des connaissances qu'ils avaient acquises au contact de l'armée espagnole.

Jean MEYER. — Je dois alors préciser que la désertion effective des tabors

marocains en 1921 a été immédiatement compensée par l’enrôlement non moins massif de guerriers marocains venus de la zone française.

IV

Abd el-Krim La république du Rif Le nationalisme arabe et le mouvement national au Maghreb

<u>*Magali Morsy*</u>

Actualité d'Abd el-Krim

Mark Anthony, here, take you Caesar's body.
You shall not in your funeral speech blame us,
But speak all good you can devise of Caesar
And say you do't by our permission…

Julius Caesar, III, i, 244-247.

C'était, dans *Jules César*, tragédie de la dévolution des héritages politiques, le rappel de la part de lucidité qui, dans une cérémonie de souvenir collectif, permet seule de ne pas être le jeu, voire la victime, des mythes qu'on évoque. Parler d'Abd el-Krim et de la résistance rifaine, c'est aussi, d'une certaine manière, participer d'un souvenir collectif qui marque le lien entre le passé et le présent. C'est le sens de ce lien, en tant que présupposé de ce congrès, que je me propose d'examiner en posant la question : pourquoi s'intéresser à Abd el-Krim, et pourquoi maintenant ?

Cette question, ai-je le droit de la poser ? Sans doute, puisque nul n'est tenu de donner tête baissée dans le mythe et que, de plus, les morts, comme les charges explosives, sont d'un maniement fort délicat. Kamal-Eddine Mourad va plus loin encore dans la mise en garde :

Dans les pratiques politiques et révolutionnaires, il est un comportement qui continue à causer des préjudices considérables aux masses marocaines et arabes, c'est celui qui consiste à s'en remettre à des « prophètes », à des zaïm. La nation arabe est malade de zaïm et de prophètes[471].

Et c'est pour aller dans le sens de cette mise en garde que je n'ai pas voulu traiter du renouveau d'intérêt pour l'œuvre d'Abd el-Krim dans un quelconque cadre abstrait, ni dans l'espace légendaire de la lutte du tiers monde contre les puissances coloniales, mais bien dans un contexte géo-

politique objectif : le Maroc actuel. Je justifierai encore mon refus du mythe, ou plus exactement de l'attitude mythique, par le fait que je n'ai pas, dans ce débat, à me placer sur le même plan que les historiens marocains : ces derniers opèrent la prise en charge du passé *au nom* et *pour le compte* d'une certaine image qu'ils se font de leur avenir national. Leur choix y trouve d'emblée sa justification. Etrangère à une histoire dont je ne suis pas partie prenante, j'ai privilège sans joie — toute latitude d'examiner de l'extérieur une démarche pour essayer d'en saisir les motifs profonds, d'en suivre le cheminement, d'en discerner la finalité.

Pourquoi donc, au Maroc, parle-t-on aujourd'hui d'Abd el-Krim ? Première question qui en soulève aussitôt une seconde, son corollaire : qui parle aujourd'hui d'Abd el-Krim ?

Force est de constater qu'il ne s'agit pas d'un intérêt, surgi soudain au cœur même de la région qui fut le théâtre d'action d'Abd el-Krim. L'attention actuellement portée à cette question n'est pas rifaine d'origine (et je vous prierai de bien vouloir provisoirement me passer cette expression de « rifain », que je m'efforcerai, par la suite, de mieux définir). Je dirai même plus : il n'y a aucune marque significative d'une quelconque évolution de l'attitude *populaire* à l'égard d'Abd el-Krim, pour la bonne raison que le prestige de celui-ci n'a *jamais* été remis en cause et que l'attachement des populations du Rif à la tentative d'Abd el-Krim s'inscrit dans la continuité[472]. J'irai même plus loin en constatant que cette continuité même exclut cette espèce d'isolement mythique qui, détachant Abd el-Krim de son contexte déterminant, le présente aujourd'hui comme une figure unique et exemplaire. Dans la tradition rifaine, Abd el-Krim n'est *qu'une* des manifestations historiques d'une résistance constamment réitérée, *primus inter pares,* certes. On chante[473] aussi bien Sidi Mohammed Amezzian, qui fut le chef reconnu de la guerre sainte dans le Rif et qui périt dans une embuscade tendue par les Espagnols en 1911, que tel ou tel des successeurs d'Abd el-Krim : Slitan des Senhaja du Rif ou Ahmed Kheriro, qui avaient, tous deux, combattu aux côtés de celui-ci et qui poursuivirent la lutte quelque temps encore après sa reddition ; voire d'autres noms plus récents encore, comme ceux de ces partisans du retour d'Abd el-Krim, Si Mohammed Temsamani et son frère Abdesslam, que l'on retrouve au cœur de l'action

nationaliste dans le Nord, ou encore du chef de l’A.L.N. dans le Rif, Abbas, assassiné alors qu’il incarnait la dernière prise de position de l’exilé du Caire, qui refusait d’admettre qu’on déposât les armes au Maroc, alors que l’Algérie était en guerre… Cela, pour souligner la continuité d’une tradition rifaine, à l’intérieur de laquelle Abd el-Krim a, et a toujours eu, sa place historique ; pour conclure donc que cette brusque redécouverte à laquelle nous assistons aujourd’hui n’est ni le fait, ni l’œuvre des Rifains eux-mêmes.

Ce regain d’intérêt et son orchestration, nous devons donc les chercher ailleurs. Sur le plan de la chronologie et du contexte sociologique, nulle difficulté d’ailleurs à situer cette entreprise. Le 10 juillet 1971, c’est Skhirat, suivi des exécutions du 13 juillet. C’est ce même mois de juillet (du 17 au 22 très précisément) qui aurait dû voir la commémoration du cinquantenaire de la déroute espagnole et de la victoire d’Anoual. C’est, en fait, un peu plus tard, après quelques semaines de désarroi, que se développe très rapidement un mouvement visant à remettre Abd el-Krim à l’honneur. Le 1er novembre 1971, à 20 heures, se tient, à Dar Marassa, une cérémonie « en commémoration de la bataille d’Anoual, qui a marqué il y a cinquante ans la victoire du grand héros Abd el-Krim al Khattabi sur les forces coloniales » (je cite le communiqué officiel remis à la presse). Cette cérémonie est marquée par des discours « d’Allal el Fassi et d’autres personnalités nationales ». Le 6 novembre, ce sera au tour de M. Abdallah Ibrahim de faire, au siège de l’U.M.T. à Rabat, une conférence sur « Abd el-Krim al Khattabi, stratège de la guerre populaire contre le colonialisme ». Le lundi 15 novembre, *L’Opinion* consacre sa page culturelle au chef rifain. J’arrête là une énumération sans doute fastidieuse, mais qui montre bien, en tout cas, l’origine de ce renouveau d’intérêt et son contexte. On en conclura que le congrès qui réunit ici, aujourd’hui, un certain nombre de personnalités universitaires doit apporter sa caution scientifique à une entreprise suscitée, dans le contexte des événements de 1971-1972, par les grandes organisations politiques, celles-là mêmes qui ont marqué et forgé le destin national, au moment où le Maroc a acquis sons indépendance.

Or, pour ces responsables politiques, il s’agit de faire *revivre* Abd el-Krim. Car Abd el-Krim est mort, bien mort, dans sa vie d’homme, sans doute, mais aussi et surtout de cette mort historique qu’est l’oubli de ceux qui se détournent de ce qui ne leur paraît plus signifiant. Est-il besoin de rappeler la rupture, tôt intervenue au Caire, entre l’exilé de La Réunion et ceux-là mêmes qui avaient voulu obtenir son adhésion à leur cause en organisant son

débarquement, puis son séjour en Egypte ? Ces nationalistes marocains ont, par la suite, placé leurs rapports avec Abd el-Krim sous le sceau du silence, en public tout au moins, car en privé, on évoquait parfois un Abd el-Krim usé par l'âge et l'exil qui, suprême condamnation à l'heure de la politique triomphante, liait encore l'avenir du Maroc aux fusils de ceux qui n'admettaient pas de déposer les armes. Non, pas de doute possible : la voix d'Abd el-Krim paraissait révolue aux nationalistes des années 50, et l'on comprend que le divorce ait été consommé entre celui qui demeura muré dans son refus de remettre les pieds au Maroc tant que le dernier soldat étranger n'aurait pas quitté le Maghreb et ceux que la route passant par Aix-les-Bains devaient conduire au gouvernement, sous l'égide de Sa Majesté Mohammed V. Dans la perspective d'un Maroc indépendant, Abd el-Krim était mort, bien mort. Interrogé, Robert Montagne affirmait que la crise du Rif n'avait plus de sens dans le Maroc contemporain. Elle n'avait été : *qu'un épisode de l'indépendance proclamée par les tribus berbères hostiles à la conquête espagnole, mouvement dont la résonance, qui fut alors très grande en Orient, ne doit pas masquer le caractère à la fois local, occasionnel et traditionnel. On ne saurait, à ce moment, comme on le faisait en Orient, parler de « nationalisme rifain » : Abd el-Krim n'est qu'un héros de la guerre sainte, et sa difficulté récente à collaborer avec les mouvements nationalistes plus jeunes en donne la preuve*[474].

Or ce n'est pas autre chose que dira, quelques années plus tard, dans son *Histoire du Maghreb,* Abdallah Laroui[475] :

Si l'on se cantonne dans le cadre marocain, on est frappé par la coïncidence entre la fin de la guerre du Rif (1926) et le début du mouvement nationaliste (1927), et l'on donne un sens particulier à la date de 1934 où la « pacification » se termine et où le « Plan des réformes » est formulé. Tous les historiens soulignent ces concordances ; ne s'agit-il pas cependant d'une illusion, car si l'on élargit la perspective à tout le Maghreb, le Rif s'éloigne dans le passé pour aller rejoindre les différentes révoltes rurales et montagnardes (le Rif est en effervescence depuis 1860 contre les Espagnols), tandis que l'activité politique se trouve liée au mouvement nationaliste général du Maghreb et de l'Orient. La coupure entre résistance primaire et nationalisme politique s'élargit bien au-delà des deux années reconnues[476].

Nous sommes donc en droit, me semble-t-il, de conclure que, dans le cadre

d’une vie nationale structurée par les partis issus de la lutte nationaliste, Abd el-Krim et sa tentative ne constituaient plus, jusqu’à ces derniers temps, une donnée pertinente dans la situation contemporaine[477].

J’en déduis qu’il a fallu un long pourrissement de la situation interne du Maroc, soudain mué en fait historique irréversible par la tentative de Skhirat, pour qu’on procédât, à travers une commémoration quelque peu tardive d’Anoual, à l’évocation, sous la forme d’une image actuelle, du combattant Abd el-Krim. Phantasme et explicitation à la fois, ces deux événements de l’été 1971, Skhirat et l’anniversaire d’Anoual, ont donc entre eux *un rapport historique.*

Mais l’histoire a aussi ses voies souterraines ou irrationnelles, et ce serait, je pense, passer à côté de la dimension réelle de ce rapport de cause à effet que d’en faire l’expression d’une analyse objective de la situation marocaine. Non pas que je songe à nier, bien au contraire, le parallèle que l’on peut établir entre les diverses manifestations auxquelles se livrent les partis politiques en honneur d’Abd el-Krim et la discussion qu’ils mènent conjointement sur la situation du Maroc en cette fin de 1971 : critique notamment des survivances coloniales et de la présence étrangère, mise en évidence de l’échec de la politique agricole, compte rendu du procès de Marrakech, inculpation de fonctionnaires accusés de corruption ou de trafic de passeports. Il y a donc certainement un lien étroit entre l’un et l’autre de ces volets de l’activité des partis, mais ce serait néanmoins une erreur de perspective que de subordonner la réapparition d’Abd el-Krim sur la scène politique à l’expression concrète des critiques institutionnelles ou socio-économiques, car il me semble que l’évocation historique relève d’un nœud de forces, à la fois plus obscur et plus profond, qui témoigne d’une crise de conscience que l’on doit tenter de cerner, sous peine de méconnaître la nature des aspirations que l’on projette actuellement sur le personnage historique d’Abd el-Krim.

Cette crise de conscience repose, me semble-t-il, sur trois données de ce long après-midi du 10 juillet 1971 : d’abord et avant tout, la présence des cadets d’Ahermoumou, et le bon droit de cette intrusion faite de violence, lourde de toute la misère et de toute l’oppression que charrie l’histoire du Maroc. C’est l’histoire elle-même, peut-être, qui bascula de camp ce jour-là. Deuxièmement, les invités de Sa Majesté, fussent-ils ministres ou responsables politiques, n’avaient point ce jour-là de prise sur ces hommes qui les condamnaient, non pas peut-être nécessairement tel ou tel officier,

mais la masse des cadets à mitraillette, de Marocains soudain mués en adversaires vis-à-vis desquels il n'y avait plus ni langage, ni communication[478]. Constatation amère et remise en cause fondamentale pour ces responsables : certes, ils n'avaient pas ménagé leurs critiques aux institutions qu'ils avaient eux-mêmes contribué à former, et aux dirigeants « égoïstes » ou « irresponsables » qui en avaient la charge, mais ils ne pouvaient nier les parentés d'origine, de formation, de classe et de pensée politico-économique qui les liaient à ces derniers, encore moins pouvaient-ils, en tant que responsables politiques, remettre en cause leur adhésion profonde à une structure étatique qu'ils avaient eux-mêmes forgée, parce qu'ils la considéraient comme allant dans le sens de l'histoire. Ce système-là, qui était pour eux, en dépit des défaillances qu'ils avaient relevées, le visage même du Maroc put apparaître, soudain, un simple masque, sans réalité ni substance. Ce masque qui, à cet instant, n'avait plus de répondant dans la population marocaine — cette population qui s'exprima par le geste de quelques cadets, ou qui refusa de s'exprimer par le silence de la grande majorité — , qu'est-ce alors qui l'avait suscité et lui avait permis ainsi de se développer, en rupture avec la réalité marocaine ? On l'a, dans certains milieux, senti obscurément[479] et on l'a dit, on continue à le dire, sous diverses formes partielles, mais explicites. C'est la troisième constatation, celle de la présence aliénante de l'*Autre, l'Etranger*, qui fut d'abord l'occupant militaire, puis le colonisateur avec ses outils économiques, enfin, forme plus insidieuse mais plus aliénante encore, la présence de l'autre sous la forme de sa langue et, partant, de son mode de pensée, de son jugement historique, tant il est vrai, comme le rappelaient la semaine dernière les « tribus de Midelt » qu'« il n'y a aucune différence entre l'occupation militaire et la colonisation linguistique[480] » et que la musique qui rythme une aliénation est une voix qui efface la perception de sa propre voix, qui structure au nom d'un référant étranger toute expérience et qui, au bout du compte, crée l'exil au cœur de la patrie. Au niveau d'une classe, cela s'appelle l'exil historique.

Tel fut sans doute, en ces temps-là, la remise en question, ou pour le moins la crise de conscience d'une classe dirigeante face à une réalité nationale qu'elle avait elle-même créée et structurée au cours des quelque vingt années précédentes. Et c'est cet arrière-fond qui encadre l'évocation d'Abd el-Krim, qu'il postule sans doute, tant il est vrai que se trouvent liés là les deux termes du problème : Abd el-Krim est à l'image du Rif, et il est à l'image aussi de la résistance du Maroc à la présence étrangère.

Ayant ainsi défini, dans le cadre des couches intellectuelles et urbaines, dirigeantes et possédantes, la remise en valeur d'Abd el-Krim en tant, cette fois-ci, qu'expression d'une contradiction historique, j'aurai maintenant à examiner la manière dont fonctionne ce symbole.

Considérons d'abord le problème sous son angle théorique : le symbole historique peut jouer, me semble-t-il, de deux manières très différentes. Par la distance même qu'il établit avec une situation et un conflit donnés, il permet d'objectiver ceux-ci. Il tend par conséquent à l'autocritique, favorisant la clarification des termes mêmes de la contradiction. En vertu de celle-ci, une remise en cause s'opère, prélude à un dépassement et à une nouvelle formulation, avec réinsertion dans le courant historique. Dans ce sens, on peut, à propos du symbole, parler de *modèle.* Mais inversement, le symbole sur lequel on projette les éléments d'une contradiction peut correspondre au refus d'objectiver. A ce moment-là, on voit le symbole agir comme valeur refuge, polariser les différentes manifestations de la contradiction, et par là même les consolider. Dans ce sens, on peut le considérer comme un mécanisme de blocage, ne permettant ni la remise en cause d'une contradiction interne, ni son dépassement. Le symbole ne fonctionne plus alors en tant que modèle historique, mais en tant que *mythe.* Mais ce ne sont pas les seules raisons internes qui suscitent le mythe qui est aussi pour consommation externe. C'est ainsi qu'il sert à porter une action ou un message en faisant l'économie d'une explicitation préalable. Le mythe devient alors *mystification,* tant il est vrai qu'il n'y a pas de raccourci en histoire. Or, toute mystification ne repose-t-elle pas sur le langage ?

Cela dit, qu'en est-il de l'image qu'on se fait et que l'on répand d'Abd el-Krim au Maroc en 1972-1973 ? La première des constatations à faire, c'est qu'évidemment il s'agit d'une première étape, que j'appellerai la constitution du mythe. Il n'est donc pas question de la saisir dans sa finalité, ni même dans son développement, et cela d'autant plus que l'étrangère que je suis fonde ses analyses sur les faits, sur les commentaires et discussions que ceux-ci suscitent ; or, il n'existe pas, à l'heure actuelle, une telle recherche critique et je ne vois guère que *le Maroc à la recherche d'une révolution* qui tente, à partir de modèles historiques actuels, une pareille clarification.

C'est donc à un stade premier, et dans sa formulation même, que je tenterai

de discerner la potentialité du symbole jusques et y compris dans les titres de gloire du chef rifain que l'on désigne aujourd'hui à l'attention du public. Et, en premier lieu, n'y a-t-il pas cette « république » qui est le thème de ce congrès ? Je vous avouerai, pour ma part, que ce titre même n'est pas sans me gêner. D'abord parce que, ainsi pris hors contexte, mis en évidence hors du temps, ce terme « république » semble exiger de moi que je lui reconnaisse quelque valeur positive absolue, au lieu de le considérer comme la désignation d'une des multiples formes d'organisation que peut prendre, dans un contexte donné, l'institutionnalisation d'un certain état social déterminé. De plus, que je m'en défende ou non, ce terme ne se séparera pas de certaines connotations et de certains présupposés qui seront donnés par l'Europe, puisque c'est en Europe que ce terme est passé du stade descriptif au stade de modèle historique qui permet son utilisation conceptuelle et hors contexte. Or, Abd el-Krim apparaît ici, ou est présenté ici, comme le garant de cette valeur étrangère, et pourtant, historiquement parlant, il avait, lui, plus de distance vis-à-vis des étiquettes et une plus grande liberté d'allure dans leur maniement. Tenant compte du fait que ces termes tiraient leur sens du contexte de l'adversaire, il s'en servait ou les rejetait au gré de la conjoncture pour semer le trouble chez l'adversaire : une arme parmi d'autres, dont lui-même ne fut ni l'esclave ni la victime. La « république » devenait le *khalifa,* ou « l'esprit du traité de Versailles », au gré des circonstances et de l'interlocuteur : c'était ce que l'on appelait à l'époque le « machiavélisme » d'Abd el-Krim tentant d'empêtrer l'adversaire dans son propre système. Je ne dis pas que le terme de « république » n'ait pas quelque consistance[481], mais je dis bien que cette consistance-là était toujours le résultat et l'expression d'une conjoncture politico-historique donnée et qu'elle était de toute façon conditionnée par un rapport de forces qui rendait le langage de l'autre dominant. Etant donné d'ailleurs que l'essentiel des documents et des témoignages qui servent de base à notre analyse d'Abd el-Krim sont la formulation de l'autre (le militaire, l'adversaire politique, le journaliste malveillant ou simplement ignorant), la part du poids de l'adversaire est à faire doublement. Donc, on parlait plus de « république » pour le P.C. français ou le *Riff Committee* que sur les bords de l'Ouergha ; plus souvent à la veille des fausses négociations d'Oujda qu'après Anoual ou dans les derniers jours de Targuist, mais cela demeurait toujours une réponse libre face à la pression de l'autre. On organise ses troupes et ses arguments face à l'autre, mais seul compte le principe intangible sur lequel l'argument et les

forces de l’étranger n’ont, eux, pas de prise : *la revendication absolue à la liberté,* dont Frantz Fanon devait découvrir par la suite, à travers sept ans de guerre d’Algérie, qu’elle était aussi la revendication *minimum* du colonisé. Il ne me déplaît donc pas de penser qu’à ce terme de « république », si lourdement tributaire de l’Autre, Abd el-Krim ait, sur le plan interne rifain, préféré une expression qui relève, elle, directement de la situation historique telle qu’elle était vécue du côté marocain : celle de *front rifain.* Et l’on pourrait peut-être, à force de tenter de renverser cette perspective historique que crée le langage de l’autre, trouver le sens d’une utilisation du terme « république », dans le cadre interne du mouvement rifain, qui serait sans doute bien loin de celui que suggère le titre de ce congrès. Il existe en effet des traces d’un usage négatif du terme « république » qui en ferait un synonyme de *siba,* autrement dit qui correspondrait, sur le plan idéologique, à une période et un état *préhistorique* que la tentative d’Abd el-Krim avait pour but de transformer, en postulant l’histoire pour se réaliser en elle… On voit la contradiction : ou bien la république est une chose positive *parce qu’elle* est garantie par des valeurs et des réalisations européennes, ou bien elle est négative dans la mesure où, dans la condition historique qui fut celle du peuple marocain en lutte, elle véhiculait *la part d’échec ou de refus* que comportait la situation. Car les mots ne sont rien en eux-mêmes, ils tirent leur substance de l’histoire qui les porte.

Cette même critique de vocabulaire, je ne suis pas sûre que nous n’aurions pas dû déjà la faire lorsqu’on a mis à l’actif d’Abd el-Krim — premier chef de gloire — la bataille d’Anoual. Car, objectivement parlant, on pourrait dire qu’Anoual fut moins la victoire d’Abd el-Krim que la défaite du général Silvestre — ce Mangin malchanceux. Comme l’avaient fait avant lui Moha ou Hammou, le Zayyani, à El Herri, Abd el-Krim ne fit qu’exploiter — exploiter à fond, certes — *toutes* les faiblesses d’organisation interne, de méconnaissance locale et d’insuffissance politique de l’armée coloniale, fondant sa victoire, en particulier, sur cette imprudente avancée qui est la tentation dangereuse que subissent les chefs des armées coloniales, avides de ces médailles et de ces titres (comte de Chaouen, duc de Tetouan) que l’Europe ne mesurait plus qu’au compte-gouttes et à bien grand prix. Défaite cuisante et souvenir douloureux pour une armée coloniale qui se doit d’être constamment victorieuse. D’où les conséquences incalculables et les lointaines répercussions d’un tel désastre. Non pas pour les Marocains — sur le plan local, un renfort de troupes parvenait tôt ou tard à rétablir

l’équilibre — , mais sur le plan de la France ou de l’Espagne. Et c’est ainsi que des réflexions ou des ouvrages sur Anoual nous entraînent très vite loin du Maroc, jusqu’au cœur de la politique européenne : un livre tel que celui de David S. Woolman, *Rebels in the Rif,* qui a pour sous-titre *Abd el-Krim and the Rif Rebellion,* aurait pu plus justement encore s’intituler *Abd el-Krim and Spanish Politics* ! C’est ainsi, une fois encore, qu’on voit le choix mal pesé du terme ou de l’événement — qui nous viennent d’autant plus facilement à l’esprit que ce sont ceux-là mêmes que l’histoire ou la politique européenne ont soulignés — nous faire prendre insidieusement la pente de l’Autre, nous faire pénétrer dans ses structures, où, tôt ou tard, nous nous retrouvons prisonniers, exilés du Maroc.

Ce n’est là, certes, qu’une des manières de se perdre en s’aliénant au profit de l’Autre, mais il n’est pas dit que cette démarche, esquissée ici au seul niveau du langage, ne soit pas éminemment représentative.

Quelles conclusions tirer de cette leçon qui met en évidence le fait qu’il n’est pas possible de trouver dans l’œuvre d’Abd el-Krim un modèle historique achevé, car si sa tentative est inscrite dans l’histoire de demain, elle est niée dans l’histoire d’aujourd’hui et par celle d’hier ? Doit-on renoncer à tirer de cette lutte une connaissance historique positive ? Je serais plus nuancée, même dans le cadre d’un rapport de forces qui fait que l’expérience historique passe nécessairement par le langage de l’Autre.

Il y a en particulier une classification et une hiérarchie des langages d’emprunt que ce congrès pouvait tenter d’établir en fonction d’un indispensable renversement de perspective, étape première d’une nouvelle évaluation historique. A l’extrême, dans ce rapport de forces qui joue en faveur de l’Autre, il y a la gamme des langages empruntés à l’adversaire (et là même, il y eût eu une échelle à établir, et je pense que, dans ce domaine, les rapports de M. Echevarieta eussent été plus intéressants à examiner que ceux du lieutenant-colonel Laure)[482]. Mais, plus près de la pensée d’Abd el-Krim, en rapport plus direct avec lui, il y aurait eu l’examen du modèle kamaliste, la marque qu’il laissa dans la vision rifaine — vision à laquelle on ne peut s’empêcher de songer en longeant les tristes masures d’Ajdir qui devaient, selon la promesse d’Abd el-Krim, devenir l’Ankara du Maroc. Examen d’autant plus utile que nous sommes moins informés à ce sujet, tant il est vrai que la perspective historique — ici résolument européo-centriste — conditionne la nature et l’étendue de l’information transmise. Il y avait même un langage plus proche encore de la préoccupation authentique

d’Abd el-Krim : son langage marocain. N’est-il pas regrettable que nous ayons si peu contribué à le clarifier par ce congrès ? Nous en sommes encore à faire état des seuls et rares documents que l’indiscrétion des particuliers ou les révélations des services de renseignements aient jadis mis en circulation. Pourtant, ils sont bien suggestifs, ces quelques passages, ce rappel, par exemple, de la parfaite orthodoxie de la position d’Abd el-Krim, « défenseur de la religion musulmane » et « combattant de la guerre sainte », qui écrivait aux *fqihs* Si Abdelaziz Gennani et El Iraqui, cadi de Fez :

Nous comptons sur vous pour approuver la guerre sainte que nous prêchons, et n’oubliez pas, si vous êtes prisonniers, que nous ne le sommes pas et que nous disposons des forces nécessaires pour chasser les infidèles du pays.

Ou encore la mise en évidence de l’absolue nécessité de combattre le colonialisme, qui ne peut être qu’une entreprise de destruction économique :

Nous ne prendrons aucun repos, tant que nous n’aurons pas chassé les Français et les Espagnols du Maroc. S’ils y restent encore, ils feront des Marocains ce qu’ils voudront et ne leur laisseront aucune ressource : *ni forêt, ni aucun jardin, ni terrain, aucun magasin ni maison*[483].

Avertissement auquel il convient de joindre cette annonce quelque peu prophétique (encore qu’elle relève d’une lecture attentive de l’histoire coloniale) :

Mais ces impies, un certain jour, s’empareront de tous les Marocains riches et chefs comme Moulay Youssef et autres, et les transporteront sur un autre continent des mers lointaines. C’est ainsi qu’a opéré l’Angleterre avec le roi et gouverneur de l’Inde, lorsqu’elle a occupé le pays militairement[484]

On voit que, même à l’intérieur du langage que dicte une situation historique faite par l’oppresseur, les faits comme les discours peuvent s’organiser autrement, non par rapport au centre moteur européen, mais par rapport à cette revendication à l’histoire qu’incarne Abd el-Krim. Or, seule l’analyse objective réelle de cette situation en deçà de l’histoire qui fut celle d’Abd el-Krim eût permis de définir une grille des pertinences à partir de laquelle l’étude des faits et du langage deviendrait une tâche constructive.

Mais cette grille de pertinences, elle est fonction de critères d’évaluation qui supposent une transformation radicale de perspective, puisqu’il faudrait replacer le cœur de l’histoire au sein de cette tentative rifaine, et cela non seulement dans un épisode donné (l’accidentel est sans intérêt), mais dans la

longue durée qui est la véritable dimension de l’histoire.

Or, ce renversement de perspective est-il même concevable ? Même de prime abord, on a du mal à l’envisager, tant il est vrai que de faux problèmes et de réelles ignorances nous en détournent. Qui même voudrait poser le problème, ne voit-il pas le plus clair de son énergie passer à lutter avec des ombres, car le langage de l’Autre est passé aussi par là ? Qui peut, aujourd’hui, objectivement utiliser le terme « rifain », sans voir surgir le spectre du dahir berbère, sans susciter la crainte du séparatisme berbère, sans remettre en cause non seulement l’unité arabe mais jusqu’à l’Islam ? Et pourtant, l’exemple d’Abd el-Krim n’est-il pas là dans sa réalité la plus manifeste pour s’inscrire en faux contre ces craintes qui paralysent : Qui a situé son action dans l’esprit orthodoxe de l’Islam sinon Abd el-Krim ? Où était le *Dar el-Islam* en 1922, sinon dans le Rif ? N’est-ce pas encore au nom de celui-ci qu’Abd el-Krim s’opposa à certaines des tractations des années 50 ? Que fit Abd el-Krim dans les tribus qui lui donnèrent leur adhésion, sinon lutter vigoureusement contre le maraboutisme[485] et remplacer partout le tribunal coutumier par le droit islamique ? On n’en faisait pas autant de l’autre côté du front berbère, synonymes de régionalisme ? Un repli sur des entités de plus en plus réduites, morcellement et partant antinationalisme ? Et pourtant, qui sinon Abd el-Krim, postula toujours des regroupements de plus en plus larges ? Soutenu par les Aït Ouriaghen (Beni Ouriaghel), il prêche l’union des tribus rifaines. Fort de l’appui de celles-ci, il gagne à sa cause des populations infiniment plus nombreuses, de langue arabe, comme les Jebala. Maître du Nord, il pensera à l’échelle du Maroc, et l’indépendance même de son pays, il ne la concevra qu’à la dimension du Grand Maghreb. Cette clarification-là, on voit Abd el-Krim l’imposer de prime abord, face aux mensonges récents comme aux peurs anciennes.

Mais au-delà de l’erreur, il y a l’ignorance qui résulte de cette grande négation historique que l’on a opposée aux structures internes de la société marocaine. Qui aujourd’hui peut dire exactement où commence, où finit le Rif — et qu’est-ce que le Rif ? Mais cette ignorance-là a peut-être son double de vérité, car si le Rif a un commencement, il n’a peut-être pas de fin autre que les barrières objectives de classe, de mode de production et d’organisation socio-économiques. « Car c’est bien là que réside le facteur

vraiment redoutable de la puissance d'Abd el-Krim, dans cette infiltration insidieuse retournant subitement les tribus rifaines contre nous et noyant nos forces et nos arrières dans une insurrection sans cesse étendue[486]. » Le jugement est du maréchal Juin, qui retrouva dans la lutte armée et politique les mêmes facteurs que nous entrevoyons ici, car le Rif n'est peut-être pas autre chose que la formulation extrême de facteurs économiques et de formes socio-culturelles correspondantes que l'on retrouve, peu ou prou, dans tout le Maroc : le Rif, c'est l'économie de subsistance ; c'est, à la limite, cette agriculture des étroites terrasses prises sur la montagne et les lits de rivières face à laquelle la réforme agraire elle-même est une dérision. C'est le problème des terres lourdes d'hommes, abcès national que seule cette médicamentation artificielle qu'est l'émigration massive de ceux qui — tristes victimes des champs de bataille et des mines d'Europe — permettent de maintenir le pays en deçà du seuil critique d'une septicémie généralisée. C'est le blocage de l'évolution interne de cette société, mais c'est aussi sa revendication égalitaire et son exigence absolue d'indépendance, son droit à sa propre histoire. Le Rif, il est partout là où il y a misère, exploitation, humiliation. Ce Rif-là n'est ni un phénomène circonscrit dans l'espace, ni un phénomène circonscrit dans le temps. C'est le Maroc majoritaire, et ce Maroc-là est inséparable de sa vocation historique.

Car, et la résistance berbère est là pour l'affirmer, il ne s'agit pas d'une présence négative dans l'histoire, d'une masse de mécontentement à exploiter, ou d'une force « non politisée » qu'il s'agirait d'amener à la lutte, d'endoctriner, et partant de soumettre à telle ou telle forme politique dominante. C'est là une erreur d'analyse qui trouve sa base dans une certaine historiographie qui, pour des raisons de classe comme de concepts (que je n'ai pas à examiner ici), a constamment mis la présence berbère dans l'histoire du Maroc sous le signe négatif du désordre — « l'anarchie berbère » — , de la révolte, de l'anti-histoire. Songeons, par exemple, à cette description que fait Ezziani de la situation au Maroc à la mort de Moulay Isma'ïl : « Les populations, complètement négligées par le souverain, ne tardèrent pas à rompre l'unité du Maghreb. Elles mirent à mort les fonctionnaires du gouvernement qui en étaient les soutiens et, méprisant les ordres du sultan, elles infestèrent les routes du royaume sans que personne essayât de réprimer leurs excès. Les Berbères ne songèrent plus qu'à se procurer des armes et des chevaux ; et le vent revint accomplir son œuvre habituelle après avoir été dans des coffrets de cuivre[487]. » Avouez que cette

vision n'est pas très éloignée de celle des « hordes barbares » face à « l'œuvre de civilisation » que devait invoquer le maréchal Pétain, justifiant devant la Chambre l'emploi au Maroc en 1925 de 44 bataillons et 73 avions qui devaient larguer 11 307 tonnes de bombes.

Et pourtant, en dépit même de la négation qu'elle oppose à la présence berbère dans l'histoire du Maroc, cette historiographie ne parvient pas à cacher entièrement l'expression concrète de cette persistance berbère dans ses structures de résistance comme dans ses structures d'affirmations. Car c'est une société organique, mais virtuelle, postulant et trouvant son dépassement vers des ensembles toujours plus larges quand les circonstances le permettent, mais se dissolvant devant la présence ennemie pour mieux renaître. Nous lui connaissons des relais dans la structuration, des lignes de forces géo-politiques qui constamment commandent son action et son développement. Sa solidité, cette société « irrécupérable » la doit, sans doute, à des structures socio-économiques irréductibles aux critères européens habituellement invoqués qui la présentent comme une « féodalité » qui attend, comme un espoir, son passage au capitalisme bourgeois. Telle quelle, et jusque dans la représentation qui lui est hostile, cette société parvient à maintenir son visage communautaire et à imposer ses mécanismes égalitaires[488]. Elle constitue, en un mot, un mode d'organisation qui non seulement se maintient, mais a constamment mis tout autre système en échec au Maroc.

Face donc à une crise historique qui a fait surgir l'image d'Abd el-Krim, celle-ci, me semble-t-il, évoque essentiellement les limites de l'utilisation de ce symbole face à une population qui exige sa propre présence dans l'histoire, non sous la forme d'une participation à tel ou tel schéma rédigé en dehors d'elle, mais en vertu et en fonction d'une structuration élaborée qui lui est propre, et dont on entrevoit qu'elle constitue à la fois le dépassement de la contradiction interne qui a pesé sur toute la longue histoire du Maroc, et une perspective infiniment dynamique et neuve dans les possibilités historiques qui s'offrent à une humanité qui dépasse le carcan étroit des frontières et des modèles européens.

Mohamed Ahmed Anis

Abd el-Krim et l'Égypte

Ce thème peut être traité à mon avis en quatre points :

1. Un bref aperçu sur le rôle culturel et économique des marocains en Egypte.

2. L'environnement international qui a sécrété les mouvements de libération nationale en Egypte et au Maroc.

3. L'attitude prise par la direction du mouvement national égyptien à l'égard de la lutte d'Abd el-Krim.

4. Abd el-Krim pendant son exil en Egypte.

1. Pour ce qui concerne le point 4, je n'ai pas besoin de rappeler qu'Abd el-Krim mourut au Caire en 1963. Ses enfants laissent entendre qu'il avait rédigé des mémoires qui traitent de sa vie, de sa lutte et qui n'ont pas encore été publiés. Je n'ai pas eu la possibilité d'en prendre connaissance : c'est, paraît-il, qu'ils comportent des critiques envers Abd el-Nasser, pour la politique qu'il a suivie envers le Grand Maghreb. On dit aussi que ces mémoires contiendraient d'autres critiques adressées à Mohammed V, à Bourguiba, à Ben Bella. La famille d'Abd el-Krim affirme qu'il lui est impossible de publier ces mémoires s'ils devaient être tronqués. Pendant toute une année, je me suis évertué à les convaincre de l'importance que peut revêtir cette publication, qu'elle soit faite au Caire, à Beyrouth ou ailleurs. J'obtenais des promesses, mais sans lendemain. C'est pourquoi je suis arrivé à cette conclusion : ou bien les héritiers d'Abd el-Krim ont des intérêts (matériels) au Maroc et ils ne veulent point gêner la monarchie marocaine par la révélation des critiques contenues dans l'ouvrage d'Abd el-Krim, ou bien Abd el-Krim n'a pas laissé du tout de mémoires.

Cependant ma patience n'est pas épuisée, et je persévérerai dans mes tentatives pour connaître la vérité.

En ce qui concerne toujours le point 4, que nous examinons, je pense que

le choix de l'Egypte comme terre d'exil par Abd el-Krim avait une certaine signification.

a) parce que l'Egypte était — et je pense qu'elle l'est toujours — le centre de gravité du monde arabe et musulman ;

b) parce que l'Egypte était le pays arabe qui jouissait de la plus grande stabilité politique.

Abd el-Krim a eu une activité politique notable, qui paraissait à travers la presse égyptienne, et ce jusqu'à la révolution de 1952. Depuis lors, et jusqu'à sa mort, cette activité s'est éteinte.

2. Revenons à présent au rôle économique et culturel des Marocains en Egypte. A ce propos l'historien constate que, depuis la fin de la domination ottomane en Egypte, ce pays a eu une importante colonie marocaine ; elle est même la plus importante après la colonie soudanaise. A l'Université d'Al Azhar, il y avait une section marocaine *(Riwaq)* : elle est la plus grande section d'Al Azhar. De plus, la caravane égyptienne pour le pèlerinage annuel — la plus importante des caravanes de l'histoire musulmane jusqu'à nos jours — comptait des Marocains. Ceux-ci s'adonnaient à des activités commerciales ; nombre d'entre eux se sont établis en Egypte, en particulier dans la province du Saïd, et sont devenus par la suite des oulemas, ou des commerçants.

Il y a lieu de souligner que les Marocains ont joué un rôle méritoire dans les rangs du mouvement national égyptien : ils ont participé à la direction des masses dans leur lutte contre l'occupation française, de 1791 à 1801, et, d'une façon particulière, à la deuxième révolution du Caire, comme le rappelle l'historien égyptien Abderrahman Aljabarti dans le 3^{e} tome de son ouvrage *Ajaib alatar fi attarajim wa alakhbar*.

Il n'est donc pas étonnant que l'Etat marocain ait eu un consul à Alexandrie durant presque tout le XIX^{e} siècle.

Tous ces facteurs — joints à d'autres facteurs dont je vous fais grâce — devaient faire bénéficier le mouvement rifain d'une attention particulière de la part du mouvement national égyptien, d'autant plus que, parmi les nombreux messages envoyés par Abd el-Krim, il y en avait un adressé à la direction de ce mouvement national.

3. Nous arrivons au point concernant l'environnement international qui avait

sécrété les mouvements de libération nationale en Egypte et au Maroc. M. le Professeur Jacques Berque m'a dispensé, par son magistral exposé, de développer cette question. Je voudrais seulement ajouter qu'il y avait plus d'une république qui vit le jour lors de la révolution de 1919. Chacune de ces répliques avait son étendard, son gouvernement, son hymne national et ne relevait guère du gouvernement du Protectorat en Egypte, à l'instar de ce qui s'est passé pour la république établie par Abd el-Krim, dans le Rif, bien que lesdites républiques n'aient pas eu une durée aussi longue que la République du Rif. La journaliste britannique Valentine Chirol — correspondante du *Times* en Egypte, écrit dans son ouvrage : *The Egyptian Problem*, que le phénomène de prolifération de ces républiques était dû à l'influence soviétique en Egypte.

Nous trouvons une autre opinion dans les ouvrages des historiens égyptiens comme Abdel Rahman Erafii dans son livre : *La Révolution égyptienne.* Selon lui, la cause de ce phénomène est due à la liquéfaction du régime établi pendant la Première Guerre mondiale, qui avait abouti à la paupérisation des fellahs égyptiens (les autorités anglaises réquisitionnaient les jeunes paysans, les disant volontaires — confiscation du bétail, des récoltes pour les besoins de la guerre).

Cependant, la direction de la révolution de 1919 n'a porté aucun intérêt sérieux à la République du Rif pour les raisons suivantes :

a) la distance géographique qui sépare l'Egypte du Maroc ;
b) la direction de la révolution égyptienne ne croyait pas à la solidarité entre les révolutions arabes. Saad Zaghloul, leader du mouvement national égyptien, aimait à dire : 0 + 0 = 0.
c) La révolution de 1919 se concentrait sur la définition du nationalisme égyptien, et rejetait catégoriquement le concept de la solidarité arabe ou musulmane. L'œuvre célèbre de Tawfiq el Hakim : *Le Retour de l'âme*, constitue la meilleure illustration de cet état d'esprit. Remarquons que cette mentalité caractérise encore aujourd'hui certains cercles d'intellectuels.
d) La révolution de 1919 n'inscrivait pas, dans le cadre de son idéologie, le concept de « république ». Elle luttait plutôt pour l'indépendance nationale dans le cadre de la monarchie.
e) La révolution de 1919 — tout au moins du point de vue de la direction — n'adoptait pas comme méthode de lutte la guerre populaire, mais prônait de porter le problème devant la Conférence de la Paix de Versailles

ou le recours aux négociations directes. C'est la deuxième voie qui a été finalement adoptée, même après la révolution de 1952.
f) Même si la République du Rif était plus proche géographiquement de l'Egypte, il n'aurait pas été possible à celle-ci de se solidariser avec la République du Rif, ou de lui porter attention, du fait du caractère laïc du mouvement national égyptien, alors que le caractère religieux de la République du Rif était fort accentué.

Cependant, depuis l'apparition de la révolution armée palestinienne en 1965, nous assistons à un développement de l'intérêt des peuples arabes pour l'étude de l'expérience révolutionnaire rifaine. Et je voudrais mentionner qu'un bulletin de l'O.L.P. a publié récemment le compte rendu d'une entrevue entre Mao Tsé-toung et une délégation du Fath, qui avait eu lieu en 1971. Au cours de cette entrevue, Mao a déclaré : « Chers camarades, vous êtes venus me voir pour que je vous parle de la guerre populaire de libération, alors que, dans votre histoire récente, il y a Abd el-Krim el Khattabi, qui est une des principales sources desquelles j'ai appris ce qu'est la guerre populaire de libération. »

Il est incontestable qu'il y a, dans le monde arabe actuellement, une tentative tendant à reprendre l'étude de l'expérience rifaine. C'est un phénomène qui sera certainement salutaire si le monde arabe, et non le Maroc seulement, arrive à se libérer du néo-colonialisme.

Traduit de l'arabe
par Abderrahman YOUSSOUFI

Rosalba Davico

La guérilla libyenne. 1911-1932

Impérialisme et résistance anticoloniale en Afrique du Nord dans les années 1920

> …Amour, tendresse, ô toi, patrie abandonnée par affection, non par haine…
>
> Ahmed Rafik Al-Mahdaoui, Libye, 1923.

> Alors sonnera l'heure pour Alger, Tunis, Tripoli, dont le peuple se prépare déjà au moment de la grande délivrance.
>
> Abd el-Krim, 1925.

Ce rapport n'est qu'un essai, limité à quelques points, sur l'expérience historique qu'a été la résistance populaire à l'occupation coloniale en Afrique du Nord au début de notre siècle ; la seule guérilla libyenne mériterait plus ample développement. Que ce mouvement soit messianique ou nationaliste, qu'il soit plus ou moins inspiré du soulèvement des Jeunes-Turcs, ou de la « grande révolte » arabe des années vingt, il n'en apparaît pas moins pour l'Islam comme une expérience de républiques libertaires ; il doit alors être rapporté à ce grand tournant de l'histoire politique et économique que fut la Commune, ce modèle libertaire qui vaut encore pour le présent, pour la compréhension historique des nationalismes d'aujourd'hui.

La génération des années vingt fut, en Europe, une génération tragique ; il en est de même de celle d'Omar El Mukhtar, **d'Abd** el-Krim et d'innombrables autres, du Maghreb rifain au Moyen-Orient syrien. Seule Rosa Luxemburg, en 1910, en soutenant le mot d'ordre de la grève de

masses, a eu la notion claire de l’erreur fatale que commettait la social-démocratie européenne en séparant la question ouvrière de la question coloniale. Les « intellectuels » se croiront encore assez longtemps — au moins jusqu’à l’épreuve de 1936 et du deuxième conflit mondial — des démiurges de l’histoire, porteurs de « culture ». Malgré les soulèvements des paysans siciliens contre la politique de Crispi, les répressions sanglantes de la révolte de Milan en Italie et les innombrables autres épisodes de lutte de classes en Europe, ce sont les positions conjuguées d’un Cecil Rhodes et d’un Bernstein qui l’emportent ; la génération des années vingt en Europe allait ainsi mourir, sous le fascisme et dans la guerre, logique extrême d’un système que P. Sweezy a justement défini comme celui de la « guerre constante ». Le présent comme l’histoire nous apprennent d’ailleurs que, s’il y a des « impérialismes prolétariens », il y a eu et il y a encore des « impérialismes en smoking » qui sont terriblement longs à mourir.

En Afrique du Nord, l’occupation coloniale véritable — la conquête par les armes — marque la conclusion d’un processus économique séculaire de mise en dépendance. L’asservissement graduel par l’économie occidentale, qui est un fait précolonial, se produit en Libye dans les formes décrites par Lucette Valensi pour les deux autres régences turques du Maghreb, celles d’Alger et de Tunis. La situation monétaire en fournit un indice : la détérioration de la monnaie libyenne est continue entre la fin du XVII^e^ et le début du XIX^e^ siècle. Entre 1711 et 1835, Tripoli est un organisme politique autonome dont la consistance économique ne cesse de fléchir[489] ; vers 1820, Yusuf Caramanli, pour rétablir le cours des monnaies, essaie d’obtenir des emprunts internationaux, s’adressant, sans succès d’ailleurs, au roi de Sardaigne. Les ressources économiques de la Régence n’offrent plus en effet à cette date, la moindre garantie. Pour l’achat d’armes, des objets nécessaires à la cour, etc., Yusuf est contraint à des transactions sur la vente des produits des tribus et sur confiscations. Les achats sont remboursés aux marchands européens, non en argent comptant, mais par des *tzekers,* c’est-à-dire du papier-monnaie à l’ordre des adjudicataires de rentes publiques dans les provinces maritimes, système dont l’incertitude de paiement permettait aux commerçants européens les spéculations les plus usuraires ; les mêmes *tzekers* sont objet de spéculation, aussi lourde pour les finances publiques que hasardée, lorsque

Yusuf est contraint par les nécessités économiques d’affermer pour plusieurs années, la rente publique et d’alourdir le poids des impôts sur les juifs et les fellahs. La peste de 1826 et la révolte du Djebel déclenchent une période d’anarchie qui se prolonge pendant quelques décennies.

Entre la fin du XIX^e^ et le début du XX^e^ siècle — âge d’or de l’entreprise Rubattino en Tunisie — , la Banco di Roma commence sa pénétration économique en Libye, plus ou moins entravée par le gouvernement turc ; les accords secrets italo-français concernant la Libye ouvriront la voie aux initiatives de ce pionnier des instituts de crédit italiens dans la future colonie. La succursale de Tripoli commence ses opérations en avril 1907, s’élargit bientôt dans un réseau côtier d’agences commerciales (à Homs, Tabia, Zleiten, Misurata, etc.), qui finance surtout les transactions foncières et les initiatives infra-structurelles (moulins à cylindre pour le blé, etc.)[490].

Le graphique du mouvement des recettes de la Banco di Roma de Tripoli entre 1907 et 1911 montre bien quels intérêts seront à l’origine de l’intervention italienne en Libye. Et nous n’avons pas été particulièrement surpris d’enregistrer, selon les documents secrets du War Office, la présence constante d’un délégué de la Banco di Roma aux pourparlers de 1913 entre la Senussia et le gouvernement italien. Du fait qu’il ne s’agissait pas véritablement, cette année-là, des « intérêts d’une population italienne installée », nous avons conclu que l’envoi de nouveaux contingents militaires, la poursuite de la campagne coloniale, jusqu’au recours à l’aide et à la médiation anglaise, ont été décidés par des intérêts financiers précis et par ceux de la Banco di Roma notamment (Cf. Tab. A, Tab. B).

TABLEAU A

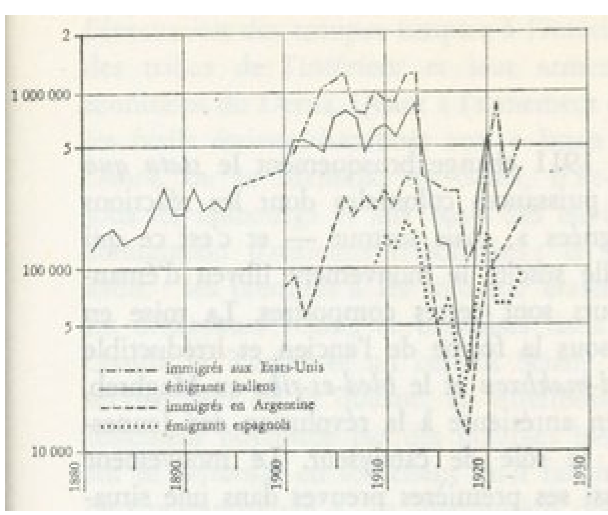


Tableau A. L'émigration italienne (1881-1924)

Rapport de l'émigration italienne avec la masse de l'immigration aux Etats-Unis et comparaison avec l'émigration espagnole et l'immigration en Argentine.

L'émigration italienne (comme l'émigration espagnole) se dirige vers l'Amérique ; elle ne se ralentit pas en 1911-1913 ; la rupture sera le fait de la guerre mondiale. L'argument de la nécessité démographique développé par le colonialisme italien n'est donc pas probant.

Tableau B. Les intérêts commerciaux.

Les comptes de la Banco di Roma à Tripoli.

Produit de la taxe sur les affaires. L'expédition libyenne correspond à la croissance des intérêts commerciaux, en particulier à la place grandissante de l'importation.

SOURCES.

— A. GHISLERI, *Tripolitania et Cirenaica*, Milano, 1912, p. 103.

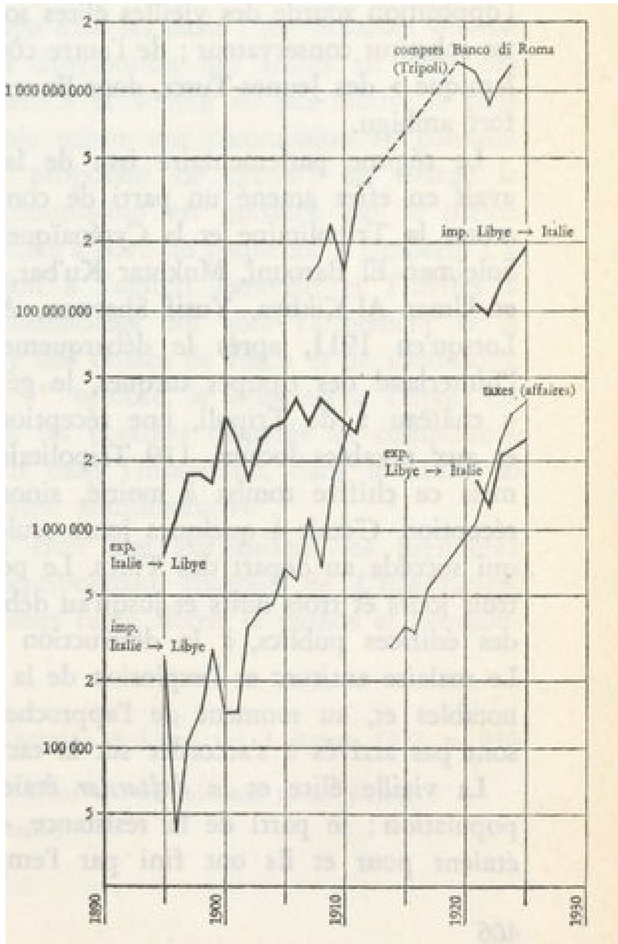
— COMMISSARIATO GENERALE DELL'EMIGRAZIONE, *Emigrazione ed immigrazione*, Roma, 1924.

— ISTITUTO CENTRALE DI STATISTICA, *Annuario di Statistiche del Lavoro*, vol. XII, Roma, 1972, p. 90.

— J.-L. MIÈGE, *L'Impérialisme colonial italien de 1870 à nos jours,* Paris, Sedes, 1968.

— G. VOLPI, *La Rinascita della Tripolitania*, Milano, 1926.

TABLEAU B



I. Le front tripolitain

L'occupation italienne de 1911 change brusquement le *statu quo* méditerranéen des grandes puissances coloniales dont les réactions sont plus ou moins « indignées », mais surtout — et c'est ce qui nous intéresse le plus — elle suscite le mouvement libyen d'émancipation nationale. Ses débuts sont certes composites. La mise en cause du sultanat ottoman sous la forme de l'ancien et irréductible affrontement entre le *bled-el-makhzen* et le *bled-es-siba* au Maghreb, est en Libye une réalité bien antérieure à la révolution des Jeunes-Turcs, mais ceux-ci jouent le rôle de catalyseur. Le mouvement nationaliste naissant fait aussi ses premières preuves dans une situation difficile et paradoxale : d'un côté, face à l'occupation italienne, l'opposition sourde des vieilles élites soutient le sultanat ottoman ou un substitut conservateur ; de l'autre côté se dresse l'alliance « panislamique »

des Jeunes-Turcs, dont Enver Pacha se fait le porte-parole fort ambigu.

Le régime parlementaire issu de la révolution turque de 1908 avait en effet amené un parti de constitutionnels libyens à représenter la Tripolitaine et la Cyrénaïque à l'Assemblée d'Istamboul : Suleiman El Barouni, Mukhtar Ku'bar, Mahmud Naji (Tripolitaine) et Umar Al-Kikhya, Yusif Shatwan, Abd Al Quadir (Cyrénaïque). Lorsqu'en 1911, après le débarquement italien et le recul vers l'hinterland des troupes turques, le général Borea Ricci donna, au « château » de Tripoli, une réception aux consuls, aux autorités et aux notables locaux, 119 Tripolitains répondirent à l'invitation, mais ce chiffre tomba à moitié, sinon moins, lors de la seconde réception. C'était à quelques jours seulement de l'explosion urbaine qui succéda au départ des Turcs. Le peuple s'est abandonné, durant trois jours et trois nuits et jusqu'au débarquement italien, au saccage des édifices publics, à la destruction des archives et des prisons. Le malaise antiturc et l'explosion de la misère préoccupent quelques notables et, au moment de l'approche des navires italiens, ils ne sont pas arrivés à s'accorder sur la tactique à suivre.

La vieille élite et le *deftardar* étaient contre l'armement de la population ; le parti de la résistance — les philo-Jeunes-Turcs — étaient pour et ils ont fini par l'emporter. Ainsi ils ont décidé l'évacuation des troupes turques à l'intérieur du pays, la mobilisation des tribus de l'intérieur et leur armement avec les fusils et les munitions du Derna. Quant à l'armement de la population « urbaine », les fusils étaient distribués aux « Iman » et aux « Mukhtar » du Dahra, de la Menscia, du Sahel, d'Er-Rgheat, d'Alauna, enfin à tous les faubourgs et aux oasis des environs, sous le contrôle d'une commission d'officiers tripolitains ; la ville était la dernière à en avoir : les premiers à les solliciter étaient les pêcheurs, les porteurs, les débardeurs réunis et organisés dans une corporation autour de Chalifa et Turchi et un certain Sciady Bey, officier vétérinaire en service près de la douane. La distribution des armes a lieu, manifestement boycottée par des notables bien connus, qui font pression sur le *deftardar* en soutenant qu'il fallait « se conformer aux ordres de Constantinople ». La distribution des armements ne sera reprise que par l'intervention du capitaine Suhni Effendi, de Tarhuna. Des boycots semblables ont lieu dans les oasis : des notables veulent un *mazbata* qui empêche la distribution des armes au nom des « dispositions du gouvernement » et « pour ne pas mettre le pays dans le désordre ». On envoie même une commission au consulat de Grande-Bretagne, en lui proposant de prendre en charge la « sécurité » du pays ; la commission est présidée par le

même notable qui, le 5 octobre, montera à bord du paquebot « Umberto I » pour faire acte de soumission à l'amiral Faravelli et l'inviter à occuper la ville. Mais les assemblées ont voté l'armement et la résistance. Le peuple s'empare des caisses de fusils et de munitions. Entre le 30 septembre et le 1er octobre, la situation à Tripoli est chaotique : un peuple armé, les notables disposés au compromis, les leaders nationalistes sortis dans l'hinterland, dans le cadre de la dissolution de toute structure administrative[491].

C'est dans l'hinterland en effet que s'organisent les premières mehallas de tribus[492]. Le correspondant français de *L'Illustration*, G. Rémond, qui suit les arrières turcs, décrit le pathos et l'enthousiasme de la mobilisation : « … et j'avais entendu, de plus près qu'aucun, battre le cœur du monde musulman. J'avais appris qu'un peuple n'est point vaincu quelles que soient les forces qui le menacent tant qu'il ne s'y résigne pas lui-même. […] Partout dans les villages, dans les douars, dans les ksours les plus reculés, l'enthousiasme est à son comble, les hommes, les jeunes gens prêts à partir. L'état-major redoute l'encombrement — il y a plus de soldats qu'il ne lui en faut — et il préfère que les Arabes restent à cultiver leurs champs, prêts toutefois, au signal donné par leurs chefs, à venir prêter main forte. C'est ainsi jusqu'au lointain Fezzan, jusqu'à Kufra, jusqu'aux pays des Touareg ; il y a là d'inépuisables réserves de guerriers qui, même si les Turcs abandonnaient la guerre, la continueraient et dont les Italiens ne finiront pas d'user le courage[493]. »

Farhat Bey, interviewé, décrit la mobilisation : « J'ai parcouru les tribus, les villages. J'amenai un grand nombre de volontaires de Zouara, d'Adjilat, de Zaouia. C'était à la fin d'octobre. Et de toutes parts les *moujahidin* commençaient d'accourir. Ils arrivaient au camp déguenillés, brandissant leurs armes, poussant tous ensemble une sorte de rugissement, de grognement guerrier, criant : " El Djihab Fi Sabil Allah " (la guerre sainte pour la cause de Dieu). […] Il y avait là des vieux, des enfants se pliant sous les fusils trop lourds, des femmes même qui se sont battues bravement et

Farhat Bey (Zavia)

Abdalla Ben Fadel (Agelat)

Ahmed Rasen Bey Coobar (Garian) Sceik Musbah ras Beledia (Bir Ghnem)

Suleiman El Barouni Mohammed Fikeni	groupe du Djebel

Sceik Kalifa Baghni Abdalla Naama Abdalla Harb Sceik Sof	groupe de Nalut	(il se joint aux autres après quelques hésitations)

Abdessalam Es Sunni (Sanussite, il se charge de l'appel aux arabes du Djebel)
Frères Abd El Qader El Bedui et Ahmed El Bedui
(Mizda, les très combatifs Ulad Bu Sef)

Mohammed Ben Abdalla Sceik Muftah Lozarik Abd En Nebi	Orfella (ainsi que le groupe de Nalut, ils sont plutôt réticents)
Saied Ali Es Scerif	(marabout de la région de Ghat)

qui pendant le combat insultaient ceux qui faisaient mine de reculer :

“ Lâche, je le crierai par toute la tribu, tu ne pourras plus venir t'asseoir autour des feux du douar ! ” Tandis que j'agissais ici, Suleiman Barouni soulevait tout le Djebel. » Le « Djebel de El Barouni » sont les tribus berbères ibadites, mais pas seulement celles-ci ; des haines et des conflits de tribus semblent s'effacer dans cette mobilisation unitaire, par un phénomène étonnant même aux yeux des officiers turcs : « Aujourd'hui, les forces que nous leur [aux Italiens] opposons s'étendent sur un front de 30 km de Moktar Bou Gautché à Zanzour. […] Toutes les tribus sont là : Tarhouna, surnommés les braves avec leur chef Afmed Meriad Bey, Sahel, Menchya, Rouguihath, Allaouna, Khetua, Ali sous les ordres d'Ali Chadbi Bey, Kaimakam de Fondouk Bou Guechir, qui fut un des héros de combat de Bir Tobras ; le Djafara avec Galaut Effendi ; les Tadjoura sous Ali Mohamed Karmous ; les Fezzanais et les Touareg ; Tliten, Taourgha, Nalout, Fessato, Zintan, Redjeban, Mesda, Handz, pressés par Suleiman Barouni, ont tous envoyé leurs volontaires et aussi Gharian, Eurfela, Misrata, Naouail, Zaouia, Zanzour, Euchafna, Adjilat, Alelka, Rierhno, Kikla, Sihane[494]. »

Et il y a parmi ces volontaires des femmes comme Selima Ben Mogos, guerrière de la tribu de Naauaid. De son côté, le pouvoir colonial peut compter sur un groupe d'élites défaitistes, surtout urbaines : le groupe des

nationalistes est en effet sorti de Tripoli. Dans la ville, l'opposition prend des aspects cachés, elle se concentre autour de Shoms ed Din et de son secrétaire Mansur El Hadj Ahmed Ben Shatwan et du qadi Tahr ed Din ; on cherche à convaincre des riches Tripolitains de liquider leurs richesses et de se transférer en Egypte. La politique italienne compte sur des personnages comme Omar Pascia el Muntaser — dont l'influence va de Sirte, où il a été « quamim maquam », à Misurata, résidence de son fils, jusqu'à Garyan, résidence de ses proches, Hadi, Muktar et Quasim Ben Mohammed es Saghayyr el Mrayyed[495].

Quels sont les rapports entre le groupe urbain « neutre » et le groupe dirigeant la guérilla arabo-turque ? En novembre 1912, au Congrès d'El Aziziya, deux positions se définissent : une tendance « favorable à la conciliation » (médiation de Tripoli avec le gouvernement italien) et les « irréconciliables ». La première tendance est celle du député de Zawiyah : Mohammed Ben Farhat ez Zawi ; y adhèrent : El hadj Mohammed Ben Khalifa el Fikeni, quamim maquam de Fassatw, son frère Ahmed Fadil avec presque la totalité des chefs moins importants des Zintan, de Kiklah et de El Aseboth. La deuxième tendance est celle du berbère ibadite Suleiman El Barouni et y adhèrent Abd El Nabi Belkhair, chef des Urfallah, Mohammed El Mahdi Es Sunni — chef de la zawia Senusse de Mizdah et fils du même Mohammed Ben Abdallah Es Sunni, qui avait été un des leaders de la résistance antifrançaise — , Abu Bakr El Ghirzah et Mohammed Ben Abdallah, chefs des Awlad Bu Saif, les Nua'il, le Scheick Mohammed Suf El Baruni, chef des Mahmid et des autres membres du milieu berbéro-ibadite liés à Suleiman El Barouni, tels que Musa Bey Gradh, Sasi Ben Salem Khazzam, Yusuf Ben Salem Kerbish (Fassatw), Ali Ben El hadj Quasim Sheuta (Ziantan) et Khalifa Ben Said Ben Askar (Nalut), etc.

La ligne défendue par Suleiman El Barouni est celle de l'indépendance et de la constitution d'une province berbère administrée par une assemblée élue et ayant un débouché sur la mer près de El Agilàt[496]. La ligne républicaine de Suleiman El Barouni a une large base d'appuis dans les démocraties berbères du djebel Nefusa, comme elle l'aura avec Abd el-Krim parmi les démocraties berbères du Rif. Cette constance républicaine de la mobilisation berbère en Afrique du Nord pose des problèmes passionnants ; la réponse ne peut venir que d'une connaissance fort approfondie des contextes. Il nous paraît que les structures démocratiques des communautés berbères sont déjà, par elles-mêmes, des assises prêtes à l'organisation républicaine — de fait, avant toute

théorisation — et cela devait en faire des organismes particulièrement combatifs contre l'oligarchie *makhzen,* cette « version pervertie de la conception musulmane de l'Etat » (cf. rapport d'Youssoufi) ; en Libye, le contraste entre les tribus tripolitaines Saff-el-Bahàr (tribus des Mohamid de la côte) et Saff-el-Faghi (tribus Ulàd Suleiman de l'hinterland) reproduit à l'échelle locale le même conflit maghrébin entre Bled-el-Makhzen et Bled-es-Siba. Mais il nous paraît aussi certain que ce conflit n'a aucun support ethnique ; il se rapporte à un type particulier d'organisation communautaire de base, qui serait ou bien de type démocratique ou bien de type autocratique. Et à cet égard, un point acquis est la puissante mobilisation des bédouins de Cyrénaïque, ethnie arabe ayant des structures démocratiques du même type que les communautés berbères ; deux leaders tels qu'Ahmed Sherif et Omar El Mukhtar — dont le premier est aussi une autorité d'une communauté religieuse — dirigent, au cours de vingt années, cette insurrection libertaire puissante, dont la combativité et les instances démocratiques dépassent toutes les positions avancées en Libye par les Jeunes-Turcs, et vont bien au-delà des ambiguïtés du « constitutionalisme » ottoman et panislamique.

D'autre part, d'après les documents secrets de l'Intelligence Service du Caire, Suleiman El Barouni n'est pas « candidat au sultanat », selon la mystification colportée par les versions colonialistes, mais un leader et un opposant dangereux[497].

Nuri Bey, frère d'Enver Pacha, après la faillite de l'action égyptienne, rejoint les forces d'El Barouni en janvier 1917. Les 8 000 hommes de Ramadan El Shitawi — le groupe de l'Est tripolitain — occupe en 1917 Misurata, Zliten, Homs et Mesellata. Cette dernière conquête signifie l'adhésion des Tarhuna, les tribus du Djebel. Suleiman El Barouni est le seul leader tripolitain qui puisse constituer une instance unitaire et la diriger ; le personnage — intellectuel, historien, homme de loi, politicien — est populaire, notamment parmi les tribus berbères ; son plan politique est un travail de longue haleine et d'une ampleur qui préoccupe les services d'espionnage anglais, bien renseignés sur ce Berbère ibadite capable de catalyser les haines intestines et les conflits dans un dessein unitaire et offensif « contre la Tunisie, l'Afrique occidentale française et le Nigeria ».

A la conférence islamique de Constantinople, la Tripolitaine soutiendra le mot d'ordre de continuation du *djihad* ; même des groupes senussites y adhèrent. D'après la version anglaise, en décembre 1916, un groupe senussite de 300 à 500 personnes, avec un canon et deux ou trois pièces d'artillerie, fait

son apparition sous Kausen (Afrique occidentale française) et assiège Agadez. Le groupe vient de Ghat (Fezzan) et il est signalé comme le précurseur d'un « grand corps » guérilléro ; les services anglais parlent en effet, d'une concentration de 10 000 hommes, instruits par des officiers allemands et turcs, qui sont prêts à une « guerre de partisans » en Tunisie et Algérie ; il s'agit d'une armée bien organisée et instruite, susceptible de « constituer une menace sérieuse pour l'Algérie, le Soudan français et l'A.O.F., en dernier pour le Nigeria du Nord ». La note anglaise conclut : « Il n'y a aucun doute que Suleiman El Barouni soit plus qu'aucun autre capable d'acquérir une autorité suffisante en Tripolitaine et au Fezzan, qui lui permette d'exécuter les plus grands desseins militaires. »

Les limites de Suleiman El Barouni ne viennent pas du fait qu'il est berbère ibadite ; l'idéologie jeune-turque, bien que capable d'élans authentiquement révolutionnaires, reste étrangère aux démocraties libertaires bédouines. La véritable structure portante de leur mobilisation de masse ne sera pas le groupe des constitutionnels de Tripoli, mais la Sanussya, ses mots d'ordres messianiques, sa large base d'action interethnique et internationale. L'alliance se fait constamment dans ce nationalisme de masse, mais elle ne pourra jamais aboutir à une instance politique unitaire : le vieux et le nouveau vivent en conflit. Il serait toutefois trop facile d'écrire que ce fut là la cause de sa défaite, sans dire aussi qu'un peuple entier se fit massacrer *les armes à la main* par un ennemi infiniment mieux armé. Au cours des années 1920, un événement tragique va se dérouler du djebel rifain d'Abd el-Krim jusqu'à ce djebel tripolitain et cyrénaïque : une même, continuelle, mais aussi décousue guérilla anticoloniale, qui sera le suicide de toute une génération de libertaires.

En 1917, le front tripolitain est dans les mains des philo-Turcs ; les affrontements avec les troupes italiennes dans la zone d'El Agilat ont été sanglants : les treize mehallas de Suleiman El Barouni sont battues par le général Latini le 16 janvier. La bataille reprend le lendemain et laisse sur le terrain 1 000 arabes[498].

En septembre, une nouvelle tentative d'El Barouni et de Nuri Bey : 3 000 hommes armés et quatre pièces d'artillerie s'affrontent aux six bataillons de couleur — les deux groupes auxiliaires et une bande irrégulière — de la colonne Cassinis, laissant sur le terrain 774 morts. Trois jours plus tard, les mehallas survivantes affrontent à nouveau l'armée coloniale, et seulement après plusieurs heures de combats reculent vers El Azizya en laissant sur le

terrain 600 morts et un millier de blessés. Le gouvernement colonial ne pouvant pas contrôler l'intérieur du pays, ce sont là des victoires à la Pyrrhus.

Les événements de la Seconde Guerre mondiale ont d'ailleurs leur influence sur l'action italienne et ses défaites. En automne 1917, la situation de l'opposition tripolitaine est donc celle-ci et elle restera telle jusqu'à la fin du conflit mondial : dans l'est, Ramadan Es contrôle tout le territoire et les tribus des Urfallahs de Abd En Nabi Belkhair ; le pouvoir de la Senussyia s'arrête à la Sirtica. Les rapports turco-senusse ne sont pas excellents, mais Nuri Bey, bien qu'appuyant le leader de Misurata, comprend que ce serait une erreur politique de se heurter à une autorité telle que celle d'Ahmed Sherif. Le djebel est divisé entre Hadi Ben Mohammed Kobar (Garian), el hadj Mohammed Ben Khalifa el Fikeni (Fassatw) et Khalifah Ben Said Ben Askar, chef de Nalut et bras droit de Suleiman El Barouni[499].

Le 16 novembre 1919, dans l'Assemblée d'El Qusbat, les groupes de l'opposition tripolitaine décident, sur proposition de Suleiman El Barouni et d'Abd Er Rahman Azzam Bey, la proclamation de la République de Tripolitaine (Giamhuryyah et Tarabulusyya)[500].

La Giamhuryyah a un comité directeur présidé par Ahmed El Mrayyed et composé par Abd En Nahi Belkhair, Ramadan Esh Shtewi, Suleiman El Barouni, un comité militaire composé par Abdallah Gemsiket Masan el Maghrebi, Zazi Efendi, Abd El Quader el Quanâwi. La République est née, mais les conflits internes font qu'elle ne représentera jamais un front politique unitaire.

II. Le rôle de la Sanussya

Telle est la situation en Tripolitaine ; en Cyrénaïque, l'organisation de la Sanussya — dont l'influence parmi les bédouins semble être mieux connue par les services d'espionnage anglais et par les observateurs français que par les occupants eux-mêmes — oppose à l'action italienne une résistance longue, imprévue et irréductible. Quelques auteurs attribuent à l'influence senusse même, la mobilisation rifaine autour d'Abd el-Krim : il s'agit là d'un problème d'un grand intérêt, qui vaudrait la peine d'être posé.

D'où viennent ces capacités de mobilisation parmi les tribus ?

La Sanussya est tout d'abord une force politico-religieuse organisée, elle est ensuite un système économique qui a des privilèges précis sous

l’administration ottomane. Pour expliquer le rôle qu’elle joue en Cyrénaïque, il faut s’arrêter un moment sur l’analyse sociale et économique. Les seules richesses de ce pays, après les hommes, sont la terre (eau) et le capital animal, ce dernier ayant plutôt une valeur d’échange de l’économie nomade qu’une valeur-travail. Il faut signaler l’existence d’un cadastre turc — même s’il n’est pas achevé — qui constituera le point de départ du plan de *démanializzazione* (séquestres) italien[501].

Il existe une classe dirigeante locale, ainsi qu’une monopolisation des ressources, non pas à titre personnel mais communal, sur la base des priorités reconnues des neufs tribus Sa’adi, libres et nobles : Mogarba, Anaghir, Orfa, Abid, Dorsa, Braasa, Hasa, Abeidat, Ulad ; les tribus Marabtin sont dépendantes et clientes des Sa’adi. A l’origine il s’agit d’une société éminemment guerrière. Le gouvernement turc Chalil Pascià (1863-1868) régla les frontières de ces anciennes tribus, la loi coutumière fixant que la tribu avait droit seulement à autant de terre qu’elle en pouvait conquérir et défendre par la guerre ou par les transactions intertribales. Le cas libyen a apparemment des affinités avec la structure foncière maghrébine précoloniale, base d’une société nomade devenue sédentaire après une conquête pas toujours pacifique et où l’individu représente un processus généalogique final et la société une juxtaposition de lignages[502].

En Libye comme dans le reste du Maghreb, on rencontre aussi une occupation pacifique des terres, une sorte d’« occupation par pénétration », pour reprendre la terminologie utilisée par M. Colucci dans son analyse des groupes sociaux de la Somalie méridionale ; les contrats agraires étudiés par Savarese coïncident d’ailleurs — les variantes locales mises à part — avec des types communs à toute l’Afrique du Nord. La structure sociale s’appuie sur l’unité familiale patriarcale — le matriarcat des Tuaregs étant un monde à part — des sociétés aussi bien sédentaires que nomades, berbères ou arabes. L’individu fait partie du groupe familial de la *Bet* (tente), qui s’intègre dans l’*Alia*, à son tour intégrée dans la *Kabilia.* La hiérarchie, de bas en haut, se fonde sur des assemblées démocratiques qui élisent les *sheiks* (chefs des Alia) les *sheikhs el mashaikhs* (chefs des chefs ou bien de la Kabilià), etc. La typologie semble être celle que l’on rencontre chez les berbères marocains de l’Anti-Atlas, décrits par R. Montagne : une structure sociale fondée sur la cellule familiale (le feu), sur laquelle se structurent en cercles concentriques, le village (de 10 à 30 feux), la *jem’aat* (4 ou 5 villages), la tribu (réunion de plusieurs jem’aat) administrée par l’*anfaliz* (assemblée des notables de

chaque village). La vie sociale — politique, religieuse, économique, etc. — de tout membre se déroule dans le cercle tribal du même *leff* ou *sof.* Cette structure concentrique — typique des berbères de l'Anti-Atlas, de la Kabylie et des Aurès — est la même dans les groupes arabophones, fondée sur les mêmes liaisons de consanguinité des membres du même douar, régie par ses chefs réunis dans la djemaa, sur la base d'une organisation commune qui n'est pas moins démocratique que celle des montagnes berbères.

L'unité religieuse commune se manifeste dans les cultes maraboutiques (les *ouada,* célébrations collectives). La fonction des confréries religieuses dépasse les frontières du groupement tribal et intègre l'Islam rural à l'ensemble de la communauté musulmane. Profondément enracinée dans ces structures, la Sanussya ne s'assimile toutefois pas à un type d'organisation maraboutique, comme tant d'autres en Afrique du Nord ; au moment de la mobilisation anticoloniale, elle est un organisme bien structuré, doué d'une hiérarchie, d'une élite, d'un apparat électif, d'une organisation en tribus avec un chef, ce qui en faisait un formidable instrument d'action intertribale. Elle se définit soit comme une association éminemment pacifique et pacifiste, colonisatrice, cultivatrice, soit comme une puissante organisation religieuse. Elle refuse toute position de front dans tout type de conflit. Son rayon d'action est très étendu ; la presse française présente ses adeptes comme des meneurs de révolte et de désordre, des fanatiques chefs de marabout, ou bien des marchands d'esclaves ruinés par les lois françaises ; la version anglaise, qui n'est pas moins « concernée » par l'affaire, attribue « leur réputation d'intolérance et d'antieuropéanisme aux exagérations de Duveyrier dans son pamphlet sur la confrérie, publié par la Société de géographie en 1886[503] ».

Il s'agit en effet d'une confrérie saharienne comme il y en a d'autres — la secte des Kunta Bekkaia entre Tuat et le Soudan nigérien par exemple — , mais qui a une importance tout à fait prioritaire. Sa fonction sociale peut être comparée à celle du monachisme en France au moyen âge.

Sur les chemins dans la région où s'est diffusé le mouvement, des travaux remarquables d'infrastructure, notamment hydraulique, ont été faits.

Grâce à son caractère interethnique, le mouvement est polyvalent : des noirs de Kanem et de l'Ouaddai en font partie, aussi bien que les berbères et des arabophones. A Tripoli, les zawias de la secte sont ouvertes à tous les voyageurs, juifs et chrétiens compris. Théoriquement, la « guerre sainte » n'est pas un dogme du credo sanussite ; socialement, la cellule dirigeant le mouvement est constituée par une élite d'intellectuels de la meilleure

tradition culturelle arabe, juridique et mathématique ; mais, en qualité de confrères et organisateurs à leur tour de zawias, il y a également des marchands tripolitains, des membres de familles chérifiennes de Kel es Suk des bords du Niger autour de Goa, et même des marchands d'esclaves, activités communes aussi à d'autres sectes. L'élite musulmane et l'élite chrétienne ne diffèrent d'ailleurs pas beaucoup, quant aux explications théo-anthropologiques, grâce à un Dieu unique créateur de la lumière (blanc) et ennemi des ténèbres (noir)[504].

Jusqu'au moment de la mobilisation anticoloniale — l'attaque française aux frontières méridionales autour du lac Tchad notamment — , on n'enregistre pas de prises de positions explicites, sauf celles qui sont inspirées par des considérations fort pratiques : le conflit de la confrérie avec le gouvernement turc, par exemple, lorsque ce dernier décida l'institution obligatoire de l'enregistrement de la propriété des Wilayats du Sud. Tout jugement de valeur mis à part, il s'agit de définir les fonctions et le rôle de ce mouvement dans son cadre économique et social avant 1932, car après cette date il ne restera que les vestiges d'un passé : la décimation de la population bédouine, les restes des splendides bibliothèques dans les zawias principales qui étaient parfois des sortes d'universités ambulantes sur les intinéraires des oasis.

La Sanussya représente — dans le cadre où elle se situe et prolifère — une sorte d'illuminisme religieux : cette définition, si elle est déconcertante, est au moins sémantiquement exacte. Quelqu'un a parlé aussi de « jésuitisme », mais peu importe la définition ; ce qui est certain, c'est que *la Sanussya est l'idéologie religieuse d'une classe dirigeante économique, capable aussi d'organisation politique.* En tant que telle, elle se diffusa par des moyens tout autres que cette « hystérie panislamique » dont parle la pseudo-historiographie colonialiste. Nous disons classe dirigeante dans le sens donné en Occident à ce terme.

Les archives nord-africaines pourraient dévoiler dans les détails l'importance économique, le curriculum, le caractère de ces élites. Une étude remarquable de Lars Eldblom nous propose d'autres méthodes de sondage et d'autres sources, sociologiques et géographiques : l'analyse de trois oasis libyennes (Ghat, Mourzauth et Gadamès) et de la distribution du monopole des eaux dans des groupements familiaux très restreints (à Ghat, 15 familles contre les 202 enregistrées comme propriétaires) amène à la conclusion d'un très haut degré de concentration[505].

Quant à la propriété foncière, le droit coutumier de succession s'est élaboré en grande partie sous l'influence des grands propriétaires nobles touareg, qui représentent l'élément dominant en politique (habous constitués sur les principes juridiques du matriarcat touareg).

Ces oligarchies se sont constituées sur les très anciennes grandes routes caravanières. Au XIXe siècle encore, les produits étaient transportés de la Tripolitaine vers l'Afrique centrale, et vice versa, par deux grandes routes caravanières qui se prolongeaient jusqu'à environ 250 milles au sud de Ghadamès et qui se continuaient dans une seule route, jusqu'au fleuve Niger. Il s'agit des mêmes anciennes routes caravanières du légendaire empire des Garamantes, civilisation qui nous a laissé d'immenses nécropoles — autour de Germa seulement, l'ancienne capitale, on compte plus de 60 000 tombeaux. Le contrôle de ces routes caravanières, vitales pour tout contexte économique, fut le grand avantage de Sabrahata, Oca, Leptis Magna sur les autres villes carthaginoises[506]. Le contrôle de ces routes sera vital pour toute élite économique ; la Sanussya détiendra ce privilège. L'analyse de cette organisation économique, politique et religieuse qu'est la Sanussya, tant pour la place du commandement militaire que pour la fonction de l'idéologie, recoupe très profondément l'approche marxiste de l'Algérie précoloniale qu'a donnée R. Gallissot dans le volume du C.E.R.M. *Sur le féodalisme.* La Sanussya se définit comme une structure sociale et politique réellement dominée par une classe dirigeante réduite, mais alors que le système économique supporte la concentration des pouvoirs, l'organisation d'ensemble trouve son unité socio-idéologique dans l'assemblage concentrique des groupes de la famille aux tribus et plus encore dans la communauté mystique d'appartenance confrérique. Le fondateur du mouvement est un érudit algérien, théologue et homme de loi ; il s'appelle Sidi Mohammed Ben Ali Es Senissi (d'après Senus, montagne algérienne) et il est né à Mostaganem à la fin du XVIIIe siècle. Le travail remarquable et concis de L. Valensi a illustré avec finesse ce qu'était la réalité maghrébine à cette époque ; la remarquable thèse d'Annie Rey-Goldzeiguer fournit pour le XIXe siècle une contribution fondamentale : économies héritières d'une traditionnelle richesse de passage (métaux précieux, ivoire, sel, esclaves, etc.) troquées dans les routes caravanières du Sud nigérien, dans les villes-marchés des étapes (Fez, Marrakech, etc.) et dans les ports contrôlés par les médiateurs occidentaux. Economies déjà soumises à l'offensive pressante du colonialisme monétaire occidental ; arrière-pays immenses à économie de

troc, sur lesquels pèsent les impôts en argent plus qu'en nature et où la révolte tribale représente l'extrême contestation contre l'oligarchie urbaine. Un foyer de révolte continuelle est le Sud marocain, avec ses *Lords*[507].

Sidi Mohammed est très probablement un aspirant réformateur, prophète désarmé, sans base d'action qui ne soit pas religieuse — millénariste. Il est bien vite visé par les autorités turques, très peu disponibles au prosélytisme.

La présence turque est tout d'abord une administration, qui doit être payée — comme toute administration ; le système hiérarchique des traitements s'appuie sur la base la plus large possible, donc sur les fellahs des tribus. La présence turque est, en second lieu, une administration militaire attentive à toute tentative séditieuse. Sidi Mohammed doit donc « circuler ». Il choisit le Maroc, où il s'arrête pour une période de méditation près de la Shadii, école des Sunnites, et près des religieux de Moulay Tayeb — le lieu est sûr, car il est dirigé par une autorité locale, le chérif du Wazan. Aux environs de 1832 commence la période de la prédication et du prosélytisme ; rentré en Algérie, il fonde une école sanussiteshadli ; ensuite, il passe en Egypte — bien qu'avec moins de succès — en route pour La Mecque. Le caractère « révolutionnaire » de sa prédication l'oblige à quitter La Mecque, lieu trop « historique » d'ailleurs pour ce novateur du rigorisme « janséniste » ; il la quittera définitivement en 1843, pour parcourir à nouveau les routes égyptiennes jusqu'à Bengazi, et s'établir enfin définitivement en 1855 dans l'oasis de Giarabub, qui, à partir de ce moment, devient l'état-major de la confrérie. Le gouvernement turc, bien que méfiant, préfère ne pas s'opposer au chef maintenant reconnu d'une organisation dont l'importance est loin d'être seulement locale. A partir de 1885, Giarabub devient une oasis — communauté religieuse — économique, d'une rationalisation agricole remarquable : on creuse des puits, on construit des citernes, on organise tout un système d'irrigation — digne exemple de l'ancienne technique arabe expérimentée en Sicile et en Espagne.

L'oasis de Giarabub devient enfin un modèle, le modèle même d'une cellule économique fondée sur un principe religieux réformateur. En 1859, année de la mort de Sidi Mohammed, son prestige est déjà grand parmi les zawias de l'Afrique du Nord, et son nom est un mythe pour les tribus du désert. Les rapports anglais soulignent justement, dans la Sanussya, plus que le caractère d' « Eglise luthérienne de l'Islam » — dont la suprématie sur les autres aurait été son caractère panislamique, à côté d'un extraordinaire syncrétisme du credo et d'une tolérance exceptionnelle — , l'importance de

cet « esprit de colonisation[508] ».

Cette sorte de libéralisme islamique réformateur s'élève aussi en fonction anti-absolutiste soit contre l'Etat ottoman, soit plus tard contre les tentatives coloniales françaises et italiennes. Comme tout système économique a sa logique — le libéralisme inscrivant la prolétarisation de la paysannerie comme une réalité de la révolution industrielle — , cette oligarchie réformatrice islamique inscrira le système esclavagiste comme « normal » dans le cadre paternaliste d'une société préindustrielle. Les éléments les plus dynamiques seront des trafiquants spéculateurs plus que des entrepreneurs. A côté des zawias de cultivateurs, constructeurs, constructeurs de canaux, pionniers et prophètes, il y aura ainsi les commerçants qui organisent et contrôlent le commerce des esclaves du Soudan au lac Tchad, tout au long des routes caravanières contrôlées par les zawias, jusqu'aux marchés de Tripoli, Bengazi, Le Caire. De ces négriers-théologiens l'argent va refluer à la zawia, dans ses infrastructures, ses bibliothèques, son œuvre d'alphabétisation et d'éducation.

A la mort de Sidi Mohammed Ben Ali, la confrérie accepte la règle de la succession dynastique, institution apparemment préférable aux luttes de succession et justifiée par une descendance du Prophète, du côté de sa fille Fatima. Sous son successeur, El Mahdi Es Sheikh Es Sanussi (ou Sidi al Mahdi), en 1870, la Sanussya renforce ses rangs[509]. Le Ouaddai passe au credo sanussite et, à la mort du sultan Ali, son successeur Yusuf fait du Ouaddai un des plus importants centres de la Sanussya. En 1882, le même sultan turc Abdul Mejid est gagné par cette idéologie islamique. Dès lors, le mouvement est autorisé à disposer de maisons d'édition au Caire, où les textes religieux sont imprimés et diffusés. En 1883, Mohammed Ahmed, mahdi du Soudan, offre le siège de khalife au Grand Sanusse.

III. La mobilisation antifrançaise

Les rapports entre l'organisation sanusse — le prosélytisme mis à part — et l'Etat ottoman étaient en réalité beaucoup plus ambigus, et nous en reparlerons[510].

Quant à ses capacités offensives, la Sanussya allait en donner un premier exemple, à une grande échelle, au Soudan anglo-français. Le déplacement de l'état-major sanusse se fait en 1894, pendant que les armées coloniales

françaises avancent du Congo vers le nord et que se préparent les expéditions de Gentil et Behagle, et les actions militaires autour du Lac Tchad. La Sanussya se déplace encore de Kufra à Geru, qui à partir de ce moment et jusqu'en 1907 devient la base d'une organisation offensive : tout un réseau est organisé, avec Rabeh Zuber notamment et, après sa mort, avec Ali Dinar, sultan du Darfur. Ces alliances sont conçues, dans l'immédiat, dans l'optique antifrançaise, mais aussi antiturque. Le point vital du conflit est le Ouaddai, et la lutte a pour objet le contrôle politique de cette région. Il s'agit d'une position stratégiquement fondamentale. Le pays est déchiré par des luttes intestines, et l'aristocratie militaire et foncière des Aghids compte sur l'appui sanussite pour se débarrasser du sultan Ibrahim. Au cours du printemps 1901, c'est la pleine guerre civile. Selon l'Intelligence Service du Caire, la situation aurait été provoquée par la Sanussya, afin d'avoir au Ouaddai une base antifrançaise sûre. Ibrahim est assassiné ; le nouveau sultan installé, Ahmed El Ghazali, est l'homme de la Sanussya. L'avance doit faire face maintenant à un adversaire prêt à l'affronter. On essaie alors la souplesse, la voie des transactions diplomatiques.

Lorsqu'en automne 1901 les Français apparaissent dans la zone de Kanem (près de Kans, nord du Sokoto), sur les bords du lac Tchad, et avancent dans la région des Oulad Suleiman, la Sanussya appelle au *djihad.* L'action avait déjà été précédée par la mobilisation à Kanem et dans la région des Touareg, au nord du lac, par la réconciliation des tribus rivales des Touareg et des Oulad Suleiman. La Sanussya envoie aussi des circulaires dans la province de Bengazi, pour le recrutement des volontaires ; l'appel est immédiatement reçu en Cyrénaïque et à Tripoli. Bien avant l'arrivée de ces volontaires, d'autres déjà rassemblés à Geru partent sous les drapeaux de Sidi Khalem et rejoignent les forces de Sidi Sheikh el Barouni, chef des zawias sanusses de Kanem. Entre l'automne 1901 et mars 1902, trois importants combats ont lieu : les Français sont battus à deux reprises, le troisième combat semble être une défaite sanusse ; néamoins, en 1902, l'avance française reste bloquée sur Kanem ; la Sanussya — vu le caractère labile de l'alliance entre Touareg et Oulad Suleiman — choisit de répondre seulement si elle est attaquée. Tout l'effort français se concentre dans l'action politique : provoquer un coup d'Etat au Ouaddai. Ce qui réussit avec la destitution du sultan sanusse et la proclamation par le parti légitimiste du fils de Yusuf, Mohammed Dudu.

Le contrôle du mouvement sanusse semble être dans son ensemble, pour la France coloniale, un épineux problème ; moins au Maroc, où les zawias sont peu importantes, mais en Algérie et en Tunisie, où on réagira en favorisant la secte rivale des Madani. La force et l'influence de la Sanussya se situe plutôt à l'est : pratiquement toutes les oasis, les populations nomades entre l'Egypte et le Soudan, les territoires touareg, sont sanussites. Ici, comme déjà au Maroc entre musulmans et minorité juive, la politique coloniale française tend à favoriser les divisions internes, surtout parmi les Touareg. Les zones de très récente colonisation sanussite sont celles qui font partie de l'Afrique coloniale anglaise, la zone au nord du lac de Guinée, le Nigeria, les environs du lac Tchad. Les groupes tribaux mobilisables par le djihad sanusse se distribuent enfin de façon irrégulière dans un espace immense. Dans la région entre Tripoli et Bengazi au nord, et le lac Tchad au sud, la population vit dans les oasis ou bien elle est nomade.

Au début de 1900, même si les adeptes sanusses à Tripoli, Bengazi et Ouaddai dépassent en nombre et en organisation le reste des pays d'Afrique du Nord, on ne peut compter en effet que sur une fraction de volontaires tripolitains agissant autour du lac Tchad dans des conditions assez difficiles de communication et de ravitaillement[511].

Dans l'ensemble, ces effectifs sont difficiles à évaluer : sans exagérer, ils doivent se montrer à environ 8 000 hommes à chameau ou à cheval ; il s'agit d'éléments sans instruction militaire, encadrés par les sheikhs ; mais il y a parmi eux quelques leaders prestigieux — capables de rassembler des masses et d'organiser une armée improvisée. Sidi El Barouni organise sur place 2 000 hommes — la plupart des tribus Oulad Suleiman — à l'occasion de la bataille de Kanem.

L'armée ouaddai est formée tout autrement : elle est structurée sur la base du système d'impôts féodaux — chaque impôt étant dû à un aghid ; ses chefs sont aussi bien une autorité tribale qu'une aristocratie militaire. Ce sont : Abu Zengher (5 000 hommes) ; aghid de Bahr Salamat, au sud-ouest (2 000 hommes) ; aghid de Mehamid au nord (2 000 hommes) ; aghid de Jerma (2 000 hommes). A ceux-ci s'ajoutent plusieurs autres aghid d'importance secondaire. Au total, on peut compter entre 10 000 à 12 000 hommes bien armés — d'après les notes anglaises — , avec *Manchester* et *Martin Henry* et avec des stocks de munitions[512]. Cette armée, avec sa discipline rigide, représente un instrument presque vital pour toute action sanusse. Mais aussi

bien les volontaires sanusses que l’armée Ouaddai, ne disposent toutefois pas d’artillerie. Les Sanusses ont quelques vieux canons à Giarabub.

Après la faillite de l’action de Kanem, les Français considèrent, pour des raisons évidentes, comme le premier acte de la « revanche » le coup d’Etat au Ouaddai. Les buts sont d’ailleurs plus ambitieux : « Des informations sont parvenues en possession de l’Intelligence Service selon lesquelles les Français ont l’intention d’entreprendre la conquête de l’Ouaddai aussitôt après les grandes chaleurs de l’année prochaine, c’est-à-dire aux environs de septembre ou octobre 1903. » La France prépare son coup avec des importations massives de fusils ; on prévient le danger de troubles sanussites possibles en Algérie et Tunisie. Les Anglais de leur côté, sont préoccupés par la situation fiévreuse suscitée par les Sanusses au nord du Nigeria.

L’attaque française est différée, on attend le traité franco-anglais d’avril 1904, cédant à la France la route Zinder-Tchad, pour commencer en août les opérations militaires. En janvier 1905, la zone nord-est du lac Tchad (tribus Tibu, Bogarda et plusieurs tribus Oulad Suleiman du district de Chittati) est occupée par les Français. Une émigration massive commence en direction de Oueta. Les routes de Badlé et Barku s’ouvrent aux Français. En 1906, ils sont engagés sur trois fronts différents : le premier, au sud-est, contre les forces ouaddai du sheikh Fambaro, aghid du district de Salamat ; le second, à l’est, contre les Tedas ; le troisième, au nord, avec l’occupation de l’importante oasis de Bilma. L’avance progresse, en novembre 1906, au cours d’une expédition punitive au Nord-Ouaddai contre les Anlubia, les Français arrivent à 30 milles de la capitale, Abeché. En février 1907, ils battent une partie des forces ouaddai et, en mars, ils assènent le coup le plus dur à l’autorité sanusse à Borku : une partie des touareg des Oulad Suleiman passent aux Français du cap Bordoux, assiègent Ain Galakka, la zawia sanusse la plus importante en Borku, en tuant Sidi el Barouni, le chef sanusse de la région. L’été 1907, c’est le coup définitif : le plus grand leader aghid, Jarma Sumayan, tombe dans la bataille près du lac Fittri[513].

IV. La mobilisation anti-italienne

L’occupation italienne intervient alors que l’organisation sanussite vient d’échouer dans sa récente mobilisation antifrançaise. La reconquête et l’avance française au Tchad, le débarquement italien dans les ports

méditerranéens déterminent une situation d’encerclement. Le problème de l’allié possible se pose de façon plus imminente : l’alliance turque est la seule solution possible et, ajoutons-le, évidemment obligatoire. C’est une alliance sans illusions : on connaît le partenaire. Mais il est certain aussi que la victoire du Comité Union et Progrès d’Enver Pacha, le 2 juillet 1908 — avec l’enthousiasme qui suivit la proclamation de la nouvelle Constitution — eut une large suite en Libye, comme dans tous les domaines ottomans. Le coup d’Etat turc était vu comme une sorte de Révolution française. L’idéologie républicaine était assez « normale » pour les communautés berbéro-arabes très démocratiques ; mais, en ce qui concerne le mot d’ordre panturc — traduit à l’occasion par panislamisme — , il pouvait exercer une fascination politique plutôt sur les élites que sur les 80 % de bédouins ; pour ces derniers, ce même mot d’ordre signifiait tout autre chose, et il aurait déclenché des forces ayant des objectifs fort différents de ceux d’une république formelle ayant son siège à Istamboul. Bien que sur des bases équivoques, les représentants turcs, arméniens, bulgares, juifs, arabes et albanais réunis au Congrès de Paris en 1907 votèrent, dans un climat d’enthousiasme général, une série de motions, rédigées ensuite en quatre points d’une seule déclaration démocratique. Les quatre points étaient les suivants :

1. Déposition du sultan.
2. Unité de l’ancien empire.
3. Unité de toutes les races et religions et égalités de droits.
4. Démocratie parlementaire.

Telle était la situation du temps où Enver Pacha était encore le guérilléro des montagnes macédoniennes et les *genc osmahular* pas encore les *genc turkler*. Peu après la déposition du sultan Abdul Hamid (27 avril 1909) s’annonce au contraire une politique radicale de répression et de liquidation de tout mouvement autre que panturc. Du panislamisme, on était passé au panottomanisme, pour être réduit enfin au panturquisme tout court, et seulement turc[514].

Le mot d’ordre panislamique commence à se révéler un peu trop polyvalent. Dans la campagne de Tripolitaine, en 1912, Enver Pacha n’interviendra plus ni avec le prestige ni avec les idées du guérilléro macédonien d’il y a quatre ans ; c’est le rayonnement du « prestige » turc et d’une Turquie qui prépare son alliance avec le Kaiser. Bientôt, les Arabes

donneront à ces nationalistes panturcs la définition de « panislamistes sans Islam ». Au sud de l'Anatolie et en Tripolitaine, des violences et des désordres éclatent contre ce qu'on juge une « trahison » ; des révolutionnaires panturcs et des sympathisants sont frappés ou agressés sur les routes[515]

Les ressentiments ne s'apaiseront que lorsque, avec Nuri Bey et d'autres officiers turcs, on pourra apprécier, dans la première mobilisation populaire libyenne, l'indiscutable apport technique et les avantages de l'encadrement militaire fourni par les officiers turcs. Ce sentiment antiturc dans les zones sous domination ottomane était soigneusement observé et exploité par les observateurs occidentaux, pour des raisons bien prosaïques. Parmi les mythes colonialistes — pour le cas libyen, dans la littérature italienne — , il y aura celui d'une Europe civilisatrice qui « libère » les arabes de ce régime « cruel et obscurantiste[516] ».

Si un tel sentiment existe — même sans Lawrence d'Arabie — , il faut l'analyser dans une optique tout à fait différente. Il y a à ce propos deux points à préciser, qui sont aussi deux problèmes et deux hypothèses de travail.

a) Premier point : l'appel au djihad en 1912 fut entièrement inventé par l'état-major turc. Le fait que les documents de l'Intelligence Service du Caire, qui en dévoile les motivations, sont restés secrets jusqu'en 1971 explique pourquoi les raisons profondes et le caractère ambigu de l'alliance turco-sanusse restèrent assez énigmatiques, même pour l'analyse lucide et attentive d'Evans-Pritchard. D'après les services d'espionnage anglais, avant le début des hostilités italo-turques, les Sanusses préparaient une révolte contre la domination ottomane. L'information est fort vraisemblable : elle concorde avec d'autres, qui furent exploitées par la presse colonialiste dans le sens dont nous avons parlé. Au début du conflit, la position sanusse était une position d'attente : si elle prévoyait déjà l'action, elle l'envisageait en dehors de toute ingérence turque et, bien entendu, italienne. C'est à ce moment que, dans le journal du Caire *Al Twajad,* le 29 janvier 1912, est publié le fameux appel d'Ahmed Sherif à la « guerre sainte ». Le rapport anglais soutient que cet appel était en réalité « … fabriqué et forgé par Mohammed El Taib El Wazzani, né au Maroc et vivant à Alexandrie et Mohammed Aref Bey el Mardini, officiellement turc, vivant à Zeitum, qui a quitté le Caire à la tête des volontaires pour la guerre de Tripoli et est devenu ouakil du Sanussi[517] ».

De ce rapport anglais, nous tirons les conclusions suivantes : la tactique

turque se proposait de brider la Sanussya, de conclure la paix avec l'Italie selon la formule équivoque connue et de déléguer à la Sanussya l'action anticoloniale pour laquelle on garantissait des aides militaires, le ravitaillement et des officiers pour encadrer les volontaires. Prise dans ce jeu, la Sannussya, intéressée par des raisons vitales aux fournitures d'armements, ne put que s'incliner devant le fait accompli[518].

b) Le deuxième point pose des questions d'histoire bien plus intéressantes. Pendant plus de dix années, la résistance à l'occupation italienne fut soutenue par les bédouins de Cyrénaïque sous une forme massive et sans réserve ; leurs leaders ne figurent d'ailleurs pas parmi les signataires des accords de 1919 entre le gouvernement italien et la Sanussya. C'est une génération de libertaires, gommée de l'histoire en 1931, un jour de septembre, quand, sur une place de Soluk, Omar El Mukhtar — un vieux bédouin, qu'un historien italien n'hésite pas à définir comme « un des plus grands leaders, peut-être le plus extraordinaire de tous les combattants des mouvements d'émancipation coloniale » — est pendu par ordre de Graziani[519]. Cette guerre bédouine a des affinités, pour ce qui est de la mobilisation de masse et des idéaux républicains, avec la guérilla antiespagnole au Rif, au point qu'un auteur se demande s'il n'existait pas un réseau d'organisations sanussite agissant aussi au Rif dans le groupe autour d'Abd el-Krim, comme il en existait dans différents points du Maghreb, d'une façon éparpillée et certes moins active et puissante que dans son état-major en Libye et dans le Soudan anglo-français.

En tant qu'historien de cette période, nous avons toutefois remarqué que cette guerre bédouine s'inscrit dans un tournant « particulier » de la politique internationale colonialiste. En effet, nous avions déjà constaté, en analysant les mouvements populaires qui, du Rif espagnol, se prolongent par les mouvements des jeunes Algériens et des jeunes Tunisiens jusqu'à cette puissante révolte bédouine qui était au début le seul objet de notre étude, qu'en 1918 les tactiques de l'action coloniale semblent se synchroniser sur un contenu politique précis, qui dépasse même les rivalités et les intérêts coloniaux. Une sorte de psychose absurde, en effet, face à la réalité de ces mouvements, s'empare des dirigeants colonialistes ; tout durcissement de l'action se justifie par la phobie du rôle possible du « bolchevisme » dans la poudrière des nationalismes arabes. Cette « psychose rouge », grotesque dans les textes colonialistes espagnols concernant Abd el-Krim, hystérique dans les textes français, est absolument dépourvue d'humour dans les textes anglais de l'Intelligence Service du Caire. Qu'il s'agisse de la *reconquista,* de

la « patrie », de l'aigle romaine ou du British Empire, tous ces textes présentent des affinités pathologiques. D'ailleurs, la revanche coloniale est désormais devenue un chapitre de la politique intérieure des pays européens[520].

D'où surgissent ces préoccupations ? Pendant les années vingt, tout ce que l'ensemble des pays maghrébins et nord-est africains pouvaient connaître de près ou de loin, c'étaient les bouleversements sociaux de la Turquie nationaliste. Les événements étaient compris et commentés, les nouvelles, mêmes déformées et interprétées, circulaient d'après les journaux turcs, rares mais lisibles du Maroc à la Libye, dans une langue d'ailleurs familière[521]. L'horizon de l'information, au niveau collectif, n'allait pas plus loin que la Turquie nationaliste : cela ressort des interviews de plusieurs personnages, aujourd'hui encore vivants, et qui avaient participé aux actions d'Abd el-Krim au Rif ; il en est de même pour les jeunes Algériens, les jeunes Tunisiens et les groupes autour de El Barouni à Tripoli et d'Omar el Mukhtar à Bengazi. Lénine est un nom — quelquefois un nom prestigieux — , mais pour le bédouin ou le paysan berbère Lénine est un nom qu'aujourd'hui encore il ne connaît pas, et nous ajouterons ironiquement qu'aujourd'hui il connaît encore moins. La découverte d'une série de documents des archives de l'Intelligence Service du Caire, nous a dévoilé les motivations de cette psychose des années vingt. Ces documents concernent les derniers événements de la Turquie nationaliste[522]

La Tripolitaine, la Bulgarie, les Balkans avaient représenté des échecs cuisants pour Enver Pacha. La Turquie s'était réduite au front interne, une Turquie, non plus panislamique ou panottomane ou pan-turque, mais turque tout court[523]. Enver Pacha ne renonce toutefois pas à la dernière de ses aventures : guerrier de l'Islam sans Islam, il décide de se rendre à Moscou et de parler à Lénine. Pendant quelques jours, aux services secrets de l'Intelligence Service du Caire, on croit à la fin du monde : de paisibles fonctionnaires anglais sont réveillés en pleine nuit, embarqués dans des avions spéciaux, envoyés d'urgence à Berlin sur les traces d'espions qui à leur tour suivaient une série de personnages voyageant *nocte tempore* entre la Knausstrasse, où Enver Pacha est installé, et le siège de l'ambassade de Grande-Bretagne. Les rapports sont hystériques, d'une déconcertante « psychose rouge » d'après les documents anglais que nous avons consultés ; il reste à étudier les archives turques, afin de pouvoir définir exactement les mobiles profonds d'une action d'une telle envergure.

De l’action d’Enver Pacha, il ne sortit rien. Lénine avait lieu de tout craindre du personnage. A propos du problème des nationalités et des minorités, la position d’Enver n’avait d’ailleurs jamais eu rien de commun avec celle de Ziya Gökalp, le fondateur du nationalisme turc. Il est aussi bien certain qu’Enver — qui tombera en 1922 à la tête du Basmatché contre l’Armée rouge — n’aurait certainement pas souscrit à l’article de Ziya Gökalp paru en avril 1918, où le théoricien nationaliste, s’adressant aux minorités musulmanes de Russie, les incitait à choisir dans la République des Soviets la solution possible du problème des minorités nationales. Les déclarations d’Enver en août 1920, après son retour, sont toutefois telles (soit qu’elles soient faites par opportunisme, soit qu’elles soient complètement inventées) qu’elles peuvent mobiliser les services d’espionnage internationaux. Ce qui est sûr, c’est que, sur tout le front colonialiste, du Maroc espagnol d’Abd el-Krim à la Cyrénaïque d’Ahmed Sharif et Omar el Mukhtar, ce « tournant » pousse les puissances coloniales à la décision univoque d’en finir par tous les moyens avec toute opposition anticoloniale locale : faute de quoi on craint une « interférence possible » entraînant une solidarité commune de tous les fronts. Cela fait qu’entre 1920 et 1925 on a l’impression d’assister à l’émiettement du mouvement. Seuls Abd el-Krim avec la République du Rif, Omar el Mukhtar avec la guérilla libyenne semblent être conscients du rôle catalyseur possible d’un mouvement révolutionnaire d’émancipation collective. Ailleurs, les mouvements s’appuient sur des élites nationales qui, seules, iront jusqu’au compromis extrême, le plus souvent laisseront à l’issue d’une révolution manquée, les révoltes tribales offrir des victimes dans une lutte sanglante sans avenir. La résistance cyrénaïque ainsi que la République rifaine n’ont pas été seulement une guerre nationale, mais deux exemples d’une véritable révolution libertaire. L’histoire future pourra leur donner la place exacte qu’elles méritent lorsque l’Islam — si jamais ce nom signifie quelque chose — fera le point des nationalismes du présent après ses nombreuses défaites et la perte d’un demi-siècle d’histoire.

Les deux points précédents montrent dans quelle situation internationale se situe la guerre populaire libyenne de 1911-1932. Après la faillite des pourparlers de 1913, Ahmed Sharif dirige en personne la résistance à

outrance en Cyrénaïque. L'armée est constituée de volontaires absolument sûrs. La ligne de défense s'étend de Sollum aux frontières de la Tunisie et s'organise en trois districts avec des chefs locaux et l'appui de tribus de l'intérieur :

1. District de Derna : 3 000 réguliers financés par la Sanussya, *6* 000 volontaires vivant de leurs propres moyens, sous les ordres du grand Sanusse.
2. District de Bengazi : 3 000 réguliers et 5 000 volontaires sous les ordres de Sidi Abdullah el Ashab, Sidi Ali el Audia, Sidi Omar el Mukhtar et des officiers locaux.
3. District de Tripoli : 600 noirs, 800 arabes zawias, 1 000 touareg, sous les ordres de Sidi Mohammed el Sunni, qui a son état-major au Fezzan et a été envoyé au district de Tripoli par la Sanussya en juin 1913[524].

Des ateliers improvisés sur les montagnes travaillent aux armements et aux munitions. D'après les services secrets anglais, il y aurait soixante spécialistes à Jalo et dans le djebel Akhdar chargés de la fabrication manuelle des cartouches. Dans les plaines, la Sanussya a organisé le rassemblement et le transport des stocks de céréales prévus pour une longue période.

Les pourparlers de paix semblent avoir été engagés dans le but de gagner le temps nécessaire au grand Sanusse pour écrire à tous les sheikhs arabes de rassembler leurs forces.

Si la direction sanusse et la direction turque ne s'entendaient pas, dans le front sanusse même il y a également une division entre la ligne d'Ahmed Sharif — , décidé à la résistance à outrance jusqu'à la conquête de l'indépendance — et la ligne plus souple et équivoque de son frère Sidi Mohammed el Abd. Sur ce dernier pèsera la responsabilité d'une certaine gestion du pouvoir au Fezzan, jusqu'au conflit avec les Turco-Allemands et leur installation. Le front cyrénaïque est unitaire grâce à la présence conjugée des deux leaders extraordinaires, Ahmed Sharif et Omar el Mukhtar.

A la fin du premier conflit mondial, le mouvement va se retrouver seul et ne peut compter que sur les seules capacités de lutte de sa base bédouine face à la deuxième offensive coloniale et à l'occupation fasciste. Pendant dix ans, la résistance est supportée par les bédouins de la Cyrénaïque, génération de libertaires du djebel, rayée de l'histoire en 1931 ; ils suivront la ligne rigoureuse d'Ahmed Sharif plus que la direction — effective après 1918 — de Saïd Idriss, de tempérament plutôt diplomatique que guérillero.

Tout le pays interne, le djebel Akhdar, les oasis, jusqu'au nomades du désert, sont avec Ahmed Sharif. Omar el Mukhtar, l'homme du djebel, en est le véritable héritier bien plus que Mohammed Idriss.

Dans le djebel cyrénaïque, nous rencontrons une tout autre guérilla qu'en Tripolitaine, avec d'autres leaders et une autre tactique. On ne pourrait expliquer ce mouvement de masse comme étant le fait de quelques groupes seulement de nationalistes locaux, regroupés autour du dénominateur commun jeune-turc. Nous étions parti sur des hypothèses de travail tirées de l'analyse des rapports consulaires (traités, rapports secrets, rapports ministériels, presse, etc.), mais en Cyrénaïque on s'est enfoncé dans l'irrationnel que la culture occidentale ne pourra jamais comprendre : le messianisme de la liberté et de la justice sociale, l'anti-histoire. A Derna, déserte après les bombardements et l'occupation italienne d'octobre 1911, un vieux chef bédouin aurait dit au commandant Orsini : « Comme chef vieux et expérimenté, je vous conseille de continuer sans violence ; les autres viendront à vous. Nous, gens de bétail ovin et bovin, nous avons intérêt à rester avec vous ; ceux du chameau sont en ce moment plus excités, mais ils finiront par céder[525]. » Mais en Cyrénaïque toute casuistique et tous faux problèmes expérimentés — distinction entre sédentaires et non sédentaires, berbères et arabes, berbères ibadites et berbères non ibadites etc. — , la campagne de « pénétration pacifique » échoue ; ceux « du chameau » — dans le sens de l'ironique prophétie — continueront dans le djebel une guerre sans frontière, moujahidines du désert et de la montagne, bataille enfin désespérée lorsque dans le désert paraîtront les RO du général Badoglio. L'irréductible logique du monde bédouin aura des catalyseurs différents : de la direction philo-turque des constitutionnels de Tripoli au messianisme de la Sanussya, jusqu'à se reconnaître dans ce grand leader libertaire du djebel qui est Omar el Mukhtar. Badoglio et Graziani — dernière étape d'une guerre longue et difficile, devenue désormais une guerre de prestige aux yeux de l'opinion internationale — n'auront plus les « hésitations » des ministères Amendola. Ils jugeront — justement, parce que la guerre de Libye était le fait des bédouins — que les bédouins perdront la guerre le jour où ils perdront le désert. C'est la fin de la politique des chefs et de la guerre tactique : le bédouin n'est que par le chameau, il pourra se battre contre tout, sauf contre la reconnaissance aérienne.

Les premières bombes contre les civils avaient déjà été expérimentées en Libye en 1911. On en était encore à la phase expérimentale, il s'agissait

seulement de la bombe *Cipelli,* type de grenade suédoise Haasen modifiée ; cette « primeur » internationale italienne de bombardement civil aura son chantre dans l'immanquable G. d'Annunzio. La tactique du bombardement aérien se développera avec des améliorations techniques, ainsi que la technique de la reconnaissance aérienne, faisant de la guérilla libyenne une réalité tragique d'hommes contre la technique.

Pendant dix années, le problème du désarmement des bédouins sera la préoccupation prioritaire de toute action coloniale italienne. En 1928, le principal foyer de résistance restant encore la Cyrénaïque, il s'agissait d'avancer du Fezzan en direction de Kufra, état-major de la Sanussya. L'action est organisée par le général Badoglio ; elle est précédée par une déclaration où il est dit : « … si la paix n'est pas acceptée, il [Badoglio] se réserve toute liberté d'action contre tout et contre tous, en poussant la guerre jusqu'à l'extermination[526]. » Au Fezzan, la population aurait accueilli « joyeusement » ces propositions, tandis que les chefs s'opposaient à ce que les gens émigrent en masse vers les zones d'occupation italienne[527]. A Maharuga et Berghen, en février 1929, se réunit la dernière assemblée des leaders. Sont présents : un vieux combattant, Mohammed Figheni, Hamed Sif en Naser, Mohammed ben hadj Naser et d'autres. Le plan envisagé est audacieux ; il avait déjà été essayé par Mohammed ben Hassan l'année précédente, mais avec trop peu de moyens. Chaque leader a encore environ 400 hommes ; il s'agit donc de multiplier les forces en mobilisant les nomades dans la marche vers le Schineref et d'organiser une attaque surprise contre Gherniat. Après cette occupation, le plan prévoyait le soulèvement de toute la Ghibla et l'élargissement de la révolte au massif du djebel. Avec les forces et l'armement dont on disposait, ce plan était aussi un plan de *desesperados.* Abd el Gelil, frère du commandant, essaya de le déconseiller à son frère ; Hamed Sif en Naser part alors seul avec une mehala d'environ 500 hommes et, à marche forcée, rejoint Bou Najem. Les deux mehalas restèrent séparées par une distance énorme et isolées des sources d'eau ; le général Badoglio profitera de leur impossibilité de se joindre pour emporter la victoire.

La défaite d'Hamed Bey en Naser et Mohammed Ben Hassan, la fuite à Tazerbo de Salh El Ateush, des frères El Gelil, de Ahmed Sif en Naser et des autres survivants de la bataille de Uan el Kebir marque la fin de toute résistance armée possible[528].

Quelques tribus de Zinktan, du Sciatit occidental, effrayées par les

représailles, font acte de soumission. Le 13 juillet, l'avertissement est donné aux nomades : l'ordre de désarmement. Ils s'étaient battus vingt années les armes à la main ; pour les désarmer, il faudra la déportation en masse.

La contribution bédouine à la résistance fut immense. Evans-Pritchard souligne les pertes humaines, augmentées par les épidémies, les décimations, les exécutions sommaires et les génocides[529]. Lorsqu'en 1932, après l'action de Kufra et la « conquête du désert », Graziani, selon la formule « réduire le nomadisme », fait déporter dans les camps de la Sirtica et de la Marmarica plus de 100 000 personnes du djebel Akhdar, la Cyrénaïque n'est plus qu'un immense camp militaire, délimité tout le long des confins est-égyptiens par un barbelé contrôlé par les présides d'askari. Lorsque les camps de la Sirtica et de la Marmarica seront supprimés, sur les lieux resteront des cimetières : environ 30 00 hommes, presque un tiers des déportés. Ils auront bâti les routes, les ponts, les maisons d'un plan de colonisation conçu sur des bases économiques absurdes[530].

Sur les vagues d'un autre mythe millénaire, celui du *deserto verde* libyen, débarqueront des paysans siciliens choisis par le régime comme dans les foires paysannes, chacun avec sa fiche d'appartenance au parti fasciste. L'histoire de cette masse émigrante est une autre page tragique du fascisme — en Italie, une historiograhie a tout « expliqué », en n'en écrivant rien — c'est une page de la honte autant que de la « bonne conscience ». C'est en l'écrivant que nous comprenons le djebel et sa guerre.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

AL TAYYIB AL ASHHAB Mohammed, *Umar Al Mukhtar*, Le Caire, 1956.

AGOSTINI E. de, *Le Popolazioni della Cirenaica*, Bengasi, 1922-1923.

ASKEW, W.C., *Europe and Italy's Acquisition of Libya*, Durham, 1942.

CHEMALI I., *Gli abitanti della Tripolitania*, Tripoli, 1916.

DESPOIS J., *La Colonisation italienne en Libye*, Paris, 1935.

ELDBLOM L., *Structure foncière, organisation et structure sociale. Une étude comparative sur la vie socio-économique dans les trois oasis libyennes de Ghat, Mourzouk et particulièrement Ghadamès*, Lund, 1968.

EVANS-PRITCHARD E.E., *The Sanusi of Cyrenaica,* Oxford, 1968. — Topographical Terms in Common Use among the Beduin of Cyrenaica », *Journal of the Royal Anthropological Institute of Great Britain and Ireland,* vol. LXXVI, II, 177-88. — *The Place of the Sanusija in the History of Islam,* British Military Adm. Press, Sidi Rafa, 1943. — *A Note on the Zawaya of the Sanusija order in Cyrenaica,* B.M.A., Bengasi, 1945. — *« The Sanusi of Cyrenaica », Africa,* XV, 2, 1945. — « *The Distribution* of the Sanusi Lodges, *Africa,* XV, 2, 1945. — « Hereditary Succession Shieks of Sanusija Lodges in Cyrenaica, *Man,* 1946. — « Italy and Senousiya Order in Cyrenaica, *Journal School Oriental and African Studies,* XI, Pt. 4, 1946. — *The Non Sanusija Orders in Cyrenaica,* B.M.P., Bengasi, 1944. — « Italy and the Beduin in Cyrenaica », *African Affairs,* London 45, janvier 1946, p. 12-21.

FIRST R., *Lybia, an Clusive Révolution,* London, 1974.

GALLISSOT R., « *L'Algérie précoloniale* », in *Sur le féodalisme,* Editions sociales, Paris, 1972. — « *Rosa Luxembourg et la colonisation », L'Homme et la société,* 2e semestre 1974 Paris.

HILL R.W., *A Bibliography of Lybia,* Durham College, 1959.

JULIEN Ch.-A., *L'Afrique du Nord en marche,* 2e édition, Paris, 1972.

LEONE E. de, *La Colonizzazione dell'Africa del Nord,* Padova, CEDAM, 1960.

MAJID KHADDURI, *Modern Lybia,* Johns Hopkins Press, Baltimore, 1963.

MALTESE P., *La Terra Promessa,* Milan, 1968.

MIÈGE J.-L., *L'impérialisme colonial italien de 1870 à nos jours,* Paris, S.E.D.E.S., 1968.

PETERS L. Emerys, — *The Sociology of the Beduin of Cyrenaica* (thèse déposée à l'Institut d'anthropologie sociale de l'Université d'Oxford). — *The Tied and the Free. An Account of a Type of Patron-Client Relationship among the Bedouin Pastoralists of Cyrenaica,* in *Contributions to Mediterranean Sociology Acts…,* edited by J.G. Peristiany, Paris, 1968. — *Aspects of the Family among the Bedouin of Cyrenaica, in Comparative Family Sistem,* Nimkoff ed., 1963.

REY-GOLDZEIGUER A., *Désagrégation des sociétés traditionnelles et politiques du Royaume arabe en Algérie (1861-1871),* thèse de doctorat d'Etat, Sorbonne, Paris, 1974, 8 vol., dact., sous presse S.N.E.D., Alger.

SAVARESE E., *Le Tarra della Cirenaica* Bengasi, 1928, 2 vol.

SOURIAU-HOEBRECHTS Ch., *La Presse Maghrébine (Libye, Tunisie,*

Maroc, Algérie), Paris, 1969.
VALENSI L., *Le Maghreb avant la prise d'Alger*, Paris, 1970.
WRIGHT J., *Libya*, London, 1969.
ZAGHI C., *L'Africa nella Coscienza Europea e l'imperialismo Italiano,* Naples, 1973.

Nous tenons à exprimer notre reconnaissance aux professeurs E. Hobsbawm (université de Londres), E.L. Peters (université de Manchester), Ch.-A. Julien (université de Paris) pour la gentillesse habituelle de leur accueil et les conseils qu'ils nous ont si généreusement donnés lors de nos recherches, ainsi qu'aux professeurs E. Evans-Pritchard (Oxford), J. Lewis (African Studies, Londres), Fawzy Mansour (Ein Shams University, Le Caire). La direction de l'University Library de Bengazi, des National Library de Tripoli et du Caire, l'université du Caire ont facilité nos recherches. Nos remerciements sincères vont à toutes les personnes — amis et anonymes — qui, à Bengazi, Tripoli, Le Caire, Istamboul, nous ont apporté leurs témoignages et documentations — photos, papiers, documents, souvenirs personnels, etc. — , qui ont traduit les souvenirs des membres de leurs familles ou tribus sur la guérilla bédouine et sur les déportations du Djebel Akhdar dans les ghettos des déserts de Sirtica et Marmarica. Ces pages, que je leur dédie, ne donnent qu'un aperçu d'une histoire grandiose et tragique qui reste à écrire.

ANNEXES. Sources inédites

Public Record Office, War Office 2/5260 (674)
Fédération asiatique islamique

En date du 3.2.20

Jusqu'au 23.12.1919, Enver Pacha était à Berlin. Il faisait tous ses efforts pour établir une alliance (militaire) entre les Allemands et les bolcheviks et pour unifier le mouvement arabe, turc et égyptien, afin de tout consolider avant d'entreprendre l'invasion de l'Asie mineure et de l'Azerbaïdjan avec l'armée bolchevique. Pour faire avancer la cause de la fédération islamique,

on recherche les sympathies de l'émir Feizul. En décembre, juste avant le départ de l'émir pour Paris, il écrivit à l'émir Shakib Arslan à l'hôtel Curtenkul à Berne, lui disant qu'il avait la plus grande confiance dans le travail d'Arslan. Jointe à cette lettre, il y avait une lettre à Arslan, écrite par Fuad Khatib, l'un des secrétaires de Feizul. Dans cette lettre, Fuad disait que l'émir avait soigneusement étudié les propositions de Talaat Pacha et qu'elles lui parassaient acceptables, mais que l'émir Feizul ne pouvait prendre aucune décision jusqu'au moment où la garantie de l'indépendance de l'Arabie et de la Syrie serait reconnue par la Russie, Enver et le sultan de Turquie.

Il y eut une rencontre à Saint-Moritz, le 7 janvier ou aux environs de cette date, à laquelle, parmi d'autres, les personnalités suivantes étaient présentes : Jemal Pacha, Talaat Pacha, Mohammed Muktar pacha, Javid Bey, Jammaludin - Mulla - Sheik ul Islam, Emir Shakib Arslan.

Talaat et Jemal vinrent de Berlin pour cette réunion et l'organisèrent. La réunion eut lieu afin de savoir si le parti du sultan et les autres partis politiques de Turquie soutiendraient Enver Pacha et l'Alliance bolchevique au cas où ils décideraient d'attaquer en Asie mineure. Le traité préliminaire passé entre Enver et les Russes fut aussi l'objet de la discussion. Toutes les parties acceptèrent le traité, et un exemplaire fut envoyé à la Syrie et à la Turquie pour approbation. Il fut envoyé par l'intermédiaire du consul italien à Lausanne. Le traité, demande, entre autres choses, la liberté des Dardanelles, l'établissement d'une fédération asiatique islamique travaillant en coopération avec le gouvernement soviétique de Russie et la formation de l'administration du pays en accord avec les principes socialistes, dans la mesure où ils ne sont pas en conflit avec les préceptes de l'Islam.

Dès que Feizul renverra ce traité avec ses commentaires, l'émir Shakib Arslan se rendra en Russie comme représentant de Feizul pour les discussions.

On ne sait pas avec précision quelle était l'opinion de la réunion en ce qui concerne les différents partis politiques qui y étaient représentés.

N.B. Cette information vient d'une source de première classe et a été obtenue personnellement (Int.) A.W.
1.0.
N.I.l a
Sir Basil Thomson
D.C.I.

Sir R. Nathan
EDT/II

*

Public Record Office, War Office, 32/5260 (674)

Mission militaire britannique, 23 février 1920
Au major-général Neill Malcom, C.B., D.S.O.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que ce matin, à 11 h 45 environ, j'ai reçu un coup de téléphone de M. Robbins, chargé des affaires commerciales britanniques à Berlin, qui m'a demandé de me rendre immédiatement à son bureau pour voir un homme qui avait certaines informations à communiquer. Je m'y suis rendu immédiatement et ai vu l'homme en question, un Russe-Allemand, partisan du Deutsche Militär Partei, et qui avait besoin d'argent. Il commença par demander si l'Angleterre était désireuse d'arrêter Enver Pacha et Djemal Pacha, affirmant qu'il était en possession d'une information selon laquelle une telle arrestation pourrait être opérée le soir même. Après beaucoup d'hésitation et seulement après avoir été assuré par M. Robbins et moi-même que nous ferions tout notre possible pour le protéger si sa vie était en danger, il donna l'information suivante :

Enver Pacha et Djemal Pacha, accompagnés par un courrier envoyé a part de Victor Kopp au gouvernement soviétique, devaient quitter Berlin ce matin même par avion à l'aérodrome Johannisthal ; ils atteindront Königsberg ce soir, passeront la nuit dans cette ville et s'envoleront demain matin pour Witebsk. De là ils continueront sur Moscou où Enver et Djemal auront des consultations avec le gouvernement, recevront leurs instructions finales et continueront leur voyage vers la Russie du Sud en route vers l'Afghanistan. Durant son séjour à Berlin, Enver a eu des contacts étroits avec le mouvement militariste allemand. Mon informateur m'a également dit que le gouvernement était au courant de, ou soupçonnait sa {Enver} présence ici, mais que, pour de nombreuses et évidentes raisons, n'y avait accordé aucune attention. Ayant l'impression qu'il y avait des troupes britanniques actuellement à Königsberg, il suggérait que l'arrestation pourrait avoir lieu dans cette ville pendant la nuit.

Dès qu'il fut en possession de cette information, M. Robbins se rendit

immédiatement à l'aérodrome Johannisthal afin de tenter de savoir quels avions s'étaient envolés le matin, mais malheureusement il fut dans l'impossibilité d'obtenir quelque information que ce soit. Je rentrai à la Mission et téléphonai à la dame par l'intermédiaire de laquelle j'avais l'habitude de communiquer avec Enver. Elle était sortie, mais me rappela vers 1 h 15 du matin. Je lui demandai si elle pouvait me dire comment je pourrais rentrer en contact avec Enver. Elle me répondit qu'il avait promis de lui communiquer le dernier lieu où il était en Allemagne et qu'elle lui ferait savoir que j'avais téléphoné. Elle dit qu'elle serait probablement informée du moment où il arriverait à son lieu de destination et je pense qu'il est très possible que je puisse obtenir d'elle des détails sur les mouvements d'Enver. Comme elle a l'impression que j'ai quelque chose de plus à communiquer de la part du gouvernement de Sa Majesté elle a promis de me mettre en contact avec Talaat Pacha lors de son retour à Berlin. Pour le moment, il est absent pour quelques jours, mais elle m'informera de son retour. Cependant elle ne sait pas ce que lui a dit Enver ni dans quelle mesure il est au courant du détail des plans d'Enver. J'ai eu confirmation de la présence de Talaat récemment à Berlin de plusieurs sources, y compris le général Hoffmann qui m'a dit dans une conversation qu'il l'avait rencontré dans Unter den Linden l'autre jour et qu'il était très surpris qu'il n'ait pas été « pendu il y a longtemps à Constantinople ».

En votre absence, je communique l'essentiel de ce rapport à D.M.I. à Londres ; au représentant militaire britannique à Paris, Danzig, Kovno et Riga par le chiffre. M.I., I.C. ont aussi été informés. Il a malheureusement été impossible d'envoyer un message chiffré par la Mission de contrôle à leur représentant de Königsberg, mais l'information concernant l'arrivée et le départ de l'avion a été demandée par lettre.

Mon informateur original de ce matin déclare qu'il est en train d'obtenir divers détails concernant les accords russo-allemands, commerciaux et autres, qu'il nous communiquera. Le fait que sa première et sensationnelle histoire au sujet d'Enver ait été corroborée immédiatement par la « belle dame » qui est toujours dans la confidence montre qu'il est probablement sûr et vaudrait la peine qu'on l'ait avec nous à l'avenir.

Ivor HEDLEY
Major, D.A.A.G.
British Military Mission, Berlin.

*

Public Record Office, War Office, 32/5260 (674)
Mission militaire britannique, Berlin, 25 février 1920
Au major général Neill Malcom, C.B., D.S.O.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que j'ai eu à 6 h 30 un entretien hier soir avec Enver Pacha, qui a duré environ trois quarts d'heure. Je lui ai dit dès le début que je n'avais, bien sûr, rien de précis à lui communiquer, car je n'avais reçu aucune instruction suivant laquelle je pourrais même lui faire supposer que la réponse du gouvernement de Sa Majesté à sa proposition était en quoi que ce soit différente de la réponse négative que je lui avais donnée à notre dernière entrevue. Cependant, je lui fis remarquer que, par la simple lecture des journaux, on pouvait voir que la politique de l'Entente envers la Turquie était en train de prendre un tour beaucoup moins dur que ne s'y était attendue l'opinion publique, en particulier dans la mesure où il a été annoncé clairement que les Turcs resteront à Constantinople, et qu'il a été fortement suggéré qu'ils garderont beaucoup plus de territoire qu'on ne l'attendait. Je lui ai demandé si, en conséquence, il avait l'intention de modifier sa campagne anti-anglaise à travers l'Islam ou de continuer la propagande très vaste et très active qu'il avait envisagée après le refus du gouvernement de Sa Majesté d'accepter sa première proposition. Il me dit qu'il était si engagé dans cette campagne depuis ce refus qu'il lui serait maintenant très difficile de l'interrompre. Lorsqu'il avait appris que l'Angleterre ne traiterait pas avec la Turquie, il avait immédiatement mis sa machine en marche et il avait l'intention de jouer un rôle actif en Orient. Il me dit que c'était seulement à cause d'une panne de moteur de son avion qu'il était là pour me parler. Dès que l'avion sera prêt, il va partir. Il me dit très franchement qu'il va à Moscou et qu'il va travailler avec le gouvernement soviétique, dans la seule intention de fomenter des insurrections, petites et grandes, contre l'Angleterre dans toutes ses possessions musulmanes. L'idée de former une grande armée musulmane dans le but de combattre l'Angleterre en Orient est évidemment impossible, et il dit qu'il n'a pas l'intention d'essayer de le faire. Cependant, il peut causer suffisamment de troubles, et le fera, pour obliger l'Angleterre à maintenir plus de troupes en Orient qu'elle ne le souhaite. La situation de l'Angleterre, comme celle de nombreux autres pays, qui résulte de la guerre,

est telle qu'il est essentiel pour elle d'utiliser tout son temps et toute son énergie à la reconstruction. Des troubles en Orient signifieront dépenses d'hommes, d'argent et de temps qui pourraient être plus profitablement utilisées pour cette reconstruction. De l'avis d'Enver, l'Angleterre a environ cinq ans pour se préparer à la prochaine guerre. Quand il était en Angleterre peu de temps avant le dernier conflit, il a été particulièrement frappé par l'attitude de toutes les classes auxquelles il a parlé, en ce qui concerne l'Allemagne. Elles comprenaient parfaitement que le commerce allemand dépasserait rapidement le commerce anglais, que la flotte allemande approchait rapidement la force et l'efficacité de la flotte britannique et qu'il faudrait faire quelque chose très rapidement pour maintenir la suprématie de l'Angleterre. C'est la même situation que l'Angleterre affronte aujourd'hui, les Etats-Unis d'Amérique se substituant à l'Allemagne. L'Amérique se renforce aussi vite qu'elle le peut dans toutes les directions, n'accordant aucune attention à l'Europe ou au Mexique, et en même temps une énorme propagande anti-anglaise est faite en Amérique et s'intensifie chaque jour. Avec la possibilité d'une guerre avec l'Amérique en vue, il est plus que jamais dans l'intérêt de l'Angleterre d'être assurée du calme et de la loyauté de ses dépendances musulmanes. Puis Enver a rediscuté les sujets traités au cours de mon entrevue précédente, et il a insisté sur ce que la Turquie veut de l'Angleterre et ce que l'Angleterre peut obtenir en échange. Je lui ai fait remarqué qu'ils n'étaient pas dans la bonne voie pour favoriser des sentiments proturcs en Angleterre en permettant les massacres des Arméniens. Sur le sujet de ces massacres, Enver fut intéressant. Les massacres récents sont, selon lui, entièrement dus à la politique française dans ce pays. Les bataillons arméniens ont été levés et armés par les Français dans le but de les utiliser contre les nationalistes turcs. Dans la région de Marash où lesdits récents massacres ont eu lieu, la population arménienne est minoritaire et il est par conséquent tout à fait naturel que, quand ils sont entrés en conflit avec la majorité, c'est-à-dire les nationalistes, le résultat ait été l'anéantissement des forces arméniennes. Selon Enver, ce n'est pas un massacre. En ce qui concerne les massacres de 1916 (pour lesquels Enver est, je crois, sur la liste des criminels de guerre), il dit que les véritables faits sont les suivants : l'armée russe, arrivant du Nord, le talonnait, quand, à cause de la propagande russe, un soulèvement arménien eut lieu sur ses arrières. Ses forces étaient insuffisantes et il courait de grands risques ; il écrasa le soulèvement. Cela non plus, dit-il, n'était pas un massacre. En dépit de leur

politique arménienne, les Français font tous leurs efforts en Turquie pour accroître leur prestige et revendiquer l'entière responsabilité de tout ce qui arrive de bon en Turquie, comme, par exemple, la décision récente au sujet de Constantinople.

En conclusion de cet entretien, Enver dit qu'il partirait pour Moscou dès que sa machine sera prête, à moins qu'il n'ait reçu entre-temps des propositions précises du gouvernement de Sa Majesté. Je lui ai demandé si je pourrais communiquer avec lui après son départ, s'il y avait quelque chose d'important à lui dire. Il me sera possible d'entrer en contact, non pas avec lui, mais avec une autre personne de son parti. Quant à lui, une fois qu'il sera parti et se sera engagé nettement avec le gouvernement soviétique, il ne reviendra plus en arrière.

Ivor HEDLEY
Major, D.A.A.G.
British Military Mission, Berlin.

*

Public Record Office, War Office, 32/5260 (674)

Mission militaire britannique, Berlin, 27 février 1920
Au major-général Neill Malcom. C.B., B.S.O.

Enver Pacha m'a demandé de lui rendre à nouveau visite à 11 h 15 ce matin, ce que j'ai fait. Il m'a expliqué que la raison pour laquelle il désirait me voir c'est qu'un courrier quittait aujourd'hui Berlin pour Constantinople et qu'il désirait informer ses partisans qu'il m'avait parlé la nuit précédente. Il dit que, réfléchissant à notre conversation d'hier soir, il avait décidé de retarder son départ pour la Russie de quelques jours et d'aller en Suisse, d'où il reviendra dans une semaine environ. Il semble être encore extrêmement désireux de travailler avec l'Angleterre plutôt qu'avec la Russie bolchevique. Rediscutant son ancienne proposition à l'Angleterre, il dit que la plupart des points en faveur de la Turquie semblent avoir été réglés. Les Turcs resteront en Europe ; on considère qu'ils garderont une part considérable de leurs possessions asiatiques ; l'indépendance du Caucase et du Turkestan semble une certitude, et l'Angleterre a reconnu l'indépendance de l'Afghanistan. Il

dit qu'il a entendu dire, d'après d'autres sources, que l'Angleterre est prête à accorder son indépendance à l'Egypte du Nord, à condition de garder le Soudan et le contrôle du canal de Suez. Ce qui laisse pratiquement comme seules concessions à faire à la Turquie pour que sa proposition originale soit satisfaite :

— l'indépendance égyptienne étendue au Soudan et la conclusion d'un traité anglo-égyptien ;

— l'auto-détermination accordée à toute l'Arabie et le règlement du sort de Smyrne et de la Thrace en faveur de la Turquie.

Quand il reviendra de Suisse, il reprendra contact avec moi pour s'assurer qu'il y a une réponse du gouvernement de Sa Majesté. Si l'on désirait aboutir à un accord avec lui, il resterait à Berlin jusqu'à ce que tout soit réglé, rompra complètement les négociations avec Moscou et voyagera par la route du Sud pour aller au Caucase et au Turkestan. Dans cette éventualité, il est souhaitable, dit-il avec insistance, qu'il aille, incognito bien sûr, à Constantinople, afin de parler aux chefs qui sont là-bas et d'éviter ainsi de mettre sur le papier des choses qui pourraient tomber en mauvaises mains. Cependant il ne resterait pas à Constantinople, il ne souhaite même pas le faire, mais ira plus loin en Orient, car sa présence serait essentielle si l'on voulait changer entièrement les sentiments envers l'Angleterre. Si le gouvernement de Sa Majesté ne veut pas traiter avec lui, alors le projet russe reste valable ; et même si les autres partis en Turquie — y compris le sien — travaillaient avec l'Angleterre, lui-même continuerait sa campagne antianglaise. En traitant avec Enver et ses partisans, la politique bolchevique a été extrêmement habile. Les bolcheviks ont tout donné et n'ont pratiquement rien demandé en échange. Ils ne souhaitent pas établir le bolchevisme en Turquie et ne demandent même pas aux chefs turcs de dire qu'ils approuvent les méthodes bolcheviques en Russie. Tout ce qu'ils ont demandé, c'est qu'Enver travaille pour le panislamisme dirigé principalement contre l'Angleterre. En échange, ils ont fourni de l'argent et de l'équipement aux troupes turques au Caucase et au Turkestan. Par exemple, Enver m'a dit qu'avant de recevoir l'aide bolchevique il n'y avait pratiquement pas un seul fusil au Turkestan, mais qu'il y en a maintenant plus de 250 000. Dans l'espoir d'obtenir des propositions précises de la part du gouvernement de Sa Majesté, Enver m'a assuré qu'il ferait dire à ses partisans à Constantinople, par le courrier d'aujourd'hui, de ne rien faire encore pour ou contre l'Angleterre au Turkestan.

Ivor HEDLEY

*

Public Record Office, War Office, 32/5260 (674)

Secret

Rapport politique CX/1738

Russie soviétique, source : T.C./5. Intrigue nationaliste turque
(suite de la circulaire CX/1738 en date du 12.7.1920)

Le rapport suivant est le résumé d'une conversation récente avec Enver Bey à Berlin.

Enver Bey a déclaré qu'il était juste revenu de Moscou et qu'il avait rapporté des messages importants de Lénine pour les Orientaux en Allemagne. A l'heure actuelle, toute l'Asie traverse des moments critiques, et c'est le devoir de tous les nationalistes, quel que soit leur pays, de coopérer avec le gouvernement russe afin de détruire l'Empire britannique. Une force turque est déjà en train d'opérer en Orient, sa force va bientôt s'accroître. Les Russes font tout ce qu'ils peuvent pour soutenir la partie politique du programme d'Enver. Ils ont déjà envoyé une force considérable en Perse et préparent de nouvelles troupes. Dès que la Pologne sera écrasée et qu'une liaison directe sera établie entre la Russie et l'Allemagne, les troupes russes du front polonais seront envoyées en Perse. La marche sur l'Inde conmmencera alors par le Belouchistan. De plus, Enver Bey a dit que, comme des opérations militaires sont sur le point de commencer avec une nouvelle énergie en Orient, il était revenu de Moscou pour s'assurer les services de Jemal Pacha, qui vit actuellement à Munich. Celui-ci sera chargé de prendre en main les troupes musulmanes pendant les nouvelles opérations. Enver Bey a envoyé Talaat Pacha de Berlin à Munich, afin de s'assurer l'adhésion de Jemal Pacha. Enver Bey a exprimé sa confiance dans le fait que Jemal ne refusera pas sa coopération. De plus, Enver Bey a déclaré que Moscou avait reçu récemment des nouvelles très favorables de tous les pays d'Orient. Les troupes bolcheviques seront reçues à bras ouverts. Il a suggéré que les diverses communautés orientales d'Allemagne devraient aussi rapidement que possible établir des sociétés secrètes dans toutes les grandes

villes allemandes. Un organisme central devrait également être formé, qui serait constitué des représentants des différentes sociétés secrètes nationales. Le but de l'organisme central devrait être de développer l'harmonie et la coopération entre les différentes nationalités d'Orient. Les sociétés nationales, d'autre part, devraient tenter d'établir des sociétés révolutionnaires semblables dans le monde entier là où leurs compatriotes vivent en nombre suffisamment important. De plus, on devrait envoyer les agents de telles sociétés dans leur pays d'origine pour faire de la propagande révolutionnaire. De tels agents existent déjà, mais en nombre insuffisant. Enver Bey a déclaré qu'il était particulièrement désireux de trouver quelqu'un ayant de l'influence parmi les deux principales tribus de Perse — les Bakhtiari et les Kashgai — qu'il pourrait envoyer en Perse pour gagner les sympathies des tribus nommées ci-dessus. Les deux tribus ne sont favorables ni aux Anglais ni aux Russes, mais ces derniers n'ont jamais été en contact direct avec elles ; Enver Bey pensait qu'il y avait une bonne chance de les gagner à l'opposition aux Anglais. Pour le moment, a-t-il dit, la paix règne entre les différents groupes, mais, dès qu'une occasion favorable se présenterait les tribus prendraient les armes contre l'Angleterre.

De plus, Enver Bey a déclaré qu'il avait rendu possible la visite à Moscou d'un groupe de Turcs et de Perses résidant à Berlin, qu'il allait lui-même se rendre à Moscou dans quelques jours. Il avait bon espoir que le résultat de sa visite à Berlin serait la réalisation d'un travail concret parmi les Orientaux d'Allemagne.

Un agent turc d'Enver Bey a déclaré que celui-ci avait pris le nom de Professeur Ali et que sa résidence permanente était le n° 17 Knausstrasse à Berlin. Cependant Enver Bey n'est pratiquement jamais là, car il voyage énormément. La femme d'Enver Bey et sa fille, âgée de trois ans, sont arrivées de Constantinople par la Suisse récemment et résident à Knausstrasse. Pendant son séjour à Berlin, Enver Bey a rencontré la plupart des résidents turcs et a avancé à ceux qui en avaient besoin des fonds suffisants pour vivre pendant trois mois.

*

Mission militaire britannique, Berlin, 30 mai 1920 Secret D.M.I. War Office

Activités musulmanes à Berlin

Le 28 mai, semble-t-il, un grand déjeuner a été donné dans un restaurant connu de Berlin. D'éminentes personnalités musulmanes d'Afghanistan, de Perse, d'Egypte et d'Asie centrale étaient présentes. On a prononcé des discours très agressifs antieuropéens et probolcheviques. Une personne présente déclare avoir eu l'impression générale que les événements annoncés sur la frontière de la Perse suscitaient le plus grand enthousiasme. On a affirmé qu'une très grande force d'hommes des différentes tribus — en tout, 400 000 environ — avait franchi la frontière du côté de l'Inde, avec l'intention d'atteindre l'Indus. On lui a dit que les habitants « vivant sur les rives de l'Indus, de sa source à son embouchure, éprouvaient de la sympathie pour le mouvement ».

Malgré le ton agressif des orateurs, notre informateur est d'avis que ceux-ci éprouvent une sorte de respect caché pour la Grande-Bretagne et que notre façon de gouverner n'est pas injuste. On a fait le compte rendu des débats, non en raison de l'exactitude des informations qu'ils contiennent, mais pour montrer l'importance qu'il y a à surveiller les gens du Moyen-Orient et d'Egypte assemblés à Berlin. Peut-être est-ce déjà fait.

*

Public Record Office. War Office, 32/5260

Chiffre 9294, 16 septembre

Suivant le Commissaire britannique de Tiflis daté du 10

Enver Pacha est arrivé à Bakou. Nuri et Khalil Pacha, à Erzerum. J'ai communiqué l'information : Mustapha Kemal a reçu 10 livres d'or de Russie, via Bakou.

Commentaire. Un document récemment saisi sur un bolchevik nommé Zeki affirme que les bolcheviks ont l'intention d'employer des dirigeants turcs pour conduire le mouvement révolutionnaire en Orient avec Enver comme commandant en chef, Djemal (le Grand) commandant sur le front d'Afghanistan et Khalil Pacha commandant sur le front perse. D'autres sources rapportent que Nuri a été arrêté à Erzerum par Kiazimkara Bekir. Khalil, en provenance de Moscou, apportait de l'or à Mustapha Kemal récemment arrivé à la frontière turque.

DISCUSSION

Vincent MONTEIL. — Je voudrais poser deux questions à Mme Davico à propos d'Enver Pacha.

Enver Pacha m'a beaucoup intéressé, j'ai écrit sur lui et j'ai essayé de comprendre certaines choses. Je voudrais vous demander si vous êtes au courant de deux choses, et ce que vous en pensez par rapport à ce personnage. La première : lorsque j'y suis allé, en 1952, pour la première fois, la Libye venait d'être indépendante, et j'étais frappé de rencontrer un peu partout des Libyens de tous âges qui parlaient turc, pas arabe, turc uniquement. Je leur ai demandé qui ils étaient, et ils m'ont dit : « Nous sommes les enfants ou les descendants (dans certains cas, c'était le personnel même) des garçons qu'Enver Pacha a emmenés avec lui en Turquie après la défaite italienne qui ont été formés en Turquie, et qu'après l'indépendance libyenne on a renvoyés en Libye pour qu'il y ait une certaine présence turque qui reprenne forme. » J'ai remarqué également à cette occasion une chose assez curieuse : le gouverneur de Tripoli était d'origine turque et, dès qu'il entendit mon nom, il me dit : « Mais tu es le fils du colonel Monteil. » Je dis : Non, je suis son neveu. Il me dit : « C'est mon père qui était le *wali*, à l'époque, de Trablos Al-Gharb, c'est-à-dire de Tripoli, qui a accueilli ton oncle au mois de décembre 1892 quand il est arrivé, à la fin de son expédition qui lui avait pris deux ans, de Saint-Louis à Tripoli par le lac Tchad, à pied. »

Deuxième point : la mort d'Enver Pacha. J'ai vu de mes yeux des lettres et le cachet, le sceau, avec lequel Enver Pacha, à la fin de sa vie, signait ses papiers, sa correspondance. Il disait qu'il était le *« Amir Al-Moumemin »*, c'est-à-dire le chef des musulmans. Vous savez dans quelles conditions il est mort : en Union soviétique, à la tête de musulmans nationalistes qu'on appelait les Basmatchi, et qui étaient en révolte contre l'Armée rouge.

Et Enver Pacha a pris la tête d'un mouvement d'indépendance nationale des minorités musulmanes en Union soviétique contre l'Armée rouge. On a alors assisté une fois de plus à ce phénomène absolument désespérant et décourageant : les ouvriers, les paysans, et en particulier les cheminots — ceux qui travaillaient aux chemins de fer — russes ont pris

naturellement le parti des blancs contre les asiatiques, c'est-à-dire contre les Basmatchi, les Uzbeks, les Casaks et les autres, que commandait Enver Pacha.

René GALLISSOT. — J'annonce simplement la publication, dans un prochain numéro du *Mouvement social*, de la conversation qu'a eue Charles-André Julien avec Tchichérine en 1921, qui situe justement Enver Pacha et ses relations avec l'U.R.S.S. ; ses relations également avec la politique britannique. Et ce sera très éclairant pour comprendre les positions de l'Internationale communiste vis-à-vis de l'ensemble des mouvements de l'Orient, comme on disait encore à cette époque.

Charles-André JULIEN. — Quand j'ai demandé à Enver Pacha combien il y avait eu d'Arméniens massacrés, il m'a dit : « Oh, on a beaucoup exagéré : 100 000 ou 150 000 au plus ! » Quelle horreur !…

Gilbert MEYNIER. — Ma première question n'en est pas une, c'est plutôt une précision à propos de ce qu'à dit M. Meyer. Le fait d'utiliser des gens pour combattre contre d'autres qui leur sont parfaitement étrangers n'est pas un fait isolé : je l'ai retrouvé, quant à moi, très souvent dans la guerre de 1914-1918 chez les tirailleurs. Le fait de désigner un ennemi commun, dans le cadre de l'encadrement par l'armée française, avec le paternalisme des officiers français vis-à-vis des musulmans, qui leur confère subjectivement une place bien supérieure à celle qu'ils ont en réalité, qui est différente subjectivement de celle qu'ils ont dans la société coloniale, est évidemment un fait important, et explique en grande partie l'élan, la fougue des tirailleurs nord-africains contre les Allemands. C'était une précision pour dire que je reprends entièrement l'analyse de M. Meyer concernant les *moros*.

Ma deuxième remarque, ou question, s'adresse à Rosalba Davico : tu as parlé tout à l'heure du rôle économique des Sénoussis. Je te pose une question : lorsque les Italiens ont évacué Ghat et Gadamès en 1915 — fin 1914-début 1915, plus exactement — , ils n'ont pu conserver qu'une étroite bande du littoral, pratiquement les villes de Zouara et de Tripoli. Ils ont essayé, d'après ce que j'ai compris, d'abord de regrouper les notables de ces deux villes pour s'assurer d'eux, et ils ont razzié et détruit systématiquement les campagnes et les villages du djebel Néfoussa, dans l'arrière-pays de Zouara et de Tripoli. Et ils ont demandé à la division française de Tunisie de

coincer tous les Tripolitains qui essaieraient de venir se ravitailler en Tunisie. Ils ont établi un blocus féroce de tout le nord de la Tripolitaine, qui était complètement dévasté, complètement détruit.

J'ai vu des télégrammes d'officiers qui décrivent des Tripolitains complètement affamés, qui arrivaient par dizaines, parfois même par centaines, au poste-frontière de Ben-Ghardane, et mouraient de faim, littéralement, sous les yeux des officiers, qui racontent ça avec le plus grand écœurement.

La révolte du Sahara, la révolte des Touareg-Azer, en 1916, l'assassinat de Charles de Foucauld, toutes ces choses-là sont à mettre en relation avec ces événements et avec le blocus fait par les Italiens du nord de la Tripolitaine ; en effet, les Sénoussis ont été privés d'une des bases de leur approvisionnement dans le nord de la Tripolitaine et, de ce fait, ils ont cherché un exutoire qu'ils ont trouvé tout naturellement du côté de cette frontière théorique qui sépare l'Algérie de la Libye. Ce serait peut-être lié enfin, quoique je n'en aie pas de preuve formelle, avec les soulèvements insurrectionnels, avec l'insurrection de l'Aurès et du Belezma, en novembre 1916.

Voici la question que je voudrais te poser : est-ce que tu as pu découvrir à travers tes recherches des preuves de cette liaison entre l'Algérie et la Tripolitaine avec les mouvements insurrectionnels algériens ?

Rosalba DAVICO. — Je vais donner tout d'abord quelques précisions d'ordre chronologique et je passerai ensuite à la question beaucoup plus complexe d'Enver Pacha.

Les événements du front de Tripolitaine sont compliqués par l'échec de l'Italie, engagée dans la guerre mondiale. Des contingents sont retirés ; le moral des troupes est très mauvais. Les documents les plus intéressants concernant 1915 se trouvent au British Council : ce sont les rapports, en français, des postes-frontières libyo-tunisiens, concernant justement les mouvements des troupes en l'année 1915. En parlant de la *joumhouriya* de Soliman El-Barouni à Tripoli, j'ai été obligée, pour une question de temps, d'éliminer toute une partie de mon rapport dans laquelle je parle des précédents de l'action militaire.

Je signale que la position sénoussie se définit autour des années 1912, compliquée par le mot d'ordre de guerre sainte lancé par les Turcs ; le but des Turcs, des Jeunes-Turcs même est de contrôler et d'enrôler la

Sénoussya — qui est obligée d'accepter. Prenons le problème, par exemple, du déversement des contingents libyens par-delà les confins égyptiens ; j'ai parlé directement avec deux intéressés : avec l'oncle d'Omar El-Moukhtar, et avec Abdel Chérif. Ils ont été pratiquement sollicités par les Turco-Allemands.

On a l'impression, concernant l'organisation militaire, de se trouver, sur le front tripolitain, devant une contradiction interne. Celle-ci est évidente : la Turquie voulait garantir une présence qui aurait été justifiée et payée par l'organisation sénoussie. En effet, la mobilisation est éminemment sénoussie. Le point sur lequel a beaucoup joué le nationalisme italien est celui-ci : il y a d'ailleurs toute une littérature « progressiste » à cet égard : Les Italiens vont arriver pour libérer les Arabes de Libye de l'oppression ottomane.

A Tripoli, les Turcs constituaient une élite ; le gouverneur se range aux côtés des Italiens ; le sentiment anti-Turc existait.

Ce qui suscite cependant l'intérêt, ce sont les génocides, le comportement de l'armée italienne, la politique italienne bien avant la prise du pouvoir du fascisme. Cela veut tout simplement dire que les méthodes sont les mêmes ; il existait donc une volonté coloniale très nette, très forte à ce moment-là, correspondant à des intérêts précis, ceux de la Banco di Roma. J'ai vu les graphiques de la Banco di Roma : il est évident qu'il y avait des groupes financiers qui ne voulaient pas perdre.

Mussolini a voulu justifier l'occupation : c'était le mythe du désert vert ; mais la guerre de Libye a commencé avec des groupes financiers et bancaires qui n'avaient rien à faire avec la grande émigration.

Au sujet du mouvement des troupes, je renvoie au rapport précis fait par les Français, daté de 1915. On y trouve une description détaillée, faite par les Français, qui fait partie des documents du Foreign Office, que j'ai trouvés à Londres.

En ce qui concerne Enver Pacha, j'ai analysé son rôle entre 1908 et 1920, justement dans la question de la Libye. C'est un personnage que je n'aime pas tellement. Enver Pacha, comme les groupements nationalistes turcs du même genre, n'a pas apporté de solutions satisfaisantes. Ce n'est pas par hasard qu'il est mort comme il est mort ; les documents que j'ai cités dans mon travail parlent de ses alliances dans les années 1920.

Je me souviens de ce que me disait Bernard Lewis, qui connaît très bien les questions des minorités musulmanes en Union soviétique. Si je dois porter un jugement historique par rapport à la mobilisation anticoloniale, je réponds de

la façon suivante : Enver Pacha n'était pas le personnage capable de catalyser une vague libératrice qui aurait dépassé le problème des minorités et le problème des entraves de la société dans laquelle l'Islam va se retrouver prisonnier toutes les fois que le mouvement ne se situe pas sur un autre plan que le seul nationalisme.

L'Islam a eu de nombreux cantons. Peut-être est-ce la raison pour laquelle nous sommes ici. S'il nous faut faire le point du nationalisme, il faut aussi tenir compte du fait que les divisions et les faiblesses sont un phénomène lié aussi aux défaillances des formations révolutionnaires, de la ligne politique des partis communistes de l'Internationale communiste, en ce qui concerne la question coloniale. Pour ce qui est de l'Internationale communiste, c'est un problème extrêmement complexe : il faudrait analyser la période des années 1920-1924 ; mon jugement est négatif sur les positions européennes ; je porte aussi un jugement qui n'a rien de positif, qui prend ses distances vis-à-vis des troupes nationalistes dirigeant la mobilisation. Je crois qu'au fond la grandeur de ces luttes populaires a été de catalyser les masses en leur donnant la capacité de croire, de se battre et de se faire tuer pour un idéal historique. Ce sont des expériences historiques dont l'étude devrait servir à la démystification de noms propres et de tabous qui viennent de la célébration politique, à fournir des éclaircissements même sur ce que sont les actuelles structures sociales et les forces dirigeantes en Afrique du Nord.

André NOUSCHI. — A propos de l'exposé de Mme Davico, une question : est-ce qu'en 1919, il n'y a pas eu du côté italien une politique de réforme libérale à l'égard de la Libye, avec octroi d'une Assemblée, et la création d'une *joumhouriya* de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque ? Et est-ce que cette réforme libérale n'a pas provoqué un sursaut de nationalisme dans certains milieux italiens, sursaut nationaliste que l'on retrouve à propos de Fiume, à propos des rancœurs de la guerre, etc., ce qui a permis de relancer le fascisme, le fascisme se servant justement de cela pour se lancer lui-même à l'attaque contre la Sénoussia et contre la Tripolitaine ? Si mes souvenirs sont exacts, il me semble qu'en 1919 il y a eu à Naples un congrès à propos justement de ces affaires, et il me semble aussi qu'il y a eu une rencontre avec l'émir sénoussi, qui était venu en Italie.

Rosalba DAVICO. — Ce que dit M. Nouschi est tout à fait exact. Attention, je suis très critique avec cette position vaguement « philanthrope » du gouvernement libéral ; les Amendola n'ont jamais fait aucune action réelle et

concrète au-delà d'une prise de position tout à fait extérieure.

Amendola aidait une partie des gens venus de Libye ; il y eut aussi Abdel-Rahman Azzam, qui est égyptien. Il est difficile de dire que la *joumhouriya* de 1919, à Tripoli, a été possible par suite des positions conciliantes, disons, du gouvernement italien. Je crois que la joumhouriya aurait existé également sans cela ; ou bien il y aurait eu une radicalisation de l'action et la cassure entre les Sénoussi et les Turcs. Ça, il n'y a pas de doute. Cette question se résout à l'intérieur des rapports de forces dans ce front anticolonialiste. Ce qui est certain, c'est que Graziani, en 1922, au moment de la chute de Misurata à la mort de Hamad Esh-shetwi et de la fuite de Soliman El-Barouni, écrit dans son livre à propos du groupement d'Amendola : « … les défaitistes, les gens qui ont renoncé à la politique de puissance en 1921-1922, déclenchent dans la littérature toute la vague du pouvoir méditerranéen de l'Italie, etc. » Il faut dire aussi que l'opposition populaire existait ; mais les dirigeants ne sont pas du tout à la hauteur de la situation. Le fascisme a vaincu — et il y a des responsabilités énormes — parce qu'aucune opposition réelle, concrète, en particulier aucun mot d'ordre de décolonisation, n'a été lancé.

Mohamed Chérif

La guerre du Rif et la Tunisie

L'examen des répercussions de la guerre du Rif en Tunisie pose le problème des influences extérieures sur les mouvements nationaux, dont les autorités coloniales avaient fait si grand cas en leur temps : les manifestations de ces mouvements étaient volontiers réduites aux menées de quelques « agitateurs » mus par une main étrangère — Moscou ou le panislamisme oriental. Il serait temps de reprendre le problème sur des bases plus objectives : essayer d'établir avec certitude l'existence des influences extérieures et de déterminer dans quelles limites, de quelle manière et auprès de quelles catégories sociales ces influences se sont exercées.

La guerre du Rif a eu des répercussions certaines en Tunisie, essentiellement au cours du printemps de l'année 1925, entre le début de l'offensive d'Abd el-Krim en zone d'occupation française en avril-mai de cette année et la fin du mois de juillet, quand la répression policière et la stratégie du parti destourien conjuguèrent leurs effets pour mettre un terme au mouvement d'opinion créé par la campagne rifaine[531]. L'importance de l'impact de cette campagne sur la Tunisie de ce chaud printemps de l'année 1925 ? Pour s'en assurer, il suffit de rappeler l'affirmation — maintes fois répétée — du résident général français en Tunisie que la guerre du Rif était « la préoccupation exclusive de la population indigène et que toutes les autres questions qui se plaçaient jusque-là au premier plan dans leur esprit s'effaçaient aujourd'hui devant elle[532] ».

Ces autres questions refoulées par celle de la guerre du Rif, quelles étaient-elles ? C'était évidemment les questions d'intérêt local, de caractère strictement tunisien, qui agitaient si fort l'opinion et préoccupaient non moins fort les autorités coloniales au cours des premiers mois de l'année 1925 : l'agitation ouvrière et le sort du premier leader syndicaliste tunisien — Mhammed-Ali — arrêté au début de février ; c'était également la

question des réformes politiques réclamées avec insistance par le parti libéral constitutionnel (Destour) depuis 1921, et dont le soin de l'élaboration (ou de l'enterrement) avait été confié à une commission parlementaire (commission d'études tunisiennes)[533]. De prime abord, le problème se trouve posé des rapports entre un nationalisme tunisien au sens étroit et un autre nationalisme arabo-musulman, plus large, plus universel : un problème de paliers de la conscience nationale dont parlent certains sociologues[534]. Ces deux champs de la conscience nationale étaient-ils en rapport d'exclusion ou exerçaient-ils l'un sur l'autre des effets cumulatifs ?

Un simple coup d'œil sur la situation tunisienne à cette époque nous permettra de distinguer des divergences dans les réactions et les manifestations de cette conscience, selon les milieux sociaux considérés : si les masses populaires — urbaines — furent très sensibles à l'épopée rifaine, donc à un nationalisme aux larges dimensions, l'élite politique et sociale, par contre, se montra plus réservée à l'égard d'Abd el-Krim, en définitive plus « nationaliste » au sens étroitement tunisien. Dans notre étude, nous serons amené à distinguer soigneusement ces milieux du point de vue de l'impact des événements rifains.

Un troisième niveau serait à considérer : celui des autorités françaises en Tunisie, qui disposaient d'un pouvoir discréditionnaire sur le plan local et qui pouvaient influencer, dans une certaine mesure, la politique générale de la France en Afrique du Nord, et plus particulièrement au Rif.

Les masses populaires et la guerre du Rif

Remarque préliminaire : les populations sensibilisées aux événements de cette guerre furent exclusivement citadines. Les campagnes restèrent étrangement silencieuses en présence de ces événements, même les régions de l'extrême-Sud où éclata la révolte lors de la Première Guerre mondiale : *L'Afrique française* — sans citer sa source — faisait mention de trouble des esprits, de la propagation de fausses nouvelles (annonce de la prochaine venue d'Abd el-Krim, nouvel Ataturk maghrébin), dans les campagnes du centre de la Tunisie[535]. Cette information, isolée et plutôt infirmée par les autres sources dont nous disposons, serait à replacer dans le cadre d'une campagne alarmiste lancée par les milieux coloniaux, dans le but d'orienter la politique française vers une plus grande intransigeance. En tout cas, les

rapports de la résidence générale au Quai d'Orsay faisaient invariablement état d'un calme complet dans les campagnes[536]. A quoi peut-on l'attribuer ? Le résident général le met en partie au crédit d'une surveillance policière vigilante : si le calme règne à l'intérieur du pays, « il n'est pas douteux, câble-t-il au début de juillet, qu'il faut en chercher les raisons dans les mesures prises presque quotidiennement depuis deux mois[537] ». Grand seigneur, il invoque dans un autre rapport la conjoncture agricole favorable — sauf dans le Centre, où des chantiers d'assistance ont dû être créés[538]. Nous ajouterions pour notre part le fait que les campagnes — encore relativement enclavées — recevaient difficilement les nouvelles de l'extérieur, d'autant plus que les autorités montaient bonne garde en période de crise[539] ; le nationalisme organisé — sous forme d'un parti de masse, le « Destour » — en était encore à sa première phase d'implantation urbaine[540].

Dans les cités, les événements du Rif eurent un grand retentissement, avons-nous déjà dit. Essayons d'abord de voir la façon dont Abd el-Krim était appréhendé par les masses[541]. C'était avant tout un héros de l'Islam, prenant le relais de Mustafa Kemal Ataturk dans la conscience ou dans l'imagination populaire : un héros armé, victorieux (à cette époque), dans la lignée mythique de « Sayyidnâ » 'Alî (le quatrième calife, devenu le Combattant des Infidèles par excellence) et d'Ismâ'îl Bâchâ (le Turc, vainqueur des chrétiens, devenu le héros du théâtre de marionnettes « siciliennes », si populaire à Tunis). Cette mythification du personnage d'Abd el-Krim serait un phénomène de compensation facile à comprendre chez un peuple opprimé, soumis par la force, et le chef rifain, par ses avions — symboliques — , par ses actions spectaculaires, soignait son image de marque et répondait aux besoins psychologiques de ses coreligionnaires. Vrais ou fortement exagérés, les succès initiaux d'Abd el-Krim firent naître un fol espoir chez les colonisés, provoquant des « bruits fantaisistes » et des « propos désordonnés », selon les termes des rapports officiels : « Ce sont les succès d'Abd el-Krim qui fouettent leur orgueil de race jusqu'à leur faire espérer une indépendance complète[542]. »

Certains publicistes ou écrivains en langue arabe, proches des masses populaires, s'adressant à elles et connaissant leurs besoins, essaient de rationaliser l'image populaire d'Abd el-Krim en lui conférant des fondements historiques : dans certains poèmes[543], dans une pièce de théâtre dont la

représentation fut interdite au dernier instant[544], il est présenté comme le continuateur des conquérants arabes, et surtout celui de Târaq Ibn Ziyâd (le conquérant de l'Espagne au VIIIe siècle) ; curieusement, celui-ci devient « l'ancêtre de la nation rifaine » et, dans la pièce évoquée à l'instant, consacrée à la conquête de l'Andalousie, les soldats de Târaq sont habillés en guerriers rifains[545].

Donc, à ce niveau des masses populaires et des milieux qui en étaient proches, le nationalisme arabo-musulman était très agissant ; la *umma* musulmane devenait dans certaines circonstances le cadre des pensées et des aspirations populaires plutôt que la « nation tunisienne », chère à l'élite intellectuelle et bourgeoise ; ou, cette nation n'étant qu'une fraction de la *umma,* les deux champs de la conscience politique s'épaulent ou se confondent. Notons, par ailleurs, qu'à aucun moment le caractère rural, tribal de la révolte rifaine, son aspect *siba* n'ont été évoqués ; elle n'a jamais été replacée dans son contexte marocain.

Quelles furent les manifestations concrètes de l'impact des événements rifains sur les masses tunisiennes ? Les rapports résidentiels étaient unanimes à souligner l'extrême sensibilité de l'opinion populaire à ces événements[546]. Jamais les journaux — arabes — n'ont été autant demandés, et, comme la masse était illettrée, on signalait la multiplication des cercles autour des lecteurs de journaux pour apprendre les nouvelles et les commenter[547]. « Les opérations du Rif préoccupent vivement tous les esprits », répètent les rapports officiels[548] ; dans les villes, des bruits fantaisistes se répandent, une certaine tension règne[549]. On croit percevoir une certaine disponibilité des masses urbaines pour l'action, l'accumulation d'un « potentiel de dynamisme » (comme dirait Berque), un début de mobilisation des masses : c'est le début d'un processus qu'on a souvent obsercé, et par ailleurs étudié[550]. Seulement le processus a avorté, l'ordre public — celui du Protectorat — en gros n'a pas été troublé, et les manifestations extérieures de solidarité des Tunisiens avec le peuple rifain furent somme toute limitées. En quoi consistèrent-elles ?

Limitées, ces manifestations n'en ont pas moins existé, grâce à l'action, soit de militants destouriens de la base (des « activistes » du parti), soit d'hommes proches des milieux syndicalistes de Mhammad-'Ali (Tahar al-Haddâd, par exemple), soit des communistes.

La solidarité se manifesta d'abord par des souscriptions lancées en faveur

d'Abd el-Krim, et dont la police a saisi quelques listes : une de quatre-vingt-quatre personnes, trouvée chez le chef de la cellule destourienne de Gabès ; une autre, en possession d'un ouvrier communiste musulman de Bizerte[551]. On ne saurait préciser l'ampleur de ce mouvement de souscription — clandestin par définition — , ni l'importance de ses résultats, mais il y a tout lieu de croire que ceux-ci furent limités, sinon nuls — du moins du point de vue d'Abd el-Krim.

Plus importante fut certainement la campagne menée contre l'envoi de tirailleurs tunisiens musulmans combattre au Rif. Le résident général ne manqua pas de souligner les changements intervenus depuis 1913-1914 quand le départ de soldats tunisiens pour le Maroc n'avait soulevé aucune difficulté[552]. Le parti communiste fit distribuer des tracts — en français et en arabe — reproduisant ses déclarations contre la guerre du Rif ; son journal local — *Le Combat social* — et un certain nombre de ses militants, dont des Tunisiens, furent inlassablement poursuivis pour propagande antimilitariste[553]. D'une autre inspiration étaient les placards affichés à Tunis au début de juin 1925 : au nom de la religion comme au nom du traité du Bardo, on s'élevait contre l'utilisation de soldats tunisiens musulmans au Rif[554] ; ce devait être l'œuvre de l'équipe de la centrale syndicale tunisienne C.G.T.T., dont certains membres (Tâhar al-Haddâd, en particulier) avaient proposé à la commission exécutive du parti destourien, dès le début du mois de mai de lancer une campagne antimilitariste[555]. Les dirigeants de ce parti, précautionneux, repoussaient cette proposition, mais quelques temps après, en sous-main, ils auraient chargé leurs agents, dans toutes les localités où il y avait des tirailleurs tunisiens, de faire de la propagande contre leur envoi au Maroc[556]. Mais cette action, trop discrète pour être d'une grande efficacité, ne put entraver sérieusement la politique militaire française en Tunisie : à la fin du mois de juillet, le départ de ces soldats s'effectuait sans incident notable[557]. A cette date, d'ailleurs, l'échec d'un mouvement de solidarité avec les Rifains était patent, ce dont l'élite politique — en particulier destourienne — portait en partie la responsabilité.

L'élite politique et la guerre du Rif

Nous entendons par élite politique les éléments politisés de la société et

nous y distinguons trois groupes d'inégale importance : les communistes, les éléments « activistes » ou « de gauche » du mouvement national et l'état-major du parti destourien.

1. *Les communistes*

Les positions du Parti communiste français en 1925 sont suffisamment connues pour que nous n'ayons pas à nous étendre longuement sur ce point. Rappelons seulement les sérieux efforts de propagande antimilitariste, par la voie de la presse (*L'Avenir social*), des tracts — dont nous avons parlé — et par l'intermédiaire de ses militants[558].

Seulement, ceux-ci n'étaient qu'une poignée d'individus, souvent de valeur, mais isolés, coupés des masses populaires pour une multitude de raisons qu'il est hors de propos de détailler ici. Ils furent, par surcroît, soumis à une surveillance étroite et poursuivis avec acharnement par les autorités qui réussirent, en fin de compte, à en neutraliser l'action.

2. *Les « activistes » du mouvement national*

A ce niveau, l'observation et l'analyse sont plus malaisées, car l'action de ces « activistes » était par définition clandestine. Ce n'est qu'à l'occasion de quelques saisies policières qu'on peut entrevoir cette action dans la pénombre.

Un premier groupe était constitué par les responsables destouriens de base : petits propriétaires, boutiquiers, lettrés zeïtouniens[559], ils appartenaient à cette petite bourgeoisie qui forma l'armature la plus solide du mouvement national, relais nécessaire entre les dirigeants — grands notables, souvent à formation occidentale — et les masses populaires. Un exemple : Amor Guefrach, président de la cellule destourienne de Gabès, chez lequel la police a saisi une feuille de souscription en faveur d'Abd el-Krim. Sur cette feuille, on lisait la proclamation suivante : « O mes frères, ô mes compatriotes, je vous demande d'aider vos frères les Rifains qui combattent pour leur indépendance et pour préserver leur territoire des griffes de l'étranger[560]. » L'inspiration est politique, nationaliste — au sens étroit — et non religieuse ; Abd el-Krim est toujours appréhendé comme le chef d'une nation indépendante — concept familier aux cadres politiques tunisiens de l'époque. Dans quelle mesure Guefrach était-il responsable de ce texte, dans quelle

mesure lui était-il dicté par la commission exécutive ? On ne saurait le préciser. Ce qui est certain, c'est que la police n'en a pas saisi d'autres, et qu'elle n'a à aucun moment suspecté les membres de l'instance supérieure du Destour de l'avoir inspiré. Si celle-ci avait donné des directives sur ce point de la souscription comme dans le domaine de la campagne antimilitariste, elle s'est bien gardée d'engager ouvertement sa responsabilité ; l'initiative des agents locaux a dû rester grande.

Un deuxième groupe d'activistes était constitué par les gens proches des milieux syndicalistes — de Mhammad-'Alî — et des socialistes. Tâhar al-Haddâd était dans ce cas : nous avons déjà évoqué sa proposition au parti destourien de lancer une campagne antimilitariste ; non suivi par ce parti, il a dû très probablement prendre part à l'affaire des placards affichés à Tunis au début de juin 1925. Mais, suspecté et sans doute surveillé de près depuis l'arrestation des dirigeants syndicalistes en février, il n'a pu jouer qu'un rôle effacé dans la campagne en faveur d'Abd el-Krim.

Ahmad Tawfîq al-Madanî (dont en entendra parler plus tard dans le mouvement national algérien) joua, par contre, un rôle très actif dans cette campagne[561]. Né à Tunis, d'une famille algérienne immigrée, il déploya dès son jeune âge une activité débordante au sein des cercles nationalistes tunisiens. Au cours de la Première Guerre mondiale, il fut arrêté, puis interné dans une localité du Sud tunisien pour ses propos turcophiles et antifrançais. Disciple et lieutenant de Tâlbî (figure de proue du nationalisme tunisien de l'époque, d'ascendance également algérienne), il afficha un nationalisme intransigeant dans ses articles de presse, ses discours politiques et ses ouvrages *(La Tunisie devant la Société des Nations,* l'*Almanach* de 1924) ; militant actif au sein du parti destourien, il collabora « aux envois incessants de protestations télégraphiques sur tous les sujets possibles » aux ministres français[562]. Il a été président de la Commission pour le rétablissement du califat, que le parti destourien — pourtant favorable à Mustafa Kemal — a dû laisser se créer à ses côtés sous la pression populaire. Quand Mhammad-'Alî lança son action ouvrière, à partir de l'été 1924, al-Madanî se rapprocha de lui et des idées socialistes : il aurait servi d'agent de liaison entre le Destour et le groupe fondateur de la Centrale syndicale tunisienne (C.G.T.T.). En même temps, il présidait aux destinées d'une société artistique et théâtrale — As-Sacâda — celle-là même qui projetait de jouer la pièce *La Conquête de l'Andalousie,* avec des allusions non dissimulées aux événements du Rif. Il collaborait à un journal d'options socialistes

Ifrîqiya — animé par d'anciens compagnons de Mhammad-'Alî (Tâhar al-Haddâd, en particulier). Il y fit paraître, à la fin du mois de mai, un article consacré à la guerre du Rif[562] : il nous semble suffisamment intéressant pour que nous nous y arrêtions un moment.

Il y affirme l'existence d'une « nation » (rifaine), concept très familier aux nationalistes tunisiens de l'époque, et lui cherche des fondements historiques : l'ancêtre en serait Târiq ibn Ziyâd, d'après la croyance commune aux lettrés tunisiens d'alors. Mais, d'un autre côté, il replace la question rifaine dans le contexte marocain et remet la guerre qui s'y déroule en perspective avec les actes antérieurs de la politique française au Maroc : politique impérialiste qui recourut toujours à la violence pour parvenir à ses fins dans ce pays, et qui est seule responsable du déclenchement des hostilités au Rif. « Nous déconseillions à Abd el-Krim l'emploi de la force armée, parce que nous préférions qu'il se consacre à l'organisation intérieure de son pays et à la consolidation de son indépendance. » Mais la France ne lui laissa pas le choix et l'accula au combat. « Quoi qu'il en soit {…}, nous ne pouvons que compatir {…} au sort du peuple rifain, le type des nations douées d'une grande énergie et d'une volonté tenace. {…} Nous voulons que le Rif héroïque vive heureux sous le drapeau de la liberté entière et de l'indépendance. » Ce qui nous paraît frappant dans la pensée de Madanî, c'est qu'elle puise à différentes sources (nationalisme arabo-musulman, concept plus restreint, plus « moderne » de nation, emprunt du terme, sinon de la notion d'impérialisme à la pensée socialiste) ; elle amalgame ces différentes données en un ensemble original qui nous semble caractéristique des nationalismes maghrébins du XX^{e} siècle.

A la suite de la publication de cet article, le journal *Ifrîqiya* a été suspendu, et Madanî, frappé d'une mesure d'interdiction de séjour, était conduit à la frontière algérienne (en tant que sujet algérien), en dépit des protestations de ses confrères journalistes qui le tenaient pour « Tunisien de naissance et de cœur[563] ».

3. *Les leaders du parti destourien et la « bourgeoisie »*

Souvent les dirigeants destouriens de l'époque étaient des notables de leur société, par le rang qu'ils y occupaient (bon nombre d'avocats en renom) comme par leur fortune matérielle (propriétés foncières, commerce, etc.). Leur mérite était d'avoir mis sur pied le premier parti de masse tunisien : le

parti libéral constitutionnel, ou Destour, aux ramifications — urbaines — nombreuses et à l'influence grande dans le pays. (Ils l'avaient démontré en organisant certains mouvements de protestation, comme le 21 mars 1925). Politiciens habiles, ils donnèrent une forme quasi définitive à la revendication nationale tunisienne. Mais leurs méthodes légalistes, prudentes (pétitions télégraphiques, délégations, exceptionnellement une grève pacifique) manquèrent d'efficacité, surtout en cas de crise et de durcissement de l'attitude des autorités, comme ce fut le cas au début de l'été 1925.

Au mois de mai, quand le résident général faisait encore montre de libéralisme, les leaders destouriens exprimèrent leur opinion sur la guerre du Rif[564] : la responsabilité de cette guerre incombait totalement à la France et à Lyautey, « un soldat qui a besoin de sortir quelquefois son épée du fourreau, de crainte qu'elle ne se rouille, un résident qui a besoin d'éprouver ses vertus guerrières pour se sentir tout à fait maréchal » ; alors que « tout le monde musulman a les yeux fixés sur Abd el-Krim », la France — puissance musulmane — , en lui faisant la guerre, « fait là une fort mauvaise politique ». D'après les renseignements recueillis par la Résidence, les sentiments des membres de la commission exécutive étaient nets : leurs vœux unanimes allaient à une victoire d'Abd el-Krim, considéré toutefois comme un chef nationaliste, mais nullement comme le héros d'une révolte rurale ou populaire.

Seulement, comme le reste de la « bourgeoisie » tunisienne de d'époque, les dirigeants du Destour ne croyaient guère à la possibilité d'une éventuelle victoire finale d'Abd el-Krim sur l'armée française — une des plus puissantes du monde à l'époque[565] ; ils réprouvaient, sans aucun doute, toute forme violente (ou révolutionnaire) d'opposition et ne pouvaient croire à son efficacité. Aussi leurs sympathies pour le Rifain ne se sont-elles manifestées qu'avec une extrême prudence : articles de presse et, sans doute, consignes données en sous-main aux militants, tout en évitant toute compromission. Dès que la répression fit son apparition, en juin 1925, les dirigents destouriens se réfugièrent dans une attitude extrêmement prudente, se condamnèrent à l'inaction : Ahmad as-Sâfî, par exemple, se réfugia dans sa propriété foncière du Fahs, et on eut toutes les peines à l'en retirer[566]. A la fin du mois de juillet, la commission exécutive — organe directeur du Destour, rappelons-le — décida d'observer le repos estival[567] : le parti se mettait en vacances à un moment délicat.

Les raisons de cette carence des dirigeants destouriens ? Nous en avons évoqué quelques-unes : prudence de notables, soucieux de leur confort et de leur respectabilité ; scepticisme quant aux chances de succès d'Abd el-Krim. Il y en avait d'autres moins personnelles, plus politiques : une commission parlementaire française était en train d'étudier les réformes libérales dont on pourrait faire bénéficier les Tunisiens[568]. Les dirigeants du Destour ne voulaient nullement compromettre leur cause par une quelconque campagne de masse en faveur d'Abd el-Krim (ni auparavant en faveur de Mhammad-'Alî)[569]. Par inexpérience politique (foi dans le seul dossier solidement constitué, dans la plaidoirie habile ou convaincante), par incapacité de lancer et de diriger une action de masse, ils laissèrent passer le moment où ils pouvaient faire pression sur la politique française et l'amener à des concessions : ils laissèrent l'habile Lucien Saint maître du jeu.

La politique française en Tunisie et la guerre du Rif

A la date de 1925, le résident général était le porte-parole (ou le prisonnier) des milieux coloniaux locaux et même métropolitains (De Warren, président du Comité Tunisie-Algérie-Maroc, était tout-puissant dans les circonstances de l'époque)[570] : ces milieux finirent par imposer leurs vues.

Au départ, Lucien Saint fit montre d'un certain libéralisme : jusque vers la fin du mois de mai, la presse nationaliste et communiste, par exemple, commentait librement les événements du Rif. Sans doute le résident y trouvait-il une précieuse occasion de détourner l'attention des problèmes intérieurs tunisiens. Mais les victoires d'Abd el-Krim et l'extrême sensibilité de l'opinion aux événements du Rif eurent tôt fait de changer son attitude — et celle des milieux coloniaux en général. Dès le 21 mai, il demandait l'adoption d'une législation d'exception en matière de délits politiques[571] — sans y réussir, d'ailleurs, à l'époque. Au début de juin, il déclencha la répression, commençant par faire poursuivre les communistes — *L'Avenir social*, en particulier — et les « activistes » du mouvement national — le journal *Ifrîqiya* et Ahmad Tawfîq al-Madanî[572]. Cette politique ne cessa dès lors de s'aggraver, et le résident pouvait se féliciter, en juillet, d'avoir maintenu le calme grâce aux « mesures prises presque quotidiennement depuis deux mois[573] ».

Ne se contentant pas de ces mesures de circonstances, Lucien Saint profita de la conjoncture créée par la guerre du Rif pour faire triompher ses vues — et celles des milieux coloniaux — en matière de politique générale. A la fin du mois, le ministre des Affaires étrangères lui rappelait encore la nécessité de donner satisfaction à l'opinion — tunisienne et française — de Tunisie, « par le développement des institutions libérales existantes », comme il lui exprimait son désir de limiter les mesures répressives au cadre législatif existant[574]. Il lui répondit, le 6 juillet, par un long mémorandum, où il exposait le fond de sa pensée et traçait les lignes générales de sa politique, celle-là même qu'il allait s'employer à faire triompher dans les mois à venir[575] : il conviendrait de l'examiner de plus près.

Le résident général partait de la constatation (ou du postulat) que « l'idée nationaliste a pénétré la presque totalité des esprits indigènes » ; le moindre échec grave de la France au Maroc provoquerait de sérieux mouvements en Tunisie, puisqu'il y avait eu « altération du loyalisme des protégés ». Aussi devrait-on éviter de troubler le calme qui régnait alors dans le pays par des réformes — politiques — « brutales », à la place desquelles il proposait des réaménagements administratifs (réforme municipale, création de nouvelles chambres d'agriculture et de commerce, développement de la législation ouvrière, etc.). Le projet de réformes politiques, dans lequel le Destour mettait tous ses espoirs et dans l'attente duquel il se refusa à engager une campagne en faveur d'Abd el-Krim, était bel et bien enterré. Et, à la place, le résident proposait d'adopter une législation d'exception rigoureuse, qui prit corps, quelques mois plus tard, dans les « lois scélérates » (ainsi qualifiées par les nationalistes) : droit de poursuite et de sanction par voie administrative, mesures de surveillance étroite de la presse, etc.

Dans ses conclusions comme dans celles de certains rapports de contrôleurs civils, transmis par ses soins au Quai d'Orsay[576], Lucien Saint insistait sur la nécessité d'un écrasement total d'Abd el-Krim au Rif, de ne jamais consentir à un arrangement avec celui-ci, faute de quoi la « présence française » dans toute l'Afrique du Nord serait compromise. Reflétant l'opinion des milieux coloniaux, le résident poussait donc au raidissement et au triomphe d'une politique intransigeante au Rif.

Conclusion

Les événements du Rif créèrent en Tunisie une conjoncture chaude dont les effets furent loin d’être négligeables.

Sur le plan de l’élaboration de la conscience nationale, la guerre du Rif est dans la lignée d’une série d’événements extérieurs qui contribuèrent à la maturation de cette conscience : événements turcs (mouvement « Jeune-Turc » et surtout action de Mustafa Kemal

— héros armé et victorieux), événements égyptiens (le Wafd et l’abolition du protectorat britannique, en 1922), la Première Guerre mondiale et l’ébranlement qu’elle provoqua partout, la propagation des idées socialistes, « tous les courants d’hostilité qui soufflent d’Angora, de Moscou ou du Rif », dira péremptoirement Lucien Saint. Cette guerre ne sera pas près d’être oubliée : jusqu’aux années cinquante, on entendra encore en Tunisie le chant des soldats d’Abd el-Krim (ou celui qui leur fut attribué) : « De nos monts, s’est élevée la voix des hommes libres, appelant à l’indépendance… »

Mais, sur le moment, l’action entreprise en faveur d’Abd el-Krim fut modeste dans ses manifestations, limitée dans sa durée. Outre les raisons que nous avons déjà évoquées, il en est une de caractère plus général : dans la plupart des mouvements nationaux — dans les pays arabes, en particulier — , la phase de l’insurrection armée se situe aux *terminus a quo et ad quem* de ces mouvements (pour la Tunisie, en 1881 et en 1952-1954) ; dans l’intervalle, le travail d’organisation et de revendication pacifique l’emportent[577]. En tout cas, pour la Tunisie de l’après-guerre, la revendication nationale était prise en charge par un parti de masse, à recrutement encore urbain, à direction « bourgeoise » et au modèle — d’organisation et d’action — plutôt européen ; quand il y a eu radicalisation du mouvement, en 1924 et au début de 1925, ce fut sous la forme de syndicats ouvriers nationaux et au moyen de la grève[578]. A ce stade de son développement, le nationalisme tunisien (très proche de celui de l’Egypte qui montrait la voie) ne pouvait comprendre une révolte rurale armée, et d’ailleurs il l’avait très mal comprise — nous croyons l’avoir démontré.

Mais, si mal comprise qu’elle fût, la guerre du Rif aurait pu déclencher des réactions plus vives, plus marquantes en Tunisie : les dispositions des masses populaires — que nous avons décrites — le suggéraient suffisamment. C’est ici qu’intervient la responsabilité des dirigeants destouriens, qui se réfugièrent dans l’inaction et démobilisèrent les masses par leur attitude passive. Celle-ci fut tellement marquée que des militants destouriens de la

base — de la cellule de Halfaouine — éprouvèrent le besoin d'organiser — *motu proprio* — une grande manifestation populaire, à la fin du mois de septembre, aux cris de « Tunis aux Tunisiens ! Vive le parti libéral, le parti patriote ! » : ils voulaient « montrer que le parti destourien n'[était] pas agonisant[579] ». A l'occasion de la guerre du Rif comme à d'autres occasions (l'affaire de la C.G.T.T. de Mhammad-'Alî, en particulier), la position de l'état-major du parti destourien, en retrait par rapport aux dispositions populaires, sinon en opposition avec elles, provoquait un début de divorce entre le sommet et la base : la scission de 1934, d'où naquit le Néo-Destour, se profilait à l'horizon.

Du point de vue du mouvement national tunisien, la guerre du Rif ne fut pas l'événement-rupture, mais un moment important dans le processus d'approfondissement de la conscience nationale et de radicalisation du mouvement. D'autant mieux que les responsables français en Tunisie mettaient à profit la conjoncture née de cette guerre pour écarter durablement toute velléité de réforme libérale ; ils faisaient triompher la « paix française », mais pour un temps : en discréditant les nationalistes modérés, « bourgeois », de 1925, ils contribuaient à ouvrir la voie aux éléments plus radicaux du futur Néo-Destour.

Kenneth Brown

Résistance et nationalisme

Les historiens qui ont étudié les mouvements d'indépendance dans les pays colonisés ont souvent employé des concepts tels que « résistance primaire » et « résistance secondaire », pour distinguer la réaction militaire initiale d'un peuple colonisé, du nationalisme politique qui s'est développé plus tard. Ces historiens ont recours à un découpage chronologique rigide et trouvent une séparation nette entre ces deux formes de résistance. C'est dans ce sens que Toynbee s'étonne des événements qui se sont déroulés au Maroc entre la Première Guerre mondiale et les années 1930. « Au Maroc, écrit-il, l'élément le plus révolutionnaire dans ses conséquences sociales a été le remplacement du champ de bataille par les journaux et les meetings publics, car il n'y avait pas du tout d'intervalle chronologique entre deux chapitres de l'histoire sociale, séparés l'un de l'autre par un écart psychologique énorme[580]. »

Toynbee n'a pas spécifié, comme d'autres l'ont fait, que la fin de la guerre du Rif coïncide avec le début du mouvement nationaliste, et qu'au moment où la résistance primaire dans le bled se termine, le nationalisme se manifeste dans la ville.

Je voudrais m'interroger avec vous : est-il juste d'insister sur la différence entre ces deux chapitres ? Ou bien seraient-ils liés par une même source ou par une influence vis-à-vis de l'un ou de l'autre ? Mon hypothèse est que ces deux mouvements de résistance ont des liens de parenté, même s'ils assument des formes assez différentes.

Mes sources d'information sur la guerre du Rif ne sont pas directes. Tandis que mes renseignements sur le nationalisme sont de première main, mais seulement pour la ville de Salé. Je laisse de côté la politique globale du Protectorat, et j'ignore jusqu'à la personnalité et l'expérience des leaders des deux mouvements de résistance ainsi que leurs idées et leurs buts.

Ce qui m'intéresse, ce sont les conditions sociales qui ont soutenu les deux résistances. Il faut découvrir pourquoi et comment les gens acceptent un chef.

Nous allons tout d'abord analyser les conditions sociales de l'apparition de la résistance dans le Rif et à Salé. A mon avis, les mouvements de résistance étaient nés du fait que, depuis le début du siècle, le Maroc était un pays mal gouverné. Les révoltes dans les campagnes, les menaces d'une intervention étrangère, la faiblesse du *makhzen,* ont eu des effets directs sur la population. Parmi les habitants du Rif, et aussi de Salé, certains participaient aux efforts faits pour rétablir la stabilité et maintenir l'indépendance par des réformes. Cela se manifesta par la « révolution Hafidiyya » et ses aspects constitutionnels implicites, c'est-à-dire la *Bay'a* ou investiture du sultan Abd al-Hafid par les ulémas de Fez, le 5 janvier 1908, et le projet de constitution qui a paru dans le journal *Lisan Al-Maghrib* à Tanger en octobre 1908 ; cette révolution, semble-t-il, était soutenue par la famille Abd el-Krim et par Abdallah Ben-Saïd, le caïd de Salé[581].

Ben-Saïd était un partisan de Muhammad Bel-Kbir al-Kattani et avait participé aux préparatifs du projet de constitution. Son fils, Idris Ben-Saïd était un camarade de classe d'Abd el-Krim, et certains auteurs disent qu'il exerça une grande influence politique sur lui. Idris Ben-Saïd fut assassiné dans le Rif, en 1921, par les Espagnols, au moment où il était l'intermédiaire entre ces derniers et Abd el-Krim. La même année, son père fut emprisonné à Salé par les Français pour sa participation à une manifestation contre l'impôt des patentes[582].

Le mouvement constitutionnel de jeunes marocains de 1908 pourrait bien être lié à la déclaration d'une république dans le Rif, en 1923. D'autre part, il y a sûrement un rapport direct entre ces mêmes partisans de la constitution, les fondateurs des écoles libres des années 1926 et les premiers nationalistes. Les deux protectorats, français et espagnol, et l'écologie de la montagne par rapport à la plaine, ont contribué au développement du mouvement de résistance dans différentes directions. Les Rifains ont fait la guerre contre l'Espagne. Ils établirent une république indépendante et ils ont presque réussi à être vainqueurs dans une guerre de libération. De leur côté, les nationalistes, les citadins, se soumirent au colonialisme français sans lutter. Mais ils s'engagèrent aussitôt dans une résistance politique tout en acceptant l'Etat chérifien. Les différences sont significatives, et il ne faut pas les minimiser. Chacun était une réponse à des conditions sociales déterminées.

Constater que, dans les deux cas, il y avait de la pauvreté et du mécontentement, cela peut être banal, mais c'est vrai. Abd el-Krim a dit à un journaliste en 1954 : « Le mal que le poison a fait à ma famille [il faisait

allusion à l'empoisonnement de son père par les Espagnols], la sécheresse l'a fait à mon peuple. Notre terre était desséchée, les tribus souffraient de la faim. Et c'est à ce moment même que les Espagnols ont décidé de liquider les derniers vestiges de notre liberté[583]. » Le Rif est une région qui a longtemps souffert de la pauvreté et du surpeuplement : comme vous l'avez entendu, il avait la densité de population la plus forte de tout le Maroc rural. Peu de temps après la colonisation de la province d'Oran, de nombreux Rifains ont commencé à émigrer pour aller travailler en Algérie. Lorsque le Protectorat fut établi, la régularité de cet exode nécessaire fut rompue. Je voudrais suggérer à titre d'hypothèse (malheureusement il n'y a pas de données pour consolider une telle analyse), qu'après leur démobilisation les soldats qui ont participé à la Première Guerre mondiale, sont retournés chez eux dans le Rif, comme chômeurs.

Ajoutons à cela que la région a été appauvrie par un état de guerre presque continuel durant une cinquantaine d'années, ainsi que par des vendettas locales sporadiques. Il est difficile d'imaginer une paysannerie aussi mûre pour se révolter, pour s'organiser militairement afin de défendre son pays, et pour soutenir un Etat qui lui apportera la sécurité et le progrès. Mais revenons à Salé en 1930.

Cette ville était moins démunie que le Rif en 1919, mais les conditions socio-économiques étaient loin d'être satisfaisantes. Les campagnes environnantes subissaient une crise agricole depuis trois ans. Le coût de la vie avait augmenté d'une façon dramatique, pendant la dernière décennie ; les impôts également. Le déclin d'une partie de l'artisanat traditionnel était à son apogée ; le commerce commençait à subir les effets de la crise économique mondiale ; même les jeunes gens qui avaient reçu une éducation moderne, ceux qui espéraient entrer dans l'administration et avoir la sécurité de l'emploi, virent leur espérance déçue parce que la politique du Protectorat avait décidé de favoriser, à ce moment, l'entrée des Européens dans l'administration, au détriment des autochtones.

Les jeunes, mus par un sentiment croissant de citoyenneté de deuxième classe, rencontrèrent d'autres difficultés avec leurs propres parents, qui les trouvaient bons à rien et faiseurs d'histoires. Toutes ces influences doivent être prises en considération pour comprendre pourquoi les gens de Salé disaient que le *dahir* berbère était un don de Dieu.

Il n'y a pas de doute : la structure sociale, les institutions et les valeurs culturelles du Rif étaient très différentes de celles de Salé. Mais, dans les

deux cas, c’est-à-dire dans le milieu rural (disons tribal), comme dans le milieu urbain (structure sociale du réseau de coalition), les contraintes n’étaient pas rigides. Comme tous les systèmes sociaux et culturels, ceux du Rif et ceux de Salé comprenaient des potentialités sociales différentes.

Dans le Rif, les Beni-Ouriaghel et les groupements tribaux ou territoriaux autour d’eux, formaient ce qu’on appelle une confédération intertribale. Mais l’organisation d’une armée moderne les a apparemment conduits à dépasser le cadre tribal. Toute la question concernant l’organisation de l’armée et de l’Etat reste encore à étudier (et les remarques faites par M. Rivet et M. Hart sont extrêmement importantes pour cette discussion). En tout cas, nous constatons qu’ils ont dépassé d’autres organisations traditionnelles : l’Etat d’Abd el-Krim a rendu la vendetta illégale ; la chari’a a remplacé le droit coutumier dans tous les domaines, ainsi que le serment collectif. Une Assemblée nationale a été créée, et un programme national a été établi. Finalement, en 1923, un Etat séculier a été créé[584]. Dans quelle mesure les institutions traditionnelles ont été transformées, cela n’est pas encore clair. Mais il est incontestable que les Rifains ont modelé ces institutions pour accélérer la modernisation.

Abd el-Krim, dans l’interview déjà citée, a été éloquent sur ce point. Il dit : « L’orgueil naissant de notre liberté nous conduit à mettre un terme aux vendettas, à ouvrir spontanément des écoles, et à assurer entièrement la sécurité publique. Je suis convaincu que, si nous en avions eu le temps, nous serions devenus une grande nation d’hommes libres[585]. »

A Salé, les structures nouvelles et anciennes ont aussi joué un rôle dans le changement social. Les écoles (les écoles libres et les écoles françaises), le club littéraire, la troupe théâtrale, les journaux ont tous influencé les rapports des jeunes entre eux, ainsi que leurs idées, leur idéologie. La plus grande partie de la communauté, spécialement les plus âgés, était mobilisée par la cause nationaliste, grâce aux liens de parenté et d’amitié, aux groupes de clientèle, aux zawias, et aux réunions dans la grande mosquée. Ainsi l’emploi de la prière comme symbole politique pendant la lutte contre le *dahir* berbère est un exemple frappant de la transformation d’un instrument traditionnel en un instrument moderne : les nationalistes ont changé les mots de la prière traditionnelle, qui s’appelle au Maroc *Latif*, afin d’y inclure ces mots : « Ne nous séparez pas de nos frères berbères. »

Il ne faut pas perdre de vue les rapports entre les deux mouvements de résistance ; les Rifains forment une société paysanne dépendante de la société

marocaine globale. Comme l’a dit M. Blachère, il y a une perméabilité et une pénétrabilité de la campagne vis-à-vis des villes. C’est dire que le Rif était un lieu où se faisaient sentir les conséquences directes de la faiblesse du gouvernement central ; en même temps, il a subi le prestige et l’attirance de la grande tradition islamique de la ville. Tout cela a toujours influencé le destin du Rif.

On trouve des exemples de cette relation entre la campagne et la ville dans deux faits réels — et symboliques : d’une part, le mouvement de résistance dans le Rif, qui a essayé de mobiliser l’ensemble de l’opinion publique marocaine ; d’autre part, les tentatives des Rifains en vue de s’emparer de Fès, symbole de l’unité de la société marocaine.

Les premiers nationalistes à Salé, dans les années 1920, se sont inspirés de la lutte des Rifains. Abd el-Krim, en compagnie de Ghandi, d’Ataturk — ce sont les noms qu’on m’a cités — de Mustafa Kemal et de Zaghloul, était leur héros. Le premier essai des jeunes de Salé pour mobiliser l’opinion publique contre le *dahir* berbère s’est basé sur une argumentation essentiellement laïque, c’est-à-dire sur l’intégralité territoriale du Maroc. Cet essai a échoué. La réussite est venue seulement avec l’emploi de symboles religieux. La phrase : « le patriotisme est un article de foi » (*Hubb al-Watan min al-Iman*) est devenu le mot d’ordre des Berbères et des Arabes *(abhā’ mazigh wa-Qaḥtan)* à la fois. Le thème et le souvenir de la résistance du Rif ont fait leur entrée dans l’idéologie du mouvement nationaliste plus tard. La lutte contre le *dahir* berbère était aussi, dans une certaine mesure, une lutte contre les tendances centrifuges du particularisme local. Il est ironique que ce processus ait accru la puissance d’intégration de la civilisation urbaine, donc de l’Etat chérifien. En conséquence, la lutte des Rifains fut presque oubliée.

Il est bien probable que la résistance du Rif a contribué à réunir les conditions nécessaires à la naissance du nationalisme. Mais l’idéologie l’a voulu autrement. Un citadin m’a dit tout simplement : « Le colonialisme avait besoin d’avoir recours aux armes pour soumettre les campagnes. Il n’était pas nécessaire pour eux d’employer la violence contre les villes. Mais ils n’ont jamais réellement soumis la ville. »

Abdallah Laroui

Abd el-Krim et le nationalisme marocain jusqu’en 1947

I

Est-il légitime de parler de l’influence d’Abd el-Krim sur le nationalisme marocain, alors que son action en fait logiquement partie ? Oui, si on a, du nationalisme marocain, une conception restrictive, et c’est cela précisément qu’on trouve chez les écrivains étrangers et même chez les chefs nationalistes.

On sépare presque toujours la période de la lutte armée de celle de la lutte politique, et celle-ci est distinguée aussi, par la force des choses, de la résistance urbaine postérieure à 1953. Par là se trouve défini exactement le nationalisme bourgeois, caractérisé par des conceptions, des méthodes d’action, des revendications bien particulières. En revanche, la perspective change du tout au tout si on comprend par nationalisme l’ensemble des réactions qui ont répondu à la pression étrangère, elle aussi multiforme, allant du biologique au scripturaire, et dans ce cas l’épopée d’Abd el-Krim ne peut plus avoir d’influence, au sens mécanique, extérieur, du terme, mais se place dans le domaine de la continuité, du changement qualitatif. Seulement cette perspective n’est pas celle des nationalistes marocains jusqu’à ce jour[586].

Dans ce cadre étroit, bien défini, commençons par reproduire la réponse simple, popularisée depuis des années par publicistes, idéologues, historiens, marocains autant qu’étrangers, et qui relie directement la naissance du nationalisme politique à la guerre du Rif. On peut certes justifier ce lien sur un plan strictement temporel. Mais quel sens donner à la coïncidence des dates[587] ? Pour avoir une idée exacte de ce que peut signifier le fait que les premiers groupes nationalistes de Tétuan, Fès, Rabat commencent à agir au moment même où finit la guerre du Rif, il faut se rappeler qu’au Maroc

même, le journal officiel du Protectorat, *Al Sa'àda,* qui paraissait trois fois par semaine en arabe, consacrait dans chacun de ses numéros, du printemps 1925 à l'été 1926, des entrefilets aux opérations militaires rifaines, à la fois sur le front espagnol et sur le front français. Abd el-Krim est régulièrement paré du titre d'*Amir Al-Rīf.* Sans qu'on puisse prétendre aujourd'hui saisir ce que ce titre évoquait dans l'esprit du lecteur du temps, on peut affirmer, sans risque de se tromper, qu'il ne traduisait pas le sens de chef tribal (le *chieftain* des Anglais) que peut-être les rédacteurs d'*Al Sa'àda* voulaient lui donner. Même quand la guerre prend un tour défavorable à la France, on ne trouve que rarement le mot de *thà'ir* (rebelle), et presque jamais celui de *rogui*[588].

Les journaux et revues des pays arabes et musulmans, on peut le deviner, parlent d'Abd el-Krim encore bien plus et sur un ton autrement laudateur. On trouve en effet dans le *Bulletin officiel* du Maroc l'indice de cela sous la forme d'arrêtés d'interdiction par l'autorité militaire. Il en est ainsi de l'*Ifriqiya*, édité à Tunis par Tawfīq Al-Madanī, et même d'un journal édité en arabe à Sao-Paulo. Lors d'un voyage à Londres en 1924, Mohamed Azerkane rencontre Shakib Arslan, ainsi qu'un représentant musulman du Croissant rouge indien. Quand on connaît l'acitivté journalistique du leader druse, on peut être assuré que le problème du Rif ne passera pas inaperçu. Et, de fait, *Al-Manar* publie deux articles, en 1925, comparant Abd el-Krim au héros d'une nouvelle Andalousie[589].

Citons parmi d'autres journaux *Al-Siyasā Al-Usbu-iya Al-Shura* du Caire, *Al-Waqt* et l'*Iqdam* à Istambul — et nous ne citons que ceux que des indices nous permettent de penser qu'ils ont été lus et commentés au Maroc.

Tout cela est rappelé pour dire que si, à la même époque ou un peu plus tard, des groupes à Tétuan, Fès, Rabat, villes géographiquement ou politiquement proches de l'événement, prennent l'habitude de se réunir pour discuter, chanter et, dans certains cas, populariser les exploits du leader rifain, cela n'est pas remarquable en soi ; ce qui est notable, au contraire, c'est qu'au Maroc on ne s'y intéresse pas plus.

C'est ce point que je voudrais discuter brièvement.

1. En 1971, le parti de l'Istiqlal commémore l'anniversaire de la bataille d'Anoual. Il invite un diplomate marocain, Mohamed Al-Khatib, originaire de Tétuan, pour faire un exposé sur la bataille. Le conférencier commence par relever un fait digne d'être souligné en effet : c'est que le journal *Al-Alam* avait publié en septembre, la traduction d'un article paru le 28 juillet dans un journal allemand — *Die Welt* — sous le titre : « Le Coup du Lion », et le

conférencier commente la nouvelle ainsi : « Cela m’attriste que des étrangers commémorent les premiers une date qui est l’une des plus glorieuses de notre histoire. » Cette remarque mise à part, l’exposé précis et détaillé qu’il fit à ses auditeurs reste cependant dans le cadre de l’histoire coloniale : toute la bataille d’Anoual est vue du point de vue des Espagnols, même vaincus. Pas un seul instant, nous ne nous transportons dans le camp rifain.

Cela, bien entendu, ne change rien, ni au déroulement ni aux conséquences de la bataille. Mais, du point de vue qui nous occupe : celui de l’influence de la guerre du Rif sur le nationalisme marocain, il est remarquable que, même en 1971, nous nous y intéressions parce que les autres s’y intéressent, et de la manière dont les autres s’y intéressent[590].

2. Lorsqu’on pose la question : Quelle a été l’influence d’Abd el-Krim sur votre évolution intellectuelle, à ceux qui ont joué un rôle important dans le développement du nationalisme marocain[591], ils répondent qu’ils ont toujours entendu parler d’Abd el-Krim comme d’un héros légendaire qui a réussi à déloger militairement les Espagnols d’un territoire qu’ils avaient déjà occupé, qui a tenu tête avec de faibles moyens à la plus grande armée qu’ « on ait vue en Barbarie depuis les temps carthaginois[592] ». L’élément militaire, sentimental, mythique, l’emporte ainsi fortement sur ce qui pourrait être une analyse politique objective et détaillée de ce qui a fait la force et éventuellement la faiblesse d’Abd el-Krim.

Intéressons-nous à celui qui a écrit le plus longuement sur le sujet : Allāl al-Fāsī. Remarquons d’abord qu’avant lui, c’est-à-dire avant 1947, avant le retour d’Abd el-Krim au-devant de la scène politique, on ne trouve pratiquement rien de substantiel sur l’épopée rifaine, et cela est valable pour les deux tendances du nationalisme marocain. Est-ce peur de blesser l’amour-propre des Espagnols et des Français, alors qu’on poursuit une politique de réformes graduelles ? Est-ce désir de ne pas se trouver dans une mauvaise posture vis-à-vis du sultan, alors qu’on poursuit une politique soutenue de restauration monarchique ? Existe-t-il peut-être des inédits qui, un jour, permettront de croire qu’Abd el-Krim n’a pas été oublié durant la période qui sépare sa reddition de son installation au Caire ? En tout cas, Allāl al-Fāsī a le premier parlé sérieusement de l’expérience rifaine. Cependant, il reconnaît lui-même qu’arrivé au Caire, il avait remarqué que tous les leaders nationalistes du Moyen-Orient, Syriens et Irakiens notamment, admettaient publiquement leur dette, intellectuelle et politique, vis-à-vis d’Abd el-Krim. Serait-ce alors le milieu qui impose le *leadership* d’Abd el-Krim même à un

homme comme Bourguiba ? Que trouvons-nous dans le livre classique d'Allal al-Fāsī : *Les Mouvements d'indépendance en Afrique du Nord,* livre qui a été rappelons-le, commandé à l'auteur par Ahmad Amin, au nom de la Ligue arabe ?

a) un bref résumé de l'histoire militaire du Rif, dont l'origine semble être le récit traditionnel des livres coloniaux français ;

b) une analyse assez formelle de la « Constitution » rifaine : l'auteur relève, par exemple, qu'elle n'avait pas séparé fermement le législatif de l'exécutif ;

c) une justification extrêmement subtile de la décision d'Abd el-Krim de fonder une république rifaine.

Allāl al-Fāsī pense en effet qu'Abd el-Krim a voulu éviter l'erreur d'Al-Hiba, qui a commencé par combattre les Français au nom du sultan, comme un loyal sujet, mais a fini par se proclamer lui-même sultan[593].

Abd el-Krim ne pouvait pas parler, ni prendre les décisions, au nom du sultan, il a préféré, vu les circonstances, constituer une république, prendre sur lui la responsabilité de ses actes, jusqu'au jour où le Maroc serait libéré et où il aurait rendu le pouvoir à son possesseur légitime[594]. Il y a ici un mélange subtil entre une conception « administrative » d'allure moderne du mot république et la conception classique bien connue de l'émirat.

Que conclure de ces brèves remarques ? Il est plus que probable que, durant la période 1926-1947, le groupe qui dirigeait le mouvement nationaliste marocain n'a montré aucun intérêt politique réel à l'égard de l'expérience rifaine. Comment expliquer autrement les étranges imprécisions dans ce qu'écrit le plus prestigieux parmi eux ? Ce qu'on voit clairement, dans la manière même dont cette expérience rifaine est présentée, c'est qu'elle est lue à travers une double grille qui est véritablement la grille structurelle du nationalisme marocain : le mouvement salafi, ici visible à travers l'inventivité juridique d'Allāl al-Fāsī, et le mouvement libéral démocratique qu'on aperçoit ici, sous la forme d'un constitutionnalisme formel.

L'expérience rifaine n'enrichit pas le nationalisme, ne s'y ajoute pas, c'est plutôt ce dernier qui la reprend, la gauchit pour la mettre en accord avec ses propres présupposés.

Développons maintenant ce dernier point.

II

A cette étape de l’analyse, nous allons avoir recours à un commentaire de la revue *Al-Manār* du Caire, à propos d’une déclaration faite par Abd el-Krim, après sa reddition, à un journaliste occidental et publiée par un autre journal du Caire, *Al-Shūrā.* Nous expliquerons plus loin pourquoi nous utilisons ce commentaire.

Dans le numéro daté du 5 novembre 1926, *Al-Manār* intitule son article : « L’Ignorance des chefs musulmans », avec le sous-titre suivant : « et les actions blâmables des confréries et des chérifs, causes de la défaite du leader rifain ». — Dans le titre même il y a une ambiguïté, puisqu’on ne précise pas quelle est la cause principale de l’échec.

Voyons d’abord ce que dit Abd el-Krim dans sa déclaration. Il insiste sur deux idées : celle de l’indépendance réelle du Rif, sans conditions ni compromissions, et celle de l’union nationale des Rifains qu’il fallait créer et renforcer. Et voici le texte sur lequel s’appuie, selon toute vraisemblance, Allāl al-Fāsī lorsqu’il donne son interprétation du terme *République* rifaine : « Nous avons appelé notre pays, dit Abd el-Krim, République rifaine dès 1923, et nous avons fait imprimer, à Fès, à cet effet, des imprimés officiels sur lesquels était inscrit le mot *République*, pour exprimer le fait que nous étions un Etat composé de tribus indépendantes fédérées, et non pas un état représentatif ayant un Parlement élu. — Le mot *République* ne devait, dans notre esprit, prendre sa signification véritable qu’après un certain temps, parce que tous les peuples, lorsqu’ils viennent à se constituer, ont besoin d’un gouvernement décidé, d’une autorité forte et d’une organisation nationale vigoureuse. » Puis il ajoute : « … Mais j’ai été incompris, les gens ont cru que j’allais, après la victoire, redonner leur autonomie aux tribus, ce qui aurait signifié le retour à l’anarchie et à la barbarie. »

« Une cause de ma défaite a été le fanatisme religieux[595]. […] Je reconnais que j’ai dû utiliser moi aussi le sentiment religieux à certains moments (quand les Espagnols ont pris Ajdir, par exemple), mais le vrai Islam est loin du fanatisme et, d’après ce que je sais, je peux affirmer qu’il n’a rien à voir avec ce que pratiquent les Algériens et les Marocains. » Puis Abd el-Krim se lance dans une violente attaque contre le chérifisme et le maraboutisme, qu’il assimile au péché de *skirk,* à l’anthropolatrie. Il conclut : « Ces gens n’ont pas participé à la lutte, parce qu’ils disaient que le combat pour la patrie ne les intéressait pas, leur rôle se limitant à la défense de la foi. J’ai tout fait pour

débarrasser ma patrie de leur influence, qui constitue un grand obstacle sur la voie de la liberté et de l'indépendance. »

Jusque-là, la rédaction d'*Al-Manār*, porte-parole du mouvement salafi, ne pouvait trouver que peu de chose à reprendre, quant au fond tout au moins. Mais Abd el-Krim ne s'arrête pas là — et voici ce qu'Al *Manār* ne pouvait pas laisser passer sans protester :

« J'ai admiré la politique suivie par la Turquie, […] les pays musulmans ne peuvent pas devenir indépendants sans se libérer au préalable du fanatisme religieux et suivre les traces des peuples européens. Mais les Rifains ne m'ont pas compris : les *shaikh-s* se sont opposés à moi parce qu'ils m'ont vu une fois porter un costume d'officier. Tout pays où ces *shaikh-s* religieux gardent une grande influence ne peut avancer que lentement sans le recours à la force et à la violence. Je dois préciser que je n'ai trouvé au Rif aucun encouragement à réaliser mes projets de réformes. Seuls quelques groupuscules à Fès et en Algérie m'ont compris et m'ont soutenu, parce qu'ils étaient au courant de ce qui se passait à l'étranger. En un mot, je suis venu trop tôt, mais je suis convaincu que mes espoirs seront réalisés, tôt ou tard, par la force même des choses et la suite des événements. »

Voyons maintenant le commentaire d'*Al-Manār*. On peut y distinguer les points suivants :

1. Le leader rifain reconnaît implicitement qu'il n'a pas su diriger son peuple[11]. Il a bien su profiter des techniques militaires qu'il a apprises chez les Espagnols et a pu ainsi augmenter sa puissance offensive, mais en même temps, il s'est laissé fasciner par les aspects

11. On voit ici une constante de la pensée et de la pratique politique des salafis et, avant eux, des fuqaha en général. Ils préfèrent toujours avoir recours aux minorités agissantes, plutôt qu'en appeler aux masses. La violence qu'ils condamnent est le désordre de la populace et ils conseillent toujours d'influencer les chefs ou, à la limite, de les remplacer pour améliorer un état de choses blâmable. de la civilisation européenne qui ont affaibli la force spirituelle des Rifains, qui dérivait de leur cohésion communautaire. Et nous voyons encore une fois à l'œuvre cette terrible dialectique qui a permis aux penseurs salafistes de discréditer toute tentative réformiste dans les pays de l'Islam.

2. Le leader rifain a voulu trop vite remplacer les liens communautaires religieux par un sentiment politique nationaliste *(Hamiya Wataniya),* mais il

n’a pas compris que les Turcs s’étaient préparés à cette réforme laïcisante durant tout un siècle. Cette remarque nous dévoile encore une fois le caractère fondamentalement opportuniste de la pensée salafiste, qui ne tranche jamais les problèmes au fond. Avec la conséquence inéluctable que sa position même rend toute réforme sociale profonde à jamais inopportune.

3. Ce qu’Abd el-Krim nomme fanatisme religieux à réprimer par la force n’est en réalité que de l’ignorance, qui ne peut être combattue effectivement que par l’instruction. Il s’agit donc d’un problème dont il faut remettre la solution à plus tard.

Dans cette perspective, Abd el-Krim aurait pu présenter sa lutte comme une lutte au nom de Dieu (gagnant ainsi les chefs de confréries ou les discréditant), puisque cette lutte est licite. Mais, à cause de son incapacité à lui trouver les justifications légales dans les livres adéquats[596], il a cru devoir faire appel au nationalisme politique, négligeant même la possibilité de faire la synthèse des deux sentiments à la fois.

4. Abd el-Krim dévoile sa grande ignorance en ne voyant pas l’erreur commise par les Turcs qui, par leur nouvelle politique nationaliste, ont perdu un vaste empire en échange d’un petit Etat national assiégé de toutes parts. Ils pensaient que l’Europe allait les traiter équitablement, croyant qu’elle ne s’opposait à eux que parce qu’ils avaient une politique musulmane, et voilà que tous leurs calculs se révèlent faux.

Qui ne voit qu’*Al-Manār* dessine à travers ces remarques critiques le portrait du véritable leader réformiste que caractérise un pragmatisme politique absolu ?

J’ai la ferme conviction, soutenu par des indices positifs[597], que les principaux leaders du mouvement nationaliste des années trente : Allāl al-Fāsī, Muhamad Qhāzī, Muhammad Al-Yāzidi, ont pris, dans cette note d’*Al-Manār*, les fondements de leur jugement sur Abd el-Krim. Allāl al-Fāsi a dit un jour, exprimant le point de vue des nationalistes de sa génération : « Quand on pense que, pendant cinq ans, Abd el-Krim n’a pas fondé une seule école[598] !… ». Remarque digne d’être exprimée et méditée, à coup sûr. Mais Abd el-Krim ne leur aurait-il pas rétorqué : « Oui, mais vous, nationalistes d’entre les deux guerres, vous n’avez fait que cela, vous n’avez été que des maîtres d’écoles » ?

III

Nous pouvons ainsi conclure que le nationalisme politique a surtout retenu de la politique d'Abd el-Krim et de l'expérience rifaine, le rôle néfaste des chefs de confréries. Tous les leaders du nationalisme marocain se rappellent encore l'effet qu'a eu sur l'opinion publique la fuite d'Abd Al-Rahman al Darqāwī à Fès, sous la protection française. Alors qu'il était reçu auparavant chaque année avec toutes les marques de respect et de considération dues à un homme de foi, dès qu'il a fui devant les combattants rifains, il est rentré dans sa *zawia,* solitaire et méprisé. A tel point qu'un homme aussi dédié à la cause confrérique que le cadi Ahmad Skīraj a été obligé de consigner, dans un récit encore inédit sur la guerre du Rif, le rôle négatif des Darqāwa, des Wazzani et de certains Khamlichi[599].

Cependant, si c'est tout ce que les nationalistes ont retenu de l'affaire rifaine, pouvons-nous vraiment parler d'influence ? N'oublions pas en effet qu'Abd el-Krim a été à Fès pendant les dernières années du règne de Abd al-Aziz et que, dans les milieux de la Qarawiyin d'alors, la lutte contre les confréries avait déjà atteint une certaine vigueur depuis la tentative de Mohamad ben abd al-Kabīr al-Kattānī de fonder une *zawia* indépendante, et c'était le *makhzen* lui-même qui menait le combat, à sa manière feutrée, en demi-teinte.

Plusieurs déclarations d'Abd el-Krim font penser qu'il est toujours resté fidèle à cette idéologie anticonfrérique, qui fait partie d'ailleurs d'un salafisme marocain ayant déjà une longue histoire derrière lui[600]. Parmi les trois composantes qui affleurent dans chaque aspect de l'activité d'Abd el-Krim : la composante proprement rifaine (ou tribale, si l'on préfère), la composante extérieure européenne et la composante salafiste, c'est cette dernière et uniquement elle qui a été reprise et vraiment intériorisée par le nationalisme politique marocain. La composante étrangère, visible dans les déclarations d'intention réformiste, de restructuration républicaine, peut-être même de laïcisation, n'a pas été reprise d'Abd el-Krim, mais, un peu plus tard, directement et à demi, chez des éléments de la gauche française. Quant à la composante locale, visible surtout dans la politique militaire et qui est peut être la plus chargée d'anticipations socio-politiques, elle a été complètement perdue de vue, ou peut-être même mise consciemment de côté.

Ainsi réapparaît dans les relations que nous pouvons déceler entre nationalisme urbain et soulèvement du Rif, la vieille dialectique, jamais dominée, entre centre et périphérie, entre forme makhzanienne et fond local, ou plus simplement entre villes et campagnes. Le premier ne reprend au

second que ce qu'il lui a déjà donné, précisément parce qu'il s'y reconnaît aisément. A aucun moment, il ne découvre ; à aucun moment, il n'écoute.

On peut imaginer sans trop de difficultés le face à face Abd el-Krim-Allāl al-Fāsī en 1947 au Caire. Deux hommes à la fois semblables et différents. Ils se parlent, certes, mais se comprennent-ils ? En tout cas, après une courte lune de miel pendant laquelle ils travaillent au sein du Bureau du Maghreb arabe, ils n'arrivent plus à s'entendre — au sens propre du terme.

Allāl al-Fāsī, reconnaissant l'antériorité historique, se présente régulièrement une fois par semaine au domicile d'Abd el-Krim et celui-ci régulièrement prétexte une grande fatigue et ne le reçoit pas… Image douloureuse de notre conscience.

Deux personnages prestigieux qui ont cependant, malgré leur grandeur, connu l'échec : l'un sur le champ de bataille ; l'autre, plus tard, et peut-être plus dramatiquement encore, autour des tables de négociations. De leur double échec, le Maroc ne se relève pas. Et nous qui devons refaçonner ce Maroc abattu et dé jeté, et qui avons si souvent écouté et écoutons encore le message d'Allāl al-Fāsī, nous avons maintenant le devoir de déchiffrer le discours interrompu d'Abd el-Krim le Rifain.

Mohamed Zniber

Le rôle d’Abd el-Krim dans la lutte pour la libération nationale dans le Maghreb

Après les brillantes communications que nous venons d’entendre et qui ont trait à l’influence d’Abd el-Krim sur le nationalisme en Tunisie et au Maroc, mon propos va se limiter à une vue d’ensemble sur son action en Egypte, depuis 1947 jusqu’à sa mort, en 1963. Cependant, le sujet tel qu’il est ainsi défini ne manque pas de poser un certain nombre de problèmes de méthode et de fond qu’on doit d’abord mettre en lumière.

Premièrement, la période envisagée est trop récente pour nous livrer tous ses secrets. Certes, les journaux arabes et étrangers ont prêté une attention continuelle à l’activité d’Abd el-Krim au Caire. Mais peut-on s’en contenter comme source d’information ? Ce que nous y recueillons est, parfois, important, mais insuffisant. Car Abd el-Krim était un homme trop discret, trop méfiant, trop distant parfois pour livrer toute sa pensée aux journalistes. Quels étaient ses contacts avec les Maghrébins, les Marocains, et surtout avec les Rifains qui venaient lui rendre visite ou qui s’étaient attachés à lui ? Que disait-il à ses intimes, aux hommes en qui il avait une certaine confiance ?

Là, nos sources d’information sont difficiles à définir *a priori*. On peut recueillir par la voie orale divers témoignages, divers récits qui restent le plus souvent incontrôlables, tant le sujet suscite de passion chez les uns et les autres. Cela n’empêche point qu’une enquête est indispensable auprès de toutes les personnes qui l’ont connu de près. Enquête difficile, problématique, mais nécessaire pour approfondir notre connaissance de la question.

Il faut espérer, en même temps, que les mémoires d’Abd el-Krim, dont l’existence est assurée par plusieurs témoignages, seront publiés un jour.

Deuxièmement, choisir la date de 1947 — tel que cela m’a été proposé par les organisateurs du colloque — comme point de départ a, à mon sens, quelque chose d’arbitraire. Cette date tombe, en effet, au milieu d’un

développement historique qu’on ne peut pas briser en deux parties. Sans aucun doute, 1947 indique un tournant décisif dans la vie personnelle d’Abd el-Krim, mais dans l’histoire du Maghreb, elle se trouve placée au milieu d’une nouvelle phase du nationalisme qui a commencé avec la guerre de 1939-45. En somme, c’est un épisode important, spectaculaire, mais qui se situe au milieu d’une page d’histoire déjà entamée.

Si l’on ne tient pas compte de ce contexte, on ne comprendra pas facilement la contribution d’Abd el-Krim au mouvement national maghrébin. Au fond, nous rencontrons ici le problème bien classique du rôle de l’individu dans l’histoire. Quand nous parlons de la contribution d’Abd el-Krim, nous ne devons pas perdre de vue l’action des gens qui étaient à ses côtés au Caire, ni surtout celle des Maghrébins au Maghreb même.

Troisièmement, cette date de 1947 pose un autre problème de fond, non moins important. Il s’agit ici pour l’historien de distinguer deux faits essentiels :

1. l’action effective d’Abd el-Krim à partir de 1947 ;
2. l’influence d’Abd el-Krim sur le mouvement de libération maghrébine.

Est-il possible de donner la même date à ces deux faits ? Autrement dit, est-ce que l’exil d’Abd el-Krim a fait complètement oublier ce dernier et lui a fait perdre toute sorte d’influence au Maghreb ?

Je m’excuse de poser le problème aussi simplement, mais la logique de l’analyse historique l’exige. Quelle que soit la réponse que je donnerai, par la suite, à cette question, je me sens obligé de parler, aussi, de cette influence, même si elle doit me faire remonter bien au-delà de 1947 : c’est elle qui rend intelligible l’action d’Abd el-Krim à partir de cette date.

Evidemment, le terme « influence » est un des mots les plus difficiles à cerner, à définir avec rigueur. Cela n’empêche point qu’il corresponde à une réalité. Et la réalité, ici, est surtout d’ordre psychologique. L’absence physique d’Abd el-Krim n’a pas détruit son influence. Bien au contraire, elle l’a renforcée au sein des peuples du Maghreb, d’autant plus que l’enjeu de sa lutte est resté entier entre les mains de ses continuateurs.

Pour analyser cette influence, il faut donc remonter à 1926, année où s’est achevée la guerre du Rif et où Abd el-Krim prit le chemin de l’exil. Ici, nous nous heurtons à l’incompréhension volontaire ou involontaire de certains historiens et publicistes. Ce qui donne au problème que nous évoquons tout son intérêt. Je me contenterai d’un seul exemple.

Se référant à Robert Montagne, Pierre Rondot donne, dans la revue *Etudes*

(mars 1963), ce jugement sur Abd el-Krim : « Sa brève épopée rebelle de 1921-1926 constituait l'un des derniers soubresauts de l'antique système de caste tribale, bien plutôt que le premier élan des grands mouvements nationalistes d'outre-mer. » Ainsi, selon ce point de vue, la révolution rifaine se réduit, en fin de compte, à un phénomène tribal, à l'expression d'un atavisme hérité d'un passé lointain. Bien entendu, la conclusion à tirer d'un tel jugement est que le mouvement rifain ne saurait avoir aucune influence. Ce n'est pas là le sentiment des hommes qui connaissent de près l'histoire du Maghreb.

A l'opposé de ce point de vue qui réduit la révolte rifaine à de si petites dimensions, nous rencontrons celui d'un grand sociologue et historien du Maghreb, Jacques Berque, qui, dans son livre *Le Maghreb entre deux guerres*, parle d'Abd el-Krim en ces termes :

« L'affaire d'Abd el-Krim reproduit, en 1925, sur un mode plus fort, d'autres résistances que notre progression rencontrait dans le Maroc insoumis. Mais, à leurs aspects d'honneur tribal, d'énergie xénophobe et de “ guerre sainte ”, elle en ajoutait d'autres, dont certains singulièrement en avance sur le temps. Il ne s'agissait plus cette fois d'un “ marabout ” local, conducteur de *jihād* et prometteur de paradis contre l'infidèle, mais d'un chef politique ayant élargi ses ambitions jusqu'à l'idée nationale, et même jusqu'au jeu international. L'appui que lui apportent le Kormintern et le Parti communiste français, les liaisons qu'il trouve dans le monde islamique où, justement à l'époque, bouillonne la seconde *thawra* de Damas, font de lui un type auquel l'écrasement final par des forces disproportionnées donne encore plus de relief. »

Il ne s'agit pas là d'un point de vue de sociologue qu'on peut discuter, mais bien d'une réalité constatée par les contemporains de la guerre du Rif eux-mêmes. Dans son intervention à la Chambre des députés, le 27 mai 1925, le député socialiste Pierre Renaudel disait notamment :

« Mais, Messieurs, si je veux faire ainsi la part à une action du dehors sur Abd el-Krim, il faut cependant bien que vous reconnaissiez qu'il ne rencontrerait sans doute pas la sympathie dont il bénéficie dans les milieux qui sont les siens, dans le monde de l'Islam, parmi les musulmans, s'il ne représentait pas lui-même un moment de la pensée de ces milieux. Si lui-même, après tout, n'y répondait pas en manifestant une certaine étendue d'esprit et de pensée, on ne le jugerait pas comme un homme d'une envergure supérieure à celles de ces chefs que nous avons quelquefois

achetés si facilement dans le passé. »

Ces témoignages, émanant d'observateurs compétents, montrent ce qu'il y a de spécifique et de prometteur dans la révolte du Rif. Alors que d'autres chefs de la résistance marocaine : Moha ou Hammou ou Sidi Rahbo, par exemple, étaient des hommes d'un autre âge, qui voulaient sauvegarder le patrimoine, avec une mentalité et des moyens traditionnels, Abd el-Krim, lui, concevait son action comme une lutte moderne pour un Maroc nouveau.

Tout le contenu idéologique, toutes les revendications du nationalisme qui viendra après lui sont déjà inscrits dans son programme. Il suffit de noter ce qu'il disait, par exemple, à l'émissaire de Lyautey, Léon Gabrielli, en 1925. Ce dernier, qu'on ne saurait suspecter de sentiments pronationalistes, nous a, fort heureusement, conservé dans son livre *Abd el-Krim* un résumé des entretiens qu'il a eus avec le chef rifain. En voici un extrait qui apporte d'autres arguments à la thèse que nous défendons. Au cours d'un entretien, Abd el-Krim dit à Gabrielli :

« Oui, je sais, on invoque les traités de 1904 et de 1912, mais c'est un tort, car ces traités doivent être considérés comme caducs. Aucun peuple au Maroc n'avait, à ce moment, aspiré à son indépendance. Mais, aujourd'hui, les Rifains ont manifesté ce vif désir d'indépendance, ils veulent vivre libres. Est-ce donc extraordinaire de voir un peuple réclamer son indépendance ? Est-ce donc une injustice de voir un peuple aspirer à la liberté ? et rester libre d'avoir des relations avec des puissances et respecter les traités ? Mais le parti colonial veut nous asservir sans tenir compte du droit d'un peuple à disposer de lui-même. Et à l'époque où l'on prétend être arrivé au summum de la civilisation, cette civilisation devrait tendre à libérer les peuples au lieu de les asservir. Le parti colonial, pour légitimer ses visées de conquête sur un pays, disait de ce pays : “ C'est un peuple de sauvages qui s'entretuent, qui massacrent les chrétiens, qui privent de ses richesses minières ou agricoles le commerce mondial ”, etc. C'est inexact pour le Rif d'aujourd'hui, qui est un pays organisé, où la sécurité règne, où les Européens peuvent circuler librement et sont accueillis avec sympathie. Pour arriver au degré de civilisation des autres pays, le Rif est décidé à faire appel à l'étranger pour ce dont il aura besoin. Il échangera ses produits contre des produits européens qui lui seront indispensables, et il vivra comme les autres peuples de l'humanité. Chaque fois que vous parlez des traités de 1904 et de 1912, ma confiance dans un accord possible diminue. Si vous voulez faire une paix définitive, il faut établir les bases d'un accord définitif. Car la base unique,

c’est la reconnaissance de l’indépendance du Rif et l’établissement des limites entre les deux zones. Personnellement, je n’ai aucune ambition. Je n’aspire ni au sultanat, ni au pouvoir absolu. Si je suis une gêne, je suis prêt à disparaître pour laisser la place à un autre. »

Je m’excuse de recourir à tant de citations, mais mon argumentation repose, avant tout, sur des textes. Celui que nous venons de reproduire montre clairement que tout le programme du nationalisme maghrébin ultérieur s’y trouve contenu : revendication de l’indépendance, abolition du statut colonial, création d’un Etat moderne, politique de développement, etc.

L’influence d’Abd el-Krim, nous la retrouvons aussi dans la résistance armée des peuples maghrébins, durant leurs dernières années de lutte. Comme on le sait, Abd el-Krim a été l’initiateur d’une tactique de la guérilla, qui lui a permis de combattre, très efficacement, avec une petite armée, deux armées des plus importantes dans le monde, la française et l’espagnole. Il nous suffit de recourir, encore une fois au témoignage du député Pierre Renaudel pour comprendre l’impression produite par Abd el-Krim sur ses contemporains :

« Nous avions des postes et des blockhaus au nord d’El Ouergha ; un grand nombre d’entre eux, pour ne pas dire tous, étaient encerclés par les tribus qui s’étaient infiltrées entre les lignes qu’ils jalonnaient. Et ceux de nos soldats qui les occupaient se voyaient même dans l’impossibilité de rétrograder, puisque c’était dans leur dos que le rassemblement des Rifains avait réussi à s’opérer. La tactique rifaine a été extrêmement habile. Nous la verrons d’ailleurs se reproduire au cours de toutes les opérations. Elle consiste à attirer nos colonnes, à les attendre sur un terrain préparé, et quand leur embuscade a déjà eu un commencement de réussite, à s’enfuir, de manière à éviter ce que les militaires appellent le châtiment. »

De son côté, Carleton Coon note dans son livre *Caravan* : « Abd el-Krim aurait pu combattre les Français pendant une période indéfinie si ses adversaires n’avaient pas utilisé contre lui l’aviation et les blindés. » Comme l’ont montré les communications précédentes, Abd el-Krim a été un précurseur de Mao Tsé-toung, d’Ho-Chi-Minh, de Che Guevara, dans la découverte des vertus de la guérilla. C’est cette leçon qui sera retenue par les nationalistes activistes durant les dernières phases de la lutte de libération nationale maghrébine. Elle sera mise en pratique tour à tour en Tunisie, en Algérie et au Maroc. Mais c’est surtout en Algérie qu’elle se distinguera par sa longue durée et la grandeur de ses sacrifices.

Un autre aspect de la révolte d’Abd el-Krim n’a pas manqué de produire aussi son effet sur le nationalisme maghrébin : c’est celui de l’organisation intérieure du jeune Etat rifain. C’est un sujet sur lequel je ne vais pas m’étendre, puisqu’il a fait l’objet d’autres communications. Nous en avons pu prendre une idée tout à l’heure, en citant la déclaration d’Abd el-Krim. Il faut dire que c’est un point qui mérite beaucoup plus d’attention, car les auteurs européens en ont peu parlé. Par contre, les historiens arabes ont pu rassembler quelques renseignements importants sur la question, notamment Allal El Fassi et Amine Saïd. Il ressort de la documentation rassemblée par ces auteurs — l’un d’eux se référant aux mémoires inédits d’Abd el-Krim — que l’Etat rifain reposait sur un système démocratique, formulé dans un pacte national. Le gouvernement était dirigé par le président de la République, qui s’occupait, en même temps, de la Défense et de l’Intérieur ; il comprenait, en outre, les ministres des Affaires étrangères, des Finances et du Commerce. Abd el-Krim a réussi à briser les anciennes structures tribales et à les remplacer par de nouvelles structures administratives, à l’échelon central et régional.

Ces renseignements, quelle que soit leur valeur historique, nous montrent l’intérêt qu’il y aurait pour la recherche à orienter ses investigations dans cette direction. De toute façon, nous pouvons retenir qu’Abd el-Krim a été un précurseur par rapport aux nationalistes dans cette idée de changer les structures du pouvoir politique dans le sens de la démocratisation.

J’en arrive, maintenant, à l’aspect proprement psychologique de l’influence d’Abd el-Krim.

La guerre du Rif a agi, par son retentissement sur l’esprit des Maghrébins. Par sa durée, par son ampleur, par sa résonance sur le plan international, elle avait pris à son époque le caractère d’une guerre du Vietnam. Elle mettait en cause tout le système colonial et créait un précédent dangereux. Les Anglais s’y intéressent autant que les Français ou les Espagnols. Des intérêts capitalistes importants sont en jeu. Les interpellations se multiplient à la Chambre des députés en France. Lloyd George en arrive, dans un article, à conseiller à l’Espagne de conclure la paix avec le Rif. Des députés interviennent, dans ce sens, à la Chambre, pour conseiller au gouvernement français d’entamer des négociations avec Abd el-Krim. Pour la première fois, la preuve a été donnée aux Maghrébins que la domination coloniale de l’Occident pouvait être efficacement combattue, grâce à une bonne organisation.

Le correspondant du *Times*, Walter Harris, dira dans son livre *La France, l’Espagne et le Rif* : « Il s’agissait d’une guerre qui n’a jamais eu de pareille dans l’histoire coloniale. »

Un autre témoignage nous vient du monde arabe, sous la plume du grand écrivain nationaliste Chakib Arslan, qui a écrit un commentaire assez dense sur Abd el-Krim avant la fin même de la guerre du Rif. Nous savons quel crédit accorder à cet auteur qui était beaucoup lu au Maghreb et qui a eu une influence certaine sur les nationalistes maghrébins, comme l’a montré Ch.-A. Julien dans *L’Afrique du Nord en marche.*

De toute cette grande aventure, il restera une légende, un long écho qui alimentera les conversations dans tous les milieux du peuple marocain, parmi les bourgeois des villes, parmi les intellectuels, les ruraux… La guerre du Rif devient un modèle de combat patriotique. Le nationalisme qui lui succédera en sera une continuation, sous une forme amoindrie peut-être, mais il gardera les mêmes principes et les mêmes objectifs. Seule la méthode a changé. Alors qu’Abd el-Krim pouvait combiner les moyens de la guerre et ceux de la politique, les nationalistes maghrébins, entre 1926 et 1944, en seront réduits à une action purement politique, qui visait, à travers l’instruction des masses, à exercer une pression sur les autorités coloniales, en vue de faire reconnaître leurs revendications. D’où ces hésitations, cette impression d’attentisme, de tendance vers le réformisme. Mais, au lendemain de la guerre 1939-45, ce seront, à nouveau, les méthodes d’Abd el-Krim qui apparaîtront comme la solution la plus logique. Nous assistons là à un véritable développement dialectique.

Maintenant, il est facile pour celui qui se fie aux apparences, aux déclarations de circonstance, de dire que le nationalisme, après 1926, a totalement ignoré Abd el-Krim, qu’il n’a rien tiré de son expérience, ni de son exemple.

Bien entendu, les nationalistes ne pouvaient pas se présenter devant l’adversaire colonial, si puissant et si terriblement armé, comme les continuateurs d’Abd el-Krim. La France avait remporté sur ce dernier une victoire chèrement acquise et elle ne pouvait tolérer aucune autre action rappelant, de près ou de loin, la révolte du Rif. Le nom même d’Abd el-Krim était proscrit. On inquiétait tout père qui donnait ce prénom à son fils.

Est-il possible, alors, de parler de rupture, parce qu’un leader nationaliste, pour des raisons tactiques, fait semblant de tourner le dos à Abd el-Krim ? L’historien ne peut pas accepter d’être dupe de telles attitudes de

circonstance, et d'autant moins que, pour la masse des patriotes, cette rupture n'a jamais existé, n'a jamais été ressentie par eux comme un fait vécu, palpable.

Ainsi, les circonstances ont donné à la révolte rifaine et à la personnalité d'Abd el-Krim des dimensions qui débordent largement sur la période même de la guerre du Rif. Abd el-Krim, en exil, continuait à agir sur les esprits : « Sa légende, mêlée au Maroc à la longue résistance montagnarde du guerrier d'Ajdir, restera, jusqu'au soulèvement de 1955, l'un des grands thèmes du nationalisme marocain », dira Jean Lacouture, au lendemain de la mort d'Abd el-Krim.

A partir de 1947, Abd el-Krim va agir doublement en quelque sorte : il y a d'abord cette action indirecte : le retentissement de son épopée dans l'esprit des Maghrébins. Mais il y aura, en même temps, l'action directe qu'il va mener du Caire. Je ne pense pas qu'il soit juste de dissocier celle-ci de celle-là. C'est pourquoi j'ai tenu à en parler longuement.

En débarquant au Caire en 1947, après tant d'années d'isolement, Abd el-Krim va se trouver dans un contexte politique tout nouveau pour lui. La fin de la guerre de 1939-45 représente un grand tournant dans l'évolution du nationalisme maghrébin. Le mouvement de libération des peuples se développe et s'intensifie à travers le monde.

Une telle situation ouvrait de larges perspectives devant les partis nationalistes maghrébins. Mais ceux-ci semblaient, un moment, être dépassés par les événements. La revendication de l'indépendance, formulée par eux, et qui répondait au sentiment des masses, exigeait un changement rapide et radical des habitudes et des méthodes. Ce qui n'était pas facile. En majorité citadins et intellectuels de petite bourgeoisie, les dirigeants n'entendaient point transgresser le seuil d'une action pacifique et légaliste. Une telle ligne de conduite ne cessait de démontrer jour après jour son inefficacité.

En même temps, ces dirigeants se trouvaient en butte à la pression des masses, ouvrières notamment, qui commençaient à prendre conscience, et qui demandaient à être organisées pour mener le combat à leur manière. De ce fait, le nationalisme vivait une crise latente : tout simplement, une crise de croissance. Il n'était pas facile aux anciens cadres de s'adapter du jour au lendemain à la nouvelle situation et d'assumer les nouvelles formes de lutte

qu'exigeaient les circonstances. D'où certaines hésitations, certaines timidités.

Dans un tel contexte, la personnalité d'Abd el-Krim grandissait, s'imposait. L'exemple qu'il avait donné, plus de vingt ans auparavant, devenait plus que jamais actuel. Aussi son évasion en Egypte en 1947 revêtait-elle une importance tout autant psychologique que politique. C'était une revanche tardive qui apportait aux Maghrébins un réconfort moral au milieu d'une situation pleine d'incertitudes.

L'homme qui revenait, ainsi, après 21 ans d'exil et de silence, pouvait-il, après une si longue interruption, renouer le fil de l'action, reprendre sa place parmi la nouvelle génération des combattants, des nationalistes ?

Ceux qui l'ont approché au moment du débarquement à Port-Saïd disent combien il était hésitant, combien il manquait d'information sur toutes choses, combien il avait fallu d'arguments pour le rallier au projet d'évasion. Prudence bien naturelle de la part d'un chef qui revient d'exil et qui ne voulait pas compromettre l'avenir par un faux pas. En vérité, il avait hâte de retrouver la liberté, comme il devait le déclarer lui-même plus tard aux journalistes.

Bien entendu, les nationalistes maghrébins présents au Caire, notamment Bourguiba et Allal El Fassi, ont joué un grand rôle dans l'organisation de cette évasion, avec l'aide du gouvernement égyptien L'événement a été salué avec beaucoup d'enthousiasme dans l'ensemble du Maghreb, qui était loin de voir clair dans son avenir.

Sans tarder, Abd el-Krim se met au courant de la situation et décide de participer à l'action nationaliste, avec les moyens réduits qui se trouvaient à sa disposition. Au dire de nombreux témoins, sa présence au Caire a fait faire un bond énorme à la cause du Maghreb dans le Moyen-Orient arabe. La plupart des responsables dans les pays de cette région ignoraient tout de la situation réelle au Maghreb, de la lutte de ses peuples. Malgré leurs déclarations de sympathie, de solidarité, ils restaient distants ou indifférents. Les nationalistes maghrébins réfugiés au Caire voyaient leur action réduite à un travail de pure information, à des contacts limités dans un cercle restreint. Avec l'arrivée d'Abd el-Krim, l'audience de la cause nationaliste a pris d'autres dimensions, s'est étendue à tous les milieux dirigeants, et la solidarité arabe s'est montrée plus éloquente et plus agissante, notamment à l'O.N.U. Sans doute les Orientaux ont-ils été beaucoup plus impressionnés par le prestige moral d'un homme devenu historique et qui personnifie la

lutte patriotique dans ce qu'elle a de plus viril.

Fort de cet appui, Abd el-Krim va reprendre l'action, en se plaçant dans un cadre maghrébin. Ce n'est pas chez lui une idée de circonstance. Il était depuis toujours convaincu de l'unité du Maghreb : il lui est arrivé, en pleine guerre du Rif, d'envoyer des messages « aux frères d'Algérie et de Tunisie ».

A côté du Bureau du Maghreb arabe déjà existant, il crée un Comité de libération du Maghreb, dont il diffuse le manifeste le 6 janvier 1947. Il y est dit, notamment :

« A une époque où les peuples s'efforcent d'assurer leur avenir, où les pays du Maghreb arabe tendent à recouvrer leur indépendance extorquée, et leur liberté perdue, il devient d'une nécessité impérieuse, pour tous les leaders politiques du Maghreb, de s'unir, et pour tous les partis de libération de faire bloc et de se soutenir réciproquement, puisque c'est là une voie qui nous conduira à la réalisation de nos buts et de nos espérances. Je me suis en effet, mis d'accord avec les chefs et les délégués des partis auxquels j'avais fait part de l'idée de créer un Comité de libération du Maghreb arabe, composé de tous les partis de l'indépendance dans chacun des trois pays : Algérie, Tunisie, Maroc, et œuvrant sur la base des principes contenus dans le pacte suivant. »

Parmi ces principes, Abd el-Krim énumère l'Islam, l'arabisme, l'indépendance totale, le refus de toute solution de compromis avec le colonisateur. C'était là, en gros, les points qui faisaient l'unanimité de tous les partis nationalistes.

On doit relever, également, qu'Abd el-Krim concevait son action, non en chef de parti qui rassemble les uns et exclut les autres, mais en homme qui tient, par-dessus tout, à recréer l'union nationale à l'échelle du Maghreb. Utopisme ? Idéalisme ? Je ne le pense pas. On retrouve là plutôt le tempérament de l'ancien chef militaire, qui veut organiser toute une nation pour le combat. C'est ce qui transparaît, d'ailleurs, dans la conclusion de son manifeste :

« Désormais, notre cause entre dans une phase décisive de son histoire. Constitués en un bloc puissant de 25 millions d'âmes, tous unanimes et aspirant au même but, qui est l'indépendance totale du Maghreb arabe, nous ferons face aux usurpateurs. »

Un bureau du Comité de libération du Maghreb est constitué : Abd el-Krim en est le président ; son frère, M'hamed, le vice-président ; Bourguiba, le secrétaire général. Aussitôt attelé à la tâche, le comité devait se préoccuper,

dans une première phase, de rassembler les moyens matériels, pour entamer la lutte effective de libération. C'est dans ce sens que Bourguiba a été chargé, en mars 1948, par Abd el-Krim, d'une mission auprès des chefs des Etats arabes. Le leader tunisien a pu visiter plusieurs capitales arabes, rencontrer partout les plus hauts responsables, recueillir de l'aide, des encouragements et des promesses. Désormais, la cause du Maghreb était mieux connue, et les gouvernements arabes se rendaient compte qu'ils avaient un devoir à remplir à son égard. Là, nous retrouvons encore une des conséquences de l'impression produite par la personnalité d'Abd el-Krim au Moyen-Orient arabe.

Quand on considère cette première phase de l'action d'Abd el-Krim après son retour d'exil, on est tout de suite frappé par la largeur de ses vues, la rigueur de son plan, la grandeur de ses objectifs et l'on se demande pourquoi la tentative d'Abd el-Krim n'a pas pu se poursuivre. Il y a là l'idée de mobiliser tout un peuple autour d'objectifs clairs, de rassembler les premiers moyens de combat, en recourant à la solidarité des pays arabes. Ce qui s'est fait, par la suite, dans la dispersion et l'incohérence au Maghreb, aurait pu se faire de manière plus organisée et mieux synchronisée, si le manifeste du comité de libération avait été réellement mis en application. Autrement dit, si les actes avaient répondu aux intentions, Abd el-Krim, entouré de tous les nationalistes et patriotes du Maghreb, aurait conduit la bataille de libération à l'échelle du Maghreb et, par le fait même, économisé beaucoup de temps, épargné de nombreuses vies humaines.

Mais il n'en fut rien. L'union des nationalistes qui s'est faite autour d'Abd el-Krim restait superficielle et précaire, parce qu'aucun des leaders présents au Caire n'entendait prendre d'engagement véritable. Chacun restait lié, avant tout, à son parti, à son clan personnel. Ce n'était donc pas une union véritable, mais une rencontre momentanée.

Abd el-Krim, qui avait certainement pris les choses plus au sérieux — le comité de libération étant pour lui le seul moyen d'agir — devait rompre finalement avec le Bureau du Maghreb. Il explique sa décision dans une déclaration au journal égyptien *Akher Saa :*

« Je n'étais alors [parlant de son évasion en 1947] qu'un homme qui s'échappait de l'exil, après vingt années passées dans l'île de la Réunion, au milieu d'un monde étranger. Mon idée était de servir mon pays à tout prix et de poursuivre la lutte pour laquelle j'avais risqué tout ce que j'avais. Dès mon arrivée en Egypte, j'ai commencé à travailler dans les limites de mes

possibilités, à faire quelque chose pour mon pays, découpé en plusieurs parties. J'ai agi de façon à ne pas mettre en position difficile l'Egypte, qui me donnait l'hospitalité. Malheureusement, l'opportunisme a gâché notre cause nationale, comme d'ailleurs il a tout gâché en Orient. »

Il serait trop long d'analyser, dans le détail, les causes de cette rupture. Je me contenterai de les présenter brièvement.

En premier lieu, il y avait un malentendu à la base entre les nationalistes et Abd el-Krim sur le rôle véritable que devait jouer ce dernier. Pour les nationalistes, l'organisation de la fuite d'Abd el-Krim en Egypte n'était qu'un épisode tactique dans la lutte contre le colonialisme. Abd el-Krim était une valeur historique, une légende qu'il fallait exploiter. Mais de là à se fier à un vieillard pour assumer lui-même la direction et avoir le dernier mot, il n'en était pas question. Abd el-Krim, à leurs yeux, devait se contenter d'un rôle nominal, celui d'un sage qu'on écoute avec respect et vénération, sans être tenu à aucune discipline à son égard. De son côté, le héros rifain n'entendait pas se prêter à ce jeu. Sa forte personnalité ne lui permettait pas de jouer un rôle effacé. Il voulait assumer entièrement toutes ses responsabilités de chef.

Deuxièmement, Abd el-Krim sentait qu'il n'y avait pas d'union véritable entre les partis maghrébins ; que les questions de personnes, de clans, jouaient un rôle déterminant. L'idée de l'unité du Maghreb restait un slogan, un ornement des discours, mais personne ne songeait à la mettre sérieusement en pratique. Cependant, chaque groupe essayait de profiter à sa manière du crédit moral dont jouissait le chef rifain en Orient et au Maghreb. Dans ces conditions, il devait, ou bien prendre parti pour une tendance donnée, ou bien tirer son épingle du jeu. C'est à cette dernière solution qu'ils s'est rangé : il savait que son principal atout, c'était son passé, sa légende. Cet atout, il fallait le sauvegarder, le mettre à l'abri de toute compromission. D'où nécessité pour Abd el-Krim de garder son indépendance vis-à-vis des partis politiques et d'éviter toute intervention dans les querelles qui les divisaient. C'est à ce titre, seulement, que son action pouvait garder toute son efficacité.

Troisièmement, il y avait aussi une question de méthode. Abd el-Krim avait le tempérament d'un homme d'Etat, d'un organisateur, pour qui la politique n'était pas une fin en soi, mais un moyen d'atteindre rapidement des objectifs. Or, les hommes avec qui il s'est trouvé au Caire s'étaient formés dans l'agitation des villes, dans les manœuvres et intrigues des partis. Ils avaient d'autres habitudes et étaient d'un autre tempérament.

Quatrièmement : on a parlé d'une question d'âge, de générations. Je ne

pense pas que cela soit vrai. Tous ceux qui ont approché Abd el-Krim au Caire ont noté sa vivacité d'esprit. Malgré l'âge, il restait en pleine possession de ses facultés intellectuelles. Je prends, au hasard, ce qu'en dit un journaliste français, René Branellec, de *France-Illustration,* qui lui a rendu visite en février 1953 :

« Abd el-Krim est très actif, malgré sa maladie et l'interdiction des médecins. Il reçoit beaucoup, s'intéresse à la politique nord-africaine et mondiale, continue d'annoter des dossiers. »

En outre, nous devons constater, à la lumière des faits, qu'Abd el-Krim s'est révélé finalement plus en accord avec la nouvelle génération que la plupart des autres nationalistes du Caire. Ces derniers usaient toujours d'un langage timide, ne voulaient point entendre parler de l'emploi de la force dans la lutte pour l'indépendance. Pour eux, l'unique moyen restait le recours à l'O.N.U. Or, ils se trouvaient en décalage par rapport aux militants de base et aux masses populaires, qui avaient acquis la conviction depuis bien longtemps que seule la lutte armée pouvait libérer le Maghreb du joug colonial. En homme de terroir, Abd el-Krim était bien plus près de ces masses et sentait comme elles. Pour lui, le recours à l'O.N.U. n'était pas le moyen efficace qui répondait à la situation du Maghreb et qui menait à l'indépendance. Voici ce qu'il en disait dès 1948 :

« Ce que nous avons déjà vu devant l'O.N.U. et le Conseil de sécurité sur les questions d'Egypte, de Palestine, d'Indochine, etc., m'inspire peu de confiance, ou plutôt me rend tout à fait méfiant quant à la valeur à accorder à un recours aux organisations d'arbitrage international. Nos problèmes ne seront tranchés que de nos propres mains, que ce soit pacifiquement ou par la guerre. »

L'événement devait lui donner raison, par la suite. Tour à tour Algériens, Tunisiens, Marocains ont dû organiser la résistance armée pour reconquérir leurs droits et amener les grandes puissances à ouvrir l'ère de la décolonisation, dont toute l'Afrique va bénéficier.

Mais il ne faut pas se hâter de juger Abd el-Krim comme un homme acquis à la violence, fermé aux méthodes politiques et pacifiques. Bien au contraire, il a toujours cherché un terrain d'entente avec l'adversaire. Mais il a toujours voulu le faire dans l'honneur et la dignité, et sans transiger sur l'essentiel. Qu'on écoute cette déclaration qu'il a faite en 1948 :

« Que la France s'engage dans la voie de l'amitié, de la compréhension et de la réconciliation, qui conduit à une solution positive, par la reconnaissance

de notre liberté et de notre indépendance : tel est notre vœu. Sinon, la France saura que nous ne sommes pas avares de nos vies, que nous ne perdons aucun instant qui passe, et que nous nous préparons en vue de l'action décisive et rapide. »

C'est le langage d'un homme réaliste, d'un homme d'expérience qui sait que la cause du Maghreb ne peut avancer sans sacrifices, ni affrontements violents. Les disciples d'Abd el-Krim ne se recrutaient pas parmi les nationalistes politiciens, mais au sein du peuple, dans les organisations de résistance, les armées de libération nationale.

Cependant, la rupture avec le Bureau du Maghreb n'a signifié pour Abd el-Krim ni rupture avec l'action, ni rupture avec les nationalistes eux-mêmes. En prenant ses distances, il retrouvait sa liberté et suivait attentivement l'actualité au Maroc, dans le Maghreb. Il apportait sa caution morale à la lutte de libération. Au lendemain des indépendances, il intervenait quand il le fallait pour dire son sentiment sur la politique suivie, sur les mesures prises dans telle ou telle affaire. Les dirigeants du Maghreb, les combattants, les patriotes, les leaders des partis ne cessaient de lui rendre visite. Certains voulaient se réclamer de lui, mais il restait méfiant et circonspect.

Malgré l'éloignement, il était devenu une sorte de conscience, pour les Marocains tout particulièrement. Il s'est révélé beaucoup plus révolutionnaire dans sa pensée et dans sa conception des choses que nombre d'hommes politiques maghrébins qui l'avaient entouré. On connaît sa position franche et intransigeante sur des questions aussi importantes que les accords d'Aix-les-Bains en 1956, l'évacuation des troupes françaises, les bases étrangères, la Constitution marocaine de 1962…

Bien entendu, Abd el-Krim, comme tout être humain, avait ses défauts, commettait parfois des erreurs ; mais en cette date anniversaire, j'ai tenu, avant tout, à faire ressortir ce qu'il y avait de valable dans sa personnalité et à présenter l'exemple qu'il pouvait, encore, donner aux nouvelles générations du Maghreb.

DISCUSSION

Jean Rous. — Je voudrais apporter un très bref témoignage qui ne m'est pas personnel. Il s'agit du témoignage du président de la République tunisienne, Habib Bourguiba, dont on a parlé tout à l'heure.

Je devais voir Bourguiba, pour des raisons différentes, pour des raisons politiques, quand M. Youssoufi m'a dit : « Puisque vous le voyez, dites-lui un mot de notre colloque. » Je vous rapporte donc ce qu'il m'a dit au cours de cette conversation à bâtons rompus. Cela peut donner l'idée à un historien d'approfondir le témoignage d'un homme qui tout de même a vécu avec Abd el-Krim, là-bas, un certain temps, et qui est l'artisan de son évasion.

Bourguiba m'a raconté comment s'est faite cette évasion. Ce qu'il m'a révélé, c'est que ce n'était pas à proprement parler une évasion : Abd el-Krim n'était pas gardé. Le vrai problème pour nous, me dit Habib Bourguiba, a été de le persuader de descendre du bateau. Nous avions été avertis par un Palestinien qu'un bateau battant pavillon néo-zélandais allait arriver en rade de Port-Saïd, et nous voulions faire évader Abd el-Krim. Nous avions contacté les autorités égyptiennes, et nous avions l'assurance que le commissaire de police de Port-Saïd allait le prendre en charge : le roi Farouk lui avait accordé le droit d'asile. Bourguiba poursuit : « Alors, nous sommes montés à bord du bateau, et là nous l'avons vu. Il était avec son frère, aux prises avec des problèmes extrêmement émouvants et compliqués : il rapportait de son lieu d'exil le cercueil de sa mère. Nous avons parlementé avec lui, nous lui avons expliqué que nous avions pris toutes les précautions, qu'il était couvert par les autorités égyptiennes. Ce n'est qu'après une discussion assez longue qu'il a été persuadé de la nécessité de partir avec nous, et que, finalement, il y a eu ce qu'on a appelé son “ évasion ” » Bourguiba, en somme, est assez bref sur cet épisode, mais je pense qu'il y aurait peut-être intérêt à entrer davantage dans le détail.

Ensuite, quand Habib Bourguiba, à ce moment-là secrétaire général du Comité du Maghreb, a abordé le problème des rapports entre Abd el-Krim et les partis nationalistes du Maghreb, il m'a dit qu'il voulait être très réservé à ce propos, parce qu'il avait beaucoup de respect pour Abd el-Krim et pour ce

qu'il représentait. Seulement, a-t-il ajouté, il s'agissait de l'affrontement entre deux époques : Abd el-Krim, c'était l'époque de l'action directe, de la guerre ; les autres étaient des nationalistes qui avaient fondé des partis légaux, qui n'excluaient pas l'action directe, mais qui avaient des stratégies différentes. Bourguiba me dit : là-dessus, évidemment, des conflits ont surgi ; nous n'avons pas pu nous entendre, les stratégies étaient différentes. On connaît la stratégie de Bourguiba, on connaissait la stratégie d'Abd el-Krim. Ce que je dirais, pour en tirer un certain enseignement, c'est que l'intérêt de ce colloque, pour moi du moins, a été de me montrer — je ne l'ignorais pas tout à fait, mais un rapport comme celui de M. Youssoufi m'en a donné la preuve éloquente — qu'Abd el-Krim, contrairement à ce que pouvaient penser les partis nationalistes nord-africains qui respectaient en lui le chef de guerre, n'était pas seulement l'homme d'une guérilla exaltée par Ho-Chi-Minh. Il était en un certain sens un précurseur de la démocratie au Maroc. Dans les idées de lui qui ont été exprimées à propos de la Constitution marocaine, dans la critique qui en a été faite, il m'a paru que cet homme sautait par-dessus la génération actuelle vers la nouvelle génération. Il avait essayé d'approfondir déjà, en lançant sa Constitution rifaine, un problème qui, pour ceux d'entre nous qui ont vécu longtemps en Afrique, est tout à fait d'actualité, problème qui n'est pas résolu actuellement, d'une véritable et authentique démocratie africaine, qui reprendrait les traditions communautaires en les modernisant. Abd el-Krim m'apparaît, à la lumière de ce que j'ai entendu ici, et en particulier de ce rapport de Youssoufi, comme le précurseur d'une nouvelle forme de démocratie plus authentique, qui est actuellement une bonne leçon pour les jeunes générations qu'à travers l'histoire il se trouve, paradoxalement, mais réellement, rejoindre.

André ADAM. — Je voulais apporter un témoignage qui pourrait préciser ce que M. Laroui a dit tout à l'heure : l'expérience d'Abd el-Krim n'a pas été prise en considération par les nationalistes, avant les années 1947. C'est un tout petit fait, que je rapporte parce que j'en ai été témoin. J'étais, en 1941, professeur au collège Moulay-Idris de Fès, et il y a eu cette année-là un petit incident qui a marqué dans l'histoire du collège : des élèves s'étaient réunis sous le prétexte, je crois, de faire du théâtre. En réalité, ils n'ont pas fait de théâtre, et ils ont entendu la conférence de l'un d'entre eux, consacrée à « Abd el-Krim, héros de la guerre du Rif ». Cela se passait en 1941, dans un milieu d'élèves de première ou de seconde du collège Moulay-Idris — où Abd el-Krim apparaissait déjà comme un héros national.

Daniel GUÉRIN. — Un court témoignage concernant les relations que j'ai eues à partir de 1930-1931 avec un certain nombre de jeunes nationalistes marocains de l'époque : les Balafrej, les Omar Abdel-Jelil, les Ouezzani, El-Kholti, etc. Nous avons fait pas mal de choses ensemble à cette époque, notamment la brochure *Tempête sur le Maroc,* et je dois dire que jamais, au grand jamais, je n'ai entendu aucun d'entre eux, au cours de nos entretiens politiques, faire une allusion quelconque à Abd el-Krim, à l'expérience d'Abd el-Krim. Cela prouve que réellement M. Laroui a eu raison de souligner cette espèce de hiatus entre la grande bourgeoisie urbaine des années trente, qui fondait un nouveau mouvement national, et la mémorable expérience des années vingt. Et ici, je fais amende honorable : j'ai écrit quelque part que le berceau du nationalisme marocain était la lutte contre le *dahir* berbère en 1930-1931, illustrée par notre brochure ; après ce colloque, je dis : le berceau du nationalisme marocain, ce fut le Rif, 1923-1926.

Kenneth BROWN. — On a parlé aujourd'hui de continuité ou de discontinuité dans l'histoire marocaine. Un dicton anglais affirme que l'histoire est écrite par le vainqueur. M. Laroui a cité un document éloquent d'Abd el-Krim, écrit en 1926, j'ai cité une interview d'Abd el-Krim faite au Caire en 1954 ; je n'ai pas donné la citation entière, et je voudrais le faire maintenant, car la continuité dans sa façon de s'exprimer me paraît très frappante. Abd el-Krim dit à son interlocuteur : « Je suis convaincu que, si nous en avions eu le temps, nous serions devenus une grande nation d'hommes libres. » Et la suite, dite en 1954, dans des circonstances bien connues :

« Notre combat a donné aux Rifains une fierté, un espoir, une confiance en soi qu'aucune défaite ne pourrait effacer. Aujourd'hui, en 1954, la guerre du Rif a 33 ans. J'en ai 73. Mais ni elle, ni moi, j'en suis certain, n'avons épuisé notre vigueur. L'aspiration à la liberté et la détermination de notre peuple dureront au-delà de la puissance de nos oppresseurs. »

Mohamed CHÉRIF. — Je désirerais obtenir certaines précisions du Dr Anis, qui évoque dans sa communication le rôle économique et culturel des « Marocains » en Egypte. A ma connaissance, les sources qui parlent des « Maghrébins » au Caire *(Maghâriba)* font allusion aux gens du Maghreb en général, non de l'extrême-Maghreb *(Al-Maghreb al-Aksa),* et le *riwâq Al-*

Maghâriba était réservé aux gens originaires d'Afrique du Nord, et non pas du Maroc. Je pourrais à cette occasion renvoyer à un excellent article d'André Raymond sur « Les Maghrébins au Caire au XVIII^{e} siècle », où il cite bon nombre de Tunisiens, d'Algériens, de Marocains (article publié par les *Cahiers de Tunisie,* n^{os} 26-27, des 2^{e}-3^{e} trimestres 1959, p. 335 et s.).

Deuxième question : je suis étonné que, dans le rapport du Dr Anis, on ne voie pas la réaction des masses populaires ; il n'a parlé en fait que de la direction politique. Or, les masses populaires, à ma connaissance, du moins en Tunisie, ont joué un certain rôle et ont adopté une attitude différente de celle de la direction politique.

Abdelkader ZGHAL. — Je vais essayer de poser une question *aux événements du Rif,* d'une manière non innocente, c'est-à-dire en fonction de l'actualité. Comme je ne suis pas historien, je n'ai aucune culpabilité à projeter sur le passé des préoccupations du présent.

Il s'agit d'attirer l'attention sur un aspect particulier : c'est l'unanimité des élites citadines, au Maroc et en Tunisie, dans leur attitude par rapport à l'insurrection d'Abd el-Krim. M. Chérif a donné une explication de la réticence des élites citadines tunisiennes : je crois que cette élite citadine était en effet déjà une élite nationaliste, et que, plus ou moins, elle limitait son ambition à la Tunisie ; mais cette explication, qui est juste, est insuffisante. Disons que le refus d'engagement de cette élite citadine, en 1924-1925, tient essentiellement à ce qu'elle voit dans l'insurrection d'Abd el-Krim une stratégie qui n'est pas celle de l'élite citadine. Cet aspect est un aspect traditionnel : toutes les révoltes paysannes du XIX^{e} siècle, dans tout le Maghreb, comportent deux stratégies très différentes : une stratégie paysanne, qui n'arrive pas à établir la communication avec l'élite citadine, même si la révolte paysanne s'étend aux villes. Je vous donne un exemple tunisien, de 1864. La révolte paysanne est devenue une révolte nationale, et même une révolte citadine, mais les deux stratégies sont restées différentes. Les paysans crient : « A bas le bey des Turcs, vive le bey des Arabes ! », les citadins de Sfax, l'élite citadine, crie : « A bas le bey des Turcs, vive le sultan ! » Je crois que cette différence de stratégie est permanente. Jusqu'a présent, on constate — et même ce phénomène s'est accentué — que la classe politique citadine du Maghreb, avec les différentes divisions, n'arrive pas du tout à établir une communication avec la paysannerie. Pire que ça : sa vision de la paysannerie maghrébine est une vision beaucoup plus littéraire, à travers les

livres des révoltes asiatiques, qu'une vision de la réalité maghrébine. Et je crois que l'expérience d'Abd el-Krim et le fait qu'Abd el-Krim n'a pas essayé d'occuper la ville de Fès — ce refus même d'établir une relation avec la ville — illustrent un phénomène constant. Nous devons mettre au centre de notre débat ce problème : comment la classe politique, avec toutes ses présuppositions, est-elle capable d'établir une communication avec la paysannerie dans le Maghreb ?

Youssef Rouissi

Témoignage

Abd el-Krim combattait l'armée coloniale espagnole. Il n'avait pas cherché querelle à la France. Mais voici que l'armée française vole au secours de l'armée espagnole pour tenter de réduire le chef rifain. Cinquante ans plus tard, les intellectuels démocrates et anti-impérialistes français, dignes et authentiques héritiers des nobles idéaux révolutionnaires français de liberté, d'égalité et de fraternité universelle, rendent en plein cœur de la France, à Paris, un hommage franc, sincère et émouvant à Abd el-Krim, en association avec des patriotes maghrébins. Ce n'est pas sans émotion que je leur adresse l'expression de notre estime et de notre gratitude. Nous, Maghrébins, avions toujours su faire la différence entre les tenants du colonialisme et le valeureux peuple de France, représenté surtout par ses intellectuels ; nous voyons dans la tenue de ce colloque une preuve supplémentaire de la justesse de ce point de vue, défendu dans les plus difficiles moments de la répression coloniale.

Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion d'apporter ici mon témoignage personnel concernant l'action et la personnalité d'Abd el-Krim. Le mouvement qu'il a animé avait retenu l'attention des hommes de ma génération et avait soulevé leur enthousiasme. Nous en avions suivi les péripéties et avions réfléchi aux causes qui ont conduit à son échec. Plus tard, nous avions, dans notre propre stratégie, tiré les leçons de cet échec. J'ai par ailleurs eu l'occasion de connaître de près Abd el-Krim. J'ai participé d'une certaine façon à l'organisation de son évasion ; j'ai fréquenté l'homme et j'ai maintes fois eu l'occasion de discuter avec lui. Ecrasé par les ans, il est toujours resté égal à lui-même, fidèle à son idéal révolutionnaire. Car cet homme, de petite taille, d'apparence modeste, au regard doux et angélique et au sourire innocent, est un révolutionnaire dans l'âme. Ses convictions en ce domaine ont la solidité de sa foi religieuse.

J'étais jeune au moment où se déroulait la guerre du Rif ; je militais à l'époque dans les rangs des Jeunesses destouriennes. Mes amis des années

vingt, et moi-même étions éblouis par les victoires des maquisards marocains et par leurs hauts faits d'héroïsme et de bravoure devant les colonialismes français et espagnol. Nous étions en particulier séduits par le style révolutionnaire original et par la technique nouvelle de conduite de la guerre de guérilla que la direction d'Abd el-Krim sut inventer et qui lui valurent de figurer au premier plan des chefs des mouvements révolutionnaires du monde moderne.

Il convient d'ailleurs de signaler que la guerre du Rif n'a pas eu des retentissements qu'en Tunisie ou que dans les pays du Maghreb. La résistance syrienne, par exemple, était dans une très grande mesure marquée par l'influence de la révolution rifaine. J'en ai eu personnellement la confirmation par le sultan Pacha Latrach lui-même, l'homme qui a dirigé cette résistance, lorsque je lui ai rendu visite en 1953, à son domicile, à Soweida, dans le Jbel Druze.

L'échec sur lequel devait s'achever la révolution du Rif causa un profond émoi et fut ressenti avec une immense douleur parmi la jeunesse de ma génération. Cependant, cet échec ne nous jeta point dans le désespoir. Bien au contraire, il nous imposait et nous sommait d'en rechercher les causes. Notre réflexion prenait d'ailleurs appui sur une somme d'expériences dont la révolte d'Abd el-Krim ne constituait après tout qu'un moment. Si nous avions vécu et suivi de près cette grande entreprise, nous étions informés aussi des révoltes d'Abd el-Kader au XIX^e^ siècle, de celle de Mokrani qui lui succéda, ainsi que de la révolte syrienne, contemporaine de celle d'Abd el-Krim. Nos interrogations et notre quête nous conduisirent à la conviction qu'une révolution — toute révolution — , pour réaliser ses objectifs, doit pouvoir compter sur les deux éléments fondamentaux suivants :

— le premier, c'est la prise de conscience populaire. Le mouvement révolutionnaire doit savoir mobiliser le peuple et lui faire prendre conscience et de l'enjeu et des objectifs de la révolution. Il faut organiser le peuple en fonction des objectifs de la révolution, et de telle sorte que les masses populaires soient une réelle force de frappe de la révolution dans les luttes qu'elle mène et dans les confrontations qu'elle soutient face à l'adversaire ;

— le deuxième a trait aux relations extérieures du mouvement révolutionnaire. Celui-ci doit œuvrer pour se constituer des bases d'appui fermes et efficaces à l'extérieur et pour entretenir des relations suivies avec l'opinion publique internationale. A partir de ses bases extérieures, le mouvement révolutionnaire explicite ses objectifs, développe sa pensée,

diffuse les faits relatifs à son action à l'intérieur et suscite les appuis matériels et moraux au profit du mouvement populaire.

La génération à laquelle j'appartiens avait abouti à la conclusion que, si la révolution rifaine n'avait pas réussi, c'est parce qu'elle n'avait pas réussi à avoir une claire vision de ces deux exigences. Mais nous demeurions convaincus que la défaite militaire d'Abd el-Krim, son arrestation et son exil dans les îles éloignées ne pouvaient signifier que la révolution dont il avait allumé la première étincelle au Rif était vaincue : elle s'inscrivait finalement dans le cours de l'histoire et symbolisait la révolte universelle de l'homme du XX^e^ siècle contre la domination coloniale, l'asservissement des peuples et l'injustice sociale. La révolution rifaine n'était qu'un jalon dans l'histoire de ce soulèvement aux vastes résonances. Abd el-Krim écarté de la scène, le mouvement qu'il a animé, ses acquis et ses enseignements restèrent vivants dans l'esprit et dans l'âme des combattants pour la liberté.

Il n'y a d'ailleurs qu'à considérer les faits pour s'en rendre compte : les autorités coloniales françaises avaient cru qu'en liquidant à la fois la révolution rifaine au Maroc et le mouvement ouvrier dirigé par M'Hammed Ali en Tunisie, elles avaient du coup tué dans l'œuf tout espoir de libération et d'indépendance en Afrique du Nord. Elles avaient cru que la paix française régnait et régnerait à jamais au Maghreb, et que le régime colonial y avait fermement et irrémédiablement affermi son emprise — d'autant plus d'ailleurs que la France sortait victorieuse de la Première Guerre mondiale et faisait figure de puissance invincible. Le début des années trente a vu les autorités coloniales célébrer successivement, avec une grande pompe et beaucoup de faste, le centenaire de l'occupation de l'Algérie (1930) et le cinquantenaire de l'implantation du régime colonial en Tunisie (1931). Au même moment se tenait en Tunisie le Congrès eucharistique, et une vaste propagande se développait en faveur des naturalisations.

En Tunisie — pour ne citer que ce pays — , cette grande offensive coloniale devait provoquer une vive résistance, animée par les éléments les plus dynamiques de la jeunesse destourienne. Ces derniers avaient d'ailleurs reçu le renfort des jeunes qui rentraient en Tunisie après avoir achevé leurs études supérieures en France, tels Mahmoud Materi, Habib Bourguiba et Bahri Guiga, et leur action était rendue plus efficace par la parution de journaux tels que *La Voix du Tunisien* et *L'Action tunisienne.*

Au Congrès du parti destourien de la rue de la Montagne, tenu le 12 mai 1933, j'ai personnellement proposé d'adjoindre à la commission exécutive du

parti le comité de rédaction de *L'Action tunisienne*, composé d'Habib Bourguiba, Mahmoud Materi, Bahri Guiga et M'Hammed Bourguiba *{l'orateur est interrompu par une voix qui insulte Bourguiba}*. Le congrès adopta ma proposition à l'unanimité. Mais cette unanimité ne tarda pas à se briser et un différend éclata, qui portait sur les moyens d'action, la stratégie et la tactique du mouvement. L'année 1934 vit, à Ksar Hellal, le 2 mars, la tenue d'un nouveau congrès et la naissance du Néo-Destour, qui fit du contact direct avec le peuple le fondement et la règle d'or de son action et de sa stratégie. Le contact direct avec le peuple constitue la voie qui nous permettait de réaliser la première condition de la réussite de tout mouvement révolutionnaire que j'évoquais tantôt à propos de l'expérience rifaine.

Les lois en vigueur à l'époque interdisaient tout rassemblement de plus de cinq personnes. Mais le conflit ouvert entre jeunes et vieux destouriens devait conduire les autorités coloniales à se méprendre sur la portée réelle des réunions que nous tenions. Elles pensaient nous laisser nous entre-tuer et affaiblir ainsi le mouvement patriotique. En peu de temps, l'action militante du Néo-Destour, profitant au mieux de la conjoncture, atteignit ses objectifs ; un vaste réseau de cellules fut implanté, qui couvrait tout le territoire national, jusques et y compris parmi les populations nomades et dans les régions rurales les plus éloignées.

Lorsque les autorités coloniales s'en rendirent compte, il était déjà trop tard ; elles durent recourir à l'arme de la répression et exilèrent les chefs du Néo-Destour dans l'extrême-Sud tunisien, le 3 septembre 1934. Mais désormais la répression ne conduisait plus à la disparition du mouvement sur lequel elle s'exerçait. Les exilés reprirent leurs activités d'agitation et d'organisation après leur libération par le gouvernement du Front populaire, tirant au maximum profit des libertés toutes relatives qui furent octroyées à l'époque. Lorsque de nouveau les autorités coloniales eurent recours à la répression, à la promulgation de lois martiales et à l'emprisonnement des chefs et des militants du Néo-Destour sous l'inculpation de complot contre la sûreté de l'Etat, notre parti était solidement implanté et avait pratiquement achevé sa mission auprès du peuple. Noue avions réussi à mobiliser les masses populaires, à leur faire prendre conscience de la nature de notre combat, de nos objectifs de lutte, et nous avions réussi à faire du peuple la force de frappe et de dissuasion de notre mouvement dans les batailles que nous menions.

Concernant le second élément qui avait fait défaut au mouvement

révolutionnaire rifain, je dois dire que, si le Néo-Destour avait effectivement eu la volonté de se donner des bases d'action solides à l'extérieur, les circonstances, quant à elles, ont rendu difficile, au début, la réalisation de cet objectif. Il était pratiquement impossible de nouer des relations entre les mouvements patriotiques des trois pays du Maghreb subissant le joug d'un même colonialisme. Paris constituait l'unique terrain de rencontre pour les dirigeants et les jeunesses des trois pays. Quant au Maghreb arabe, il était parfaitement impossible à notre mouvement de l'atteindre. Je me souviens à ce propos que le juge d'instruction militaire, le colonel de Guérin, avait retenu à mon encontre, parmi les pièces à conviction devant prouver la matérialité des faits concernant le complot contre la sûreté de l'Etat, en 1938, une lettre qu'un étudiant syrien à Paris m'avait écrite et dans laquelle d'ailleurs il exprimait simplement son admiration pour les articles que je publiais dans l'organe en arabe du Néo-Destour *Al Amal.* C'est dire que les autorités coloniales veillaient à ce que nous ne puissions avoir aucun contact avec le monde extérieur.

La Seconde Guerre mondiale devait nous offrir la seule véritable chance de nous donner des bases d'action à l'extérieur. Les autorités de l'Axe nous ramenèrent de France en Tunisie après que leurs troupes y eurent débarqué en 1943. Personnellement, me trouvant à Tunis, je ne me suis même pas permis de rendre visite à ma famille, dans mon village natal. Ma femme attendait de me voir embrasser la plus jeune de mes filles, que j'avais laissée âgée d'une semaine. A mon retour en Tunisie en 1943, elle avait cinq ans. Je repris le chemin de l'Europe avec certains de mes compagnons. Nous étions en effet convaincus de l'importance de la chance qui nous était offerte. Si nous avions laissé passer cette occasion qui pouvait être unique, nous serions peut-être restés à jamais prisonniers du blocus que nous imposait le colonialisme. En Europe déjà, nous avions pu fonder des « Bureaux du Maghreb arabe » et entrer en contact avec les ouvriers nord-africains aussi bien en France qu'en Allemagne, et dont le nombre avait atteint quelque 180 000.

Lorsqu'en octobre 1943, Habib Thameur et moi sommes arrivés à Berlin, nous avions cherché à obtenir le concours des autorités allemandes pour permettre l'évasion d'Abd el-Krim de son exil. L'ex-muphti de Palestine, El Haj Amin Al Husseini, qui séjournait en Allemagne, nous avait informés qu'il avait déjà entrepris une démarche similaire ; il avait rédigé un mémoire en ce sens et l'avait soumis au ministère allemand des Affaires étrangères ; les autorités nazies s'étaient, nous avait-il dit, refusées à satisfaire sa requête,

par égard autant au gouvernement espagnol que du gouvernement de Vichy. Notre démarche n'eut guère plus de succès. Il nous fut répondu cependant que les Allemands avaient déjà offert leur concours à Abd el-Krim pour l'aider à s'évader, mais que celui-ci avait refusé. Nous n'y avons pas cru. Mais Abd el-Krim lui-même devait confirmer à Habib Thameur et à moi-même la véracité de ces faits lorsque nous le rencontrâmes au Caire.

Georges LAPASSADE *(interruption).* — Ce qui est absolument incroyable dans les rapports de ce congrès, c'est qu'on admet, en passant, que les Rifains soient berbères : Abd el-Krim est de culture berbère, toutes les institutions mises en œuvre sont d'inspiration berbère, la façon dont il fit la guerre fut aussi berbère, ses soldats armés étaient kabyles, donc berbères.

Et au moment de la conclusion, chacun de vous s'efforce de rattacher cela au nationalisme arabe et à l'arabisme. N'y a-t-il pas là, Messieurs, quelque chose de contradictoire ?

Youssef ROUISSI. — L'année 1947 vit deux événements politiques majeurs qui eurent lieu tous les deux au Caire, à des délais rapprochés, et qui marquèrent profondément de leur empreinte le cours de la lutte nationaliste en Afrique du Nord. Le premier de ces deux événements fut la tenue du Congrès du Maghreb arabe, du 15 au 22 février 1947, qui devait aboutir à une résolution proclamant la nécessité de coordonner et d'unifier la lutte des trois pays d'Afrique du Nord pour leur indépendance et créant des Bureaux du Maghreb arabe au Caire, à Damas et à Londres, chargés de l'information — et aussi de soutenir la lutte des masses populaires à l'intérieur même des trois pays.

Le deuxième événement majeur fut l'arrivée en Egypte, le 31 mai 1947, de l'émir Abd el-Krim el Khattabi. Abd el-Krim jouissait d'une renommée internationale en tant que combattant anti-impérialiste de la première heure, et de premier ordre, et aussi en tant qu'initiateur de la guerre de guérilla ; son arrivée au Caire fut un événement important de l'actualité internationale. La propagande en faveur de la cause maghrébine en retira un énorme bénéfice, et le Bureau du Maghreb arabe au Caire devint le point de mire des correspondants de la presse internationale qui y affluaient à longueur de journée ; un journal britannique a même pu écrire que le n° 10 de la rue Darih Saad au Caire (siège du Bureau du Maghreb arabe) était devenu l'équivalent du 10 Downing Street à Londres, siège du Foreign Office.

C'est un peu par hasard que le Bureau du Maghreb arabe au Caire apprit le

départ d'Abd el-Krim de l'île de la Réunion vers la France. Par une journée de printemps, le docteur Thameur et moi traversions la rue Kasr El Ayni au Caire pour nous rendre au Bureau du Maghreb arabe lorsqu'une voiture luxueuse s'arrêta non loin de nous ; un homme élégant, grand de taille, en descendit et nous appela. C'était M. Henry Black, le mari de la célèbre actrice tunisienne Hassiba Rochdi. Il nous demanda si nous avions des nouvelles d'Abd el-Krim. Nous fûmes surpris et inquiets. Il nous tranquillisa et nous apprit qu'il ne s'agissait de rien d'autre que de son transfert de l'île de la Réunion en France, en compagnie des membres de sa famille, à bord d'un paquebot grec et sans escorte, parce que la France lui avait accordé de voyager en toute liberté et s'était contentée de sa parole d'honneur. Il nous apprit aussi que le paquebot devait transiter par Aden. C'est à partir de là que fut organisée l'évasion d'Abd el-Krim, avec l'aide de Mohammed Ben Abboud.

Abd el-Krim inaugura son activité politique au Caire en fondant un Front de libération de l'Afrique du Nord. Ce mouvement groupait autour d'Abd el-Krim, son frère M'Hammed, les leaders des grands partis nord-africains représentés au Bureau du Maghreb arabe, ainsi que d'autres petits partis et quelques personnalités politiques qui n'avaient pas participé au Congrès du Maghreb arabe. Mais ce Front ne put remplir les tâches qu'il s'était assignées, en raison de certaines dissensions et querelles personnelles, mais aussi et surtout en raison de profondes divergences politiques entre ses membres. Alors qu'Abd el-Krim considérait que la réalisation des aspirations nationales des peuples d'Afrique du Nord passait par la voie révolutionnaire et que seule la lutte armée y conduisait, les autres leaders nationalistes s'en tenaient à la lutte politique, et ceux parmi eux qui pensaient que le recours à la résistance armée pouvait être bénéfique ne voyaient là qu'un moyen de pression supplémentaire destiné à venir au secours de l'action politique, considérée comme essentielle.

Abd el-Krim éprouvait un profond mépris et une suspicion sans limites face aux partis politiques. Il n'y voyait qu'un type d'organisation copié sur l'Occident. Si, pensait-il, par malheur, un pays venait à obtenir son indépendance, sous la pression de certaines conjonctures internationales, par le fait d'un parti politique, le peuple n'en gagnerait rien d'autre que de voir les ex-leaders nationalistes remplacer au pouvoir les gouvernants étrangers. Les nouveaux gouvernants ne feraient alors que profiter de la situation pour s'octroyer des privilèges ; les masses populaires, elles, aspirent au pouvoir

populaire qui refaçonnerait la société radicalement, sur une base de justice et de liberté.

Mes relations personnelles avec Abd el-Krim se sont raffermies lorsqu'il a appris que j'avais réussi à inscrire des jeunes Maghrébins dans les écoles militaires de Syrie et d'Irak, et parmi eux d'ailleurs son propre neveu Rachid, lorsqu'il apprit aussi que j'avais sélectionné quelques-uns des membres de la 9° brigade maghrébine, qui a combattu en Palestine sous la direction du colonel Adib Chichakli, pour s'entraîner aux opérations de commandos.

Je voudrais citer un fait qui attrista profondément Abd el-Krim. Je lui rendais visite, un jour, à son domicile au Caire et je le trouvai bouleversé et préoccupé. Il m'apprit qu'il venait de recevoir un message d'Ho-Chi-Minh, dans lequel celui-ci se plaignait de voir des soldats marocains combattre les Vietnamiens dans les rangs de l'armée française. Il lui en faisait le reproche et exprimait son souhait de le voir intervenir pour mettre un terme à cet état de fait. Je me mis à penser que, pendant la guerre du Rif, Abd el-Krim devait combattre une armée française qui comptait dans ses rangs des soldats algériens et tunisiens. L'idée lui vint d'adresser un appel aux soldats marocains, les incitant à refuser d'aller au Vietnam, et à ceux qui s'y trouvaient déjà de déserter et de rejoindre les rangs des maquisards en attendant qu'un front soit ouvert au Maghreb. Il disait dans cet appel que le colonialisme était indivisible, que c'était un devoir sacré de le combattre où qu'il se manifestât en quelque point du globe. L'appel eut un écho, et nombre de soldats marocains désertèrent à l'occasion de leur transit par Suez.

C'est finalement la révolution algérienne qui devait combler les espérances d'Abd el-Krim. Il y voyait le triomphe de ses idéaux et la synthèse de ses vues.

DISCUSSION

Abdallah LAROUI. — M. Berrada me demande comment il se fait, comme je l'ai dit, qu'Abd el-Krim n'ait été compris qu'à Fès. Peut-on savoir par quels milieux et comment, me demande-t-il, puisque, je l'ai dit, les nationalistes ne se sont pas intéressés plus que d'autres à l'action d'Abd el-Krim ?

Je voudrais profiter de cette question pour répondre à M. Adam que le problème n'est pas de savoir si tel ou tel leader marocain a parlé un jour d'Abd el-Krim ou a fait une conférence. Il s'agit de savoir si les nationalistes, en tant que groupe, ont étudié minutieusement l'expérience d'Abd el-Krim, et s'ils en ont tiré des conséquences — politiques et autres. D'après ce que je sais — et il se peut que je me trompe — , ils n'en ont rien fait, pour des raisons diverses qui restent encore à expliquer ; ils n'ont pas tiré ce qu'on peut appeler la véritable leçon, à la fois de ses victoires et de ses échecs.

En ce qui concerne la déclaration d'Abd el-Krim que j'ai citée, je voudrais faire une petite remarque : s'agissant d'Abd el-Krim, il faut faire la différence entre trois sortes de déclarations. Il y a ce qu'on peut appeler le premier niveau : ce que lui-même a pu dire à certains Rifains, au moment de l'action rifaine, c'est-à-dire entre 1921 et 1926 ; là, nous avons, bien entendu, un certain nombre de textes, soit directement écrits, soit rapportés de mémoire. Ensuite, il y a ce qu'Abd el-Krim disait aux journalistes étrangers — c'est un autre niveau. Enfin, il y a ce qu'Abd el-Krim a dit et a écrit au Caire : par exemple, je crois qu'en ce qui concerne ce qu'on appelle les *mémoires* d'Abd el-Krim, intitulés *Ce qu'a voulu faire notre révolution,* il ne faut pas oublier que ce sont des choses *écrites au Caire,* dans un certain contexte.

Quant à cette citation que j'ai faite, tout ce que je sais, c'est qu'on parle très souvent d'un groupuscule, qui s'était formé à Fès, sous la direction d'un homme qui s'appelle Abdel-Kader Tazi, qui était le fils de Mendoub. Abdel-Kader Tazi en tire lui-même une grande gloire. Tous ceux qui le touchent de près ou de loin en tirent gloire également. Ils disent que c'était le début d'une collaboration entre l'élite urbaine et Abd el-Krim. Je pense, en tant qu'historien, qu'il faut faire d'autres études, d'autres analyses pour aboutir à un jugement définitif, mais je crois que c'est à cela qu'Abd el-Krim a fait

allusion quand il a dit : « Je n'ai trouvé que quelques groupes à Fès et en Algérie… », c'est-à-dire qu'il a reçu des lettres, des communications.

Sur la dernière question : sur le fait qu'Abd el-Krim était berbère, etc., et qu'à la fin on en fait un leader arabe, eh bien, personne ne dit cela — et surtout je recommande à celui qui a posé la question de lire la déclaration d'Abd el-Krim précisément, en 1948, la proclamation solennelle qui a été traduite et publiée dans les *Cahiers de l'Orient contemporain*, où il dit : « Le Rif, le Maroc, les pays d'Afrique du Nord n'ont été dans le passé, ne sont dans le présent, ne seront dans l'avenir que par l'Islam. Deuxième point : ils n'ont été et ne seront que dans le cadre de l'arabisme. »

J'ajoute qu'en tant qu'historien je ne veux justement pas tenir compte seulement de telle déclaration parce qu'elle est faite en 1948 et au Caire. Mais, d'un autre côté, je ne voudrais pas qu'on vienne et qu'on dise : « Il ne faut pas en tenir compte du tout. » Il faut faire la différence, et peut-être la synthèse, entre les deux.

René Gallissot

Rapport de synthèse

A l'ouverture du colloque, Charles-André Julien m'a sacré grand vicaire. Je dois donc dire maintenant l'office du rapport de synthèse. J'en ai quelque honte, car j'ai souvent eu l'impression, au cours du colloque, d'être en présence d'anciens combattants du Rif, de quelque côté de la barricade qu'ils se soient trouvés, de quelque côté de l'Ouergha qu'ils se soient situés. Mme Morsy invoque le privilège de l'étranger pour parler du Rif ; non seulement je réclame ce privilège, mais je réclame aussi le privilège de la génération qui n'a pas connu *'âm er-Rîfî*, « l'année du Rifain », et qui en parle donc par esprit comparatif, par esprit de relation ; et l'histoire est d'abord mise en relation, avant d'être recherche de spécificité.

Il est presque aussi difficile de se retrouver dans ce colloque que dans un maquis — ou dans le Rif même ; je prends donc la traverse, pour simplement m'interroger sur les lacunes qui demeurent, sur les problèmes qui restent en suspens, en prenant appui, même sans les nommer, sur les différentes contributions. Nous sommes entrés dans le Rif par la géographie, sur le rapport de M. Maurer, et terminons en reprenant pied au Maghreb. Mais, entre-temps, la question du Rif en lui-même, de la République du Rif donc, a été quelque peu négligée — et plus encore délaissé le problème historique que pose Abd el-Krim lui-même, dans sa personne et dans son action, dans sa formation et en ses motivations. Les mutations du monde arabe, par-delà l'ouverture de Jacques Berque et les liaisons populaires et idéologiques du phénomène rifain ont été également laissées en retrait ; le débordement d'intérêt pour la politique européenne a encore longuement sévi, comme en mineur a pesé l'entraînement à replier la lutte sur les formules simples de la guerre populaire. La problématique du Rif, sa place et sa signification, cependant, ont déjà été évoquées par Régis Blachère, et c'est dans la ligne de son intervention que je voudrais rassembler les conclusions.

Tout d’abord, sur le Rif, il y a convergence, je crois, des analyses géographiques, par exemple sur le compartimentage et l’habitat, convergence des remarques de J.-L. Miège sur la densité et l’émigration, des observations de M.D. Hart sur la présentation segmentaire qui traduit une organisation politique, mais ces convergences doivent nous conduire plus avant pour trouver en quelque sorte les raisons socio-politiques qui ont porté l’insurrection du Rif.

Par-delà la répétition descriptive des formes segmentaires et des références religieuses, l’avancée doit se faire par la mise en rapport du Rif et du système *makhzen*, par la prise en compte de la désintégration qui laisse subsister les apparences sociales et politiques traditionnelles, qui les renforce même en exaltant les solidarités premières. Les liaisons peuvent même être négatives, en forme de réaction de défense, et le Rif réagit aux effets provocateurs et destructeurs des intrusions espagnoles et françaises, aux effets désagrégateurs de la pénétration impérialiste déjà. Cet arrière-plan de corrosion économique, de rapports coloniaux, de relations de commerce et de main-d’œuvre est masqué par le rejeu ou la reviviscence de liaisons et de conduites anciennes en un redoublement trompeur d’isolement et de fausse stagnation ou conservation. Il ne suffit pas de dire l’immobilisme du Rif, et le fonctionnement d’une organisation anarchique de petites républiques, puisque le pays change de l’intérieur en étant ruiné, puisqu’il est refermé sur de précaires équilibres internes, par la rupture des liaisons anciennes que provoque l’investissement colonial. Mais en réalité, c’est le passage à un autre système de relations, fût-il destructeur.

Première mise en rapport donc, celui du Rif et du régime *makhzen*. Le *makhzen* est un système de commandement, qui laisse au reste paraître des analogies avec le régime turc, comme on le voit à travers le rapport de R. Davico. Ce système de commandement repose sur des relais d’autorité, d’autorité bien souvent militaire et religieuse, ou religieuse seulement. Et précisément, ce n’est pas dans le Rif isolé, mais dans ce jeu de relais, que se situe la famille d’Abd el-Krim, à ce point de jonction entre le Rif et l’ensemble marocain, par la médiation du droit coranique dont elle était porteuse, comme le montre le rapport de K. Brown, par cette fonction de juge qui offre un éventuel appel au-delà du droit coutumier d’une part, et permet d’autre part un contrôle sur une organisation politique que l’on croit

autonome. La famille d'Abd el-Krim se tient dans la mouvance intellectuelle de Fès ; passe là un rapport fondamental dans le champ méditerranéen, entre la campagne et la ville ; le Rif s'ouvre, fût-ce en dissidence, non seulement vers le sultanat marocain, mais par correspondance et référence sur l'immense domaine de l'Islam.

Le Rif se situe ensuite entre le sultanat chérifien et les *presides* espagnols, et cette première pénétration coloniale modifie, depuis le XVI^{e} siècle, la nature des réactions politiques, des réactions religieuses et culturelles certainement, et vraisemblablement, en secret, la nature de ses structures sociales.

Le Rif ensuite se trouve placé non seulement entre le régime makhzénien et les *presides* espagnols, mais également devant les convoitises impérialistes, les convoitises anglo-franco-germaniques, en ces rivalités qu'a retracées le rapport de J.-L. Miège. Mais, à nouveau, la famille Abd el-Krim se tient précisément dans ce nœud de rapports de forces et dans ce champ de relations, si bien que l'on voit cette famille et Abd el-Krim lui-même s'ouvrir en même temps à l'enseignement espagnol, à l'apprentissage des fonctions étrangères, au journalisme, jusqu'à être même pensionné de l'Espagne, comme l'a rappelé M. Sanchez Diaz ; je suis plutôt M. Sanchez Diaz sur ce point qu'en sa référence multi-séculaire à un Rif qui n'aurait pas changé.

Pour comprendre Abd el-Krim, nous a gravement manqué le rapport que devait nous présenter Germain Ayache, sur sa formation et son entourage. Manque aussi, je le dis parce que c'est une perte autrement cruelle, la présence parmi nous de Thami Azemmouri, qui avait entrepris justement l'étude de cette société rifaine et qui voulait aussi apporter sa contribution en traduisant ce texte qui ne constitue pas les véritables « mémoires d'Abd el-Krim », mais qui est le « mémoire » remis au colonel Sagnes en 1927, lors de l'éloignement à La Réunion. La traduction et le travail de Thami Azemmouri apportent notamment un éclairage de cette ligne d'interférences.

Pour élargir ce problème de la situation d'Abd el-Krim, je vais me livrer sommairement à ce parallèle promis entre Abd el-Krim et Abd el-Kader. Le parallèle est facile : même élection de chef, même terme d'« émir », et mise à profit de la déroute coloniale ; même recours aux armes et aux techniques européennes, jusqu'aux déserteurs ; esquisse qui se ressemble d'un Etat qui fait référence aux règles coraniques et à l'appartenance à l'Islam, en rupture des coutumes et des cadres confrériques ; ressemblance encore du gouvernement par l'entourage du conseil et la consultation démocratique ;

même délégation administrative et même organisation et réglementation militaire. Mme Morsy faisait bien remarquer comment Abd el-Krim avait su se saisir de toutes les occasions pour construire en quelque sorte sa propre réplique à l'intrusion coloniale ; même pratique des négociations et habileté diplomatique ; même jeu que l'on pourrait faire sur la frontière indéterminée du traité de la Tafna, sur l'oued Keddara, et de la frontière de l'Ouergha ; d'autre part, même fin, si l'on peut dire par reddition. Ce parallèle a été fait par Robert Montagne ; mais Robert Montagne l'a inscrit dans cette imagerie cyclique d'éternel retour de la prophétie et du chef guerrier, qui place précisément le Maghreb hors de l'histoire, et qui définit la vision coloniale du Maghreb.

Si l'on suit en particulier le rapport d'Abderrahman Youssoufi, si l'on revient d'autre part à ce qu'a été l'entreprise d'Abd el-Kader, on s'aperçoit que les deux tentatives ont été la mise en état de guerre d'un pays et d'une population. Les institutions, l'organisation se rapprochent du reste, parce qu'elles sont cette tentative de réponse collective, par état de guerre à l'invasion étrangère. C'est un système de défense mais ce système change tout, parce que l'ennemi n'est plus le même. L'ennemi n'est plus l'ennemi intérieur voisin, celui qui était compris dans les échelles et les relais d'autorité que donnaient les anciennes formes de souveraineté, qu'elles soient turques ou qu'elles soient makhzéniennes. L'ennemi, c'est l'ennemi colonial, c'est-à-dire — que ce soit Bugeaud, que ce soit Pétain — un ennemi qui veut l'occupation. La différence fondamentale entre les agressions précapitalistes, si je puis dire, et les agressions de la colonisation capitaliste, est que seul le capitalisme a besoin de l'occupation dans sa colonisation. Et c'est précisément ce qui fait la différence de la réponse que donnent aussi bien Abd el-Kader qu'Abd el-Krim, puisqu'ils ne peuvent riposter que par le sursaut collectif à cette menace d'occupation capitaliste.

C'est alors que l'on comprend la réponse que fait Abd el-Krim. Cette organisation interne des résistances, qui ne peut être que regroupement nouveau dans la brisure des cadres confrériques, et même dans la brisure des systèmes de parenté dont on veut faire l'explication exclusive d'un monde maghrébin immobile et clos. Cette brisure est une esquisse nationale, car elle est une nouvelle forme collective de résistance ; c'est alors la guerre elle-même qui est modifiée ; ce n'est plus l'incessante rébellion, la chaîne des soulèvements répétitifs, mixtes de violence économique et de violence religieuse contre des forces voisines et semblables : c'est la guerre populaire

dont l'exemple sera célébré par Ho-Chi-Minh, le contemporain ; aujourd'hui, par Mao Tsé-toung.

Cette promotion, si l'on peut dire, du Rif, sous l'agression coloniale n'est possible que parce que Abd el-Krim, comme Abd el-Kader, répond par une transformation politique de ce qu'était l'organisation sociale antérieure. Mais Abd el-Krim, en cet effort, va plus avant qu'Abd el-Kader ; du reste, leur trajectoire le montre : l'un subsistera dans la soumission à la France et dans une culture passéiste et relativement fermée ; l'autre s'ouvrira, parce que sa formation était déjà renouvelée, à un regard multiforme sur les luttes de libération du Maghreb et du monde, ce qui nous vaut ses déclarations et ses interprétations des années qui ont suivi 1947.

Cette ouverture d'Abd el-Krim lui vient probablement de sa situation au revers des années 1920, ce tournant qu'évoquaient J. Berque et R. Davico, ce moment de secousses et de mutation du monde, du monde arabe déjà ; et la République du Rif se trouve insérée dans cette grande chaîne des transformations révolutionnaires anti-impérialistes.

Par-delà Abd el-Krim et par-delà le Rif, nous atteignons ainsi la périphérie européenne ; c'est-à-dire la périphérie de la colonisation et de l'impérialisme. Je ne joue pas le provocateur en renversant les termes : c'est simplement que je veux marquer par là l'insistance nécessaire sur ce qu'a été le Rif, et maintenant passer brièvement sur les contributions qui ont dégagé les caractères du retour d'offensive européenne, espagnole ou française. Dans la conquête du Maroc, il y a superposition des colonisations et de l'impérialisme. Celui-ci apparaît dans la rivalité des grandes puissances, dans les opérations militaires, à travers également les visées de la colonisation agricole, à travers les investissements bancaires, sur lesquels on a peut-être été trop discrets, car ils sont bien réels et ont un rôle dans la conquête du Maroc. Par contre, la compréhension de l'occupation militaire a été fortement renouvelée dans ce colloque et précisément les divergences entre écoles militaires : celle de Lyautey et celle de Pétain ; on le doit au très riche rapport de D. Rivet.

Cette collusion entre la colonisation et l'impérialisme, cette expansion militaire s'imbriquent dans l'idéologie nationaliste française, dans une idéologie nationaliste de grande ou de moins grande puissance, entre la France et l'Espagne, et l'Italie même. Dans cette imbrication, les deux écoles

militaires sont l'une et l'autre et tout autant coloniales — je dois le dire en faisant quelque peine à Charles-Robert Ageron, comme le socialisme français, à l'exception de l'aile gauche très étroite autour de Zyromski, est colonial quelles que soient les tendances entre lesquelles il se partage. Il existe certes des conceptions différentes de la colonisation, mais demeurent l'esprit de tutelle à défaut de mainmise totale, la volonté de soumission, fût-ce au nom de la diffusion de la civilisation, de la défense des intérêts et de la mission de la France.

Il est très curieux, comme l'a manifesté le rapport de J. Meyer sur l'Espagne, de constater que c'est à la conjonction de cette colonisation militaire et de ce nationalisme métropolitain que grandit le fascisme. Il y aurait un développement à faire, je crois, sur le faciès colonial du fascisme, et ce faciès colonial est précisément illustré — on l'a vu ici directement sur les images d'actualités qui nous ont été projetées — par l'appartion conjointe de Pétain et de Franco par-delà Primo de Rivera et, d'autre part, dans le rapport de R. Davico, par l'action de Badoglio en Libye. Cette action militaire apparaît même comme une préfiguration du déploiement de puissance des Etats-Unis en des années proches ; elle joue de la disproportion des forces et écrase le pays sous les obus et sous l'aviation, elle agit par la décimation des populations. Dans l'écrasement monstrueux des résistances à la colonisation, se prépare le transfert vers les métropoles de cette contre-révolution militaire qui se proclame « rénovation nationale », parce qu'elle est mue par la peur devant la récession de l'impérialisme et la révolution mondiale. Le déséquilibre des forces exprime justement le caractère contre-révolutionnaire de cette guerre, tandis que l'idéologie nationaliste de grande puissance le justifie.

Là, je crois, malheureusement — il ne faut pas jouer les innocents — , que l'opinion française n'est pas innocente, même quand on l'a dite indifférente. Avec l'exposé de Paul Isoart, nous avons vu s'affirmer au Parlement, en dehors de l'opposition communiste, un large consentement colonial, une quasi-unanimité, quelles qu'aient été les critiques sur les méthodes et les dessous des opérations. L'indifférence qu'on a relevée dans l'opinion française n'est qu'une forme d'acceptation, puisqu'il n'y a pas de remise en question ; elle dit, par le désintérêt même, que la colonisation va de soi ; elle exprime ou cache une connivence profonde entre ce que fut l'entreprise coloniale et ce qu'est la structure sociale française et l'idéologie dominante, nationaliste ; la colonie offre des compensations inavouées dans le

grossissement de la plus grande France. C'est justement ce qui fait l'héroïsme de cette trouée momentanée qu'a été la campagne communiste pour le Rif d'Abd el-Krim, contre la guerre, parce que précisément elle s'élevait contre cette pesée dominante en France.

Plus longuement que sur cette périphérie européenne, je voudrais maintenant m'arrêter en cette immense banlieue méditerranéenne, qui est celle des pays voisins du Maghreb, évoqués tout à l'heure, et cette banlieue plus lointaine qui s'étend jusqu'au Machrek, qui naît de la décomposition de l'Empire ottoman dont parle le rapport de R. Davico ; le retentissement de la République et de la guerre du Rif se prolonge dans l'ensemble du monde arabe. Les contributions de Mohamed Anis, de R. Davico, de M. Chérif, les observations et réflexions d'A. Laroui convergent pour montrer qu'il existe deux niveaux, et deux niveaux que je dirais presque de classe, car ils jouent à travers les rapports de domination qui s'établissent entre les villes et les campagnes, deux niveaux qui sont également deux degrés d'intérêt vis-à-vis du soulèvement d'Abd el-Krim.

Alors que le Wafd comme le Destour conservent une certaine distance, une certaine défiance devant le mouvement d'Abd el-Krim, c'est à la base que les réactions et les entraînements se produisent. Le rapport de M. Chérif est ici remarquablement éclairant. Au niveau, disons, élitaire, les partis bourgeois, s'ils ne l'ignorent pas, jugent l'œuvre d'Abd el-Krim du haut de leur savoir-faire citadin ; parce que, politiquement, ils pensent en termes d'opposition parlementaire qui n'accepte l'adhésion populaire que pour se déléguer représentants du peuple, ils se méfient d'un mouvement de masse qui tire sa force de la violence paysanne ; ils aspirent enfin au pouvoir dans un Etat circonscrit en ses frontières politiques égyptiennes ou tunisiennes, tandis que les sentiments populaires vont à l'Islam et à l'arabisme. Le niveau de base est fait d'ébranlements locaux, des contagions de résistance, d'ouvertures précisément à d'autres entreprises de soulèvement qui ne se réduisent pas à la manifestation de quelque spécificité, à l'action de l'ineffable, de l'inorganique ou du spontané, mais se rapportent à la lutte contre la pénétration coloniale. Et là, à nouveau, nous ne touchons pas seulement aux rapports de la ville et de la campagne, pas seulement à ce que j'ai évoqué comme étant les bases anciennes de tribu, à travers les systèmes de parenté

ou les partages segmentaires. Nous touchons à la forme politique nouvelle qui s'élabore, qui est la forme nationale. Cette forme nationale est précisément ce qui inscrit la lutte d'Abd el-Krim dans une histoire plus longue, comme vient de nous le rappeler la contribution de M. Zniber. Cette lutte nationale, même si elle hésite encore en son dessein, situe Abd el-Krim entre Abd el-Kader et la guerre d'Algérie, ou la guerre d'Algérie, la guerre du Vietnam et la lutte palestinienne.

Je n'ai pas l'habitude de reprendre à A. Laroui son langage abstrait, qu'il a heureusement dépouillé aujourd'hui ; je ferai une seule entorse pour dire seulement que le devenir national des pays dominés, ceux qui ont subi ou subissent la colonisation et la domination impérialiste, est fait, en sa première phase, de négativité, parce que la nationalité naît dans cette domination même. Ce travail national s'effectue justement dans la rupture des formations sociales, dans la ruine économique et dans la destruction des rapports politiques antérieurs qui au reste n'avaient rien de purement politique. Mais les liens coutumiers, les croyances et les fidélités locales se distendent, pour l'essentiel ; les formes culturelles et religieuses, les structures mentales collectives demeurent, ou plutôt se transposent en liaisons plus larges aux dimensions de l'Islam et du monde des résonances arabes ; elles servent à la résistance anticoloniale, et le nationalisme s'investit en elles. Quand Abd el-Krim, comme Abd el-Kader déjà, conduit son oeuvre de transformation politique, il le fait sur le mode religieux ; mais, au Rif, alors que les bases sociales cèdent, l'ébranlement est plus profond ; l'éveil politique reste cependant encore immergé sous une idéologie qui n'apparaît pas directement nationale. L'achèvement des ruptures culturelles se trouve, pour partie, retardé, comme en suspens, en attente d'une libération radicale, toujours à reprendre ou aujourd'hui encore à venir, que l'ennemi longtemps interdit.

Et ces moments d'éclatement, comme l'émergence de la République du Rif, secouent en même temps l'univers impérialiste, se joignent à cette chaîne qui, progressivement et par saccades, ruine l'impérialisme. Et c'est ainsi qu'après celle qu'a dégagée A. Laroui, on peut tirer une deuxième leçon du discours d'Abd el-Krim, et ce discours ne peut être interrompu : c'est la leçon de la lutte contre l'impérialisme.

Cinquantenaire de la République du Rif

Colloque international
d'études historiques et sociologiques

Cité universitaire-Maison du Maroc
Paris, 18-20 janvier 1973

COMITÉ DE PATRONAGE

Jacques BERQUE, professeur au Collège de France,
Régis BLACHÈRE, professeur honoraire à la Sorbonne, membre de l'Institut,
Jean DRESCH, professeur à l'Université de Paris VII,
Vincent MONTEIL, professeur à l'Université de Paris VIII,

sous la présidence de
Charles-André JULIEN, professeur honoraire à la Sorbonne, doyen honoraire de la Faculté des lettres de Rabat.

Secrétariat du colloque : Mehdi ALAOUI et ABDERRAHMAN YOUSSOUFI.
Rapport général et publication des Actes : René GALLISSOT.

Rapports de Charles-Robert AGERON, Mohamed Ahmed ANIS, Jacques BERQUE, Régis BLACHÈRE, Kenneth BROWN, Robert CHARVIN, Mohamed CHÉRIF, Rosalba DAVICO, René GALLISSOT, Abdelhak HAROUCHI, David-Montgomery HART, Paul ISOART, Charles-André JULIEN, Abdallah LAROUI, Maria-Rosa de MADARIAGA, Gérard MAURER, Jean MEYER, Jean-Louis MIÈGE, Vincent MONTEIL, Magali MORSY, Daniel RIVET, Roberto SANCHEZ-DIAZ, Abderrahman YOUSSOUFI, Mohamed ZNIBER.

Interventions de André ADAM, AÏT-ALY, Mohamed BEN-HLAL, Brahim BOUTALEB, F. CLÉMENT, Jacques CRÉMADEILLES, Marc FERRO, Jean GAUTIER, Daniel GUÉRIN, Gilbert MEYNIER, Mohamed NAÏMY, André NOUSCHI, Georges OVED, Fernando ROBLÈS-PEREZ, Pierre RONDOT, YOUSSEF ROUISSI, Jean Rous, Xavier YACONO, Abdelkader ZGHAL.
Jeudi 18 janvier 1973, matin, *sous la présidence de* Charles-André Julien, assisté d'Abdallah Laroui, Université de Rabat.

I. LA RÉPUBLIQUE DU RIF ET ABD EL-KRIM

Rapports

Discussion :

N.B. Pour compléter l'approche de la République du Rif, se reporter également au rapport d'Abderrahman Youssoufi sur *Les institutions de la République rifaine,* inséré, pour respecter la discussion, dans la partie suivante.

*

Jeudi 18 janvier 1973, après-midi, *sous la présidence* de Régis Blachère.

II. LA GUERRE DU RIF

Rapports

Discussion :

Rapport

Discussion :

*

Samedi 20 janvier 1973, *sous la présidence* de Brahim Boutaleb, Université de Rabat.

IV. ABD EL-KRIM. LA RÉPUBLIQUE DU RIF. LE NATIONALISME ARABE ET LE MOUVEMENT NATIONAL AU MAGHREB

Rapports

Discussion :

Rapports

Notes

1
L'auteur veut exprimer ses remerciements chaleureux à M. et Mme Jacques Bervialle, qui ont eu la gentillesse de remettre cet article dans un français grammaticalement plus correct, sans perdre les significations du texte.

2
Cf. DAVID M. HART, « Segmentary Systems and the Role of " Five Fifths " in Tribal Morocco », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée, (ROMM),* III, 1, 1967, p. 65-95.

3
Le conseil tribal était appelé collectivement *aitbarbi in.* Dans le Rif, au moins, ce mot, devenu fameux en berbère, n'a rien à voir avec le concept du nombre quarante ; il veut plutôt dire « les gens [c'est-à-dire, les représentants] du peuple ».

4
Cf. David M. HART, « Conciliation Models of a Berber Tribal Structure in the Moroccan Rif : the Segmentary and Alliance Systems of the Aith Waryaghar », *ROMM*, VII, 1, 1970, p. 93-99.

5
Un de ces cas, qui démontre le fractionnement extrême du lignage Imjjat dans le sous-clan montagneux des Aith Tourirth, est déjà commenté dans David M. HART, « Clan, Lineage, Local Community and the Feud in a Rifian Tribe », *in* Louise E. SWEET, éd., *Peoples and Cultures of the Middle East : An Anthropological Reader,* Natural History Press, New York, vol. 2, 1970, p. 3-75.

6
Cf. Magali MORSY, *Moulay Ismaïl et l'armée de métier,* C.H.E.A.A.M.,

mémoire d'entrée, 1970.

7
Cf. A. LAROUI, *L'Histoire du Maghreb,* Maspero, Paris, 1970, p. 318.

8
Estimation rapportée par M. Hassan Boghdadi, ancien secrétaire particulier d'Abd el-Krim.

9
Chakib ARSLAN, *Hadir el Alam al Islami,* t. I, p. 241.

10
La copie de la lettre d'accréditation est en possession de M. Hassan Boghdadi, ancien secrétaire particulier d'Abd el-Krim.

11
Les représentants de l'Etat du Rif ne furent pas admis au congrès, à la demande de l'Espagne. Cf. *Revista de las Tropas coloniales,* junio 1925.

12
Nevill BARBOUR, *MOTOCCO,* Thames and Hudson, London, 1965, p. 160 ; cf. Paul MARTY, *Le Maroc de demain,* Paris, 1925, p. 228.

13
Amin SAÏD, *L'Etat arabe fédéral,* Le Caire, 1938, t. 3, p. 387.

14
Publié par le journal *Al Moqattam,* Le Caire, 30 juillet 1925.

15
Cf. *Afrique française,* 1925, n° 7, p. 23.62.

16
D. WOOLMAN, *Rebels in the Rif,* Standford University Press, 1968, p. 117.

17
Amin SAÏD, *op. cit.*, p. 387.

18
Mémoires d'Abd el-Krim, par R. Mathieu, Paris, 1927, p. 86.

19
N.S. LOUTSKAÏA, « A propos de la structure intérieure de la République du Rif, *Recherches africaines,* n° 4, 1960.

20
Membre de l'ancienne Association des oulémas. Réside actuellement à Alger.

21
Que dirigeait M. Boghdadi.

22
Notamment la bibliothèque de Raissouni, confisquée après sa capture.

23
Amin SAÏD, *op. cit ;* Allai el FASSI, *Les Mouvements d'indépendance du Maghreb arabe*, Le Caire, 1948.

24
N.S. LOUTSKAÏA, *op. cit.*, p. 18.

25
Aumône légale prélevée annuellement sur les troupeaux, les fruits terriens et miniers, les marchandises, les marchandises commerciales.

26
Texte récité de mémoire par M. Baghdadi, qui affirme en avoir rédigé un grand nombre.

27
Rapporté par M. Boghdadi. Les cargaisons de billets furent jetées à la mer. On suppose que les spécimens existant actuellement ont été recueillis sur le littoral.

28
Lisan-ed-Dine, paraissant à Alger en 1922.

29
Lettre en possession de M. Boghdadi.

30
N.S. LOUTSKAÏA, *La République du Rif*, Moscou, 1959.

31
T. GARCIA-FIGUERAS, *Revista de tropas coloniales*, Madrid, junio 1925.

32
Le fond rouge représentait l'insertion du Rif dans la nation marocaine, dont le drapeau était rouge.

33
Ce sont les paroles de cet hymne (Al yaouma hayou lilhouroubi hayou) qui seront chantées plus tard par les jeunes nationalistes de Fès et d'ailleurs au cours des réunions patriotiques.

34
Lettre datée du 21 mars 1926. Archives du Comité central de la Croix-Rouge suédoise, Fack Stockholm 14.

35
Rapports généraux du C.I.C.R. aux XII^{e} et XIII^{e} Conférences internationales de la Croix-Rouge.

36
Edmund BURKE, *Moroccan Political Response to French Penetration. 1900-1912*, thèse Université de Princeton, U.S.A., dactylographiée.

37
Jacques BERQUE, *Le Maghreb entre deux guerres*, Editions du Seuil, Paris, 1962.

38
Lettre remise par le grand vizir au *Haut Commissaire* d'Espagne à Tétouan, qui la retransmet au chef d'état-major le 25 août 1925.

39
Télégramme n° 1009-1012, Lyautey à Diplomatie et à Guerre, 14 août 1921. Archives militaires, Vincennes. (Sauf indication contraire, les documents cités dans ce rapport ont été consultés aux Archives militaires.)

40
Id.

41
Cité par L. Baréty à la Chambre. (*J.O.*, 29 mai 1925.)

42
Note privée pour le commandant de Cuverville, attaché militaire à Madrid. (Rabat, 4 mars 1924, p. 3.)

43
Id., p. 1, 2.

44
Bulletin périodique, 17 janvier 1925, p. 4.

45
Circulaire du « coup de barre », 18 novembre 1920, *Lyautey l'Africain,* t. IV, p. 34.

46
Un des leitmotive de la presse française à la fin du printemps 1925 sera d'accuser le résident d'avoir dédaigné d'écouter l'avis des bureaux de renseignements.

47
Bulletin périodique, 1er février 1921, n° 63.

48
Programme de pacification, Rabat, 25 juillet 1921, *Lyautey l'Africain,* t. IV, p. 145.

49

Note pour le commandant de Cuverville, p. 1.

50
Note pour Poincaré, Paris, 22 janvier 1922.

51
Lyautey à Poincaré, Rabat, 18 février 1924.

52
Publiée, sous forme d’un fascicule, par le Comité de l’Afrique française, en 1926.

53
Op. cit., p. 14.

54
Ibid., p. 38.

55
Bulletin périodique, 21 mars 1925.

56
Télégramme, n° 209, de Lyautey à Painlevé, Rabat, 30 avril 1925.

57
Note sur les affaires indigènes au Maroc, *La Campagne rifaine*, Tanger, 5 août 1927, p. 10, 12.

58
Ministère des Colonies à Guerre, Rapport n° 557 1/1, Paris, 3 août 1925.

59
Note pour le président du Conseil, Rabat, 14 juin 1925.

60
Qui évoque à plusieurs reprises, en particulier à la Chambre, le 30 mai, « la ruée de fanatisme musulman » que représente le mouvement rifain.

61

J.O., 29 mai 1925, compte rendu de la séance du 28 mai, p. 2478.

62
Journalistes étrangers, notables marocains, en particulier Si Ahmed ben Djillali, chef des ulemas de la Qarraouyine, ou personnalités de l'Anti-Atlas, etc.

63
« Ce n'est point tant sa propre cause que défend la France au Maroc que les intérêts supérieurs de la civilisation. » (Sir Robert Horne, chancelier de l'Echiquier, cité en particulier par Pietri, ancien directeur des Finances du Protectorat, à la Chambre, 29 mai 1925.)

64
Note n° 1101 du général Desprès, attaché militaire à l'ambassade de France, à Guerre, Londres, 7 octobre 1925.

65
Mais jamais français… Une seule allusion à l'entrelacement de capitaux français (Letellier, du *Journal)*, anglais (Crampell) et espagnols (Etchevarrieta).

66
Note du lieutenant-colonel Huot sur l'Intelligence Service, annexe au rapport n° 1882 de Lyautey à Guerre, 28 décembre 1921.

67
Rapport n° 1916 d'U. Blanc à Herriot, Rabat, 10 novembre 1924.

68
Bulletin périodique, n^os^ 187 à 201, 29 avril 1925 ; lettre à Painlevé, 23 mai 1925, *Lyautey l'Africain,* t. IV, p. 313.

69
Cf. en particulier la note 639, au sujet du mouvement rifain, 28 janvier 1926.

70
Crescendo d'informations « sensationnelles » sur l'aviation rifaine et sur la

présence d'instructeurs turcs.

71
Interrogatoire d'El Mamoun Ech Chenguitti, lors de sa « soumission » à Amar d'Hamidou, 14 février 1926.

72
Ch. Dumont, rapporteur du budget de la Guerre, *La Lutte contre Abd el-Krim*, annexe au procès-verbal de la séance du Sénat, 10 décembre 1926.

73
Note succincte sur le Rif, 2' Bureau du commandant supérieur des troupes au Maroc, décembre 1925, p. 14.

74
Ibid., p. 15-16.

75
Note au sujet du voyage de M. Scott Mowrer dans le Rif, Région de Fès, Service de renseignements, octobre 1924.

76
Transmis et commenté par Lyautey à Guerre, rapport n° 1181, 8 avril 1925.

77
N° du 14 juillet 1925, p. 1.

78
« Le Maroc en péril », *Le Temps*, 7 août 1925.

79
Ils se réfèrent là aux enquêtes de Mouliéras et Biarnay avant 1914.

80
Rapport du général Lamothe au général Boichut, n° 294/5, Oran, 12 juin 1925.

81
Bulletin périodique, n° 201, C.M.C. de Lyautey au Quai, Rabat, 6 juillet

1925.

82
Bulletin du Comité de l’Afrique française, n° 4 du 14 avril 1926, p. 202.

83
Rapport n° 106 DR 3 de Lyautey à Guerre, Rabat, 13 janvier 1925.

84
Rapport de Lyautey à Herriot, 11 décembre 1924.

85
Lyautey à Briand, Fès, 4 juillet 1925, dans *Lyautey l’Africain*, t. IV, p. 349.

86
Télégramme n° 490-494 à Briand, Rabat, 9 juillet 1925.

87
Rapport n° 106 DR 3, Lyautey à Guerre, Rabat, 13 janvier 1925.

88
Ibid.

89
En particulier, un tract contre le « Juif français » recueilli par le service des renseignements de Fès et enregistré le 15 juillet 1924, que Painlevé et Briand invoquent plusieurs fois pour justifier la « mission civilisatrice » de la France. Ces documents bruts, isolés de leur contexte, ne pouvaient qu’ « épouvanter » la sensibilité laïque et l’humanisme libéral (réel ou affecté) des dirigeants du Cartel.

90
Note n° 5087 B/5, Etat-Major à Guerre, Paris, 25 août 1925.

91
MONTAGNE, *Quelques aspects de la transformation politique du Rif. 1898-1925*, Fès, 29 octobre 1925. Intéressant à comparer avec le chapitre relatif au Rif dans *Révolution au Maroc*, 1953, très en retrait sur l’enquête de 1925 et

affaiblissant ses intuitions premières.

92
Rapport cité, p. 1.

93
Ibid., p. 15.

94
« Sultan moderne, éclairé, prêt à imiter les chrétiens dans toutes leurs innovations afin de mieux les vaincre », *ibid.*, p. 9.

95
Confirmé de façon éclatante par le rapport du colonel Corap, annexe n° 6 au rapport du général Boichut sur les circonstances de la fin d'Abd el-Krim : « Il importe de signaler que, si notre avance s'est faite presque sans pertes, si les soumissions ont été si rapides, c'est qu'Abd el-Krim avait restauré l'ordre dans le pays et l'unité dans le commandement. Par suite, l'obéissance collective, si rare dans ce pays, a été parfaite, au point qu'on n'a presque observé, une fois les soumissions faites, aucune attaque isolée, dans cette région autrefois anarchique et si peu sûre. »

96
Ibid., p. 12.

97
Ibid., p. 15.

98
Cf. J. DUMAINE, « Les Eléments du problème du Rif », *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, février 1926, p. 89-99. La parenté avec la pensée de Montagne est éclatante.

99
Article cité, p. 98 : « L'autonomie des tribus doit être conçue dans le cadre de l'indépendance réciproque des fractions, commandées par leurs imgharen naturels. »

100
Ibid., p. 99.

101
Dumaine suggère un « succès militaire complet en bordure de la région montagneuse », mais répugne à une occupation militaire, « dont le résultat serait sans doute d'exaspérer encore les sentiments de haine des populations ».

102
Rapport n° 2032/2 du 2e Bureau de l'état-major du général Boichut, Rabat, 15 avril 1926.

103
L'expression date de l'époque. Cf. le capitaine Schmidt, rapport cité, p. 7, parlant du colonel Giraud : « Il est de la vieille école du maréchal Lyautey. »

104
Rapport du commandant Larchier, annexe à *Enseignements recueillis au Maroc en 1925-26,* commandant supérieur, p. 16.

105
Observations faites par le maréchal Pétain après sa visite du front nord, 22 juillet 1925, p. 4.

106
Pétain, observation citée, p. 1.

107
Serrigny, rapport cité, p. 3.

108
Ibid., p. 5.

109
Pétain, Annexe au rapport de fin de mission à Painlevé, Taza, 20 octobre 1925, p. 2-3.

110
Note de l’état-major de l’armée, section d’études, juin 1925, p. 18.

111
Serrigny, rapport cité, p. 8.

112
Lyautey, note au commandant de Cuverville, p. 6.

113
Rapport du commandant de Courson, chef de liaison du maréchal Pétain auprès du général Primo de Rivera, Meknès, 30 octobre 1925, p. 2.

114
Ibid., p. 4.

115
Dans *Vœu tendant à la confiscation de terres appartenant aux indigènes qui ont pris les armes contre nous.*

116
Il n’est pas question de retracer ici toute la politique rifaine de Lyautey de 1921 au printemps 1925, mais de préciser seulement certains points qui se situent dans un contexte encore obscur, voire opaque pour nous, dans la mesure où la correspondance du Quai reste inaccessible pour cette période.

117
Télégramme n° 1009-1012, Lyautey à Diplomatie et à Guerre, 14 août 1921.

118
Lettre n° 302 de Lyautey à Poincaré, Rabat, 13 février 1924.

119
Rapport n° 538 de Lyautey au Quai, Fès, 22 mars 1924.

120
Directives générales pour 1922, Rabat, 14 décembre 1921. A propos du front nord : « Nous devons nous y maintenir dans “ l’expectative ” avec des

effectifs réduits au minimum, en pratiquant une politique indigène intense tendant à l'apprivoisement des tribus… »

121
Télégrammes n° 183, 27 décembre ; n° 5, 8 janvier ; n[os] 15 à 20, 18 janvier ; lettre n° 222, 25 février du Quai à Lyautey.

122
Annexe au rapport cité, 22 mars 1924, p. 5.

123
Rapport cité, 22 mars 1924, p. 9.

124
Télégramme n° 260-264, 11 mai 1925 de Lyautey à Guerre.

125
Bulletin périodique, 17 mai 1925.

126
Affirmée au moins à deux reprises, à la veille de la guerre, lors de la tentative de médiation de Shean entre Abd el-Krim et Primo de Rivera. Rapport n ° 1181, 8 avril 1925, à Guerre — et des conversations entre Etchevameta et Abd el-Krim. Télégramme cité, 29 avril 1925.

127
Rapp. de Lyautey à Briand, 13 mai 1925, t. V., ouvr. cité, p. 303.

128
Lettre d'Abd el-Krim remise à Huot le 15 juin 1925 à Tanger, lors de son deuxième entretien exploratoire avec le mouvement rifain : « Antérieurement comme après ces événements [l'occupation de la rive droite de l'Ouergha], les autorités françaises arrêtaient les gens se rendant sur les marchés, leur confisquaient certaines denrées en alléguant qu'elles étaient interdites. » Dans le même sens, annexe n° 3, rapport n° 3, rapport n° 1742 de Lyautey au Quai, Oujda, 29 octobre 1924.

129

Télégrammes cités, 11 mai 1924.

130
Lyautey au contrôleur en chef de la région d'Oudja, Casablanca, 12 juin 1922.

131
Télégramme n° 370-374 de Lyautey à Herriot, Rabat, 17 décembre 1924.

132
Dépêche n° 162 de Lyautey à Herriot, Rabat, 23 janvier 1925.

133
Id.

134
Plusieurs documents de la Direction des Affaires indigènes enregistrent, sans commentaire, le mécontentement d'une fraction croissante du peuple rifain contre la cherté grandissante de la vie et la pénurie alimentaire et observent l'accélération de l'exode des saisonniers rifains en Oranie.

135
Télégramme cité, 14 août 1921.

136
Bulletin périodique, 17 janvier 1925.

137
Rapport n° 2 212/1 de Pétain à Briand, Paris, 13 février 1926. 100. Dans un message daté du 21 juin adressé à Si Ahmed ben Djilali (cf. raport n° 1618, Lyautey au Quai, Rabat, 4 août 1925), Abd el-Krim estime que « le Moulay Youssef » (le Maître Youssef) est manœuvré par El Mokri, « un parvenu », et Doukkali, « mine de tous les vices », et stigmatise longuement « le vil entourage » du sultan.

138
Dont Lyautey attend impatiemment le retour au printemps 1925, « parce qu'il excelle à manœuvrer le sultan » et qu'il est très habile pour déjouer l'action

occulte de « certains conseillers douteux au sein du Makhzen » (Télégramme n° 3457, de Lyautey à Guerre, Rabat, 27 mai 1925).

139
Voir, en particulier, l'article cité de V. Shean : « Il n'est nullement dans notre intention de reconnaître la souveraineté d'un prisonnier, même si on l'appelle sultan. »

140
Annexe n° 1 au rapport n° 1472, de Lyautey au Quai. Notes au sujet du caïd Ali ben Haddou, service de renseignements, Fès, 10 mai et 1er juin 1924. Une restriction : l'attitude équivoque du caïd Haddou qui, une fois l'interprète et son compagnon : un journaliste algérien, partis, renseigne, le 1er juin, le capitaine Chastanet sur l'état d'esprit réel d'Abd el-Krim, très affecté par la perte du pays Beni-Zeroual et déclare que « *si Abd el-Krim avait pu soumettre les Beni-Zeroual, il vous aurait certainement fait la guerre.* Son orgueil en effet ne connaissait pas de limites depuis quelque temps, et il s'en est fallu de peu qu'il ne fasse attaquer vos postes il y a quelques mois ». Et Haddou déclare qu'il incarne, à l'intérieur du mouvement rifain, la tendance partisane de la neutralité envers la France pour « tenir devant les Espagnols ».

141
Télégramme cité, 29 avril 1925.

142
Rapport du 20 juin 1925.

143
Rapport n° 360, 11 décembre 1924.

144
Les effectifs, abstraction faite des « forces supplétives », régressent de plus d'un tiers de 1921 à 1925 : 95 000 hommes en janvier 1921 ; 60 000, au 1er avril 1925.

145
Rapport n° 538, 22 mars 1924.

146
Rapport du 13 mai 1925, t. V, *op. cit.*, p. 305.

147
Invoquée à plusieurs reprises à l'époque, en particulier dans le télégramme du 29 avril 1925.

148
Télégramme du 11 mai 1925.

149
Bulletin périodique, 17 mai 1925.

150
Dans *Bulletin périodique*, 5 juin 1925 à propos de la bataille de Taounat : « J'ose dire que toutes proportions gardées il se joue là […] une partie qui, pour tous ceux qui ont été au front de France, en évoquent les journées les plus dures. »

151
Télégramme chiffré à Guerre, Rabat, 8 juin 1925. « Estime que moyen de pression politique très puissant consiste à incendier récolte sur pied que Rifains prennent de force à tribus soumises. Il est bien entendu que tout emploi de ces engins sur agglomérations et villages sera formellement interdit. »

152
Lettre n° 128, C.M.C. de Lyautey à Painlevé, Fès, 6 juin 1925 : « Nos adversaires procèdent avec une telle sauvagerie, une telle cruauté, mutilant les blessés et les prisonniers, razziant et brûlant, que tous les moyens sont justifiés pour leur tenir tête. On peut dire, sans le moindre paradoxe, qu'il s'agit là d'une question d'humanité. »

153
Dépêche n° 244, 5 février 1925.

154
Rapport cité du 11 juin 1925.

155
Id., p. 8.

156
Id., p. 9.

157
Rapport du capitaine Mast, de l'état-major de l'armée, sur l'état matériel et moral des troupes d'occupation du Maroc, Paris, 12 août 1925.

158
Id., p. 13.

159
Id., p. 23.

160
Note déjà citée.

161
Id., p. 16-18.

162
Commandant Larchiers : « …Le Maréchal Lyautey a cumulé tous les pouvoirs civils et militaires jusqu'en 1925, comme Bonaparte premier Consul gouvernait, administrait, commandait les armées, participait à l'élaboration des lois… »

163
Cf., par exemple, *Le Quotidien*, 19 juillet : « Le fait que l'on envoie au Maroc le maréchal Pétain annonce le rappel du maréchal Lyautey, dont les fautes nous ont mis dans la tragique situation présente. Nous demandons pourquoi l'on diffère. Les plus illustres chefs eux-mêmes ne doivent pas être à l'abri des sanctions. »

164
Notes sur le rôle du maréchal Pétain, 15 juillet 1925, mai 1926, état-major à Guerre, p. 1, 2.

165
La navette entre les états-majors des deux corps d'occupation sera assurée, dans le sens français, par des membres de l'équipe personnelle de Pétain : général Georges, lieutenant-colonel Laure, commandant de Courson.

166
Télégramme n° P.5, Pétain à Guerre, Fès, 26 août 1925.

167
Rapport de fin de mission de Pétain à Painlevé, Taza, 20 octobre 1925, p. 4.

168
Note citée, p. 2.

169
Id., p. 4.

170
Lors d'une entrevue, le 17 septembre, à Tétouan, avec Primo de Rivera, le général Georges propose aux Espagnols de remonter le Kert pour opérer la « soudure » au nord d'Azib de Midar. Primo de Rivera refuse de s'engager formellement. Sanjurjo le confirme le 18 octobre à Pétain, affirmant que les Espagnols sont trop absorbés par les opérations se déroulant entre Ajdir et Melilla.

171
Ajdir et Azib de Midar pour les Espagnols ; Tizi-Ouzli, Nador et le haut Ouergha pour les Français.

172
Note citée sur le rôle de Pétain, p. 5.

173
Rapport, n° 158, de Steeg au président du Conseil, Rabat, 29 janvier 1926, p. 7.

174
Rapport cité, p. 1.

175
Rapport n° 2 212/A de Pétain au président du Conseil, Paris, 13 février 1926.

176
Rapport cité, p. 12.

177
Note citée sur le rôle de Pétain, p. 6.

178
Les Rifains sont les « Saxons » de l'Empire chérifien. On sait que R. Montagne — et il n'était pas le seul — évoquait le haut Moyen Age à propos de la société chleuh.

179
Note citée, p. 7.

180
Cf. l'étrange course de vitesse à qui obtiendra la reddition d'Abd el-Krim entre les militaires (Suffren, Montagne, Corap, Schmidt) et les civils (Parent, Gaud).

181
« Car le principe du Protectorat est plus essentiel que jamais à sauvegarder » (télégramme du 2 juin 1925).

182
Bulletin périodique, n° 154, C.M.C. du 22 juin.

183
Télégramme, n° 345-347, 27 mai 1925.

184
Bulletin périodique, n° 143, C.M.C. du 18 juin 1925.

185
Bulletin périodique du 22 juin, déjà cité.

186

Cf. *Bulletin périodique*, n° 201, C.M.C. du 6 juillet 1925. « Il faut montrer aux Rifains une force chérifienne participant à la défense [de Fès]. »

187
Id., et *Bulletin périodique*, n° 212, C.M.C. du 12 juillet.

188
Recrutement de goums mixtes dans le sud algérien en août 1925 et télégramme n° 19263, gouverneur général Algérie à Guerre.

189
Au sujet duquel une note (non datée) de la section Afrique-Orient-Asie du ministère de la Guerre rappelle qu'il fut « la pierre angulaire de la politique française avec l'ancien Makhzen pendant 15 ans »… « La moitié de la question marocaine », a dit de lui un ancien ministre au Maroc.

190
Schmidt, rapport cité, p. 14-15.

191
Etat-Major armée, 2e Bureau, télégramme n° 5429, 20 septembre 1925.

192
Bombardements de Chechaouen le 5 septembre 1925, d'Ajdir le 6 septembre, « qui produisent un effet terrifiant parmi les indigènes » (*Bulletin périodique* de Pétain, n° 230, septembre 1925, p. 25).

193
« Les insoumis, du fait des bombardements quotidiens, vendent leurs troupeaux à vil prix. » (*Bulletin périodique*, 319 P, de Pétain, 5 octobre 1925.)

194
Bulletin périodique, n° 372 P, de Pétain, 15 octobre 1925. Dans le même sens, rapport du colonel Armengaud. (Annexe à *Enseignement recueilli au Maroc…*, p. 22.)

195

Cf. *Enseignements recueillis…*, p. 21 : « Il n’est pas excessif d’affirmer que, sans eux [les camions], l’armée du Maroc n’eût pas pu en 1925 reprendre l’initiative des opérations, ni au début de 1926 marcher sans arrêt sur Targuist. »

196
Naulin au commandant de régions, Fès, 23 octobre 1925. Directives à appliquer à l’égard de la dissidence.

197
Rapport cité du capitaine Schmidt, p. 20 : « Je voulais surtout convaincre qu’en renversant les méthodes rifaines, nous pouvions bénéficier de l’infiltration *franco-makhzen* pour désagréger très vite le semblant d’Etat rifain. »

198
Cf. l’échec de la politique Beni-Zeroual.

199
Lyautey, par exemple, réclame d’urgence, le 6 juin, les trois régiments marocains encore sur le Rhin, parce qu’ « ils sont habitués à combattre le Rifain ».

200
Schmidt, rapport cité, p. 11, à propos des Branès ralliés : « Ils sont inquiets, ils ont combattu leur saint, leur père, leurs frères, […] ils ont des remords ; […] leur sacrifice à la discipline, à l’affection de leurs chefs a du sublime. »

201
Rapport cité du colonel Armengaud sur l’aviation, p. 17 : « Nous avons donc la conviction, basée sur l’enseignement de 1925 et sur les idées du maréchal Bugeaud, qu’au Maroc une importante aviation constitue un système de couverture et d’occupation infiniment supérieur à celui d’une ligne de postes. »

202
Rapport n° 40 s, du maréchal Franchet d’Esperey sur son inspection des troupes du Maroc (février-mars 1926). Critique l’allègement excessif de

l'appareil militaire par Lyautey et affirme qu'il faut, conformément à un principe déjà énoncé par Bugeaud, prévoir une occupation militaire, en temps de paix, équivalente à celle du temps de la Conquête.

203
Id., p. 9.

204
Note au sujet d'Abd el-Krim du 2e Bureau de l'état-major : « Tant que l'indigène nord-africain sera musulman, il sera toujours dangereux de faire fond sur ses protestations d'attachement et de ralliement. Les plus assimilés en apparence seront, à l'occasion, nos plus barbares ennemis. »

205
Dans rapport du général Boichut sur les circonstances de la fin d'Abd el-Krim (voir annexe n° 5 du commandant Justinard, p. 4, et annexe du lieutenant-colonel Giraud, p. 2).

206
Id. et rapport cité du commandant Larchier, p. 24-30.

207
Le tracé de 1912 avait placé les Beni Zeroual en zone espagnole. Les Français avaient d'abord fait admettre par les Espagnols que des considérations stratégiques leur imposaient de contrôler toutes les tribus qui venaient à l'oued Ouergha, dont les Beni Zeroual. Par la suite, les Espagnols tentèrent de récupérer le contrôle de deux tiers de la tribu, mais les Français refusèrent, et la tribu entière demeura en zone française. Sur ce point et sur d'autres détails concernant des territoires qui ainsi changèrent de main, à l'avantage des Français, cf. David S. WOOLMAN, *Rebels in the Rif.*

208
Nos propos trouvent évidemment une expression plus directe dans les déclarations rifaines. C'est ainsi, par exemple, qu'un émissaire envoyé par les Français à Ajdir rend compte des propos qui lui ont été tenus par Si Mohammed Azerkane, ministre des Affaires étrangères de la République du Rif, le 18 mars 1924 :

En cherchant maintenant à prendre possession des Beni Zéroual les

Français nous causeraient un grand préjudice et en subiraient, par contrecoup, un non moindre. Tu n'ignores pas que nous venons de remporter sur l'Espagne, nation européenne, un très grand succès. Nous sommes sur le point d'occuper toute leur zone. Or, la masse des Riffains ne fait pas de différence entre étrangers. Si les Français vont chez les Beni Zéroual, les tribus nous demanderont, certainement, de nous opposer à leur avance. Nous ne pourrons pas nous y refuser, sous peine d'avoir une révolution chez nous.

Depuis que le Riff existe, nous avons toujours cherché à avoir de bonnes relations avec les Français qui ne nous gênent pas et qui nous sont sympathiques. (…) Par contre, nous avons eu gravement à nous plaindre de leurs procédés à notre égard. Au début de l'année dernière, ils ont fait attaquer, sans provocation, nos représentants chez les Marnissa par le caïd Mebdoh. Plus tard, leur avance au nord de l'Ouergha a déterminé une rébellion chez les Ghomara. C'est pour éviter le retour d'actes de même nature que nous avons cru devoir installer des postes de garde devant leurs organisations militaires.

Nous connaissons la force de la France, et l'estimons à sa valeur. {…} Mais il faut que les autorités françaises sachent bien que, si elles décident de faire en ce moment une progression, soit chez les Beni Zeroual, soit chez les M'tioua, soit sur tout autre point occupé par nous, il est certain que ce sera le baroud (la guerre) entre nous. Nous ne pouvons d'ailleurs agir autrement, et tous les Riffains sont décidés à mourir s'il le faut pour défendre leur cause. (Cf. HuBERT-JACQUES. *L'Aventure riffaine*, p. 77-78.)

209
Instruits par le légionnaire allemand Klemms.

210
David S. WOOLMAN, *Rebels in the Rif*, 1968, p. 152.

211
A. SIEGFRIED, *Tableau des partis en France*, Bernard Grasset, Paris, 1930, p. 134.

212
A. TREINT, « Congrès de bolchevisation », *Cahiers du bolchevisme*, n° 1, 21 novembre 1924, p. 8.

213
« Aux lecteurs du Bulletin communiste », *Cahiers du bolchevisme,* n° 1, p. 1.

214
Cahiers du bolchevisme, numéro spécial, 20 décembre 1924, p. 27, 28.

215
Histoire du Parti communiste français, manuel, Editions sociales, Paris, 1964, p. 175.

216
« Le Bolchevisme et l'œuvre coloniale française », *L'Afrique française,* octobre 1924, p. 529 ; novembre 1924, p. 579 ; décembre 1924, p. 623.

217
L'Afrique française, novembre 1924, p. 578.

218
Ce télégramme a été de nombreuses fois cité et reproduit. Outre *L'Humanité* du 11 septembre 1924 et *L'Afrique française* du même mois, ce télégramme est publié dans les *Cahiers du bolchevisme* du 20 décembre 1924. Il a été lu trois fois à la tribune de la Chambre : le 9 décembre 1924 ; le 4 février 1925, par Morinaud, député de Constantine ; le 23 juin 1925, par le président du Conseil, et donc publié trois fois au *J.O.*

219
Interventions du général Nollet, le 5 février 1925 ; de M. Maginot (ministre de la Guerre dans le gouvernement Poincaré), le 28 mai 1925, *J.O.* du 29 mai, p. 2 472 ; de M. Painlevé, le 28 mai 1925, J.O. du 29 mai, p. 2 479.

220
L'Afrique française, août 1924, p. 454.

221
« Les Deux Dangers », *L'Afrique française,* septembre 1924, p. 478.

222
Elle était tenue par Léon Rollin. Cf. notamment : « Le Plan Primo de

Rivera », juillet 1924, p. 422-425 ; « De 1904 à 1924 », septembre 1924, p. 507-521 ; « Essai sur la genèse de l'abandon », février 1925, p. 91-94.

223
L'Afrique française, décembre 1924, p. 663.

224
« Si l'Espagne abandonnait » et « Les Obligations de l'Espagne au Maroc », *L'Afrique française*, octobre 1924, p. 527-529, 566 ; décembre 1924, p. 660 et s. ; « L'Espagne devant ses obligations », janvier 1925, p. 35 et s.

225
A. SIEGFRIED, *op. cit.*, p. 115, 116.

226
Le parti a publié les trois discours prononces les 27, 28 et 29 mai 1925 à la Chambre des députés par J. Doriot, A. Berthon et M. Cachin, *Contre la guerre au Maroc*, Librairie de « L'Humanité », Paris, 1925.

227
J.O., Débats, Chambre des députés, 5 février 1925, p. 561.

228
Contre la guerre au Maroc, op. cit., p. 21.

229
Ibid., p. 45.

230
J.O., Débats, Chambre des députés, 6 février 1925, p. 580.

231
J.O., Débats, Chambre des députés, 24 juin 1925, p. 2778.

232
J.O., Chambre des députés, Débats, 10 juillet 1925, p. 3301 et s.

233
Léon BARÉTY, *Le Problème du Rif*, discours prononcé le 28 mai 1925

devant la Chambre des députés, imprimerie des J.O., Paris, 1925.

234
J.O., Débats, Chambre des députés, 29 mai 1925, p. 2472.

235
L. BARÉTY, *op. cit.,* p. 2.

236
L. BARÉTY, *op. cit.,* p. 10, 5.

237
L'un des plus grands journaux du Sud-Est, *L'Eclaireur de Nice,* publie, pour la première fois, le 5 mai 1925 des nouvelles du Rif. Le 21 mai seulement, un article précise : « L'agression rifaine fut déclenchée le 13 avril. »

238
L'Afrique française, supplément n° 6, juin 1925, p. 191-192.

239
A. SOULIER, *L'Instabilité ministérielle sous la III^e^ République,* Sirey, 1939, p. 406.

240
Deuxième ministère Painlevé (17 avril 1925-27 octobre 1925) : Painlevé est ministre de la Guerre ; Briand, ministre des Affaires étrangères. — Troisième ministère Painlevé (29 octobre 1925-22 novembre 1925) : Briand reste aux Affaires étrangères. — Huitième ministère Briand (28 novembre 1925-6 mars 1926) : Briand conserve les Affaires étrangères, Painlevé est ministre de la Guerre. — Neuvième ministère Briand (9 mars 1926-15 juin 1926).

241
A. SOULIER, *op. cit.,* p. 454-455.

242
Ibid.

243

L’expression est utilisée par *L’Afrique française* pour qualifier les Européens qui gravitent autour d’Abd el-Krim.

244
Déclaration de Painlevé devant le Sénat, le 2 juillet 1925 : « Aucun acte de provocation, aucun acte contraire aux traités signés n’a été commis. Dans ces conditions, c’est une véritable agression que la France a subie en 1925. »

245
Elections municipales.

246
L’Eclaireur de Nice, 15 juin 1925.

247
L’Afrique française ironise sur la position gouvernementale, « battue en face par les Abd el-Krim du parti communiste, {…} abandonnée par de nombreux Tsouls socialistes et même de quelques Branès radicaux-socialistes ». (*A.F.*, juillet 1925, p. 365.

248
Cf. *J.O.*, Débats, Chambre des députés, 10 juillet 1925, p. 3314 et s.

249
L’explication n’est pas très marxiste.

250
Rapprocher de Péguy : « C’est le soldat français et le canon de 75, c’est la force temporelle qui ont jalonné, qui ont mesuré, qui mesurent à chaque instant la quantité de terre où on parle français, {…} c’est en définitive ou plutôt c’est à l’origine le soldat qui fait qu’on parle ou qu’on ne parle pas français ici ou là. »

251
Le 23 décembre, le sous-secrétaire d’Etat à la Guerre donne de nouveaux chiffres. Tués : officiers, 140 ; hommes de troupe, 2 500, dont 780 Français. Blessés : officiers, 259 ; hommes de troupe, 7 300, dont 1 800 Français. Disparus : officiers, 20 ; hommes de troupe, 1 200, dont 225 Français. (Pertes

pour la période allant d’avril à novembre.)

252
Sirey, 1928, II, 84.

253
Avec la collaboration de Jeannine Hermann et de Gérard Marcou.

254
Cf. *On croit se battre pour la patrie…*, Petite Bibliothèque de l’ouvrier, du paysan et du soldat, édition de la région parisienne du P.C., 1926, p. 8.

255
Cf. *Cahiers du bolchevisme*, n° 22, 1er juillet 1925, p. 1379-1395.

256
J. Doriot, 4 février 1925.

257
J. Doriot, 27 mai 1925.

258
F. POUSSEL, *La Vie ouvrière*, 26 juin 1925.

259
Cf. *Cahiers du bolchevisme*, n° 22, 1925, p. 1419, 1420.

260
Cf. « La Guerre au Maroc », *Dossier de l’agitateur*, n° 17 (S.F.I.C.), s. d., p. 9 et s.

261
Ibid.

262
A. HAMAMOU, « Les Dessous des guerres d’Algérie », *Cahiers du bolchevisme*, n° 27, 1925, p. 1775.

263

Ce groupe, constitué par la Banque de Paris et des Pays-Bas et de la C.G. du Maroc, aurait investi 246 millions de francs-or en 1925, soit plus de la moitié de tous les investissements réalisés à l'époque au Maroc. (Cf. N. LOUTSKAÏA, « La Lutte des communistes français contre la guerre du Maroc », *Etudes et Documents historiques*, 1951, n° 3, p. 9 et s.)

264
Cahiers du bolchevisme, n° 27, 1925, p. 1776.

265
On croit se battre pour la patrie…, op. cit.,. p. 5.

266
P. SEMARD, *La Guerre du Rif*, Librairie de « L'Humanité », 1926, p. 39.

267
N. LE GUENNEC, « Le P.C.F. et la guerre du Rif », *Le Mouvement social*, n ° 78, janvier-mars 1972, p. 39.

268
Cf. P. CÉLOR, « Les Ouvriers coloniaux en France, *Cahiers du bolchevisme*, n° 35, 1926, p. 183 et s.

269
Cf. texte du télégramme dans le rapport de M. le Professeur Isoart, *supra*, p. 175.

270
La C.G.T.U. dénonce plus particulièrement les prétentions « civilisatrices » de l'expansion coloniale et la « mission de la France » contre les « Barbares », « à coups de bombes asphyxiantes […] sur les villages de l'Atlas ».

271
Cf. M.-T. GOURDEAUX, *Debout les femmes ! A bas la guerre !*, Librairie de « L'Humanité », 1925, 22 pages.

272

Cités dans P. SEMARD, *La Guerre du Rif, op. cit.*, p. 88.

273
Cf. *L'Humanité*, 27 juin 1925.

274
On croit se battre pour la patrie…, op. cit., p. 7-8.

275
V. Barel, actuellement député des Alpes-Maritimes, tout en réclamant le droit de grève pour les instituteurs, déclare devant ses élèves : « Cette guerre est injuste, ce sont les financiers et les industriels qui l'ont voulue pour devenir plus riches. » (*La Vie ouvrière,* 18 septembre 1925.)

276
J. Duclos, dans ses *Mémoires* (t. 1, p. 241), écrit à ce propos : « …Doriot, aux prises avec les flics, lança un coup de pied dans le bas-ventre de l'un d'eux, qui s'écroula. Arrêté, Doriot fut gardé dans les locaux de la police pendant plusieurs jours, et entre-temps le flic qu'il avait frappé était mort ; que se passa-t-il alors ? […] Pour ma part, c'est de là que je fais partir les changements qui intervinrent dans son comportement. Au fur et à mesure que le temps passait, et que, sans doute, les exigences de ces Messieurs de la police se faisaient plus pressantes, il apparaissait comme ayant un fil à la patte. »

277
Curieusement, M. Jacques Fauvet, dans son *Histoire du P.C.F.* (t. 1, p. 64), croit pouvoir écrire, pour caractériser l'action du parti pour le Rif : « Bataille de discours violents et de longs manifestes plus que d'actions pratiques et de manifestations massives. »

278
Résolution du comité exécutif élargi, février-mars 1926.

279
Cf. « La guerre au Maroc », *Dossier de l'agitateur,* n° 17, p. 43.

280

Cité dans P. SEMARD, *La Guerre du Rif, op. cit.*, p. 51.

281
P. SEMARD, *La Guerre du Rif, op. cit.*, p. 87.

282
Cf. N. LE GUENNEC, *Le P.C.F. et la guerre du Rif, op. cit.*, p. 55 et s.

283
L'Humanité, 13 juin 1925.

284
L'Humanité, 13 juin 1925.

285
L'Humanité, 20 août 1924.

286
L'Avant-Garde, 1er octobre 1924.

287
L'Humanité, 27 mai 1925.

288
L'Humanité, 27 mai 1925.

289
L'Humanité, 13 juillet 1925.

290
Cf. *Cahiers du bolchevisme*, 1er juillet 1925.

291
Supra. p. 209-215. (N.d.l.R.)

292
Pour faire bref, nous renonçons à rappeler les affrontements du Congrès de Tours sur la question coloniale, mais il faut citer la motion soutenue par le

Comité de résistance socialiste qui préfigure ce que sera l'action de la S.F.I.O. pendant la guerre du Rif :

Le Parti ne cessera pas d'agir, comme il l'a toujours fait, en faveur des populations indigènes que le système capitaliste livre à la conquête, à l'exploitation et à l'asservissement. Mais il se refuse à confondre le mouvement de révolte des peuples opprimés avec le travail de libération prolétarienne ; il ne peut accepter une propagande qui tendrait à fausser la lutte des classes et à déchaîner une guerre de races également contraire à ses principes de fraternité et à sa volonté de paix.

293
Cette étude ayant été rapidement improvisée à la demande de mon maître Charles-André Julien, je n'ai pu consulter ou retrouver tous les journaux socialistes qu'il eût été indispensable de lire. J'indique néanmoins aux chercheurs intéressés *Le Combat social, L'Eclaireur du Pas-de-Calais, La Dépêche socialiste* (Mâcon), *Le Droit du peuple* (Grenoble), *Germinal* (Belfort), *le Cri normand* (Caen), *Le Socialiste ardennais, La Tribune du Centre. La Montagne* (Clermont-Ferrand), *Le Travailleur des Alpes,* ***L'Eveil breton, Le Languedoc socialiste,*** etc. ; au Maghreb paraissaient *Demain* (Alger), *Le Cri marocain* (dont le directeur fut arrêté le 29 avril 1926) et *Tunis socialiste.*

294
L'Etincelle, devenue *L'Etincelle socialiste* le 5 décembre 1925, définissait ainsi sa position, le 17 octobre 1925 : « Lorsque nous faisons ici une politique de classe, on nous accuse complaisamment et insidieusement de faire le jeu du bolchevisme. En réalité, nous faisons le jeu du communisme, parce que tout ce qui est essentiellement marxiste et communiste est nôtre. » (Maurice Maurin.) Zyromski, qui s'y exprimait parfois, écrivait par exemple que « le Cartel c'est la gangrène, car la politique du Cartel aboutit à une paralysie de la politique socialiste ».

295
Ce sont au contraire ces combats qui convainquirent le Komintern qu'Abd el-Krim n'était pas, comme on le croyait jusque-là à Moscou, « un agent de la politique française ». Bien que Doriot ait écrit dans *L'Humanité*, dès le 15 mai 1924 : « Nous devons être avec Abd el-Krim, qui lutte avec énergie

contre les impérialistes pour la défense de son peuple », les communistes français ne soulevèrent pas la question rifaine (ni toute autre question coloniale) au cours de la campagne électorale. Le comité exécutif du Komintern ne se prononça sans doute qu'après le V^e Congrès de l'Internationale, puisque l'effet de ses directives n'apparaît guère qu'en septembre.

296
Publié par *L'Humanité* en première page le 11 septembre 1924. Le virage fut pris simultanément dans un article de *La Correspondance internationale* du 17 septembre 1924.

297
Faut-il rappeler les propos de Gustave Hervé dans *La Guerre sociale* : « Braves Beni-Snassen, cognez ferme sur les bandits qui vous envahissent. […] Allez-y ! ne les ménagez pas ! Allah est avec vous, et nous aussi. » (6 décembre 1907.) En 1925, le même Gustave Hervé écrivait, le 10 juin, dans *La Victoire* qu' « il demandait au gouvernement d'empêcher les frères communistes de tirer dans le dos de Lyautey et de son armée ».

298
Paul Faure s'inquiétait, dans *Le Peuple* du 27 mai, de « cette vaste opération qu'on a dû sans doute prévoir et préparer de longue main » et dénonçait l'absence de tout contrôle parlementaire sur les actes du gouvernement et ceux de Lyautey. Dans *Le Quotidien,* Lyautey était vivement attaqué en tant que « responsable de la guerre et de la mauvaise conduite de la guerre ».

299
Renaudel tint à répéter dans *Le Populaire* du 3 juin : « Nous sommes au Maroc en vertu d'actes internationaux qu'il y aurait péril à laisser rompre pour le maintien de la paix lui-même. […] Mais si nous ne demandons pas l'évacuation du Maroc, nous ne voulons pas que les événements militaires nous entraînent à une recrudescence de charges et de périls. […] Nous ne nous associerons pas à la tactique communiste d'exaspération des nationalismes coloniaux. Nous ne pousserons pas à des révoltes armées des indigènes, qui ont pour conséquence inévitable des incidents de guerre dans lesquels les soldats, nos frères, trouvent la mort. […] En revanche, nous

voulons user de tout le poids de notre force politique comme parti et comme parlementaires pour obtenir du gouvernement qu'il fasse tout pour arrêter l'effusion de sang en se prêtant à des conversations d'où doivent sortir des accords loyaux et durables. » L'organe de la C.G.T. écrivait plus nettement le même jour que « le chef rifain avait été soudoyé par Moscou ».

300
Il sera effectivement créé un « Comité d'action socialiste et révolutionnaire », mais seulement à la veille du congrès de mai 1926.

301
Le Peuple, 27 mai 1925.

302
Le Peuple, 18 juin 1925. Léon Jouhaux avait, en 1911, écrit de très vifs articles « contre l'aventure marocaine » dans *La Voix du peuple.*

303
« La Chambre, flétrissant avec indignation les excitations qui mettent en péril la vie de nos soldats en même temps que l'œuvre civilisatrice et la volonté de paix de la France, prenant acte de sa résolution de conduire les négociations avec l'Espagne vers une solution qui concilie le respect des traités internationaux avec le libre développement des populations rifaines et assure ainsi leur voisinage pacifique avec la zone française, […] fait confiance au gouvernement… »

304
Le Peuple, 25 juin 1925.

305
Le Peuple, 29 juin 1925.

306
Sur 42 présents, il y eut 9 voix pour le vote des crédits, 9 voix contre et 24 pour l'abstention.

307
Le Populaire, 17 juillet 1925.

308
Le Peuple, 28 juillet 1925. En émettant un vote hostile à la politique financière, expliquait Paul Faure, les députés socialistes condamnaient l'ensemble de la politique du gouvernement, y compris sa politique marocaine.

309
La S.F.I.O. rejoignait ainsi les positions préconisées par le I^er Congrès de l'Internationale socialiste et ouvrière tenu à Hambourg, et notamment la résolution du 23 mai 1923 affirmant que « la classe ouvrière devait revendiquer pour les peuples des colonies le droit à se gouverner eux-mêmes ou bien, là où les conditions ne le permettent pas, préparer méthodiquement une évolution rapide vers un régime d'autonomie ».

310
Le Populaire, 31 août 1925.

311
Résolution de la C.A. de la C.G.T. publiée dans la *Vie Ouvrière* du 25 septembre 1925.

312
Le pourcentage moyen de grévistes de 20 à 25 % est celui établi pour dix des principales usines : Panhard, Thomson, Hispano, Delage, Gnome, Citroën, Renault, Blériot, Salmson, Hanriot.

313
Ce manifeste, signé par onze députés communistes, condamnait les mots d'ordre de fraternisation et d'évacuation : « surenchères sans objet réel » et ironisait : « Pourquoi ne pas parler de l'évacuation de Nice, de la Savoie et de la Corse ? » (Publié par *Le Populaire*, 8 février 1926.)

314
Au congrès radical de Nice, le 17 octobre, Malvy avait fait adopter un vœu « pour la cessation aussi rapide que possible des hostilités » et l'octroi aux populations rifaines et djebala de « la plus large autonomie politique, administrative et commerciale dans le cadre des traités internationaux ».

315
Le Quotidien, qui avait publié dès le 23 juillet 1925 une esquisse des conditions de paix tracée par Abd el-Krim (écrite par Gordon Canning), signala à plusieurs reprises les voyages et initiatives de l'émissaire britannique.

316
La motion Maurin dénonçait « la mollesse de l'action générale du parti contre le militarisme, contre la guerre au Maroc et en Syrie », adressait « un salut profondément ému aux jeunes hommes du prolétariat dont les vies sont sacrifiées dans les aventures sanglantes coloniales du Maroc et de la Syrie ». (D'après *Le Populaire*, 27 mai 1926.)

317
La participation au gouvernement rejetée au Congrès de 1925 par 2 210 mandats contre 559, ne fut repoussée au Congrès de 1926 que par 1 766 mandats contre 1331.

318
A ceux qui reprochaient au parti d' « être resté dans une quasi-inaction impardonnable » (*L'Etincelle socialiste*, 5 décembre 1925), Jean Longuet répondait que « les communistes ont montré certainement plus d'activité que nous. […] Mais, si nous suivions leurs mots d'ordre, ce serait un recul de la civilisation moderne ».

319
« Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, il serait paradoxal de chercher à le limiter et d'exclure de son champ de rayonnement les peuples coloniaux à une époque où la guerre mondiale de 1914-1918 a eu pour conséquence d'ébranler et de détruire les vieilles autocraties asservissant les hommes, les peuples et les nations. » (J. Zyromski, « Socialisme et Politique coloniale », *La Nouvelle Revue socialiste*, n° 6, p. 180-183).

320
Cette proposition était aussi celle que définit le représentant du parti socialiste néerlandais, Vliegen, à la réunion du comité exécutif de l'Internationale ouvrière et socialiste, Zurich, 10 et 11 avril 1926.

321
Bulletin communiste, 22 avril 1922.

322
Cf. la brochure d'André MARTY, *La guerre du Rif forgera le parti.*

323
On sait que, redoutant une insurrection générale, les grands féodaux du Sud accueillirent secrètement les émissaires d'Abd el-Krim. Dans la région de Marrakech, les ouvriers des colons ne se cachaient pas pour leur dire : « Cette année, c'est nous qui mangerons ton grain. »

324
L'Echo annamite du 27 mai 1925 n'ironisait-il point : « M. Painlevé a jugé que la route de Fez était barrée à l'envahisseur. […] Les Marocains envahisseurs du Maroc ! Quand donc les Annamites envahiront-ils l'Annam, et les Français la France ! »

325
Le général Catroux a raconté dans son livre *Lyautey le Marocain* que l'état-major ne lui pardonnait pas d'être allé jusqu'à suggérer dans son télégramme du 5 juillet la reconnaissance de l'Etat rifain indépendant. Révoquant cette proposition quatre jours plus tard, Lyautey était accusé d'avoir perdu son esprit de décision et toute fermeté de pensée.

326
Selon les communistes, Léon Baréty, président du *Groupe parlementaire du Maroc* à la Chambre et importante personnalité du parti colonial, aurait dit « dans une conférence à la Société des études algériennes », le 11 décembre 1924 : « Au moment où l'Angleterre semble très préoccupée de ce qui se passe en Egypte, l'heure semble propice pour régler ces questions marocaines dans des conditions favorables. Avant de nous installer au Maroc espagnol, il faut une préparation diplomatique qui consiste à démontrer à l'Espagne qu'elle ne peut plus remplir les charges qui lui incombent par l'effet de la convention de 1912… » Or, à se reporter au texte de cette conférence, publié par le *Bulletin de la Réunion des études algériennes*, Baréty avait dit, en réponse à une question (« Pensez-vous qu'on ait envisagé l'éventualité de nous installer dans une partie du Maroc espagnol ?) : « Avant de songer à

nous installer dans une partie du Maroc espagnol, il faudrait une préparation diplomatique pour démontrer que l'Espagne ne peut plus exécuter la convention de 1912 … » Et il concluait : « Il ne faut pas considérer Abd el-Krim come un ennemi, mais comme un voisin à surveiller. » Le texte, tel qu'il est rapporté par Semard dans son livre *La Guerre du Rif*, est donc un faux : mais quelle put être l'influence sur Abd el-Krim de cette propagande, à supposer qu'il l'ait connue ?

327
Georges Oved, conseiller économique et financier auprès du gouvernement marocain de 1956 à 1961, prépare une thèse d'Etat sur « La Gauche française et le nationalisme marocain ».

328
Cité par *Critica Storica*, anno V, 30 novembre 1966, p. 742.

329
H. CARRÈRE d'ENCAUSSE, S. SCHRAM, *Le Marxisme et l'Asie. 1853-1964*, Paris, 1965, p. 157. Cité par *Critica Storica*, anno V, 30 novembre 1966, p. 742.

330
Op. cit., p. 157.

331
V.I. LÉNINE, *Le Mouvement de libération des peuples d'Orient*, Editions en langues étrangères, Moscou, p. 40.

332
Op. cit., p. 41.

333
Op. cit., p. 40-41.

334
Dans ce Congrès, Rosa Luxembourg et Longuet présentèrent une motion qui fut adoptée à l'unanimité. Cette résolution disait : « Le Congrès socialiste international, au vu des tragiques événements qui ont eu lieu en Espagne

l'année dernière, particulièrement en Catalogne, assure les camarades du Parti socialiste espagnol, les militants de Catalogne et tous les ouvriers organisés de l'Espagne qui ont essayé de s'opposer à l'aventure coloniale du Maroc, de toute leur sympathie et de toute l'action collective du prolétariat. » Par la suite, on protesta contre la répression et contre l'assassinat de Ferrer et l'on se félicita de l'élection d'Iglesias en tant que *premier député de la classe ouvrière en Espagne.* (Voir AMARO DEL ROSAL, *Los Congresos Obreros Internacionales en el siglo XX,* Editorial Grijalvo, Méjico, 1963, p. 52-53.)

335
Voir *La Deuxième Internationale et l'Orient,* sous la direction de Georges HAUPT et Madeleine REBERIOUX, Editions Cujas, 1967.

Au congrès de l'Internationale qui devait se tenir à Vienne la dernière semaine d'août 1914, le sujet de l'impérialisme figurait à l'ordre du jour à la demande de la social-démocratie allemande, mais le Bureau socialiste international décida, au cours de la réunion qui eut lieu à Londres les 13 et 14 décembre 1913, que la question coloniale ne figurerait pas à l'ordre du jour.

336
Ce mot d'ordre fut prononcé par Sagasta, chef de file du parti libéral à la fin du XIXe siècle. Sagasta fut Premier Ministre en 1897 au moment de la guerre de Cuba.

337
Cité par Juan José MORATO, *Pablo Iglesias, Educador de Muchedembres,* Ed. Ariel, Barcelona, 1968, p. 130.

338
Op. cit., p. 130-131.

339
Op. cit.. p. 131.

340
Op. cit., p. 131.

341
Op. cit., p. 131.

342
S.G. PAYNE, *Los Militares y la Politica en la España Contemporánea,* Ruedo Ibérico, Paris, 1968, p. 8.

343
Op. cit., p. 29.

344
Op. cit., p. 44.

345
Op. cit., p. 91.

346
Joan Connelly ULLMAN, *The Tragic Week, A Study of Anticlericalism in Spain, 1875-1912,* Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts, 1968, p. 132.

347
Op. cit., p. 147-148.

348
Op. cit., p. 133.

349
Op. cit., p. 134.

350
Op. cit., p. 135.

351
Op. cit., p. 136.

352
Cité par Gabriel MAURA GAMAZO, *La Questión de Marruecos desde el Punto de Vista Español,* Madrid, 1905, p. 117-118.

353
Voir Juan José MORATO, *op. cit.,* p. 142. Lors du déclenchement de la

guerre européenne, la position d'Iglesias et de tout le comité du parti ou d'une grande partie du comité du parti était la suivante : « Le capitalisme de tous les pays en lutte est le responsable de la guerre. Il faut examiner la réalité avec la pensée dirigée toujours vers les aspirations du prolétariat. Un des adversaires est le représentant achevé de l'impérialisme le plus odieux ; l'autre, tout en luttant pour l'intérêt capitaliste, est plus influencé par un esprit démocratique. Si l'impérialisme austro-hongrois est le vainqueur, il y aura un recul ou un arrêt du socialisme ; si les pays alliés obtiennent la victoire notre cause accomplira de grands progrès, même en Allemagne et en Autriche. » Pablo Iglesias devait déclarer encore à ce sujet : « Nous avons manifesté notre désir de ce que l'Espagne garde sa neutralité ; mais nous avons aussi manifesté nos sympathies et nos souhaits de victoire à ceux dont le triomphe nous semble bénéfique pour les peuples… » (*Op. cit.*, p. 153.)

354

Voir Melquiades ALVAREZ, *Discours prononcé le 1er mai 1915 à Grenade*, p. 9.

355

Grâce à l'alliance avec les républicains, les socialistes réussirent à avoir des représentants au Parlement. Pablo Iglesias fut élu député par la ville de Madrid en mai 1910. Iglesias intervint quelquefois au Parlement contre la politique du gouvernement au Maroc.

356

Sur la situation misérable des tribus, nous avons beaucoup de témoignages, ainsi que sur la distribution « charitable » de sacs d'orge de la part des autorités militaires espagnoles. Ainsi Prieto, dans son discours au Parlement le 21 novembre 1922 : « On avança à travers le territoire des Beni Saïd en présentant cette action devant l'opinion publique comme une conquête par les armes et le fruit de la conception d'un génie guerrier, alors que l'on avançait seulement retranchés derrière la famine de ces indigènes qui, ayant perdu leurs récoltes et n'ayant rien à manger, nous permettaient d'avancer, tolérant l'établissement de nos positions ; ils étaient les guides de nos colonnes moyennant de l'argent qu'on donnait à leurs chefs, les plus modestes se contentant de quelques sacs d'orge, de quoi se faire des galettes pour ne pas périr de faim. » (Voir aussi Général Damaso BERENGUER, *Campañas en el*

Riff y Yebala, 1921-1922, Madrid, 1923, p. 19.)

357
El Socialista, 30 avril 1921.

358
El Socialista, mardi 26 avril 1921.

359
El Socialista, vendredi 29 avril 1921.

360
El Socialista, lundi 16 mai 1921.

361
El Socialista, samedi 11 mai 1921, article intitulé « Le Maroc, tombeau de l'Espagne ».

362
El Socialista, samedi 23 juillet 1921, lundi 25 juillet 1921, mardi 26 juillet 1921.

363
El Socialista, lundi 2 juillet 1922.

364
El Socialista samedi 11 juin 1921.

365
El Socialista, lundi 2 juillet 1922.

366
« El paqueo », c'est le fait de mitrailler des soldats isolés. Les Rifains causaient beaucoup de victimes parmi les soldats espagnols en utilisant cette méthode.

367
Pablo IGLESIAS, « Contre la guerre du Maroc », *El Socialista,* samedi 4 août 1923.

368
Manuel CORDERO, « Le Maroc, tombeau de l'Espagne », *El Socialista*, samedi 11 juin 1921.

369
Pablo IGLESIAS, *op. cit.*, *El Socialista*, samedi 4 août 1923.

370
Cité par Simon LÉVY, *La Guerre du Rift sous le règne d'Alphonse XIII*, thèse de doctorat inédite, Institut d'études hispaniques de Paris, mai 1958, p. 80.

371
El Socialista, 28 août 1923. Il rapporte les mots prononcés par les différents participants dans un meeting qui eut lieu la veille à la « Casa del pueblo » de Madrid. Ici, il s'agit cette fois des mots prononcés par Francisco Ruano, parlant au nom de la Jeunesse socialiste.

372
El Socialista, 27 août 1923.

373
El Socialista, mercredi 29 août 1923.

374
El Socialista, mardi 28 août 1923.

375
El Socialista, 24 août 1923, reproduit des extraits des déclarations **de** Indalecio PRIETO au journal *El Pueblo Vasco.*

376
Ibid.

377
Discours de Prieto au Congrès des députés (Cortes), 21-22 novembre 1922.

378

La *ley de jurisdicciones* était une loi adoptée le 20 mars 1906, accordant aux tribunaux militaires le droit de juger tous les « délits contre la patrie et l'armée ». A partir de cette loi, les militaires pouvaient intervenir de plus en plus dans les affaires civiles.

379
Indalecio PRIETO, discours au Congrès des députés, 21 novembre 1922.

380
PRIETO, *ibid.*

381
PRIETO, *ibid.*

382
PRIETO. *ibid.*

383
El Socialista, jeudi 5 juillet 1923.

384
Andrés SABORIT, *Julian Besteiro,* Ed. Losada, Buenos Aires, 1967, p. 59.

385
Andrés SABORIT, *op. cit.,* p. 77.

386
Andrés SABORIT, *op. cit.,* p. 79-80. La délégation britannique était représentée par le colonel Wedgwood, du Parti travailliste, la délégation française par Léon Blum, Paul Faure, Jean Longuet, Renaudel, Zyromski et Granvalet, du P.S.U. : la délégation espagnole par Besteiro, De Los Rios et Saborit, du P.S.O.E.

387
Par ce fameux régime de mandat, la Grande-Bretagne et la France se sont partagé les anciennes possessions de l'Empire turc au Moyen Orient, et de l'Allemagne en Afrique.

388
Le Riff Committee avait été créé à Londres le 4 juillet 1925. Ses buts étaient, d'après ses statuts : « Assurer une compréhension bienveillante vis-à-vis de la lutte des Riffains en tant que belligérants, ainsi que l'entrée libre d'une assistance médicale et chirurgicale dans le Riff afin d'adoucir les souffrances des combattants et des femmes et des enfants victimes des bombardements. » Juan de ESPAÑA, *La actuación de España en Marruecos*, Madrid, 1926, p. 295. M. Gordon Canning, qui se présentait comme le représentant d'Abd el-Krim à l'étranger, exposa à plusieurs reprises des propositions pour arriver à un règlement avec l'Espagne et avec la France, en demandant notamment que « l'Etat du Riff [soit] reconnu et garanti par la Société des Nations » (Juan de ESPAÑA, *ibid.*, p. 306-307.

389
Julian BESTEIRO, discours prononcés au Parlement au cours des séances des 3, 4 et 10 novembre 1921.

390
Julian BESTEIRO, *ibid.*

391
Julian BESTEIRO, *ibid.*

392
Julian BESTEIRO, *ibid.*

393
Manifeste de la commission exêcutive du Parti socialiste diffusé **le** 20 mars 1919.

394
On sait que le roi Alphonse XIII encourageait le secteur de l'armée partisan de l'action militaire au Maroc. Le général Silvestre jouissait d'une estime particulière près du roi. On disait que le général Silvestre avait promis au roi qu'il serait à Ajdir le 25 juillet, date de la Saint-Jacques, patron de l'Espagne et symbole de la lutte séculaire contre les Maures. Le roi aurait envoyé à Silvestre un télégramme d'encouragement qui disait : « Olé, los hombres. El 25 te espero. »

395
Robert REZETTE, *Les Partis politiques marocains*, Librairie Armand Colin, 2e édition, 1955, p. 85.

396
Guerra y Revolucion en España, 1936-1939, Moscou, Ed. Progreso, vol. I, 1967 (ouvrage collectif rédigé par une commission du parti communiste d'Espagne), p. 223.

397
Ibid., p. 223-224.

398
Voir *Critica Storica*, anno V, 30 novembre 1966, p. 745.

399
V.I. LÉNINE, *Rapport présenté au IIe Congrès de Russie des organisations communistes des peuples d'Orient*, 22 novembre 1919. Voir *Le Mouvement de libération nationale des peuples d'Orient*, Editions en langues étrangères, Moscou, p. 320-323.

400
Manifestes, Thèses et Résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste. 1919-1923, réimpression en fac-similé, François Maspero, 1969, p. 58.

401
La réaction espagnole comprit très bien la vraie nature de cette lutte. Voici ce qu'a déclaré un des représentants de cette tendance : « C'est ainsi que les pions sont placés sur l'échiquier marocain, où l'on joue une partie qui intéresse tout l'univers. Il est bien démontré que la France et l'Espagne luttent non pas tant pour la défense de leurs intérêts nationaux […] que pour l'intérêt de toutes les nations civilisées, fidèles gardiennes des conquêtes de la paix et du progrès ; paix et progrès qui sont aujourd'hui grièvement menacés par les éventualités qui entourent le problème de la révolte riffaine, dont le triomphe n'assurerait pas moins que le début d'une telle perturbation internationale qu'elle aboutirait à une nouvelle conflagration armée des nations les plus puissantes, mais cette fois avec les circonstances aggravantes

de la menace vigoureuse et écrasante, derrière les peuples en lutte, des révolutions internes dans chacun de ces pays.

« Personne ne s'y trompe : la France et l'Espagne ne sont pas en lutte contre Abd el-Krim, et encore moins contre les tribus du nord du Maroc […] Non, la lutte est engagée entre ces deux puissances et une vaste organisation révolutionnaire dont les origines sont diverses et les appuis différents ; le triomphe de cette organisation révolutionnaire serait cause de regrets pour tous : pour les pays qui ont de vastes domaines coloniaux, base de leur prospérité, car le feu libérateur allumé au Riff ne s'arrêterait pas entre les montagnes de l'Atlas, il se diffuserait, enveloppant dans son tourbillon d'autres sols et d'autres latitudes… » (Juan de ESPAÑA, *op. cit.,* p. 313.

402
Ainsi : « Abd el-Krim reçut rapidement des instructions pour le bon développement de ses plans ; tout un programme bolchevisant lui fut imposé, programme qu'il accepta sans discussion ; des agitations de l'opinion publique et surtout des masses populaires, par l'intermédiaire des campagnes menées constamment par la presse… » (Juan de ESPAÑA, *op. cit.,* p. 311.) D'autre part, on disait que « *L'Humanité* était l'organe de presse d'Abd el-Krim à Paris » (Juan de ESPAÑA, *op. cit.,* p. 304). Voir aussi Jacques LADREIT DE LACHARRIERE, *Le Rêve d'Abd el-Krim,* Paris, 1925, p. 167-179.

403
Manifestes, Thèses et Résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste. 1919-1923, op. cit., p. 58.

404
Le Parti communiste français avait, dès avant 1939, un comité régional au que le Parti communiste du Maroc fut créé, sous la direction de Léon Sultan. (Voir Robert Rezette, *op. cit.,* p. 162.)

405
Le premier parti communiste (Parti communiste espagnol) fut fondé le 15 avril 1920 par la majorité du comité exécutif de la Fédération des jeunesses socialistes d'Espagne, qui décida d'adhérer à la III^e^ Internationale. En 1921, le Parti communiste espagnol fusionna avec des éléments provenant du Parti

socialiste et de l'U.G.T. pour former le Parti communiste d'Espagne.

406
M. ROSÉ, « L'Aventure espagnole au Maroc », *La Correspondance internationale,* n° 12, 1re année, 19 novembre 1921.

407
Vicente URIBE, *Mémoires* (inédits).

408
La Vie ouvrière, vendredi 26 août 1921.

409
Vicente ORTIZ, « Terreur, Guerre et Misère », *La Vie Ouvrière,* vendredi 2 septembre 1921.

410
Ibid.

411
Ibid.

412
M. ROSÉ, *op. cit.*

413
La Correspondance internationale, ibid.

414
Joaquín MAURIN, « L'Espagne actuelle. La débâcle capitaliste », *La Correspondance internationale,* n° 37, 3e année, 22 septembre 1923.

415
Ibid.

416
Ibid.

417

R.A., « Deux observations sur l'Espagne », *La Correspondance internationale*, n° 76, 3e année, 26 septembre 1923.

418
Ibid.

419
Mémoires d'Abd el-Krim, recueillis par J. Roger Mathieu, Paris, 1927, p. 185-186.

420
Cité par HUBERT-JACQUES, *L'Aventure riffaine et ses dessous politiques*, Editions Bossard, Paris, 1927, p. 55-56.

421
R.A., « La Défaite de Primo de Rivera au Maroc », *La Correspondance internationale*, n° 66, 4e année, 17 septembre 1924.

422
Raissuni était le véritable seigneur féodal du Djebala (partie occidentale du protectorat espagnol). Il exerçait une vraie tyrannie sur les tribus de cette région en pillant et en dévastant les territoires des tribus qui s'opposaient à sa domination. C'était une sorte de brigand, tantôt à côté des Espagnols quand ceux-ci étaient prêts à lui accorder ce qu'il demandait, tantôt les combattant quand ils n'étaient pas prêts à donner suite à certaines de ses exigences. Au moment de la révolte d'Abd el-Krim, il était en guerre contre l'Espagne, à cause notamment de l'attitude intransigeante de Silvestre vis-à-vis de lui ; d'autre part, il n'avait pas pu supporter le refus des Espagnols de le nommer khalife de la zone du protectorat espagnol. Les Espagnols voulurent arriver à un accord avec lui pour l'utiliser contre Abd el-Krim. Mais la domination de Raissuni au Djebala était incompatible avec les buts d'unité et d'indépendance du Rif, et Abd el-Krim décida d'en finir avec le pouvoir de Raissuni. En janvier 1925, Raissuni fut vaincu et amené comme prisonnier à Abd el-Krim. Il mourut en avril 1925 à Tamasint, dans le territoire des Beni Ouriaghel.

423
Abd el-Krim avait déclaré au journaliste Scott Mowrer : « Le Rif ne reconnaît

pas l'autorité du sultan Moulay Youssef, pas plus maintenant qu'en aucun autre temps dans l'avenir. La souveraineté de Moulay Youssef sur le Maroc est un mythe auquel toutes les puissances ont résolu de croire, mais nous savons que Youssef est le prisonnier des Français et qu'il ne peut ni ne veut prendre aucune initiative en son propre nom. Nous ne voulons reconnaître la souveraineté d'aucun prisonnier, même si on lui donne le nom de sultan. En outre, le titre de Youssef au trône est douteux, depuis que les Français ont déposé deux de ses frères et lui ont donné la souveraineté. » (Cité par Jacques LADREIT DE LACHARTIERE, *op. cit.*, p. 241-242. Cité aussi par Juan de ESPAÑA, *op. cit.*, p. 303.)

424
J.A.R. (d'une prison d'Espagne), « Les Espagnols au Maroc », *La Correspondance internationale*, n° 28, 5e année, 1er avril 1925.

425
« Abd el-Krim compte avec la sympathie et la solidarité de l'Islam, qui voit avec raison dans la guerre victorieuse soutenue par Abd el-Krim contre les Espagnols une guerre d'indépendance. Au dernier Congrès islamique qui eut lieu à Balgaum (Inde), plus de deux mille délégués musulmans votèrent une motion de solidarité avec les Riffains. » (J.A.R., *op. cit, La Correspondance internationale*, n° 28, 5e année, 1er avril 1925.) Et encore : « … Le succès des Riffains devait provoquer une certaine effervescence parmi les Maures et les Kabyles de l'autre versant de l'Atlas ; sur l'Atlantique, les tribus se mirent à préparer un soulèvement. Les Beni Zeroual s'agitèrent… » (L. KITAIGORODSKI, « Les Français au Maroc », *La Correspondance internationale*, n° 53, 5e année, 20 mai 1925.)

426
G. PÉRI, « Après la reddition d'Abd el-Krim », *La Correspondance inter*nationale, n° 70, 6e année, 5 juin 1926.

100. « Il fut un temps où les Français encourageaient Abd el-Krim, et de façon plutôt efficace. Leurs postes ne mettaient aucun obstacle au passage de la frontière par les Marocains désireux de se battre contre l'Espagne. Des Français ravitaillaient clandestinement en armes les Riffains. Mais, après la victoire de ceux-ci, l'attitude des Français change. Les grands journaux de Paris soulignèrent l'inconvénient que présenterait l'existence d'une

république indigène au nord du Maroc. […] Le maréchal Lyautey, potentat du Maroc, mûrissait son plan de guerre. » (L. KITAIGORODSKI, *op. cit.*, *La Correspondance internationale*, 20 mai 1925.)

427
R. INRANDOUST, « Le Riff, clé de la Méditerranée », *La Correspondance internationale*, n° 83, 5e année, 26 août 1925.

428
L. KITAIGORODSKI, *op. cit.* Voir aussi *La Correspondance internationale*, 13 juin 1925 : « …Les différends anglo-français au sujet du Maroc furent réglés par un accord reconnaissant les droits de l'Angleterre sur l'Egypte. La France obtint, en retour, une entière liberté d'expansion au Maroc. »

429
La Correspondance internationale du 20 mai 1925 (n° 53, 5e année) disait : « …294 000 cultivateurs et pâtres riffains, conduits par un chef d'un grand talent militaire, par cet Abd el-Krim qu'une légende environne déjà et fait comparer à Kemal Pacha, ont en décembre dernier infligé aux Espagnols une nouvelle défaite… » D'autre part, Abd el-Krim lui-même, d'après ce que rapporte J.-Roger Mathieu : « Et le voici qui passe aux Turcs. Soudain, ses petits yeux brillent. Il est en adoration devant les Turcs. Il commence le panégyrique de Mustapha Kemal : — A la bonne heure, dit-il, celui-là, c'est un homme ! » (J.-Roger MATHIEU, *op. cit.*, p. 153.)

430
Une certaine tendance dans le Parti communiste français estimait que « le mot d'ordre de la fraternisation n'aurait pas dû être lancé à propos de la guerre du Maroc », car le niveau de développement des deux peuples en guerre n'était pas le même, c'est-à-dire que les soldats d'un peuple « civilisé » comme la France ne pouvaient pas fraterniser avec des combattants appartenant à un peuple « arriéré » comme le peuple riffain et commandés en outre par un « chef féodal ». P. Semard se dresse contre ces théories exprimées notamment par Paz. (Voir *La Correspondance internationale*, 10 mars 1926.) Semard allègue encore que, même si Abd el-Krim était un chef féodal, son mouvement était objectivement progressiste, étant donné qu'il combattait l'impérialisme français. (Voir à ce propos

Natalia LOUTSKAÏA, *La Lutte des communistes français contre la guerre du Maroc. Pages d'histoire du mouvement ouvrier français,* Etudes et Documents théoriques, février 1951, p. 25-26.

431
Pendant mon voyage au Rif au cours de l'été 1969, j'ai eu l'occasion de rencontrer des anciens combattants rifains de l'époque d'Abd el-Krim. Ils m'ont tous affirmé que le mot d'ordre de la guerre sainte n'avait pas du tout, pour Abd el-Krim, le sens de lutte contre les chrétiens : c'était une arme politique qu'il fallait utiliser dans les conditions du Rif afin de se rallier les masses. Abd el-Krim disait même : « Je déclare, lorsqu'on me reproche de faire la guerre sainte, qu'on commet une erreur, pour ne pas dire plus. Le temps des guerres saintes est passé ; nous ne sommes plus au moyen âge ou au temps des croisades. Nous voulons simplement être et vivre indépendants et n'être gouvernés que par Dieu. […] La seule chose qui nous importe maintenant, ce n'est pas l'existence d'un sultan au Maroc, mais l'indépendance entière, sans réserve, du malheureux peuple riffain qui est prêt à se sacrifier avec honneur pour la réalisation de ce but. » (Je dois cette citation d'Abd el-Krim à M. Haddad Mohammad, de Tanger, mais j'en ignore la source.)

432
A propos des Espagnols, le frère d'Abd el-Krim avait déclaré au journaliste espagnol Luis de Oteyza : « …Le Riff ne combat pas les Espagnols et ne ressent pas de haine pour le peuple espagnol. Le Riff combat cet impérialisme envahisseur qui veut lui arracher sa liberté à force de sacrifices moraux et matériels du noble peuple espagnol… » (Luis DE OTEYZA, *Abd el-Krim y los prisioneros*, Madrid, s.d., p. 145.)

433
« Il est bien vrai, avait dit Abd el-Krim, que l'Islam est l'ennemi du fanatisme et des superstitions. […] L'Islam est bien loin de sanctifier les personnes, car il prescrit l'amour fraternel et l'unité face à l'ennemi, et il encourage les hommes à mourir pour la liberté et l'indépendance. […] Les intrigues de ces ignorants [les marabouts] m'ont convaincu qu'aucun pays où leur influence serait forte ne pourra se développer rapidement ou sans faire appel à la contrainte et à la violence. » (Cité par David S. WOOLMAN, *Rebels in the*

Riff, Abd el-Krim and the Riff Rebellion, Stanford University Press, 1968, p. 217-218.)

434
Je dois cette information à M. Omar el Khattabi, de Kenitra, fils de l'oncle d'Abd el-Krim, Abdessalam. Pour Abd el-Krim, le panislamisme était un mouvement dont il fallait se méfier, car il pensait que c'était une création de l'impérialisme britannique.

435
Informations recueillies au Riff pendant notre séjour en l'été 1969.

436
Ibid. Je dois aussi beaucoup d'indication à M. Abdallah Ibrahim, ancien Premier ministre et dirigeant de l'U.N.F.P.M. Ibrahim, qui écrivait un livre sur le nationalisme marocain, consacrait quelques pages à la révolte du Rif.

437
En fait, la société rifaine n'a pas beaucoup changé depuis les temps d'Abd el-Krim : le Rif est toujours un pays où prédomine l'élément paysan.

438
Lorsque nous parlons de « démocratie », nous ne donnons pas à ce mot le même sens qu'on lui prête normalement — soit « démocratie bourgeoise » : suffrage universel ; soit « démocratie socialiste » : passage des biens de production aux mains du peuple.

439
Informations recueillies lors de notre séjour au Rif. Je dois aussi beaucoup d'indications à M. Bachir el Figuigui, grâce à qui d'ailleurs j'ai pu contacter la plupart des personnalités marocaines qui m'ont procuré des informations très intéressantes sur la révolte d'Abd el-Krim.

440
« Le Riff est organisé sur le modèle des Etats démocratiques. Abd el-Krim a le titre d'*amir* c'est-à-dire de président du Riff. Chaque tribu a à sa tête une douma, qui est élue par l'assemblée des habitants.

« Le pouvoir exécutif appartient à un Conseil des ministres qui siège dans

la capitale, Ajdir. Le pouvoir législatif est confié à une assemblée de 80 députés *(Nouwab),* élus directement par les tribus, et qui siège également à Ajdir. Ses décisions ont force de loi et doivent être appliquées par le Conseil des ministres. A la tête de chaque tribu, il y a un *caïd* et un *cheikh* à la tête des fractions de tribus. Celui-ci est assisté par une assemblée locale élue au suffrage universel. Les « caïds » sont contrôlés par six délégués choisis et responsables devant le ministre de l'Intérieur.

« La justice est rendue par le caïd dans chaque tribu, appel des jugements peut être fait à Ajdir.

« Les impôts sont annuels et de deux catégories :

1. Les *gharibas* (taxe par tête) payés par tous,

2. Le *tijane-el-abbès,* véritable impôt sur le revenu qui prélève, en espèces ou en nature, 5 % des revenus.

« Enfin, le service militaire est obligatoire pour tous les hommes valides de 18 à 50 ans… » (P. SEMARD, *La Guerre du Riff,* Librairie de L'Humanité, Paris, 1926.)

441
Cité par *Al-Alam,* 4 octobre 1969, dans un article consacré à Ho Chi Minh à l'occasion de sa mort.

442
Je dois toutes ces informations à M. Mohammad Boujibar, ancien ministre d'Abd el-Krim, qui eut la gentillesse de me recevoir pendant mon séjour au Maroc en 1969.

443
Maximino GARCIA VENERO, *Historia del Nacionalismo Vasco,* Editora Nacional, Madrid, 1968, p. 415.

444
Ibid. Voir aussi R. Albert, « La Dictature militaire en Espagne », *La Correspondance internationale,* 18 septembre 1923, n° 74, 3e année. Il paraît que des désordres analogues commençaient aussi à se produire à Séville et à Grenade.

445
Maximino GARCIA VENERO, *op. cit.*, p. 419.

446
J'ai pu me procurer ce chapitre des *Mémoires* inédits de Vicente Uribe, grâce à la gentillesse de Mme Dolorès Ibarruri, présidente du Parti communiste d'Espagne, qui me l'a fait parvenir par l'intermédiaire de M. Alberto Gonzalez, historien espagnol résidant à Moscou. Sous réserve de la validité du souvenir, comme pour tout témoignage de mémoire.

447
Vicente URIBE. *op. cit.*

448
Ibid.

449
Ibid.

450
Ibid.

451
Ibid.

452
L'armée espagnole fut obligée d'envoyer de gros renforts de troupes au Maroc à la fin de 1921 et au début de 1922. Mais il y avait le problème du maintien de l'ordre dans la péninsule, ce qui obligea le gouvernement à garder de forts détachements militaires dans la péninsule. A ce sujet, voir S.G. PAYNE, op. cit., p. 152. Le gouvernement organisa toute une campagne de presse destinée à éveiller les sentiments « patriotiques » dans les différentes couches de la population, et beaucoup de jeunes de la bourgeoisie partirent comme volontaires pour « donner le bon exemple ». La presse proche du gouvernement s'empressait de donner les noms de tous les fils de familles « connus » qui étaient partis au Maroc, essayant encore par ce moyen d'apaiser l'indignation des classes populaires. Mais les familles de ceux qui avaient payé une somme pour que leurs fils fassent seulement quelques mois de service commencèrent à mener une campagne afin que leurs fils puissent rester dans la péninsule. Sur cette question des *soldados de cuota*, voir *El Socialista*, 12 août 1921.

453
Vicente URIBE, *op. cit.*

454
R. USANO, « La campagne antimilitariste des communistes », L'*Humanité,* 4 avril 1924.

455
Ibid.

456
La Correspondance internationale, 1er juillet 1925.

457
Ibid.

458
L'Avant-Garde, 1er octobre 1924, cité par P. SEMARD, *op. cit.,* p. 138-141.

459
Nous avons connaissance de ce meeting, car on en parle dans l'Appel du Comité d'action des jeunesses communistes de France et d'Espagne. (Voir *L'Avant-garde,* 1er octobre 1924.

460
Je possède moi-même une photo d'un de ces tracts.

461
La Correspondance internationale, 13 juin 1925.

462
Cet appel figure dans l'édition allemande (Inprekkor) ; il n'a pas été reproduit dans *La Correspondance internationale.*

463
J.A.R., « La Capitulation d'Abd el-Krim et l'impérialisme espagnol », *La Correspondance internationale,* n° 73, 6e année, 16 juin 1926.

464
J.A.R., « La Guerre continue au Maroc », *La Correspondance internationale,* n° 39, 7e année, 6 avril 1927.

465
Ibid.

466
R.A., « La Défaite de Primo de Rivera au Maroc », *La Correspondance internationale,* n° 66, 4e année, 17 septembre 1924.

467
Cité par Paul Scot MOWRER, *The House of Europe,* Houghton, Mifflin & Co, Boston, The Riverside Press Cambridge, 1945, p. 478.

468
Cf. *The Papers Relating to the Foreign Relations of the United States,* 1925, p. 612.

469
Ibid., p. 611.

470
Ibid., p. 607, 608, 609.

471
Kamal-Eddine MOURAD, *Le Maroc à la Recherche d'une révolution,* Sindbad, Paris, 1972, p. 138.

472
Le pouvoir politique au Maroc s'y est d'ailleurs si peu trompé que c'est en jouant sur cette grande figure historique qu'il a tenté de gagner l'adhésion populaire et rifaine. N'est-ce pas, en partie tout au moins, le sens du débarquement d'Abd el-Krim au Caire, négocié et réalisé par le mouvement nationaliste en mai 1947 ? le sens aussi de la restitution, par le gouvernement, à la famille d'Abd el-Krim des terres jadis saisies par les Espagnols, cela à la veille de la répression de 1958-1959 ? ou encore de l'éclat particulier avec lequel, en 1971, le parti de l'Istiqlal a tenu à commémorer la bataille

d'Anoual ?

473
Dans la mesure où, en deçà de l'expression historique positive, qui dépend d'un rapport de forces donné, la littérature populaire — telles les chansons berbères — véhicule la revendication à l'histoire. En ce qui concerne Sidi Mohammed Amezzian, je renvoie à ce très bel *izri* en tamazight, recueilli chez les Ait Ouriaghen (Beni Ouriaghel), par S. Biarnay. (Cf. *Etude sur les dialectes berbères du Rif,* Paris, Leroux, 1917, p. 355-356.)

474
Robert MONTAGNE, « Le Nationalisme nord-africain », *La Nef,* (Maroc et Tunisie, le problème du Protectorat), mars 1953, p. 14-15.

475
Si je me permets de citer ici Abdallah Laroui, c'est évidemment parce que la rigueur qu'il a apportée dans le choix de ses concepts et de leur maniement met en évidence la vision de l'histoire qui découle d'une condition socio-économique et culturelle donnée, le principe selon lequel le dépassement idéologique de la résistance populaire ne peut être fourni que par les couches bourgeoises marocaines étant ici clairement affirmé.

476
Abdallah LAROUI, *L'Histoire du Maghreb,* Maspero, 1970, p. 325, n. 4.

477
Il nous faudrait évidemment faire une exception pour les tentatives royales faites en 1960 pour obtenir le retour du chef rifain au Maroc, et de nouveau en 1963 pour demander qu'il fût enterré au Maroc. La réponse fut négative dans les deux cas.

478
C'est ce sentiment que nous trouvons exprimé dans une allocution du souverain, le 11 juillet 1971, « aux leaders politiques et aux dirigeants syndicaux » (agence M.A.P.) :

Par exemple, il y avait hier, parmi les blessés, M. Belhassan Ouazzani, dont un bras a été arraché, et, parmi les personnes qui ont été malmenées, M. Allal el Fassi et également le Dr Messouak, dont on connaît les opinions.

Nous avons vu ce dernier couché par terre et tremblant.

Nous sommes certain que, s'il y avait d'autres représentants d'organisations politiques ou syndicales, leur sort aurait été le même. Cela prouve que vous êtes en train de creuser vos tombes. Si les mutins avaient pris le pouvoir, ils n'auraient pas été de votre niveau : ce ne serait pas Medbouh, Bougrine ou Hammou qui vous appelleraient pour partager avec vous le pouvoir, car vous ne les comprendriez pas et ils ne vous comprendraient pas. D'autant plus que vous êtes des intellectuels chevronnés et que vous auriez pu être les premières victimes.

479
Je pense ici à cette curieuse page sur Skhirat que devait publier *Lamaalif* où une image s'accompagnait d'une phrase empruntée à *L'Idéologie arabe contemporaine.* et dont Abdallah Laroui voudra bien, j'ose espérer, me rappeler la forme exacte, mais qui disait à peu près ceci : quand cesserons-nous, à travers les sables et les dunes, de nous retrouver confrontés à l'étranger ?…

480
A la suite du communiqué du parti de l'Istiqlal en date du 3 janvier 1973, rappelant l'action constamment menée par ce parti en faveur de l'arabisation, *L'Opinion* publie, en date du 4 janvier 1973, une pétition, datée du 23 décembre 1972, « des tribus d'Aït Oufella, Ait Ayach, Aït Yahya, Aït Boukmane et des mineurs d'Aouli », demandant que l'administration soit intégralement arabisée. D'autres pétitions dans le même sens ont été et continuent à être reproduites dans la presse de l'Istiqlal.

481
Il ne s'agit nullement dans mon esprit de nier l'intérêt qu'il y aurait à examiner l'organisation étatique du Rif, mais je pense :

1° que celle-ci n'a de sens que dans une perspective intériorisée de l'histoire marocaine, et non par rapport à un référant étranger. Or, ce préalable, en la circonstance, me semble escamoté par bien des côtés ;

2° qu'il est tout de même historiquement faux de muer en modèle une organisation qui n'est pas soutenue par des conditions objectivement favorables à son expression. Que penserait-on de l'historien qui dépeindrait les institutions de la France d'après-guerre en se basant sur l'activité du

Conseil national de la Résistance ? Je ne vois pas pourquoi la tentative d'Abd el-Krim nous dispenserait d'une certaine rigueur méthodologique.

482
Je m'excuse de cette réflexion auprès de M. Rivet, qui a apporté à ce congrès une analyse militaire tout à fait remarquable. Me permettra-t-il néanmoins de dire que l'action officielle est inséparable de la politique officieuse et que c'est singulièrement fausser une explication de la situation coloniale que de ne pas faire sous-tendre celle-là par celle-ci ?

483
Lettre au cadi de Rabat, Si Abderrahman el Korchi.

484
Lettre à Si Ahmed Jillali, jurisconsulte et professeur à la Karaouïne.
(Ces documents sont cités par HUBERT-JACQUES, *L'Aventure riffaine et ses* dessous politiques, Paris, Bossard, 1927.)

485
L'emprisonnement du chérif Derkawi chez les Beni Zeroual, par exemple. Ce sera d'ailleurs par sa savante manipulation des personnalités maraboutiques que le maréchal Lyautey mit en échec la tentative rifaine, qui ne parvint pas à franchir la trouée de Taza.

486
La Revue des Deux Mondes, 1er avril 1954, p. 391.

487
Et-Tordjeman elmoa-rib 'and douel elmachria ou'l Maghrib, Amsterdam, Philo Press, p. 56.

488
L'intervention du *makhzen,* par exemple, perturbe cet équilibre premier. On a mis en évidence comme Berbères représentatifs les grands féodaux, maîtres des Glaoua ou de Zayyane, par exemple. Ce sont tous des chefs (de création généralement récente) qui doivent à un emplacement géographique stratégique l'appui du *makhzen* grâce auquel ils se sont transformés en potentats. Sous l'angle interne berbère, on ne saurait considérer cette

évolution comme inévitable ou représentative.

489
Cf. A.J. CACHIA, *Libya under the Second Ottoman Occupation. (1835-1911),* Government Press, Tripoli, 1945.

490
Cf. G. VOLPI DE MISURATA, *La Rinascita della Tripolitania,* Milan, 1926, p. 476 et s.

491
Cf. Ministero della Guerra, Campana di Libya, vol. I, Rome, 1922, p. 230 et s.

492
Les chefs des mehallas et les tribus qui en faisaient partie étaient : Sceik Hadj Saadi Ben Sultan (Tarhuna)
Ali Bey Scialabi (Sahel)
Ali Ben Tantusc (Ursceffana)

493
G. RÉMOND, *AUX champs turco-arabes*, Paris, Hachette, 1913.

494
Op. cit., p. 48 et s.

495
D'après l'interview de Farhat Bey : « Les Italiens avaient cependant tout préparé admirablement pour que l'affaire fût enlevée sans coup férir. Dans Tripoli, ils avaient douze chefs à eux : Hassauna Pacha Caramanli, Emin Gargani, Mohammed El Bouciri, Abder Raaman El Bouciri, Ahmed Ben Mountasser Bey, Omar Ben Mountasser, Cherif Guenaba, Mosbah Cherif, Ahmed Sta Adib Mohamud Gourgi, Youssouf Ben Hadj. » (Cf. G. RÉMOND, *op. cit.*, p. 29 ; E. DE LEONE, *La Colonizzazione dell'Africa del Nord*, Padoue, Cedam, 1960, p. 389 et s.) Cette « politique des chefs », fondée sur l'exploitation de conflits et de rivalités de familles n'a pas toujours eu du succès ; dans le cas de la Sirtica, elle déterminera l'hostilité en masse de la population locale, après la substitution de la famille d'El hadj Abdallah

Militan avec le philo-italien Omar Pascià El Mountasser. Abdallah Militan est arrêté et déporté à Ponza après la confiscation de ses biens ; l'occupation de la Sirtica est faite avec une bande de gens de Misurata, — environ 200 — , commandée par le fils d'Omar Pascià Mountasser, un capitaine italien, et avec l'appui d'un navire de guerre, contre les quelques Turcs armés de Nury Bey. (Cf. E. DE LEONE, *loc. cit.*)

496
Cf. E. DE LEONE, *op. cit.*, p. 387. Il faut pourtant remonter à ce qui précède ces événements. L'occupation coloniale n'avait pas fait de progrès en Cyrénaïque : au début de 1913, elle parvenait à contrôler le djebel tripolitain ; le 28 avril, prise de Gadamès ; de Mizda et Sokna en juillet ; le 3 mars 1914, la colonne Miami entre à Mourzouk et, le 12 août, à Ghât (cf. E. DE LEONE, *op. cit.*, p. 410). Les effectifs italiens présents en Libye sont environ de 120 000 hommes et les dépenses dépassent le milliard (cf. J. PICHON, *La question de Libye dans le règlement de la paix,* Paris, 1945, p. 117). La pénétration de l'hinterland se fait alors contre des populations bédouines qui refusent tout contact et reculent vers le sud. Au cours de 1914 — grâce aussi aux erreurs tactiques et politiques faites par les Italiens en Sirtica, Giafeh et Fezzan — , l'action de la Sanussya rencontre de larges bases d'adhésion populaire jusqu'aux tribus Tebu et aux Tuaregs de l'intérieur. En décembre 1914, le sultan ottoman appelle à la guerre sainte contre la France, la Russie, l'Angleterre ; secrètement, la Porte renvoie en Libye Khalifa Ben Asker, Suleiman El Barouni et le sheik Soif El Mahmoud, exilés après la paix italo-turque ; c'est l'offensive de mot d'ordre « panislamique », appuyée par les Turco-Allemands. Khalifa Ben Asker s'installe en Tripolitaine, tandis que Suleiman El Barouni et le sheick Sof El Mahmoud passent des accords avec Ahmed Sharif, afin de déclencher l'insurrection sanussite au Fezzan ; l'action sanussite est organisée par le frère d'Ahmed Sharif, Mohammed El Abed qui, d'Omar El Kebir, envoie son lieutenant Mohammed Mahadi Sounni et les bandes Tuaregs de Khaoussen et du sultan Ahmaud. A la fin de 1914, l'offensive est victorieuse au fort de Gahara, et Mourzouk est conquise ; en mars 1915, Mohammed El Abid Mohammed Es Sharif organise l'administration sanussite dans les centres les plus importants du Fezzan, en constituant un gouvernement régulier et en instituant des taxations et des prélèvements. L'insurrection des nomades est simultanée au Fezzan et dans le Djebel : c'est la catastrophe italienne à Sabba, en novembre 1914, avec toute

une garnison anéantie durant le sommeil. Les guérilleros sont apparemment des nomades Zintan, Maqarhah, Hasawah, et d'autres avec des Tuaregs (750 fusils) ; le groupe était parti de Bi'r Zellaf sous les ordres de Salem Abd en Nabi. Il y aura ensuite l'affrontement de Waddan — autre catastrophe pour les Italiens — , au début de 1915 ; les guérilléros sont Abd El Gelil ben Saif en Naser, et son frère Mohammed avec les Awald Suleiman et autres nomades armés Cf. E. DE LEONE, *op. cit.*, p. 429.)

Les représailles italiennes commandées par le général Gianinazzi consistent dans le bombardement des populations sédentaires du Oaddai : un exemple parmi d'autres de cette « psychose de l'encerclement » qui conduira à des génocides criminels et à des fusillades inconsidérées. Ces actions déclenchent la révolte du Djebel Nefusa ; en novembre 1915, une colonne transportant des munitions de Nalut à Yefren est attaquée près de Kabaw par Kalifah-ben-Said-ben-Askar ; afin de débloquer Nalut, les Italiens seront obligés de mettre en état de siège tout le djebel Nefusa.

Le recul des troupes italiennes du Fezzan et de l'hinterland tripolitain et cyrénaïque se fait avec de nombreuses pertes, et 1500 prisonniers laissés dans les mains des rebelles ; le front de la guérilla est en pleine offensive. En novembre, les Sanusses, sous pression turco-allemande, passent les frontières égyptiennes. Entre décembre 1915 et mars 1916, ils seront repoussés par les Anglais près de Marsa Matruh. Ahmed Sharif, endossant alors la responsabilité d'une action qu'il n'avait ni ordonnée ni appuyée, cède la direction de la Sanussya à Sayed Mohammed Idriss et s'exile en Turquie. On a l'impression qu'une division et des conflits existent à l'intérieur du mouvement de résistance, affaiblissant ses possibilités, notamment celle de la constitution d'un front unitaire. Le repliement italien sur la côte est mal exploité par le front tripolitain ; les dirigeants locaux se divisent dans des « règlements de comptes » ; les philo-Jeunes-Turcs, contrariés par le pacte d'Akroma, affrontent l'organisation sanusse ; une lutte sanglante sévit, compliquée par des antagonismes berbères-arabes, qu'ils soient réels ou bien d'invention coloniale. En octobre 1916, Suleiman el Barouni rentre
investi du titre de Wali par le sultan Mohammed Rashad V ; c'est le moment du fameux appel à la guerre qui aurait dû catalyser un front anti-italien et anticolonial en général. Le Fezzan est occupé par les Turcs après des accrochages nombreux avec la Sanussya, dont le représentant officiel, Mohammed El Abid Ber Mohammed Es Sharif — personnage décrit sous des couleurs sombres par les contemporains — , est éliminé. Avec la

« conquête » turque, le front tripolitain n’est toutefois pas pacifié ; les dissidences entre les tribus des Tarhuna et les gens de Misurata continuent, ainsi que, dans le Djebel, les hostilités entre Ahmed El Marryed et Ramadan es Shtewi es Sweihili. El Barouni, après la bataille de Zwârah, se rend à El Aziziya pour rencontrer et prendre des accords avec Khalifah Ben Said Ben Askar.

497
Les sources du ministère des Affaires étrangères (Farnesina) n’étant pas consultables, la plupart des documents pré-cités, « secrets jusqu’en 1971 », proviennent des archives du Public Record Office ; les séries utilisées sont les suivantes : *War Office* n. 354, 441, 563, 32-5733, 32-5620, 106-43, 106-672, 106-673, 106-675, 106-676, 106-677, 106-1416, 106-1531, 106-1532, 106-1551, 106-1552, 106-1553, 106-137 (5), 672, 673, 674, 675, 676, 677, *Foreign Office*, 339, *Miscellanea* (1675-1936) en 167 vol. ; *Foreign Office*, 160, *Letters, Books and Correspondance Print* (catalogue) ; *Arab Bureau Papers* (catalogue).

498
Les services de l’Intelligence Service — toujours particulièrement bien renseignés — évaluent les mehalla de Suleiman El Barouni à 5 000 hommes environ et deux pièces d’artillerie, contre les 5 950 hommes et quatorze pièces d’artillerie du général Latini. Les sources italiennes, auxquelles se rapporte E. De Leone, augmentent l’importance du nombre et de l’armement des rebelles.

499
Cf. E. DE LEONE, *op. cit.*, p. 474.

500
Avec Suleiman El Barouni et Abd El Rahman Azzam Bey, participent : Ramadan es Shitewi es Sweihli, Abd En Nabi Belhair, Ahmed El Mrayyed, le schaich Mohammed Suf el Mahmîdi ali ben Tantush, Khalifa ben Sa‘id ben Askar, Mohammed es-Swei el Kitûni, Hadi el Mukhtar Ben Mohammed Ko’bâr, el Hadj Mohammed Ben Khalifah el Fikêni, Ahmed el Mohammed el Mahadi ben Mohammed Ben Abdallâh es Sunni, Ishâq Pascià et Abd El Qâder el Qanâwi. Le groupe dirigeant est composite, travaillé par la rivalité interne berbéro-arabe et par une guérilla intestine pour le contrôle du Djebel

Nefusa ; ce conflit culminera dans l'épisode de Misurata, le choc avec les Urfallahs et le meurtre de Ramadan-es-Shitewi-es-Sweihili.

501
Le séquestre des biens fonciers (devenus « biens domaniaux ») de 1922 est partiellement exposé par E. SARAVESE, *Le terre della Cineraica secondo la Legislazione Fondiaria Ottomana e le Consuetudini delle Tribu*, Bengazi, 1923, 2 vol. Cf. aussi la bibliographie complète dans R.W. HILL, *A Bibliography of Libya*, Malte, 1959 et J.-L. MIÈGE, *L'Impérialisme colonial italien de 1870 à nos jours*, Paris, S.E.D.E.S., 1968.

502
Cf. L. VALENSI, *Le Maghreb avant la prise d'Alger*, Paris, Questions d'Histoire, Flammarion, 1970 et bibliographie annexée. Pour la Libye, cf. les études remarquables d'Emerys L. PETERS, notamment *The Tied and the Free. An Account of a Type of Patron-Client Relationship among the Beduin pastoralists of Cyrenaica,* in *Contributions to Mediterranean Sociology, Acts of the Mediterranean Sociological Conference,* Athènes, juillet 1963, Paris, Mouton, 1968, p. 167-188, ainsi que *Aspects of the Family among the Bedouin of Cyrenaica,* in *Comparative Family Systems,* Nimkoff ed., 1963.

503
Cf. Public Record Office, *W.O.* 1531, *History of Senussism (1822-1900).* Sur la Sanusya, cf. N.A. ZIADEH, *Sanusija*, Leiden, 1958 ; E.E. EVANS-PRITCHARD, *The Sanusi of Cyrenaica,* Oxford, 1949. Sur le « messianisme » et ses rapports avec le nationalisme, cf. E. GELLNER, *Santity, Puritanism, Secularisation and Nationalism in North Africa. A Case Study,* in *Contributions, op. cit.,* p. 31-43.

504
Sur le commerce des esclaves et bibliographie relative, cf. E.W. BOVIL, *The Golden Trade of the Moors,* Londres, 1968, 2e édition.

505
Cf. Lars ELDBLOM, *Structure foncière, organisation et structure sociale. Une étude comparative sur la vie socio-économique dans les trois oasis libyennes de Ghat, Mourzouk et particulièrement Ghadamès,* Lund, 1968.

506
Les graphiques des Garamantes s’alignent tout le long de ces routes sahariennes, du Fezzan jusqu’au Niger ; la première série est à environ cent milles au sud de Ghadamès et continue jusqu’au Niger à cent quatre-vingt milles à l’est de Tombouctou. La seconde série, dans le sud, est à l’entour de Germa, capitale du Fezzan. Sur ces routes se troquaient en Afrique les produits manufacturés méditerranéens contre l’argent, l’or, le fer, les pierres précieuses et les produits du désert. (Cf. J. WHRIGHT, *Libya*, Londres, 1969, p. 35 et s.)

Le Fezzan est pendant toute son histoire la voie naturelle de transit entre les côtes méditerranéennes et les bords du Tchad ; sous la dynastie des Oulag Mohammed, soutenus par les rois mores de Kanem et de Borku, Mourzouk, la capitale du Fezzan, devient en Europe aussi prestigieuse que Tombouctou. Ces routes commerciales qui relient le Tchad à la Méditerranée seront l’objet des visées d’expansion des deys de Tripoli pour le paiement des impôts ; un autre front contre les oligarchies locales — front très turbulent — est constitué par les tribus arabes de la vallée du Tchiati, les Touareg Oraghen et leur capitale Ghat, marché rival de la capitale du Fezzan. Le Fezzan est aussi bien un paysage ethnique particulièrement composite : les Garamantes remontent très loin dans son histoire ; la structure berbère est comme submergée par les migrations du VIII^e^ siècle (domination berbère de Zanila au VIII^e^ siècle ; royaume noir de Kanem et de Borku au XIII^e^ siècle à Traghen ; sultans arabes venus du Maroc à Mourzouk, etc.). Les destructions et les pillages sont mentionnés dans quelques rares chroniques locales ; on est toutefois renseigné sur les noms de certaines tribus du XIV^e^ siècle et des familles maraboutiques du XV^e^ et du XVI^e^ siècles, qui ont laissé des documents écrits. Cf. J. LATHIELLEUX, *Le Fezzan, ses jardins, ses palmiers. Notes d’ethnographie et d’histoire*, Tunis, 1948.

507
Cf. Gavin MARXWELL, *Lords of the Atlas, The Rise and the Fall of the House of Glaous (1893-1956)*, Londres, 1956.

508
« La colonisation et la mise en valeur des terres ont été la méthode adoptée pour diffuser la doctrine du sanoussisme ; cela allait de pair avec le refus politique des races civilisées, que ce soient les Turcs ou les Francs, et avec un

système bien organisé de propriété et de commerce des esclaves. Telle fut la principale politique de son successeur. » (Cf. Public Record Office, W.O. 106, 1531 et 1532.)

509
Le titre de « Mahdi » (= le Messie) vient d'une prophétie selon laquelle, l'année 1 000 de l'hégire (1883), un Messie réformateur et libérateur des Arabes, devait paraître (E. LUPI, *La Tripolitania secondo le piu recenti esplorazioni*, Rome, 1885, p. 37.) En 1885, les tumultes du Soudan égyptien étaient attribués à l'action sanusse.

510
D'après les rapports anglais, « Sanussi, étant un facteur religieux si important dans le monde musulman, a toujours été considéré avec une grande inquiétude par les autorités de Tripoli et de Constantinople, qui voient en lui une puisance potentielle qui pourrait à n'importe quel moment produire un soulèvement et mettre en danger l'influence ottomane en Afrique du Nord. A la même époque, d'un point de vue panislamique, son autorité pourrait se révéler précieuse pour le sultan si les intérêts musulmans étaient menacés par l'intervention des puissances chrétiennes » (cf. Public record Ofice, *W.O., loc. cit.).*

511
D'après les services secrets anglais, « on ne croit pas que les sanussites dans les possessions britaniques et anglaises à l'ouest du lac Tchad (d'après les estimations) soient très nombreux, et leur action, dans l'éventualité d'un djihad, serait probablement limitée aux éléments les plus zélés et les plus fanatiques, prêts à se joindre au scheik lui-même. Si le raisonenment ci-dessus est correct, Sanussi, se battant dans la région du lac Tchad ou dans l'armée du Ouaddai, devrait compter, comme soutien principal, sur ses disciples personnels, les habitants de l'oasis du Tibu, l'armée de Ouled Suleiman et celle du Ouaddai » (cf. Record Office, *W.O., loc. cit.).*

512
Les importations d'armes et de munitions de Tobrouk à Derna furent faites avec le consentement turc, ainsi que les importations par la voie clandestine d'Alexandrie. Les rapports anglais parlent d'environ 1 500 fusils — la plupart Gras et Snyder, envoyés par paquets de 100-200 chacun — , parvenus

à destination par les ports turcs de la Cyrénaïque, au cours des seuls derniers mois de 1898 ; d’environ 7 000 vieux fusils en 1901 envoyés par la route d’Alexandrie ; de 1 500 fusils Martin Henry en juin 1902, envoyés, pense-t-on, de la Turquie. Le Ouaddai est fourni plus ou moins par la même route ; en 1899, 18 000 cartouches pour Winchester et Henry (environ pour 800 fusils) sont importées. (Cf. Public Record Office, *W.O., loc. cit.)*

513

A la moitié de 1907, les effectifs français au Tchari Tchad étaient de 1 769 hommes ; la garnison de Blima, qui ne faisait par partie du district du Tchad, était composée de 60 hommes, un lieutenant et deux sous-officiers. La politique française — déjà largement expérimentée en Algérie, à savoir jouer sur les haines et les rivalités tribales — a ici également atteint ses objectifs : toutes les opérations dont on a parlé furent faites avec de petits contingents d’hommes des tribus soumises, nabiles chevaucheurs de chameaux ; les forces qui capturent Ain Galk, la capitale du district de Borku, étaient composées par trois officiers français, 15 spahis (cavalerie des gens du lieu), 76 méharistes, avec 150 Oulad Suleiman auxiliaires armés avec des fusils modèle 74. (Cf. Public Record Office, *W.O., loc. cit.)*

514

Sur « ottomanisme », « panislamisme », « panturquisme », « turanisme », et les théories de Gokalp, cf. Uriel HEYD, *Foundation of Turkish Nationalism,* Londres, 1950. Sur la fonction catalysatrice de la guerre de Libye pour le nationalisme panturc, cf. *op. cit.,* p. 125 et s.

515

I. et M. ORGE, *Ataturk,* Londres, 1962, p. 30 ; Ch. Warren HOSTLER, *Turkism and the Soviets,* Londres, 1957, p. 93-97.

516

BOURBON del MONTE SANTA MARIA, *L’Islamismo e la Confraternita dei Sanussi,* Città di Castello, 1912, p. 72 et s.

517

Cf. Public Record Office, *W.O.,* 106-1532 (secret), *Intelligence News Statement. Senussi and his relation with Italian.*

518
La présence turque — dont les avantages matériels sont certains — prolonge politiquement une équivoque : en jugeant d'après les « conditions de paix avec les Italiens » proposées par la Sanussya en 1913, on a l'impression que le pouvoir colonial est vu en quelque sorte comme un remplaçant du pouvoir ottoman ; les propositions avancées concernent des révisions de statuts qui reflètent d'un côté une préoccupation collective pour un alourdissement éventuel des impôts et, de l'autre, une préoccupation des élites dans l'éventualité d'une perte de ses propres privilèges économiques. Sont du plus grand intérêt les paragraphes qui portent sur :

1. Le refus de tout désarmement des Arabes.

2. Le refus du recrutement militaire par les Italiens.

3. Les garanties de rétribution légale de la main-d'œuvre arabe utilisée dans les mines de l'intérieur.

4. L'obligation pour le représentant italien de soumettre toute décision à l'Assemblée des scheiks des tribus et leurs représentants.

5. L'obligation pour le gouvernement italien de payer des traitements aux scheiks à raison de 40 L.I. aux scheiks des tribus, et de 17 à 40 L.I. aux scheiks des zawias. Les autres paragraphes concernent par contre les privilèges économiques, ainsi que l'administration du pays :

1. Les terres, les animaux, les biens de propriété des zawias ne paieront pas d'impôts.

2. Les fellahs ne paieront d'autre taxe que celle qu'ils payaient déjà au gouvernement ottoman, cest-à-dire la *zeka-viz* de 2 ou de 2,5 % du produit.

Est déclarée officielle la religion musulmane ; aucun gouverneur ni administrateur ne pouvait être nommé sans avoir eu le consentement de la Sanussya ; le contrôle des routes commerciales est de la compétence de la Sanussya ; les Italiens construiront les infrastructures (routes, écoles, hôpitaux), et la Sanussya en garantira la manutention.) (Cf. Public Record Office, *W.O.*. 101-1532, *Secret, Intelligence News, Statement.*

519
Cf. HASSAN, *La Libya* (Introduc. R. Battaglia).

520
En Italie, notamment, elle sanctionnera la victoire fasciste sur la « pernicieuse congrégation des défaitistes et bandits politiques qui, à Rome, vivaient à

l’ombre de notre indulgent libéralisme… », allusion à la « Ligue des peuples opprimés » qui regroupait les opposants politiques à la guerre de Libye. On apprend, d’après le même Monsieur, le comte Volpi de Misurata, gouverneur de la néo-colonie tripolitaine, que, grâce à cette emprise, la position italienne marque « le plus haut niveau de l’autorité européenne sur les côtes africaines de la Méditerranée » et que, voulant faire une comparaison, « au Maroc, malgré l’admirable œuvre historique du général Lyautey, la guerre sévit ; en Algérie, le communisme commence à s’infiltrer d’une façon préoccupante dans les rangs des citoyens arabes et méditerranéens ; en Tunisie, les mouvements de l’opposition indigène deviennent de plus en plus dangereux, soumis à la souterraine œuvre social-communiste ; la Cyrénaïque n’est pas encore réduite à la paix ; l’Egypte est pleine de mouvements quelquefois violents et qui menacent l’intégrité des colonies européennes… ». Nous citons ici des jugements qui ne sont pas du tout originaux dans leur genre, mais significatifs. En conclusion, fascismes et démocraties d’Europe, sur le front colonial, se solidarisent. (Cf. G. VOLPI di MISURATA, *La Rinascita della Tripolitania,* p. 127 et s.)

Sur l’occupation de la Libye et l’opposition à cette occupation, bien avant la prise de pouvoir du fascisme, cf. la série d’essais *Come Siamo Andati in Lybia,* Florence, 1914 (introd. de G. Salvemini).

521

Sur la presse locale, cf. SOURIAU-HOEBRECHTS, *La Presse magbrébine — Libye, Tunisie, Maroc, Algérie*, Paris, éd. C.N.R.S., 1969.

522

Les documents inédits les plus importants, dont plusieurs « secrets jusqu’en 1971 », auxquels nous faisons référence, se trouvent aux Archives du Public Record Office de Londres. Il nous est fort désagréable de signaler ici que, à l’opposé de l’assistance et de la charmante collaboration que nous avons rencontrées auprès des archivistes du Public Record Office, la Direction du Ministero degli Affari Esteri, Archivi Africa Italiana, section de la Farnesina, a refusé tout accès aux sources. En ce qui concerne les sources anglaises, nous citons ici les plus significatives : War Office N. 354, *Military report on Tripoli* ; n. 441, *Notes on History of Senusiism and its relations to the African possessions of Foreign Powers ;* n. 563, *Military report on Libya ;* n. 32-5733, *Reports, Memoranda, and History concerning nationalist movement* ;

n. 32-5620, *Turkish nationalist intrigue, interview with Enver Pascià ;* n. 106-43, *Italian Expedition to Libya ;* n. 106 (1531-*1532), History of Senusiism ; Senussi-Italian relations.* Nous ne signalons pas ici les sources des archives des Archives centrales de l'Etat (Rome, E.U.R.), dont nous remercions les responsables pour la collaboration active qui nous a été fournie lors de nos sondages.

523
Cf. Uriel HEYD, *Foundations of Turkisch Nationalism*, Londres, 1950 ; C. Warren HOSTLER, *Turkism and the Soviets*, Londres, 1957.

524
Cf. Public Record Office, *W.O.*, 106-1532, *op. cit.* On fait allusion aussi à d'autres troupes — environ 1 500 Noirs qu'on est en train de rassembler à Giarabub — , sous les ordres de Sidi Idris et de Sidi El rad, fils de Sidi Mohammed el-Mahdi.

525
Cf. G. RONCAGLI, *La Guerra Italo-turca*, Milan, 1918, p. 306-330.

526
Cf. U. CAIMPENTA, *Il Maresciallo Badoglio,* Milan**,** 1936, p. 166.

527
Evidemment, dans la version colonialiste, cf. U. CAIMPENTA, *op. cit.*, p. 166.

528
Ahmed Ben en Nasser s'échappe en Egypte ; les deux autres, réunis à Tazerbe, essaieront de rassembler une mehalla d'une centaine d'hommes pour une action de résistance ultime.

529
E. EVANS-PRITCHARD, *The Sanusi of Cyrenaica*, Oxford, 1949.

530
Cf. pour les données sur la colonisation, R.W. HILL, *A Bibliography of Libya,* Durham College, 1959 ; Mohammed MURABET, *A Bibliography of*

Libya, Malte, 1959.

Sur la déportation des Bédouins, cf. Alice GUIBON, *Routes fascistes, au volant sur la Translibyenne,* Dieppe, 1939 ; P. ROSSI, *Libye,* Lausanne, 1956, et un « reportage » sur les camps (vus dans l'optique fasciste) de O. FELICI, *Terra nostra di Cirenaica,* Rome, 1932.

531
Archives du ministère des Affaires étrangères. Quai d'Orsay (cité par la suite : Aff. étr.), Tunisie, série 1917-1929, dossiers 70 et 71.

532
Ibid., dossier 70, raport du 9 juin 1925, p. 227-228.

533
Ibid., note sur les affaires de Tunisie du 20 février 1925, p. 61-64.

534
A. Abdel-Malek, par exemple.

535
Bulletin du comité de *L'Afrique française,* n° 6, juillet 1925, p. 328.

536
Aff. étr., d. 70, 18 mai 1925, par exemple ; d. 71, 6 juillet 1925, p. 3.

537
Ibid.

538
Ibid., d. 70, 18 mai 1925, p. 189.

539
Un exemple, entre autres, de la volonté des autorités de tenir les campagnes dans l'ignorance de ce qui se déroulait au Maroc : les lettres des soldats tunisiens engagés dans les opérations du Rif étaient soumises à une rigoureuse censure, et la moindre allusion à ces opérations faisait intercepter la lettre. (Aff. étr., d. 71, rapport du contrôleur civil de Kairouan, du 5 septembre 1925, p. 141.)

540
D’après les études consacrées à la question (Casemajor, Ziadeh) et nos propres investigations dans les journaux de l’époque (As-Sawab, Murchid al-Uma).

541
Rapports du résident général (qui constituent le plus clair de notre documentation), articles de presse, témoignages oraux.

542
Aff. étr., d. 71, 6 juillet 1925, p. 4.

543
Poème paru dans *Lisân ach-Chacb* de début mai, par exemple.

544
Fath al-Andalus : Aff. étr., d. 70, p. 238-239.

545
Ibid.

546
Affirmation maintes fois répétée de la fin du mois de mai à celle du mois de juillet.

547
Aff. étr., rapport du 9 juin 1925, d. 70, p. 225-226.

548
Ibid., d. 71, 6 juillet 1925, p. 1-2.

549
Ibid., d. 70, rapport du 3 juin, p. 210 ; du 9 juin, p. 225-228.

550
Cf. notre étude de la crise d’avril 1938 à Tunis in *Mouvements nationaux d’indépendance et classes populaires aux XIX*^e^ *et XX*^e^ *siècles en Occident et en Orient,* publiée sous l’égide de la Commission internationale d’histoire des

mouvements sociaux, Paris, 1971, t. I, p. 262 et s.

551
Aff. étr., d. 71, télégramme du 11 juillet, p. 115-116.

552
Ibid., 9 juin, p. 226-227.

553
Ibid.

554
Ibid. et d. 71, rapport du 30 juillet, p. 119-121.

555
D. 70, rapport du 16 mai, p. 180.

556
Ibid., 23 mai, p. 197.

557
Ibid., 30 juillet, p. 121.

558
Ibid., p. 119-120.

559
D'après nos propres investigations dans le domaine de l'histoire du mouvement national. Cf. également Aff. étr., d. 71, p. 161 et s.

560
Aff. étr., d. 71, télégramme du 11 juillet, p. 115-116.

561
Ibid., d. 70, affaire Madanî, p. 228-239.

562
Ibid., p. 238 ; *Ifrîqiya*, 25 mai 1925.

563
Aff. étr., d. 70, télégramme du 8 juin, p. 223.

564
Ibid., rapport du 16 mai, p. 179-180 ; article du *Libéral*, du 13 mai (compte rendu in supplément au *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, n° 6bis, juin 1925, p. 227.

565
Aff. étr., d. 70, rapport du 9 juin, p. 226.

566
Ibid., d. 71, rapport du 6 juillet, p. 2-3.

567
Ibid., rapport du 30 juillet, p. 120-121.

568
Ibid., d. 70, rapport du 18 mai, p. 187.

569
Ibid., télégramme du 21 février 1925.

570
Ibid., p. 248-253.

571
Ibid., p. 191-193.

572
Ibid., rapport du 3 juin, p. 212, et télégramme du 8 juin, p. 223.

573
Ibid., d. 71, rapport du 6 juillet, p. 3.

574
Ibid., télégramme du ministre des Affaires étrangères au résident général, du 25 juin, in d. 70, p. 257.

575
Ibid., d. 71, p. 1-114.

576
Ibid., rapport du 8 août 1925, p. 127-129.

577
Cf. notre rapport de synthèse concernant les pays arabes, in *Mouvements nationaux d'indépendance…, op. cit.*, t. I, p. 235, 248-249.

Ajoutons à ce trait permanent de l'histoire des mouvements nationaux, l'influence de la conjoncture, marquée un peu partout par le recul des mouvements de protestation ou de révolution : outre l'ouvrage indiqué ci-dessus, voir J. BERQUE, *L'Egypte. Impérialisme et Révolution*, Paris, 1967, p. 401.

578
Aff. étr., d. 70, correspondance du 1er au 20 février 1925, p. 5-64. Relevons, en particulier, la déclaration faite par Mhammad-Alî le 15 décembre 1924, et résumant son programme, à notre avis : « Il faut d'abord amener la masse aux syndicats. Lorsque ceux-ci seront organisés, nous envisagerons d'autres buts, dont le premier est la Tunisie aux Tunisiens. Il ne faudrait pas hésiter au besoin à agir par la violence. » (Télégramme de Lucien Saint, 1er février 1925, p. 5.)

579
Ibid., d. 71, rapport du 8 octobre 1925, p. 157. Ajoutons que la commission exécutive du parti destourien condamna cette initiative et fit avorter une deuxième manifestation qui se préparait pour le 30 septembre.

580
A. TOYNBEE, *Survey of International Affairs*, 1925, *vol. 1* : *The Islamic World since the Peace Settlement*, RIIA, Oxford, 1927, p. 105-163 ; *ibid.*, 1937, p. 486 et s. Cf. T.O. RANGER, « Connections between " Primary Resistance " Movements and Modern Mass Nationalism in East and Central Africa », *Journal of African History*, vol. IX, 1968, p. 437 et s., 631 et s. ; K. BROWN, « The Impact of the Dahir Berbere in Salé », in E. GELLNER and C. MICAUD, eds., *Arabs and Berbers*, London, 1973, p. 201-215.

581

J. ROGER-MATHIEU, *Mémoires d'Abd el-Krim*, Paris, 1927, p. 57-58.

582

J. CAGNE, « Les Origines du mouvement jeune-marocain », *Bulletin de la Société d'histoire du Maroc*, n° 1, 1968, p. 8-17.

583

W.R. POLK and J.T. HARRIS Jr., « The Education of a Nationalist. An Interview with Emir Abd el-Krim », *Perspective of the Arab World. An Atlantic Monthly Supplement*, New York, 1956, p. 24-25.

584

D. HART, « Clan, Lineage, Local Community and the Feud in a Rifian Tribe (Aith Waryaghar, Morocco) », in L. SWEET, ed., *Peoples and Cultures of the Middle East*, Garden City, 1970, vol. II, p. 3-9.

585

W.R. POLK, *loc. cit. ;* Allal al-Fasi cite une conversation avec Abd el-Krim : « Je lui ai dit : " C'était pendant la période d'insurrection du Rif. " Son visage est devenu agité, et il m'a dit : " Pourquoi dites-vous insurrection ? C'était une guerre de libération contre l'étranger et de défense de la patrie ". » (*Al-harakat al-istiqlaliyyat fi 'l-Maghrib al-'Arabi*, Marrakech, s.d., p. 138.)

586

Cf. *Al-Alam*, 8 février 1973, éditorial.

587

J'ai posé la question déjà dans *L'Histoire du Maghreb* (1970, p. 325, n. 4). Le fait de lier la guerre du Rif à d'autres soulèvements de populations paysannes et montagnardes maghrébines, plutôt qu'au mouvement nationaliste urbain, ne porte bien entendu aucun jugement de valeur, contrairement à ce que des lecteurs pressés ou malintentionnés ont voulu y lire. On peut certes nier qu'il y ait coupure totale entre soulèvements ruraux et opposition politique urbaine, mais on ne peut prendre la coïncidence temporelle pour un indice d'influence réelle. Si influence il y a, il faudrait la montrer positivement.

588

Je n’ai trouvé qu’un seul numéro (16 avril 1925) où le rédacteur d’Al Sa’àda le comparait au Rogui, à Bou Hmara et à Al-Hiba.

589
Al-Manar, vol. XXVI, n° 2, 21 juin 1925, p. 147-155.

590
Al-Alam, 24 septembre 1971 ; 5 novembre 1971.

591
Interviews d’Allal al-Fāsī, Muhammad Ibrahim al-Kattānī, Abdal-Rahim Bouabid…

592
L’expression est tirée d’un commentaire du *Times*, Londres, 27 mai 1926.

593
Rappelons qu’Al-Hiba a été proclamé sultan à Marrakech, alors qu’Al-Hafīd avait abdiqué, le 12 août 1912, que la nouvelle de la proclamation de Yūsuf n’était pas encore connue à Marrakech, et qu’on pouvait la tenir de toute manière pour irrégulière, imposée par l’étranger.

594
Dans cette perspective, la république est toujours un expédient, une organisation légale provisoire, mais jamais légitime. Des villes, au Maroc et en Andalousie, ont connu des régimes semblables pendant les périodes de turbulence.

595
Dans la notion arabe de *ta’assub*, qui sert à rendre la notion de fanatisme, l’élément négatif n’est pas l’extrémisme idéologique ou l’instabilité psychologique, mais la division politique de la communauté en groupes opposés tenus à des fidélités contradictoires.

596
Critique purement gratuite, car Abd el-Krim semble avoir été un *faqih* de niveau tout à fait honorable.

597
Les articles de Muhammad Ghāzī, Muhammad al-Yāzidī traduisent une lecture assidue d'*Al-Manār*. Allāl al-Fāsī m'a lui-même parlé de l'article en question.

598
Au cours d'une conversation en novembre 1972.

599
Le manuscrit porte le titre : *Al-Zill al-warīf fī muharabati al Rif.* L'auteur, qui était cadi à al-Jadīda (Mazagan), a recueilli les souvenirs de Muhammad Azerqan, qui y était assigné à résidence. Ajoutons que Skīraj était, lui, un *tijani* enragé.

600
Le *makhzen* alawite a toujours eu une attitude hostile aux confréries à vocation politique — Muhammad III, Muhammad IV et Hafīd ont eu une politique anticonfrérique, et par là même ont encouragé les *ulama* salafis, et il est connu que ce dernier a lui-même écrit des opuscules dans ce sens. Il a changé d'avis plus tard, quand il est devenu un simple membre de la communauté musulmane.

ISBN 2-7071-0776-X

Participant d’une démarche de transmission de fictions ou de savoirs rendus difficiles d’accès par le temps, cette édition numérique redonne vie à une œuvre existant jusqu’alors uniquement sur un support imprimé, conformément à la loi n° 2012-287 du 1er mars 2012 relative à l’exploitation des Livres Indisponibles du XXe siècle.

Cette édition numérique a été réalisée à partir d’un support physique parfois ancien conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal. Elle peut donc reproduire, au-delà du texte lui-même, des éléments propres à l’exemplaire qui a servi à la numérisation.

Cette édition numérique a été initialement fabriquée par la société FeniXX au format ePub (ISBN 9782348029530) le 11 décembre 2017.

La couverture reproduit celle du livre original conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal.

*

La société FeniXX diffuse cette édition numérique en accord avec l’éditeur du livre original, qui dispose d’une licence exclusive confiée par la Sofia – Société Française des Intérêts des Auteurs de l’Écrit – dans le cadre de la loi n° 2012-287 du 1er mars 2012.